

## Un révolutionnaire-diplomate: Christian Rakovski

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES  
CENTRE DE RECHERCHES HISTORIQUES

## Civilisations et Sociétés 57

MOUTON ÉDITEUR • PARIS • LA HAYE • NEW YORK  
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

FRANCIS CONTE

Un révolutionnaire-diplomate:  
Christian Rakovski  
L'Union soviétique et l'Europe  
(1922-1941)

Préface d'Annie Kriegel

MOUTON ÉDITEUR • PARIS • LA HAYE • NEW YORK  
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

**ISBN: 90-279-7993-6 (Mouton, La Haye)**  
**2-7193-0811-0 (Mouton, Paris)**  
**2-7132-0065-2 (E.H.E.S.S.), Paris)**

**© 1978, Mouton Éditeur and École des Hautes Études en Sciences Sociales**

***Printed in the Netherlands***

## Préface

Francis Conte avait pris au départ un parti redoutable: écrire, comme thèse de doctorat d'Etat, la biographie de l'une des figures les plus contrastées de la geste soviétique: Christian Gueorguevitch Rakovski.

Redoutable: toute biographie l'est, qui appelle un constant va-et-vient –de l'infime et parfois insipide détail concret aux plus vastes horizons généraux de la pensée ou de l'action.

Mais plus redoutable encore quand il s'agit d'un homme comme Rakovski.

Pour des raisons qui tiennent évidemment à ce que, dans l'Union soviétique des années trente, la mort physique n'était pas une fin ni un rachat. Rakovski, épargné à l'issue du troisième des «grands procès» où il comparut en mars 1938, a été, avec tous ceux des anciens compagnons de Lénine et de Trotski qui avaient survécu aux purges et aux massacres, fusillé sur ordre de Staline quand les Allemands franchirent la frontière soviétique le 21 juin 1941.

Mais la mort physique n'était qu'un bref repère dans une entreprise plus ambitieuse et plus constante, menée de manière obstinée, implacable, obsessive: effacer toute trace de ce qui fut mais, au regard de la Vérité, n'aurait pas dû être. Francis Conte, avec une sobriété toute britannique, nous fait entendre quels fantastiques efforts il a dû déployer pour recueillir ce qui a pu échapper aux infatigables traqueurs et truequeurs de la vérité d'une vie. Il ne se fait pas d'illusion: seule l'incompétence étourdie (ou, pourquoi pas? la paresse dédaigneuse) des pilonneurs de livres maudits qu'on appelle par antiphrase bibliothécaires a permis de sauver des bribes –celles qui, par chance, avaient paru sous pseudonyme.

Mais redoutable, la biographie de Rakovski l'était pour des raisons qui tiennent au personnage lui-même. Pas seulement à l'inachèvement de l'homme et de l'œuvre: plutôt à leur caractère indécis qui plonge l'historien et son lecteur dans la perplexité.

Un homme en effet qui eut toutes les ubiquités, tous les dons et toutes les séductions. Né en Bulgarie, devenu Roumain par la grâce d'un déplacement de frontières, il a acquis sa culture en France. Il a été chez lui dans toute l'Europe balkanique. Il a été le patron de l'Ukraine soviétique. Il a été l'ambassadeur des Soviets à Londres et à Paris. Il parlait et écrivait le roumain, le bulgare, le français, l'anglais, l'allemand, l'ukrainien, le russe. Il a été médecin de campagne, philosophe, écrivain, journaliste, conférencier, organisateur, chef de gouvernement, diplomate, porte-parole d'un courant d'opposition. Il a connu, fréquenté, estimé Plekhanov, Guesde, Jaurès, Lénine, Trotski, Vandervelde, Anatole de Monzie, Pierre Benoît, Francis Carco, Panaït Istrati: il a été estimé d'eux. Il a réfléchi à la question paysanne en Bulgarie et en Ukraine; il a milité pour que le socialisme puisse contribuer à surmonter précisément la «balkanisation» de l'Europe balkanique; il a eu à se prononcer sur les rapports, dans l'Europe de la première guerre mondiale, entre la guerre, la paix et la révolution; il a eu à traiter pratiquement, en Ukraine, du problème des nationalités au sein de l'Union soviétique; il a eu, à Genève, à Lausanne, à Gênes, à Londres et à Paris, à reconnaître et explorer comment la jeune République des soviets pouvait jouer son jeu de Grande Puissance et de centre du mouvement révolutionnaire mondial dans l'arène internationale et le concert des nations; il a eu enfin et amèrement à méditer sur ce qu'on appelait déjà à l'époque la dégénérescence du parti bolchevik, c'est-à-dire sur le rapport entre léninisme et stalinisme. Christian Gueorguevitch était un homme heureux: doux, aimé, séduisant, riche, généreux, désintéressé, humain, cultivé, les horizons vastes, de bonnes manières, une incomparable aisance et puis, avec cela, sérieux, travailleur, simple, modeste, réfléchi, appliqué.

Que de voyages, de peines, de fatigues, de discours, de lectures, d'écritures! Voyez-le, relégué à Astrakhan en 1928: entre deux lectures, celle en anglais de Dickens et celle en russe de Babel, entre les œuvres d'Ovide et le *Don Quichotte* de Cervantes, entre la lecture, en français, de *L'Humanité* et, en allemand, d'autres journaux, il écrit. Des lettres, des notes, des memoranda, des rapports, des directives, des souvenirs, des réflexions et puis un livre sur Saint-Simon et le socialisme utopique.

Admirable? Comment ne pas hésiter à se prononcer? Christian n'était au départ ni russe, ni ukrainien, ni juif, ni bolchevik. Fils d'une famille éclairée et libérale de propriétaires fonciers dans une Europe qui s'éveillait, au tournant du siècle et de proche en proche, à l'industrie, à la science positive, à la démocratie, c'était un social-démocrate de la grande tradition européenne. Familier des mots qui lui venaient des Lumières – tolérance, liberté, peuple, nation, paix, progrès – et des mots qui lui venaient

du monde marxiste de la II<sup>e</sup> Internationale—justice, internationalisme, socialisme, classe ouvrière, parti. Et le voici qui bascule, en décembre 1917 seulement: le voici léniniste, commissaire du peuple, fanatique, terroriste, ange exterminateur. Pour toujours, et en même temps pas vraiment: quand le léninisme aura tourné au stalinisme, Rakovski sera trotskiste parce que ce sera sa manière d'être fidèle à Lénine sans devenir stalinien.

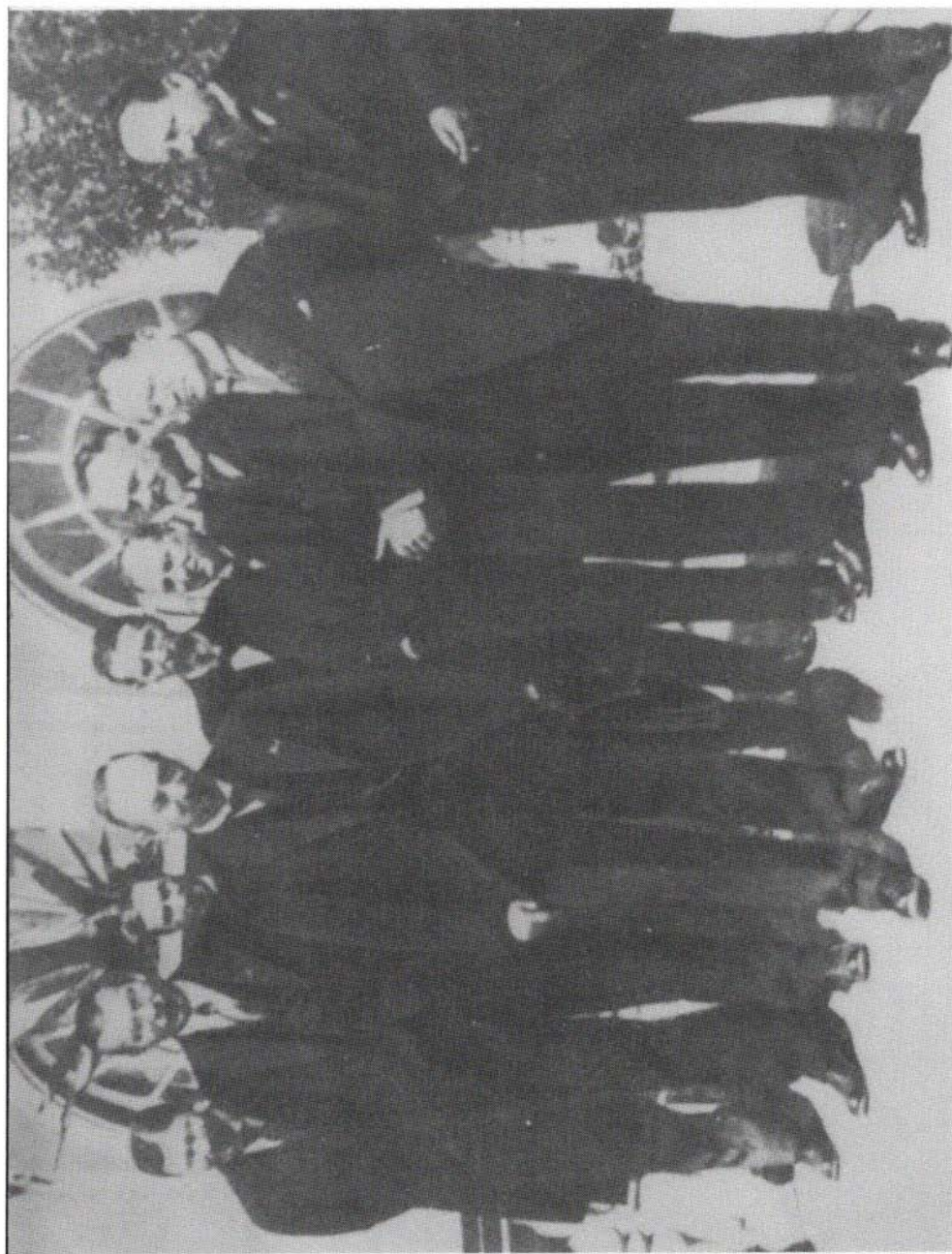
Mais qu'importe alors à Staline! Rakovski a fait son temps et rempli sa fonction: pour ce qui était en son pouvoir, transférer à la III<sup>e</sup> Internationale la part de légitimité qui lui venait de la II<sup>e</sup>.

La décomposition physique et morale, la descente aux Enfers du premier ambassadeur des Soviets à Paris—la descente éperdue d'un mannequin lamentable, grotesque, bavard—sont affreuses. La dignité et la lucidité ne sont plus de ce monde-là. Fallait-il y aller? Et suffit-il d'avoir été un «homme de bonne volonté»?

Francis Conte ne tranche pas. Mais, en produisant ici le seul volet «bolchevik» de la vie de Rakovski (1922-1941), il fournit le maximum de données encore disponibles qui permettent au lecteur d'apprécier le degré de consistance et de cohérence du choix décisif de Rakovski quand il passa «de Jaurès à Lénine».

ANNIE KRIEGEL





*La délégation soviétique à la Conférence de Gênes (10 avril – 19 mai 1922)  
Christian Rakovski est le quatrième en partant de la droite*

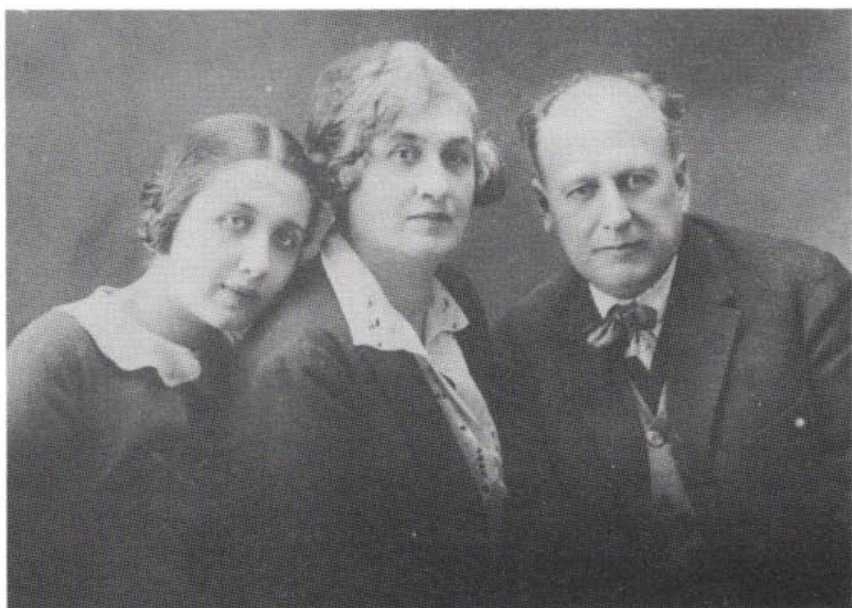


*Christian Rakovski, 1925-26*

Source: L. Fischer, *The Soviets in World Affairs*,  
Londres, J. Cape, 1930



Les deux complices: Tchitchérine (à gauche) et Rakovski  
Source: *Le Matin*, 5 septembre 1927



*Christian Rakovski  
à Barnaoul (Sibérie)  
en haut, en 1929  
à gauche, en 1932*  
Photo: Radu Codreanu,  
Bucarest, Roumanie

## Introduction

Lorsque l'auteur commença à s'intéresser à la personnalité, à l'action et à l'œuvre de Christian Gueorguevitch Rakovski, il fut mis en garde par un spécialiste des questions soviétiques – V. Holubnychy –, qui lui montra où résidait la première difficulté qu'il lui faudrait surmonter:

«Rakovsky is undoubtedly a very colourful personality, and I am sure you will find it gratifying to work on such a thesis. However, you must be prepared for a hard job. You will have to find and collect various bits and pieces of information scattered over a large volume of sources. The work will not be easy, I can warn you<sup>1</sup>. . .»

Rassembler une partie importante des ouvrages, des articles, et des interviews de Rakovski posa en effet beaucoup plus de problèmes qu'il n'avait semblé au premier abord. Notre personnage était un internationaliste-né: Bulgare de naissance, Roumain de nationalité et Français de culture, il était Russe par ses relations et ses sympathies révolutionnaires<sup>2</sup>. Il fut certainement la personnalité la plus cosmopolite du mouvement socialiste européen au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, après avoir été l'âme du parti socialiste roumain et un des agents les plus actifs du mouvement socialiste dans les Balkans.

Grâce à ses voyages incessants à travers l'Europe, grâce aussi à une éducation marxiste très solide sous l'égide de Plekhanov et de Jules Guesde, Christian Gueorguevitch avait eu l'occasion de connaître et la possibilité de comprendre tant le socialisme de l'Est de l'Europe que celui de l'Ouest. Héritier des traditions spirituelles de la Révolution française et de la Commune parisienne de 1870, il avait le rare privilège d'être considéré (même par beaucoup de ses ennemis politiques) comme «un homme de parti, mais savant et philosophe»<sup>3</sup>.

C'est en raison de cette envergure personnelle que Lénine choisit, en 1918, de confier à cet ancien ennemi politique la tâche de bolcheviser l'Ukraine, et d'aider le premier Etat socialiste à établir des liens (à la

fois diplomatiques et révolutionnaires) avec le monde extérieur. C'est peut-être cette même largeur de vues qui causa la perte de Rakovski, lorsque Staline commença à partir de 1923, à réunir entre ses mains tous les fils du pouvoir.

Il était essentiel de retrouver le plus grand nombre possible d'écrits de Rakovski, afin d'apprécier l'importance de ses idées personnelles par rapport à celles de Blagoev, de Plekhanov, de Guesde ou de Jaurès, par rapport à celles de Lénine, de Trotski ou de Staline. Il s'agissait de cerner l'apport personnel de Christian Gueorguevitch Rakovski à la pensée socialiste de son temps, qu'il s'agisse de la question paysanne en Bulgarie, de la Fédération des peuples balkaniques, de l'organisation de la paysannerie pauvre en Ukraine, de l'éducation politique dans l'Armée rouge, du problème des nationalités au sein de l'Union soviétique, ou d'une réflexion sur les causes de la «dégénérescence» du parti bolchevique. Il fallait aussi le suivre dans ses activités quotidiennes de militant révolutionnaire et de diplomate.

L'auteur vit, à l'usage, que les témoignages concernant la personnalité et l'action politique de Rakovski étaient fort dispersés, écrits en différentes langues (russe, ukrainien, allemand, anglais, roumain et bulgare), et à première vue introuvables. Cela était dû, tout d'abord, à cette vocation internationaliste de Rakovski, à son rôle d'acteur révolutionnaire, à son art de commentateur fort prolifique des grands événements qui bouleversèrent l'Europe au début de ce siècle. A la dispersion des sources s'ajoutait un problème plus grave encore: celui de leur «évanouissement». En tant que trotskiste (et leader de l'opposition trotskiste en U.R.S.S. de 1929 à 1934), Rakovski vit ces œuvres disparaître de toutes les bibliothèques de l'U.R.S.S., et son nom oblitéré de tous les livres, de toutes les encyclopédies, mémoires et ouvrages scientifiques publiés en U.R.S.S.

Pour retrouver ces livres et ces brochures, il existait un instrument précieux: la liste des publications annuelle de l'U.R.S.S. consignées dans *Letopis' Knig*, *Letopis' journal'nykh statei*, et *Letopis' gazetnykh statei*. Malheureusement, ces collections n'existaient pas dans les premières années du régime soviétique, et seule la lecture des quotidiens *Izvestiya* et *Pravda* put nous renseigner sur les années 1917-1927. Il fallut aussi consulter le plus grand nombre possible de périodiques russes, ukrainiens, anglais et français pour reconstituer un début de bibliographie, puis ramasser cette multitude de miettes pour faire une synthèse.

D'un autre côté, l'auteur s'est efforcé de consulter toutes les archives publiques, tous les «papiers» des principaux hommes politiques qui avaient été en contact avec Rakovski. C'est ainsi qu'il fut amené à tra-

vaille pendant près d'une année dans les archives de Lloyd George, et surtout dans les archives du Foreign Office (à Londres et à Ashridge), où il put consulter les papiers personnels de Lord Curzon, de Ramsey MacDonald, d'Austen Chamberlain, d'Arthur Ponsonby, de Sir Charles Mendl et de G. Locker-Lampson. A l'université de Harvard, où il passa l'été 1966, l'auteur travailla dans les archives de Trotski, qui comportent toute une section concernant Rakovski; à Amsterdam il travailla sur les papiers de Krassine, à Paris sur ceux de De Monzie (sans, d'ailleurs, avoir la possibilité de les citer). A Londres comme à Paris (ministère de l'Intérieur)<sup>4</sup>, il fut autorisé à étudier de près tous les dossiers concernant la politique étrangère de l'Union soviétique dans la première décennie qui suivit la révolution d'Octobre, ainsi que tous les documents concernant Rakovski. Il a aussi recueilli avec beaucoup d'attention les témoignages d'hommes politiques comme Paul-Boncour et Marius Moutet, de diplomates comme André François-Poncet, George Kennan (ancien ambassadeur américain à Moscou et professeur à l'université de Princeton), et Ivan Maïski (ancien ambassadeur soviétique à Londres, ancien vice-ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. et collaborateur de Rakovski dans les années 1924-1925). Il s'est aussi mis en rapport avec des personnalités aussi différentes que Pierre Pascal, Jacques Chastenet, Gérard Rosenthal, Zelda Coates et Boris Souvarine, avec des journalistes comme Louis Fischer (qui eut l'amabilité de lui confier toutes ses notes et tous ses documents concernant Rakovski).

Dans son travail, l'auteur fut particulièrement aidé par les circonstances, et plus encore par les universitaires et les bibliothécaires qui eurent l'obligeance de l'aider. Le professeur Luciani fut le premier à l'intéresser à l'histoire de l'Union soviétique, et celui qui sut toujours le diriger et le conseiller avec une compréhension et une compétence véritablement rares. C'est à lui que l'auteur doit d'avoir mené à bien ce travail, non seulement grâce à ses collections personnelles de livres et de journaux (qu'il eut l'obligeance de mettre à sa disposition), mais surtout grâce à ses encouragements permanents.

Un séjour de trois années à l'université d'Oxford comme boursier de la Fondation Besse, puis comme boursier de la Fondation de recherche Bryce, fut mis à profit pour se documenter sur l'histoire de l'Union soviétique, d'abord au Centre des études d'Europe de l'Est dirigé par St Antony's College, puis à la merveilleuse Bodleian Library (Oxford) et au British Museum. MM. Max Hayward, John Simmons et H. T. Willetts, les docteurs Gilbert, Kathov, Kindersley et H. Shukman furent alors des maîtres remarquables et des conseillers précieux. Qu'ils en soient ici vivement remerciés.

L'auteur est aussi redevable au professeur Merle Faisod, qui lui donna l'autorisation de consulter et de citer les archives de Trotski et de faire faire des microfilms de toute la correspondance échangée entre Trotski et Rakovski, ainsi que de toutes les notes que le leader exilé écrivit sur son camarade de combat. Les recherches que l'auteur avait entreprises dans la très belle bibliothèque du Congrès à Washington furent complétées par un séjour de près de deux ans en Union soviétique. Les richesses de la bibliothèque Lénine, de la bibliothèque de l'Académie des sciences, et surtout de la Bibliothèque fondamentale des sciences sociales (l'ancienne bibliothèque de l'Académie communiste dirigée par Boukharine) permirent alors à l'auteur de prendre connaissance d'un grand nombre de sources inaccessibles en Europe de l'Ouest ou aux Etats-Unis<sup>5</sup>.

En France, la Bibliothèque nationale, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, la VI<sup>e</sup> Section de l'Ecole pratique des hautes études, la bibliothèque de l'Institut d'études slaves ne manquèrent pas d'utilité. L'auteur tient à remercier tout particulièrement Mme Annie Kriegel, professeur à l'université de Paris-X, pour l'amabilité et l'efficacité avec laquelle elle le conseilla toujours. Il est aussi reconnaissant envers M. G. Haupt, le «spécialiste» de Rakovski (entre bien d'autres choses), et Mme Carrère d'Encausse, qui lui permit de prendre connaissance des papiers de De Monzie.

L'auteur veut enfin remercier très sincèrement la Fondation nationale des Bourses Zelligja, qui fut la première à l'aider matériellement, et qui lui permit de partir travailler aux Etats-Unis et en Hollande (Institut international d'histoire sociale) grâce à deux «prêts d'honneur» qui vinrent compléter l'aide financière qu'elle lui fournit pendant les trois années au terme desquelles il fut nommé lauréat de cette fondation.

Pour des raisons techniques, seul le deuxième volet de notre *Essai de biographie politique*, couvrant les années 1922-1941 de la vie de Christian Rakovski est ici présenté au lecteur.

LIVRE I

Rakovski diplomate  
(1922-1927)



## CHAPITRE I

### Christian Rakovski et la diplomatie soviétique

Trotsky nota un jour, tout en s'excusant avec ironie auprès de MM. les diplomates qui pourraient se blesser: «Parler de Rakovski comme d'un diplomate, c'est vouloir le rabaisser<sup>1</sup>.» Ce jugement se comprend, dans la mesure où les activités diplomatiques n'occupèrent Rakovski que pendant quelques années de sa vie. De plus, si Christian Gueorguevitch n'avait été qu'un diplomate, et même un bon diplomate comme Tchitchérine, Trotsky ne lui aurait certainement pas dédié son livre *Littérature et révolution* en utilisant ces mots simples et éloquents: «... Au Combattant, à l'Homme, à l'Ami.»

Cependant, même si Trotsky estimait que le rôle de Rakovski au cours des conférences internationales de Gênes et de Lausanne, puis à Londres et à Paris en tant que représentant de l'Union soviétique, avait eu une importance exceptionnelle dans la mise en pratique d'un système complexe de relations viables entre le premier Etat ouvrier et les puissances «bourgeoises» d'Europe occidentale, il ne pouvait l'apprécier pleinement. Pendant les quelques mois où il avait été lui-même commissaire aux Affaires étrangères (en 1917), il s'était refusé à imaginer qu'il fût possible, ou même souhaitable, d'établir des relations pacifiques avec les gouvernements bourgeois. Il avait même été jusqu'à considérer que son rôle consistait à faire paraître un certain nombre de publications retentissantes à l'intention des peuples «opprimés», puis de «fermer boutique». Il avait aussi tenu à révéler aux nations «abusées» de l'Europe la teneur de tous les traités secrets signés avant 1914 par le gouvernement tsariste et ceux qui allaient devenir ses alliés au cours de la guerre «impérialiste». Trotsky dénonçait toutes ces «machinations», car il ne croyait pas à l'utilité de relations diplomatiques et commerciales entre deux blocs si fondamentalement intéressés à se détruire l'un l'autre pour dominer le monde. C'est pourquoi, lors des négociations de paix avec les Allemands à Brest-Litovsk<sup>2</sup>, il avait essayé de parler «par-dessus» la

tête des représentants allemands, pour en appeler au peuple et le pousser à l'insurrection. Certes, Trotski avait rejeté avec Lénine la notion de «guerres révolutionnaires», que défendaient les bolcheviks de gauche – Boukharine, Radek, Dzerjinski, Ioffé ou Pyatakov. Les deux leaders étaient encore plus hostiles à l'idée qu'Alexandra Kollontai résuma en ces termes au VII<sup>e</sup> Congrès des soviets (mars 1918): «Si notre République soviétique doit périr, d'autres porteront l'étendard en avant'.»

Pourtant, il ne faut pas oublier que Trotski se laissa trop souvent hypnotiser par la vision abstraite qu'il avait des mouvements sociaux et des méthodes qui permettraient de mettre en place une société communiste. Lénine, au contraire, avait le don d'utiliser toute la complexité des circonstances pour arriver au but qu'il s'était fixé. – C'est ainsi qu'à l'époque des négociations de Brest-Litovsk, à la fin de 1917 et au début de 1918, Trotski avait attaché son nom à la formule: «Ne pas faire la guerre, ne pas faire la paix», qui était très ingénieuse, mais qui faillit être fatale pour la jeune République soviétique. Pour sa part, Lénine avait préféré la prudence et les conséquences graves d'une paix momentanée qui lui servait de répit.

A cette époque, Rakovski n'avait pas pris publiquement position en faveur de son camarade Trotski. Comme tous les leaders socialistes, il voulait avant tout que la flamme révolutionnaire allumée par la révolution d'Octobre ne fût pas étouffée. Pour cela, il fallait gagner du temps. Si Lénine avait alors placé Christian Gueorguevitch à la tête de la délégation bolchevique qui devait parlementer en Ukraine avec Skoropadski puis avec les Allemands (d'avril à octobre 1918), s'il voulut immédiatement après le faire nommer ambassadeur à Vienne (octobre-décembre 1918), c'est qu'il avait senti que celui-ci comprenait la nécessité d'un temps de répit (*peredychka*)<sup>4</sup>. Rappelons à ce sujet la déclaration capitale que Rakovski fit en août 1918, car elle explique une part importante de ses activités diplomatiques jusqu'en 1926-1927: «Nous attendrons jusqu'à ce que le prolétariat international unifié se lève pour combattre le capital international unifié. La République soviétique russe, par le simple fait qu'elle existe, jouera un grand rôle historique. Notre tâche est de tenir jusqu'à la révolution internationale, et les gens qui, avec une légèreté criminelle, essayent de nous attirer dans une guerre qui exposerait la République soviétique à de nouvelles attaques, n'aident pas la révolution internationale, mais plutôt empêchent la pénétration du mouvement révolutionnaire dans les masses de la classe ouvrière européenne<sup>5</sup> . . .»

Nous comprenons mieux, maintenant, l'utilité que Rakovski vit toujours d'une diplomatie efficace, qui devint très tôt pour le jeune Etat

soviétique un des moyens de lutte utilisé de concert avec le Komintern et l'Armée rouge<sup>6</sup>. Pourtant, s'il était intransigeant sur les questions de principe, Christian Gueorguevich savait être plus souple quant à leur application. Lors des réunions du groupe de Zimmerwald en 1915, par exemple, il avait toujours agi en conciliateur dans le but de préserver l'unité d'un mouvement socialiste opposé à tout dogmatisme. Ses qualités de «loueur politique» que Trotski se plaisait à souligner se combinaient alors avec des dons innés de diplomate. C'est ainsi que lorsqu'il eut joint son sort à celui de la révolution bolchevique, en décembre 1917, deux raisons essentielles militèrent pour en faire un diplomate: tout d'abord sa psychologie, et puis ses talents de négociateur et son expérience en ce domaine.

Trotski fut toujours séduit par ce premier aspect de la personnalité de son camarade politique: il nota dans ce sens, tout en dessinant son propre portrait comme à contre-jour: Christian est né dans une famille riche et éclairée de Bulgarie. Depuis son enfance, «il a eu l'occasion de porter smoking et haut-de-forme», ce qui allait lui permettre de mieux pénétrer la psychologie de ses interlocuteurs, de ces diplomates européens pour qui «smoking et haut-de-forme sont une tenue de travail»<sup>7</sup>.

Cette remarque de Trotski est plus importante qu'il n'y paraît au premier abord. Il est bien connu qu'à cette époque les diplomates étaient issus, dans leur grande majorité, de cette aristocratie ou de ces vieilles familles européennes qui étaient, depuis des générations, au service de l'Etat. Ils étaient attachés à ces traditions d'aisance et d'urbanité, à cette souplesse, à cette distinction naturelle qui faisaient leur orgueil beaucoup plus que leurs qualités de négociateurs. Or, comme nous le verrons à l'occasion de la conférence de Gênes de 1922, l'apparition des représentants bolcheviks fut attendue comme la venue de «sauvages» engoncés dans leurs habits de fête. Un diplomate anglais (qui n'était autre que J. D. Gregory, le chef du «Northern Department» au Foreign Office), allait décrire en ces termes ce spectacle mémorable: «On n'a jamais rien vu comme l'apparence des bolcheviks. Deux d'entre eux sont venus à la séance plénière; on avait tout à fait l'impression qu'ils arrivaient en droite ligne d'une pantomime de Drury Lane, un vrai mélo avec ses coupe-jarrets du genre 'Les bébés au bois'! Tchitchérine ressemble au dégénéré qu'il est; évidemment, à l'exception de lui-même et de Krassine, j' imagine qu'ils sont tous juifs. Il est bien désagréable de penser que le principal centre d'intérêt se trouve être ici nos relations avec ces gens-là...»

Rakovski fut un des premiers témoins de ces difficultés. Il alla même jusqu'à parler un jour de «cette lourde croix»<sup>9</sup> que devaient porter les

membres du commissariat soviétique aux Affaires étrangères: ceux-ci devaient en effet entretenir des relations avec des gens «d'une tout autre tournure d'esprit», des gens qui avaient «une tout autre conception du monde et une éducation tout à fait différente». «Les diplomates, ajoutait-il avec dérision, font trois pas en arrière lorsque nous nous approchons d'eux<sup>10</sup>.»

Il est certain qu'au début des années 1920 beaucoup d'hommes politiques, beaucoup de représentants de l'Europe «bourgeoise», s'inquiétaient d'avoir à établir des contacts avec ces «énergumènes»; mais ils craignaient surtout leur mentalité de «révolutionnaires fanatiques». Le chargé d'affaires britannique à Moscou, Sir Robert Hodgson, écrivait ainsi avec horreur au Foreign Office: «Ce sont tous des conspirateurs, d'anciens bagnards ou des gens qui ont fui la justice, et qui ont vécu toute leur vie comme des hors-la-loi. Ils ont l'esprit tortueux des conspirateurs et leur suspicion, et ils sont incapables d'être francs ou de comprendre la franchise des autres<sup>11</sup>.»

En fait, un Rakovski, un Ioffé ou un Vorovski se trouvaient, en raison de leur naissance, de leur éducation et de leur culture, liés à une société qu'ils avaient rejetée, mais dont ils étaient issus et qui les avait profondément marqués. Ils se situaient aux antipodes de l'ignorance, de la grossièreté, de l'intolérance et du dogmatisme étroits qui allaient caractériser les émules de Staline (ce «bolchevik de province», comme l'appelait Trotski)<sup>12</sup>. Pour sa part, Rakovski ne se départit jamais d'une qualité qui le prédisposait au rôle de diplomate: cette *obkhoditel'nost'* (à la fois urbanité et aménité) que Trotski souligna à plusieurs reprises, en ajoutant toutefois: «Ce n'était pas là le résultat d'une éducation de salon, qui modèle un masque toujours souriant de mépris et d'indifférence à l'égard des autres. Rakovski n'a jamais eu cette attitude arrogante qui vient d'une pénétration psychologique trop profonde de l'esprit des hommes et des motifs qui les poussent à agir. La pénétration psychologique sans volonté créatrice est toujours inévitablement teintée de cynisme ou de misanthropie. Ces sentiments étaient totalement étrangers à Rakovski. Il y avait dans sa nature une source d'optimisme inextinguible<sup>13</sup>, d'intérêt très vif pour les autres et de sympathie à leur égard<sup>14</sup>.»

A un contact facile, Rakovski alliait une amabilité spontanée et une grande facilité d'élocution. Paul-Boncour, qui fit sa connaissance en 1925, écrivit à ce sujet: «Je ne sais si Rakovski était aussi musicien qu'il était érudit et lettré; cet ambassadeur soviétique qui, dit-on, avait terrorisé l'Ukraine, témoignait d'une culture dont l'étendue en faisait bien un des causeurs les plus séduisants que j'ai rencontré dans la diplomatie

qui, à commencer par la nôtre, n'en manqua jamais<sup>15</sup>.» La séduction qu'exerçait Christian Gueorguevitch venait aussi de son cosmopolitisme, puisqu'il parlait la plupart des langues de l'Europe occidentale et orientale, à la différence des bolcheviks du type de Staline, Molotov ou Kaganovitch. Comme le déclara à juste titre A. de Monzie: «Il est curieux d'observer que la qualité principale de ce diplomate d'exception soit sa parfaite aisance, comme si, mis à la porte incongrûment par tant de nations, il se soit habitué [*sic!*] à se considérer chez lui un peu partout<sup>16</sup>.»

Par cette phrase, de Monzie montre fort bien qu'il n'y a pas de véritable coupure entre les activités diplomatiques et les activités révolutionnaires de Rakovski. C'est de la même façon que Karl Radek expliqua l'habileté des diplomates soviétiques, en rappelant les joutes oratoires auxquelles ils avaient participé avant la révolution d'Octobre afin de préciser et d'affirmer leurs idées: «Les négociations sans fin avec les mencheviks, affirma-t-il un jour, perfectionnèrent notre technique; c'est au cours de ces vieilles luttes que le camarade Tchitchérine apprit à rédiger les notes diplomatiques<sup>17</sup>.» Il est vrai que cette expérience n'empêche pas Radek lui-même, d'être considéré par Lénine comme un très mauvais diplomate, un émissaire qu'il était toujours obligé de rabrouer pour essayer de lui faire tenir sa langue<sup>18</sup>.

Au contraire, Christian Gueorguevitch savait d'instinct utiliser tous les atouts de la diplomatie. Dès le mois de décembre 1917, il avait déclaré avec un certain cynisme que «le bluff et le double jeu» sont les meilleures armes d'un bon négociateur<sup>19</sup>. Une telle attitude ne le choquait absolument pas: comme à l'époque de ses relations plus ou moins lointaines avec l'état-major allemand au cours de la première guerre mondiale, seul comptait à ses yeux le but à atteindre<sup>20</sup>. Il est un fait que, dans son travail de révolutionnaire comme dans sa vie privée, Christian Gueorguevitch n'était que «peu enclin à la naïveté». En faisant cette remarque, Trotski ajoutait que «l'amitié de Rakovski était d'autant plus sûre et séduisante dans les relations personnelles qu'il était exempt de toute illusion et qu'il n'en avait pas besoin le moins du monde»<sup>21</sup>. Celui-ci déclara dans ce sens à la veille de la conférence de Gênes: «On sait depuis longtemps ce qu'est un diplomate. Dès la fin du 18<sup>e</sup> siècle, dans le célèbre *Barbier de Séville*, on dit du diplomate après avoir indiqué quelque autre qualité: 'Il lui a été donné une langue pour lui permettre de cacher ses pensées'<sup>22</sup>.»

Lorsque Lénine se vit obligé de «faire l'éducation» des diplomates soviétiques, puisqu'il n'avait que des révolutionnaires à sa disposition, il utilisa presque mot pour mot cette formule en lui donnant toutefois

une interprétation beaucoup plus catégorique: «Un diplomate doit savoir se taire, et parler sans ne jamais rien dire<sup>23</sup>.» On comprend dans ce cas pourquoi Trotski disait que «parler de Rakovski comme d'un diplomate [était] vouloir le rabaisser». A ses yeux, Christian Gueorguevitch était d'abord «un écrivain, un organisateur, puis un administrateur. Ce fut un soldat, précisait-il, et l'un des principaux fondateurs de l'Armée rouge<sup>24</sup>. Enfin, et seulement à ce stade, vient son activité de diplomate. Il fut moins que quiconque un diplomate professionnel... Si l'on parle de profession dans le sens bourgeois du terme, c'était un médecin... Mais une autre vocation eut sur lui une tout autre influence et l'arracha à la médecine: la profession de combattant politique»<sup>25</sup>.

Ces notes de Trotski nous donnent la meilleure explication de la vive irritation qu'éprouva Rakovski lorsque Staline décida, en sa qualité de dirigeant de l'Inspection ouvrière et paysanne, de le verser dans la diplomatie. D'une part, Christian Gueorguevitch fut démis en juillet 1923, avec une brutalité sans précédent, de ses fonctions de président du conseil des commissaires du peuple et de commissaire du peuple aux Affaires étrangères de la République socialiste soviétique ukrainienne; d'autre part, il considéra le fait d'être envoyé à Londres par Staline comme un véritable exil. En effet, et c'était là à ses yeux l'essentiel, il était ostensiblement éloigné du centre des décisions politiques suprêmes. En tant que membre et dirigeant du Politburo ukrainien, en tant que membre du comité central et de son présidium (de la R.S.F.S.R. à partir de 1919, de l'U.R.S.S. après 1923), partisan et ami très proche de Trotski, Rakovski était au courant de toute la politique de son pays d'adoption à laquelle il participait de façon très active. Au lendemain de la révolution d'Octobre, il avait rapidement affirmé ses capacités politiques, d'abord à l'échelon de la République ukrainienne qu'il dirigea en véritable «patron» (*khozyain* selon l'expression de B. Souvarine), puis au niveau de la Fédération. En l'éloignant physiquement, Staline diminuait inévitablement sa participation aux conseils de la Fédération, dans le but d'en faire un simple exécutant.

Certes, Rakovski fut immédiatement nommé commissaire adjoint aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S. (juillet 1923), et envoyé à Londres en remplacement de Léonide Krassine pour tenter d'établir des relations diplomatiques durables avec un des pays qui avait encore le plus de poids en Europe et dans le monde. Mais du jour où il fut nommé diplomate, Christian Gueorguevitch perdit son indépendance de dirigeant politique, et lorsqu'il essaiera de la recouvrer, en 1926-1927, il sera beaucoup trop tard. Krassine, qui à partir de 1921 fut à la fois diplomate et commissaire du peuple au Commerce extérieur<sup>26</sup>, connaissait bien ce problème.

C'est en parfaite connaissance de cause qu'il écrivait à sa femme en octobre 1926: «Le passage à un travail exclusif de diplomate... non seulement me répugne, mais il m'est réellement impossible. Les dirigeants du commissariat aux Affaires étrangères, y compris Litv(inov), Tchitch[érine] et consorts, me dévoreraient immédiatement. Si je ne suis pas sous leur dépendance, c'est uniquement parce que j'ai mon propre commissariat<sup>27</sup>.»

Il serait donc intéressant de savoir quel rôle exact a joué Rakovski diplomate jusqu'en 1922-1923, alors qu'il avait encore un pouvoir politique considérable, et quel rôle fut le sien par la suite. Nous pouvons répondre en partie à cette interrogation, connaissant déjà la façon dont il affirma, parfois à l'encontre de Moscou, l'indépendance de la République socialiste soviétique d'Ukraine dont il avait la charge<sup>28</sup>. Il n'en est pas moins vrai qu'à cette époque Christian Gueorguevitche ne pouvait pas s'opposer en Ukraine à la politique qu'il contribuait à élaborer à Moscou au comité central de la R.S.F.S.R.

Pour tenter d'apprécier, dans les années qui suivirent immédiatement la révolution d'octobre 1917, l'importance et le rôle respectif des ambassadeurs soviétiques, du commissariat aux Affaires étrangères, et du comité central en matière de diplomatie, nous pouvons rapprocher deux indications que nous apporte Lénine. D'une part le leader bolchevik écrivait en 1918 à Adolf Ioffé, qui était alors l'envoyé soviétique en Allemagne: «Les ambassadeurs n'ont pas le droit de prendre de décisions importantes à l'insu du Narkomindel [commissariat du peuple aux Affaires étrangères] et sans son autorisation<sup>29</sup>.» Il fit comprendre d'autre part à Tchitchérine que «seul le comité central, et précisément le comité central où sont concentrés tous les leviers de commande du parti et du pays, peut porter un jugement définitif sur telle ou telle question importante, et préciser la ligne exacte de notre politique»<sup>30</sup>.

Il va de soi qu'après 1923 Rakovski dut, comme tous les autres diplomates, appliquer aussi fidèlement que possible des décisions qu'il ne contribuait à élaborer que dans la mesure où il sut rester un conseiller politique écouté. A cette époque, en effet, c'est-à-dire au moment de la maladie de Lénine et juste après sa mort, les grands dirigeants de la diplomatie soviétique étaient L. B. Kamenev et Trotski, plus encore que Staline. Lorsqu'il revenait à Moscou, Rakovski avait toujours sa chambre réservée au Kremlin dans l'appartement de Trotski, qui l'informait directement des options du Politburo et des divergences entre ses membres. Rakovski ne manquait non plus jamais de prendre une part active aux discussions du comité central de la R.S.F.S.R. dont il était membre depuis 1919.

Par ailleurs, et ce point est loin d'être négligeable pour apprécier les activités diplomatiques de Rakovski, nous savons qu'aux moments de crise les bons diplomates ne sont pas plus interchangeable que les grands hommes politiques. Austen Chamberlain écrivit un jour à ce sujet: «Même de nos jours, la personnalité compte pour beaucoup dans les affaires internationales, et le succès dépend souvent autant de la façon dont un sujet est traité que du mérite intrinsèque du cas<sup>31</sup>.» Cette idée bien connue n'est certainement pas l'apanage des diplomates «bourgeois», puisqu'Ivan Maïski nota dans ses souvenirs d'ambassadeur soviétique à Londres: «Dans le monde de la diplomatie, l'importance d'une personnalité . . . est toujours sensible; elle est même très grande à certains moments . . . Si un diplomate est intelligent, souple, énergique, audacieux, s'il comprend bien ses interlocuteurs, s'il est respecté par ses ennemis, il est souvent susceptible d'atteindre un résultat satisfaisant, ou tout au moins un compromis acceptable, là où un diplomate possédant d'autres qualités échouera inmanquablement<sup>32</sup>.»

Ces paroles s'appliquent parfaitement à la personnalité et à l'action de Rakovski qui possédait une grande finesse d'esprit, une «profonde noblesse d'âme» (Trotski), une vaste culture doublée d'une efficacité certaine, peu de goût pour la violence et un sens très particulier des rapports humains. En 1923, puis en 1925, le comité central du P.C.R. (b) lui demanda successivement de remplacer Krassine à Londres puis à Paris. Chaque fois, alors que les négociations paraissaient définitivement bloquées, il arrivera rapidement à obtenir un résultat tangible: ce sera la reconnaissance de l'U.R.S.S. par la Grande-Bretagne et par la France, ainsi qu'un double compromis avec ces deux pays sur la question des dettes russes. Il nous restera à voir comment, en raison de la détérioration du climat politique, aucun traité ne put être ratifié.

Pour essayer de mieux suivre les activités de Christian Rakovski entre 1922 et 1927, il nous faut maintenant prendre un certain recul et voir quelle était l'importance de l'Union soviétique sur l'échiquier de la politique européenne.

## CHAPITRE II

# L'entrée de l'Union soviétique dans la vie européenne

### 1. *Aspects politiques*

L'année 1921 marqua pour le premier Etat socialiste le tournant entre une période de guerre ouverte (guerre de 1914-1917, intervention étrangère et guerre civile) et une ère de paix apparente au cours de laquelle, par une série de manœuvres diplomatiques et de conférences internationales, l'Europe s'efforça de reconstruire ses forces. Chaque pays essaya alors de se ménager des alliances nouvelles, qui devaient être profitables autant sur le plan politique que sur le plan économique.

Dans le jeu habituel de la diplomatie européenne, les bolcheviks venaient d'introduire un élément nouveau essentiellement perturbateur. En préférant l'agitation révolutionnaire à la diplomatie traditionnelle, ou plutôt en s'efforçant d'utiliser à bon escient les deux tactiques, soit simultanément, soit successivement, ils entendaient propager le mouvement révolutionnaire à l'Europe entière. Seulement, il leur fallait aussi garder l'apparence de la respectabilité pour ne pas provoquer de conflit armé prématuré. Lénine exprima très nettement cette idée lorsqu'il félicita

Trotsky exprima exactement la même idée en 1939, au Mexique, alors qu'il avait lancé à cette occasion aux forces armées soviétiques: «Que chaque soldat de l'Armée rouge, dit le leader bolchevik, connaisse les tenants et les aboutissants du jeu diplomatique; qu'il sache ce que signifie la force des armes qui, jusqu'à présent, a résolu tous les conflits de classes<sup>1</sup>.»

Trotsky exprima exactement la même idée en 1939, au Mexique, alors qu'il n'était plus qu'un exilé politique, chassé dix ans auparavant de l'Union soviétique pour n'avoir pas voulu modifier sa pensée révolutionnaire. Il indique bien cette dualité fondamentale de l'attitude des bolcheviks à l'égard du monde extérieur lorsqu'il écrit: «L'idée maîtresse de la politique étrangère des soviets était que les accords commerciaux,

diplomatiques, militaires, de l'Etat soviétique avec les impérialistes, accords inévitables, ne devaient en aucun cas freiner ou affaiblir l'action du prolétariat des pays capitalistes intéressés, le salut de l'Etat ouvrier ne pouvant en définitive être assuré que par le développement de la révolution mondiale<sup>2</sup>.»

Il est bien évident qu'avant la mort de Lénine, la théorie de la révolution en un seul pays ne s'était imposée à l'esprit d'aucun des grands dirigeants bolcheviks («pourquoi pas la révolution dans un seul appartement?», répliqua un jour Radek, lorsque Staline commença à développer cette idée). Deux principes antagonistes, l'un «capitaliste et bourgeois», l'autre «socialiste et prolétarien» allaient donc se combattre pour maintenir ou pour détruire l'ordre européen tel qu'il avait prévalu jusqu'alors. Afin de disloquer le front uni des puissances «bourgeoises», il suffisait aux bolcheviks de trouver des alliés.

En 1918, un *statu quo* avait été fixé par les vainqueurs de la Grande Guerre, qui s'étaient fait gloire d'être arrivés à des termes de paix «justes et équitables». Mais pour l'Allemagne qui avait dû accepter le traité de Versailles comme pour la Turquie qui avait été soumise au traité de Sèvres, le nouvel équilibre continental semblait être bâti sur leurs dépouilles. Ces deux pays se trouvaient moralement exclus du cercle des nations européennes, et l'Allemagne pouvait proclamer qu'elle avait autant à souffrir des attaques de la France que la Turquie avait à pâtir sous la domination de l'Angleterre. Aussi, dans l'exacte mesure où la situation des deux grands vaincus de la guerre se détériorait au profit des vainqueurs, allaient-ils se tourner vers l'Est, vers cette Russie qui se trouvait elle aussi au ban des nations pour «crime politique». Cette dernière était en effet la seule puissance dont le but avoué était non seulement de résister à l'hégémonie des pays qui avaient constitué l'Entente, mais encore de la détruire en mettant à profit tous les désaccords qui se multipliaient entre la France et la Grande-Bretagne.

Au lendemain de la signature des traités de paix, les anciens alliés, qui n'étaient plus tendus vers un but commun, ne pouvaient que s'éloigner l'un de l'autre. La France et la Grande-Bretagne se trouvaient en opposition à l'Ouest comme à l'Est de l'Europe, en raison de la divergence fondamentale de leurs politiques traditionnelles et de leurs intérêts économiques. Pour mener une politique qui n'impliquait aucun désavantage pour l'autre pays, la France et la Grande-Bretagne devaient consentir à se faire des concessions mutuelles permanentes. Pourtant, lorsque le fardeau du compromis commençait à peser plus lourd que les avantages qu'il était censé entraîner, chaque pays se devait d'envisager un plan d'action à long terme qui lui permettrait seul de maintenir son statut de

grande puissance souveraine. La Russie des soviets savait alors que son intérêt consistait à soutenir successivement, ou parfois simultanément en secret chacun de ces plans d'action afin de mieux diviser et, peut-être, de régner.

Pour maintenir un certain équilibre entre puissances continentales, Londres pouvait difficilement se soumettre à ce qu'elle considérait comme la politique négative de Paris à l'égard de l'Allemagne et de l'Union soviétique. Il est clair que les dirigeants français, sous l'influence en particulier de Poincaré, voulaient s'en tenir strictement aux termes du traité de Versailles, à la mise en œuvre de la politique de «sécurité et réparations», c'est-à-dire à l'application de la doctrine du «cordon sanitaire» sur les plans politique et financier<sup>3</sup>.

Aux portes de l'Orient, l'Angleterre et la France se trouvaient encore face à face, cette fois à cause de la Turquie. La France travaillait en effet à un rapprochement avec la Turquie nationaliste de Kemal Pacha que l'Angleterre, pour sa part, combattait. L'intérêt de celle-ci était de maintenir la Turquie dans toute sa faiblesse en favorisant le sultan de Constantinople, et en soutenant les Grecs dans la lutte qu'ils menaient en Asie Mineure contre Kemal Pacha. Londres protégeait ainsi ses intérêts au Proche-Orient, gardait la route des champs de pétrole et la voie qui menait aux Indes. La France, qui ne voyait pas d'avantage à soutenir un Empire turc défaillant, se trouva protéger la Turquie kémaliste comme le faisait l'Etat soviétique. Elle se situait donc ici du côté des Etats «généreux», prête à donner leur chance aux Etats successeurs ou à ceux qui se présentaient comme tels, tandis que l'Angleterre jouait ce rôle en Europe occidentale en faveur de l'Allemagne, et bientôt de l'Etat soviétique<sup>4</sup>. Des deux côtés, les bolcheviks pouvaient donc proclamer que le premier Etat socialiste représentait «la seule forteresse vers laquelle tous les opprimés et tous ceux qui refusent de continuer à être esclaves peuvent se tourner pour demander de l'aide»<sup>5</sup>.

Il est évident que les anciens alliés étaient parfaitement conscients de ce fait. Ils savaient que des options radicalement divergentes à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe pourraient avoir de graves conséquences, si l'Union soviétique venait ajouter son poids dans la balance, comme elle en avait la ferme intention. Evisageant le pire, Winston Churchill envoyait en novembre 1919 le message suivant à son ami Louis Loucheur: «Je vous écris parce que je deviens de plus en plus anxieux sur la situation de l'Europe, qui me semble pouvoir se développer d'une manière telle qu'elle affecterait non seulement la victoire mais aussi la sûreté de l'Angleterre et de la France<sup>6</sup> . . .»

A l'époque de la conférence de Cannes, en janvier 1922, Lloyd George

pensa avoir trouvé, avec l'aide momentanée de Briand, une orientation politique qui pouvait changer le visage de l'Europe. Il s'agissait de la confirmation de sa politique d'ouverture à l'Est: celle-ci avait débuté le 15 mars 1921 par la signature de l'accord commercial avec Moscou, et le Premier britannique essaiera de la poursuivre à la conférence de Gênes quelques mois plus tard; mais cette fois sans l'aide de la France, dont Poincaré venait de reprendre en main les destinées politiques. Dès janvier 1922, personne ne put ignorer ce changement capital de la politique anglaise, et l'ambassadeur de France à Berlin (Charles Laurent) résuma par ces mots l'impression de la presse allemande: «D'abord la Russie, ensuite l'Allemagne<sup>7</sup>.»

Cette décision choqua bon nombre d'hommes politiques, qui estimaient que s'intéresser d'abord à la Russie était «partir du mauvais côté». A leurs yeux, «l'avenir immédiat de l'Europe dépendait de l'Allemagne et non de la Russie». Leurs arguments étaient que ce premier pays signifiait beaucoup plus pour l'unité et pour la restauration de l'Europe que la Russie, et que cette dernière représentait «un problème quasiment insoluble sur les plans politique et économique<sup>8</sup>. Telle était peut-être aussi l'opinion de Lloyd George; cependant, en vieux routier de la politique, il avait compris que la solution de ce dilemme résidait probablement moins dans un effort de compréhension théorique que dans une certaine approche pragmatique. Cette approche, le commissaire russe aux Affaires étrangères sut très bien la définir dans un discours qu'il prononça en janvier 1922 devant le comité central exécutif pan-russe: «Le triomphe de l'art politique consiste à nouer des liens avec les forces historiques nouvelles dans le but de les rendre inoffensives. Actuellement, le représentant de cet art traditionnel en Angleterre est Lloyd George<sup>9</sup>.»

Le chef du gouvernement britannique avait en effet l'intention d'«ap-privoiser» l'un ou l'autre de ces deux pays: on pouvait «dompter» l'Allemagne en la faisant entrer à la Société des nations, tout en adoptant une politique plus souple à l'égard des réparations; on pouvait reconnaître *de jure* le gouvernement soviétique<sup>10</sup>, et développer au maximum les échanges commerciaux. Poincaré lui-même n'avait-il pas déclaré en juillet 1921, alors qu'il critiquait le gouvernement français partagé entre une attitude agressive qui avait échoué et une inaction inévitablement stérile: «Si le monde ne nous écoute pas et si, malgré nous, il va à Moscou devons-nous nous lamenter éternellement sur le bord du chemin? La temporisation n'est pas une politique<sup>11</sup>?»

La solution que préconisait Poincaré, et que Millerand soutenait entièrement, était en fait de conclure un pacte franco-britannique qui

réduirait à néant toutes les «machinations» dont il supposait capables Russes et Allemands. Le président de la République devait d'ailleurs déclarer (au cours d'une conversation privée avec un journaliste américain) avoir depuis longtemps prévenu le Premier britannique qu'il «poursuivait un fantôme en Russie»<sup>12</sup>.

De son côté, Lloyd George pensait que les fantômes ne vivaient pas dans l'avenir, mais qu'ils se trouvaient dans le passé. Il considérait qu'un pacte entre la France et la Grande-Bretagne n'avait plus sa raison d'être, car il pensait que son pays n'était menacé ni par Berlin ni par Moscou. Il se refusait à partir à la chasse aux sorcières avec les conservateurs et «ce cher Winston» qui, disait-il non sans perfidie, était resté «obsédé par la défaite que les armées bolcheviques [avaient] infligée à ses plans militaires»<sup>13</sup>. Dans une lettre confidentielle où il confiait ses idées à Austen Chamberlain, le chef de l'exécutif britannique écrivait que, si son gouvernement hésitait à le suivre sur la voie d'une ouverture à l'Est, et s'il l'empêchait de prendre les seules mesures qui pouvaient permettre d'enrayer un chômage endémique, il y aurait à plus ou moins longue échéance «un tel mouvement de révolte dans la classe ouvrière qu'aucun gouvernement ne saurait lui résister»<sup>14</sup>. Il est clair que Lloyd George avait été impressionné par un télégramme qui lui avait été envoyé en janvier 1922 par les leaders des syndicats et par un groupe de personnalités de la gauche britannique. Ce télégramme, qui était pour lui le symbole de l'agitation sociale menaçant le Royaume-Uni, proclamait: «Huit millions d'ouvriers britanniques organisés, voyant le lien étroit qui existe entre la décadence du commerce britannique, la dangereuse croissance du chômage, et l'exclusion de la Russie du comité des nations demandent avec fermeté que la Grande-Bretagne reconnaisse sans détour le gouvernement russe, si possible avec les puissances alliées, sinon seule»<sup>15</sup>.

Déjà, au cours de l'été 1920, c'est-à-dire à l'époque de la guerre soviéto-polonaise, une menace de grève générale avait vivement inquiété les autorités britanniques<sup>16</sup>, et Lloyd George était dès lors devenu très attentif aux revendications sociales. Certes, il savait que de simples accords commerciaux avec l'Union soviétique n'arriveraient pas à régler tous les problèmes en suspens. Il n'ignorait pas que les industriels qui avaient vu leurs biens confisqués par la révolution d'Octobre hésiteraient à investir à nouveau dans un pays qui prétendait organiser un système économique sur la nationalisation de tous les moyens de production. Sous ce rapport, l'accord commercial signé en mars 1921 ne semblait pas justifier les espoirs qu'on avait placés en lui<sup>17</sup>: les échanges commerciaux ne s'étaient pas véritablement développés. Lloyd George

comprenait bien où résidait la source de ces nouvelles difficultés qu'il expliquait de la façon suivante à Austen Chamberlain: «Le commerce est une chose essentiellement psychologique; aussi longtemps que l'instabilité régnera en Europe, le négociant gardera son argent hors d'atteinte de la tempête. Par conséquent, la base de toute politique de restauration économique est que la paix en Europe soit fermement établie<sup>18</sup>.»

Puisque la rigidité de l'attitude française à l'égard de l'Allemagne bloquait toute solution commune et immédiate de ce problème, Lloyd George envisagea de faire un pas décisif vers Moscou: la réunion de la conférence de Gênes lui parut être le moment propice pour mettre en pratique un nouveau plan d'alliances. Les bolcheviks manifestaient plus nettement que jamais leur désir de développer les relations commerciales avec l'Occident: Lénine lui-même ne venait-il pas de demander à ses camarades révolutionnaires de se transformer en «marchands»?

## 2. *Aspects économiques*

Les pays d'Europe occidentale commencèrent à se rendre compte vers 1921-1922 que leur économie, c'est-à-dire leur existence même, courait le risque d'être paralysée par un partage définitif du continent européen en deux camps irrémédiablement hostiles. L'Europe de l'Ouest, et surtout la Grande-Bretagne, avait besoin de débouchés pour ses industries et de certaines matières premières qui venaient traditionnellement de Russie.

### a) *Importance économique des Républiques soviétiques*

A partir du 19<sup>e</sup> siècle, l'économie de l'empire tsariste avait commencé à s'intégrer aux grands courants commerciaux qui animaient l'Europe. A elle seule, la Russie d'Europe était aussi vaste que le reste de notre continent, et l'empire tout entier couvrait près d'un sixième du globe. La population de la Russie d'Europe formait la moitié de celle du continent. En temps de paix, les Russes pouvaient exporter quatre millions de tonnes de blé, ce qui représentait le quart du blé exportable dans le monde. La moitié du bois de construction importé en Grande-Bretagne venait de Russie, qui fournissait aussi les deux tiers du lin nécessaire aux besoins de l'Europe. C'est enfin de Russie que venait la moitié de la production mondiale de chanvre.

D'un autre côté, l'intérêt considérable qu'il y avait à faire du commer-

ce avec les Russes venait du fait que leur économie n'était absolument pas en mesure de faire concurrence à l'industrie européenne. Une fois remises sur pied, pensaient les hommes d'affaires européens, leurs usines ne seraient tout au plus que complémentaires de notre production. De plus, l'aide occidentale pouvait être accordée de façon à faire de l'Union soviétique un client plutôt qu'un rival, et cette aide, qui durerait certainement des années, procurerait du travail à de multiples chantiers d'Europe occidentale<sup>19</sup>. Pour sa part, le gouvernement soviétique voyait tout l'intérêt qu'il y avait à utiliser l'expérience et les richesses accumulées par la bourgeoisie occidentale au profit des Républiques socialistes.

b) *Le problème des concessions étrangères en U.R.S.S. Son incidence sur le parti bolchevique (1922)*

Sous l'influence de Lénine, les bolcheviks décidèrent de reprendre en mars 1921, c'est-à-dire au lendemain de la révolte des marins de Kronstadt, les thèses que Trotski avait développées un an plus tôt<sup>20</sup>: ils venaient brutalement de se rendre compte qu'il était urgent de mettre fin à cette période très difficile de restrictions et de réquisitions sévères qui reçut le nom de «communisme de guerre». L'époque beaucoup plus libérale de la «nouvelle politique économique» (N.E.P.) était enfin venue: elle allait tromper à la fois les communistes les plus intransigeants et les «bourgeois» les moins perspicaces, qui crurent apercevoir un retour mal camouflé au capitalisme pur et simple. Il s'agissait en fait d'une retraite tactique rendue nécessaire par le chaos et la pénurie, qui étaient le résultat de six années de guerres ininterrompues. Pour raffermir sur ses bases les jeunes Républiques soviétiques, il fallait que les soldats puissent revenir aux champs, que les gardes rouges retournent à l'usine, et que nombre de communistes deviennent de bons «marchands», pour reprendre la formule célèbre que Lénine utilisa à la veille de la conférence de Gènes. Il s'agissait pour les bolcheviks de consacrer tous leurs efforts «à la tâche très réelle, essentielle et fondamentale de la construction socialiste»<sup>21</sup>.

Pour restaurer l'économie d'un pays qui regroupait une grande partie de l'ancien empire tsariste – pays arriéré, épuisé et ruiné –, la plupart des dirigeants bolcheviks sentaient leur manque d'expérience et la nécessité de faire appel à des techniciens qualifiés. La meilleure solution parut alors de créer et d'entretenir des rivalités entre les capitalistes «alléchés» par les perspectives du marché russe et par la perspective d'un aussi vaste territoire à mettre en valeur<sup>22</sup>. Des «spécialistes bourgeois» (les fameux *spetsy*) viendraient remettre en état les usines abandonnées et formeraient

les nouveaux cadres locaux. De plus, certaines portions du territoire national seraient aménagées, utilisées ou cultivées par des spécialistes étrangers sous le contrôle direct de l'Etat soviétique, et au bénéfice mutuel des deux parties. Il est bien évident que, pour des raisons essentiellement politiques, l'éventualité de concessions à ces mêmes étrangers qui avaient soutenu encore si récemment les armées blanches et qui avaient eux-mêmes participé à la guerre civile allait poser de graves problèmes à tous les échelons du parti.

Le projet de concessions à des industriels étrangers vit le jour beaucoup plus tôt qu'on pourrait le penser, au cours de l'été 1918<sup>23</sup>. Quelques mois auparavant, le président Wilson s'était engagé «à soutenir par tous les moyens la souveraineté et l'indépendance de la Russie, et à aider à la restauration de son grand rôle dans la vie de l'Europe et du monde contemporain». Le conseil des commissaires du peuple avait alors formé une commission qui avait défini les conditions auxquelles des concessions pourraient être accordées. Dès le mois d'octobre suivant, le projet avait dû être abandonné, lorsque les alliés avaient organisé le blocus économique du jeune Etat soviétique. Il ne fut repris que deux ans plus tard, par un décret du 23 novembre 1920 qui fut rapidement confirmé par le développement de la N.E.P. tant sur le plan intérieur que sur le plan des relations avec l'étranger. La N.E.P. ne tarda pas à faciliter la pratique d'offre, de demande et d'attribution de concessions; elle effaça aussi en partie les obstacles psychologiques hérités de l'esprit du «communisme de guerre». A l'époque du X<sup>e</sup> Congrès du P.C.R. (b), en mars 1921, Lénine n'avait pas craint de déclarer que, dans le but d'obtenir de l'Ouest l'aide nécessaire pour relancer le moteur de l'économie russe, le gouvernement soviétique était prêt à accorder de vastes concessions «aux plus puissants syndicats impérialistes», par exemple «un quart de Bakou, un quart de Grozny, un quart de nos meilleures forêts». Aux concessions pétrolières et forestières il ajoutait aussi d'importantes concessions de minerai de fer<sup>24</sup>.

Cependant, à la veille de la conférence de Gênes, le leader bolchevik estima qu'il était devenu indispensable de stabiliser l'expérience de la N.E.P., comme il le déclara en mars 1922 au XI<sup>e</sup> Congrès du P.C.R.(b). Il résuma ses idées par une formule aussi concise que significative: «Le temps du repli est terminé.» Il considérait en effet que le gouvernement soviétique avait déjà fait tant de concessions sur le plan de l'économie intérieure et de la «morale socialiste» qu'il était capital d'empêcher toute forme d'intervention économique directe de la part des capitalistes étrangers.

A ce propos, il n'est pas inintéressant de rappeler qu'en 1922 le gouver-

nement français pensait pouvoir «organiser [en Russie et en Ukraine] des centres qui seraient dotés de tracteurs et d'instruments agricoles, afin d'aider les paysans à améliorer la culture de la terre». S'il allait repousser la proposition faite par Krassine à la conférence de Gênes au sujet de «concessions de terre cultivable», notre gouvernement envisageait de participer activement à la reconstruction des chemins de fer russes en accordant aux autorités soviétiques du matériel roulant et des locomotives. L'idée allait même être lancée d'un trust anglais-français-allemand qui appliquerait ses activités «à la reconstruction d'usines et à la remise en état de mines de charbon et de puits de pétrole»<sup>25</sup>.

Le gouvernement anglais, qui avait des plans similaires, considérait qu'il faudrait, «au moins au début, établir une juridiction spéciale qui garantirait la liberté individuelle» des étrangers travaillant en Union soviétique. Ainsi, ajoutait très sérieusement un membre distingué du Foreign Office, «de petites oasis de civilisation pourraient s'épanouir»<sup>26</sup>. Il est probable que les bolcheviks, qui venaient de sortir vainqueurs de leur révolution, de l'intervention étrangère et de la guerre civile, n'appréciaient pas ces «petites oasis» au point de les faire renaître! Aussi, quand Tchitchérine proposa d'apporter des modifications «démocratiques» à la Constitution soviétique afin de satisfaire l'opinion publique occidentale, Lénine insista, dans une lettre de janvier 1922, sur «la nécessité d'envoyer sans délai Tchitchérine se reposer dans un sanatorium»<sup>27</sup>. En revanche, de nombreux militants communistes et les membres du parti qui avaient formé l'«Opposition ouvrière» au début de la N.E.P. acceptèrent avec beaucoup de réticences l'idée de concessions. Ils pensaient que c'était là un manque de confiance à l'égard du prolétariat victorieux, et peut-être une grave erreur tactique, dans la mesure où il pourrait être beaucoup plus difficile de résister à une infiltration économique progressive du système capitaliste qu'à une offensive armée contre laquelle, l'expérience venait de le montrer, se mobilisent les énergies populaires. C'est à cette époque, par exemple, que Larissa Reisner partit pour l'Oural étudier les conditions de vie du prolétariat; mais, comme le précise Radek, ce voyage n'avait pas pour elle une finalité essentiellement littéraire: «La N.E.P. lui inspirait des doutes qu'elle cherchait à dissiper dans la vie concrète, et elle trouvait dans le pénible labeur des métallurgistes et des mineurs . . . une réponse à la question: construisons-nous le socialisme ou le capitalisme<sup>28</sup>?»

Lénine connaissait bien ces réactions de membres éminents du parti comme de la «base», et il admit au XI<sup>e</sup> Congrès du P.C.R.(b) qu'«une nervosité considérable, presque morbide» s'emparait du parti chaque fois que la question était soulevée<sup>29</sup>. Pour prendre un exemple caractéristique

de cet état d'esprit, nous pouvons évoquer le compte rendu «très secret» de la deuxième séance de travail qui se tint au Kremlin le 10 février 1922 en vue de la conférence de Gênes – à ces réunions, la commission politique comprenait Krassine, Rakovski, Litvinov et Ioffé, la commission des syndicats se composait de Chlyapnikov, Sapronov et Roudzou-tak, la commission fédérative de Mdivani, Narimanov et Khodjaev, enfin la commission de conciliation était dirigée par Lénine, Tchitchérine et Zinoviev, ce dernier en tant que conseiller et représentant du Komintern. Le problème des concessions fut l'objet de débats houleux, les opposants s'efforçant de démontrer que le prolétariat russe comme les ouvriers d'Europe occidentale n'étaient pas encore suffisamment pénétrés de l'idée de la lutte des classes pour comprendre et pour faire de telles compromissions. Aussi, toute faveur accordée au moment de la conférence de Gênes «pour s'attacher la sympathie de la bourgeoisie et pour trouver une base de négociations» fut-elle déclarée «nuisible au programme communiste», et donc condamnable. Il fut décidé en particulier que «tout projet de concession serait abandonné» au moment de la conférence<sup>30</sup>.

Ce résultat fut, en partie, l'œuvre de Christian Rakovski qui s'appuya à cette occasion sur Chlyapnikov et Kollontai contre Krassine et Tchitchérine. Comme le confirme un rapport secret établi par la Branche spéciale de Scotland Yard sur les activités de Rakovski, ce dernier était à la veille de la conférence de Gênes le candidat de l'«Opposition ouvrière» (qui s'opposait à l'attribution de concessions en Russie aux Européens) au poste de président de la délégation soviétique à Gênes contre Tchitchérine<sup>31</sup>. Il n'y a pas de doute que les deux hommes étaient radicalement opposés sur ce point, comme ils l'étaient d'ailleurs sur bien d'autres.

Il est nécessaire de souligner ici que si Tchitchérine et Rakovski n'avaient tous les deux rejoint les rangs du parti bolchevique qu'après sa victoire en Russie en octobre 1917, l'influence qu'ils avaient progressivement acquise dans les cercles dirigeants était très différente. La meilleure preuve en est leur position respective dans la hiérarchie du parti communiste russe: alors que Christian Gueorguevitch était à cette époque membre du comité central, membre du comité central exécutif et de son présidium, et qu'il ajoutait à ces fonctions celle de leader du parti communiste ukrainien (membre et dirigeant du Politburo, du C.C. et du C.C.E. ukrainiens), Tchitchérine ne se vit confier qu'un poste de responsabilité gouvernementale sans influence politique déterminante. Or il est bien connu que la responsabilité politique est la seule qui eut et qui ait encore en U.R.S.S. une importance réelle, le gouvernement ne fonction-

nant que sous la tutelle étroite du parti, et comme une «chancellerie» du parti. Il faut d'ailleurs noter que Tchitchérine n'avait jamais été un «politique», comme nous le dit Trotski dans ses souvenirs sur le «chef officiel» de la diplomatie soviétique russe. Avant 1917, à l'époque où il était secrétaire des organisations marxistes russes émigrées, Tchitchérine «gardait le silence dès qu'il y avait des discussions politiques, pour donner simplement de temps à autres des informations pratiques»<sup>32</sup>.

Aux yeux de Lénine, le chef du commissariat aux Affaires étrangères qu'il avait nommé en remplacement de Trotski était «un excellent travailleur, extrêmement consciencieux, intelligent et savant». Il terminait sa description en ajoutant un commentaire tout à fait significatif: «Que sa faiblesse réside dans son manque de poigne [*komandirstvo*] n'est pas un bien grand défaut. Il existe tellement de gens dans ce monde qui sont doués de la faiblesse inverse»<sup>33</sup>.» La psychologie de Tchitchérine et sa fidélité inconditionnelle aux instructions de Lénine se dégagent très nettement de l'article qu'il écrivit en 1924, à la mort du leader bolchevik: la répétition des mots «exécution», «exécutant», «petit», «précis», est caractéristique à cet égard: «Travailler avec Vladimir Ilitch, notait-il, signifiait exécuter très exactement les directives reçues, qui s'appuyaient toujours sur des faits réels et qui étaient toutes des pensées claires et élaborées... Vladimir Ilitch appréciait plus que quiconque ces exécutants qui savent voir une situation dans toute sa réalité, qui savent comprendre ce qu'il convient de faire dans une situation donnée, et qui peuvent appliquer une directive avec une grande précision malgré tous les obstacles... Cette précision dans l'exécution, qui correspondait à la précision de l'observation des faits réels, devait se rélever dans les affaires importantes, mais aussi dans les plus petites. Voilà ce qu'il faut aussi apprendre chez Lénine: approcher les affaires les plus modestes avec le plus grand sérieux, et les exécuter avec bonne volonté et précision»<sup>34</sup>.»

Pour opposer le caractère, la façon de voir et les dons politiques respectifs de Tchitchérine et de Rakovski, il faut rappeler que dans le même numéro de la revue *Molodaya Gvardiya* dédié à Lénine, le premier choisit d'écrire sur le thème: «Ce que la jeunesse doit apprendre chez Lénine», tandis que Christian Gueorguevitch y publia un grand article théorique intitulé «Lénine et Marx». Là, il exposait et expliquait en détail toutes les divergences politiques qui l'avaient séparé de Lénine jusqu'en 1917<sup>35</sup>. Si Rakovski avait un grand respect pour les dons de diplomate que possédait Tchitchérine, il ne pouvait s'empêcher d'avoir un certain mépris pour son manque de courage politique et disait de lui avec ironie: «Chaque fois que Georgui Vassilevitch sort son mouchoir de sa poche, il lui faut envoyer un rapport au Politburo»<sup>36</sup>.»

En 1921, à l'époque des discussions les plus orageuses sur les syndicats, Rakovski avait signé le programme que Trotski et Boukharine avaient soumis au X<sup>e</sup> Congrès du P.C.R.(b), s'opposant à la fois aux propositions de Lénine-Zinoviev et à celles de l'«Opposition ouvrière» dirigée par Chlyapnikov-Kollontai<sup>37</sup>. Pourtant, Christian Gueorguevitch avait appartenu, depuis décembre 1917, à l'aile «gauche» du parti. Ainsi, à la VIII<sup>e</sup> Conférence pan-russe de décembre 1919, il n'avait pas hésité à demander la socialisation complète et immédiate de la campagne ukrainienne qu'il avait pour tâche de réorganiser. Cela lui avait valu une attaque en règle de la part de Lénine, qui l'avait accusé de piétiner par avance l'aide que la paysannerie ukrainienne devait apporter aux bolcheviks<sup>38</sup>. De même, l'introduction de la N.E.P. n'avait pas été une mesure évidente aux yeux de cet «ultra-bolchevik» qui avait jusqu'alors réclamé la nationalisation complète de l'économie et la militarisation du travail. Il est certain que Rakovski suivait ici les idées avancées par Trotski<sup>39</sup>, mais sans savoir véritablement les adapter aux circonstances, comme ce dernier avait su le faire en proposant la N.E.P. un an avant que Lénine ne le fasse. Dans l'article qu'il écrivit à l'occasion de la mort de Lénine, Christian Gueorguevitch utilise une expression très significative, qui révèle à la fois sa réaction au début de la N.E.P. et les relations qui s'étaient établies entre les deux hommes: «Lénine, dit-il, *nous expliqua* ce que l'on entend par la N.E.P.<sup>40</sup>» Ainsi, comme après la révolution victorieuse d'octobre 1917, Rakovski avait été convaincu par le succès pratique de conceptions théoriques audacieuses. Une nouvelle fois, nota Trotski, Christian Gueorguevitch «vint personnellement vers Lénine, comme un élève reconnaissant chez qui ne subsiste aucune trace de vanité ni de jalousie à l'égard du maître, malgré la faible différence d'âge qu'il y avait entre eux»<sup>41</sup>.

### 3. *Rakovski et la social-démocratie russe avant octobre 1917*

Il est important pour notre étude d'essayer de déterminer avec précision quelles étaient les relations entre Lénine et Rakovski: ceci nous permettra de mieux cerner la place de Rakovski au sein de la social-démocratie de cette époque et de comprendre comment ses options passées ont pu influencer sur les réflexions de la période qui nous intéresse ici. Avant la révolution d'Octobre, Rakovski s'était souvent opposé avec violence au leader bolchevik, dont il n'approuvait alors ni les théories du point de vue politique, ni les méthodes du point de vue moral. Avant 1918, Rakovski était un socialiste très respectueux des traditions démocratiques

de l'Europe occidentale. Sur le plan politique, il était aussi respectueux de la théorie marxiste la plus stricte, et ne croyait ni aux moyens ni aux buts de ce qui allait devenir la théorie léniniste de la révolution. Dans les notes inédites qu'il écrivit sur Rakovski, Trotski définit remarquablement bien l'évolution des relations politiques entre son camarade de longue date et le leader bolchevik: «Rakovski ne fut pas influencé par Lénine au cours de ces premières années pendant lesquelles Lénine ne dirigea que l'aile d'extrême gauche' du mouvement révolutionnaire russe. Rakovski vint à Lénine alors qu'il était déjà un homme mûr d'une quarantaine d'années, marqué par les nombreuses cicatrices de ses combats internationaux, et au moment où Lénine s'élevait au rôle d'un dirigeant international<sup>42</sup>.» Mais si Christian Gueorguevitch dut attendre la victoire de la révolution bolchevique pour croire au bien-fondé des idées léninistes, il faut se souvenir des liens personnels qui l'unissaient depuis toujours à la social-démocratie russe.

Etudiant en médecine à l'université de Montpellier, il avait épousé une Russe de Moscou, E. P. Ryabova, proche amie de Plekhanov et de Zassoulitch (comme il l'écrit lui-même dans son autobiographie), et révolutionnaire marxiste<sup>43</sup>. En février 1899, il partait pour Pétersbourg retrouver sa femme et commençait à participer à la vie intellectuelle des cercles marxistes de la capitale, publiant dans *Nache Slovo* un article sur les partis politiques bulgares. Il profita aussi de son séjour pour prendre la parole dans une des filiales de la Société économique libre sur le thème de l'opposition entre populistes et marxistes. Obligé de quitter la Russie en raison de ses activités révolutionnaires, il y revint par la suite aussi souvent que possible, collaborant très activement aux «épaisses» revues russes jusqu'en 1904, surtout sous les pseudonymes de Radev, Insarov et Grigoriev. Alors qu'il allait être considéré jusqu'en 1917 comme le dirigeant le plus influent du mouvement socialiste dans les Balkans, lui-même se sentit toujours «plus proche du mouvement révolutionnaire russe»<sup>44</sup>. En fait, son intention fondamentale était de témoigner et de donner un exemple frappant d'internationalisme prolétarien. A cette époque, les liens étroits qui l'unissaient déjà à la Russie révolutionnaire furent soulignés à plusieurs reprises lors des congrès socialistes internationaux.

En août 1904, au congrès d'Amsterdam, la délégation russe demanda personnellement à Rakovski de faire une intervention à un meeting ouvrier sur le thème de l'assassinat du ministre russe de l'Intérieur Pleve, ses causes et ses conséquences. Deux ans plus tard, au congrès socialiste qui se réunit à Stuttgart, il fut publiquement remercié par les membres de la délégation russe «pour les services qu'il venait de rendre à la cause

de la révolution [de 1905] et du prolétariat en lutte contre le tsarisme»<sup>45</sup>. Parmi les signataires de la déclaration officielle, nous trouvons les noms de Plekhanov, Martov et Trotski. Ce dernier écrivit lui-même en 1915 que Rakovski devait effectivement être considéré comme un des premiers sociaux-démocrates russes, et il tint à préciser: «A l'époque de la révolution [de 1905], il consacra tous ses efforts à la propagation du mouvement: il apporta une aide indéfectible aux émigrants, mena une campagne en faveur des marins du *Potemkine* lorsqu'ils débarquèrent en Roumanie, et continua en même temps de collaborer régulièrement à une série de publications russes social-démocrates, tout en finançant *Golos sotsial-demokrata*, *Pravda*, et la presse ouvrière légale»<sup>46</sup>.

Comme nous le voyons, le but de Rakovski révolutionnaire fut donc très tôt (c'est-à-dire bien avant la première révolution russe) de s'intégrer au mouvement social-démocrate de ce pays. Mais dès cette époque, Christian Gueorguevitch s'intéressa aussi de très près à la situation internationale de l'empire tsariste. La diplomatie le fascina toujours (au point qu'il écrivit une biographie du prince Metternich, que nous analyserons par la suite<sup>47</sup>), et qu'il étudia en grand détail les problèmes posés par la présence de la Russie en Orient. Tel est d'ailleurs le titre du livre qu'il avait publié à Varna, en 1898<sup>48</sup>, et dans lequel il aborde pour la première fois en tant qu'historien les affaires internationales et la diplomatie.

Un des intérêts du livre vient du fait qu'il constitue une des premières histoires de la diplomatie russe écrite sous un angle marxiste<sup>49</sup>. De plus, l'optique du livre découle du conseil que Plekhanov avait donné aux socialistes occidentaux: «Il faut isoler la Russie dans les relations internationales»<sup>50</sup>. Les sources dont l'auteur s'est servi vont des livres de base comme ceux de S. Solovev<sup>51</sup>, Tatichtchev<sup>52</sup>, Leontev<sup>53</sup>, Tikhomirov<sup>54</sup> aux publications de socialistes français comme Louis Blanc<sup>55</sup>, en passant par les livres marxistes les plus importants parmi ceux consacrés aux relations internationales<sup>56</sup>. L'érudition de Rakovski est d'autant plus remarquable, qu'il utilise un grand nombre d'articles publiés dans des périodiques russes, français, bulgares ou allemands qui justifient pleinement le sous-titre de son travail: «Une investigation historique». Le livre attaque avec véhémence «l'impérialisme» de la diplomatie tsariste, tant à l'égard de la Pologne à l'ouest qu'à l'égard des Balkans au sud. Pour que la démonstration soit plus concluante, Rakovski fait partir son enquête de la Vieille Russie et de l'influence tatare pour en arriver aux réformes de Pierre I<sup>er</sup> et de la Grande Catherine; puis, après des chapitres de synthèse habile sur l'hégémonie initiale de Byzance et sur les dangers du mouvement slavophile, il analyse longuement la signification et l'importance de la collision des empires russe et ottoman dans les Balkans. Le but de Rakovski historien

était clair; son parti pris était tout aussi net: pour ces raisons, le livre était destiné à avoir une grande influence, car il nourrit pendant des années non seulement le parti socialiste bulgare, mais tout le courant dit russophobe en Bulgarie et dans les Balkans<sup>57</sup>. Christian Gueorguevitch ne fut donc pas attaqué comme historien mais comme pamphlétaire par toute la presse bulgare «bourgeoise», car celle-ci était éminemment russophile et ne lui pardonna jamais ses «blasphèmes».

Lié à la Russie par ses investigations historiques comme par ses activités politiques, Rakovski avait été profondément marqué par Plekhanov, dont il avait fait la connaissance à Genève en 1890. Au cours des trois années qu'il passa alors en Suisse pour poursuivre ses études de médecine, Christian Gueorguevitch eut l'occasion de s'entretenir très souvent avec le père du marxisme russe: il est bien connu que ce dernier aimait à discuter longuement avec tous les jeunes marxistes qu'il lui était donné de rencontrer; il leur donnait aussi son appui moral et savait les conseiller utilement, ainsi lorsque Rakovski débuta dans sa carrière de militant en organisant à Genève le II<sup>e</sup> Congrès international des étudiants socialistes. Quelques années plus tard, en novembre 1900, c'est Lénine qui demanda à Plekhanov d'obtenir la collaboration de Rakovski au journal *Iskra*<sup>58</sup>, auquel celui-ci venait d'apporter une aide financière importante<sup>59</sup>. Il y publia alors une série d'articles, dans lesquels il combattit les tendances populistes et terroristes du socialisme russe<sup>60</sup>.

Lénine et Rakovski se rapprochèrent donc tout d'abord sous l'égide du père du marxisme russe, mais dès que les premiers dissentiments se firent jour entre ce dernier et Lénine, Rakovski opta de façon décisive pour le vieux maître à penser de l'orthodoxie marxiste. Christian Gueorguevitch ne s'éloignera de Plekhanov qu'en 1915, lorsque après avoir vaincu ses doutes et ses réticences il optera pour la voie pacifiste sur laquelle Lénine venait de s'engager le premier. Mais jusqu'à la révolution d'Octobre, il s'opposera à Lénine sur deux points essentiels: d'abord sur la question pratique de l'insurrection armée, ensuite sur le problème théorique fondamental qui consistait à savoir si l'évolution des classes sociales et des conditions économiques en Russie était suffisamment avancée pour permettre une révolution «prolétarienne». Si Rakovski s'opposait donc à Lénine sur les moyens qui pouvaient permettre de déclencher une révolution, il rejetait aussi son apport personnel à la doctrine marxiste.

Christian Gueorguevitch s'était donc rangé aux côtés de Plekhanov lorsque celui-ci avait utilisé toutes ses connaissances de la doctrine marxiste pour prouver l'identité de principe entre le cours historique de la Russie et celui de l'Europe occidentale. Il partageait en effet à cette époque l'opinion de presque tous les marxistes sur l'impossibilité de fon-

der un ordre socialiste en Russie, pensant que les conditions historiques n'étaient mûres que pour permettre une révolution «bourgeoise». Lénine, au contraire, était saisi de l'impatience du joueur et résolu à accélérer le mouvement de l'histoire en faisant télescoper en Russie révolution bourgeoise et révolution prolétarienne. En s'éloignant de la stricte orthodoxie marxiste dont les mencheviks restaient les héritiers, Lénine avait choisi de s'isoler au sein même des marxistes: il avait alors créé l'instrument discipliné et fort qui devait lui permettre de prendre le pouvoir le moment venu et d'incarner sa vision: le parti bolchevik. Une deuxième fois, Lénine choisit de s'isoler sur une question théorique dont les conséquences pratiques devaient être considérables: la question de l'insurrection.

Dès 1902, Christian Gueorguevitch s'était opposé à Lénine sur ce point, après un discours que ce dernier avait prononcé à Paris dans un restaurant de la rue Flatters. Le futur dirigeant bolchevik avait défendu avec passion son point de vue sur la nécessité de déclencher le mouvement révolutionnaire par un acte volontaire et organisé. Sous l'influence des idées démocratiques qui régnaient alors, Rakovski, au contraire, se représentait l'insurrection comme «un acte spontané se produisant de lui-même»; tout comme Rosa Luxembourg (qu'il connaissait bien et dont il partageait les idées sur bien des points), il se refusait à croire à l'efficacité de petits groupes aveuglément dociles au chef, et considérait toute préparation pratique d'une insurrection comme «rien d'autre que du blanquisme»<sup>61</sup>. Alors que Lénine ne voyait pas de contradiction entre la spontanéité de l'insurrection et sa préparation, Christian Gueorguevitch ne fut convaincu de la validité de l'argument qu'après le succès du coup d'Etat d'octobre 1917. C'est ainsi qu'au congrès de Stockholm de mai 1906, il se rangea aux côtés de Plekhanov lorsque celui-ci fit une attaque en règle contre Lénine et son utopie: saisir le pouvoir. Onze ans plus tard, au cours d'une des réunions du groupe de Zimmerwald à Petrograd, Rakovski s'opposait encore aux idées de Lénine sur l'insurrection. Lorsque celle-ci eut lieu, il fallut encore plusieurs semaines à Rakovski pour admettre que le transfert de tout le pouvoir aux soviets pouvait ne pas se faire de façon légale. Mais lorsqu'il eut accepté ce fait, il salua l'insurrection victorieuse comme «cette minute grandiose et décisive pour le prolétariat tout entier», et pensa voir se lever l'aube des guerres révolutionnaires<sup>62</sup>. En novembre 1917, il proclama sa volonté de rejoindre les rangs du parti bolchevique, puisque ce parti devenait à ses yeux la conscience du prolétariat en lutte pour sa liberté; il estima alors qu'il était du devoir de tous les révolutionnaires de s'unir et de rassembler le prolétariat du monde entier afin de déclencher une dernière guerre, une

guerre généralisée, une guerre de classes et non plus une guerre entre nationalités.

Rakovski vint alors vers Lénine «comme un élève reconnaissant», car l'importance et la signification immenses des événements d'octobre 1917 lui avaient prouvé que Lénine n'était pas «l'homme d'un système», comme il l'avait toujours pensé, mais un «réaliste» étonnant et un créateur au même titre que Marx<sup>63</sup>. Dès lors, selon ses propres paroles, il commença à mieux saisir «la profondeur avec laquelle Vladimir Ilitch avait pénétré la compréhension socio-philosophique du monde»<sup>64</sup>, au fur et à mesure qu'il étudia de plus près les aspects toujours nouveaux de l'activité de Lénine en tant que théoricien, révolutionnaire et homme d'Etat. Il devint un ferme adhérent de la doctrine bolchevique dans ce que Trotski appelait sa «forme ouverture», car il comprit la «logique nationale» du développement du bolchevisme<sup>65</sup>. Le passé de ce mouvement politique lui apparut sous un jour entièrement nouveau: en Russie, l'axe du socialisme ne pouvait être que l'alliance révolutionnaire entre ouvriers et paysans.

Christian Gueorguevitch se rendit compte que la stratégie politique de Lénine était «extraordinairement simple»: Lénine fondait toute sa tactique de combat sur le principe de la lutte des classes. Mais cela n'était pas pour lui une abstraction; c'était un principe tactique logiquement appliqué à la vie. A ses yeux, un des plus grands services que Lénine avait rendu au socialisme avait été de comprendre très tôt que, si en Russie l'initiative et la direction révolutionnaire se trouvaient entre les mains de la classe ouvrière, qui constituait une part relativement faible de la population, il était nécessaire que la paysannerie devienne son alliée naturelle<sup>66</sup>. Pour lui, Lénine avait par conséquent «sauvé le marxisme de la dégénérescence» puisque, «en prolongeant l'œuvre de Marx, il avait posé les fondations du léninisme, c'est-à-dire l'application de la loi de la lutte des classes aux conditions historiques actuelles»<sup>67</sup>. Poussant plus avant son analyse, Christian Gueorguevitch considéra finalement que le génie politique de Lénine consistait à avoir combiné trois éléments apparemment hétérogènes dans une stratégie révolutionnaire qu'il sut appliquer à l'ancien empire des tsars: la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et les nationalités opprimées.

Devenu un léniniste convaincu par un long cheminement intérieur, Rakovski se montrera parfois, après octobre 1917, plus bolchevik que les bolcheviks de longue date; il le sera en particulier en 1919, en Ukraine, au sujet de la paysannerie et du sentiment national ukrainien; il le sera en 1921-1922 sur la question des concessions proposées aux capitalistes étrangers, estimant au départ que celles-ci pouvaient compromettre la révolution russe aux yeux du prolétariat international. Au début de 1922,

Christian Gueorguevitch s'attacha à défendre un point de vue qui prouve qu'il avait beaucoup plus confiance dans l'esprit révolutionnaire que dans un esprit de «marchand». A la veille de la conférence de Gênes, qui marqua au printemps de 1922 l'entrée de l'Etat soviétique dans la vie politique et économique de l'Europe, Rakovski résuma de la façon suivante les thèses qui, à son avis, devaient guider la tactique des Républiques soviétiques face au monde capitaliste: «Notre seul problème est de tenir, de ne compter ni sur un prêt ni sur des crédits qui pourraient venir après la conférence de Gênes. Nous ne devons pas oublier que nous nous trouvons encore dans une des phases d'une époque révolutionnaire; nous devons nous tourner vers nous-mêmes pour trouver des remèdes à nos maux; nous devons combattre nous-mêmes la famine et la ruine de notre système de transports; et nous devons toujours renforcer notre Armée rouge, car cette armée est notre seul appui. Si cette opinion, si cette prise de conscience nous soutient aussi bien à l'avenir qu'elle l'a fait par le passé, des accords économiques seront bientôt conclus. La question tout entière repose sur notre sang-froid, sur la nécessité de continuer la lutte et de garder notre esprit de combattants<sup>68</sup>.»

Ces derniers mots expliquent en partie la psychologie de Rakovski et les raisons qui poussèrent Lénine, malgré des points de vue initialement divergents, à utiliser au profit de la diplomatie soviétique cette alliance de rectitude et de souplesse qu'il voyait en lui. Telles étaient en effet les qualités que le leader bolchevik exigeait d'un bon diplomate, comme il le souligna dans sa lettre à Tchitchérine du 7 février 1922<sup>69</sup>.

## CHAPITRE III

### Les missions secrètes de Rakovski en Europe occidentale (janvier-février 1922)

#### *Ses plans d'action diplomatique*

Le 22 janvier 1922, Lénine demanda que l'on «rapproche l'arrivée de Rakovski<sup>1</sup>, et que l'on accélère son départ pour Prague»<sup>2</sup>. Après les négociations qu'il avait menées en Ukraine avec l'hetman Skoropadski puis avec les Allemands en 1918 (elles avaient marqué ses débuts de diplomate), le gouvernement soviétique résolut d'utiliser à nouveau sa connaissance approfondie des pays et des mœurs politiques d'Europe occidentale pour en faire un de ses chargés de mission. Il devait agir en secret à Prague comme à Berlin, mais les hautes fonctions qu'il occupait en Ukraine et dans la Fédération soviétique le recommandaient comme un représentant politique important auprès de ses interlocuteurs. De façon générale, sa tâche consistait à «tâter le terrain» et à voir comment il serait possible de mettre à profit les faiblesses du monde capitaliste, sa «soif» de matières premières et de débouchés, afin d'opposer les uns aux autres les gouvernements d'Europe occidentale tout en renforçant économiquement le premier Etat socialiste<sup>3</sup>. A ce programme fondamental qui amenait les bolcheviks à jouer avec le feu, Lénine ajoutait une recommandation à laquelle il attachait la plus grande importance: il fallait toujours que le représentant soviétique fût «le premier à prendre l'offensive»<sup>4</sup>. Lui-même ne tarda pas à mettre en pratique ce précepte par l'intermédiaire de Rakovski, que Trotski appela dès lors «l'ambassadeur de la Révolution»<sup>5</sup>.

#### 1. *A Berlin*

Au cours des derniers jours du mois de janvier, Christian Gueorguevitch s'arrêta à Berlin avant de poursuivre son chemin vers la capitale tchèque. Lénine lui avait demandé d'utiliser les informations et les contacts que Krassine et Radek venaient de prendre en Allemagne pour rédiger un

rapport politique général sur l'attitude de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne à l'égard des Républiques soviétiques. Le 2 février, Rakovski envoyait à Moscou un long mémorandum confidentiel dans lequel il consignait ses observations sur la situation en Europe et exposait le plan d'ensemble qu'il venait de concevoir pour permettre au premier Etat socialiste de prendre officiellement sa place dans le concert des grandes puissances. La tactique conçue par Rakovski consistait en «une alliance économique entre l'Allemagne et la Russie, associée à un accord politique entre ces deux pays et la Turquie, et des traités entre ces trois puissances et la France»<sup>6</sup>.

Le premier problème pratique auquel Christian Gueorguevitch eut à faire face à Berlin fut évidemment celui des relations germano-soviétiques. Sa mission consistait à trouver un groupe bancaire qui acceptât de prêter au gouvernement soviétique trois cents millions de marks-or<sup>7</sup>. Moscou essayait en effet à cette époque de stabiliser le rouble, et ce problème était un des plus difficiles auxquels avaient à faire face ces hommes d'Etat frais émoulus qu'étaient les bolcheviks: leur école avait été le mouvement révolutionnaire, mais il fallait maintenant s'atteler à des tâches nouvelles. Comme Lénine le déclara à la fin de 1922 lors du IV<sup>e</sup> Congrès du Komintern: «Ce qui est important, c'est de stabiliser le rouble. Nous nous heurtons maintenant à cette question, nos meilleures têtes s'efforcent de la résoudre, et nous y attachons une importance décisive. Si nous réussissons à stabiliser le rouble pour une longue période, puis pour toujours, cela prouvera que nous aurons vaincu»<sup>8</sup>.

En janvier 1922, le gouvernement soviétique avait déjà obtenu un prêt à court terme de deux cents millions de marks-or, qui avait été accordé par la banque Elberfeld pour faciliter l'achat de machines et de locomotives en Allemagne<sup>9</sup>. Rakovski estimait que ces prêts n'étaient pas négligeables, mais qu'il fallait obtenir de nouveaux succès, et surtout des succès politiques, car de telles avances «se consumeraient toujours comme de la paille»<sup>10</sup>. De fait, les premières impressions que Christian Gueorguevitch eut des relations germano-soviétiques étaient franchement mauvaises.

Dans le courant du mois de janvier, Karl Radek était venu «préparer le terrain» dans la capitale allemande. En réalité il avait multiplié les faux pas, et les bolcheviks eux-mêmes pensèrent qu'il venait là de «battre son propre record»<sup>11</sup>. Il avait entre autres raconté à des hommes politiques allemands que la France essayait depuis plusieurs mois d'arriver à un accord secret avec le gouvernement soviétique. Il s'était alors querellé avec Rathenau, qui avait carrément refusé d'entrer dans la combine que lui proposait assez grossièrement le représentant soviétique: il s'agissait de lancer une contre-offensive qui prendrait les Français de court, et

qui pourrait consister pour le gouvernement allemand à financer un prêt important qui scellerait les relations germano-soviétiques<sup>12</sup>.

Lorsque Rakovski vit Rathenau, il s'efforça de réparer les imprudences de Radek et de placer les relations entre les deux pays sur un terrain qui ne fût pas un chantage pur et simple, sans vouloir toutefois axer les conversations sur le thème d'un rapprochement immédiat: il connaissait l'état d'épuisement de l'Allemagne d'après-guerre, ses difficultés financières et les limitations que lui imposait le traité de Versailles. Il considérait en effet que le gouvernement soviétique n'aurait pas de difficultés à établir des liens étroits avec l'Allemagne, en raison de leur situation de «parias» politiques et d'intérêts économiques complémentaires. A ses yeux, la vraie difficulté à laquelle l'Union soviétique allait se heurter, si elle désirait prendre la place que l'empire tsariste avait occupée dans le monde, serait d'arriver à une collaboration satisfaisante avec la France et la Grande-Bretagne. Il était personnellement convaincu que si les diplomates soviétiques étaient assez habiles pour établir des liens solides avec l'une ou l'autre de ces puissances, la collaboration avec l'Allemagne «suivrait immanquablement»<sup>13</sup>. Ce plan avait certainement pour lui l'avantage de la logique, mais il allait à l'encontre des idées du responsable officiel de la diplomatie soviétique – G. V. Tchitchérine –, qui estimait nécessaire de tout miser sur l'Allemagne.

A la mi-janvier, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, Lord d'Abernon, avait écrit à Lord Curzon (qui était alors à la tête du Foreign Office) pour lui indiquer que l'Allemagne semblait «très désireuse de ne pas faire un seul pas vers la Russie qui puisse être mal interprété par le gouvernement de Sa Majesté»<sup>14</sup>. D'un autre côté, l'Allemagne avancerait dès que Londres montrerait sa volonté d'aller à la rencontre des Soviétiques. Les Anglais pensaient donc pouvoir compter sur la discipline des Allemands qui, effectivement, n'avaient signé leur traité de commerce avec Moscou qu'en mai 1921, c'est-à-dire deux mois après qu'un accord similaire eut été mis sur pied par Lloyd George et Krassine.

Pourtant, Rakovski n'était pas partisan d'un rapprochement anglo-soviétique, qui avait pour fervent défenseur Maxime Litvinov, au commissariat soviétique aux Affaires étrangères. Plus exactement, ceci ne représentait pour lui qu'un plan de rechange, faute de mieux. Il pensait en effet que les intérêts de l'Empire britannique et du premier Etat socialiste étaient tellement contradictoires, en particulier en Orient, que leurs rapports ne pourraient mener qu'à «une lutte aussi longue qu'épuisante, une lutte à mort et non pas une lutte pour la vie»<sup>15</sup>. Lorsque les premiers signes d'un rapprochement entre les deux pays avaient été rendus publics, Christian Gueorguevitch avait déclaré au cours d'un discours prononcé

à Sébastopol le 16 avril 1921: «Notre dernière victoire est la conclusion d'un accord commercial avec l'Angleterre qui, jusqu'à présent, était l'âme de la coalition dirigée contre nous. Ce changement n'est intervenu que parce que nous avons montré au monde entier que notre victorieuse Armée rouge préviendra toute tentative des capitalistes étrangers d'étouffer la Russie soviétique par la force des armes<sup>16</sup>.»

Dans le mémorandum qu'il envoya le 2 février à Lénine, Rakovski s'efforçait de démontrer qu'un système d'alliances compensatoires entre l'Union soviétique, l'Allemagne, la Turquie et la France comporterait beaucoup plus d'avantages qu'un rapprochement économique entre l'Angleterre, l'Allemagne et la Russie. Christian Gueorguevitch voyait bien que ce dernier rapprochement était celui auquel le Premier britannique pensait depuis 1921, mais il ne pouvait l'accepter. Il y voyait avant tout un plan d'exploitation des Républiques soviétiques, dans la mesure où l'on «permettrait à l'Allemagne de préparer la voie au capital anglais». Il était donc convaincu qu'une telle combinaison ne se ferait finalement qu'«au bénéfice de la seule Angleterre»<sup>17</sup>.

Dans une conversation qu'il eut alors avec un socialiste allemand, Christian Gueorguevitch expliqua au contraire en détail les raisons pour lesquelles l'Etat soviétique devait, à son avis, se rapprocher de la France, alors que celle-ci n'avait apparemment aucune intention de lui faciliter la tâche. Aux raisons économiques habituelles, il ajoutait l'exposé d'un des motifs qui primaient dans son esprit: la stratégie militaire. Il assura son interlocuteur du fait que les Soviétiques attachaient un prix considérable à la sécurité de leur frontière occidentale en disant: «La France peut influencer la Pologne, la Roumanie et la Turquie. Or la situation en Asie centrale et en Sibérie nous inquiète. Si nous pouvions prélever quelques-uns de nos corps d'armée qui s'échelonnent le long de notre frontière occidentale, nous pourrions améliorer nos positions à l'est et mettre au pas certains individus. Aussi longtemps que la France nous est hostile, nous hésitons à enlever ces troupes de notre frontière occidentale à cause de l'influence qu'elle a sur nos voisins de la Petite Entente<sup>18</sup>.»

Rakovski ne put s'empêcher de faire comprendre à son interlocuteur que les négociations avec la France n'étaient pas très avancées. Il savait que le président de la République était «très hostile à la Russie», et croyait qu'il avait à retenir le Quai d'Orsay qui, selon lui, désirait arriver à un accord avec le gouvernement soviétique<sup>19</sup>.

Il n'y a pas de doute qu'un certain nombre d'industriels français, qui avaient vu leurs biens nationalisés par la révolution d'Octobre, souhaitaient vivement contacter les bolcheviks afin de voir dans quelles conditions il leur serait possible de recouvrer, ou de remettre en état, leurs

usines d'Ukraine ou de Russie. Comme un ami assez proche de Poincaré (Jacques Bardoux) eut l'occasion de le préciser au cours d'une conversation privée avec un journaliste américain, ces industriels craignaient aussi, et peut-être surtout, de voir la Grande-Bretagne profiter de la passivité du gouvernement français pour obtenir à son profit de faire fonctionner les usines confisquées aux étrangers. A ce sujet, ils avaient pu lire dans la presse française une interview du commissaire soviétique aux Affaires étrangères qui les avait passablement inquiétés. Tchitchérine avait en effet déclaré avec ironie: «Je ne pense pas que la France ait à gagner à bouder dans son coin . . . Les morceaux de choix iront à l'Angleterre . . . Si les Français n'en profitent pas, qu'ils s'en prennent à Clemenceau et à Millerand. Dans la Bible, Marie, qui ne fait rien, reçoit tout, alors que Marthe, qui fait tout, ne reçoit rien. Dans notre pauvre monde, c'est le contraire qui arrive. Si la France reste inactive, elle n'aura rien<sup>20</sup>.»

L'Angleterre, nous le savons, était alors tout spécialement intéressée par le marché russe. Lloyd George estimait même que, sur ce chapitre, la France ne pouvait être une concurrente bien dangereuse puisqu'elle ne «possédait pas les qualifications requises». Alors que la Grande-Bretagne était un pays trop industrialisé, dont la vie même dépendait de son commerce extérieur, la France, disait-il, «vit pour une grande part des produits de la terre, et veille surtout à l'heure actuelle à remettre sur pied ses propres usines dévastées par la guerre»<sup>21</sup>.

En raison d'affinités de longue date, Christian Gueorguevitch était loin de considérer que le rôle de la France pouvait se limiter à panser ses blessures. Dès qu'il fut à Berlin, il chercha à entrer en contact avec des journalistes et des hommes d'affaires français. Au cours de la première quinzaine de février, il rencontra surtout un «envoyé» de Poincaré qui ne voulut pas révéler son nom sur le moment: il s'agissait en fait du journaliste fort connu Jules Sauerwein<sup>22</sup>, qui écrivait dans *Le Matin*. D'actives négociations commencèrent sans tarder. Elles donnèrent l'impression d'être fructueuses lorsque Radek, dans une interview qu'il accorda précisément au *Matin* le 17 février, «révéla les conversations avec le gouvernement français», et se livra de plus à des attaques «inopportunes» contre l'Angleterre<sup>23</sup>.

A Moscou, Tchitchérine fut outré par l'attitude de Radek, qui n'avait fait rien moins que saboter le travail que Rakovski accomplissait à Berlin. Il fit immédiatement appel à Lénine, auquel il dénonça ces activités comme un grave coup porté à la diplomatie soviétique. Le leader bolchevik partagea entièrement l'indignation de son commissaire aux Affaires étrangères, et décréta: «Radek a prouvé une fois de plus en cette

affaire que, malgré ses nombreuses qualités, il est absolument incapable de faire un diplomate<sup>24</sup>.»

Ce «sabotage» de Radek était, bien entendu, involontaire. Seulement, il n'avait pas su éviter le piège que venait de lui tendre Sauerwein sur les instructions de Poincaré. Ce dernier avait dirigé depuis Paris toutes les discussions avec un art consommé de diplomate. Le 13 février, quand il eut compris que les conversations entre Rakovski et Sauerwein n'auraient pas les résultats escomptés, il eut l'habileté de couvrir sa retraite et de prévenir des fuites éventuelles. Il demanda à l'ambassadeur de France à Londres (le comte de Saint-Aulaire) d'informer le gouvernement de Sa Majesté britannique que «les autorités de Moscou faisaient des efforts persistants pour entamer des négociations avec la France»<sup>25</sup>. Il ajoutait qu'«aucune action, sinon une action commune, ne saurait être entreprise»<sup>26</sup>, espérant peut-être ainsi que Lloyd George ferait montre à son égard d'une égale sincérité . . .

Nous voyons qu'à ce moment-là chaque gouvernement jouait un double jeu. Lloyd George et Poincaré ne se faisaient pas faute d'utiliser les armes de la diplomatie secrète, mais ils éprouvaient le besoin d'affecter la plus entière sincérité dès que leurs tractations avec les Soviétiques n'avaient pas abouti. Le président du Conseil français se montra d'ailleurs fidèle à cet excès de sincérité tardive. Le 1<sup>er</sup> avril 1922, il déclara à la Chambre des députés que «les représentants des soviets avaient emprunté différents chemins pour approcher le gouvernement français, et avaient essayé de prendre contact avec lui à l'insu des alliés»<sup>27</sup>. Pour être bien sûr que le gouvernement britannique ne laisserait pas passer cette pieuse déclaration, *Le Temps* publia trois jours plus tard de longs extraits de ce même discours<sup>28</sup>.

De leur côté, les bolcheviks venaient de montrer qu'ils ne maniaient pas le double jeu avec autant d'habileté, et ils prirent bonne note de la leçon. Ils avaient eu la désagréable surprise de se voir surpasser, et ne manquèrent pas d'exprimer leur ressentiment par la bouche de Tchitchérine. Dès que celui-ci arriva à Berlin (le 2 avril) afin d'entamer les négociations qui aboutirent en fin de compte au traité de Rapallo, il fit publier dans la presse allemande un démenti formel des intentions que l'on prêtait à son gouvernement. Il prit soin de ne pas réfuter la rumeur selon laquelle les conversations entre Paris et Moscou avaient bien eu lieu, mais contesta énergiquement le fait qu'elles aient pu être dirigées contre les alliés de la France. Il déclara sur ce mode ironique dans lequel il était passé maître: «Ce n'est pas par l'intermédiaire de dames en voilettes, mais par le canal des missions françaises officielles et de certains membres bien connus du parlement que la Russie a proposé à la France d'entamer

des pourparlers<sup>29</sup>» . . . Pour être tout à fait exact, Tchitchérine aurait pu ajouter à la liste de ces intermédiaires le nom de cet homme d'Etat tchèque que Lord Curzon appelait justement «l'éternel entremetteur» (*the eternal go-between*): Edouard Beneš.

## 2. *A Prague*

Vers la mi-février, en effet, Rakovski avait rencontré à Prague le ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie. Les deux hommes avaient eu une longue conversation qui permit à Christian Gueorguevitch de se faire une idée précise de l'attitude des pays de la Petite Entente à l'égard des Républiques soviétiques. Notre diplomate ne manqua pas de demander à Beneš de lui confier ses impressions sur la possibilité d'un rapprochement franco-soviétique et sur les effets qu'un tel rapprochement pourrait avoir en Europe centrale. Il voulut aussi connaître l'opinion du gouvernement tchécoslovaque sur la conférence internationale qui allait se réunir à Gênes, et qui faisait l'objet de vives discussions dans toutes les chancelleries d'Europe<sup>30</sup>. Pendant toute leur conversation, Beneš ne voulut pas se départir d'une certaine réserve. A vrai dire, il n'avait qu'une confiance très limitée dans les bolcheviks, et ne ressentait que peu d'enthousiasme pour la conférence qui devait se tenir à Gênes.

Quelques jours plus tôt, il avait eu à Londres un entretien avec des membres importants du Foreign Office. Il avait alors expliqué qu'il se sentait «peu disposé à être optimiste» à l'idée d'une telle réunion des puissances européennes, car il la jugeait «prématurée»<sup>31</sup>. Il s'était déclaré encore moins favorable à cette réunion si les bolcheviks étaient invités à participer aux débats. A son avis (tout le monde estimait que c'était en fait l'avis de Poincaré)<sup>32</sup>, il paraissait plus utile que les gouvernements français et anglais puissent, dans un premier temps, confronter leurs points de vue; cela permettrait d'arriver progressivement à «un accord préliminaire entre les puissances européennes qui s'intéressaient le plus à l'avenir de la Russie». Avant de permettre aux Allemands et aux Russes de venir à Gênes, il proposait donc que «la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Belgique, la Pologne et les pays de la Petite Entente participent à un colloque au cours duquel ils pourraient dégager une ligne d'action commune à l'égard du gouvernement soviétique»<sup>33</sup>. Il avait enfin demandé que l'ordre du jour de la future conférence de Gênes fût limité aux questions économiques, et s'était cru obligé de mettre en garde le gouvernement britannique contre toute reconnaissance précipitée des bolcheviks. Avant de quitter Londres, il avait révélé la mission exacte dont il avait

été chargé: convaincre Lloyd George d'accepter de rencontrer Poincaré.

Nous savons que les deux hommes d'Etat eurent une entrevue à Boulogne, le 26 février 1922. Ils ne purent alors que constater une divergence de vues plus accentuée qu'ils ne l'avaient même imaginée et, malgré de vagues promesses, chacun décida de rester sur ses positions, et de voir venir.

## CHAPITRE IV

### La conférence de Gênes (10 avril - 19 mai 1922)

#### 1. *Le contexte politique*

Il nous faut maintenant revenir quelque peu en arrière pour essayer de comprendre comment la France et la Grande-Bretagne étaient passées près d'une nouvelle «entente cordiale» qui aurait pu éviter bien des malentendus en Europe.

L'idée d'une conférence générale des pays européens avait été lancée par le gouvernement soviétique le 28 octobre 1921. Elle n'avait pu être reprise que parce que Lloyd George avait alors comme partenaire français Aristide Briand. Pendant longtemps, il est vrai, celui-ci avait pensé qu'il était prématuré, sinon inopportun, de siéger autour d'une table de conférence avec Russes et Allemands. Il savait que, de façon générale, les Français étaient hostiles à toute révision du traité de Versailles et que les porteurs de fonds russes (ils étaient près d'un million et demi) n'accepteraient que difficilement l'idée de voir leur gouvernement négocier avec ceux qui refusaient par principe de rembourser la dette russe. Au cours d'une conversation qu'il avait eue en avril 1921 avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, Lord Hardinge, Briand avait même déclaré que le mouvement de grève qui menaçait la sécurité politique autant que la stabilité économique de l'Angleterre venait de ce que Lloyd George «entretenait des relations avec les bolcheviks et jouait avec la révolution»<sup>1</sup>.

Cependant, le Premier britannique réussit quelques mois plus tard à convaincre le président du Conseil français que des entretiens parallèles entre Sir Robert Horne (du Board of Trade), le ministre français de la Reconstruction Louis Loucheur, le ministre allemand Walter Rathenau, et le représentant de l'Etat soviétique à Londres L. B. Krassine devraient commencer dès que possible. Leur but serait de «définir plus concrètement les moyens et les possibilités de travail en Russie»<sup>2</sup>. Le gouverne-

ment britannique espérait ainsi ne pas donner l'impression que «la perfide Albion, qui venait de sacrifier ses principes anti-bolcheviques, était uniquement préoccupée de rafler le marché russe»<sup>3</sup>.

A la fin de décembre 1921, une réunion d'importants industriels et de banquiers venus d'Angleterre, d'Italie, de Belgique et du Japon se tint à Paris sous la présidence de Loucheur. Ils formulèrent la proposition d'un consortium européen au capital de vingt millions de livres sterling, dont le principe fut confirmé quelques semaines plus tard lorsque Briand et Lloyd George se rencontrèrent à Cannes<sup>4</sup>. L'homme d'Etat français se laissa alors convaincre par la politique d'apaisement à l'égard de la Russie que défendait avec tant d'énergie son collègue britannique. Il décida de ne plus s'opposer à la mise en pratique de cette politique, et accepta l'idée d'inviter les représentants du gouvernement soviétique à s'entretenir avec les délégués de toutes les nations qui désiraient participer à une «conférence économique et financière». Sur la proposition du gouvernement italien, le lieu de cette conférence internationale fut fixé à Gênes. On mit à l'ordre du jour les problèmes posés par l'Etat soviétique autant que par l'Allemagne, dans l'espoir d'intégrer à nouveau l'économie de ces deux grands pays aux courants commerciaux de l'Europe.

A cette époque, en effet, la collaboration économique franco-allemande, qui avait été instaurée par les accords de Wiesbaden d'octobre 1921, semblait devoir se développer<sup>5</sup>. Ceux qui faisaient confiance à la bonne volonté de l'Allemagne pensaient qu'elle pourrait maintenant s'acquitter régulièrement de ce qu'elle avait à payer à la France au titre des réparations de guerre, puisque celle-ci était directement intéressée au renouveau des riches industries allemandes. Cette solution partielle aux difficultés économiques de l'Europe ajoutée au règlement de questions politiques comme l'entrée de l'Allemagne à la S.D.N. et la reconnaissance *de jure* du gouvernement soviétique aurait alors complété et parachevé l'intégration des deux «hors-la-loi» à la vie de l'Europe. Le commissaire russe aux Affaires étrangères décrit avec précision la situation, lorsqu'il déclara le 27 janvier 1922 au comité central exécutif pan-russe: «A une politique qui accablait l'Allemagne, Loucheur opposa une politique qui visait à utiliser l'Allemagne comme un allié économique afin de développer la richesse économique de la France. Cette politique d'homme d'affaires représentée par Briand et Loucheur s'harmonisa à Cannes avec la politique de Lloyd George, et rendit possible la réunion d'une conférence internationale<sup>6</sup>.»

La conférence se réunit en effet à Gênes à partir du 10 avril. Seulement, entre-temps, Briand avait compris qu'il s'était trop avancé et que

la majorité de la Chambre ne le soutiendrait pas dans cette voie. Il préféra démissionner, sans même que l'on ait procédé à un vote de confiance, et fut immédiatement remplacé par Poincaré. Nous connaissons la suite: la France avait maintenant un président de la République et un président du Conseil qui étaient entièrement d'accord pour durcir les positions de la France vis-à-vis de l'Allemagne, de la Russie et de la Grande-Bretagne. Ainsi, par exemple, alors que Lloyd George avait demandé aux chefs de gouvernement de venir siéger en personne à Gênes pour souligner l'importance de l'événement, Poincaré refusa de se déplacer et y délégua Barthou, son ministre des Affaires étrangères.

De leur côté, les Etats-Unis décidèrent de n'envoyer que des observateurs, et ce dernier coup fit penser que la conférence allait sombrer avant même de commencer<sup>7</sup>. Partie sous de tels auspices, elle ne pouvait qu'avorter, ou bien produire un résultat tout autre que celui escompté par ses initiateurs. Avec Briand au pouvoir, Lloyd George avait cru que la France et la Grande-Bretagne pourraient marcher côte à côte et profiter ensemble du renouveau économique de l'Europe, après avoir discuté franchement des difficultés qui s'étaient accumulées depuis le début de la première guerre mondiale. Dès que Poincaré eut manifesté les premiers symptômes de sa mauvaise volonté, Lloyd George donna un vif coup de barre à l'est, bien décidé à s'entendre avec l'Allemagne, la Russie et l'Italie afin de restaurer l'économie de son pays, de sauver son propre gouvernement, et de montrer à la France que l'Europe pouvait au moins tenter de se rétablir sans elle<sup>8</sup>.

Lorsque la conférence fut annoncée, certains hommes politiques français, tel l'ancien ambassadeur à Londres Paul Cambon, déclarèrent que celle-ci serait «encore un de ces traquenards où la France perdra quelques plumes»<sup>9</sup>. Poincaré était absolument de cet avis, comme le montrent les différentes mesures qu'il prit pour en diminuer l'envergure et la signification. Au cours de l'entretien qu'il avait eu à Boulogne avec Lloyd George, le 26 février, il avait obtenu la garantie que la question des réparations allemandes ne serait pas discutée. Puis, une fois qu'ils se furent mis d'accord pour centrer l'attention de tous les délégués sur la question russe, il s'efforça de la transformer en une simple conférence économique au cours de laquelle toute discussion politique serait évitée. Or ceci, nous le savons, allait à l'encontre des rêves les plus chers du Premier britannique, qui avait eu le temps de se persuader qu'un règlement politique passant par la reconnaissance *de jure* du gouvernement soviétique permettrait seul de recréer le climat de confiance nécessaire aux grands échanges commerciaux<sup>10</sup>.

Quelques jours avant de se rendre à Gênes, Lloyd George avait essayé

d'obtenir de Poincaré qu'il approuve la création d'une commission politique, qui aurait donné à la conférence sa véritable dimension. M. de Montille, membre de l'ambassade française à Londres, fut immédiatement dépêché au Foreign Office pour préciser la pensée des dirigeants français. Il admit volontiers que la question russe était «en grande partie politique», mais expliqua que «l'organisation d'une commission politique officielle pourrait être mal interprétée en France»<sup>11</sup>. Les instructions qu'il avait reçues de Paris étaient nettes: il ne fallait admettre aucune discussion politique de principe. Comme de telles discussions étaient en fait inévitables, Poincaré suggérait qu'elles fussent «transmises au fur et à mesure à un comité des puissances». Cette solution byzantine accrut encore l'exaspération de Lloyd George, puisqu'il avait justement voulu faire de Gênes le rendez-vous de ces mêmes puissances. Ce nouveau coup assombrirait encore son humeur; cinq jours auparavant, le président du Conseil français lui avait en effet envoyé une note dont le ton l'avait déjà profondément irrité: «Le problème d'une reconnaissance *de jure* immédiate, disait-il en parlant de la Russie, ne sera traité et résolu qu'à l'issue de la conférence de Gênes. Si les délégués britanniques commencent par recommander la reconnaissance immédiate, les représentants de la France se retireront de la conférence»<sup>12</sup>.»

Après la lecture de ce qu'il considéra comme un «ultimatum», Lloyd George se décida à refuser à la France le rôle de «dictateur» de l'ordre européen, et à tout mettre en œuvre pour garantir le succès de ce qui n'était plus maintenant que «sa» conférence . . . Prévoyant une pareille évolution, il avait déjà envisagé un plan qui pouvait «altérer radicalement» la situation européenne: «il serait grave, avait-il écrit à son ami Lord Derby, de voir l'Italie et nous-mêmes poussés à conclure des accords avec la Russie et l'Allemagne sur une base commerciale, contre le gré de la France»<sup>13</sup> . . .»

Il nous faut maintenant préciser sous un autre angle le contexte politique qui vit naître la conférence de Gênes, afin de montrer dans quelles conditions et dans quel climat se posait pour les Soviétiques, pour les Britanniques et pour les Français l'entrée de l'Etat soviétique dans la vie politique et économique de l'Europe. Ceci nous permettra de mieux situer l'action et le rôle personnels de Christian Rakovski en tant que membre de la délégation soviétique à Gênes.

## 2. Christian Rakovski porte-parole de la délégation soviétique

La conférence de Gênes est considérée par les Soviétiques comme une de leurs premières grandes victoires en matière de diplomatie: victoire, car les représentants des Républiques soviétiques étaient mis sur un pied d'égalité avec leurs collègues d'Europe occidentale et invités pour la première fois à prendre place autour d'une table de conférence; victoire aussi, puisque les gouvernements «blancs» en exil, qui avaient pensé être invités aux débats, ne furent finalement pas admis; victoire enfin, car la conférence se solda par la «rupture du front uni des capitalistes», lorsque Russes et Allemands signèrent le 16 avril à Rapallo un traité de reconnaissance mutuelle et d'aide économique.

Rakovski partit à Gênes en sa double qualité de membre du comité central du parti communiste russe et de président du conseil des commissaires du peuple de la République socialiste soviétique ukrainienne. Travaillant au nom de l'Etat soviétique, il n'en oubliait pas pour autant les intérêts particuliers de la république dont il avait la charge. Tout au long de la conférence, il allait être un des experts de la commission financière; chargé des relations avec le public et avec la presse, il eut à présenter sous son jour le meilleur le premier Etat socialiste, tout en effectuant des missions beaucoup plus secrètes: il prit des contacts avec les Ukrainiens émigrés qui désiraient être utiles au gouvernement bolchevique, et fut un intermédiaire très actif entre les délégations russe et allemande<sup>14</sup>.

Dès les premiers jours, les membres les mieux informés de la conférence comprirent que les séances officielles allaient tendre à devenir «purement rituelles», avec «pour seule fonction d'enregistrer ce qui venait d'être fait en coulisses»<sup>15</sup>. Les négociations secrètes devinrent la pratique quotidienne de toutes les délégations, et une propagande discrète mais efficace la tactique préférée des Soviétiques. C'est ainsi qu'à la tête du bureau de presse des Républiques soviétiques, Christian Gueorguevitch organisa une série de conférences-débats, d'abord dans le hall de son hôtel, puis dans la grande salle de l'université de Gênes lorsque le nombre des curieux, des journalistes et des auditeurs de tous bords devint par trop considérable<sup>16</sup>.

Comme le nota un des membres de la délégation britannique, «Rakovski créa une impression favorable sur tous ceux qui étaient en contact avec lui»<sup>17</sup>. «Les cheveux noirs, l'air un peu levantin»<sup>18</sup>, c'était, nous dit-on, «le plus présentable [*sic*] de tous délégués russes», et celui dont l'abord était «le plus facile»<sup>19</sup>. Bon nombre de journalistes, qui avaient peut-être espéré apercevoir à cette occasion quelque sauvage fanatique sorti de ses forêts lointaines télégraphièrent sans tarder qu'il ne ressemblait «pas

le moins du monde au bolchevik tel qu'Anglais et Français avaient pu le portraiturer dans leur imagination»<sup>20</sup>: «Ses manières, écrivait l'un d'entre eux, sont aussi parfaites que sa diction, et il communique une impression de force et de sûreté imperturbables qui s'allient à un esprit très vif et à un sens prononcé de l'humour»<sup>21</sup>.» Visiblement, «l'obligeant Rakovski»<sup>22</sup> ne se ménagea pas tout au long de la conférence pour donner une «image de marque» de ce premier État ouvrier que ses collègues et lui-même étaient venus représenter. Il continua à étonner tout le monde par son aisance et par son aménité, et un correspondant de la presse française consigna dans ses notes non sans quelque naïveté: «Il est très aimable et nous offre des cigarettes»<sup>23</sup>. . . Il est clair que Christian Gueorguevitch s'amusa à jouer ce rôle, que son côté d'aristocrate d'origine bulgare, mais cosmopolite dans l'âme, lui rendait parfaitement naturel.

Une de ses activités les plus remarquées fut sans doute l'organisation de conférences-débats. Dans un français «clair et précis»<sup>24</sup>, il s'attachait d'abord à rassurer ses auditeurs en leur démontrant que «le régime russe ne différait guère des régimes d'Occident»<sup>25</sup>. Après un exposé liminaire qui visait à «corriger certains préjugés occidentaux»<sup>26</sup>, il décrivait les aspects nouveaux de la vie du premier État ouvrier et expliquait les options du gouvernement bolchevique. Puis il écoutait longuement les questions qui fusaient, et en établissait la liste «avec le plus grand calme»<sup>27</sup>. Pour mieux expliciter ses pensées et contourner dans le même temps les difficultés, il savait habilement élargir le débat qu'il transformait, nous disent les témoins, en une véritable conférence «sur l'histoire de l'Europe et sur la politique internationale»<sup>28</sup>. Il aimait en particulier à parler des révolutions que les différents pays d'Europe avaient connues bien avant la Russie, surtout de la Révolution française pour laquelle il s'était enthousiasmé au temps de ses années d'étudiant itinérant, lorsqu'il avait suivi en Sorbonne les cours de l'historien Aulard<sup>29</sup>.

Christian Gueorguevitch avait visiblement le don «de retenir l'attention des bourgeois, qui l'écoutaient d'abord avec intérêt puis avec une certaine sympathie»<sup>30</sup>. Tous reconnaissaient en lui «un homme fort intelligent, doué d'un talent incomparable pour la dialectique»<sup>31</sup>. Lorsqu'un journaliste lui demanda par exemple ce qu'il pensait du traité de Versailles, il répondit de façon significative: «Le traité de Versailles . . . je ne connais pas»<sup>32</sup>.» Quand on chercha à savoir si la cause de la famine et de la ruine de la Russie ne résidait pas en réalité dans la révolution sociale provoquée par les bolcheviks, il s'efforça de montrer que la détresse actuelle était «beaucoup plus le fait des guerres révolutionnaires que le gouvernement bolchevique avait dû mener pour se défendre contre les

forces anti-bolcheviques dirigées par Dénikine, Koltchak ou Ioudenitch, et soutenues par les alliés»<sup>33</sup>. Ces guerres avaient obligé le premier Etat socialiste à rassembler, à organiser et à maintenir sur pied de guerre une armée de quatre à cinq millions d'hommes qui seule avait pu repousser les troupes ennemies. Les champs de bataille avaient ravagé la plus grande partie du pays, et imposé au reste un régime de réquisitions draconien. Ainsi, en compensation des dettes tsaristes et de celles de Kerenski dont les alliés demandaient le paiement, Rakovski opposa une note tellement élevée que, si les créanciers de la Russie l'avaient prise en considération, «ce sont eux qui seraient devenus les débiteurs de la Russie»<sup>34</sup>. Tels sont en partie les arguments qu'il s'attacha à développer durant les débats, mais aussi tout au long des séances officielles de la commission financière de la conférence.

### 3. *L'expert soviétique à la commission financière*

Christian Rakovski peut sans nul doute être considéré comme l'expert soviétique le plus important de la commission financière, où il siégeait avec Litvinov, Krassine et Roudzoutak. Le haut rang politique qui était le sien conférait à ses avis un poids considérable; comme le montrent très nettement les comptes rendus sténographiques des séances, c'est lui qui répondait le plus souvent au nom de la délégation russe, et c'est lui qui rédigea et signa le mémorandum général qui fut soumis le 24 avril par les Soviétiques au comité des experts financiers<sup>35</sup>.

Les 17 et 24 avril, Christian Gueorguevitch expliqua par le menu pourquoi les dommages imputés aux alliés par le gouvernement soviétique s'élevaient à quelque 4 067 227 040 livres sterling. Cette somme englobait toute une série de destructions: celles de ponts, de villages et de maisons, celles d'usines et de dépôts, celles de routes et de voies ferrées, etc. Afin de ne pas fermer la porte aux négociations, les anciens alliés acceptèrent de reconnaître en partie les torts qu'ils avaient pu causer en intervenant directement sur le territoire de l'ancien empire tsariste, et en aidant matériellement les troupes blanches<sup>36</sup>. Comme ni l'une ni l'autre partie ne voulait déboursier d'argent, un compromis fut proposé et accepté sans délai: il fut décidé d'égaliser les pertes occasionnées par les alliés aux dettes de guerre du gouvernement impérial et du gouvernement de Kerenski. Lorsque ce point fut acquis, Rakovski indiqua dans son mémorandum du 24 avril que le «gouvernement de Russie» se déclarait prêt à «payer les obligations financières du ci-devant gouvernement impérial de Russie, contractées avant le 1<sup>er</sup> août 1914, envers des puissances

étrangères et leurs ressortissants». Il était toutefois entendu, et ce point était capital, que seules auraient droit aux réclamations basées sur les termes du présent article les personnes qui étaient détentrices légales de ces obligations avant mars 1917. Un bon nombre d'affairistes qui avaient spéculé sur ces obligations après les événements révolutionnaires étaient ainsi écartés d'entrée de jeu.

Dans un deuxième point, il était admis que les bolcheviks reconnaissaient tous les engagements des entreprises d'utilité publique garantis en son temps par le gouvernement impérial. Enfin, dans un troisième point, qui liait habilement la question des biens nationalisés et celle des concessions à venir, il était dit que le gouvernement de Russie était disposé «a remettre en jouissance aux étrangers leurs ci-devant biens nationalisés ou réquisitionnés dans les cas où cela sera possible en vertu du système social et économique et des lois fondamentales de la République russe», c'est-à-dire à leur accorder un droit de préemption pour la prise en concession ou en ferme de leurs anciens biens, ou la préférence pour la participation à des sociétés ou des trusts, dans le cas où leurs anciens biens feraient partie de l'avoir de ces sociétés ou de ces trusts<sup>37</sup>.

Les bolcheviks ne pouvaient évidemment faire de telles propositions sans exiger de sérieuses contreparties. Devenus des «marchands» sur l'injonction de Lénine, seul le système du troc pouvait maintenant leur convenir puisqu'ils ne possédaient aucune base financière solide. Leurs conditions furent au nombre de trois: que leur gouvernement soit reconnu *de jure*; qu'une aide financière «immédiate et adéquate» leur soit accordée; et que les puissances se déclarent prêtes «à restituer à la Russie sa propriété de tout genre [*sic*] se trouvant à l'étranger» (par exemple métaux précieux, immeubles et navires)<sup>38</sup>.

Le point sur lequel les experts des grandes puissances demandèrent le plus de précisions fut celui concernant les concessions. Ils s'inquiétaient en particulier de savoir «quelle était l'importance du droit de l'ancien propriétaire». A cela, Rakovski répondit que le gouvernement bolchevique ne reconnaissait pas du fait de l'ancien droit de propriété un droit nouveau, mais il admit que ce droit créait une «possibilité». Son argumentation, qui ne manquait ni de sens pratique ni de cynisme, était la suivante: l'ancien propriétaire qui a été en Russie, qui a une longue expérience, qui connaît l'entreprise dont il s'agit, qui est intéressé à récupérer ses pertes, aura lui-même intérêt à se procurer d'autres capitaux et à faire à l'Etat les propositions les plus favorables. «Il ne s'agit pas là d'une théorie, ajoutait-il, mais d'un fait avec lequel il faut compter. En ce sens, les concessions que le gouvernement russe accorde sont surtout faites aux anciens propriétaires<sup>39</sup> . . .»

Pour prouver ses affirmations et renforcer son raisonnement, Christian Gueorguevitch citait le cas de concessions accordées à des propriétaires norvégiens qui avaient possédé autrefois ces entreprises dans le Nord de la Russie. Après la révolution d'Octobre, ces propriétaires étaient revenus en Russie, ayant accepté par la force des choses la nationalisation de leurs biens. Dès 1920, ils avaient créé des sociétés mixtes avec le gouvernement soviétique et organisé des entreprises qui exploitaient des forêts dans le gouvernement d'Arkhangelsk. Pour allécher les Anglais aussi bien que les Français ou les Allemands, Rakovski développa à plusieurs reprises cette idée du «droit préférentiel» que le gouvernement soviétique pourrait accorder aux anciens propriétaires: ce droit, indiquait-il, n'était pas «théorique»; il était «pratique» et devait, en tant que tel, faire l'objet de marchés.

Ces distinctions parfois subtiles demandaient à être précisées, et les experts occidentaux se relayèrent pour tâcher d'amener les représentants soviétiques à avancer plus loin qu'ils n'en avaient l'intention. Pourtant, leurs efforts restèrent infructueux, car nul n'était mieux préparé aux palabres sans fin et aux discussions les plus ardues que les bolcheviks, spécialistes en la matière depuis souvent leur adolescence. C'est peut-être pourquoi (quelle ironie du sort!) Sir Robert Horne, qui représentait la Grande-Bretagne à la commission financière, qualifia l'attitude de Rakovski de «perfect parliamentary manner», appréciant ce mélange de courtoisie et d'intransigeance qui la caractérisait<sup>40</sup>. Un bon exemple de cette attitude nous est fourni par le dialogue qui s'engagea au cours d'une séance entre notre diplomate et le représentant de la Belgique, M. Cattier. Comme celui-ci essayait d'obtenir des indications sur la façon dont les dépôts en banque saisis par les bolcheviks pourraient être restitués aux étrangers, Christian Gueorguevitch expliqua que, ces dépôts n'ayant pas été nationalisés, ils ne pouvaient être restitués. Lorsque M. Cattier demanda quelle serait dans ce cas la réaction du gouvernement soviétique si les dépôts russes qui se trouvaient dans les banques belges étaient confisqués, il reçut cette réponse: «Nous insisterions pour que vous les restituiez, puisque vous ne les avez pas nationalisés<sup>41</sup>.» Comme toujours, Rakovski appliquait le précepte célèbre que Louis Veillot attribuait aux jésuites: «Nous vous demandons la liberté au nom de vos principes: nous vous la refusons au nom des nôtres.»

En fait, Rakovski avait très sensiblement évolué depuis quelques mois, c'est-à-dire depuis l'époque où il s'était préparé à cette conférence, lors des discussions qu'il avait eues au Kremlin avec ses camarades russes. Nous savons qu'il s'était alors opposé avec force à l'idée de concessions accordées aux étrangers, et qu'il avait demandé au peuple soviétique com-

me à ses collègues de ne compter que sur eux-mêmes. Il s'était maintenant rapproché sensiblement de l'opinion qu'avait toujours soutenue L. B. Krassine<sup>42</sup>. Il concevait avec lui qu'une émulation considérable pouvait naître de la concurrence entre, d'une part les anciens propriétaires qui désiraient recouvrer leurs biens et qui avaient déjà fait la preuve de leurs capacités à Krivoï Rog ou à Bakou, et d'autre part les grands magnats de l'industrie européenne qui ne pouvaient se désintéresser de projets susceptibles d'avoir une grande importance mondiale. L'essentiel pour les bolcheviks était en tout cas d'obtenir l'aide de personnalités compétentes, comme Trotski s'était servi de certains cadres de l'armée impériale pour organiser l'Armée rouge au début de la guerre civile. De plus, ces industriels étrangers auraient à amener avec eux «un large concours de capitaux», qui était indispensable à la relance puis au développement de l'ancien empire des tsars.

Pour essayer d'amener les capitalistes d'Europe occidentale à apporter leur contributions à l'édification du premier Etat ouvrier, Christian Gueorguevitch donna au cours de la séance du 5 mai de la commission financière une analyse détaillée de la situation économique des Républiques soviétiques, qui révélait l'ampleur du marché à saisir<sup>43</sup>. Afin d'expliquer le délabrement général des usines et la ruine des campagnes, il insista une nouvelle fois sur le fait qu'il avait été matériellement impossible au gouvernement soviétique d'accorder une attention suffisante aux problèmes économiques pendant toute la durée de l'intervention étrangère, qu'était venu renforcer le blocus du territoire contrôlé par les soviets. Il montra que, de 1918 à 1920, tous les efforts de la Russie s'étaient centrés sur les moyens destinés à assurer sa survie, puis il expliqua les différentes mesures qui avaient été prises dans le cadre de la N.E.P. pour favoriser le renouveau de l'agriculture.

Les arguments employés se succédaient donc en toute logique, et aboutirent à une conclusion qui devait faire dresser l'oreille aux experts: même si toutes les ressources dont pouvait disposer le gouvernement soviétique étaient prises en ligne de compte et si le programme de reconstruction était limité à son strict minimum, le rétablissement de l'agriculture russe ne pourrait se faire sans l'apport de crédits venus de l'étranger: Rakovski estimait qu'au cours des trois années à venir il faudrait environ un milliard de roubles-or pour restaurer la seule agriculture, et il ne manqua pas de préciser à l'intention de tous ceux qui pouvaient être intéressés par cette offre que les deux tiers de cette somme devraient être fournis en machines et le tiers restant en argent liquide<sup>44</sup>.

En ce qui concerne l'industrie, Christian Gueorguevitch expliqua que le gouvernement soviétique considérait la seconde moitié de l'année 1921

comme une période «d'intense activité dans l'histoire de l'industrie russe». Cette activité s'était prolongée en 1922, mais avec d'importantes fluctuations dues principalement au manque, parfois dramatique, de certaines matières premières (comme les minerais) ou de ressources agricoles fondamentales (comme le blé), dont le rythme d'extraction ou de production n'avait pas repris ou s'était encore détérioré, et qu'il était encore impossible de faire venir de l'étranger. De façon générale, notre rapporteur mit l'accent sur le fait que «l'industrie russe avait encore un bon bout de chemin à parcourir avant de pouvoir satisfaire aux besoins réels du pays». Il indiqua enfin que, d'après le programme fixé par le conseil supérieur de l'économie nationale, l'industrie soviétique avait actuellement besoin d'un milliard de roubles-or qui devraient être investis, comme pour l'agriculture, au cours des trois années à venir<sup>45</sup>.

Le dernier point fondamental que développa Rakovski au cours de cette même séance du 5 mai fut celui des transports. Il rappela à ce sujet qu'une proportion considérable des chemins de fer russes avaient été détruite au cours de la guerre civile, et que 4000 ponts avaient dû être reconstruits par l'administration des chemins de fer avec l'aide de l'armée. Ainsi, alors que 4534 nouvelles lignes avaient été construites en quatre ans (de 1918 à 1922), seulement 1700 d'entre elles étaient utilisables en 1922. Il indiqua dans le même temps que les chantiers navals de Mourmansk, Arkhangelsk, Novorossiisk, Odessa et Marioupol avaient été remis en état par les services maritimes soviétiques, et qu'au cours de l'année 1921, 679 navires avaient pu être remis à flot. Sur ce chapitre général des transports, l'estimation de l'aide nécessaire au gouvernement soviétique se chiffrait à cinq millions de roubles-or. En effet, rappela Christian Gueorguevitch dans son allocution, même si le programme de reconstruction des chemins de fer était réduit à son minimum, c'est-à-dire s'il ne prenait en ligne de compte que le réseau de première importance, qui représentait un total de quinze mille kilomètres (à peu près le quart du réseau intégral), il faudrait pouvoir disposer d'un million de roubles.

Nous voyons que les crédits demandés par Moscou se montaient à des sommes considérables. En raison même de leur importance, l'attribution de ces crédits posait de multiples problèmes aux financiers européens. Pour les rassembler, il paraissait indispensable de former un consortium qui regrouperait les plus grands pays d'Europe, auxquels pourraient se joindre les Etats-Unis d'Amérique. Mais d'abord, et c'était bien là l'essentiel, il fallait que les Soviétiques s'efforcent de recréer un climat de confiance qui n'existait plus depuis octobre 1917. Connaissant le rôle déterminant qu'auraient des garanties offertes par le gouvernement soviétique, Rakovski n'hésita pas à s'engager fort loin dans cette voie.

Il déclara que ces garanties aux futurs créanciers de l'Etat soviétique seraient constituées par les revenus généraux et les revenus particuliers du budget (par exemple les revenus des douanes), par la production de platine et par les exportations à l'étranger, qui rapportaient à l'Etat des sommes régulières puisqu'il en avait le monopole. Une autre série de garanties serait offerte par les diverses concessions agricoles, industrielles et autres que le gouvernement soviétique était prêt à accorder aux capitalistes étrangers. La part des bénéfices que ces concessions lui apportaient directement constituerait d'elle-même une « ample garantie » pour le paiement des intérêts et pour l'amortissement du capital qui lui serait accordé<sup>46</sup>. De telles propositions ne pouvaient laisser indifférents les hommes d'Etat et les financiers qui s'étaient réunis à Gênes pour tenter de résoudre le problème de la paralysie de l'économie européenne. Parmi eux, Lloyd George s'affirma immédiatement comme le leader de ceux qui préconisaient une aide financière directe aux soviets, et c'est lui qui s'efforça de donner un ton positif aux débats. A ses yeux, la Russie était « comme une voiture qui s'est embourbée. Il suffirait de la soulever pour qu'elle reprenne sa course, mais les ressources organisées de l'Occident seraient nécessaires pour la soulever »<sup>47</sup>.

Le Premier ministre anglais considérait que les crédits qui pourraient être accordés aux Républiques soviétiques dépendaient autant de la « City » que de son propre gouvernement. Il savait que la City avait de l'argent, mais il n'ignorait pas non plus qu'elle « ne ferait un pas en avant que lorsque les personnes qui avaient déjà commercé avec la Russie seraient satisfaites des conditions de ce commerce »<sup>48</sup>. Du côté français, on estimait qu'en raison de l'effort nécessaire à la reconstruction de nos propres régions dévastées, il était impossible d'assister la Russie d'une aide financière directe. Les délégués français semblaient même si peu disposés au départ à avancer avec Lloyd George dans la voie de la coopération, que celui-ci déclara avec aigreur au cours d'une conversation secrète qu'il eut avec Barthou le 11 avril, c'est-à-dire au lendemain de l'ouverture officielle de la conférence: « M. Poincaré ne peut pas se permettre à la fois d'être absent de la conférence et de réclamer qu'il lui soit accordé à Paris de presser sur un bouton pour arrêter ou retarder ses travaux à n'importe quel moment... S'il essayait de faire cela, il [Lloyd George] se verrait dans l'obligation d'expliquer franchement à la conférence toute la situation et de montrer que la France est en train de détruire tous les espoirs de l'Europe »<sup>49</sup>.

En fait, cette situation ne faisait aucun mystère pour personne, Poincaré s'étant toujours refusé à approuver la réunion de cette conférence internationale, comme il refusait l'idée d'un compromis avec les bolche-

viks. A cet égard, les missions d'information que Rakovski avait menées à Berlin puis à Prague n'avaient pas été inutiles: elles lui avaient montré que si la France continuait à «bouder dans son coin», l'Allemagne, de son côté, était prête à saisir l'occasion et à se lancer à la conquête du marché russe.

#### 4. *Le traité de Rapallo*

Il est bien évident que, dès que l'encre fut séchée sur le traité de Versailles, la possibilité ou plutôt l'opportunité de relations privilégiées avec la Russie vint à l'esprit des dirigeants allemands<sup>50</sup>. Nous savons que des contacts secrets entre les états-majors n'avaient pas tardé à se multiplier<sup>51</sup>, alors qu'officiellement l'Allemagne attendait pour signer un traité de commerce avec Moscou (6 mai 1921) que la Grande-Bretagne l'ait précédée dans cette voie. Dans les premiers mois de l'année 1922, les journaux soviétiques avaient fait savoir que certaines compagnies allemandes avaient la ferme intention de se spécialiser dans la restauration de l'économie des Républiques soviétiques. Au début de ce mois, un des directeurs de la «Wirtschaftsstelle für Handel und Industrie in der Osten» avait accordé une interview au quotidien *Roul'* dans laquelle il donnait des informations détaillées sur le trust qu'il représentait. Celui-ci était composé de banques et d'entreprises commerciales et industrielles; il comprenait des représentants de différents instituts techniques et scientifiques et des principales organisations des syndicats allemands. Des spécialistes devaient être envoyés dans plusieurs régions des Républiques soviétiques, et différents projets de chambres de commerce avaient été élaborés.

Le premier travail auquel s'attacherait le trust serait la remise en état des chemins de fer et des transports motorisés en Russie, tâche primordiale qui conditionnait le rétablissement de conditions normales dans le pays et le développement futur des échanges commerciaux. Des négociations étaient d'ailleurs en train avec le groupe bancaire américain de J. P. Morgan et Cie pour la création à cette intention d'un fonds américano-germanique de 62 500 000 livres. Le directeur du trust avait résumé la situation en déclarant à la fin de son interview: «Notre objet est d'accélérer le rétablissement de la Russie avec l'aide des forces économiques de l'Allemagne, appuyés par le capital américain et soutenus par nos organisations ouvrières<sup>52</sup>.» Ces intentions cadraient parfaitement avec les plans des dirigeants bolcheviks, depuis le renvoi de Briand et l'accèsion de Poincaré au pouvoir.

Sur le chemin qui les menait à Gênes, les représentants soviétiques (Tchitchérine, Litvinov, Krassine et Rakovski) s'étaient arrêtés quelques jours à Berlin. Ils avaient alors insisté pour signer avec les Allemands une convention politique qui aurait placé les alliés devant un fait accompli, à la veille de la grande réunion internationale. Un tel geste aurait eu pour les deux pays l'avantage de montrer à tous que l'initiative diplomatique et politique n'appartenait pas seulement à la Grande-Bretagne ou à la France, et que ceux qui n'étaient pas encore admis dans le cercle des puissances européennes pouvaient former un front commun. Après le départ des Soviétiques, le secrétaire d'Etat allemand von Haniel admit devant un diplomate anglais: «Nous avons discuté, à peu de chose près, les mêmes questions que nous discutons depuis 1918<sup>53</sup>.» Ces questions concernaient d'abord l'article 116 du traité de Versailles, selon lequel les Russes avaient toute latitude pour exiger des réparations de l'Allemagne, au même titre que les «vainqueurs» de la guerre. Elles concernaient aussi les nationalisations de biens allemands en Russie, l'assassinat de l'ambassadeur Mirbach en 1918, et la reconnaissance *de jure* par Berlin du gouvernement soviétique. Plusieurs projets avaient été préparés, mais aucun accord n'avait été signé, afin de «garder les mains libres»<sup>54</sup>: «Nous ne voulions pas aller plus vite que l'Angleterre au sujet de la reconnaissance, indiqua von Haniel par la suite. Nous ne voulions en aucune façon compromettre notre position à Gênes et y être liés. Nous reconnaissons tous qu'il faudrait éventuellement en venir à un arrangement avec les Russes, mais nous repoussions délibérément les négociations jusqu'à la conférence de Gênes<sup>55</sup>.»

Si les Allemands tenaient leur traité «en réserve», ils le signèrent sur la côte ligure en raison du jeu combiné de Lloyd George et des délégués soviétiques, face à l'attitude uniformément négative de la France. Dès le premier jour de la conférence, Tchitchérine avait écrit à Moscou: il est «absolument évident que l'Angleterre et l'Italie cherchent à arriver à un accord avec nous»<sup>56</sup>.

L'Italie, qui était la puissance invitante, était prête à contribuer à un rapprochement entre la Grande-Bretagne et la Russie, puisqu'elle devinait que telles étaient les intentions de Lloyd George. Certains membres du Foreign Office, qui n'approuvaient pas pour autant la nouvelle orientation diplomatique de leur Premier ministre<sup>57</sup>, étaient persuadés avant même l'ouverture de la conférence que les Italiens feraient «autant qu'ils le pourraient le jeu des bolcheviks»: ils avaient beaucoup moins perdu en Russie que les autres puissances européennes et ne désiraient qu'une chose: reprendre leurs activités commerciales avec ce pays<sup>58</sup>. Pour préparer le regroupement auquel il pensait, Lloyd George n'hésita pas à utiliser

une technique qui n'allait pas sans un certain machiavélisme: il entama une série de conversations secrètes avec les Soviétiques, tout en maintenant les Allemands délibérément à l'écart. Le premier résultat de cette attitude fut de placer les Anglais et les Russes dans une position de force, qui allait rapidement leur permettre d'exercer un habile chantage sur la délégation allemande par l'intermédiaire d'un représentant italien à la conférence, Giannini.

Le 14 avril, ce dernier fut dépêché auprès des Allemands «avec une mission officielle»<sup>59</sup> que venait de lui confier Lloyd George. Il annonça au chancelier Wirth qu'«au cours des derniers jours, des conversations avaient eu lieu entre les alliés et les Russes». Quelques heures plus tard, il vint à nouveau prévenir le chancelier allemand que les alliés et les Russes «allaient aboutir à un accord»<sup>60</sup>, et donna des précisions sur le contenu de cet «accord»: les Soviétiques étaient prêts à «reconnaître les dettes d'avant-guerre et à les rembourser par des obligations à long terme», si les alliés accordaient à leur gouvernement la reconnaissance *de jure*<sup>61</sup>.

Il est évidemment bien difficile de croire que les bolcheviks aient pu arriver si vite à un accord d'une telle importance. Cependant, la nouvelle de ces «négociations» avec les alliés, même «pour la galerie» (*dlya vidi-mosti*) comme l'avait prévu Tchitchérine<sup>62</sup>, ne pouvait qu'inquiéter sérieusement les Allemands. C'est ce qui arriva et ce qui les poussa à signer en toute hâte un traité avec les Soviétiques, puisqu'ils avaient des raisons de craindre «que l'on fasse quelque chose au détriment de l'Allemagne»<sup>63</sup>. Comme Rathenau tint à le préciser par la suite à Lloyd George, «ils avaient conclu cet accord parce qu'ils avaient l'impression que leurs intérêts seraient méconnus ou bien qu'ils ne seraient pas pris en ligne de compte»<sup>64</sup>.

Il nous intéresse maintenant de savoir pourquoi Ago von Maltzan, qui fut du côté allemand le très actif partisan d'un rapprochement avec l'Etat soviétique, télégraphia à Rakovski, à l'occasion du premier anniversaire du traité de Rapallo, qu'il pouvait se considérer comme le «père» de ce célèbre accord<sup>65</sup>.

Le 15 avril, c'est-à-dire un jour avant que ne soit signé le traité de Rapallo, Russes et Allemands se donnèrent rendez-vous pour procéder à un échange de vues sur les récentes négociations avec Lloyd George. A dix heures du matin, Maltzan rencontra Rakovski et Ioffé<sup>66</sup>: il les mit au courant des événements de la veille et obtint d'eux des indications substantielles sur les négociations qui se déroulaient à la villa de Lloyd George<sup>67</sup>. Ce genre d'informations mutuelles était tout à fait dans la ligne de l'aide réciproque que les deux parties avaient arrêtée à Berlin avant de

venir. Seulement, comme les émissaires de Lloyd George l'avaient fait avant eux, Rakovski et Ioffé laissèrent leur interlocuteur s'imaginer qu'un accord entre la Grande-Bretagne et la Russie allait être conclu. Surtout, Rakovski ajouta que, si les Allemands refusaient de signer avec eux un traité qui était fin prêt, les Soviétiques «exigeraient les indemnités de guerre auxquelles leur donnait droit le traité de Versailles», et laissa entendre que «les Français avaient proposé leur aide sur ce chapitre»<sup>68</sup>. Il montra ainsi que, non seulement les Anglais souhaitaient se rapprocher des Soviétiques, mais que les Français sauraient, s'ils le voulaient, trouver avec eux des points d'accord importants. La délégation française, précisa encore Rakovski, venait de leur proposer qu'ils remboursent les dettes du gouvernement tsariste grâce aux indemnités qu'ils pouvaient exiger de l'Allemagne. Cette suggestion était parfaitement plausible, et elle inquiéta d'autant plus les Allemands que, jusqu'au 12 avril, les Soviétiques s'étaient montrés «tout à fait accommodants au sujet de l'article 116»<sup>69</sup>. Il est clair que l'on jouait de part et d'autre sur les nerfs des Allemands.

Tard dans la nuit du même jour (15 avril), Rakovski appela von Maltzan de Rapallo et suggéra que les deux délégations se rencontrent le lendemain pour avancer leurs négociations. Maltzan répondit que «négocier n'avait pas de sens, puisque la délégation soviétique avait déjà signé avec l'Angleterre et la France . . .» «Non, cela n'est pas vrai, reprit Rakovski, les négociations avancent de façon satisfaisante, mais nous n'avons abouti à aucun accord<sup>70</sup>.» Dès qu'il eut raccroché le récepteur, von Maltzan mit Rathenau au courant de la conversation inespérée qu'il venait d'avoir, et il réveilla toute la délégation allemande pour ce qui devint une «réunion en pyjamas» destinée à devenir célèbre<sup>71</sup>. Le résultat de ces discussions fut décrit, non sans ironie, par Litvinov dans le télégramme qu'il envoya à Moscou au lendemain de la signature du traité, le 17 avril: «Nos conversations à demi secrètes avec le conseil suprême ont fait naître l'angoisse dans l'âme des Allemands: Rathenau est accouru plus mort que vif, et nous a proposé sur-le-champ de signer ce même traité qu'il avait évité de signer lorsque nous sommes passés par Berlin<sup>72</sup>.»

Il faut noter que, par rapport au traité négocié à Berlin, une clause secrète avait été ajoutée qui garantissait les intérêts mutuels des deux parties: au cas où le gouvernement soviétique indemniserait les propriétaires de France ou de Grande-Bretagne dont les biens en Russie avaient été nationalisés, les Allemands bénéficieraient des mêmes conditions. De son côté, l'Allemagne s'engageait à ne prendre aucune part à des transactions qui viseraient à établir un consortium international<sup>73</sup>.

Pendant un certain temps, les Soviétiques restèrent fort discrets sur le fait qu'ils avaient «presque dansé un quadrille» avec Lloyd George,

comme Rakovski le nota en 1923 dans sa brochure *Angliya i Rossiya*<sup>74</sup>. Cette idée avait été développée dans le rapport que Yan Roudzoutak avait prononcé le 12 mai 1922 au cours de la troisième session du comité central exécutif. Il avait ainsi résumé en deux phrases ses impressions sur les circonstances politiques qui avaient précipité la conclusion du traité de Rapallo: «Ce traité fut signé au moment où les relations avec la France étaient particulièrement tendues, et où la France menaçait de rompre et de s'en aller. Je reste sur l'impression que les Allemands furent amenés à signer le traité germano-soviétique par Lloyd George, pour qui il était essentiel de créer à l'intention de la France une menace qui prit la forme d'une séparation de l'Allemagne du bloc commun<sup>75</sup>.»

Roudzoutak ne souligne pas un fait important: bien évidemment, Lloyd George ne facilita le rapprochement germano-soviétique que dans l'espoir d'y joindre la Grande-Bretagne. Cependant, un des résultats immédiats du traité de Rapallo fut d'améliorer considérablement la situation de la délégation soviétique dès le début de la conférence, et de lui permettre de durcir ses positions. Lorsque le Premier britannique essaya de faire comprendre ses intentions véritables, les bolcheviks firent la sourde oreille. Il s'efforça alors de convaincre les Allemands de venir à son aide, et il plaida sa cause au cours d'une conversation qu'il eut le 4 mai avec Rathenau et le chancelier Wirth: il espérait, nous indiquent les notes sténographiques, que la délégation allemande userait de son influence auprès des Russes «pour leur demander de ne pas s'abandonner à leur tempérament oriental et de ne pas commencer à marchander. S'ils insistaient en disant qu'ils ne pouvaient admettre ceci ou cela, ils n'aboutiraient à rien<sup>76</sup> . . .»

Il n'y eut en effet aucun résultat. Lorsque Tchitchérine, Rakovski et Krassine donnèrent l'impression qu'ils étaient prêts à céder du terrain sur la question des biens nationalisés, ils furent immédiatement dénoncés à Lénine par Litvinov. Le leader bolchevik les rappela à l'ordre sur-le-champ (24 avril), et de très rude façon: il n'hésita pas à menacer de les «désavouer publiquement et de les démettre de leurs fonctions», s'ils avaient encore une seule hésitation à ce sujet . . . «même la plus légère<sup>77</sup>. Ceci nous donne un excellent exemple des limites imposées aux diplomates soviétiques; ces derniers avaient d'abord un rôle consultatif (que nous avons souligné en ce qui concerne Rakovski), puis il leur était laissée une assez grande liberté de manœuvre lors de la mise en pratique des directives générales. Lénine n'en était que plus intransigeant lorsque les principes mêmes de l'orthodoxie étaient touchés, puisqu'il avait toujours été le seul à les fixer et à les faire respecter dans leur intégrité. Ainsi à la fin du mois d'avril donna-t-il comme instruction à Tchitchérine de

«n'accepter en aucun cas même l'ombre d'une obligation financière, de ne pas reconnaître, même en partie, les dettes [tsaristes], et de ne pas craindre une rupture»<sup>78</sup>.

### 5. Un «Rapallo ukrainien»?

Signalons encore une seconde tentative d'indépendance de certains diplomates soviétiques par rapport au gouvernement central: celle que fit Rakovski au lendemain de la conférence de Gênes pour que la R.S.S. d'Ukraine puisse signer avec l'Allemagne un traité correspondant exactement à ses besoins politiques et économiques. Si Christian Gueorguevitch avait été un des initiateurs et un des acteurs principaux du rapprochement germano-russe en sa qualité de membre du comité central du P.C.R. (b), il n'oubliait pas pour autant ses responsabilités particulières de président du conseil et de commissaire aux Affaires étrangères de la république dont il avait la charge.

Le 31 mai, la presse allemande apprenait «de sources bien informées» que des pourparlers menés par Litvinov avec le ministère allemand des Affaires étrangères «pour l'extension du traité de Rapallo à l'Ukraine et aux républiques de Transcaucasie» venaient d'être interrompus: la raison en était l'esprit dans lequel le délégué russe et les représentants des autres républiques socialistes concevaient ces négociations: Litvinov y voyait une simple formalité destinée à étendre les avantages du traité de Rapallo signé entre Moscou et Berlin à ces républiques; les envoyés de celles-ci, et surtout le représentant ukrainien, voulaient au contraire arriver à un nouvel accord. C'est alors que le journal allemand *Rote Fahne* précisa: «V. Aussem, le porte-parole de la République ukrainienne, vient de poser des conditions que le gouvernement allemand ne peut accepter. Le gouvernement ukrainien exige que les quatre cents millions de marks demandés à l'Allemagne depuis le temps de l'occupation soient payés, en dépit de la clause du traité [de Rapallo] qui stipule que les deux pays annulent leurs prétentions respectives à ce sujet<sup>79</sup>.» Rakovski entendait en effet faire servir de base aux futures transactions commerciales entre l'Allemagne et l'Ukraine «les sommes exigibles au titre de l'occupation et des réquisitions allemandes en Ukraine en 1918». Cette idée était parfaitement compréhensible, si l'on se souvient que le manque de capitaux était la raison essentielle qui freinait l'essor de l'économie ukrainienne et le développement de ses échanges commerciaux avec les pays d'Europe occidentale<sup>80</sup>.

Cette demande du représentant ukrainien surprit probablement autant

la délégation russe dirigée par Litvinov que les négociateurs allemands. Voyant que le représentant de l'Ukraine était l'âme de l'opposition à une simple extension du traité de Rapallo aux autres républiques soviétiques, Litvinov prit des mesures radicales: il télégraphia les nouvelles du «complot» à Moscou, qui dépêcha immédiatement Tchitchérine à Berlin. Le *Lokal Anzeiger* put alors écrire dans ses colonnes: «Le représentant de l'Ukraine a reçu un avertissement catégorique de la part des Russes lui disant que rien ne lui permettait de conclure un accord séparé avec l'Allemagne, et que le délégué russe était dans ces négociations le porte-parole véritable<sup>81</sup>.»

Christian Rakovski vit alors plus nettement que jamais les limites imposées à la République ukrainienne en matière de politique étrangère. Si, en lui, le responsable des affaires ukrainiennes était choqué par une telle attitude, le responsable national ne pouvait que s'incliner après avoir souligné sa désapprobation.

Sur le plan politique, il n'y a pas de doute que ce traité marqua l'entrée de l'Etat soviétique dans la vie de l'Europe. Ce fut une victoire sur les plans politique, économique et moral. Les Soviétiques furent évidemment fort satisfaits d'avoir «rompu le front uni des capitalistes», d'avoir accentué la discorde entre la France et la Grande-Bretagne, et d'avoir attiré vers eux l'Allemagne républicaine. Grâce au traité de Rapallo, cette dernière reconnaissait enfin *de jure* le gouvernement soviétique, et acceptait de créer un réseau de représentations diplomatiques et consulaires. Sur le plan économique, les bolcheviks avaient montré aux industriels d'Europe occidentale combien le pétrole russe, les forêts, les manufactures et toutes sortes de concessions pouvaient être tentants. La clause économique secrète que nous avons évoquée assurait de surcroît l'exclusion de l'Allemagne de tout projet d'exploitation des ressources russes par un «front uni de capitalistes», tout en favorisant les échanges commerciaux entre les deux pays. En fait, comme Rakovski le déclara bien plus tard (1929), la signification du traité devait être «plus politique qu'économique»<sup>82</sup>. L'année 1922 avait même marqué d'après lui le «sommet de l'influence» que le gouvernement russe allait avoir en Europe pendant de longues années<sup>83</sup>.

## CHAPITRE V

### Autour de la conférence de Lausanne (20 novembre 1922 - 24 juillet 1923)

#### 1. *Le contexte politique général*

Faute d'avoir pu encore se rapprocher de la France, les Soviétiques avaient réussi à faire de l'Allemagne une alliée: ceci représentait la première partie du programme que Christian Gueorguevitch avait proposé à Lénine dans son mémorandum de février 1922. Il restait à mettre en pratique la seconde partie de ce plan: signer un traité général avec la Turquie. Telle fut la ligne de conduite que se fixa effectivement la délégation soviétique lors de la conférence de Lausanne, qui tint ses premières assises à la fin du mois de novembre 1922. Un article important que le rédacteur en chef des *Izvestiya* (Iouri Steklov) écrivit à la veille de la conférence de Lausanne nous montre avec netteté que les Soviétiques se considéraient comme les héritiers de l'empire tsariste en matière de politique étrangère, mais comme des héritiers qui croyaient en plus marcher irrésistiblement «dans le sens de l'histoire». Les Russes admettaient que leur pays avait «momentanément disparu de l'horizon international» au moment de la guerre civile. Maintenant, la Russie née de la révolution avait rassemblé suffisamment de forces «pour avoir son mot à dire dans les affaires de politique internationale». La Russie soviétique, ajoutait Steklov, «est devenue chaque jour plus forte, et a utilisé les dissensions entre les puissances européennes avec au moins autant d'adresse que la Vieille Russie. Consciente de cette force grandissante, la Russie soviétique ne sera jamais découragée par des échecs diplomatiques temporaires, puisque la victoire finale est assurée. La Russie revient sur la scène internationale. Espérons que le jour est proche où cette présence nouvelle sera ressentie avec tant de force que personne n'osera contredire sa voix»<sup>1</sup>.

Une des caractéristiques essentielles de la conférence de Lausanne est que le système d'alliances tacites qui avait prévalu lors de la confé-

rence de Gênes quelques mois plus tôt fut absolument renversé: dès qu'elles abordaient les questions du Proche-Orient, la France et les Républiques soviétiques se retrouvaient dans le même camp, face à la Grande-Bretagne. En 1924, Rakovski montra avec justesse que les relations anglo-soviétiques, qui avaient connu leur heure de gloire au début de la conférence de Gênes, s'étaient détériorées à cause des problèmes de l'Orient. L'analyse qu'il fit alors de l'évolution des relations internationales révèle la compréhension profonde qu'il avait de ces problèmes: «Lorsque à Gênes nous discutons des affaires de l'Europe, l'Angleterre montra qu'elle craignait toute extension de la puissance française; fidèle à sa politique traditionnelle d'équilibre en Europe, l'Angleterre alla presque jusqu'à danser un quadrille avec nous. Pourtant, quand la City de Londres, le Proche-Orient et les Détroits, quand les peuples de l'Orient vinrent peser sur nos relations comme ils le firent à Lausanne, les Anglais et nous-mêmes nous retrouvions aux antipodes<sup>2</sup>.»

Par une coïncidence assez remarquable, l'accord commercial anglo-soviétique et le «traité d'amitié et de fraternité» entre la R.S.F.S.R. et la Turquie furent signés le même jour, le 16 mars 1921. Pourtant, à ce moment-là, les Républiques soviétiques appuyaient déjà les Turcs dans la guerre qu'ils menaient contre les Grecs qui, de leur côté, étaient appuyés par les Anglais. Au début, la perspective d'un développement fructueux des échanges commerciaux entre Londres et Moscou avait poussé les deux pays à taire leur antagonisme à ce sujet et à mettre une sourdine à leurs revendications contraires en Orient. Ceci ne les empêchait d'ailleurs aucunement d'y poursuivre chacun sa politique dans des directions radicalement opposées. Ainsi, alors que les Grecs auraient pu quitter sans dommage l'Asie Mineure en 1921, ils ne le firent pas, en partie parce qu'ils comptaient sur un appui de Lloyd George qui paraissait indéfectible. Dans le même temps, le traité de mars 1921 entre Moscou et le gouvernement d'Ankara fournit à Kemal Pacha une aide morale, financière et militaire qui lui fut du plus grand secours pour tenir tête aux Grecs, et bientôt pour les battre.

Il était dès lors évident que la France et l'Etat soviétique poursuivaient à l'égard de la Turquie des politiques parallèles. Paris craignait tout développement de la puissance anglaise, favorisait ouvertement la Turquie kémaliste, et prônait une politique d'apaisement en sa faveur: le 20 octobre 1921, elle avait accepté de renoncer à l'occupation de la Cilicie qui lui avait été confiée par le traité de Sèvres.

Rakovski suivait de très près l'action de la France, qu'il approuvait ici entièrement. Il y voyait en effet une aide inespérée de la part d'une grande puissance occidentale au mouvement nationaliste turc. Lui-même,

en sa qualité de président des commissaires du peuple et de commissaire aux Affaires étrangères de la R.S.S. d'Ukraine, décida en 1921 d'entrer directement en contact avec la Turquie nouvelle.

## 2. *Les relations entre les Républiques soviétiques et la Turquie*

En décembre 1921, Christian Gueorguevitch envoya M. V. Frounze<sup>3</sup> – qui était alors commandant en chef des armées ukrainiennes – à Ankara pour entamer des négociations: il avait pour mission de faire aboutir ces entretiens dans les meilleurs délais en apportant une aide «généreuse» des Républiques soviétiques. Un traité fut signé moins d'un mois plus tard, qui prévoyait une aide financière et militaire très précise au gouvernement de Kemal Pacha. L'Ukraine s'engageait en particulier à prêter à ce dernier une somme de cent cinquante mille livres-or, et à lui faire parvenir une certaine quantité de munitions qui seraient envoyées par mer à partir d'Odessa<sup>4</sup>. Il est clair qu'à ce moment-là, la R.S.S. d'Ukraine et la R.S.F.S.R. avaient décidé d'utiliser la Turquie comme un atout qui faciliterait leur entrée dans la vie politique de l'Est de l'Europe et du Proche-Orient. Dans l'esprit des dirigeants bolcheviks, cette action était étroitement coordonnée avec l'initiative qu'ils prenaient en Europe occidentale pour se rapprocher de l'Allemagne. Cependant, en partie à cause des difficultés que leur causait leur propre situation économique en 1921-1922, les Soviétiques ne remplirent de leurs promesses au gouvernement turc que ce qu'il fallait pour ne pas le voir se détacher d'eux avec éclat. Cet état de fait contribua à créer et à entretenir une série de «malentendus».

Les kémalistes eurent assez vite l'impression que la propagande en faveur d'une alliance économique que faisait le représentant permanent des Républiques soviétiques en Turquie (Aralov) n'était qu'une tentative mal camouflée d'infiltration politique. En 1922, Aralov établit des consulats à Kars, Artvin, Samsoun et Bayazed, et cette multiplication parut suspecte. De plus, il envoya des «spécialistes en matière d'agriculture» à Mersin, Erzeroum et Kastamonu. Cette politique ne pouvait qu'irriter et inquiéter Kemal Pacha, qui avait toujours pris soin d'insister sur l'indépendance de la Turquie tant par rapport à l'Est que par rapport à l'Ouest de l'Europe. Il avait déclaré dans ce sens en 1921: «Nous sommes un gouvernement populaire; notre politique est stable et sans ambiguïté. Ce n'est ni celle du groupe démocrate, ni celle du parti socialiste. Nous ne sommes d'aucun parti; le caractère de l'administration que nous adopterons ne concerne que nous-mêmes, et sera adapté à nos nécessités

particulières<sup>5</sup>.» Le secrétaire turc aux Affaires étrangères, Akhmed Moukhtar, précisa encore cette option fondamentale en proclamant bien haut que le gouvernement turc se considérait comme «l'allié naturel de la Russie soviétique aussi longtemps que les deux pays lutteraient ensemble contre leurs ennemis communs et défendraient le principe de la liberté des peuples contre les impérialistes occidentaux»<sup>6</sup>. Cependant, quand les Turcs eurent un besoin urgent de munitions et d'argent, au début de 1922, pour mener leur dernière campagne contre les Grecs, les Russes firent la sourde oreille. Au mois de mars, Kemal Pacha exprima avec véhémence son mécontentement, à l'intention de ces prétendus alliés qui ne respectaient pas les termes des traités qu'ils signaient avec tant d'empressement. De son côté, le parlement d'Ankara ne se priva pas de déclarer à plusieurs reprises que les armes soviétiques étaient de mauvaise qualité, et très inférieures à celles qu'ils possédaient. Le premier à regretter ces malentendus fut, on s'en doute, le représentant soviétique en Turquie: il télégraphia alors au Kremlin que «si seulement les promesses de livraison d'armes étaient remplies, il aurait Ankara dans sa poche»<sup>7</sup>.

A Moscou, les choses s'étaient compliquées en raison du manque de coordination entre les dirigeants bolcheviks. Plus précisément, il s'agissait d'un manque de discipline de la part du commissaire du peuple aux Finances G. Ya. Sokolnikov: de sa propre autorité, celui-ci avait jugé bon de bloquer les fonds qui avaient été dûment attribués à la Turquie. Lorsque Tchitchérine intervint pour régler cette affaire qui lui tenait à cœur, Lénine envoya le 24 février la note suivante à Molotov: «J'estime que Tchitchérine est absolument dans son droit, et je demande au Politburo de trancher et d'appuyer le point de vue de Tchitchérine, qui est de payer à la date convenue<sup>8</sup>. . . » L'aide soviétique arriva enfin, mais elle ne fut jamais suffisamment importante aux yeux des Turcs, qui prirent directement contact avec Rakovski lors de la conférence de Gênes pour demander un appui plus conséquent. Quelques mois plus tard, regroupant toutes leurs forces, les troupes kémalistes bousculaient les Grecs près d'Afion-Karahissar (22 août). La prise de Smyrne au début du mois de septembre leur ouvrait la route de Constantinople.

A cette époque, nous le savons, l'ancienne Byzance se trouvait dans une zone neutre protégée par les alliés: si les forces kémalistes continuaient leur progression, elles se heurteraient inévitablement aux contingents français et anglais. A cet instant crucial, Lloyd George ne voulut pas modifier sa politique turque, et choisit de sonner «la trompette guerrière»: il choisit par la même occasion de miser sa carrière politique sur le dénouement de la crise. Il donna l'ordre à la garnison anglaise de tenir ses positions à Tchanak, et demanda aux Dominions et à la

France d'appuyer son action, c'est-à-dire de recourir aux armes si cela était nécessaire. Ni les Dominions ni la France ne répondirent à son appel et, pour des raisons de stratégie politique<sup>9</sup>, nos troupes se retirèrent même des avant-postes qu'elles occupaient: Paris ne voulait pas combattre pour défendre des intérêts qui étaient purement britanniques, si peu de temps après les dures épreuves de la première guerre mondiale<sup>10</sup>. Pour sa part, le gouvernement turc ne voulait pas la guerre: une des raisons qui le poussèrent vers une solution pacifique du conflit n'était autre que les rumeurs persistantes de mobilisation sur le territoire des Républiques soviétiques: la dernière chose que voulait voir le gouvernement turc était l'apparition de troupes soviétiques «amies» en Anatolie.

La bombe de Tchanak n'explosa donc pas, et un armistice fut signé à Moudania le 11 octobre 1922: les Turcs acceptaient de respecter la zone neutre jusqu'à la conclusion de la paix; ils recevaient en échange le droit de reprendre en main l'administration de Constantinople et de chasser le sultan<sup>11</sup>. Tandis que Lloyd George était obligé de donner sa démission, il était décidé de réunir dès que possible à Lausanne une conférence internationale qui devait consacrer les résultats acquis et fixer la question de la «liberté» des Détroits par une révision du traité de Sèvres.

### 3. *Les relations franco-soviétiques à la veille de la conférence*

Dès qu'il arriva à Lausanne, Tchitchérine se hâta de déclarer que «la conférence prouvait que la Russie devait être considérée comme un facteur essentiel de la vie internationale»<sup>12</sup>. En fait, le premier problème que les Soviétiques avaient eu à résoudre avait été d'être invités à la conférence.

Le 24 septembre 1922, en effet, un communiqué du Foreign Office avait indiqué que les pays intéressés au premier chef par la question des Détroits étaient la Grande-Bretagne, la France et l'Italie. Le commissariat russe aux Affaires étrangères avait alors répliqué par une note de protestation indignée, qui précisait sans équivoque la position de l'Etat soviétique: «Aucune décision concernant les Détroits prise sans la participation de la Russie ne sera durable et définitive. Elle ne ferait que semer les graines de nouveaux conflits. La liberté des Détroits telle que la conçoit l'Angleterre ne correspond qu'au désir d'une grande puissance navale de contrôler une route dont l'intérêt est vital pour d'autres Etats, ce qui lui permettrait de placer ces Etats sous une menace constante. Cette menace est dirigée avant tout contre la Russie et contre la Turquie<sup>13</sup>.»

Les Soviétiques furent finalement admis à la conférence, mais seulement pour prendre part à l'élaboration d'un statut des Détroits. Pour sa part, Rakovski vit dans cette réunion internationale une excellente occasion d'avancer encore un peu plus la réalisation du plan qu'il avait proposé à Lénine au début de l'année. Il s'agissait, nous le savons, d'«une alliance économique et politique entre l'Allemagne et la Russie, associée à un accord politique entre ces deux pays et la Turquie, et des traités entre ces trois puissances et la France»<sup>14</sup>.

A la fin de 1922, la première partie de ce dessein s'était réalisée: après le traité d'«amitié et de fraternité» de janvier 1922 avec la Turquie, après le traité de Rapallo d'avril 1922 avec l'Allemagne, un accord avec la France (et non pas seulement un rapprochement de points de vue sur une question précise, comme ceci avait été le cas à propos de la Turquie) aurait complété et parachevé la mise en œuvre de ce projet en apparence complexe. Pour montrer que ce plan n'était pas chimérique, Christian Gueorguevitch faisait remarquer que l'idée d'un rapprochement entre la France, l'Allemagne et la Russie n'était pas nouvelle: elle avait été lancée lors des conversations que le tsar Nicolas II avait eues avec son cousin le Kaiser à Bjorkoe, le 24 juillet 1905. A son avis, ce n'aurait d'ailleurs été là qu'une ratification de ce qui s'était passé dans les faits en 1894, lorsque ces trois pays s'étaient opposés ensemble au Japon et à la Grande-Bretagne à propos du partage de la Chine<sup>15</sup>.

En 1922, Christian Gueorguevitch considérait que le succès de son plan dépendait pour une grande part de l'état des relations entre la France et la Grande-Bretagne (qui devait être mauvais), et de l'état des relations entre la France et l'Allemagne (qui devait être bon). Pour essayer de convaincre Paris d'entrer dans le cercle, Christian Gueorguevitch utilisa deux intermédiaires qu'il choisit avec le plus grand soin. Le premier, un certain M. Frick, était l'assistant du Dr Nansen à la Société des nations, et se trouvait alors à Moscou. Lord d'Abernon, toujours bien informé, considérait que Frick avait déjà «beaucoup manœuvré pour rapprocher Français et Russes»<sup>16</sup>. Son idée, nous indique l'ambassadeur britannique, était de contribuer à promouvoir une grande alliance commerciale entre la France, la Russie et l'Allemagne. Le second intermédiaire était Markotoune, le président du «Comité national ukrainien», qui comptait à Paris de nombreux appuis politiques et qui avait reconnu officiellement le régime soviétique comme le seul pouvoir représentant et dirigeant l'Ukraine.

Au début du mois de juin 1922, les cercles russes émigrés avaient attaché une grande importance à la correspondance qui venait d'être échangée entre Rakovski et Markotoune à la suite de leur rencontre à Gênes.

Dès le 11 mai, le Comité national ukrainien avait fait savoir à Rakovski que, tout en ne partageant pas «les idées communistes», il considérait que «seule une structure d'Etat fédérale était susceptible de garantir l'intégrité territoriale de la Russie et de l'Ukraine et la défense de leurs intérêts». Hostile à toute «intervention étrangère», il n'en refusait pas moins «d'admettre la séparation de l'Ukraine de la Fédération russe», et proclamait bien haut son intention de faire tous les efforts nécessaires «pour aboutir à un rapprochement efficace entre la France et la Fédération russo-ukrainienne». Comme le «Comité» insistait sur sa volonté de travailler «à la reprise des relations économiques entre la France et ladite Fédération», Rakovski ne tarda pas à l'informer en retour que le gouvernement soviétique ukrainien se «réservait le droit de recourir au concours du Comité national chaque fois que les circonstances l'exigeraient»<sup>17</sup>.

De l'avis de la personne qui annota le rapport à la préfecture de police de Paris, on ne pouvait assez insister sur le caractère «sournois et suspect» de la lettre de Markotoune. Il s'agissait à ses yeux d'une «manœuvre», d'une «habile mise en scène» des soviets, qui essayaient par ce détournement d'entrer à nouveau en contact avec le gouvernement français. D'ailleurs, l'initiative de Markotoune fut considérée à Paris comme «une volte-face radicale» du Comité ukrainien: elle provoqua «une immense consternation» dans les cercles russes anti-bolcheviques où l'organisation ukrainienne avait toujours été considérée comme «irréremédiablement opposée aux bolcheviks»<sup>18</sup>. Ces réactions n'empêchèrent pas Markotoune de s'adresser directement à Poincaré dans la première moitié de novembre 1922. Dans une lettre qui tant par le fond que par la forme semblait avoir été dictée par Rakovski, on pouvait lire la phrase suivante, qui paraît tout à fait déplacée dans la bouche d'un Ukrainien «nationaliste blanc»: «Le moment approche où va commencer le travail de la conférence sur les affaires du Proche-Orient... Le Comité national ukrainien est convaincu que le gouvernement français, qui ne s'est jamais désintéressé des questions qui ont trait à la protection des intérêts nationaux de la Russie, ne manquera pas d'apprécier l'importance que la Russie attache au problème des Détroits, et espère que le gouvernement français fera son possible pour permettre aux représentants de la République russe de défendre comme il convient les intérêts russes au cours de la conférence en question»<sup>19</sup>.

En faisant écrire ou en inspirant cette lettre, Christian Gueorguevitch estimait probablement qu'il pourrait avoir gain de cause. Il pensait que le voyage du leader radical-socialiste Edouard Herriot à Moscou au mois de septembre, n'avait pas été le fait du hasard. D'abord, il est bien connu qu'un des buts que s'était fixé dans son programme le parti radical-

socialiste était de rétablir des relations amicales avec les Républiques socialistes soviétiques tant sur le plan politique que sur le plan économique. Il était aussi de notoriété publique qu'Herriot connaissant Poincaré personnellement, malgré les différends politiques qu'il avait avec lui. Ces deux raisons essentielles firent dire à de nombreux hommes politiques français que, si la mission d'Herriot n'avait aucun caractère officiel, elle avait été autorisée par le président du Conseil et pouvait être considérée comme la preuve d'un désir évident de prendre directement contact avec les Soviétiques. Cette attitude précautionneuse de Poincaré correspondait bien à la façon dont il était entré en relations avec Rakovski au début de l'année par l'intermédiaire du journaliste Jules Sauerwein. En septembre, son intention était d'autant plus nette que *Le Temps*, qui passait pour traduire le plus souvent les options du gouvernement en matière de politique étrangère, proclamait dans un éditorial qui répondait aux vœux des Soviétiques: «Cette année, la Russie fait une nouvelle entrée diplomatique en Europe . . . Dans toute la politique européenne, il sera désormais nécessaire de prendre la Russie en ligne de compte.»

De son côté, le gouvernement soviétique avait montré le prix qu'il attachait à un accord avec la France: à Moscou, Herriot avait été reçu et écouté avec la plus grande attention. Il y avait rencontré des leaders bolcheviks de tout premier plan, et parmi eux Lénine, Trotski et Dzerjinski. Sur le chemin du retour, il avait été reçu par Rakovski, qui lui avait fait les honneurs de l'Ukraine<sup>20</sup>. Comme on pouvait s'y attendre, la multiplication de ces attentions fit dresser l'oreille aux observateurs britanniques. C'est ainsi que le correspondant permanent à Moscou de *l'Observer* et du *Manchester Guardian* (Michael Farbmán) posa à Lénine une question tout à fait pertinente, au cours de l'interview que le maître du Kremlin lui accorda à la veille de la conférence de Lausanne et au lendemain du départ d'Herriot. La question était la suivante: «Est-il vrai que la Russie considère la politique britannique au Moyen-Orient comme un défi, et qu'elle soit prête à conclure un traité avec la France qui serait dirigé contre la Grande-Bretagne<sup>21</sup>?»

La réponse de Lénine à une question aussi directe est significative, car elle montre un désir évident de se rapprocher de la France et une volonté de ne pas exaspérer les craintes des Anglais. Cependant, il leur laissait entendre que les Russes avaient avec eux beaucoup plus de points de désaccord: «Nous ne pensons pas, dit-il, que les différends entre la Grande-Bretagne et nous-mêmes soient d'aucune façon insurmontables . . . Nous attachons sans aucun doute beaucoup d'importance à la visite d'Herriot à Moscou, et à ce pas que nous faisons pour nous rapprocher de la France ou pour entamer avec elle des négociations; celles-ci sont

maintenant devenues possibles, et je voudrais les croire essentielles. Tout rapprochement avec la France est une chose que nous souhaitons vivement, surtout en raison du fait que les intérêts commerciaux de la Russie exigent de façon impérative des relations plus étroites avec cette grande puissance continentale<sup>22</sup>.»

Malgré les avances fort nettes de Moscou, le temps n'était pas encore venu où Paris pouvait accepter de faire plus qu'un geste de bonne volonté: les intérêts économiques français, qui avaient été lésés par la révolution bolchevique, gardaient trop d'importance aux yeux de Poincaré pour qu'il acceptât de mécontenter à la fois la multitude des porteurs de fonds russes et les grands industriels en cherchant à aboutir à quelque compromis. Pour lui, il s'agissait d'abord d'une question de principe sur laquelle on ne pouvait transiger. De plus, la France et la Grande-Bretagne étaient redevenues soucieuses de taire en partie leurs désaccords: lorsque Lord Curzon (qui avait retrouvé toute son influence au gouvernement après le départ de Lloyd George) vint à Paris au début du mois d'octobre 1922, Poincaré accepta de rester neutre quand le problème de la Turquie serait discuté à Lausanne<sup>23</sup>. De son côté, la Grande-Bretagne consentit à ne pas s'opposer ouvertement à la France sur la question de la Ruhr. Christian Gueorguevitch en fut réduit à proclamer son indignation devant cet accord qui se faisait maintenant sur le dos de la Turquie et de l'Allemagne, et qui réduisait à néant le plan qu'il mûrissait depuis un an: «Pour défendre ses intérêts à l'Est, déclara-t-il par la suite, l'Angleterre sacrifie ses intérêts en Europe. Aussi voyons-nous la France occuper le district de la Ruhr sans que l'Angleterre ait envoyé depuis cinq mois une note de protestation... Les Anglais furent les premiers à ratifier l'annexion de la Galicie orientale à la Pologne. Pourquoi? Parce que la France a renoncé aux pétroles de Mossoul qui vont aux Anglais<sup>24</sup>.»

Rakovski ne put cacher sa déception de voir la France se détourner de façon si ostensible des Républiques soviétiques et d'un système d'alliance qui lui paraissait profitable pour tous les partenaires. Pour essayer de masquer sa désillusion, il utilisa la méthode dont Poincaré avait usé au début de l'année: il se hâta de dénoncer les méfaits de la diplomatie secrète puisque celle-ci, une fois de plus, avait échoué. Cette attitude l'amena à faire des déclarations pessimistes sur l'avenir de la diplomatie soviétique, et l'orienta vers les thèses de la «révolution permanente» que défendait Trotski. Il pensait en effet que ces échecs prouvaient de façon indubitable que le premier Etat socialiste ne saurait rien obtenir à long terme par le biais de la diplomatie «traditionnelle»: à ses yeux, la nature même des Etats bourgeois et des Etats révolutionnaires ne pouvait que les empêcher de respecter les règles communes d'un

même jeu. Il écrivit dans ce sens en juin 1923: «Il est souvent très difficile pour nous d'obtenir quelque chose . . . par de simples conversations avec les diplomates bourgeois. Était-ce la même chose autrefois? Si la question de la Perse était soulevée—eh bien! devisons la Perse. Vous prenez le Sud et nous le Nord. Si la question de l'Inde se posait—l'Afghanistan pour nous, l'Inde pour vous; l'Arménie pour nous, la Mésopotamie pour vous, etc.<sup>25</sup>.»

Lorsque la Ruhr fut occupée par les troupes françaises et belges, le 11 janvier 1923, les délégations qui participaient à la conférence de Lausanne comprirent que la lutte sur les problèmes de la Turquie et de l'Orient allait être réduite à un duel entre la Grande-Bretagne et l'Etat soviétique.

#### 4. *La conférence et ses répercussions*

Les principaux représentants soviétiques à la conférence de Lausanne furent Tchitchérine, qui assumait la présidence de la délégation, Rakovski, qui représentait la République ukrainienne, et Vorovski, qui était le secrétaire général. Dès les premières séances, ce dernier résuma ses impressions en écrivant à sa femme: «Les Français, qui veulent avoir les mains libres sur le Rhin, n'ont cessé de céder du terrain<sup>26</sup>.» Les Soviétiques, au contraire, s'acharnèrent à défendre l'idée d'une indépendance absolue de la Turquie et à demander que le passage des Détroits fût réservé aux flottes commerciales et aux bâtiments de guerre des pays riverains de la mer Noire. En fait, la délégation soviétique se montra tellement intransigeante que Lord Curzon déclara avec une sourire sarcastique que Tchitchérine était «plus turc que les Turcs»<sup>27</sup>.

La délégation soviétique s'attacha à soutenir les Turcs pour des raisons militaires, politiques et économiques: la Russie et l'Ukraine, qui désiraient développer au maximum leurs relations commerciales avec l'étranger, ne pouvaient oublier qu'avant la guerre 40% des exportations russes passaient par les Dardanelles, dont 80% du blé et presque toute l'huile<sup>28</sup>. Les représentants bolcheviks ne pouvaient donc que pousser les Turcs à ne pas lâcher du terrain, ce qui, en retour, ne pouvait qu'exaspérer les Britanniques. C'est pourquoi, au cours de la seule conversation privée que Curzon eut à Lausanne avec Tchitchérine, l'homme d'Etat anglais prit le ton le plus offensant pour rappeler à son interlocuteur qu'«ils n'étaient pas ici pour arriver, comme il le croyait, à un compromis entre les vues de la Grande-Bretagne et de la Russie sur les Détroits, car ces vues étaient diamétralement opposées»<sup>29</sup>. Un compromis, ajoutait-

il, «est impensable, même si les thèses de l'Europe et de la Russie se trouvaient aujourd'hui inversées»<sup>30</sup>.

Nous savons en effet qu'avant la révolution bolchevique la Grande-Bretagne s'était mise d'accord avec ses partenaires européens pour mettre un terme à l'expansion russe en Méditerranée: le meilleur moyen avait alors été de fermer les Détroits à la marine tsariste. Au contraire, à l'époque de la conférence de Lausanne, la Grande-Bretagne savait parfaitement que la marine soviétique était à peu près inexistante, car la majeure partie de la flotte tsariste de la mer Noire avait été livrée par Wrangel à la France à l'issue de la guerre civile. De leur côté, les Soviétiques craignaient de voir les Détroits ouvert aux navires de guerre de tous les pays. Comme le rappela Rakovski, c'est cela même qui avait permis aux troupes françaises de débarquer sur les côtes de l'Ukraine pendant la guerre civile, et de faire pression sur l'Etat soviétique en 1921, lorsque les bolcheviks avaient décidé de supprimer *manu militari* le gouvernement menchevik de Géorgie<sup>31</sup>. En fait, les Soviétiques furent les seuls à réclamer la fermeture des Dardanelles, car des pays comme la Roumanie préféraient encore voir la mer Noire se transformer en un «lac anglais» plutôt qu'en un lac surveillé et dominé par les bolcheviks, qui se voulaient maintenant les héritiers du grand empire tsariste.

La conférence se termina sans qu'un accord sur les Détroits eût été signé, mais les Turcs restèrent favorables à leur ouverture au bénéfice des flottes de tous les pays. C'est ce qui fut finalement accepté en juillet 1923, après une seconde réunion de toutes les délégations. En théorie, les Soviétiques étaient radicalement opposés à cette solution qui consacrait la victoire du point de vue anglais. Tchitchérine déclara donc officiellement: «Dans ces conditions, aucune décision sur la question des Détroits ne peut être prise. Il n'y a pas de solution, et il n'y en aura pas sans la Russie, l'Ukraine et la Géorgie. Si la convention est signée sans la Russie, ni l'Ukraine, ni la Géorgie, celles-ci garderont les mains libres et une totale liberté d'action. Si certaines puissances signent cette convention sans la Russie, ni l'Ukraine, ni la Géorgie, la question des Détroits reste et restera posée<sup>32</sup>.»

Un style aussi lourd et redondant cachait mal l'embarras et les doutes qui venaient d'envahir le chef de la délégation soviétique. Dès son retour à Moscou, Tchitchérine exprima ouvertement ses idées personnelles à l'égard de cette convention . . . et livra même un combat d'arrière-garde pour qu'elle fût signée par le gouvernement soviétique. Les raisons qu'il invoqua à l'appui de sa thèse tenaient moins à des principes révolutionnaires qu'au prestige de l'Etat soviétique. Il était important à son avis de souscrire à cette convention, car elle serait le premier accord inter-

national à porter le nom des Républiques soviétiques: elle serait ainsi le symbole de l'entrée officielle des bolcheviks dans la vie politique de l'Europe. Tchitchérine développa ce thème en écrivant dans l'organe officiel du commissariat aux Affaires étrangères: «un refus de participer ne pourrait que nous nuire. De toute façon, il nous priverait de la possibilité de contrôler les actes des autres puissances, de prévenir leurs abus, d'exiger des amendements, et, si cela était nécessaire d'en appeler au monde entier pour défendre nos intérêts et ceux de la Turquie<sup>33</sup>.»

Pour sa part, Rakovski s'opposa de façon catégorique à la proposition que formulait Tchitchérine: il y voyait d'abord une concession inacceptable faite aux intérêts britanniques en Orient, et la ratification de leur victoire diplomatique. En janvier 1923, il avait déclaré aux *Izvestiya* tandis qu'il revenait de siéger à la conférence: «La convention de Lausanne sera une de ces innombrables conventions qui marquent la fin d'une guerre et les débuts des préparatifs qui mènent à la suivante . . . Nous ne pouvons ratifier la transformation de la mer Noire en un lac anglais<sup>34</sup>. . .» Il est important de savoir qu'à ce moment-là Christian Gueorguevitch fut appuyé par Staline contre Tchitchérine. Ce dernier réussit pourtant à convaincre le Politburo du bien-fondé de sa thèse, et la convention fut dûment signée le 14 août 1923 par Jordanski, le représentant soviétique à Rome<sup>35</sup>. Rakovski n'abandonna pas pour autant le combat, et il finit par obtenir que cette signature ne fût pas ratifiée par le gouvernement soviétique.

Peut-on dire qu'à cette époque Rakovski se soit rapproché de Staline pour faire triompher son point de vue? Ce serait plutôt le contraire, car le secrétaire général du P.C.R. (b) prit ici le parti de Rakovski à la veille de le dénoncer en Ukraine et de le faire «exiler» comme représentant de l'U.R.S.S. à Londres. Nous voyons donc combien Christian Gueorguevitch avait raison lorsqu'il déclara à Louis Fischer en 1929 que, s'il avait été envoyé comme chargé d'affaires en Grande-Bretagne en 1923, ce n'était pas en raison des qualités qu'il pouvait avoir comme diplomate, mais bien plutôt parce que Staline le considérait comme un partisan de Trotski, c'est-à-dire comme un «oppositionnel». Le secrétaire général était en effet tout à fait opposé à l'idée que Rakovski se faisait avec Trotski de l'avenir de la révolution russe: à la théorie du premier sur la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays («Pourquoi pas dans un seul appartement?», répliquait alors Radek), s'opposait la thèse de la révolution permanente.

Comme tous les marxistes, Rakovski considérait que le socialisme était le stade ultime de la civilisation: aussi avait-il refusé de croire jusqu'en 1917 qu'une révolution prolétarienne pût avoir ses chances en Russie

dans un pays beaucoup trop arriéré sur le plan économique pour présenter un degré suffisant d'évolution des classes sociales. Certes, Lénine avait démontré dans la pratique qu'une révolution prolétarienne pouvait *débuter* dans un pays économiquement arriéré, si l'on s'attachait à développer le lien révolutionnaire qui existait entre les ouvriers et la paysannerie pauvre. Il restait, pour Rakovski, que le phénomène révolutionnaire ne pouvait éternellement progresser dans un pays comme la Russie, car la pression des forces anti-soviétiques à l'extérieur et le poids d'une mentalité primitive et de traditions archaïques à l'intérieur étoufferaient tôt ou tard l'esprit révolutionnaire. C'est pourquoi Christian Gueorguevitch insista toujours sur le rôle que devait jouer l'armée prolétarienne pour faire avancer le mouvement révolutionnaire<sup>36</sup>. Il avait toujours présent à l'esprit la vision des armées de la Révolution française dépassant les limites du territoire national pour «libérer les peuples des tyrans qui les oppriment». Il ne pouvait oublier l'ordre du jour qui avait été lu aux soldats français le 29 septembre 1792: «Le Français, combattant pour la liberté. . . offre d'une main le symbole de la paix pendant que de l'autre il plonge ses armes dans le sein de leurs oppresseurs; que les soldats qui défendent l'esclavage soient les seuls qui tombent sous nos coups<sup>37</sup>.»

C'est exactement ce que Christian Gueorguevitch avait en vue lorsqu'il déclara en janvier 1923, après avoir demandé au gouvernement soviétique de ne pas signer la convention de Lausanne: «Dès que nous tiendrons fermement sur nos jambes et que notre situation intérieure et extérieure sera assurée, le château de cartes de Lausanne s'effondrera<sup>38</sup>.» Il estimait d'ailleurs que la conférence avait été d'une grande utilité au mouvement révolutionnaire, dans la mesure où elle avait permis aux bolcheviks «d'accroître leur influence sur les peuples du monde musulman»<sup>39</sup>.

Tout au long des négociations officielles comme au cours de conversations privées, les délégués soviétiques s'étaient efforcés de montrer que la seule voie de libération absolue était la révolte contre les grandes puissances capitalistes et colonialistes d'Europe occidentale. En Orient, le drapeau de la rébellion devait être levé contre l'Empire britannique, sous l'impulsion et sur les directives de l'Etat soviétique, qui proclamait être la seule «forteresse» où les peuples opprimés pouvaient trouver refuge.

A ce sujet, Rakovski considérait que, s'il n'y avait pas de conflit immédiat entre les Républiques soviétiques et l'Empire britannique en raison de la faiblesse militaire de l'Armée rouge (faiblesse d'ailleurs relative), l'antagonisme fondamental entre ces deux puissances ne pouvait mener qu'à une «lutte longue et sans merci, une lutte non pas pour la vie,

mais une lutte à mort». Dans la brochure qu'il publia sur ce thème, Christian Gueorguevitch s'attacha à montrer qu'en raison de leur position géographique et de leurs intérêts économiques, les deux empires ne pouvaient coexister en Asie: «Notre malheur, notait-il sur un ton sarcastique, vient du fait même que nous existons, du fait que, de l'océan Arctique à la mer Noire, nous nous trouvons sur la voie qui mène de l'Angleterre à ses possessions de l'Inde, du fait qu'aux Indes nous sommes considérés comme les défenseurs des opprimés<sup>40</sup>.»

Il est essentiel pour nous de bien connaître ces idées de Rakovski, puisque, à l'automne de 1923, il allait être envoyé à Londres comme représentant de l'Etat soviétique.

## CHAPITRE VI

### Rakovski chargé d'affaires du gouvernement soviétique à Londres (septembre 1923 - 1924)

#### A. PRÉLIMINAIRES

##### 1. *Le climat politique*

Pour essayer de cerner et d'approfondir le rôle que Christian Gueorguevitch joua en tant que chargé d'affaires en Grande-Bretagne, il nous faut brièvement préciser le contexte politique dans lequel son action personnelle s'est alors insérée. Ceci nous permettra de mieux saisir la tâche exacte à laquelle il se trouva confronté, d'analyser en connaissance de cause ses choix politiques, ses méthodes d'action et son comportement de diplomate.

##### a) *Schéma de l'évolution des relations anglo-soviétiques*

Pendant les six années au cours desquelles il fut amené à observer de près l'évolution des relations anglo-soviétiques, entre 1921 et 1927, Christian Gueorguevitch put constater une succession apparemment inexorable de phases «positives» et de phases «négatives». En 1924, Ramsay MacDonald s'efforça de rapprocher la Grande-Bretagne des Républiques soviétiques, comme Lloyd George avait essayé de le faire en 1921-1922; seulement, le leader travailliste entendait centrer son attention sur l'avenir économique du pays dont il avait la responsabilité, beaucoup plus que sur les problèmes de l'Europe: il pensait en cela que les Russes pourraient lui apporter une aide considérable. D'un autre côté, il évita d'attacher trop d'importance aux activités subversives que les bolcheviks multipliaient dans tout l'Empire britannique. Placés devant les mêmes circonstances générales, les conservateurs qui dirigèrent la politique extérieure de la Grande-Bretagne proposèrent avec Curzon en 1923, et réus-

sirent à obtenir quatre ans plus tard avec Austen Chamberlain la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement soviétique. Ils refusaient de se laisser «leurrer» sur le plan économique par ce qu'ils considéraient comme le «mirage» russe, et trouvaient par trop insolente et pernicieuse la propagande que faisaient les bolcheviks tant en Europe qu'en Asie.

C'est donc en fonction de la volonté, et parfois des obsessions, des représentants libéraux, travaillistes ou conservateurs, que se modelèrent les relations chaotiques entre la Grande-Bretagne et les Républiques soviétiques. L'année 1924, au contraire, peut être considérée comme «positivement» par l'accord commercial que nous connaissons; 1922 «négativement» par l'échec des menées de Lloyd George lors de la conférence de Gênes, tout comme l'année 1923 en raison de l'ultimatum de Lord Curzon au gouvernement soviétique. L'année 1924, au contraire, peut être considérée comme «positive» grâce à la reconnaissance *de jure* du même gouvernement, tandis que 1925 fut marquée par l'isolement en Europe de l'Etat soviétique après les traités de Locarno, et 1927 par la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

#### b) *Les conservateurs et les bolcheviks*

En mai 1923, Lord Curzon fut appuyé de façon unanime par les milieux conservateurs anglais (aussi bien que français) lorsqu'il décida de mettre au pas les bolcheviks. Pourtant, les motifs immédiats qui le poussèrent à agir n'avaient pas de proportion commune avec la gravité d'un ultimatum. Comme ses propres services de renseignement le lui indiquèrent clairement, l'activité des bolcheviks en Afghanistan, en Perse et aux Indes était beaucoup plus irritante et superficielle qu'efficace et dangereuse. Ceci ne l'empêcha pas de noter de sa propre main, sur un dossier qui concluait que les activités anti-britanniques du gouvernement soviétique étaient «objectivement sur le déclin», et même «plutôt maigres»: «Je ne puis m'empêcher de penser que nous aurions pu mieux faire en observant avec plus de vigilance<sup>1</sup>.»

Certes, le secrétaire d'Etat anglais pouvait protester comme il le fit contre l'exécution de Mgr Boutkevitch, un prêtre catholique qui fut passé par les armes le 26 mars 1923 pour activités «contre-révolutionnaires». Il pouvait aussi s'indigner de la réponse insolente que lui fit un fonctionnaire subalterne du commissariat soviétique aux Affaires étrangères (Weinstein), qui demanda aux Anglais de ne plus se hasarder désormais à «protéger en Russie les espions et les traîtres». Il pouvait trouver tout aussi inacceptable que trois chalutiers anglais fussent arraisonnés

et saisis par la marine soviétique pour avoir pêché dans les eaux territoriales russes<sup>2</sup>. Seulement, comme s'empressa de le proclamer le *Daily Herald* non sans quelque exagération: «Une telle note envoyée avant 1914 par une grande puissance à une autre grande puissance aurait signifié la guerre<sup>3</sup>.» Lord Curzon, en fait, n'avait pas hésité à accomplir un tel geste, car il se sentait soutenu par une grande partie de l'opinion publique anglaise.

Pour sa part, Winston Churchill avait très vite déclaré qu'il estimait que le bolchevisme était aussi grave que la plus dangereuse des maladies contagieuses, puisque cette doctrine propageait partout le sentiment de la révolte et de l'insubordination<sup>4</sup>. De plus, le bolchevisme représentait ce qu'un esprit formé par la démocratie occidentale déteste le plus: la tyrannie politique liée à une violence érigée en système. Il était donc nécessaire de «laisser pourrir sur place l'infamie du bolchevisme et de s'en isoler», selon la formule d'un journaliste du *Daily Telegraph* qui ajoutait encore: ce pourrissement est «un processus qu'aucune action de notre gouvernement ne peut accélérer ni retarder; alors, pourquoi nous souiller les mains par un contact quelconque avec cette saleté?<sup>5</sup>» En France, les «conservateurs» mettaient l'accent sur l'aspect moral du problème, qui leur paraissait essentiel. *Le Temps* proclamait par exemple en août 1921: «Le monde civilisé doit se protéger contre cette barbarie renaissante. C'est le premier devoir de l'Etat et le premier devoir de chaque citoyen. C'est le devoir des pères et des mères de famille dont les enfants sont exposés à la contagion révolutionnaire. Il faut une hygiène morale à la France menacée du pire des fléaux<sup>6</sup>.»

Nous voyons que des deux côtés de la Manche où Rakovski allait être envoyé comme ambassadeur, il apparut à beaucoup comme l'incarnation horrible de la plus infâme des doctrines politiques. Les sentiments atteignaient parfois chez certains un tel paroxysme qu'ils se concrétisaient par des actes de violence dirigés contre la personne des représentants soviétiques: c'est ainsi que fut tué en 1919 le «camarade Nette», que Mayakovski rendit célèbre en écrivant un poème à sa mémoire; c'est ainsi que fut assassiné V.V. Vorovski à Lausanne le 10 mai 1923, et que périt à Varsovie en juin 1927 l'ambassadeur Pierre Volkov. C'est dans les mêmes conditions que Rakovski reçut à Londres comme à Paris des lettres anonymes lui annonçant sa mort prochaine. A vrai dire, Christian Gueorguevitch avait déjà été condamné à mort par contumace le 31 mars 1921 par la cour martiale du II<sup>e</sup> corps d'armée de Roumanie, mais une cruelle ironie du sort le fera fusiller vingt ans plus tard, en Union soviétique, par les policiers de Staline. En 1923, il avait été très éprouvé par la mort violente de son camarade Vorovski qu'il s'apprêtait à rejoindre à la

conférence de Lausanne, et auquel le liait un épisode capital de sa vie: c'est avec lui, Radek et Ganetski qu'il avait suivi de Stockholm ces journées d'octobre 1917 qui déclenchèrent la révolution russe et dont les trois hommes avaient retracé le déroulement jour après jour dans *Le Messager de la révolution russe (Bote der russischen Revolution)*.

Assassinats et menaces de mort s'étaient multipliés après la révolution, car la majorité de la droite européenne estimait que les bolcheviks ne comprenaient que la force et la violence. Comme l'écrivait à Lord Curzon en 1922 le représentant à Moscou du gouvernement britannique: «L'expérience a abondamment montré que les individus qui contrôlent les destinées de la Russie sont actuellement réfractaires à la raison<sup>7</sup>.» Pour lutter contre le bolchevisme, les conservateurs faisaient appel en permanence à certains thèmes, à certaines idées essentielles: la civilisation, l'honneur, la moralité, la religion. Il fallait à leurs yeux protéger de ce fléau «l'héritage romain»<sup>8</sup>, l'«Occident»<sup>9</sup>, et «les droits sacrés de la démocratie». Pour eux, seule était bonne la ligne «droite et inflexible» adoptée en 1919 par le gouvernement américain, qui repoussait jusqu'à l'idée de contacts avec les bolcheviks: «Dans l'esprit de ce gouvernement, lit-on dans une note caractéristique de cette époque, il ne peut y avoir de point commun avec une puissance dont la conception des relations internationales est si étrangère à la sienne, et qui répugne tant à son sens moral. Il ne peut y avoir ni confiance mutuelle, ni foi ni même respect, si, au moment où l'on prête serment et où l'on conclut des accords solennels, une des parties pense déjà à répudier cyniquement ses obligations<sup>10</sup>.»

Les conservateurs britanniques partageaient entièrement cette façon de voir; ils allaient même jusqu'à penser avec le journaliste George A. Dewar que l'idée d'un rapprochement avec les soviets était en elle-même «avilissante» (*debasing*). Comme Lord Curzon, celui-ci estimait que la Grande-Bretagne devait «s'attacher à défendre son honneur national» car, disait-il, «il existe quelques grandes questions nationales qui doivent être décidées en fonction d'autres motivations que le commerce et les finances». Il s'appuyait sur des principes de rectitude morale pour dénoncer travaillistes et libéraux, qui «trafiquaient hâtivement et sans vergogne avec les bolcheviks sans prêter attention ni à leurs crimes ni à leurs complots, uniquement pour ne pas perdre d'argent»<sup>11</sup>.

Ces démonstrations d'hostilité profonde à l'égard des bolcheviks et de tous ceux qui voulaient essayer de s'entendre avec les «Asiates» ne varieront pas au cours des années à venir. Rakovski en connut les effets dès qu'il arriva en Angleterre en septembre 1923, et il en subira les conséquences quatre ans plus tard, au moment où il sera «expulsé» de Fran-

ce aux sons d'une fanfare très efficacement orchestrée par la droite française unanime. *Le Journal des débats* devait alors proclamer avec quelque satisfaction: «La presse de gauche s'indigne à la pensée que toute la campagne contre M. Rakovski a pour objet final la rupture avec les soviets. Mais naturellement, elle a cet objet! Personne n'a jamais songé à le nier. M. Rakovski, en soi, n'était pas pire qu'un autre ambassadeur soviétique. Il paraît même qu'il était beaucoup plus subtil, et par conséquent beaucoup plus dangereux<sup>12</sup> . . . » «La véritable question posée par les incidents récents vise moins M. Rakovski que l'existence de l'ambassade elle-même . . . M. Rakovski s'est rendu personnellement indésirable en faisant son métier de révolutionnaire . . . La notion d'ambassade et des soviets sont contradictoires . . . Aucun ambassadeur n'est possible à Paris<sup>13</sup>.»

Nous voyons le climat dans lequel Rakovski eut à évoluer au cours des quatre années où il représenta officiellement le gouvernement soviétique à Londres puis à Paris. La presse de droite se déchaîna surtout lorsqu'elle crut voir travaillistes et radicaux au pouvoir se laisser séduire par les «marchandages» des Soviétiques, et abdiquer toute dignité devant «l'homme au couteau entre les dents». A l'inverse, la gauche européenne vivait un grand espoir: malgré tous les préjugés libéraux dont les bolcheviks ne cessaient de les accuser, les socialistes pensaient qu'il serait possible de négocier avec eux. Ils estimaient que ceux-ci ne pouvaient manquer de «se civiliser» au contact de l'Occident, alors qu'eux-mêmes ne pouvaient qu'être fascinés par bien des aspects de la révolution victorieuse en Russie. De façon générale, la «question russe» n'allait laisser indifférents ni les partis de droite ni ceux de gauche: elle durcit leurs positions respectives, et les opposa souvent de façon irrémédiable<sup>14</sup>.

### c) *Le parti travailliste et le gouvernement soviétique (1923)*

Le 13 mai 1923, avant que ne se disperse la foule qui s'était réunie à Moscou pour protester contre l'ultimatum de Lord Curzon, un appel fut lancé à Ramsay MacDonald et au parti travailliste de Grande-Bretagne. Les leaders bolcheviks leur demandaient de «faire tout leur possible pour empêcher un acte inconsidéré» de la part des conservateurs au pouvoir<sup>15</sup>. Deux jours plus tard, lorsque la Chambre des communes se réunit pour examiner la réponse prudente et mesurée que venait d'envoyer le gouvernement soviétique en réponse à l'ultimatum, MacDonald ouvrit le débat en faisant une critique détaillée et acerbe de la politique imposée par Curzon. Il axa son discours sur les avantages que pouvait procurer l'ac-

cord commercial anglo-soviétique de 1921 et déclara: «Si l'accord commercial est déchiré, il n'y a pas le moindre doute que vous aurez créé un état de guerre larvée<sup>16</sup>.»

Le leader travailliste prit ensuite la défense des Soviétiques pour les protéger contre l'intransigeance de ses propres concitoyens, car il craignait de voir s'établir un état de tension permanent qui, au hasard des altercations et des malentendus, pouvait dégénérer en un conflit véritable. Il était en effet difficile de savoir exactement quelles seraient les réactions des bolcheviks aux «provocations» des conservateurs, comme de préciser jusqu'où Curzon entendait aller si les bolcheviks résistaient ou répondaient par la violence. D'un autre côté, critiquer les conservateurs était pour les travaillistes un excellent moyen pour précipiter leur chute, tout en montrant au gouvernement soviétique que leurs «camarades socialistes» d'Europe occidentale ne les abandonnaient pas.

Il est évident que les travaillistes se devaient de venir en aide, dans la mesure de leurs possibilités, au premier Etat socialiste, d'autant plus que cet Etat se trouvait isolé et entouré de pays qui lui étaient politiquement hostiles. Les bolcheviks, quant à eux, considéraient qu'ils pouvaient se servir de leurs «camarades» pour s'immiscer plus rapidement dans la vie politique et économique de l'Europe. Ils n'avaient pas manqué de noter les paroles prudentes, naïves et chaleureuses à la fois que MacDonald avait prononcées à leur sujet en 1920: «Les travaillistes sont attirés par Lénine, non parce qu'ils s'associent à tout ce que Lénine fait ou soutient, mais parce qu'ils ne sont pas émus profondément par les accusations de tyrannie... La révolution russe a été un des grands événements de l'histoire du monde, et les attaques qui ont été lancées contre elle devraient rallier à sa cause toutes les personnes qui sont soucieuses de liberté politique et de liberté de pensée<sup>17</sup>.»

La naïveté de MacDonald et de ses amis politiques avait cependant ses limites, car ils ne furent jamais totalement dupes des méthodes de violence et de contrainte qu'affectionnaient les bolcheviks. Prenant sur le plan politique leurs distances vis-à-vis de Moscou, ils n'en étaient que plus libres pour réclamer la reconnaissance *de jure* du gouvernement soviétique et le développement des relations commerciales entre les deux pays. Le leader de la gauche britannique déclara dans ce sens en 1923: «Un gouvernement travailliste reconnaîtrait la Russie sans tarder. On a mêlé à cela d'amers griefs politiques et sociaux. Il est vrai que la révolution russe a été marquée par une dictature sans merci, par une répression cruelle et par des événements sanglants... Mais dès que la révolution se termine, la sagesse et l'intérêt réunis exigent la reprise de relations responsables et normales. Le comité des Etats ne peut décréter qu'un Etat

important soit mis hors la loi ou devienne un paria sans le payer très cher et sans s'exposer à de graves risques<sup>18</sup>.»

Les travaillistes se voulaient réalistes: le principe général qui les guidait était «le retour à la calme politique du bon sens, qui prend le monde tel qu'il est et s'efforce de résoudre les problèmes avec objectivité». Il s'agissait à leurs yeux de contrecarrer l'attitude systématiquement anti-soviétique de l'ancien vice-roi des Indes dont «l'incorrigible sentimentalisme politique» ne faisait que «momifier des idées dépassées héritées du 19<sup>e</sup> siècle». Il fallait rejeter en particulier ce que MacDonald appelait «the pompous folly of standing aloof from the Russian government»<sup>19</sup>, et penser au rôle que pouvait jouer la Russie dans l'avenir des relations de la Grande-Bretagne avec son empire et le reste du monde<sup>20</sup>.

Si les travaillistes jugeaient nécessaire de marquer leur opposition politique aux bolcheviks pour satisfaire leur conscience morale et pour ne pas effrayer leur électorat, ceux-ci n'arrêtèrent jamais de les condamner au nom des principes politiques qui dirigeaient leur action. Il est bien connu que les bolcheviks considéraient les «socialistes réformistes» comme les pires ennemis de la classe ouvrière, ceux avec qui une alliance était impossible et synonyme de trahison depuis la scission de 1903 entre mencheviks et bolcheviks. Depuis cette époque, Lénine et ses disciples avaient accumulé une véritable haine contre tous ceux qui, au lieu d'opter avec lui pour l'efficacité immédiate de la violence utilisée au moment propice, préféraient «endormir la classe ouvrière» et s'abaisser à «entrer dans le jeu de la société bourgeoise capitaliste» pour ramasser les miettes du progrès social<sup>21</sup>. Lénine vouait aux gémonies tous ceux qui appartenaient à la II<sup>e</sup> Internationale ou à la «II<sup>e</sup> Internationale et demi», et Trotski ne parlait de MacDonald que comme d'un «menchevik chrétien», en ajoutant qu'il était impossible d'attendre d'un tel individu qu'il «saisisse un balai et se débarrasse une fois au pouvoir de tous les cancrelats de la monarchie»<sup>22</sup>. Un ami politique de Rakovski écrivait d'ailleurs au sujet du parti travailliste: «C'est un mélange de représentants de la bourgeoisie, d'idéologues de la grande bourgeoisie et de l'intelligentsia, et de membres de l'aristocratie ouvrière... Dans le plus ancien des pays capitalistes, [ce parti] montre bien la façon dont l'idéologie bourgeoise a pénétré le cœur d'une partie des ouvriers et le mouvement ouvrier du monde entier<sup>23</sup>.»

S'ils étaient cyniques, les bolcheviks se flattaient tout autant d'être des réalistes: devant l'hostilité, ou tout au moins l'indifférence des milieux gouvernementaux français, face à l'aide limitée que pouvait leur apporter l'Allemagne, ils étaient prêts à faire certaines concessions et

à mettre en sourdine leurs attaques politiques. Ils étaient prêts dans le même temps à mettre l'accent sur la communauté d'intérêts des deux peuples et, à travers eux, sur l'«unité fondamentale» de la classe ouvrière. L'épisode de l'ultimatum de Curzon avait été parfaitement significatif à cet égard, car il avait permis que s'établissent des liens directs entre leaders travaillistes et dirigeants soviétiques<sup>24</sup>. Rakovski lui-même, en sa double qualité de président du conseil des commissaires du peuple et de commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Ukraine soviétique, avait alors envoyé au gouvernement britannique un télégramme de conciliation dont il avait fait parvenir une copie au leader du parti travailliste. Il y soulignait le «sentiment d'alarme» qui s'était emparé des masses du peuple ukrainien lorsque celui-ci avait été informé des desseins belliqueux formés par la Grande-Bretagne à l'encontre de la R.S.F.S.R., «l'alliée de l'Ukraine soviétique». Il avait alors ajouté: le gouvernement ukrainien «estime indispensable en particulier d'attirer l'attention du gouvernement britannique sur le danger auquel sont soumises les relations économiques qui s'établissent entre l'Ukraine et la Grande-Bretagne, et qui viennent de se renforcer récemment grâce à l'exportation de blé ukrainien à destination des ports anglais; ces relations promettent dans un avenir proche de nouveaux succès, qui vont dans l'intérêt du renforcement des relations entre les deux pays. Ayant gravement souffert au moment de la guerre civile et à la suite de l'intervention étrangère, l'Ukraine emploie aujourd'hui toutes ses forces au rétablissement de son économie, et compte fermement sur le désir de paix du peuple anglais et sur la sagesse du gouvernement britannique répétée dans ses notes diplomatiques pour résoudre au plus vite les malentendus qui se sont fait jour entre la Russie et la Grande-Bretagne»<sup>25</sup>.

Lord Curzon ne fit aucun cas de ces télégrammes; il vit seulement à travers eux que les bolcheviks pouvaient plier le genou si le coup qui leur était asséné était suffisamment fort. Au contraire, toute la gauche britannique fut émue par la «sagesse» des dirigeants soviétiques, que ce soit à Moscou ou à Khar'kov. C'est ainsi que le 24 mai les syndicats anglais adoptèrent la motion suivante, qu'ils firent parvenir au nouveau Premier ministre Stanley Baldwin: «Le Congrès général des syndicats prend bonne note du ton d'apaisement de la réponse russe au gouvernement britannique . . . En raison de l'état de chômage endémique, le conseil [du Congrès général], qui représente les travailleurs organisés, proteste contre l'adoption de toute politique gouvernementale qui retarderait le développement des activités commerciales entre ce pays et la Russie. Le conseil demande au gouvernement d'agir, lors des négociations futures, de façon à prolonger et à étendre l'accord commercial, et à aboutir

à la reconnaissance pleine et entière du gouvernement russe<sup>26</sup>.»

Le même jour, le parti travailliste faisait paraître dans la presse anglaise une déclaration similaire qui eut une certaine influence sur le gouvernement conservateur. Quelques jours plus tard, G. Lansbury et plusieurs de ses «confrères» furent invités par le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères – Ronald McNeill – et par le chef du Northern Department au Foreign Office – J. D. Gregory – à participer à un échange de vues sur la question russe. Les deux parties pouvaient difficilement se mettre d'accord sur ce sujet, et elles n'arrivèrent jamais à parler ensemble des mêmes choses. Alors que les membres du Foreign Office essayaient d'expliquer aux travaillistes que la religion était persécutée en permanence en Russie et qu'ils en avaient des preuves irréfutables<sup>27</sup>, Lansbury reprenait inlassablement les trois termes d'un raisonnement invariable depuis l'accord commercial de 1921: le chômage est un fait; il ne peut être enrayé que par des relations commerciales plus intenses, en particulier avec la Russie; pour permettre un développement de ces relations, il faut reconnaître *de jure* le gouvernement soviétique<sup>28</sup>.

Quelques mois plus tard, ces arguments éveillèrent un écho chez les électeurs: les conservateurs perdirent suffisamment de sièges pour permettre aux travaillistes de former un gouvernement avec l'appui des libéraux, mais sans avoir toutefois une majorité suffisante pour disposer d'une réelle liberté de manœuvre. C'est à ce moment crucial qu'arriva Rakovski: le temps qu'il passa à Londres, alors que les conservateurs étaient au pouvoir et que toute négociation était bloquée, lui fit apprécier tout spécialement l'arrivée au pouvoir des travaillistes: il se fixa alors comme tâche primordiale d'utiliser au mieux et le plus rapidement possible cette conjoncture favorable.

## 2. *Les circonstances et le sens de la nomination à Londres de Christian Rakovski (mars – septembre 1923)*

Le problème de la nomination de Rakovski en tant que représentant de l'Union soviétique à Londres est particulièrement complexe, mais il nous intéresse ici pour trois raisons principales. Nous savons d'une part que cette nomination est due avant tout à la volonté de Staline de se «débarasser de Rakovski en Ukraine» et d'exiler un trotskiste, dont il fit d'autorité un diplomate en poste à l'étranger. D'autre part, cette affectation nous montre les difficultés qu'avait à cette époque le gouvernement soviétique pour trouver parmi les hauts fonctionnaires du parti des militants suffisamment qualifiés et expérimentés pour le représenter de façon

satisfaisante à l'étranger. Enfin, cette nomination illustre bien les embarras qui ne manquent pas d'apparaître, lorsqu'on s'efforce d'établir des relations diplomatiques durables et fructueuses entre des Etats se réclamant de systèmes politiques, économiques et sociaux qui sont, ou qui se veulent, antinomiques.

Au cours de l'interview qu'il eut le 7 mars 1923 avec le chargé d'affaires britannique à Moscou (R. Hodgson), Tchitchérine admit que son gouvernement n'était «pas satisfait de la façon dont fonctionnait la délégation soviétique à Londres». Il ne cacha pas que son travail était «chaotique», et chercha à déceler les causes pratiques de ce phénomène, qui venaient s'ajouter à des motivations politiques<sup>29</sup>. La raison la plus évidente était que L. B. Krassine occupait ce poste nominalement, mais qu'il était accaparé par son travail de commissaire au Commerce extérieur de la R.S.F.S.R.<sup>30</sup>. Résidant en permanence à Moscou, il ne venait à Londres que lorsque des affaires importantes ne pouvaient pas y être traitées par ses adjoints, ce qui fut rarement le cas après l'échec des conférences de Gênes et de La Haye.

a) *Le poste de représentant soviétique à Londres avant l'arrivée de Rakovski (1921-1923)*

Pour être plus exact, il faudrait dire que Lord Curzon n'avait jamais accepté de recevoir en personne au Foreign Office l'envoyé de Moscou; il n'avait même pas voulu saluer Krassine lors de l'accord commercial anglo-soviétique de mars 1921<sup>31</sup>. Pour montrer son désir de négocier, le commissariat aux Affaires étrangères avait cependant demandé à Krassine, en septembre 1922, de «s'efforcer une nouvelle fois d'être reçu par un membre important du Foreign Office»<sup>32</sup>.

Si ceci ne lui était pas accordé, on interdirait au représentant britannique à Moscou de s'entretenir avec Tchitchérine ou avec Litvinov, et il ne serait plus reçu que par des fonctionnaires subalternes.

Comme nous le savons, la situation ne fit qu'empirer lorsque Tchitchérine et Curzon se rencontrèrent à Lausanne en décembre 1922. Le ton de l'unique conversation qu'ils eurent en privé fut d'une telle acidité qu'il eut pour résultat, selon le mot de J. D. Gregory, de «rendre inutile toute conversation supplémentaire entre les membres du gouvernement [britannique] et les dirigeants soviétiques»<sup>33</sup>. Tchitchérine ne se fit aucune illusion à ce sujet: il écrivit alors au bénéfice de ses collègues restés à Moscou: «Tant que Curzon sera au pouvoir, nous n'arriverons jamais à un accord important avec l'Angleterre<sup>34</sup>.» C'est précisément ce qui arriva

après la chute de Lloyd George, au point que Krassine pouvait télégraphier à Moscou en janvier 1923: «Pratiquement, nous n'avons aucune relation politique avec l'Angleterre; comme je l'avais prévu, Bonar Law et les membres de son cabinet ne manifestent aucun désir de nous rencontrer ni de négocier<sup>35</sup>.»

Il est certain que Lord Curzon préparait alors le terrain qui allait lui permettre d'envoyer aux soviets son ultimatum. Il tenait systématiquement leur représentant à l'écart car il estimait nécessaire de rompre dans la pratique les liens que Lloyd George s'était efforcé d'établir avec la Russie nouvelle. Voyant que ces liens pouvaient effectivement se tendre jusqu'à se rompre, cette dernière manifesta une fois encore, et de façon tout à fait ostensible, son désir de traiter avec la Grande-Bretagne: pour cela, elle minimisa dans ses déclarations officielles le rôle du Kominintern (qui n'avait légalement aucun lien avec le gouvernement soviétique), tout en insistant sur l'importance que pouvait avoir pour les deux pays le développement des échanges commerciaux. En février 1923, le gouvernement soviétique voulut reprendre contact avec les cercles dirigeants britanniques: Litvinov, qui était sans aucun doute la personnalité la plus anglophile du Narkomindel (le commissariat soviétique aux Affaires étrangères), déclara dans ce but à R. Hodgson pour essayer de le faire agir sur son gouvernement: «Il est bien inutile que M. Krassine demeure à Londres, car on ne lui permet pas de contacter les personnes avec lesquelles il pourrait faire d'importantes transactions commerciales. Il a récemment été à son poste pendant trois semaines au cours desquelles il n'a pu envoyer un seul télégramme, puisqu'il n'avait 'rien à télégraphier à part pour nous parler du temps'<sup>36</sup>.»

Indépendamment du cas de Rakovski, qui n'était encore absolument pas concerné et qui pensait rester à la tête de l'Ukraine, le Narkomindel décida en mars 1923 de nommer un représentant à Londres, qui serait muni de pouvoirs importants et qui séjournerait en permanence dans la capitale britannique: Moscou se plaisait à croire que ce nouveau geste, joint aux vertus supposées de la présence, permettrait tout de même de faire évoluer favorablement la situation<sup>37</sup>.

b) *Le problème de la personnalité du représentant soviétique à Londres (mars – juillet 1923)*

Pour ne pas froisser la susceptibilité d'un collègue qui avait même rang que lui dans la hiérarchie du gouvernement soviétique (celui de commissaire du peuple), Tchitchérine ne put d'abord se résoudre à enlever à

Krassine ses fonctions de représentant plénipotentiaire à Londres. Il proposa donc une solution ambiguë, qui était faite pour ménager Krassine, mais qui n'était pas viable: celui-ci garderait officiellement son titre de «représentant officiel de la R.S.F.S.R. en Grande-Bretagne», mais il n'aurait pas à séjourner à Londres où se trouverait en permanence un diplomate soviétique «de rang égal» auquel on déléguerait ses pouvoirs<sup>38</sup>. Le problème devait être résolu d'autant plus rapidement que l'adjoint immédiat de Krassine à Londres (Yan Berzine) venait de tomber gravement malade.

Tchitchérine pensa d'abord à V. V. Vorovski (qui représentait alors la R.S.F.S.R. en Italie) pour occuper le poste de Londres: il appréciait en lui sa formation universitaire, sa connaissance de plusieurs langues étrangères, son cosmopolitisme d'Européen bon teint, mais aussi son expérience des négociations difficiles et son passé de révolutionnaire et de publiciste brillant. Vorovski aurait suffisamment de tact et d'adresse, se disait Tchitchérine, pour voir «si la tendance apparente du gouvernement britannique, qui est d'adopter une politique anti-soviétique, est définitive et irrévocable»<sup>39</sup>. Pour sa part, Krassine ne partageait pas les espoirs que son collègue Tchitchérine plaçait dans ce nouvel envoyé, ce qui se comprend assez bien.

Dans une lettre à sa femme, datée du 4 mars 1923, il écrivait qu'il se servirait du premier prétexte pour quitter Londres, «où ni Bonar Law ni Curzon n'avaient accepté de le recevoir». Il prononçait ces mots avec une certaine amertume que nous retrouvons dans ses jugements sur Vorovski. Lui-même ayant échoué, il ne voyait pas très bien comment son successeur pourrait réussir si les circonstances restaient identiques. A son avis, Vorovski n'était «pas l'homme de la situation», et puis, «on avait encore besoin de lui en Italie»<sup>40</sup>.

A ce moment-là, le Narkomindel pensa résoudre le problème au mieux de ses intérêts en envoyant à Londres le plus anglophile de ses dirigeants: le 15 mars, un membre de la délégation soviétique à Londres (Klychko) vint demander à J. D. Gregory «si les vieilles objections contre Litvinov tenaient encore»<sup>41</sup>. Si tel était le cas, on proposerait la candidature de Vorovski, mais le gouvernement soviétique préférerait envoyer Litvinov»<sup>42</sup>. La réaction de Curzon à cette proposition officieuse et quelque peu embarrassée fut aussi rapide que violente: il fut absolument «scandalisé» que Klychko ait eu l'audace de parler du retour de Litvinov, et décréta: «Evidemment, nous devons refuser catégoriquement»<sup>43</sup>.

C'est dans ces conditions que Moscou proposa officiellement la candidature de Vorovski, qui fut acceptée moins d'une semaine plus tard. La raison de cette rapidité était simple: le Foreign Office considérait Vorovski

comme un moindre mal, car il lui semblait être «moins nuisible que la plupart de ses collègues»<sup>44</sup>. Pour une fois, les autorités britanniques et soviétiques s'étaient mises d'accord sans délai, ce qui n'empêcha pas l'affaire de rebondir en raison de l'interférence de problèmes personnels apparemment insoupçonnés qui furent déterminants pour la suite des événements.

Le 17 avril, le Foreign Office constatait non sans quelque étonnement que Vorovski «n'avait pas encore fait son apparition», et apprenait qu'il semblait même «ne pas vouloir venir à Londres»<sup>45</sup>. La situation était sans précédent . . . Elle a l'avantage de nous montrer quelle pouvait être, à cette époque, l'indépendance de certains vieux-bolcheviks dont on venait de faire des diplomates. Cette indépendance (qui était d'ailleurs bien plus souvent une volonté d'indépendance) par rapport au gouvernement et au parti est bien mise en relief dans la lettre personnelle et secrète que Litvinov envoya en réponse à son ami et collègue Vovorski, le 6 avril 1923: ce message montre aussi que les organes du *gouvernement* (en l'occurrence le commissariat aux Affaires étrangères) ne pouvaient pas imposer leur diktat sans le «consentement» des intéressés; au contraire, le cas de Rakovski quelques mois plus tard nous dévoilera toute la puissance du *parti* (en l'occurrence du secrétaire général lui-même) sur ses membres. «Ce refus de vous rendre à Londres, écrivait Litvinov, m'a mis dans une position difficile. Je comprends fort bien les motifs personnels que vous avancez, en particulier le climat et la maladie de votre femme . . . Je comprends aussi vos hésitations à quitter Rome, où vous avez une position plus ou moins stable, où vous êtes traité comme le représentant d'un Etat reconnu, pour un endroit comme Londres où les nobles lords considéreront longtemps encore qu'il est indigne d'eux de prendre directement contact avec notre représentant politique, qu'ils font recevoir par des fonctionnaires subalternes du ministère [des Affaires étrangères]. Il y a aussi beaucoup de vrai dans ce que vous dites sur l'absence presque complète de travail à effectuer en Angleterre, sur le peu d'espoir qu'il a de voir évoluer les relations actuelles et de penser arriver à un accord avec l'Angleterre aussi longtemps que se perpétuera ce gouvernement réactionnaire et le sabotage du Foreign Office . . . [Cependant] je vous demande de reconsidérer la question de votre départ pour Londres. Je le répète, nous n'avons pour le moment aucun autre candidat . . . Krassine reste à Moscou. Berzine est trop souvent malade et l'on ne peut pas compter sur lui. Aucun autre candidat parlant la langue et connaissant la politique internationale ne peut actuellement être envoyé à Londres<sup>46</sup> . . .»

Il ne fut pas donné à Vovorski de réfléchir longtemps sur les avantages

comparés d'une activité diplomatique à Rome ou à Londres: le mois suivant, il était assassiné à Lausanne<sup>47</sup>, et le Narkomindel se demanda une nouvelle fois s'il arriverait à trouver un représentant suffisamment qualifié pour occuper le poste de Londres. Le seul ambassadeur vraiment qualifié eût été A. A. Ioffé, mais il était alors en mauvaise santé, et le gouvernement soviétique l'envoyait à l'étranger dès qu'il pensait pouvoir signer un accord politique ou commercial dans des conditions favorables. C'est ainsi que Ioffé avait récemment été en Perse; il s'était ensuite rendu à Tokyo pour tenter de résoudre autour d'une table de conférence les nombreux problèmes qui opposaient encore le Japon aux Républiques soviétiques. Ioffé était d'autant plus facilement envoyé à l'étranger qu'il était, comme Rakovski, un ami et un partisan très actif de Trotski.

c) *La nomination de Rakovski (juillet – septembre 1923)*

La nomination à Londres de Christian Rakovski est due à une combinaison de facteurs objectifs et de raisons subjectives. Dans le climat politique très tendu qui suivit l'ultimatum de Curzon et ce que les Soviétiques appelèrent son illustration pratique – l'assassinat de Vorovski – il était essentiel pour les bolcheviks de ne pas laisser se détériorer définitivement les relations anglo-soviétiques, en envoyant à Londres un représentant à la fois efficace et considéré qui pourrait reprendre en main la situation.

On se rend compte, à l'évidence, de l'importance du rôle que peut jouer un bon diplomate lorsqu'on ne peut en trouver un pour accomplir une mission délicate: comme la lettre de Litvinov à Vorovski nous l'a indiqué, c'est précisément dans cette situation que se trouvait alors le commissariat russe aux Affaires étrangères. Quelque temps auparavant, Krassine lui-même n'avait pas caché à J. D. Gregory qu son gouvernement était «entièrement dépourvu de représentants présentables [*sic*]», et pensait pour sa part que là résidait «leur principale faiblesse»<sup>48</sup>. Nous savons par ailleurs que les bolcheviks étaient considérés le plus souvent comme «des conspirateurs, d'anciens bagnards et repris de justice» dont il fallait se méfier par principe. Même un aristocrate aussi occidentalisé que Tchitchérine rappelait à Lord d'Abernon «un serpent plutôt aimable et agréable, qui n'est pas dépourvu de sentiments de sympathie à l'égard du monde en général et des lapins en particulier, pourvu qu'ils acceptent de renoncer à la vie sans faire trop d'embarras... Ses crocs, ajoutait l'ambassadeur britannique à Berlin, sont mis à la disposition de conceptions théoriques qu'il défend avec fanatisme»<sup>49</sup>.

Dans ces conditions, on ne sera pas étonné d'apprendre que le chef

du Northern Department au Foreign Office estimait qu'il n'y aurait « pas de mal à rejeter toute une série de candidats » au poste de représentant soviétique à Londres: il partait en effet du point de vue que « tous les leaders bolcheviks étaient indésirables ». Il allait même jusqu'à considérer qu'il serait préférable d'accepter la proposition de nomination d'un « monstre aussi grossier que Weinstein », car il ne manquerait pas de « jeter le discrédit » sur les Soviétiques. Malheureusement, ajoutait le diplomate britannique comme pour mettre un terme à son rêve éveillé, ils sont « suffisamment rusés pour s'en rendre compte »<sup>50</sup>, et préférèrent envoyer un Rakovski qu'il est difficile de décréter *persona non grata* sans un prétexte à peu près crédible. C'est à ce moment-là, en effet, que Staline choisit de mettre en avant l'aggravation des relations anglo-soviétiques pour faire accepter au Politburo d'envoyer à Londres une personnalité comme Rakovski, ce qui l'obligeait à quitter le poste qu'il occupait en Ukraine. Le secrétaire général agit très vite, par surprise, sans laisser aux partisans de Trotski la possibilité d'intervenir, puisqu'il était dans son bon droit. Dans ce cas comme dans bien d'autres, Staline allait faire montre d'une habileté d'autant plus efficace que les principaux intéressés ne l'en croyaient pas capable.

*Sa signification en U.R.S.S.* Il est bien connu que certains gouvernements choisissent parfois pour les représenter à l'étranger des personnalités éminentes mais par trop encombrantes. L'histoire russe a bien connu ce phénomène: il n'est que de penser au sort du prince d'origine moldave Antioche Kantemir (1708-1744), qui fut successivement envoyé comme ministre-résident à Londres puis à Paris pour s'être opposé à l'arbitraire de l'oligarchie russe de son époque<sup>51</sup> . . . En 1921, personne ne s'était étonné à Moscou de voir que Krestinski était nommé à la tête de l'ambassade russe à Berlin, après avoir été démis de ses fonctions de secrétaire général du parti au X<sup>e</sup> Congrès du P.C.R. (b). Pourtant, dans le cas de Rakovski deux ans plus tard, les membres les plus clairvoyants du parti comprirent que ce n'était pas seulement parce que Rakovski s'était opposé à Staline sur la question du statut des nationalités qu'il était évincé de son poste de leader de la République ukrainienne. Il était éliminé d'abord et avant tout parce qu'il s'était dressé contre les premières grandes options de politique générale que Staline entendait faire prévaloir sur les dernières volontés de Lénine. Il y avait là beaucoup plus qu'une question de nuance: le secrétaire général ne se contentait plus maintenant de proposer; il se préparait à parler et à agir en maître qui impose ses volontés par la violence, et dont les désirs ont force de loi.

En avril 1923, Rakovski avait combattu l'hégémonie du gouvernement

central devant les délégués au XII<sup>e</sup> Congrès. A la mi-juin il avait à nouveau lutté contre Staline au cours des discussions qui précédèrent la formation de l'Union soviétique, et ce dernier travaillait maintenant à saper ses positions en Ukraine, afin d'éloigner des centres de direction politique un des membres les plus écoutés et les plus capables de «l'état-major de Trotski». C'est ainsi qu'entre 1923 et 1927, au cours de ces années qui furent décisives pour le parti communiste soviétique, Rakovski se trouva à l'étranger, absorbé par une multitude de tâches annexes.

On peut se demander quelle fut la réaction de Trotski, lorsqu'il apprit que Christian Gueorguevitch venait d'être destitué de son poste en Ukraine et qu'il allait être envoyé à Londres contre son gré. Quand on cherche à répondre à une question aussi légitime, on trouve fort peu de renseignements explicites. Dans les notes personnelles qu'il écrivit par la suite, Lev Davidovitch se contente de noter ce fait, et de contester l'arbitraire du «maître de la bureaucratie russe», de l'homme qui «assignait les tâches à accomplir et qui accordait ou non les positions clefs»<sup>52</sup>. On sent en fait derrière ces phrases une impuissance caractérisée. Dès 1923, en effet, Trotski ne disposait plus de pouvoirs administratifs importants, et il semble que le mépris qu'il affichait à l'égard de la «médiocrité» de Staline l'ait conduit à se méprendre sur leur influence et sur leur puissance respectives. Cependant il était devenu au Politburo, depuis la maladie de Lénine, le spécialiste avec Kamenev des problèmes de politique étrangère. C'est lui qui avait dicté la réponse prudente du gouvernement soviétique à l'ultimatum de Curzon, et il ne put empêcher Staline de proposer la nomination d'une personnalité de poids et d'un diplomate aguerri comme Rakovski pour régler les problèmes en suspens entre Londres et Moscou. Enfin, et ce point est sans doute capital, Trotski n'avait pas appuyé publiquement Rakovski dans la lutte que celui-ci venait de mener au nom des nationalités opprimées. Alors que Lénine lui avait demandé de reprendre ce dossier et de le défendre contre Staline au XII<sup>e</sup> Congrès du parti, Trotski n'en avait soufflé mot et avait laissé Rakovski, Boukharine et les Géorgiens affronter le secrétaire général et ses partisans sans leur prêter main-forte.

On ne doit s'étonner qu'à demi de l'attitude de Trotski en la circonstance. Alors que des intelligences plus souples comme celles de Lénine, de Boukharine ou de Rakovski pouvaient modifier leurs points de vue théoriques après avoir constaté la vivacité des sentiments nationaux à l'intérieur de la Fédération soviétique, lui-même estimait qu'à tout prendre il valait mieux maîtriser ses sentiments plutôt que de risquer de les favoriser en s'attachant à les comprendre. Il était en cela logique avec lui-même: en février 1921, il avait été surpris par la décision que le Polit-

buro avait prise en son absence d'envahir la Géorgie et de renverser par la force le gouvernement menchevik qui dirigeait le pays<sup>53</sup>. N'aprouvant pas les actes de conquête révolutionnaire<sup>54</sup>, il n'en avait pas moins écrit tout un livre pour justifier cette agression et pour la défendre contre les attaques conjuguées des socialistes européens dirigées par Renaudel, MacDonald et Henderson<sup>55</sup>: telle était la méfiance de Trotski à l'égard des sentiments de libération nationale, son dédain pour les sociaux-démocrates «bourgeois», et finalement ce manque de confiance en lui-même et de persévérance dans l'adversité qui devait être tragique pour l'opposition qu'il essayera d'organiser après 1927.

On peut penser avec Rakovski que l'isolement constitue le «risque professionnel» du révolutionnaire et, partant, de tout Etat révolutionnaire<sup>56</sup>. De même que le premier Etat socialiste s'était trouvé encerclé par les Etats bourgeois, Marx et Engels étaient restés toute leur vie «en minorité» et déclaraient s'en être «fort bien portés»<sup>57</sup>. Au contraire, comme le nota Ioffé en 1927, Trotski ne put jamais «trouver en lui assez de ce caractère inébranlable et inflexible, assez de ce don que possédait Lénine de se dresser seul, de rester seul sur la voie qu'il considérait comme la bonne». Trop souvent, ajoutait-il, Trotski a «renoncé à soutenir ses propres idées, qui se trouvaient être correctes, pour arriver à un accord ou à un compromis dont il surestimait l'importance»<sup>58</sup>. Ce jugement est d'autant plus exact que Lénine avait reconnu à plusieurs reprises la justesse des positions de Trotski, alors qu'il les avait d'abord combattues: ainsi la théorie de la révolution permanente, l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge, et l'introduction de la N.E.P. l'année suivante. Par la suite, c'est Trotski qui proposera contre Staline une industrialisation accélérée de l'Union soviétique, que celui-ci combattra ensuite avant d'en reprendre l'idée et de l'imposer.

Dès la maladie de Lénine, le secrétaire général du parti marquera sur son rival un certain nombre de points sans que celui-ci réagisse à temps, et sans qu'il prenne les mesures qui s'imposaient alors. On voit donc ce qui se cache derrière les paroles de Kamenev, qui disait à Trotski en 1926, au moment où il espérait organiser avec Zinoviev et lui l'«opposition unifiée»: «l'exil» de Rakovski en 1923 a été «la première répression administrative importante que Staline utilisa pour éloigner un opposant de la scène politique»<sup>59</sup>. Personne ne s'y était d'ailleurs trompé sur le moment, au moins au sommet de la hiérarchie soviétique. Le 3 juillet 1923, Krassine avait écrit dans ce sens à sa femme: «La nomination de Rakovski . . . est due principalement au désir de se débarrasser de lui en Ukraine» (*izbavit'sya ot nego na Ukraine*)<sup>60</sup>. De même, les réflexions de J. D. Gregory nous montrent que le Foreign Office était parfaitement au

courant des circonstances de l'arrivée à Londres de Christian Rakovski: «La raison essentielle qui présida à la nomination de Rakovski, écrivait-il dans des termes fort proches de ceux employés par Krassine, est la volonté de se débarrasser de lui: le dirigeants russes veulent submerger l'Ukraine grâce à leur nouveau plan fédératif, ou plutôt 'absorbant': l'obstacle véritable est Rakovski, dont le but dans la vie est d'être le Lénine de l'Ukraine. Pour que le plan d'absorption réussisse, il faut éliminer Rakovski<sup>61</sup>.»

De toute façon, Trotski avait été involontairement à l'origine de l'exil de son camarade de combat, car c'est lui qui avait exigé au nom du Politburo que Krassine renoncât à son poste de représentant soviétique à Londres: il n'avait pas pardonné à ce dernier d'avoir hésité pendant trois jours avant d'aller remettre au Foreign Office la note à son gré trop conciliante par laquelle Moscou avait répondu à l'ultimatum de Lord Curzon<sup>62</sup>.

Pour faire quitter l'Union soviétique à Rakovski, Staline dut lui imposer sa décision, et surmonter l'opposition des Ukrainiens qui le soutenaient. Chaque membre du parti savait en effet que «le camarade Rakovski avait acquis en Ukraine un prestige considérable»<sup>63</sup>, depuis cinq ans qu'il y était le *khozyain*<sup>64</sup>, le dirigeant qui prenait toutes les grandes décisions politiques et qui veillait personnellement à leur application. Sa popularité était très réelle, au point que lorsqu'il revint à Khar'kov en 1926, «il fut porté à bout de bras jusqu'au troisième étage de la maison dans laquelle il devait prononcer un discours»; là, nous dit un témoin oculaire, «la pièce était absolument comble, et il lui fallut monter sur une table pour pouvoir prononcer son discours»<sup>65</sup>. A Londres, le Foreign Office savait aussi que la nomination de Rakovski s'était faite «contre les vœux de l'Ukraine», qui ne s'était résolue à voter une «résolution spéciale» libérant Christian Gueorguevitch de ses obligations que sur une très forte pression de Moscou.

Pour sa part, Rakovski fut profondément choqué de voir que Staline n'hésitait pas à recourir aux méthodes les plus illégales et les plus arbitraires pour lutter contre un opposant politique. Quelques années plus tard, en 1929, alors qu'il était déjà en exil à Saratov en tant que partisan de Trotski et adversaire de la «ligne générale» stalinienne, il confia à Louis Fischer: «En 1924, on fit de moi un diplomate non pas à cause des qualités que je pouvais avoir, mais parce que j'étais un oppositionnel<sup>66</sup>.» Il y eut une concordance fort significative entre la formation de l'U.R.S.S. sur un modèle que Rakovski jugeait anti-démocratique, autoritaire et trop centralisé, et son départ pour Londres: le 6 juillet 1923, la deuxième session du comité exécutif central proclamait la nouvelle Con-

stitution de l'Union soviétique, créait le commissariat unifié aux Affaires étrangères en supprimant d'autorité le commissariat ukrainien aux Affaires étrangères<sup>67</sup>. Le même jour, la nomination de Christian Gueorguevitch en Grande-Bretagne était annoncée dans le *Times*, et le 16 juillet il était élevé au rang de commissaire adjoint aux Affaires étrangères de l'Union soviétique, ce qui lui donnait la parité avec Maxime Litvinov: ces fonctions, auxquelles se joindront celles d'envoyé à Londres puis à Paris, lui permettront de garder une influence certaine sur l'élaboration et sur la mise en œuvre de la politique étrangère de son pays d'adoption. De plus, il restera membre du comité central du P.C.R. jusqu'en 1927.

*Sa signification en Grande-Bretagne.* Dès que la nomination de Rakovski fut connue en Grande-Bretagne, les conservateurs entamèrent une violente campagne de presse dirigée d'abord contre le représentant soviétique en tant que tel, puis bientôt contre lui personnellement: cette campagne allait si bien réussir qu'elle retarda de trois mois l'arrivée de Christian Gueorguevitch dans la capitale du Royaume-Uni.

Le 7 juillet, Rakovski était déjà décrit dans un éditorial du *Morning Post* comme «un des ennemis les plus acharnés et les plus implacables» de la Grande-Bretagne. L'accusation la plus souvent portée contre lui consistait à dire qu'il venait à Londres non pas pour essayer d'accroître les échanges commerciaux entre les deux pays, mais pour s'immiscer dans la vie politique anglaise. A la mi-juillet, plusieurs questions furent posées au Parlement à ce sujet: Rakovski y était toujours décrit comme «un des plus notoires parmi les propagandistes bolcheviks»<sup>68</sup>. Un député conservateur, Sir R. Richardson, essaya de remuer ce qu'il y avait de plus trouble dans le passé du nouvel envoyé soviétique, mais en confondant le cas de Trotski et celui de Rakovski: il demanda s'il s'agissait là «du même individu qui avait été expulsé de France pour la propagande qu'il avait menée pendant la guerre contre les alliés»<sup>69</sup>. A ses yeux, un individu comme Rakovski ne pouvait venir à Londres que pour diriger plus aisément contre la Grande-Bretagne et contre l'Empire britannique les forces subversives de la III<sup>e</sup> Internationale, dont il était un des membres fondateurs. C'est ainsi qu'un bruit se répandit très vite dans les milieux conservateurs: le 15 juillet, au cours d'un meeting d'adieu organisé à Khar'kov par le comité exécutif central de la R.S.S. d'Ukraine, Rakovski aurait déclaré sur un ton péremptoire: «La Grande-Bretagne est actuellement réduite par la force des mouvements nationaux qui se développent dans ses colonies au statut de l'Autriche-Hongrie; l'effondrement et le démembrement de l'Empire britannique est seulement une question de temps»<sup>70</sup>.

Le *Times* rapporta avec indignation que pendant ce même meeting Rakovski osa recommander à la III<sup>e</sup> Internationale, comme ligne de conduite en Orient, de «se préparer à supplanter l'administration coloniale britannique»<sup>71</sup>. Il aurait même parlé d'un plan d'action similaire qui devait «révolutionner» les îles Britanniques<sup>72</sup>... Les accusations étaient si graves, et les accusateurs se référaient avec tant de précision à des discours que Rakovski aurait prononcés, que les dirigeants du Foreign Office en furent les premiers surpris. La réaction de Sir Eyre Crowe: «... mais le ministère de l'Intérieur m'a dit que nous n'avons rien trouvé contre lui»<sup>73</sup>, est caractéristique à cet égard. Les informations rapportées par la presse obligèrent bientôt le Foreign Office à reconsidérer le problème, car il lui sembla avoir négligé un cas qui pouvait être «intéressant» pour la politique de Lord Curzon. De façon générale, nous savons que ce dernier reprochait à ses collaborateurs leur «manque de vigilance», et dans un tel cas ils venaient ostensiblement de se mettre dans leur tort.

De leur côté, les travaillistes se liguèrent pour répondre aux accusations portées contre Rakovski: ils proclamèrent que tout représentant étranger dont la nomination avait été acceptée officiellement devait être protégé contre des «calomnies» de ce genre. Le commandant Kenworthy demanda en leur nom, au cours d'une séance fort mouvementée de la Chambre des Communes, «s'il était dans les habitudes du Parlement britannique d'attaquer les représentants accrédités auprès du gouvernement britannique». La question ainsi posée ne manqua pas d'embarrasser les responsables du Foreign Office, qui hésitèrent quelques jours avant de faire machine arrière<sup>74</sup>.

La campagne contre Rakovski atteignit rapidement une telle violence dans la presse comme au Parlement que le gouvernement britannique ne put se permettre de le laisser pénétrer en Angleterre sans enquête complémentaire. Le 2 août, Peters informait le Narkomindel que le visa de Rakovski était suspendu «jusqu'à ce que l'affaire fût éclaircie»<sup>75</sup>. Ce fut alors le tour des Soviétiques de manifester leur «étonnement»: un tel désaveu surprit en effet fort désagréablement les membres du parti qui, avec Staline, avaient espéré se débarrasser de Rakovski sans autre difficulté. De Moscou, Peters écrivait au Foreign Office: «Le seul et unique sujet de conversation est ici l'incident concernant Rakovski, qui a sérieusement gêné le gouvernement soviétique. Je pense qu'ils se rendent parfaitement compte de la situation délicate dans laquelle ils sont placés»<sup>76</sup>. La première réaction officielle du Narkomindel fut d'insister par la bouche de Nourteva sur l'importance que Moscou attachait à la personnalité de Rakovski qui, bien entendu, avait été «spécialement choisi en raison de ses talents de négociateur, dans le but de promouvoir

l'établissement de relations normales avec la Grande-Bretagne»<sup>77</sup>. Nourteva déclara aussi à Peters que son gouvernement était «indigné» par la façon dont cette campagne avait été orchestrée; il espérait que Londres «ne chercherait pas à créer artificiellement des difficultés»<sup>78</sup>. Le Politburo demanda alors à Tchitchérine de préparer un mémorandum qui devait démontrer que les accusations portées contre le nouveau représentant soviétique n'étaient absolument pas fondées; il devait en même temps faire ressortir l'importance que Moscou attachait à sa nomination.

Dans le document qu'il remit le 9 août à Peters, le chef officiel de la diplomatie soviétique déclarait, comme on pouvait s'y attendre, que Rakovski n'avait jamais prononcé les paroles que lui attribuait le *Morning Post*. Quant au deuxième chef d'accusation, qui touchait le discours reproduit dans la brochure *Angliya i Rossiya* que nous connaissons bien, «il avait été prononcé au plus fort de la crise» provoquée par l'ultimatum de Lord Curzon. Tchitchérine prenait aussi le soin de contester «la prétendue anglophobie» de Rakovski et de montrer la bonne volonté de son gouvernement en proclamant: «La nomination d'un des hommes politiques les plus importants de la Fédération soviétique à un poste à Londres, après qu'il ait dirigé le gouvernement ukrainien pendant cinq ans, vient s'ajouter aux concessions faites par le gouvernement soviétique pendant la crise anglo-russe et sa décision de signer la convention sur les Détroits; elle montre très nettement le désir du gouvernement soviétique de voir se développer ses relations politiques et économiques avec la Grande-Bretagne»<sup>79</sup>.

Les membres du Foreign Office qui eurent à lire ce rapport pour donner leur avis aux membres du gouvernement britannique se divisèrent en deux camps: les premiers, qui étaient les plus nombreux mais les moins influents, pensaient avec Ronald Lindsay que l'on pouvait «passer l'éponge sur cette affaire», et ne pas tenir compte des paroles que Rakovski était supposé avoir prononcé malgré les dénégations formelles apportées par Tchitchérine: ils considéraient avec réalisme qu'on ne pouvait «blâmer un grand prêtre parce qu'il ressemble à son dieu»<sup>80</sup>. Les seconds, au contraire, demandaient avec J. D. Gregory que le gouvernement adoptât une attitude fondée sur des principes plus stricts: il fallait refuser un tel envoyé. L'accord anglo-russe de 1921 n'était après tout qu'un accord *commercial*; or Rakovski n'avait «rien d'un marchand; c'était seulement un homme politique et, comme on venait de l'apprendre, un homme politique particulièrement anti-britannique». Le chef du Northern Department comprenait cependant que si le Foreign Office repoussait ce nouveau représentant soviétique en utilisant ce prétexte, il aurait à «refuser tous les autres candidats»<sup>81</sup>.

La réaction de Lord Curzon fut tout à fait différente et permit de résoudre le dilemme. Il estima en effet que ses collaborateurs arrivaient à un faux problème, car ils partaient de prémisses erronées. Pour lui, la question de savoir «si oui ou non tous les communistes étaient capables de prononcer des discours agressifs [était] absolument en dehors du sujet, aussi longtemps que ces discours n'étaient pas dirigés contre la Grande-Bretagne et contre son empire»<sup>82</sup>. Il est intéressant de constater que Curzon faisait ici abstraction du problème politique posé par l'Union soviétique et par ses représentants: les deux seuls points auxquels il voulait que fût apportée une réponse positive avant que Rakovski ne soit autorisé à poser le pied sur le territoire britannique étaient les suivants: (a) «Cet homme est-il capable d'entretenir avec nous de bonnes relations?» (b) «Accepterions-nous n'importe quel diplomate qui aurait prononcé le même genre de discours?»

Pour répondre à la première question, le Foreign Office cherche le moyen de vérifier l'authenticité des allégations avancées par le *Morning Post*. Le chef de la diplomatie voulait savoir en particulier si Rakovski avait effectivement prononcé un discours au cours duquel il aurait crié les mots fatidiques: «Mort à Curzon!», et «Nous voulons le sang de Curzon!»<sup>83</sup>.

Tout au long du mois d'août, les agents britanniques en Union soviétique, en France et en Grande-Bretagne s'efforcèrent de rassembler une documentation suffisamment précise pour satisfaire la légitime curiosité du secrétaire d'Etat. A Londres, le Foreign Office fit une enquête auprès du *Morning Post* pour savoir d'où lui venait cette information, et si l'on pouvait y prêter foi sans arrière-pensée. Sir William Tyrell interrogea en personne le directeur du journal, qui déclara attendre d'un jour à l'autre un exemplaire du quotidien soviétique *Proletarii*, dans lequel était reproduite l'allocution de Rakovski. Une semaine plus tard, le même directeur téléphonait au Foreign Office pour expliquer que, malheureusement, ses correspondants à Berlin avaient envoyé par mégarde un exemplaire de *Kommunist* du même jour dans lequel ne figuraient pas les phrases incriminées. A la mi-août, comme aucun responsable du *Morning Post* ne s'était manifesté, le Northern Department arriva à la conclusion que l'opinion publique anglaise avait été délibérément abusée, puisque le journal britannique n'était pas arrivé à fournir la preuve matérielle de la véracité de ses affirmations<sup>84</sup>. Le 23 août, Peters écrivait de son côté à Londres pour dire qu'on lui avait montré les collections complètes de *Proletarii* et de *Kommunist* du 11 au 25 juillet, sans qu'il ait pu trouver de déclaration «semblable à celles que le *Morning Post* avait citées»<sup>85</sup>. Le gouvernement britannique se décida alors à sévir contre ses propres compatriotes: il exigea qu'une sanction fût prise contre le rédacteur en

chef du journal chargé des questions de politique internationale<sup>86</sup>. En effet, l'enquête menée en France par un agent britannique venait elle aussi de se solder par un échec: la Sûreté générale lui avait permis de prendre connaissance des dossiers qui auraient pu lui fournir une indication, mais il n'y trouva aucune trace des accusations portées par la presse anglaise de droite, ni aucune mention particulière de déclarations ou d'activités anti-britanniques dans le passé du révolutionnaire Rakovski.

Il semble que l'information publiée dans le quotidien britannique ait pris sa source dans les milieux de l'émigration russe, comme ceci était fréquent à l'époque. Dès la mi-août, l'adjoint de Krassine à Londres (Yan Berzine) avait écrit au directeur du *Morning Post* pour lui dire que «toutes les affirmations mensongères concernant le prétendu discours de Rakovski» se trouvaient dans un télégramme envoyé de Riga le 28 juillet au journal parisien de Paul Milioukov *Poslednye Novosti*<sup>87</sup>. Le correspondant de Riga avait lui-même reproduit une information qu'il avait puisée dans les bulletins ronéotypés à Petrograd et à Moscou par «une petite clique de gens secrètement anti-bolcheviks»<sup>88</sup>.

Bien que les dirigeants soviétiques aient tous prononcé à un moment ou à un autre des discours dans lesquels ils attaquaient l'Empire britannique, et que Rakovski fût maintenant considéré à Londres comme «un violent théoricien communiste»<sup>89</sup>, Lord Curzon et le gouvernement britannique décidèrent d'être beaux joueurs. Le 30 août, le Home Office donna les instructions nécessaires pour que Rakovski fût admis en Angleterre et pour qu'on lui accordât lors de son arrivée les facilités d'usage réservées aux membres du corps diplomatique. Le même jour, le Foreign Office envoyait un télégramme à Berlin à l'attention de Lord d'Abernon, puis un autre à Peters à Moscou pour indiquer que l'on pouvait accorder un visa diplomatique au représentant soviétique dès qu'il en ferait la demande<sup>90</sup>. Christian Gueorguevitch était déjà à Berlin depuis quelque temps<sup>91</sup>, mais il trouva bon de ne pas précipiter son arrivée en Grande-Bretagne, où il ne débarqua finalement que le 30 septembre, alors que les passions s'étaient déjà quelque peu apaisées.

A Londres, Rakovski joua un rôle dont il nous reste à apprécier aussi exactement que possible le sens et l'importance, en suivant pas à pas dans leurs aspects les plus significatifs ses activités de diplomate et d'homme politique. Au cours des trois années pendant lesquelles il sera en poste à Londres puis à Paris, Christian Gueorguevitch essayera par le biais de négociations officieuses autant que par des tractations avec la presse et les milieux de gauche de faire aboutir les conférences officielles, dont le but était de résoudre certains problèmes majeurs qui opposaient l'Union soviétique à l'Europe occidentale.

## B. SES ACTIVITÉS DIPLOMATIQUES

1. *Les relations anglo-soviétiques (octobre 1923 – août 1924)*a) *La première audience de Rakovski au Foreign Office (octobre 1923)*

Christian Gueorguevitch attendit un mois entier avant d'être reçu par les représentants officiels de la diplomatie britannique. Comme il l'avait fait pour Krassine, Lord Curzon refusa de le rencontrer personnellement, et donna en conséquence des ordres pour qu'il fût reçu à sa place par le responsable du Northern Department, J. D. Gregory.

Dès le 14 octobre, un long article avait été publié dans *l'Observer*, qui attaquait le «manque de courtoisie du Foreign Office» sous ce rapport. Son auteur, le conservateur «indépendant» J. L. Garvin, y disait avec un accent de naïve sincérité que le nouveau représentant soviétique s'était déjà révélé à tous comme «un homme qui a non seulement le désir de comprendre l'esprit occidental, mais qui a une aptitude naturelle à le comprendre». Partisan, contre le gouvernement britannique en place, d'une normalisation et d'un resserrement des relations anglo-soviétiques, il écrivait: «Alors que la Cité, impressionnée favorablement par les rapports d'un certain nombre d'observateurs hautement qualifiés et par le renouveau de l'exportation de grain russe, marque de façon distincte son désir d'accroître le volume des échanges avec la Russie . . ., d'importantes négociations sont suspendues à cause de l'attitude incertaine du gouvernement britannique<sup>92</sup>.» Garvin reprenait ici *mutatis mutandis* le raisonnement que Poincaré avait lui-même suivi en 1921 (c'est-à-dire à une époque où il n'était pas au pouvoir), dans un article de *la Revue des deux mondes*<sup>93</sup>. Celui-ci avait alors déclaré que, si tous les pays d'Europe prenaient la route de Moscou, les Français pourraient rester éternellement à «se lamenter au bord du chemin», car «la temporisation n'est pas une politique». Notre conservateur «indépendant» notait de son côté que «rabrouer» Rakovski était nuisible aux intérêts anglais, car une politique «négative» semblait ici «ne pas pouvoir se distinguer d'une absence de politique». A ce manque de détermination, Garvin opposait l'argument que tant de journalistes français avaient utilisé avant lui, mais *a contrario*: il s'attachait à décrire «cette remarquable fermeté de vue de la France d'après-guerre».

Nous voyons que, d'un côté comme de l'autre de la Manche, la crainte des milieux politiques qui ne soutenaient pas le gouvernement au pouvoir était la même: ils avaient peur de voir le marché russe leur échapper au profit de leur éternel concurrent. Cette idée était tout particulièrement

ancrée dans l'esprit des libéraux anglais depuis l'époque de la conférence de Gênes, où Lloyd George avait tant fait pour se rapprocher des Soviétiques. Garvin écrivait dans ce sens le 7 octobre 1923: «Nous aurions dû accorder depuis longtemps la reconnaissance pleine et entière. Au lieu de cela, nous avons maintenu une étiquette digne des Bourbons jusqu'à ce que M. Tchitchérine en soit venu à haïr son compagnon-aristocrate Lord Curzon et à favoriser les Français de façon tout à fait compréhensible, puisqu'ils ont changé leur politique en travaillent avec acharnement à conclure un accord avec Moscou<sup>94</sup>.» Le rédacteur en chef de *l'Observer* se faisait sans doute des illusions sur la politique menée par la France à l'égard de l'Union soviétique (étaient-elles d'ailleurs tellement involontaires?); mais il ne se trompait pas sur la rigidité de Lord Curzon et de ses adjoints. Lorsque Rakovski fut enfin reçu au Foreign Office le 31 octobre, il se rendit immédiatement compte que le ton de Gregory frôlait le plus souvent l'insolence délibérée, mais une insolence absolument glaciale. Lorsque Christian Gueorguevitch demanda quelle était l'attitude du gouvernement britannique face aux problèmes majeurs qui séparaient les deux pays, Gregory répondit avec une logique indéniable: «Il n'y a pas de raison de supposer que le gouvernement de Sa Majesté se soit départi de l'attitude qu'il a constamment adoptée, ou qu'il ne défende pas aujourd'hui les positions qui étaient les siennes à Gênes ou à La Haye. M. Rakovski doit être parfaitement au courant des obstacles qui se dressent sur le chemin qui permettrait d'améliorer les relations, et devrait demander à Moscou, et non à Londres, comment il se fait que les questions qui ont été débattues plusieurs fois au cours de l'année précédente n'ont pu recevoir de réponse depuis la conférence de La Haye<sup>95</sup>.»

Lorsque Rakovski demanda à nouveau à Gregory quelles mesures le gouvernement britannique comptait prendre pour améliorer les relations anglo-soviétiques, celui-ci répliqua qu'il pouvait seulement l'interroger à son tour sur les mesures que le gouvernement soviétique pensait lui-même prendre... Il est bien évident que le gouvernement conservateur ne voulait faire aucun pas en avant, et que la personnalité du représentant soviétique ne changeait rien à l'affaire. Pour sa part, J. D. Gregory mettait en pratique la devise qu'il avait faite sienne lors de toutes les négociations avec les bolcheviks: il faut «les dérouter par une réserve polie». En fait, Gregory allait rapidement se départir de son flegme. Lorsque l'entretien menaça de tourner court si l'on en restait aux généralités, Christian Gueorguevitch dirigea la conversation vers le problème très concret des dettes russes. Les deux interlocuteurs reprirent alors les arguments qui avaient été développés lors des premières conférences Est-Ouest, et qui restaient diamétralement opposés. Pour les Soviétiques,

les crédits devaient venir en premier lieu: ils faciliteraient la relance de la production russe et permettraient par là de rembourser progressivement les dettes du gouvernement tsariste. Commencer par payer les dettes, disait Rakovski, était vouloir étouffer l'économie russe et interdire *ipso facto* tout remboursement ultérieur. Pour les Anglais, au contraire, les dettes tsaristes devaient être payées en premier: seul ce geste de bonne volonté permettrait de restaurer le climat de confiance qui pourrait inciter les banques britanniques à offrir de nouveaux crédits. De plus, les dettes ne constituaient pour eux qu'une partie du contentieux à régler.

Pour mettre Rakovski au pied du mur, le chef du Northern Department lui demanda sur un ton impérieux de répondre «par oui ou par non» à ses interrogations: il désirait abréger l'entretien au maximum et voir si les Soviétiques étaient revenus à de meilleurs sentiments. Christian Gueorguevitch lui répondit que le problème n'était pas aussi simple et que la question des biens nationalisés était «liée tout autant que celle des dettes à l'obtention de crédits». Il reprit alors la méthode que venait d'employer le diplomate britannique, et lui demanda si oui ou non le gouvernement de Sa Majesté était prêt à «appuyer la proposition d'accorder des crédits». Si la réponse était positive, et si le gouvernement de Londres apportait sa caution, il était persuadé que les crédits ne tarderaient pas à affluer. Si Moscou ne pouvait compter sur ce geste de bonne volonté, «l'opinion publique russe ne permettrait jamais à ses représentants de contracter de nouveaux engagements à l'égard de la Grande-Bretagne»<sup>96</sup>.

J. D. Gregory fut visiblement exaspéré par cette façon de retourner le problème, qui lui parut pleine à la fois de cynisme et d'hypocrisie. Ce dernier argument était à ses yeux «une ineptie grossière (*palpable nonsense*, puisque l'opinion publique en Russie n'était ni communiste ni anti-communiste, ni rien d'autre. Le peuple voulait simplement vivre. A en juger par toutes les informations dont il disposait, il n'était en aucun cas animé de sentiments d'aversion ni de méfiance vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Quoi que le gouvernement soviétique puisse faire ou penser, il était inutile d'en appeler à l'opinion publique . . .» La conclusion était évidemment que les gouvernements se trouvaient encore dans le cercle vicieux où ils s'étaient toujours trouvés, et que le gouvernement soviétique ne manifestait aucun désir d'en sortir. De plus, M. Rakovski ne faisait pratiquement «rien moins que de suggérer un marchandage, et ceci était particulièrement détesté dans ce pays»<sup>97</sup>.

Ces mots furent prononcés avec l'intention évidente de souligner l'échec de la conversation et l'inutilité de renouveler de semblables contacts. Ce fut en effet la seule fois où Rakovski eut à se rendre au Foreign Office au cours des trois mois qui s'écoulèrent jusqu'à l'arrivée au pou-

voir du gouvernement travailliste de Ramsay MacDonald. Lord Curzon se félicita, dans la lettre qu'il envoya à son représentant à Moscou, de la déception qu'éprouva apparemment Rakovski à recevoir «si peu d'encouragements» de la part des conservateurs. Il est certain que ceux-ci ne maintenaient en vie la représentation soviétique à Londres que pour ne pas voir se détériorer inutilement leurs rapports avec les libéraux, et pour éviter que les libéraux «ne fissent le jeu de Moscou», comme ils semblaient vouloir le faire.

b) *Rakovski et la gauche britannique à la veille de l'arrivée au pouvoir des travaillistes (septembre – décembre 1923)*

Autant les conservateurs étaient prêts à la fin de 1923 à grossir artificiellement les obstacles qui s'élevaient sur la voie d'un rapprochement entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, autant les travaillistes étaient décidés à minimiser les difficultés et à aider dans sa tâche le nouvel envoyé de Moscou. Les travaillistes s'étaient vivement intéressés à la mission de Rakovski et à sa personnalité, depuis que le *Morning Post* avait lancé contre lui la campagne de presse que nous connaissons. Le secrétaire du parti – Arthur Henderson – avait alors mis en pratique l'idée qu'il avait soulignée à plusieurs reprises avec tous ses camarades: «Travaillistes et socialistes doivent utiliser toutes les occasions qui se présenteront pour ramener la Russie dans le concert des nations<sup>98</sup>.» Ces mots semblaient être directement empruntés à Lloyd George, et il n'y a rien d'étonnant à cela: les idées qu'avaient les dirigeants des deux formations politiques sur les avantages d'un rapprochement anglo-soviétique étaient comparables, et les arguments qu'ils employaient étaient souvent parallèles. D'un côté, disaient-ils, cette politique permettrait de diminuer le chômage et profiterait tant à l'industrie qu'au commerce britanniques; de l'autre, l'esprit qui préside au développement des échanges commerciaux joint aux nécessités pratiques du commerce permettrait de «dompter» les bolcheviks, ou au moins de les amadouer. Philip Snowden, le futur chancelier de l'Echiquier du gouvernement MacDonald, estimait que la reconnaissance *de jure* du gouvernement soviétique stimulerait les relations commerciales, et qu'elle serait aussi un excellent moyen pour «jeter aux orties les derniers lambeaux de bolchevisme et de communisme qui entravent encore [la Russie] à l'heure actuelle»<sup>99</sup>. Le 16 août, A. Henderson avait écrit au Premier ministre conservateur Stanley Baldwin pour lui exprimer son inquiétude et celle de son parti: le Foreign Office entravait ostensiblement toutes les activités du nouveau représentant soviétique,

tandis qu'une délégation conduite par son propre cousin – F. L. Baldwin – faisait un voyage d'étude en Union soviétique<sup>100</sup>. A son retour, ce dernier devait déclarer à la presse que la Grande-Bretagne se trouvait dans une meilleure situation pour commercer avec les Soviétiques que n'importe quel autre pays d'Europe, car elle était en mesure de «leur accorder des crédits»<sup>101</sup>.

Les travaillistes approuvaient cette idée, et MacDonald promit d'accorder des crédits à Moscou s'il lui était donné de former un gouvernement. Un gouvernement travailliste, écrivait-il «prendrait des mesures immédiates et consulterait directement Moscou afin de mettre sur pied des échanges commerciaux avec la Russie». Officiellement, en effet, celle-ci pouvait bénéficier d'avances accordées dans le cadre des «British Export Credit Schemes», au même titre que l'Autriche à laquelle la Grande-Bretagne venait justement de prêter une forte somme d'argent. Dans une brochure publiée en novembre 1923, Arthur Ponsonby (qui devint sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères dans le gouvernement MacDonald) établit le principe d'une liaison absolue entre la reconnaissance du gouvernement soviétique et l'attribution de crédits<sup>102</sup>: c'était exactement ce que Rakovski demandait depuis son arrivée à Londres. Ses efforts venaient d'être couronnés de succès, car il avait contribué à convaincre ses partenaires de la signification politique et morale, ainsi que de l'importance matérielle que cela avait pour son pays.

Dans un article écrit à la fin du mois d'octobre sur l'avenir économique de l'Union soviétique, Christian Gueorguevitch avait habilement lié le problème de la reconnaissance officielle de son gouvernement avec celui des crédits et des dettes. Il avait montré que la crise économique à laquelle se trouvait confronté «le gouvernement ouvrier et paysan» était essentiellement une crise des prix, qui présentait une série de problèmes complexes. Comme Lénine l'avait fait avant lui (et comme cela allait devenir si rare par la suite), il admit en toute franchise que les raisons de la récession actuelle résidaient en partie dans le manque d'efficacité et de compétence de l'administration soviétique: «Nous n'avons pas encore réussi, disait-il, à bien organiser notre appareil économique et le contrôle de notre industrie. Nos organes financiers et administratifs ont besoin d'être réorganisés de fond en comble... Les prix de nos marchandises portent encore la marque d'un système administratif beaucoup trop pesant<sup>103</sup>.»

A la tête de la plus riche et de la plus industrialisée des républiques soviétiques, Rakovski s'était parfaitement rendu compte de la gravité de la situation: aussi fit-il pour le public anglais une analyse sans complaisance de l'état de l'économie soviétique. Alors qu'il avait soutenu

jusqu'à la veille de la conférence de Gênes que le peuple soviétique ne devait compter que sur lui-même pour restaurer son économie délabrée, le pessimisme du tableau qu'il présentait aujourd'hui devait servir à montrer l'utilité, et même la nécessité d'une aide financière et technique des pays industrialisés d'Europe occidentale, et plus particulièrement de l'Angleterre. A ses yeux, le facteur le plus préjudiciable à l'économie de l'U.R.S.S. était l'absence de fonds de roulement suffisamment importants pour pouvoir circuler selon les besoins particuliers des diverses entreprises de l'Etat; en ce qui concerne la paysannerie, le problème le plus grave était le fait qu'elle ne pouvait emprunter et disposer de capitaux; quant à l'Etat, ses difficultés résidaient aussi dans le fait qu'il lui était impossible de trouver des capitaux à l'étranger en raison de sa structure économique et politique. La conséquence inévitable était que, ne possédant pas de capital, l'industrie était obligée de vendre cher; ne pouvant bénéficier de prêts, l'Etat se voyait contraint d'augmenter les impôts; ne pouvant escompter de crédits, le paysan était obligé de réduire ses achats au strict minimum, ce qui, finalement, condamnait en partie l'industrie soviétique qui ne disposait que du marché intérieur. De son côté, le gouvernement soviétique était dans l'impossibilité d'acheter à l'étranger les biens et les machines qui lui étaient indispensables, tandis que la Grande-Bretagne se trouvait confrontée en permanence aux dangers du chômage et de l'asphyxie économique<sup>104</sup>. La conclusion du représentant soviétique était logique, même si elle n'avait pas le privilège de la nouveauté: les deux pays avaient des intérêts complémentaires, et il serait aussi avantageux pour l'un que pour l'autre de régler, dans les meilleurs délais, les problèmes en suspens.

A Londres, certains journalistes influents et de nombreux hommes politiques firent leur possible pour aider personnellement Rakovski dans la mission qui lui avait été confiée par son gouvernement. Malgré d'importantes réserves sur le plan idéologique, ceux qui étaient situés le plus à gauche considéraient les bolcheviks comme des camarades de combat; surtout, plusieurs d'entre eux avaient connu Rakovski avant la guerre au temps des congrès de la II<sup>e</sup> Internationale, et savaient qu'il avait participé de près aux mouvements socialistes de presque toute l'Europe. Le connaissant depuis longtemps, ils appréciaient la force de ses convictions, son expérience, mais aussi son abord facile et ce côté chaleureux et souriant qui lui était propre. C'est ainsi que les rédacteurs en chef des périodiques les plus importants de la «gauche» britannique (J. L. Garvin de *l'Observer*<sup>105</sup>, N. H. Brailsford du *New Leader*<sup>106</sup>, ou E. D. Morel de *Foreign Affairs*<sup>107</sup>) mirent régulièrement leurs colonnes à sa disposition et l'introduisirent auprès des dirigeants politiques avec lesquels ils étaient en con-

tact. Le 23 octobre 1923, J. L. Garvin écrivait ainsi à Christian Gueorguevitch: «You may rely on me firmly and always to do all in my power to promote good relations between our peoples. There will never be a happier and safer Europe till they agree<sup>108</sup>.» C'est E. D. Morel qui permit à Rakovski d'entrer en relations avec l'intelligentsia travailliste: Charles Trevelyan, les Webbs, Arthur Ponsonby, Lady Paget et bien d'autres, qui furent d'une extrême utilité au représentant soviétique. Ils ne tardèrent pas en effet à écrire articles, préfaces, livres ou brochures dans lesquels ils proposaient des solutions pratiques pour améliorer les relations anglo-soviétique. En novembre 1923, par exemple, Brailsford écrivit une préface à la brochure de W. P. Coates (le fondateur du «Hands Off Russia Committee») pour montrer que les relations entre Londres et Moscou ne progresseraient sérieusement que lorsqu'un négociateur anglais s'assiérait à côté de l'envoyé de la Russie nouvelle pour examiner «dans un esprit créateur» quelle était la meilleure solution pour accroître les ressources d'un pays grâce à l'aide de l'autre<sup>109</sup>. A son avis, un tel résultat ne pouvait être obtenu que lorsque ce but «très positif» animerait les deux parties en présence: alors, le «marasme des réclamations financières et des contre-réclamations deviendrait relativement peu important et trouverait sa solution comme un point de détail dans un ensemble beaucoup plus vaste»<sup>110</sup>.

Le 20 décembre, Brailsford vint voir Rakovski pour lui parler en toute franchise des problèmes qui jetaient une ombre sur le gouvernement des bolcheviks, sur leurs méthodes autant que sur leurs desseins. Il lui parla de la mauvaise impression que les persécutions religieuses faisaient sur des dirigeants travaillistes comme Clynes, qui étaient croyants. Il souligna le fait que, parmi les événements qui avaient le plus nui à la réputation du premier Etat ouvrier figuraient en premier lieu l'invasion de la Géorgie par l'Armée rouge et les persécutions des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. A la veille de la conférence de Gênes, MacDonald lui-même avait écrit une note d'introduction à deux documents sur la question géorgienne publiés dans la *Socialist Review*. Il y déclarait avec force: «C'est le devoir des gouvernements européens qui veulent entamer des négociations avec le gouvernement de Moscou de voir que la pression exercée sur le Caucase n'augmente pas lorsque la Russie ne vivra plus sous la menace d'une attaque. Notre gouvernement aura manqué à son devoir s'il ne cherche pas à obtenir un accord général avec Moscou, s'il n'exige pas que la libération des peuples du Caucase des armées moscovites soit incluse dans cet accord<sup>111</sup>.»

En 1922, la conférence annuelle du parti travailliste n'avait pas manqué de critiquer «la façon sévère et injuste dont le gouvernement de Russie

traite les socialistes-révolutionnaires qu'il a emprisonnés»<sup>112</sup>. De même, dès que le gouvernement MacDonald aura été constitué en janvier 1924, Tom Shaw sera spécialement chargé par le «comité administratif» du parti travailliste et de l'Internationale socialiste de discuter avec Rakovski du traitement des socialistes en Russie: si les socialistes continentaux (en particulier les Français) étaient encore plus sensibilisés à cette question que les travaillistes anglais, il reste que tous les hommes de gauche croyaient profondément au pouvoir des mots, à la magie du contact direct et des discussions qui pouvaient contribuer à aplanir les difficultés qui opposent les hommes entre eux. Ceci était démontré presque quotidiennement à Londres par les visites que l'on rendait à Rakovski et par les conférences que multipliaient les dirigeants travaillistes. La péroraison du discours-programme que MacDonald prononça le 19 janvier 1924 à l'Albert Hall en faveur de la reconnaissance du gouvernement soviétique est caractéristique de cette volonté: «Je veux des négociations commerciales, déclara le leader travailliste, je veux des négociations politiques. Je veux un accord des côtes du Japon aux côtes de l'Irlande. Si je dois protester contre ce qui se passe en Afghanistan . . . comment pourrais-je le faire si je ne dispose pas de filières qui transmettront ma proposition. Si je dis à cet homme, si je dis à n'importe quel pays étranger: 'Nous allons traiter directement avec vous', comment cela pourrait-il se faire s'il me faut dans son dos murmurer à un tiers d'aller dire à quelqu'un d'aller dire à quelqu'un d'aller dire à quelqu'un d'aller le dire à Moscou<sup>113</sup>?»

Une telle déclaration de principe ne pouvait qu'être bien accueillie par les bolcheviks, qui avaient déclaré avec fierté lors du II<sup>e</sup> Congrès panrusse des soviets paysans et ouvriers en novembre 1917: «Le gouvernement abolit la diplomatie secrète et proclame qu'il a fermement l'intention de conduire toutes les négociations ouvertement et devant le peuple entier<sup>114</sup>.» Après 1922 et l'introduction de la N.E.P. en politique étrangère (pour reprendre l'expression de E. H. Carr), le problème de la diplomatie officielle incarnée par Tchitchérine fut de prouver qu'elle n'avait aucune part dans les activités du Komintern que dirigeait Zinoviev. On sut même dans les milieux bien informés d'Europe occidentale que le commissaire aux Affaires étrangères accusait parfois les dirigeants du Komintern de nuire aux intérêts de l'U.R.S.S., en particulier lorsque des mouvements subversifs ostensiblement dirigés de Moscou venaient réduire à néant le travail patient et laborieux de la diplomatie soviétique. A Londres en 1924, comme à Paris l'année suivante, Rakovski exigea de son gouvernement de ne pas être mêlé aux agissements du Komintern afin de ne pas nuire à sa mission diplomatique; il n'en restait pas moins un membre fondateur de cet organisme révolutionnaire et un membre actif

du conseil de rédaction du périodique *L'Internationale communiste*, dans lequel il continuait à publier. A cette époque, cependant, les deux réseaux – diplomatie et Komintern – menaient de plus en plus rarement des actions concertées, alors qu'en 1921 Kamenev avait été expulsé d'Angleterre pour n'avoir su se contenter de son rôle de négociateur.

1924 allait être une année faste pour la diplomatie soviétique, qui avait vu tant de difficultés s'accumuler en 1923. La nouvelle année fut en effet marquée en France comme en Grande-Bretagne par des renversements de majorité et par la venue au pouvoir d'interlocuteurs qui ne demandaient qu'à s'entendre avec les bolcheviks, pourvu que ceux-ci acceptent de mettre en pratique les règles de coopération loyale qu'ils avaient été les premiers à rappeler.

Le 21 janvier 1924, le gouvernement conservateur de Stanley Baldwin était obligé de démissionner après un vote défavorable de la Chambre des communes. Les nouvelles élections donnèrent cent cinquante-huit sièges aux libéraux, deux cent cinquante-huit sièges aux conservateurs et cent quatre vingt-onze sièges aux travaillistes, ce qui permit aux premiers de déterminer l'orientation du nouveau gouvernement. Les libéraux décidèrent d'appuyer un gouvernement travailliste – le premier dans l'histoire britannique – «au moins pour quelques mois, puisqu'il n'y [avait] pas d'autre alternative pour le moment». Seulement, ils firent comprendre aux travaillistes que c'était leur devoir de «se conduire correctement»<sup>115</sup>. Ceux-ci comprirent parfaitement ce que cette injonction pouvait signifier pour l'avenir de leur gouvernement et pour celui des relations anglo-soviétiques. Certes, les libéraux avaient été les premiers à montrer qu'un rapprochement entre Londres et Moscou serait profitable aux deux pays. Ils avaient cependant été quelque peu «échaudés» par les méthodes que pouvaient employer les bolcheviks, et Lloyd George n'avait jamais oublié sa déconvenue de la conférence de Gênes.

Une semaine après son investiture, le 1<sup>er</sup> février 1924, MacDonald envoya un «mot personnel» à Tchitchérine pour lui exprimer la chaleur de ses sentiments à l'égard de l'U.R.S.S. Il jugea utile de faire ce geste, car, écrivait-il, «les communications officielles peuvent paraître froides et sans vie, laissant forcément inexprimées les opinions qui les motivent»<sup>116</sup>. Le commissaire soviétique répondit immédiatement pour le féliciter et pour lui dire le plaisir qu'il avait de pouvoir le considérer comme «un allié» sur lequel il pourrait compter à l'avenir. Il déclara dans sa réponse avec un enthousiasme dicté par les circonstances mais teinté d'humour: «Lorsque j'ai appris le résultat des élections, ma première pensée fut: si seulement nous pouvions œuvrer avec le parti travailliste anglais dans le sens d'un règlement universel! . . . Une grande responsabilité devant

l'histoire nous incombe à tous deux . . . Nous avons là une occasion unique . . . 'L'éléphant et la baleine' travaillant ensemble pour la paix universelle, quel spectacle<sup>117</sup>!» Tchitchérine s'accordait à penser avec MacDonald que «la confiance personnelle et les contacts directs sans le carcan des procédures officielles [seraient] d'une aide considérable dans la tâche immense» qui les attendait. Le commissaire soviétique notait aussi avec satisfaction qu'il pouvait compter dans ses relations avec le Premier britannique sur «leur ami commun Rakovski», en qui il se plaisait à reconnaître un des diplomates soviétiques les plus expérimentés et les plus éminents.

Alors que Krassine s'était surtout mis en relations avec les milieux d'affaires de la «City», dans l'espoir de traiter directement avec eux et d'organiser sur le plan pratique les relations commerciales entre Londres et Moscou<sup>118</sup>, Christian Gueorguevitch estimait que l'aspect politique du problème était essentiel, et que les liens économiques n'auraient d'avenir que lorsque les difficultés politiques seraient aplanies, ou tout au moins momentanément écartées. Nous venons de voir qu'il avait su établir à cette fin des contacts précieux avec les principaux dirigeants travaillistes et avec l'intelligentsia «progressiste». Ainsi, trois jours après le discours-programme que MacDonald avait prononcé à l'Albert Hall, en partie pour préciser son attitude à l'égard de l'U.R.S.S., Rakovski lui avait écrit personnellement pour le remercier. Il lui avait exprimé en particulier sa joie de voir que les travaillistes désiraient sincèrement «faire de la confiance et de l'égalité réciproques la base des relations entre leur pays et la Russie»<sup>119</sup>. Ce mot d'égalité était fondamental pour Rakovski: il signifiait pour lui que si les leaders d'un parti politique qui pouvait être appelé au pouvoir considéraient dès à présent que les autorités de Moscou étaient leurs égales, ils ne pourraient pas leur refuser par la suite «une reconnaissance immédiate et inconditionnelle». D'ailleurs, précisait-il encore dans sa lettre, seule une telle forme de reconnaissance pourrait avoir «cette vaste signification politique qui doit sanctifier une nouvelle page de l'histoire de nos deux pays». Pour prouver la bonne volonté des bolcheviks, Christian Gueorguevitch avançait une idée qui, deux mois auparavant, aurait exaspéré Lord Curzon autant que le chef du Northern Department du Foreign Office: un marchandage. Il donna en effet à son allié socialiste «l'assurance formelle» que, si son gouvernement faisait confiance aux Soviétiques, ceux-ci en retour «répondraient par un acte de confiance».

Rakovski déduisait donc d'un mot qu'il employait à dessein des conséquences qui devaient être importantes pour ce premier Etat ouvrier et paysan dont il défendait les intérêts, non sans ambiguïté d'ailleurs, au

nom du socialisme international. Il avait plusieurs fois répété par le passé qu'il était très difficile sinon impossible pour les diplomates de ce pays nouveau de s'entendre avec les gouvernements bourgeois, puisque les principes politiques, économiques et moraux qui justifiaient les deux systèmes étaient fondamentalement opposés. Maintenant, il considérait au contraire que l'U.R.S.S. devait tirer profit au maximum des contacts qu'elle avait réussi à établir avec l'Occident, en faisant prévaloir au moins momentanément un climat de confiance. C'est dans ce sens que Christian Gueorguevitch aborda dans sa lettre à MacDonald la question qui avait envenimé les relations anglo-soviétiques à la veille de son arrivée à Londres: celle de l'Afghanistan. Comme il avait essayé de le faire au préalable, au cours de la longue conversation qu'il avait eue le 9 janvier avec Brailsford, Rakovski chercha à montrer à MacDonald que les suspicions que Londres entretenait à ce sujet n'étaient «absolument pas fondées». Seulement, le premier Etat ouvrier ne pouvait se détourner des intérêts permanents de la Russie dans cette partie du monde, et il fallait chercher l'origine de l'ultimatum de Curzon «dans les relations qui existaient entre l'Afghanistan et la Grande-Bretagne bien avant que les Soviétiques n'arrivent au pouvoir». Mettant en avant le désir d'apaisement de son gouvernement, Rakovski eut alors l'habileté de proposer à MacDonald ce que Curzon venait de repousser comme «inadmissible»: la méditation russe dans le conflit anglo-afghan. Christian Gueorguevitch estimait en effet qu'une telle proposition montrerait clairement que Moscou ne cherchait pas à aggraver le conflit, mais qu'elle souhaitait reprendre son rôle de capitale diplomatique en s'élevant au-dessus des passions pour devenir un arbitre impartial<sup>120</sup>.

Dans sa réponse du 12 janvier, le leader travailliste eut la prudence de ne reparler de cette question que dans des termes très généraux, en précisant que la position respective des deux pays «dans les endroits où leurs intérêts pouvaient quelque peu se heurter, comme en Asie, devrait faire l'objet de conversations et d'accords». Seulement, il valait mieux que cela «prît la forme d'un accord tacite plutôt que d'un document scellé et signé». Visiblement, il existait à ses yeux des sujets beaucoup plus importants qui devaient être réglés en premier lieu. L'essentiel était d'indiquer clairement, comme il le fit au début de sa lettre, que la reconnaissance du gouvernement soviétique serait examinée «en elle-même», indépendamment de toute autre considération. Il pensait en effet que ce serait «une grave erreur de mêler des discussions économiques à la question de savoir si oui ou non nous reconnaissons la Russie»: la reconnaissance serait donc inconditionnelle, comme Rakovski le demandait depuis le début de ses discussions avec les travaillistes. Dans ces conditions,

disait MacDonald, le gouvernement soviétique pourrait nous donner en retour certaines assurances. Il pourrait en particulier faire savoir publiquement qu'il reconnaît les dettes que le gouvernement tsariste a contractées envers les porteurs privés (comme Christian Gueorguevitch l'avait lui-même suggéré dans une lettre à MacDonald): il pourrait aussi faire savoir qu'il est prêt à «nommer sans délai un comité habilité à traiter le problème des dettes et à faire des recommandations aux gouvernements respectifs sur la façon dont les réclamations qui seraient admises pourraient être payées»<sup>121</sup>.

MacDonald s'était rapidement familiarisé avec ces dossiers au fil des conversations qu'il avait eues avec l'ancien conseiller de Lloyd George pour les affaires soviétiques, E. F. Wise, et avec son ami travailliste E. C. Grenfell. Les deux hommes lui avaient recommandé de faire admettre au gouvernement soviétique la nécessité de distinguer les sommes dues aux personnes privées des sommes dues à l'Etat, et de mentionner certains points importants sur lesquels les deux gouvernements n'avaient pu se mettre d'accord, comme celui concernant les eaux territoriales. C'est ce que fit MacDonald dans la lettre qu'il envoya le 12 janvier à Rakovski. Dans le même temps, celui que Trotski appelait un «menchevik chrétien» voulut montrer au représentant soviétique qu'il savait voir au-delà des problèmes matériels qu'il venait de souligner, et qu'il attachait la plus grande importance à la personnalité des négociateurs et à l'idéal qui devait les guider en tant que socialistes. Il terminait sa lettre en disant avec conviction, en écho à la proclamation du II<sup>e</sup> Congrès panrusse de novembre 1917: «Je voudrais apporter à la diplomatie ce sens de la loyauté morale qui anime l'honnête homme dans sa conduite de chaque jour. Je voudrais sentir que nous nous comprenons réciproquement et que nous nous respectons vous et moi au point que, malgré les différences de nos points de vue, nous puissions collaborer dans le but de promouvoir non seulement des intérêts communs, mais ce qui est plus noble et plus important en un sens, la plus vaste coopération internationale»<sup>122</sup>.

Si MacDonald insistait tant sur la loyauté dont devaient faire preuve les deux partenaires, c'est qu'il n'arrivait pas à faire taire en lui un sentiment tenace de méfiance à l'égard des bolcheviks. Certes, il pouvait se contenter pour le moment des assurances verbales que Rakovski avait données à ses «camarades travaillistes» au sujet du traitement des socialistes-révolutionnaires ou des minorités ethniques à l'intérieur de l'U.R.S.S. Ceci ne l'empêchait pas de penser qu'il allait peut-être s'engager trop vite et trop loin en reconnaissant le gouvernement soviétique sans poser une seule condition préalable. Comme nous le montre sa lettre du 3 janvier à

Grenfell, MacDonald aurait voulu savoir plus précisément dans quelle voie il s'engageait, et si les avantages économiques censés découler d'une reconnaissance immédiate et inconditionnelle pouvaient être tellement importants. En tant que chef de parti, il savait que si la reconnaissance «n'était pas suivie par la solution des problèmes en suspens, cela aurait des conséquences tragiques pour le gouvernement travailliste». Aussi s'était-il renseigné auprès de Grenfell et de Rakovski sur la façon dont Moscou comptait utiliser les crédits qui seraient éventuellement accordés par la Grande-Bretagne: sous forme de concessions mixtes (de forêts, de pétrole, de minerais . . .) ou bien de capitaux d'investissement (dans les chemins de fer par exemple)? Il avait voulu qu'on lui dise s'il était sorti quelque chose de positif des longues négociations qui avaient eu lieu à partir de 1921 entre Krassine et le riche industriel Leslie Urquhart; si les Soviétiques croyaient pouvoir obtenir des crédits garantis par le gouvernement britannique ou bien des crédits directement offerts par la City de Londres. Il avait même pensé que le mieux serait peut-être d'envoyer Grenfell à Moscou, si Rakovski pensait qu'un tel voyage avait son utilité<sup>123</sup>.

Dans ce cas précis, Grenfell avait choisi de montrer la lettre de MacDonald à Rakovski pour qu'il comprenne bien que la reconnaissance n'était pas un fait acquis, et pour qu'il pousse son gouvernement à faire des concessions. Christian Gueorguevitch allait prouver qu'il avait une grande habitude des négociations délicates, car il sut tenir ses positions et les faire approuver sans délai par ses interlocuteurs.

A la réponse qu'il envoya le 16 janvier à MacDonald, Rakovski joignit un long mémorandum qu'il venait de demander à Moscou, et qui traitait en détail du commerce entre les deux pays, des commandes que les Soviétiques pourraient être amenés à passer en Grande-Bretagne et des concessions réservées aux étrangers en Union soviétique<sup>124</sup>. La lettre elle-même reprenait un certain nombre de points qui avaient été soulevés par le leader travailliste en personne au cours de leur correspondance. Rakovski y exprimait au nom du gouvernement soviétique le désir de mettre sur pied une commission mixte russo-britannique qui examinerait immédiatement les questions économiques ou financières en suspens. Il s'accordait à penser avec le leader travailliste que des représentants du monde de l'industrie et des finances ainsi que des délégués ouvriers seraient les bienvenus au sein de la délégation britannique qui siégerait à la commission. Seulement, ajoutait-il en reprenant mot pour mot ce que MacDonald lui avait écrit dans sa lettre du 11 janvier, ce serait «une grave erreur de mêler des discussion économiques» à la question fondamentale qui consiste à savoir «si oui ou non» un gouvernement travailliste recon-

naîtrait les autorités de Moscou sans condition préalable, puisque cette question doit être examinée «en elle-même»<sup>125</sup>. De cela ne découle pas, ajoutait Christian Gueorguevitch, que «les problèmes litigieux qui ont fait l'objet de deux conférences internationales ne sont pas importants; mais justement parce qu'ils sont très complexes et très importants pour les deux parties, il est préférable de les examiner à part, immédiatement après la reconnaissance». Le dernier argument que Rakovski utilisa dans sa lettre à MacDonald fut d'en appeler à nouveau à l'opinion publique russe, dans l'espoir qu'un tel argument convaincrait un socialiste: il rappela que l'on avait fait pression jusqu'à ce jour sur les peuples de l'Union soviétique par le biais de l'isolement politique; maintenant il s'agissait de considérer comme un égal le premier Etat ouvrier, ce qui aurait pour conséquence de faire perdre aux questions en suspens «le caractère particulièrement odieux qu'elles ont gardé pour les ouvriers et les paysans de Russie». Alors, dans un climat de «sincérité et de bonne volonté, . . . les deux plus grands commonwealths du monde» s'efforceraient «de régler leurs différends dans un esprit de concorde, et rendraient le plus grand service aux intérêts de toute l'humanité»<sup>126</sup>.

c) *La reconnaissance de jure du gouvernement soviétique et la nomination de chargés d'affaires à Londres et à Moscou (février 1924)*

Le 1<sup>er</sup> février 1924, dix jours exactement après la formation du gouvernement travailliste, R. MacDonald envoyait à Moscou en sa qualité de Premier ministre et de secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères la notification officielle de la reconnaissance par la Grande-Bretagne de l'Union soviétique<sup>127</sup>.

Malgré les avertissements du nouveau chancelier de l'Echiquier Philip Snowden, la reconnaissance était inconditionnelle. Les relations diplomatiques entre les deux pays étaient renouées, et le gouvernement soviétique était invité à envoyer des représentants plénipotentiaires à Londres pour participer à une conférence anglo-soviétique où seraient examinées les «questions en suspens». Une phrase précisait enfin que toute propagande communiste dirigée contre la Grande-Bretagne devait cesser.

Christian Gueorguevitch ne pouvait espérer meilleur résultat: son activité incessante, les relations personnelles qu'il avait su établir avec les travaillistes les plus influents, le ton à la fois ferme, résolu et conciliant qu'il avait employé n'avaient pu qu'aider MacDonald à accomplir aussi rapidement et dans des conditions aussi favorables à Moscou un geste que la plupart des grandes puissances se refusaient encore à faire. Le

4 février, ce dernier indiqua à ses collègues les motifs qui l'avaient poussé à agir vite, sans même les avoir réunis pour en délibérer. Les deux raisons qui avaient finalement prévalu dans son esprit étaient les suivantes: «il avait pensé que s'il différait cette affaire pour consulter les autres puissances, cela impliquerait un délai de trois mois; il avait appris que le congrès des représentants de l'U.R.S.S. terminait ses travaux le 2 février», et il voulait leur communiquer directement la bonne nouvelle<sup>128</sup>. En fait, MacDonald avait mis Poincaré au courant de ses intentions dès le 26 février, et celui-ci avait répondu deux jours plus tard. Dans leurs lettres, les deux hommes d'Etat constataient en des termes exclusivement négatifs que leurs positions étaient diamétralement opposées et qu'elles n'étaient pas susceptibles d'être rapprochées: le premier «souffrait de trouver tellement de points de discorde entre les deux pays»<sup>129</sup>; le second regrettait «tout aussi profondément que plusieurs questions d'importance majeure... n'aient pas été réglées»<sup>130</sup>. Pour sa part, la presse française commenta d'une manière assez détachée la reconnaissance du gouvernement soviétique par les travaillistes<sup>131</sup>. Comme on peut s'en douter, il n'en fut pas de même à Moscou où la nouvelle fut accueillie avec une satisfaction réelle.

Depuis 1921, la diplomatie soviétique s'efforçait d'établir des contacts avec les pays les plus riches et les plus industrialisés afin d'obtenir avant toute autre chose qu'un statut officiel soit accordé au gouvernement soviétique, ce qui revenait à consacrer le *statu quo*. En même temps que la nouvelle de la reconnaissance, les *Izvestiya* publièrent le 3 février le télégramme de félicitations que Rakovski venait d'envoyer à cette occasion à ses collègues du commissariat aux Affaires étrangères. Deux jours plus tard, le gouvernement soviétique décidait de remercier publiquement Christian Gueorguevitich et de montrer combien il appréciait son efficacité en faisant paraître en première page de son quotidien – les *Izvestiya* – une grande photo de lui. Il s'agissait en quelque sorte d'un pendant à l'article élogieux qu'Edmundo Pelouso avait écrit sur «Rakovski diplomate» en 1924 pour préciser l'importance de sa participation à la conférence de Gênes. Cette fois-ci, on publia une longue interview de lui dès qu'il revint à Moscou pour recevoir de nouvelles directives, à la veille de la conférence anglo-soviétique<sup>132</sup>.

Dans la lettre qu'il envoya le 1<sup>er</sup> février à Tchitchérine pour lui annoncer la reconnaissance du gouvernement soviétique en des termes plus personnels que la note préparée par les soins du Foreign Office, MacDonald insista sur un point qui lui paraissait essentiel. Il estimait qu'en politique étrangère la façon dont on exécute les instructions est un facteur qui n'a pas moins d'importance que la conception même de ces instructions.

A ses yeux, la «personnalité des représentants» que les deux gouvernements allaient échanger était un facteur «dont l'intérêt des bonnes relations dépendait presque autant que la conclusion d'accords concrets». MacDonald n'hésitait pas à rappeler au commissaire soviétique que l'opinion publique anglaise était encore «sensible», et lui demandait de veiller tout spécialement au choix du premier chargé d'affaires à Londres. Il se déclarait persuadé qu'une bonne partie des préjugés anti-soviétiques s'effaceraient d'eux-mêmes si les Soviétiques envoyaient à Londres quelqu'un «qui inspirerait immédiatement une confiance générale et qui saurait être populaire». Il demandait en conséquence à Tchitchérine de choisir le nouveau représentant soviétique «parmi les gens qui ont des liens personnels avec la Grande-Bretagne ou qui y sont connus pour des raisons autres que l'intérêt politique»<sup>133</sup>. MacDonald souhaitait-il voir à la tête de la délégation soviétique en Grande-Bretagne un technicien des échanges commerciaux que les conservateurs ne pourraient soupçonner d'activités politiques indiscretes? Il semble en tout cas qu'il n'ait pas eu la curiosité de demander au Foreign Office quelles étaient les raisons qui avaient motivé la nomination de Rakovski à l'étranger. En fait, les raisons qui poussèrent Staline à faire de Christian Gueorguevitch le premier chargé d'affaires soviétique en Grande-Bretagne et le président de la délégation soviétique à la conférence de Londres furent les mêmes que celles qui l'avaient poussé à l'«exiler» quelques mois auparavant: il était fermement décidé à maintenir aussi longtemps que possible l'oppositionnel Rakovski loin des véritables centres de décision, en dehors du parti et du comité central où il ne pouvait plus siéger en personne que rarement. Rakovski allait rapidement être surchargé de travail à Londres, et le secrétaire général pouvait se targuer de savoir utiliser au mieux les compétences des membres du parti.

d) *La conférence anglo-soviétique (14 avril – 4 août 1924)*

Les travaux de la conférence anglo-soviétique qui se réunit à Londres le 14 avril 1924 devait durer près de quatre mois<sup>134</sup>. Les difficultés que les deux délégations allaient s'efforcer de surmonter n'avaient pas varié depuis les conférences internationales de Gênes et de La Haye, mais les circonstances étaient aujourd'hui bien différentes. Le Premier ministre travailliste espérait arriver à quelque nouveau traité de Rapallo avec l'Union soviétique, car il n'était retenu ni par la France, ni par les membres de son cabinet comme Lloyd George l'avait été à Gênes. De plus, il décida en accord avec Rakovski d'avoir recours aux contacts

personnels directs dès que la conférence ne pourrait aboutir en séance officielle à un résultat satisfaisant: pour le jeune gouvernement travailliste comme pour les bolcheviks il était en effet important d'aboutir. MacDonald n'avait-il pas écrit à Rakovski, dans une lettre du 11 février, que son «désir le plus cher» était de voir la conférence arriver à un accord sur tous les points en litige? C'est aussi à l'amiable que les deux hommes fixèrent le cadre des travaux et les objectifs des réunions à venir; ce cadre, ils le souhaitaient «aussi simple et aussi souple que possible»<sup>135</sup>.

Deux commissions générales furent chargées respectivement d'examiner les problèmes politiques et les questions économiques: la commission politique eut pour mission de réviser tous les traités bilatéraux et multilatéraux en vigueur avant le 7 novembre 1917; son travail consistait essentiellement à soumettre des recommandations à la conférence en précisant quels traités devraient être renouvelés, lesquels devraient être abrogés, et quels accords pourraient être substitués à ces derniers dans le cas où cela paraîtrait souhaitable. Enfin, cette commission eut à préparer «un traité général de commerce et d'amitié», qui devait remplacer l'accord commercial de mars 1921. Pour sa part, la commission économique eut à résoudre des questions beaucoup plus délicates puisqu'il s'agissait des revendications et des contre-revendications dont nous connaissons déjà toute la complexité<sup>136</sup>.

Dans l'allocution qu'il prononça le 14 avril en réponse au discours inaugural du Premier ministre anglais, Rakovski ne se limita pas à ces problèmes de base. Il profita de la vaste publicité qui allait être faite autour de sa première déclaration pour élargir l'horizon de la conférence, selon la technique de la «diplomatie révolutionnaire» que Trotski avait inaugurée lors des négociations de Brest-Litovsk, et que Tchitchérine avait partiellement reprise à Gênes. Pourtant, si Christian Gueorguevitch sut parler «par-dessus la tête des délégués», pour employer l'expression consacrée, il eut la prudence de ne pas prendre la salle de conférence pour une tribune exclusivement politique et de se montrer finalement plus diplomate que révolutionnaire. Il déclara en français (comme c'était son habitude dans les grandes réunions internationales) que, bien que le but des conversations fût de clarifier l'état des relations entre l'Union soviétique et la Grande-Bretagne, le sens de ces entretiens «dépassait très largement les limites des deux pays»<sup>137</sup>. Il rappela que les deux gouvernements avaient adopté «comme point de départ le principe du respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats orientaux», et insista par ce biais sur la vitalité des mouvements révolutionnaires en Asie: la guerre, dit-il, «a éveillé la conscience nationale des peuples de l'Orient... et toute tentative pour obscurcir cette légitime prise de conscience est non

seulement un crime mais un acte de folie, puisqu'une telle politique est vouée à l'échec à plus ou moins long terme». Il aborda ensuite deux questions qui étaient déjà chères aux Soviétiques: celle du désarmement, qui «devait être poussé aussi loin que possible», et celle de la Société des nations, dont Christian Gueorguevitch récusait les buts et les pratiques selon les instructions qu'il avait reçues de Moscou. Il parla enfin d'un sujet qui lui tenait personnellement à cœur et auquel il s'intéressa toute sa vie: le statut de la Bessarabie. Il apprit certainement à la grande majorité des délégués qu'aux termes du traité qu'il avait lui-même signé avec le général Avarescu en mars 1918, cette ancienne province de l'empire russe aurait dû être évacuée par les forces armées roumaines, mais que cela n'avait jamais été fait.

Ce premier discours de Rakovski ne surprit vraiment MacDonald ni par ses intonations ni par les problèmes qu'il soulevait: Christian Gueorguevitch lui avait écrit dès le mois de février pour lui signaler la question bessarabienne (mais aussi celle de Galicie orientale)<sup>138</sup>, et le Premier ministre lui avait laissé «toute liberté» d'en parler<sup>139</sup>. De son côté, le Foreign Office sentit qu'il lui fallait adopter une attitude plus souple qu'à l'ordinaire, et les officiels qui étaient les plus favorables au nouveau gouvernement (comme V. A. Wellesley) estimèrent eux aussi qu'une attitude «raisonnablement tolérante et conciliatrice» ne provoquerait pas les Soviétiques, qui sauraient limiter d'eux-mêmes l'ordre du jour de la conférence aux questions qui avaient justifié sa réunion<sup>140</sup>.

Si les cercles officiels faisaient ostensiblement preuve de bonne volonté (ou de naïveté pour certains), les milieux d'affaires jugèrent utile de préciser leur position sans aucune espèce d'ambiguïté: un groupement des plus grandes banques londoniennes fit parvenir à cet effet un mémorandum au Premier ministre, à la presse et à la délégation soviétique pour indiquer quelles étaient exactement les conditions auxquelles les bolcheviks devraient souscrire pour obtenir des crédits et inspirer confiance à la City. Il fallait:

- «1. que les deux pays se mettent d'accord pour juger acceptable une formule de reconnaissance des dettes publiques et privées;
2. qu'un accord équitable prévoyant le restitution du droit de propriété privée aux étrangers soit signé;
3. qu'un code civil véritable soit mis en application, que des cours de justice soient créées, et que le caractère sacré des contrats privés soit affirmé à nouveau;
4. que le gouvernement russe garantisse définitivement qu'à l'avenir la propriété privée ne serait jamais menacée d'être confisquée par l'Etat;

5. que les banquiers, les industriels et les commerçants [de Grande-Bretagne] reçoivent la possibilité de travailler librement sans interférence des autorités gouvernementales;
6. que le gouvernement russe abandonne toute propagande contre les institutions des autres pays, et en particulier contre ceux auxquels il demande une aide financière<sup>141</sup>.»

Les banquiers londoniens estimaient nécessaire d'ajouter que, dès que ces conditions seraient remplies, «le flot des crédits recommencerait à couler». Seulement, ajoutaient-ils en conclusion, le processus serait «progressif», car «si le crédit et la confiance peuvent être détruits d'un seul coup, il faut des années pour les restaurer». Dès que la délégation soviétique eut pris connaissance du mémorandum, elle fit savoir au grand public comme aux intéressés qu'il s'agissait là d'une déclaration de guerre de la part de la City. Les Soviétiques furent d'autant plus irrités qu'ils avaient axé une part essentielle de la propagande qu'ils diffusaient dans la presse occidentale sur une série de slogans qui peuvent se résumer ainsi: les capitalistes vont se battre entre eux pour essayer d'accaparer le marché russe<sup>142</sup>. Dans le commentaire qu'il fit du mémorandum au cours d'une conférence de presse, Rakovski eut l'habileté de retourner contre les banquiers les méthodes qu'ils venaient eux-mêmes d'utiliser. Il le fit avec logique et résolution en proclamant: «Bien que le paragraphe 6 . . . présente la non-interférence mutuelle dans les affaires intérieures de chaque pays comme une des conditions principales de la restauration de la confiance, les paragraphes 3, 4 et 5 voudraient incontestablement nous forcer à renoncer aux bases mêmes de l'organisation socialiste soviétique. Le mémorandum exige le rétablissement de la propriété privée. Le mémorandum exige l'abolition du monopole du commerce extérieur. Le mémorandum exige que notre code soit transformé. Notre réponse à une telle tentative est catégorique: Jamais<sup>143</sup>!»

Comme la voie qui menait au capital privé venait de se fermer brutalement, Rakovski fit comprendre à ses interlocuteurs que son gouvernement n'accepterait jamais de signer un traité général s'il n'avait pas la certitude d'obtenir des crédits à long terme. Telle fut l'alternative autour de laquelle tournèrent les débats de la conférence. Pour essayer de faire aboutir aussi rapidement que possible les revendications qu'il formulait en séance officielle, Christian Gueorguevitch sut se faire un ami personnel du négociateur britannique qui représentait le plus souvent MacDonald, et en qui ce dernier avait la plus grande confiance: le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Arthur Ponsonby. Les deux hommes s'étaient liés d'amitié quelques mois plus tôt, lorsque Rakovski l'avait chaleureusement remercié «pour le rôle important qu'il avait joué per-

sonnellement dans le règlement prompt et satisfaisant de la question de la reconnaissance»<sup>144</sup>. De son côté, Ponsonby avait été «le premier à le féliciter» à cette occasion<sup>145</sup>, et Christian Gueorguevitch s'était alors «permis d'espérer» que son collègue anglais aurait «tout autant à cœur de travailler à établir des relations amicales entre l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne»<sup>146</sup>. L'abondance de leur correspondance, qui est comparable à celle que Rakovski aura bientôt avec Anatole de Monzie au sujet des relations franco-soviétiques, peut être prise comme symbole de l'importance que notre diplomate attachait aux relations personnelles pour faire avancer la cause de son pays d'adoption et celle du socialisme. Ainsi, à la fin du mois de mai, alors que la conférence anglo-soviétique menaçait de s'enliser dans des discussions stériles, Christian Gueorguevitch écrivit à Ponsonby en posant les problèmes de façon beaucoup plus directe qu'il ne pouvait le faire devant tous les délégués en séance officielle: «En ce qui concerne le prêt, fit-il remarquer, la délégation britannique nous renvoie à la City, mais les gens de la City veulent nous imposer de nouvelles conditions économiques et politiques que nous ne pouvons accepter . . . Pour nous, la clef de toute l'affaire est d'obtenir une *réelle assistance* du gouvernement de Sa Majesté sur la question du prêt, ou de *véritables crédits* sous une forme ou sous une autre pour soulager la Russie. Ceci pourrait justifier à nos yeux et aux yeux de l'opinion publique [russe] les sacrifices auxquels nous sommes prêts à consentir pour arriver à liquider les dettes d'avant-guerre. Je puis affirmer que la solution de ce problème faciliterait aussi la solution de la question des biens privés nationalisés. A mon avis, le succès de nos négociations sur la question des dettes d'avant-guerre et du prêt décidera du succès de toute la conférence<sup>147</sup>.»

Comme aux conférences précédentes de Gênes et de La Haye, réclamations et contre-réclamations formaient un enchevêtrement que chaque délégation se plaisait apparemment à compliquer dans l'espoir de tirer quelque parti de cette confusion. Les Anglais classaient leurs demandes en trois groupes principaux: le premier de ces groupes comprenait toutes les dettes d'Etat, certaines réclamations concernant les bons et les obligations, et les biens nationalisés, tout ceci s'élevant à 2 450 000 000 roubles-or; le second groupe comportait toutes les dettes de guerre, soit 5 373 000 000 roubles-or; le dernier représentait les intérêts de toutes les dettes réunies, soit 2 816 000 000 roubles-or. Les revendications globales de la Grande-Bretagne se chiffraient donc à 10 639 000 000 roubles-or, somme évidemment considérable pour l'époque. Les revendications soviétiques consistaient en une estimation générale de toutes les destructions, de tous les dommages que les Anglais avaient pu causer au cours de l'intervention (en particulier en Transcaucasie), auxquels venait

s'adjoindre l'or dont l'amiral Koltchak s'était emparé pendant la guerre civile. Moscou considérait que tout ceci dépassait de près de deux milliards de roubles les réclamations formulées par la Grande-Bretagne<sup>148</sup>. Ces exigences parurent tellement «fantastiques» au Foreign Office qu'un des membres de la délégation britannique nota avec exaspération dans son rapport: les bolcheviks «importent les méthodes d'un marchand de bestiaux sur son foirail dans l'enceinte de ce qui est supposé être une conférence internationale chargée d'étudier les affaires les plus graves»<sup>149</sup>.

De toutes ces difficultés, celle des biens nationalisés devait être la plus délicate à traiter. En effet, le gouvernement travailliste pouvait toujours, s'il voulait, garantir un emprunt (il s'y résolut au mois d'août pour faire aboutir la conférence); de même, les réclamations et les contre-réclamations pouvaient s'annuler; seuls les biens nationalisés impliquaient une question de principe sur laquelle les Soviétiques ne pouvaient transiger. A la veille de la conférence, Zinoviev avait donné le ton en proclamant devant le congrès des ingénieurs réuni à Leningrad: «Nous avons fait la révolution pour écraser la bourgeoisie . . . et il serait ridicule de penser que les ouvriers, après avoir accepté de faire tant de sacrifices et de verser leur sang sur tant de fronts pour défendre leurs droits, vont maintenant, au moment où ils réorganisent pacifiquement le pays, commencer à rendre les biens qui ont été justement saisis par la révolution<sup>150</sup>.»

Voyant que la diplomatie «aimable» de Rakovski ne semblait pas devoir être couronnée de succès, au moins dans l'immédiat, le gouvernement soviétique décida au mois de juillet de durcir ses positions, et de prendre beaucoup moins de précautions verbales. A l'occasion d'un article que le *Times* publia sur les activités du Komintern, Zinoviev reprit ses attaques: il taxa MacDonald d'«infamie», et l'accusa d'être à la dévotion du grand capital et des créanciers de la Russie; il l'accusa en particulier de prolonger inutilement les négociations de Londres et de «trahir» les ouvriers, puisqu'il essayait visiblement de faire fléchir le premier Etat ouvrier du monde. La réponse du prolétariat, disait Zinoviev, est symbolisée par les activités subversives du Komintern, qui s'attaque aux «nobles lords à perpétuité» et aux créanciers de la Russie, tandis que ceux-ci ne peuvent que répercuter leur haine dans la presse bourgeoise: «Laissez-les crier, concluait-il sur un air de triomphe; leurs cris et leurs hurlements sauvages sont pour nous la meilleure des satisfactions. Ils montrent que notre organisation internationale grandit, que nous sommes réellement devenus un parti communiste international qui trouvera le moyen de régler leur compte une bonne fois à tous les nantis, et qui écrasera en même temps tous ceux qui, en dépit de leur origine prolétarienne, gèrent à présent la Maison du Roi<sup>151</sup>.» C'est aussi à cette époque que Trotski

qualifia la politique de MacDonald de «menchevisme en action», et qu'il déclara dans un discours prononcé à Bakou qu'il était inutile d'espérer de MacDonald, «leader de la II<sup>e</sup> Internationale, . . . qu'il saisisse un balai et qu'il balaie tous les cafards de la monarchie»<sup>152</sup>. . . Le roi George V fut, on s'en doute, indigné à la lecture de telles déclarations: il estima qu'il était «outrageant» de constater que les «ministres de Sa Majesté puissent être l'objet de pareilles attaques», alors que la délégation soviétique qui se trouvait à Londres était traitée «avec beaucoup d'égards»<sup>153</sup>. Certes, il n'avait jamais eu la moindre illusion sur les bolcheviks: il voyait d'abord en eux les assassins de son cousin Nicolas II et de la famille impériale. C'est pourquoi il avait refusé que des représentants ayant rang d'ambassadeur soient échangés entre Londres et Moscou après la reconnaissance *de jure* du gouvernement soviétique: c'était là, disait-il, leur faire trop d'honneur, et puis il n'aurait pas à recevoir personnellement un simple chargé d'affaires ni à lui serrer la main. Après avoir lu les déclarations de Zinoviev, George V fit prévenir le nouveau Premier ministre par l'intermédiaire de son secrétaire particulier Lord Stamfordham pour lui préciser qu'il était «indécent» de supporter tant d'insolence. Dès qu'il connut la réaction du roi, MacDonald envoya à Rakovski une lettre de reproches assez sèche, dans laquelle il utilisa à dessein les arguments, et même les phrases que venait d'employer le roi, pour mieux montrer sans doute son respect pour la monarchie anglaise, et pour indiquer au représentant soviétique la mesure exacte de sa déception:

«Cher Monsieur Rakovski, écrivait-il, je me suis abstenu jusqu'à présent de vous adresser une seule protestation au sujet des attaques qui ont été si fréquemment lancées par des membres en vue du gouvernement soviétique, et par d'autres personnes, contre les ministres de Sa Majesté. . . Je note actuellement une recrudescence de vitupération de la part de M. Zinoviev, qui dépasse toutes les limites de la décence en matière de controverse politique.

Je ne peux plus longtemps m'abstenir de vous exprimer ma surprise: alors que vous-même et votre délégation êtes reçus avec déférence et courtoisie par le gouvernement de sa Majesté, un membre du Politburo se permet d'insulter vos hôtes avec la plus grande virulence. . . Ces incidents . . . ont fait naître dans toutes les classes de sujets de Sa Majesté un sentiment d'amertume<sup>154</sup>.»

MacDonald se résolut aussi à exprimer son mécontentement de façon concrète: pour faire comprendre aux Soviétiques qu'il n'acceptait ni la grossièreté de leurs récentes déclarations ni la façon dont ils se conduisaient à la conférence, il décida de ne plus assister en personne aux séances officielles, qui seraient même suspendues si besoin était. Puis il

laissa la délégation bolchevique prendre directement contact avec les porteurs de fonds d'un côté et avec les propriétaires dépossédés de l'autre, dans l'espoir que les deux parties arriveraient à se mettre d'accord sur une base purement pratique. Ceci aurait en effet dispensé les délégués britanniques à la conférence d'essayer de remplir une mission apparemment impossible: faire admettre leurs obligations aux Soviétiques . . . Au bout de quelques semaines, ces nouvelles négociations se soldèrent par un échec retentissant, qui montra parfaitement qu'il ne pouvait y avoir de compromis entre Moscou et ses créanciers privés<sup>155</sup>. Les deux délégations officielles s'efforcèrent alors de trouver un moyen pour relancer la conférence.

Il est clair que pour sa part Christian Gueorguevitch avait été pris entre l'enclume et le marteau, car il venait d'être sérieusement gêné par l'attitude que certains de ses collègues et amis avaient prise à Moscou. Proche de Trotski, il restait un partisan déterminé de l'internationalisme ouvrier et du Komintern, mais toute parole inconsidérée pouvait retarder considérablement les négociations. Sa mission relevait en effet exclusivement de la diplomatie, et Moscou avait confiance en ses dons de négociateur pour faire triompher ses revendications: jouer sur les deux tableaux – diplomatie et Komintern – lui parut alors une tactique néfaste. Après avoir imaginé diverses solutions pour régler les questions les plus délicates qui étaient abordées à la conférence, Christian Gueorguevitch proposa confidentiellement à A. Ponsonby deux solutions qui, à son avis, pourraient permettre de donner satisfaction aux cent quinze citoyens britanniques dont les biens avaient été nationalisés, et de rembourser en partie les 600 millions de roubles qu'ils réclamaient. Il pensa d'abord différencier trois sortes de revendications:

1. celles des petites gens qui avaient tout perdu: le gouvernement soviétique les rembourserait partiellement;
2. celles des personnes qui n'avaient perdu qu'une partie de leurs biens: elles pourraient obtenir certaines compensations;
3. celles enfin des principaux créanciers qui voulaient revenir en Russie: ceux-ci ne seraient pas payés.

Lorsque Ponsonby proposa alors la création d'une commission mixte d'arbitrage, Rakovski refusa catégoriquement. Il expliqua que, par sa nature, une telle commission ne pourrait s'empêcher de reprendre le principe du droit «théorique» des porteurs de bons, tandis qu'il n'était prêt à reconnaître qu'une notion de droit «pratique». Dans ce cas, le délégué britannique se sentit obligé de déclarer qu'il ne lui était pas possible de faire de distinction entre les différents créanciers de la Russie: cette distinction, estimait-il, se comprenait si l'on se plaçait du point de vue soviétique, mais elle était en fait «purement arbitraire», et il eût été

«absolument absurde» pour le gouvernement travailliste d'admettre sa validité. Pour tenter de reprendre l'avantage, Rakovski répliqua que, de toute façon, les revendications britanniques étaient très exagérées, et parla de 439 millions de roubles comme d'un chiffre qui lui semblait beaucoup plus proche de la réalité<sup>156</sup>.

Devant l'échec de cette première tentative de compromis, Rakovski proposa une seconde solution, qui avait l'avantage d'être plus simple: le gouvernement soviétique pourrait «accepter de rembourser une certaine somme d'argent qui serait répartie» par le gouvernement britannique lui-même à ceux qui ne bénéficieraient pas de concessions en Union soviétique; par ailleurs, on continuerait de négocier avec les autres créanciers: s'il était possible de régler le cas de certains d'entre eux par le biais de concessions, on enlèverait leurs noms de la liste des gens susceptibles de recevoir une compensation en argent. Quoi qu'il en soit, ajouta Rakovski, l'attitude du gouvernement soviétique serait «considérablement modifiée si un prêt lui était accordé»<sup>157</sup>. A la fin du mois de juillet, la conférence marqua un certain nombre de points: les deux délégations que le gouvernement soviétique avait à l'égard de la Grande-Bretagne tsariste, qui s'élevaient à peu près au même chiffre que les contre-reclamations soviétiques. Surtout, le gouvernement travailliste en vint à examiner sous l'influence déterminante de Ponsonby le moyen qui lui permettrait de garantir officiellement un emprunt russe. Le sous-secrétaire d'Etat britannique comprenait en effet fort bien (et Rakovski sut l'aider en ce sens) que les Soviétiques n'étaient pas en mesure de rembourser les énormes dettes dont ils avaient «hérité» de leurs prédécesseurs «si la machine russe n'était pas relancée par une aide financière apportée de l'extérieur»; il était aussi parfaitement évident depuis la publication du mémorandum des banquiers londoniens que cette aide ne viendrait pas «si l'Etat n'intervenait pas»<sup>158</sup>. Finalement, malgré leurs préventions anciennes et récentes, MacDonald et Philip Snowden pensèrent qu'un prêt de 30 millions de livres sterling pourrait être garanti par l'Etat<sup>159</sup>. Il servirait d'un côté à payer les premiers remboursements des nombreuses obligations se mirent d'accord pour annuler les dettes de guerre du gouvernement britannique, et de l'autre à financer des commandes de machines agricoles, de bateaux, d'appareils électriques et d'instruments de précision qui devaient être passées à l'intérieur du Royaume-Uni. A ce sujet, la délégation soviétique s'engagea à ne pas dépenser moins des deux tiers de l'emprunt en Grande-Bretagne<sup>160</sup>.

Ainsi le gouvernement travailliste proposa-t-il une solution «généreuse» à l'Union soviétique, même s'il ne jugea pas nécessaire (ou possible) de lui accorder les facilités commerciales ou les crédits à l'exportation

qu'il aurait offerts à un pays doté d'un système politique comparable. Il est bien évident que MacDonald avait attendu aussi longtemps que possible et qu'il avait abattu toutes les cartes dont il pouvait disposer, avant d'engager la responsabilité de son gouvernement sur une affaire aussi délicate qu'un prêt aux bolcheviks. L'offre de prêt était donc venue, après quatre mois de négociations ardues: elle allait tout à fait dans le sens des instructions que le Premier ministre avait données à la délégation britannique: «to give the Russians plenty of rope», c'est-à-dire laisser aux Russes la bride sur le cou<sup>161</sup>. Et puis, MacDonald avait promis à l'opposition de faire une déclaration officielle sur la question russe avant la mi-août, date des vacances parlementaires<sup>162</sup>. Comme le jeune gouvernement travailliste ne pouvait s'offrir le luxe d'un échec dans les premières négociations qu'il entreprenait, on pensa généralement à la fin du mois de juillet qu'un accord interviendrait à brève échéance. Il faillit n'en rien être.

Après une séance tumultueuse qui se poursuivit tard dans la nuit du 4 au 5 août, des bruits alarmants circulèrent et une note officieuse parla même de «rupture» des négociations. Dès que la nouvelle fut connue, un groupe de parlementaires travaillistes offrit de servir d'intermédiaire entre les deux délégations pour les aider à trouver un compromis raisonnable. Rakovski fut personnellement invité dans la matinée du 5 août par le comité du parti travailliste, qui lui demanda de venir lui exposer sans détour la position du gouvernement soviétique. Lansbury, Morel, Purcell et quelques autres l'accompagnèrent ensuite dans le bureau d'Arthur Ponsonby à la Chambre des communes, où les conversations reprirent immédiatement<sup>163</sup>.

En l'occurrence, l'aide des amis que Christian Gueorguevitch avait su se faire dès son arrivée à Londres fut décisive: ceux-ci ne voulaient pas croire, en effet, qu'il fût impossible de trouver un compromis satisfaisant pour les deux parties. Certes, ils savaient que les travaux de la conférence n'avaient progressé que lentement, mais ils estimaient que les deux délégations avaient fait les concessions nécessaires pour pouvoir parvenir à un compromis<sup>164</sup>. Comme le rappela un des négociateurs britanniques, chaque formulation critiquée par les Soviétiques fut «corrigée avec ingéniosité et avec non moins de patience». Les traités politiques avaient été révisés de façon satisfaisante; le traité de commerce était prêt; finalement, le règlement de tous les différends n'avait buté que sur une seule question: celle des biens nationalisés, qui avait toujours été la pomme de discorde. Il est vrai que Rakovski avait déclaré que son gouvernement était prêt à faire certaines exceptions au décret sur les nationalisations; seulement, il voulait rester entièrement libre de regrouper les

propriétaires dépossédés en différentes catégories; or nous savons que c'est là précisément ce que Ponsonby avait toujours refusé à Rakovski. Comme ce dernier continuait à insister sur ce point décisif, le sous-secrétaire d'Etat anglais rédigea un certain nombre de nouvelles formulations qui donnaient partiellement raison aux Soviétiques. Christian Gueorguevitch finit par en accepter une, car elle laissait toute liberté de manœuvre à son gouvernement pour rembourser ou non les anciens propriétaires selon la catégorie dans laquelle il les classerait<sup>165</sup>. . .

La conférence sembla donc se terminer sur un succès aussi complet qu'inespéré pour les Soviétiques. On peut saisir la mesure exacte des concessions auxquelles les travaillistes avaient consenti dans le ton de la lettre personnelle que Ponsonby avait envoyé le 30 juillet à Rakovski, au moment où MacDonald avait cédé sur un point capital en garantissant un nouvel emprunt russe: «Puis-je insister auprès de vous, écrivait Ponsonby, sur l'importance de la concession qui vient d'être faite par le Cabinet . . . Je vous conjure en conséquence de faire tout votre possible pour amener votre gouvernement à profiter de ce moment propice, qui ne se retrouvera pas pendant des années, et de le convaincre qu'il lui faut consentir à un accord qui à mon avis aidera non seulement à promouvoir un esprit de coopération entre nos deux pays, mais qui sera une contribution substantielle au rétablissement de l'Europe<sup>166</sup>.»

Il serait toutefois inexact de conclure que seuls les Britanniques avaient cédé du terrain au cours de la conférence. Christian Gueorguevitch avait apprécié l'esprit d'apaisement qui animait le gouvernement travailliste tout autant que les mesures que celui-ci avait prises en faveur de l'U.R.S.S., et il se résolut à défendre à Moscou certains points sur lesquels ses interlocuteurs avaient tout spécialement insisté. Au cours des discussions qu'il avait eues avec Ponsonby au sujet du traité de commerce, Rakovski avait buté sur une difficulté majeure: celle du statut de la compagnie de commerce soviétique qui avait ses bureaux à Londres. Les problèmes soulevés concernaient l'extraterritorialité de la compagnie et les exportations détaxées. Pour les résoudre, Christian Gueorguevitch avait proposé au Politburo de supprimer cette compagnie telle qu'elle existait et de la remplacer par des compagnies anonymes qui ne dépendraient pas du commissariat soviétique au Commerce extérieur. Il s'était alors heurté à Krassine qui, en sa qualité de commissaire au Commerce extérieur et de fondateur de la compagnie de commerce (qu'il avait créée en 1921 après la signature de l'accord anglo-russe) ne pouvait approuver pareille solution<sup>167</sup>. Krassine la considéra comme une attaque directe du monopole du commerce extérieur dont il était le plus chaud partisan<sup>168</sup>, et écrivit dans ce sens au Narkomindel: «Nous devons combattre avec la plus grande énergie cette déviation

libre-échangiste de Rakovski... qui ne veut pas comprendre que la création à l'étranger d'innombrables compagnies de commerce indépendantes, fonctionnant sur la base de codes [civils] étrangers, reviendrait en réalité à anéantir le contrôle de notre commerce extérieur et à abolir son monopole<sup>169</sup>.»

Krassine estimait aussi que Rakovski avait proposé au Politburo de faire beaucoup trop de concessions sur le plan des dettes. Dans une lettre à sa femme datée du 24 juillet, il déclara même qu'il ne voyait pas très bien comment Christian Gueorguevitch allait se débrouiller «pour faire concorder ce qu'il avait promis avec ce que Moscou pouvait concéder»<sup>170</sup>. En fait, si Rakovski ne réussit pas à convaincre les membres du Politburo de donner satisfaction aux Anglais au sujet de la compagnie de commerce, il finit par obtenir qu'ils reconnaissent certaines obligations, ne serait-ce que pour redonner confiance aux financiers de la City. C'est ainsi que lorsque MacDonald signa officiellement le 8 août les traités anglo-soviétiques, les dirigeants bolcheviks avaient accepté de payer les dettes du gouvernement tsariste qui dataient d'avant-guerre, «dans la mesure où elles se trouvaient déjà entre les mains de ressortissants britanniques avant l'accord commercial de mars 1921». Finalement, le gouvernement soviétique 1° refusait de rembourser les emprunts intérieurs du gouvernement tsariste qui pouvaient se trouver en possession de citoyens britanniques, 2° mais il promettait de compenser les autres revendications qui étaient la conséquence des événements révolutionnaires (par exemple les réclamations concernant les marchandises confisquées); 3° enfin il s'engageait à conclure un accord avec les anciens propriétaires et avec le gouvernement britannique au sujet des méthodes de compensation des propriétaires dépossédés dont il considérait que les réclamations étaient justifiées<sup>171</sup>.

Moscou avait donc jugé utile de céder du terrain pour pouvoir bénéficier de l'aide financière et technique de la Grande-Bretagne. Personne ne douta que le résultat qui venait d'être obtenu était pour une bonne part l'œuvre des principaux négociateurs: Ponsonby et Rakovski. Chacun d'eux avait su convaincre aussi bien ses interlocuteurs que ses partenaires. Rakovski s'en expliqua d'ailleurs sans ambiguïté dans une interview qu'il accorda aux *Izvestiya* à l'issue de la conférence: «Je dois vous rappeler, dit-il, que tout accord entre deux pays est le résultat de quelque compromis, car un accord ne peut être signé s'il ne correspond pas aux intérêts des deux parties. Dans notre cas, cela était d'autant plus difficile que nous avions à coordonner les intérêts de deux Etats qui n'ont pas le même genre d'organisation sociale: l'une est socialiste, l'autre est capitaliste... Vous comprenez évidemment que la conclusion d'un tel accord est impensable sans concessions, mais nous avons tenu à préciser exactement

leurs limites: nous ne pouvions conclure un accord qui aurait imposé une lourde charge aux masses ouvrières et paysannes<sup>172</sup>.»

Lorsqu'il revint à Moscou au lendemain de la signature des traités, Rakovski fut reçu avec tous les honneurs et avec beaucoup d'égards. Se référant tant aux récentes négociations qu'à celles de la conférence de Gênes, les *Izvestiya* publièrent en première page un article circonstancié d'Edmundo Pelouso qui célébrait ses qualités et sa technique de diplomate, le félicitant en particulier pour ses initiatives, sa persévérance et le succès de son action<sup>173</sup>. A Londres, les manœuvres en coulisses avaient porté leurs fruits tout autant que la diplomatie officielle. Ceci décida Rakovski à pousser d'autres pays à prendre le chemin sur lequel la Grande-Bretagne venait de s'engager. Il se tourna vers la France, le pays qu'il connaissait le mieux sur tous les plans, et où le gouvernement de Poincaré semblait sur le point de perdre les faveurs d'un électorat toujours capricieux.

## 2. *Rakovski et les relations franco-soviétiques (1924)*<sup>174</sup>

### a) *Poincaré, l'Union soviétique et la France*

Dans le courant de l'année 1924, un certain nombre de pays d'Europe reconnurent *de jure* le gouvernement bolchevique sans poser, eux non plus, de conditions préalables: le 7 février ce fut le tour de l'Italie, le 13 du même mois celui de la Norvège, le 31 juillet celui de l'Autriche, le 6 août celui de l'Arabie, le 7 septembre enfin celui de la Hongrie.

Depuis près d'un an, la France et l'U.R.S.S. n'avaient même plus de contacts officiels: en février 1923, le chef de la délégation commerciale soviétique à Paris avait transféré ses bureaux à Londres en signe de protestation contre la «mauvaise volonté» du gouvernement français<sup>175</sup>. Pour sa part, Rakovski ne se faisait aucune illusion sur l'avenir des relations franco-soviétiques tant que Poincaré serait au pouvoir. Dans une interview qu'il accorda à *L'Humanité* en mai 1924, il prononça un véritable réquisitoire contre la politique de ce dernier, en qui il voyait l'ennemi le plus tenace et le plus perspicace de l'U.R.S.S., l'organisateur, le conseiller, l'ami et le défenseur de tous les mouvements hostiles au premier Etat ouvrier, des pays de la Petite Entente aux Etats-Unis d'Amérique: «Partout, dit-il, les Sovietiques se heurent aux intrigues de la diplomatie française, qui est dirigée contre eux: à Varsovie, à Bucarest, à Prague, à Belgrade et à Londres. Lorsque la politique française, qui visait à empêcher la reconnaissance de l'U.R.S.S. en Europe, fut vaincue, Poincaré trouva un allié en la personne de Wise en Amérique. La presse française

et le gouvernement français ont essayé par tous les moyens d'empêcher l'Angleterre de reconnaître l'U.R.S.S. De plus, la France a essayé de participer aux conversations anglo-soviétiques dans le seul but de transformer la conférence de Londres en une deuxième conférence de Gênes<sup>176</sup>.»

Pour les besoins de la cause, Rakovski faisait de Poincaré le champion de la croisade que Moscou pensait toujours voir se former contre l'U.R.S.S. Les Russes considéraient en effet que l'accord franco-tchèque de janvier 1924 n'était qu'un prolongement de la politique du «cordon sanitaire». Pourtant, le gouvernement français avait essayé à la même époque de tâter une nouvelle fois le terrain, en utilisant comme à la veille de la conférence de Gênes les services de Beneš pour prendre contact avec les Soviétiques. Le 3 janvier, «l'éternel intermédiaire» annonçait secrètement au représentant soviétique à Prague (Iourenev) que les efforts qu'il venait de faire en faveur d'un rapprochement franco-soviétique n'avaient pas été vains. La France, dit-il, «est prête à entamer des négociations avec la Russie, mais pose un certain nombre de conditions préalables: avant de faire un premier pas, le président du Conseil demandait à ses interlocuteurs de répondre à deux questions: 1° Etaient-ils prêts à respecter les accords internationaux? 2° Etaient-ils prêts à reconnaître en principe les dettes d'avant-guerre (environ 20 milliards de francs)? La question des modalités de paiement par l'U.R.S.S. ferait l'objet de conversations particulières. On accorderait évidemment à la Russie un long moratoire. La question des compensations des pertes subies par les citoyens français en Russie serait aussi portée à l'ordre du jour des négociations, mais Poincaré y attachait moins d'importance. Enfin, et c'était là l'essentiel, les deux premières questions devaient recevoir une réponse positive avant que ne s'engagent des négociations<sup>177</sup>.

En dépit du ton autoritaire qu'employait Poincaré, les bolcheviks pensèrent qu'il pouvait être utile de répondre. Les négociations avec le gouvernement de MacDonald se présentaient bien, et le fait que ce dernier était prêt à reconnaître sans condition le gouvernement soviétique donnait à celui-ci un avantage certain qui, au besoin, lui permettrait d'attendre plus longtemps le bon vouloir d'un gouvernement français de gauche. Dans le télégramme qu'il envoya le 11 janvier à Iourenev, Litvinov insista sur le fait qu'il n'était pas possible de répondre simplement «par oui ou par non» à des questions d'une telle importance. Comme Rakovski l'avait fait à Londres lors de sa première entrevue au Foreign Office, il fallait montrer qu'il était nécessaire de discuter ces questions, et cela devait être fait sans intermédiaires, «par des représentants directs»<sup>178</sup>.

Il y eut alors quelques échanges entre Paris et Moscou, qui dépêcha à cette occasion le directeur de la Banque d'Etat soviétique, Scheinmann.

Seulement, dès que celui-ci posa comme condition au règlement des questions financières les plus importantes la reconnaissance *de jure* de son gouvernement (comme MacDonald venait de l'accepter à Londres), Poincaré le renvoya incontinent. Selon son habitude, il déclara qu'il n'y avait pas eu de « conversations » à proprement parler et qu'il n'était pas à l'origine des propositions mentionnées par quelque intermédiaire, ce qui poussa Tchitchérine à publier deux mois plus tard le démenti suivant: « Non seulement le gouvernement soviétique n'a jamais refusé de négocier directement avec le gouvernement français<sup>179</sup>, mais il a au contraire insisté sur ce point, au moment où le ministre des Affaires étrangères d'un Etat qui maintient avec l'U.R.S.S. des relations *de facto* a officiellement demandé au gouvernement soviétique, au nom de M. Poincaré, de faire une déclaration concernant la question des dettes, des réclamations, et des traités tombés en désuétude. Le gouvernement a demandé à ce ministre de transmettre au gouvernement français une proposition de négociations directes sur ces questions et sur d'autres par le canal de représentants armés de pleins pouvoirs<sup>180</sup>. »

Poincaré resta donc sur ses positions et ne se priva pas de critiquer, sinon de condamner le gouvernement travailliste anglais pour sa « faiblesse ». Pour sa part, il n'avait voulu faire aucun geste de bonne volonté pour améliorer les relations franco-soviétiques. Certes, il avait autorisé la Croix-Rouge de l'U.R.S.S. à venir rendre visite à Marseille aux soldats russes émigrés qui désiraient revenir chez eux<sup>181</sup>, mais ce geste avait une valeur humanitaire beaucoup plus que symbolique et il remontait au mois de mai 1923. Depuis, le président du Conseil n'avait fait aucune concession aux Soviétiques, et par voie de conséquence, ceux-ci lui reprochaient son hostilité: ils accusaient le gouvernement français d'essayer de vendre les bateaux de la flotte Wrangel dont ils réclamaient la possession comme un droit. Ils lui reprochaient aussi d'avoir récemment approuvé la confiscation de marchandises soviétiques qui avaient été saisies à Marseille en mars 1921: en décembre 1923, le tribunal de la Seine avait en effet attribué ces marchandises aux anciens propriétaires, les frères Bounatian<sup>182</sup>.

Dans ces conditions, on comprend que les échanges commerciaux entre la France et l'U.R.S.S. ne se soient pas développés, faute d'une réglementation juridique reconnue par les deux pays. En fait, cette mésentente sur le plan juridique n'était qu'un symbole de la mésentente générale entre les deux pays<sup>183</sup>. En mars 1924, Poincaré prit une nouvelle mesure qui exaspéra les Soviétiques, et Rakovski plus que quiconque<sup>184</sup>: il ratifia solennellement le protocole de Paris qui attribuait la province de Bessarabie à la Roumanie, ce qui provoqua un échange de notes particulièrement acrimonieuses entre les deux capitales<sup>185</sup>.

Le président du Conseil ne laissa subsister aucun espoir de réconciliation lorsqu'il répondit le 9 avril au Sénat à l'interpellation d'Anatole de Monzie, qui lui avait posé dix «questions pratiques» sur les modalités d'une reconnaissance éventuelle par la France du gouvernement soviétique. Poincaré ne fit plus mystère à cette occasion des conversations secrètes entre ses agents et certains représentants soviétiques, mais il insista sur le fait que ceux-ci avaient une nouvelle fois repoussé en bloc les propositions que la France avait faites à Cannes, à Gênes et à La Haye. Il tint cependant à rappeler qu'il n'était pas hostile en principe à une «politique commerciale de la porte ouverte», et qu'il souhaitait que des firmes françaises obtiennent des concessions en U.R.S.S. Il constatait cependant que le monopole du commerce extérieur rendait difficiles les transactions commerciales et qu'il représentait un obstacle sérieux à toute solution de l'inévitable question des crédits<sup>186</sup>.

A partir de ce moment, les bolcheviks placèrent toutes leurs espérances dans le renversement du gouvernement du bloc national qui était pour eux l'expression même de la rancœur, de la réaction et de l'aveuglement. C'est précisément ce que Rakovski laissa entendre dans l'interview qu'il accorda à *L'Humanité* le 4 mai, à la veille des élections générales en France. Il déclara ensuite en pesant ses mots: «L'avenir des relations franco-soviétiques dépend entièrement du gouvernement français qui, apparemment, ne saisit pas l'importance qu'il y a à établir des liens amicaux avec les peuples de l'U.R.S.S., indépendamment de notre point de vue sur la question de la propriété privée.» Comme Christian Gueorguevitich avait travaillé à négocier la reconnaissance de l'Union soviétique par la Grande-Bretagne, il mit dès lors son expérience, ses connaissances et ses relations à profit pour essayer d'améliorer les conditions de la reconnaissance par la France du gouvernement qu'il représentait, et pour en rapprocher l'échéance. L'importance et le succès de ses initiatives et de son action justifient sans nul doute le jugement que E. H. Carr a porté sur lui: Rakovski fut «le plus grand des diplomates soviétiques des années vingt»<sup>187</sup>.

b) *La reconnaissance par la France du gouvernement soviétique*  
(28 octobre 1924)<sup>188</sup>

Le 11 mai 1924, les élections générales marquèrent le triomphe du parti radical-socialiste et l'arrivée prochaine au pouvoir du gouvernement d'Edouard Herriot. En matière de politique étrangère, l'idée dominante de ce dernier était de réconcilier la France avec les trois plus grandes puissances européennes – l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Union sovié-

tique<sup>189</sup> —, qui avaient toutes accumulés des griefs contre la politique sourcilieuse de Poincaré.

Avant même que son cabinet ne fût définitivement formé, Herriot prit contact avec Rakovski afin de préciser les modalités de la reconnaissance *de jure* du gouvernement soviétique. Il lui écrivit le 30 mai pour lui renouveler ses promesses et dire qu'il serait heureux de le rencontrer à Londres<sup>190</sup>. Il devait en effet y venir dans quelques semaines pour rencontrer son «collègue socialiste» Ramsay MacDonald et pour discuter avec lui du problème fort complexe de la sécurité européenne. En ce qui concerne le «premier Etat ouvrier», Herriot partageait entièrement les idées du leader travailliste: sur le plan politique, il était très dangereux de rejeter de la sphère européenne une fédération de peuples qui regroupait plus de cent dix millions d'hommes; du point de vue économique, il était absolument nuisible de maintenir arbitrairement à l'écart un territoire aussi vaste et aussi riche, à une époque où le vieux continent avait besoin de marchés et de matières premières. A la tête du parti radical, Herriot avait toujours affirmé qu'il était indispensable de nouer des liens étroits avec la «Russie nouvelle»<sup>191</sup>. Dès 1917, il avait écrit un petit livre intitulé *L'effort russe*, pour témoigner de la sympathie qu'il éprouvait pour un pays qui traversait une période particulièrement critique, mais qui n'en était que plus riche de promesses. Nous savons qu'il fit un voyage en U.R.S.S. en septembre 1922 au cours duquel il rencontra les dirigeants les plus éminents du parti bolcheviques, et parmi eux, Rakovski. S'il fut accueilli aussi chaleureusement à Moscou qu'à Khar'kov, c'est qu'on reconnaissait en lui un des partisans les plus déterminés de l'action que le Dr Nansen menait alors en Union soviétique contre la famine. L'année suivante, Herriot ne ménagea pas ses efforts, puisqu'il essaya d'instaurer une coopération entre la France et l'Etat soviétique à la conférence de Lausanne. Il serait pourtant bien faux d'en conclure que le chef du parti radical se sentait des affinités avec les méthodes essentiellement dictatoriales du bolchevisme: en fait, l'introduction de la N.E.P. l'avait convaincu (comme bien d'autres à cette époque) du fait que le communisme ne faisait que se survivre, et qu'il était devenu «une simple fiction». C'était à ses yeux une raison supplémentaire pour inscrire la reconnaissance du gouvernement soviétique à l'ordre du jour du programme radical-socialiste. Dès lors, cette question ne quitta plus l'esprit des leaders du parti<sup>192</sup>.

C'est précisément sur ce thème que se déroula la conversation qu'Herriot eut à Londres avec Rakovski dans la soirée du 22 juin 1924<sup>193</sup>. Le nouveau chef du gouvernement français indiqua à son interlocuteur que l'Union soviétique ne tarderait pas à rentrer en possession de la flotte de Wrangel, qui se trouvait sous bonne garde dans le port de Bizerte. Il

expliqua même que si le précédent gouvernement avait cherché à vendre un ou deux bateaux, ce n'était que dans l'intention de disposer d'un certain capital destiné à mieux entretenir le reste des navires. Rakovski sut apprécier le geste d'Herriot et en apprécier toutes les conséquences: il savait en particulier qu'il irriterait profondément la Roumanie, qui était restée reconnaissante à Poincaré d'avoir éloigné des rives de la mer Noire une flotte aussi importante<sup>194</sup>. Seulement, la «générosité» du nouveau chef du gouvernement français avait sa contrepartie: il ne cacha pas à son interlocuteur qu'il ne pouvait lui donner aucune assurance formelle au sujet de la reconnaissance, car celle-ci ne dépendait pas uniquement de la bonne volonté de son gouvernement. Un certain nombre d'obstacles s'opposaient à ce qu'elle fût accordée immédiatement et sans condition: «Le premier obstacle, déclara Herriot, est la promesse que nous avons faite aux Etats-Unis de ne pas donner de réponse définitive sans leur accord; le deuxième est de recevoir des garanties en faveur des porteurs de fonds russes<sup>195</sup>.» Christian Gueorguevitch tint à rassurer son interlocuteur quant à la bonne foi de son gouvernement: il certifia qu'il serait possible d'arriver à un accord financier, et proposa l'organisation d'une commission mixte de créanciers et d'anciens propriétaires français qui pourraient bénéficier de concessions en U.R.S.S.<sup>196</sup>. Les assurances que prodigua Rakovski ne furent pas vaines: elles confirmèrent les idées du chef du gouvernement français, qui avait reçu de MacDonald de précieuses informations sur le déroulement des négociations anglo-soviétiques. A la fin de la conversation, il déclara à Rakovski que si les Soviétiques acceptaient de donner les garanties nécessaires quant au remboursement des dettes que le gouvernement tsariste avait contractées avant-guerre, la France reconnaîtrait officiellement l'Union soviétique à la fin du mois de juillet ou au début du mois d'août.

En fait, d'autres obstacles vinrent repousser jusqu'à l'automne le processus de la reconnaissance. D'une part Herriot donna momentanément la priorité aux discussions du problème allemand qui devaient avoir lieu à la conférence de Londres. Il remit à plus tard l'échéance des conversations officielles avec les Soviétiques, non sans réaffirmer son intention de renouer dès que possible des «relations normales» avec la Russie, comme il le fit dans son télégramme du 15 juillet à Tchitchérine<sup>197</sup>. Le président du Conseil voulait visiblement gagner du temps, dans l'espoir de voir s'apaiser quelque peu les passions que n'avait pas manqué de soulever la rumeur d'une reconnaissance immédiate et inconditionnelle du gouvernement soviétique. Plus encore qu'en Grande-Bretagne, l'opposition de certains membres de la gauche venait renforcer en France l'hostilité traditionnelle qu'éprouvait pour le bolchevisme la droite tout entière. Ra-

kovski le savait bien, et il nota dans un article du 2 août (qui fut publié simultanément dans la *Pravda* et dans les *Izvestiya*) que, «dans son ensemble, le parti socialiste français ne mettait aucun enthousiasme à reconnaître le gouvernement du premier Etat ouvrier»<sup>198</sup>. Certes, Albert Thomas avait été le premier à féliciter son «cher ami» MacDonald «pour la rapidité et l'efficacité de la décision qu'il avait prise à l'égard du gouvernement soviétique»<sup>199</sup>; mais des socialistes comme Pierre Renaudel estimaient que «si la reconnaissance devait être accordée sans condition préalable», cela ne voulait pas dire qu'il fût interdit de «faire certaines réserves»<sup>200</sup>. De façon générale, leur attitude à l'égard des bolcheviks était dépourvue de ce caractère de confiance qui avait caractérisé les relations entre les dirigeants travaillistes et les représentants soviétiques à la veille de la reconnaissance de l'U.R.S.S. par la Grande-Bretagne. Tour en défendant le principe de la reconnaissance, Renaudel déclarait au nom du parti socialiste français qu'il n'avait «nullement l'intention d'abandonner le droit de critiquer les méthodes . . . que le gouvernement soviétique [utilisait] pour instaurer le socialisme chez lui, non plus que ses conceptions des relations internationales»<sup>201</sup>.

Renaudel n'hésitait pas à taxer les bolcheviks d'hypocrisie, en proclamant qu'il serait «plus aisé» de reconnaître leur gouvernement si leur politique de paix était «définie avec plus de clarté», si elle était «moins insidieuse et moins encline à semer la discorde». Il n'en voulait pour exemple que le cas bien connu de la Géorgie, auquel il était plus sensible encore que les socialistes anglais puisque le gouvernement menchevique qui avait été expulsé en février 1921 par l'Armée rouge était venu chercher refuge à Paris. La fourberie des bolcheviks lui paraissait d'autant plus manifeste qu'ils avaient signé le 7 mai 1920 un traité officiel avec la Géorgie aux termes duquel ils avaient reconnu à la fois le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le droit de ce pays à disposer comme il l'entendait de son indépendance. A ses yeux, le cas de la Géorgie (comme d'ailleurs celui de la Pologne en 1920) montrait à l'évidence que, lorsque certaines conditions favorables étaient requises, les bolcheviks n'hésitaient pas à envahir un pays par la force des armes afin d'y dominer politiquement.

Lorsqu'un journaliste demanda à Rakovski ce qu'il pensait des réserves que faisaient les socialistes français, il répondit qu'elles caractérisaient bien les représentants de la II<sup>e</sup> Internationale, qui étaient sans aucun doute influencés par les milieux de l'émigration russe anti-soviétique<sup>202</sup>. Il reprenait là un point de vue officiel qu'il partageait certainement, puis il s'avança sur un terrain beaucoup plus dangereux, car l'équivoque y dominait. Il déclara en effet: «La Géorgie existe toujours, elle progresse

et devient plus forte. Mais ce n'est pas une Géorgie menchevique, c'est une Géorgie soviétique. Ce changement est une question de politique intérieure qui ne concerne pas le moins du monde les gouvernements étrangers.» L'argument était évidemment des plus fallacieux, car il signifiait que tous les territoires qui avaient formé l'empire tsariste dépendaient encore *ipso facto* du gouvernement central russe, et que le sort de la Finlande, de la Pologne comme de la Géorgie n'était qu'une «question de politique intérieure». En poste à l'étranger, Rakovski se devait de défendre des options officielles qui n'étaient pas nécessairement les siennes, et cela avec beaucoup plus d'ardeur qu'il ne l'aurait fait à Moscou ou à Khar'kov. Lui qui avait soutenu avec tant d'archarnement l'indépendance administrative de républiques comme l'Ukraine et la Géorgie, lui qui avait accusé Staline de renforcer l'écart toujours croissant entre la théorie et la pratique du communisme déclarait maintenant avec une assurance qu'il affichait sans doute pour mieux se convaincre lui-même: «A l'heure actuelle, la Géorgie a un gouvernement indépendant, un gouvernement soviétique! Je répète: un gouvernement indépendant, qui est rattaché par des liens fédéraux bien définis à notre Union soviétique, comme toutes les autres républiques soviétiques. Elle peut renoncer à ces liens quand il lui plaira, comme cela est prévu dans notre constitution soviétique. Je puis vous assurer que, de nos jours, la Géorgie présente plus de caractéristiques géorgiennes sur le plan du développement de ses institutions nationales et de sa culture nationale qu'elle n'en présentait sous l'ancien gouvernement menchevique.»

De l'extérieur, Rakovski paraissait donc guidé par «cette solidarité toute militaire qui dominait les leaders bolcheviks»<sup>203</sup>. Ce n'était là qu'une apparence car, nous le savons et nous aurons l'occasion de le vérifier par la suite, Christian Gueorguevitch se refusa toujours à n'être que la simple expression de la volonté générale et des directives générales du parti, comme Sverdlov avait pu l'être au début de la révolution. Rakovski était pour sa part prisonnier d'une contradiction interne qui tirait son origine de l'ambiguïté des concepts de violence et de liberté tels qu'il les concevait. D'une part, son internationalisme lui faisait nier toute indépendance nationale absolue, puisqu'il approuvait entièrement le principe des guerres révolutionnaires que permettaient d'amener au socialisme le plus grand nombre d'hommes: n'avait-il pas aidé à bolcheviser l'Ukraine par la force des armes en 1919-1920? N'avait-il pas essayé par deux fois en 1918 puis en 1919, d'envahir la Roumanie à la tête d'une armée...? D'autre part, une fois que ces peuples étaient entrés dans le giron du bolchevisme, Rakovski revenait à la notion de liberté et défendait le principe du «centralisme démocratique», qui rejetait toute violence à l'égard des nationa-

lités. En fait, Staline et ses partisans étaient plus logiques avec eux-mêmes: ils n'oubliaient pas que les nouveaux «élus» n'étaient nullement des convertis et qu'il faudrait du temps et de l'énergie pour leur faire accepter leur nouvelle situation. Il ne s'agissait pas de les *convaincre* en s'armant de patience et d'arguments judicieux (ce que Lénine appelait la «rhétorique française» de Rakovski); il fallait *vaincre* en eux tout instinct de liberté au sens «bourgeois» du terme.

Dans la seconde partie de l'interview, Christian Gueorguevitch axa ses commentaires sur les problèmes que soulevait toute volonté de rapprochement entre la France et l'U.R.S.S. Il essaya de montrer à son interlocuteur, et à travers lui à tous les lecteurs du journal, que la reconnaissance de l'U.R.S.S. ne se limitait pas à la simple question des dettes russes et des biens nationalisés; elle avait une incidence directe sur les sujets encore plus importants, comme celui de la sécurité en Europe. Maintenant que le gouvernement français est sur le point d'évacuer la Ruhr, disait Rakovski, il ne peut que chercher à s'assurer contre «l'éventualité d'un danger militaire que pourrait lui faire courir le nationalisme allemand». La France ne trouvera qu'en Union soviétique la réponse à sa quête de sécurité, car celle-ci peut servir de contrepoids «au mouvement nationaliste qui se développe en Allemagne». Ce raisonnement montre bien les progrès que la diplomatie soviétique avait faits en peu de temps sur l'échiquier européen: en 1921, Poincaré reconnaissait officiellement le gouvernement Wrangel qui luttait encore contre les bolcheviks; trois ans plus tard, leur représentant n'hésitait pas à proposer à la France une alliance dirigée contre l'Allemagne, ce qui provoqua un vive protestation de la part de l'ambassadeur allemand à Moscou, et ce qui, d'après Tchitchérine, coûta à Rakovski son changement d'affectation de Londres à Paris, changement qu'il souhaitait maintenant de façon déclarée.

L'allusion de Rakovski à une alliance franco-russe n'était pas sans rappeler la diplomatie d'avant-guerre, et elle ne laissa pas totalement indifférents les dirigeants français: dès qu'il eut reçu des marques de bonne volonté de la part de la Grande-Bretagne, dès qu'il eut apaisé l'Allemagne par une série de mesures conciliantes, Herriot se tourna vers l'U.R.S.S. Il nomma en septembre 1924 une commission de cinq membres chargés de préparer les modalités de la reconnaissance du gouvernement soviétique. A leur tête se trouvait Anatole de Monzie, le sénateur radical qui avait interpellé Poincaré quelques mois auparavant à propos de la question russe.

Rakovski et de Monzie étaient de vieux amis: ils avaient fait connaissance en 1900, à l'époque où Christian Gueorguevitch pensait s'installer en France comme médecin généraliste et se lancer dans la vie politique

de notre pays. Il avait alors demandé à de Monzie, jeune et brillant avocat, de l'aider à acquérir la nationalité française. Malgré les efforts de celui-ci et en dépit d'une lettre de recommandation très chaleureuse de Clemenceau<sup>204</sup>, la demande avait été refusée en raison des activités «subversives» de notre révolutionnaire<sup>205</sup>. . . Quelques vingt ans plus tard, en août 1923, de Monzie avait fait un voyage en U.R.S.S. au cours duquel il avait visité Moscou et Leningrad, mais aussi des villes comme Nijni-Novgorod (l'actuelle Gorki) et Serpoukhov, ce qui l'avait fait sortir des sentiers battus<sup>206</sup>. A son retour, il avait travaillé avec plus d'ardeur que jamais à rapprocher les deux pays: il avait publié livres, brochures et articles; il avait fait des tournées de conférences; il s'était efforcé de convaincre les milieux politiques de l'intérêt qu'il y avait à entretenir de bonnes relations avec la Russie nouvelle, et il avait fait vibrer aussi bien la corde patriotique que la corde des avantages financiers<sup>207</sup>. N'avait-il pas déclaré dès 1918, dans un article intitulé «Et la Russie?», qu'il fallait avoir une opinion sur la Russie, et partant, une politique en Russie . . . L'idéal n'était-il pas «le même sur tous les champs de conflit: être le premier arrivant; avoir l'initiative des opérations»<sup>208</sup>. De Monzie estimait qu'il était du devoir de la France d'attirer à nouveau la Russie vers l'Occident et non de la repousser: en sauvant Wrangel et Pilsudski, disait-il, «nous pensions sauver la civilisation occidentale; nous ne sauvions que la Pologne»<sup>209</sup>. Il expliquait que la paix européenne était «impossible sans la Russie», et que l'entente franco-russe était aujourd'hui comme hier «une loi naturelle de l'équilibre européen». Dans ces conditions, ajoutait le sénateur du Lot, les Français doivent se décider en faveur d'un rapprochement; mais ils doivent se décider sans tarder s'ils veulent obtenir de Moscou des conditions favorables, «tant que celle-ci est faible et sans alliés». En ce qui concerne les dettes, de Monzie pensait qu'un des moyens les plus sûrs pour obtenir leur remboursement était de convaincre les Soviétiques de laisser à la France les dépôts d'or que le gouvernement tsariste avait confiés pendant la guerre aux banques franco-russes.

Voyant que les semaines passaient sans qu'Herriot prît de décision, les bolcheviks durcirent leurs positions et affichèrent une hostilité déclarée à l'égard de ce qu'ils considéraient comme le «chantage» des dettes: ils estimaient que la question des relations diplomatiques devait être séparée du problème des dettes ou qu'au moins elle ne devait pas dépendre d'une solution de ce problème<sup>210</sup>. Lorsque Rakovski écrivit à son «cher sénateur et ami» que son gouvernement était irrité par les atermoiements des autorités françaises autant que par les attaques d'une partie de la presse «bourgeoise» contre l'éventualité d'une reconnaissance immédiate et inconditionnelle, celui-ci répondit le 2 octobre 1924: «Je vous prie de penser

que je n'ai abandonné ni mes idées ni mes sympathies en acceptant la présidence de la commission chargée de préparer la reconnaissance de l'Union soviétique. Il n'est pas dans l'esprit du gouvernement Herriot de se servir de moyens dilatoires pour différer la reconnaissance que nous sommes chargés, au contraire, de définir. Je vous suis obligé de me mettre en garde contre les thèses que la polémique actuelle utilise, mais je peux vous dire . . . que notre point de vue est radicalement opposé à celui qu'ont adopté vos adversaires ou vos ennemis politiques. Il me semble important qu'il n'y ait pas de surprises, le jour de la reconnaissance, ni d'un côté ni de l'autre. Il me semble nécessaire de séparer le champ . . . dans lequel doit se situer l'acte de la reconnaissance, de celui des négociations économiques qui suivront<sup>211</sup>.»

Tout au long des quinze premiers jours d'octobre, de Monzie et Rakovski échangèrent entre Londres et Paris télégrammes, lettres et coups de téléphone, afin de se mettre d'accord sur les formes exactes que prendraient la notification de reconnaissance par la France et la réponse du gouvernement soviétique. «Pour éviter tout malentendu et tout retard», de Monzie demanda à Rakovski de venir le rencontrer soit à Douvres soit à Folkestone dans la journée du 16 octobre. Christian Gueorguevitch choisit d'aller jusqu'à Douvres pour remercier son vieil ami, car la commission extra-parlementaire que celui-ci présidait avait proposé une semaine plus tôt aux autorités françaises de reconnaître le gouvernement soviétique sans délai afin de créer des conditions favorables à un règlement ultérieur des problèmes financiers en suspens. La longue conversation que les deux négociateurs eurent à Douvres fut mise à profit par Rakovski pour obtenir trois amendements importants au texte initial de la note française de reconnaissance tel qu'il avait été élaboré par la commission:

- 1° le mot *de jure* figurait dans le texte définitif, alors que de Monzie avait d'abord estimé avec le Quai d'Orsay que cette formulation était «peut-être inutile à la précision de [leur] pensée»;
- 2° il serait notifié que la reprise des relations diplomatiques s'accompagnerait d'un échange d'ambassadeurs, et non de chargés d'affaires comme cela avait été le cas en Grande-Bretagne;
- 3° la phrase qui mentionnait nommément la question géorgienne serait modifiée: on ne parlerait plus de tierce puissance<sup>212</sup>.

Pour donner satisfaction aux Soviétiques sur ce dernier point, de Monzie s'était accroché à l'aspect purement formel des choses: si la France, comme la Grande-Bretagne, avait reconnu la Géorgie sur proposition du conseil suprême, elle n'avait jamais pris aucun engagement ni signé aucun traité avec elle; la France reconnaissait maintenant l'Union soviétique telle qu'elle était constituée, c'est-à-dire qu'elle considérait la ques-

tion géorgienne comme une affaire purement intérieure. Quant au deuxième point de ses revendications, Christian Gueorguevitch y avait beaucoup insisté, car de Monzie n'avait d'abord envisagé un échange d'ambassadeurs que lorsque les négociations entre les deux pays auraient donné des résultats satisfaisants<sup>213</sup>. Avec son expérience des négociations anglo-soviétiques, Rakovski savait combien il serait difficile de donner satisfaction aux créanciers français qui étaient beaucoup plus nombreux que les Anglais, mieux organisés, et qui avaient perdu des sommes très importantes au moment de la révolution. Surtout il savait que la majorité des dirigeants bolcheviks n'étaient pas en faveur d'une solution de compromis sur le problème des dettes, et qu'il serait obligé de promettre à ses interlocuteurs beaucoup plus que son gouvernement ne voudrait jamais accorder.

En ce qui concerne la personnalité des ambassadeurs, Rakovski avait pensé pouvoir dire à de Monzie qu'il serait probablement muté de Londres à Paris: il connaissait bien la vie politique française; il avait de nombreux amis dans notre pays; il venait d'obtenir d'importants avantages dans les modalités de la reconnaissance. Il aurait même dit à l'ambassadeur de France à Londres, le comte de Saint-Aulaire, que «son amitié avec M. de Monzie, qui remontait à vingt-cinq ans, permettrait d'arriver plus facilement à un accord»<sup>214</sup>. Pourtant, Rakovski resta encore un an à Londres avant d'être nommé ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris, cela pour deux raisons dont nous connaissons la première: le 4 novembre 1924, Tchitchérine déclara à Brockdorff-Rantzau (l'ambassadeur allemand à Moscou) que Rakovski n'avait pas été choisi «à cause de sa récente indiscretion». Nous savons que notre diplomate avait insisté dans une interview accordée aux *Izvestiya* sur «l'éventualité d'un danger militaire» que pourrait faire courir à la France le nationalisme allemand, se qui avait déchaîné les foudres de l'ambassadeur. De plus, le Politburo préférait nommer à Paris un «homme d'affaires» comme Krassine, pour bien montrer qu'il voulait donner aux relations franco-soviétiques un caractère essentiellement commercial. Quant à l'ambassade de France à Moscou, Herriot pensa qu'il pourrait «se débarrasser» de De Monzie en lui offrant ce poste<sup>215</sup>. Il trouvait en effet que le bouillant sénateur du Lot affichait ses sympathies pour l'Union soviétique avec trop d'ostentation, ce qui le rendait suspect à ses amis comme à ses ennemis; c'était même la raison pour laquelle il ne lui avait pas confié de ministère dans son gouvernement. De Monzie avait très bien compris la situation: pour parer le coup, il fit comprendre à Herriot qu'il préférait «rester à Paris pour conduire les futures négociations» entre la France et l'Union soviétique, et mit en avant le nom du rédacteur en chef du journal *Le Temps*, Jean Herbertte<sup>216</sup>.

Tout au long des échanges de vues puis des négociations qui préparèrent la voie à la reconnaissance des autorités soviétiques par le gouvernement d'Edouard Herriot, la presse française fit preuve d'un scepticisme quasi général. Au début du mois d'octobre, *Le Journal des débats* avait même proclamé: «C'est avec une candeur qui frise le cynisme . . . que le gouvernement français reconnaît l'Union soviétique, à un moment où tous les gouvernements qui ont accompli ce geste sont déçus ou dégoûtés.»

Deux jours après la reconnaissance (qui fut accordée le 28 octobre), *Le Quotidien* reproduisait les paroles de De Monzie, qui expliquait avec prudence à ses concitoyens que «l'ère des impossibilités était terminée» et que «commençait l'ère des difficultés». Le même jour, 30 octobre, *Le Figaro* prenait un ton prophétique pour rappeler aux Français que leur ambassadeur à Moscou serait désarmé, tandis que les Soviétiques pourraient dorénavant «faire de Paris le quartier général de la Troisième Internationale». C'était là une allusion transparente à la fameuse «lettre de Zinoviev», qui venait d'aider les conservateurs anglais à renverser le gouvernement travailliste de Ramsay MacDonald.

## CHAPITRE VII

### L'Union soviétique face à Locarno (octobre 1924 - novembre 1925)

#### A. LA «LETTRE DE ZINOVIEV» ET LA CHUTE DU GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE (OCTOBRE-NOVEMBRE 1924)<sup>1</sup>

Le 8 octobre 1924, le gouvernement travailliste était mis en minorité à la Chambre des communes. Le Parlement était immédiatement dissous et l'on fixait la date des élections générales qui devaient suivre au 29 octobre. Le vote défavorable de la Chambre s'explique par la méfiance grandissante que la Grande-Bretagne ressentait à l'égard du gouvernement de MacDonald, qui lui parut manquer d'expérience et de fermeté à l'occasion d'événements qui agitèrent l'opinion publique d'outre-Manche.

Dès que MacDonald eut signé avec Rakovski les traités qui définissaient avec précision les relations économiques et politiques entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, les conservateurs lancèrent une violente campagne de presse qui visait à prouver au Parlement qu'il était essentiel de voter contre leur ratification. C'est ainsi que le *Daily Telegraph* se plut à souligner «l'inutilité» de ces traités, tandis que le *Morning Post* y vit une «trahison» des intérêts britanniques. Le sujet était encore loin d'être épuisé quand il fut donné aux journalistes (conservateurs et libéraux réunis) l'occasion d'exercer leur virulence et leur causticité sur deux nouvelles affaires. Bien que dissemblables en importance, celles-ci étaient comparables quant au fond puisqu'il s'agissait, d'après les accusateurs, d'incitation à la révolte en Grande-Bretagne comme dans tout l'empire. La première de ces affaires amena la défaite des travaillistes à la Chambre; la seconde contribua pour une grande part à leur défaite dans le pays.

Le 25 juillet 1924, l'hebdomadaire du parti communiste anglais dirigé par J. R. Campbell publia un appel aux forces armées britanniques qui disait: «Soldats, marins, aviateurs, faites savoir sans aucune ambiguïté que ni lors d'une guerre de classes ni lors d'une guerre de conquête vous

ne tournerez vos armes contre vos camarades ouvriers, mais que vous utiliserez vos armes au profit de votre classe. Refusez de combattre pour de l'argent. Tournez vos armes contre vos oppresseurs<sup>2</sup> . . .» Campbell fut immédiatement traduit en justice, mais après une enquête qui dura une quinzaine de jours, la Cour annonça qu'aucune preuve n'était venue étayer les données de l'accusation: l'article incriminé ne visait pas à «détourner les hommes d'active de leurs obligations»; il critiquait avant tout «l'usage que l'Etat faisait des forces armées dans la répression des conflits sociaux»<sup>3</sup>. Lorsque le procureur général ordonna d'abandonner les poursuites, le bruit courut que certains membres influents du parti travailliste étaient intervenus avec complaisance pour couvrir les «agissements des communistes». On ne pouvait mieux faire pour embarrasser le gouvernement de MacDonald et pour ruiner la solution de compromis que représentaient les traités anglo-soviétiques.

Il n'y a pas de doute que, dans son article, Campbell avait répété le mot d'ordre lancé quelques jours plus tôt au V<sup>e</sup> Congrès du Komintern. Ce mot d'ordre rappelait aux militants communistes de tous les pays qu'un de leurs devoirs fondamentaux était de s'attacher à «faire un travail permanent de propagande et d'organisation au sein des armées bourgeoises»<sup>4</sup>. Dans ces conditions, la publication au mois d'octobre d'une lettre que Zinoviev aurait envoyée au comité central du parti communiste de Grande-Bretagne en sa qualité de dirigeant du Komintern servit à exaspérer l'opinion publique et à présenter les conservateurs comme les sauveurs de la nation en danger, tandis que les travaillistes paraissaient prêts, au contraire, à la livrer sans défense aux révolutionnaires dirigés de Moscou. La «lettre de Zinoviev» laissait supposer beaucoup de choses, en particulier que les communistes anglais étaient inféodés à Moscou, qu'ils n'agissaient que sur des ordres de l'étranger, et qu'ils se préparaient à investir le pays en profitant du manque de vigilance du gouvernement MacDonald. On y lisait les phrases suivantes: «Il est clair d'après votre dernier rapport que le travail d'agitation et de propagande est faible dans l'armée de terre, un peu meilleur dans la marine . . . Il serait souhaitable d'organiser des cellules dans toutes les unités de la troupe . . ., dans les usines de munitions et dans les dépôts de matériel militaire. En cas de guerre, leur appui et l'aide des ouvriers des transports permettraient de paralyser tous les préparatifs militaires de la bourgeoisie et de travailler à transformer une guerre impérialiste en une guerre de classes»<sup>5</sup>.

Il nous faut maintenant reprendre sur le plan chronologique le déroulement de cette affaire pour essayer d'en comprendre les origines et les conséquences. Lorsque, le 14 octobre, le Foreign Office fit parvenir confidentiellement une copie de la «lettre de Zinoviev» à MacDonald, celui-ci

se trouvait loin de Londres, en pleine campagne électorale. En la lisant, il ne put qu'éprouver un pénible sentiment de gêne à l'égard de ses concitoyens, en particulier à l'égard des « permanents » du Foreign Office. N'avait-il pas été le champion de la cause soviétique en Grande-Bretagne, n'avait-il pas demandé que l'on traitât avec franchise et cordialité le premier Etat ouvrier et ses représentants? Or il avait toujours eu la pénible impression d'être méprisé par les bolcheviks qui le traitaient toujours de « menchevik chrétien », alors qu'il leur avait ouvert le chemin de l'Europe. Maintenant, les bolcheviks achevaient de trahir sa confiance en poussant les forces armées britanniques à la sédition. Et pourtant, un doute l'effleurait encore . . . Le lendemain, MacDonald répondit au Foreign Office en demandant « d'apporter le plus grand soin à découvrir si la lettre était authentique ou non », et de préparer pendant l'enquête le projet d'une note de protestation à l'intention de Rakovski. L'initiative semblait donc rester entièrement entre les mains du Premier ministre lorsque, le 22 octobre, le *Manchester Evening News* publia une information mystérieuse de son correspondant londonien qui disait: « Nous apprenons de source bien informée qu'à la veille des élections éclatera une bombe qui nous est envoyée par Zinoviev. »

Il est clair que l'annonce avait été insérée dans le journal afin d'attirer l'attention du grand public, tout en le laissant momentanément sur sa faim; elle servait aussi à montrer au gouvernement travailliste qu'il avait tout intérêt à ne pas cacher l'existence de cette lettre, car on se chargerait en ce cas de la publier à sa place. Comme « quelqu'un » (qui était ostensiblement « bien informé ») avait pris soin de prévenir la presse en temps opportun, « quelqu'un » s'occupa d'envoyer une sévère note de protestation au représentant soviétique sans attendre l'ordre exprès de MacDonald. Ce dernier expliqua par la suite que le Foreign Office lui avait envoyé le 23 octobre le projet de la note de protestation: il l'avait alors modifié puis renvoyé à Londres sans autre indication. Il avait en effet décidé d'attendre qu'on lui fournît la preuve de l'authenticité de la « lettre » avant d'agir<sup>6</sup>. Or, le soir même, cette note de protestation était publiée dans la presse à la grande surprise de MacDonald. Le Premier britannique pensa alors qu'il s'agissait d'un malentendu, et que le Foreign Office avait transmis la note de protestation à la presse sur la foi de ses corrections et de sa signature. Il revint sur cette première appréciation, lorsqu'il apprit que la note envoyée à Rakovski n'était signée que du seul Gregory, le chef du Northern Department. Celui-ci avait agi de sa propre autorité, sans avoir consulté ni Lord Haldane, qui était le représentant permanent de MacDonald au Foreign Office, ni le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Arthur Ponsonby. Une telle omission ne

pouvait être que volontaire, car Ponsonby était au Foreign Office le jour où la note fut transmise à la presse: il y était même en conférence avec Rakovski et avec un certain nombre de hauts fonctionnaires anglais qui cherchaient à régler à l'amiable cette nouvelle difficulté<sup>7</sup>. En revenant à la mission soviétique, Christian Gueorguevitch avait trouvé la note officielle signée de Gregory, qui lui avait causé quelque surprise et qui l'avait poussé à rappeler, dans sa lettre du 25 octobre au Foreign Office, une résolution qui avait été prise d'un commun accord: «Nous avons déclaré, dit-il, dans l'intérêt du renforcement des relations amicales entre nos deux pays de nous efforcer de régler par des conversations directes tout incident qui pourrait survenir, et de ne recourir à l'envoi de notes que si cette procédure amicale n'était d'aucun effet<sup>8</sup>.»

Après une enquête approfondie, MacDonald acquit la certitude que certains milieux, qui étaient hostiles à la fois aux travaillistes et à l'Union soviétique, avaient utilisé un document dont rien ne prouvait l'authenticité afin d'abattre son gouvernement et d'empêcher la ratification par le Parlement des traités anglo-soviétiques. Il apprit aussi que le Foreign Office avait reçu la «lettre» le 10 octobre, c'est-à-dire à un moment où il se trouvait encore lui-même à Londres, qu'il n'avait quittée que deux jours plus tard! Dans ces conditions, la «lettre» n'avait été qu'un «simple moyen de fausser les élections . . . en effrayant les vieilles dames». Comme il le déclara à la Chambre des communes au début de décembre, la «lettre» avait été «mise de côté», puis elle avait été «rendue publique au moment psychologique, ce qui avait provoqué une grande panique et assuré [aux conservateurs] une vaste majorité<sup>9</sup>. MacDonald avait déjà évoqué ce fait au cours de la conversation confidentielle qu'il avait eue avec Rakovski au début du mois de novembre. Il avait certifié à son interlocuteur que la fameuse «lettre» avait poussé «à peu près un million de personnes qui s'abstiennent d'ordinaire de participer aux élections à voter en faveur des conservateurs». Il avait même ajouté en toute franchise qu'il n'aurait pas envoyé la note de protestation – «au moins pas telle qu'elle était rédigée» –, et que tout s'était passé «à son insu<sup>10</sup>».

Si MacDonald en était venu à considérer la «lettre de Zinoviev» comme «une fraude sans précédent tant elle avait été froidement calculée», Rakovski avait proclamé dès le premier jour qu'il s'agissait d'un «faux grossier». Apparemment, il n'avait pas eu de difficulté à montrer que les faussaires avaient commis deux erreurs: une dans l'en-tête, l'autre dans la signature: «Dans les circulaires, déclara-t-il à la presse, l'Internationale n'est jamais qualifiée de «Troisième Internationale communiste», pour la bonne raison qu'il n'y a eu ni première ni deuxième Internationale communiste. Quant à la signature, c'est aussi un faux bien maladroit. On

a fait signer M. Zinoviev: «Président du présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste», alors qu'il est en fait et qu'il signe: «Président du comité exécutif»<sup>11</sup>.

En fait, les arguments de Rakovski ne sont pas tout à fait convaincants. Nous pouvons d'abord remarquer que, pour prouver l'inauthenticité de la «lettre», il se réfère à deux indices purement formels, en se gardant bien de parler du fond même de ce document, c'est-à-dire de ce qui se trouve tout de même entre l'en-tête et la signature! Il lui était évidemment difficile de montrer que l'argumentation attribuée à Zinoviev était invraisemblable, puisqu'il s'agissait d'une mise en pratique de directives bien connues du Komintern. De plus, sa première objection n'est pas absolument exacte. Il est vrai que la formule la plus souvent utilisée pour désigner le Komintern était simplement «l'Internationale communiste». L'expression «Troisième Internationale communiste» était pourtant utilisée de temps à autre, par une sorte d'extension *a contrario*. C'est ainsi que, dans les *Izvestiya* du 10 septembre 1924, on parle du «comité exécutif de la Troisième Internationale communiste»<sup>12</sup>. Ceci n'est pourtant qu'un détail, car nous savons maintenant que la «lettre» était bel et bien un faux.

D'abord, le «ton» est trop vrai: il y a une véritable accumulation de tous les poncifs connus concernant le Komintern, ses méthodes et ses buts, et les faussaires en ont trop accumulé dans une seule lettre. Car il s'agit bien de faussaires, de Polonais, comme Rakovski en avait eu la confirmation dès le début de l'affaire par les services de renseignement soviétiques. Quatre ans plus tard, Baldwin crut faire une révélation lorsqu'il déclara à la Chambre des communes qu'il s'était agi d'une «galant crowd» de faussaires: il cita les noms de Droujelkovski, Jemtchoujnikov, et Paciorkowski, parmi ceux qui «avaient l'honneur de revendiquer» la fabrication de la lettre<sup>13</sup>. En France, les milieux politiques les mieux informés n'avaient jamais cru à l'authenticité de ce document. De Monzie avait même dépêché à Londres son secrétaire particulier pour annoncer à Rakovski que le Quai d'Orsay considérait aussi qu'il s'agissait d'un faux polonais<sup>14</sup>. De son côté, Painlevé n'avait pas caché à un membre de l'ambassade britannique à Paris que le gouvernement de MacDonald avait eu affaire à un faux, mais que ce faux avait eu «un effet considérable sur les élections»<sup>15</sup>. Le 29 octobre, les conservateurs obtinrent en effet quatre cent quinze sièges à la Chambre, tandis que les travaillistes n'en eurent que cent cinquante-deux. Le geste d'Herriot, qui avait reconnu le gouvernement soviétique le 28 octobre très exactement, dans l'espoir de redresser quelque peu la situation créée par la «lettre de Zinoviev», avait donc été vain. Au gouvernement travailliste de Ramsay MacDonald succéda, le 4 novembre 1924, le gouvernement conservateur de Stanley Baldwin.

Ce dernier avait été ostensiblement porté au pouvoir par une vague d'hostilité à l'égard de l'Union soviétique. Toute la campagne du parti conservateur avait été menée contre le «manque de fermeté» des travaillistes face aux «menées subversives» de Moscou, contre la ratification des traités anglo-soviétiques, et de façon générale contre toute forme de relations avec les bolcheviks. Avec l'arrivée d'Austen Chamberlain au secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères, Rakovski se trouva du jour au lendemain tenu à l'écart du Foreign Office, comme il l'avait été un an auparavant. Lord Curzon était lui-même revenu au gouvernement en qualité de «Lord President», et il était entouré d'hommes politiques influents qui s'étaient toujours dressés avec colère contre le bolchevisme: parmi eux se trouvaient surtout Winston Churchill, le nouveau chancelier de l'Echiquier, et Sir William Joynson-Hicks auquel avait été confié le ministère de l'Intérieur.

## B. LES RELATIONS ANGLO-SOVIÉTIQUES À LA VEILLE DE LA CONFÉRENCE DE LOCARNO (NOVEMBRE 1924 - OCTOBRE 1925)

### 1. *Le gouvernement Baldwin et l'Union soviétique*

Quelques jours après la formation du nouveau cabinet, Churchill écrivit à son ami Austen Chamberlain pour lui recommander de prendre des mesures extrêmes à l'égard du gouvernement soviétique. Ce geste lui semblait découler logiquement de toute la ligne d'action que le gouvernement conservateur s'était fixée: «Puisque des millions de gens ont répondu à notre appel [sur la question russe] lors des dernières élections, il serait infiniment dangereux de décevoir leur attente, qui est raisonnable, et de les amener à supposer que, maintenant que nous sommes tous au pouvoir, nous abandonnons les thèses que nous avons soutenues pendant la campagne. Tout manquement du gouvernement aux promesses qui lui ont valu son mandat causerait immédiatement un mécontentement général des électeurs . . . Il est essentiel que l'on prenne des mesures après avoir proclamé l'authenticité de la lettre de Zinoviev. La question est de savoir quelles mesures il convient de prendre. Plus je réfléchis à cette affaire, plus je me convaincs du fait que nous devons abroger le décret de reconnaissance du gouvernement soviétique . . . Nous devons le faire, car cette puissance a violé les engagements auxquels elle a souscrit en demandant et en recevant de nos mains un statut diplomatique<sup>16</sup>.»

Austen Chamberlain eut la prudence de ne pas suivre à la lettre les injonctions de Churchill, car il ne pensait pas qu'une attitude inflexible

fût aussi «courageuse et raisonnable» que semblait le croire son collègue et ami. Il considérait pour sa part que toute «action précipitée», qui équivaldrait à «rendre son passeport à Rakovski et à rappeler R. Hodgson de Moscou», serait nuisible aux intérêts britanniques<sup>17</sup>. Le nouveau secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères avait son idée sur la façon dont il convenait de traiter les bolcheviks; il le fit comprendre très vite à celui qui, aux temps maintenant révolus de la guerre civile, avait essayé en vain de les pourfendre. Chamberlain ne voulait pas être l'instigateur d'une politique d'hostilité déclarée avec l'Union soviétique; il voulait seulement instaurer une politique de froideur, «a policy of aloofness» comme il le disait lui-même<sup>18</sup>. Avec cette expression, nous avons la clef de l'attitude que le gouvernement conservateur adopta en novembre 1924 et qu'il conserva jusqu'en 1927<sup>19</sup>.

Après la «faiblesse» que Lloyd George avait eue pour les bolcheviks, après le «mépris» de Lord Curzon, puis la «cordialité» de MacDonalld à leur égard, Austen Chamberlain estima que componction et dignité personnelle pourraient les faire revenir à de meilleurs sentiments. De façon générale, il décida de faire passer la question russe au second plan des préoccupations de son ministère et de ne pas accorder aux bolcheviks plus d'attention qu'ils ne le méritaient, en raison de leur insolence et de leur grossièreté. Ainsi, si Lloyd George avait essayé de «civiliser» les bolcheviks en leur prêchant les vertus du commerce, si Lord Curzon les avait fait plier puis reculer sous la menace, Chamberlain préféra les remettre à la place qu'il leur assignait, à la périphérie de la vie politique et économique de l'Europe. Il exprima cette thèse déjà ancienne en termes assez nouveaux, et la rappela confidentiellement à tous ses subordonnés tout en laissant les Soviétiques dans l'ignorance de ses véritables intentions; cela ne fit qu'intensifier leur psychose de l'isolement et leur manie de la persécution, ou au moins ce qu'ils présentaient comme telles: «Il est inopportun, nota Austen Chamberlain dans un rapport qui résume bien ses pensées, de provoquer une controverse avec le gouvernement soviétique si ceci peut-être évité. Moins nous leur prêterons attention, plus ils seront désireux de trouver un terrain d'entente avec nous. Si nous leur faisons des reproches, ils ont l'impression que nous sommes préoccupés par leurs agissements, et ils sont contents. Si nous en faisons les objets de nos accusations, ils ont l'impression que nous avons peur d'eux et ils jubilent; mais si nous les abandonnons entièrement à leur sort, ils ont peur, car cela prouve que nous n'avons pas besoin d'eux, que nous n'avons rien à craindre et que nous pouvons nous permettre de les considérer comme des laissés-pour-compte<sup>20</sup>.»

Un bon exemple de cette politique est la façon dont le nouveau diri-

geant de la diplomatie britannique traita Rakovski au cours des rares entretiens qu'il consentit à lui accorder. Les deux hommes se rencontrèrent officiellement quatre fois, mais la première et la dernière occasions ne furent que des entrevues imposées par les circonstances, lorsque Chamberlain fut nommé secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en novembre 1924, et quand Rakovski fut envoyé à Paris comme ambassadeur de l'U.R.S.S. un an plus tard. Tout au long de la première conversation qu'il eut avec le représentant soviétique, Chamberlain chercha à montrer qu'il n'était pas dupe des menées bolcheviques, et qu'il considérait la «lettre de Zinoviev» comme un document parfaitement authentique. Elle n'était même, précisa-t-il, qu'un «bon exemple [de] tout un ensemble de propagande révolutionnaire» qui, dorénavant, ne serait plus toléré<sup>21</sup>. Lorsqu'il revit Rakovski le 6 janvier, le chef du Foreign Office refusa catégoriquement de «discuter la question de l'authenticité de la lettre de Zinoviev», comme Christian Gueorguevitch le lui demandait avec insistance. Il ajouta même sur un ton qui n'admettait pas d'objection qu'il était en possession de «la preuve décisive de son authenticité» et que, pour cette raison, il n'était «pas disposé à en discuter»<sup>22</sup>. Rakovski essaya alors d'orienter la conversation sur l'avenir des échanges commerciaux entre les deux pays, mais il se rendit mieux compte que jamais que ces échanges dépendaient presque exclusivement de l'état des relations politiques entre Londres et Moscou. Une fois qu'il eut fait savoir à son interlocuteur combien il regrettait que «l'achat de produits manufacturés par le gouvernement soviétique fût aussi limité en Grande-Bretagne», Christian Gueorguevitch ne put que rappeler que «ce n'était là qu'une question de crédits». Le raisonnement était toujours le même; la solution ne résidait que dans une politique de bonne volonté réciproque et de concessions mutuelles, que les travaillistes avaient voulu instaurer alors qu'ils étaient au pouvoir<sup>23</sup>, mais que les dirigeants soviétiques n'avaient jamais rien fait pour respecter.

Comme Rakovski savait pertinemment que cette solution de compromis unilatéral avait toujours paru suspecte aux conservateurs, il résolut la fois suivante de s'expliquer «franchement» avec Chamberlain sur la question de la propagande. Il admit «qu'il était bien certain qu'au cours des premières années après la révolution, ils avaient fait pas mal de propagande. Cela était dû au fait qu'ils avaient constitué un gouvernement révolutionnaire qui n'étaient pas très sûr de lui; maintenant, ils avaient d'autres moyens de défense. Ce genre de propagande ne leur était plus nécessaire»<sup>24</sup>.

Les enquêtes que le Foreign Office avait entreprises à la veille de l'ultimatum de Curzon avaient montré que ce genre d'argumentation n'était pas fondamentalement inexact, mais Chamberlain n'avait aucune raison de

se laisser convaincre et de penser que les bolcheviks avaient jeté si rapidement leurs principes aux orties. Aussi déclara-t-il sans détour à Rakovski que le gouvernement soviétique s'était fixé pour but «d'encourager les sentiments anti-britanniques dans les Etats orientaux, et même dans l'Empire britannique»<sup>25</sup>. Telle était, nous le savons, la cause essentielle de la méfiance que tous les conservateurs ressentaient à l'égard d'individus que l'imagerie de leur mouvement présentait toujours comme «l'homme au couteau entre les dents», qui était prêt à se saisir de leurs économies, de leurs enfants, de leurs épouses et puis de leurs esclaves. Les questions commerciales ne pouvaient donc qu'être reléguées une nouvelle fois à l'arrière-plan puisque, comme Chamberlain le dit un jour ironiquement à Rakovski, «la politique adoptée par son gouvernement ne rehausait malheureusement pas le crédit» de la Russie<sup>26</sup>. Notre diplomate l'avait bien compris; c'est pourquoi il s'était adressé directement à la City dès qu'il avait vu MacDonald quitter le 10 Downing Street, dans l'espoir d'intéresser celle-ci par l'ampleur du marché qu'il proposait.

## *2. L'échec des relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S.*

Dans le long discours qu'il prononça le 16 décembre 1924 à l'occasion du dîner offert par la délégation commerciale soviétique à Londres, Christian Gueorguevitch insista beaucoup sur l'inévitable question de la «confiance réciproque»<sup>27</sup>. Pour prouver que les Soviétiques étaient des gens de bonne foi, il prit soin de ne pas prendre des exemples dans la sphère politique, mais de s'en tenir à des faits irréfutables directement liés au commerce anglo-soviétique. Il rappela, par exemple, que son gouvernement était particulièrement fier de s'être «toujours acquitté loyalement et ponctuellement des obligations qu'il avait contractées auprès des firmes industrielles et commerciales et des établissements financiers avec lesquels il avait eu affaire». Par ailleurs, il insista beaucoup sur le fait que les échanges commerciaux étaient très insuffisamment développés et qu'ils étaient bien inférieurs à ceux qui existaient avant la révolution. Son assistant pour les questions commerciales donna à cet effet les chiffres suivants, qui provenaient des statistiques officielles du Board of Trade<sup>28</sup>:

Année	Importations en Grande-Bretagne en provenance de Russie/U.R.S.S.	Exportations de Grande-Bretagne vers la Russie/U.R.S.S.	Réexportations Grande-Betagne vers la Russie/U.R.S.S.
1913	£ 40 271 000	£ 18 103 000	£ 9 591 000
1921	£ 2 695 000	£ 2 181 000	£ 1 210 000
1922	£ 8 103 000	£ 3 641 000	£ 970 000
1923	£ 9 266 000	£ 2 492 000	£ 1 989 000
1924 (janvier-août)	£ 10 595 000	£ 1 358 000	£ 5 175 000
Total 1921-1924	£ 30 659 000	£ 9 672 000	£ 9 344 000

Rakovski ne cacha pas aux hommes d'affaires et aux industriels britanniques qui l'écoutaient qu'un certain nombre d'obstacles importants qui barraient la voie du commerce anglo-soviétique seraient difficiles à surmonter. Un des reproches qui était fait le plus souvent aux Soviétiques consistait à dire qu'ils utilisaient l'argent que leur rapportaient les exportations en Grande-Bretagne pour acheter des marchandises «réexportées», c'est-à-dire des marchandises qui n'étaient pas de fabrication britannique. La City avait toujours regretté que la majorité des opérations commerciales que les Soviétiques effectuaient en Grande-Bretagne fussent «limitées à l'achat de marchandises réexportées» car, disaient ses représentants, le seul profit que font les marchands britanniques est ce que l'on appelle «trading profit», le profit du négoce<sup>29</sup>. Christian Gueorguevitch comprenait que les industriels britanniques auraient voulu voir les Soviétiques acheter des produits manufacturés en Grande-Bretagne, puisque, dans ce cas, «le profit de l'industrie serait venu s'ajouter aux profits du négoce». Cela était difficile à réaliser, car le gouvernement soviétique ne disposait que de ressources très limitées en devises étrangères, ce qui l'obligeait à acheter toujours au meilleur prix. Or les marchandises anglaises étaient toujours d'excellente qualité et coûtaient généralement plus cher que les autres.

Cependant, les hommes d'affaires du Royaume-Uni considéraient que la pierre d'achoppement se situait ailleurs. En 1923, à une époque où l'U.R.S.S. n'avait pas encore de relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, le *Times Trade Supplement* avait bien montré que «l'obstacle à

l'extension du commerce avec la Russie [n'était] pas l'absence de reconnaissance *de jure*, mais le monopole du commerce extérieur»<sup>30</sup>. Aux dires des négociants britanniques, l'effet du monopole était «paralysant», mais le gouvernement soviétique le considérait comme une de ses conquêtes les plus importantes. Le monopole du commerce extérieur avait été organisé en Russie soviétique par un décret en date du 22 avril 1918<sup>31</sup>. Il signifiait que toutes les opérations commerciales effectuées avec des pays étrangers étaient concentrées sans exception entre les mains de l'Etat. On comprend qu'au lendemain de la création du premier Etat socialiste ce monopole ait été indispensable, puisque toutes les branches de l'économie avaient été nationalisées. Mais lorsque Lénine lança la «nouvelle politique économique», la N.E.P., certains économistes soviétiques pensèrent qu'il n'était pas logique de conserver à ce monopole toute sa rigidité, alors que l'on venait d'«autoriser une liberté plus ou moins complète du commerce» sur le marché intérieur. Pour Krassine, «le moment le plus dangereux» pour l'intégrité du système qu'il défendait se situait dans le courant de l'automne 1922, à l'époque où Sokolnikov, le commissaire du peuple aux Finances, avait envoyé au Politburo un rapport très circonstancié sur «le régime du commerce extérieur». Cette étude recommandait la création d'un régime d'exceptions au monopole du commerce extérieur «sur certaines frontières et pour certaines marchandises». Aux yeux de Krassine, un tel projet signifiait purement et simplement «ruiner le monopole», car c'était là «l'équivalent d'un trou dans un ballon».

Entre ces deux opinions extrêmes, Lénine choisit une voie moyenne qui empêcha peut-être la sclérose du système mais qui ne fit rien pour réduire la prolifération des réseaux administratifs: le 16 mars 1922, par décision du comité exécutif central pan-russe, quelques entreprises d'Etat reçurent l'autorisation d'exporter leurs marchandises comme elles l'entendaient, à condition toutefois que leurs contrats de vente fussent approuvés au préalable par le commissariat au Commerce extérieur ou par un de ses représentants. Comme il souhaitait limiter au maximum l'ingérence de Krassine et de son commissariat dans les affaires dont il avait la charge, Rakovski proposa au Politburo, dans le cadre du décret du 16 mars 1922, de transformer la délégation commerciale soviétique de Londres en une série de sociétés anonymes indépendantes. Nous savons que Krassine eut le dernier mot en l'occurrence, mais Rakovski n'en devint pas pour autant un partisan inconditionnel du monopole ni surtout des méthodes qu'employait le commissariat au commerce extérieur. Dans son discours du 16 décembre 1924, Christian Gueorguevitch ne cacha pas à ses hôtes qu'il connaissait aussi bien qu'eux les inconvénients les plus graves du système:

«Le commerce, déclara-t-il, est une chose vivante, et s'il est dirigé par des fonctionnaires, il court le risque d'être freiné par la bureaucratie»; le gouvernement soviétique devait s'efforcer de «donner à son système commercial toute la souplesse désirable ainsi qu'une plus grande capacité», car il avait affaire à des pays où le commerce est dirigé par des firmes privées. D'un autre côté, Rakovski était suffisamment discipliné, mais aussi suffisamment pénétré des principes socialistes pour reconnaître les avantages du monopole. Il estimait que, sans ce dernier, l'Etat serait «incapable de guider le développement économique du pays conformément aux lois fondamentales» du socialisme. De plus, comme l'U.R.S.S. ne disposait que d'un pouvoir d'achat très limité, qui était directement proportionnel à la faiblesse de ses exportations, le monopole permettait de n'acheter que ce qui était absolument indispensable et de grouper toutes les commandes pour bénéficier de meilleures conditions d'achat. Enfin, ajouta Rakovski, le monopole présente l'avantage pour les marchands d'Europe occidentale d'offrir une garantie indéniable de sécurité: puisque l'Etat porte la responsabilité de toutes les opérations commerciales des différentes organisations soviétiques, les commerçants qui vendent ou qui achètent à ces organismes ne courent «absolument aucun risque»<sup>32</sup>

Les industriels anglais écoutèrent Rakovski avec beaucoup d'attention, car ils n'étaient pas sans savoir que le gouvernement soviétique venait de passer un certain nombre de commandes importantes dans différents pays d'Europe. En janvier 1924, le bruit avait couru que Moscou avait acheté à la France pour sept millions de roubles-or d'armements et de matériel militaire, et que des négociations étaient en cours pour la livraison de quantités importantes de mitrailleuses<sup>33</sup>. Un mois plus tard, le Board of Trade avait appris que les établissements hollandais Fokker avaient reçu une commande de deux cent cinquante avions, tandis que la firme française Henriot et la maison Ansaldo de Turin avaient à l'étude une série d'avions destinés à l'Union soviétique<sup>34</sup>. Tout ceci n'avait pas laissé indifférente la grande firme d'armements britannique Vickers Ltd.

Au début de 1924, le conseil d'administration de Vickers Ltd. avait reçu du gouvernement travailliste l'autorisation d'exporter en direction de l'U.R.S.S. une partie de sa production. Plus exactement, le Foreign Office s'était déclaré prêt à accorder «des licences d'exportation vers l'Union soviétique», après avoir pris soin de préciser que «chaque cas serait examiné selon ses mérites». Avant d'accorder une autorisation définitive, le gouvernement britannique voulait être assuré «que les quantités [exportées] étaient raisonnables, que l'industrie britannique en tirerait un bénéfice direct, et que la situation politique ne présentait pas d'incertitude particulière»<sup>35</sup>.

Ces conditions ayant été approuvées par les industriels anglais et par les Soviétiques, un contrat pour la fourniture de six cents mitrailleuses avait été signé en avril 1924. En juillet de la même année, Rakovski avait informé Ponsonby qu'une commission d'étude allait être envoyée en Grande-Bretagne afin de prendre contact avec les firmes d'aviation britanniques et de se renseigner sur certains types d'avions et de moteurs<sup>36</sup>. Un marché avait été conclu par la suite avec la firme Napier de Londres, et de nombreux industriels pensèrent alors voir s'ouvrir le marché russe. En fait, dès que le gouvernement conservateur arriva au pouvoir, les échanges commerciaux se figèrent: un exemple caractéristique nous est fourni par la commande d'armes et de munitions s'élevant à sept millions et demi de livres que le gouvernement soviétique avait passée en Grande-Bretagne en septembre 1924. A cette époque, MacDonald était encore au pouvoir, et le Foreign Office avait jugé bon de dire: «Si nous nous opposons à ce contrat, nous allons créer des difficultés supplémentaires au problème de l'emploi d'un nombre considérable d'hommes, dans une industrie et surtout dans une firme [Vickers] qui est depuis longtemps dans l'impossibilité d'employer son personnel spécialisé<sup>37</sup>». Le leader travailliste n'avait pas soulevé d'objection, mais il avait pensé que c'était une affaire de principe sur laquelle le cabinet tout entier devait se prononcer. Lorsque le gouvernement de MacDonald fut obligé de démissionner quelques jours plus tard, les conservateurs repoussèrent le projet à l'unanimité. A la fin du mois de novembre, une note du Foreign Office fit savoir qu'après avoir examiné le rapport préparé par l'ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (c'est-à-dire MacDonald lui-même), le cabinet conservateur avait décidé «que donner son approbation à l'équipement de la Russie soviétique en armes et en munitions d'origine anglaise était incompatible avec l'attitude que les membres du gouvernement avaient adoptée à l'égard de la Russie lors des récentes élections générales»<sup>38</sup>.

Le 25 décembre, Austen Chamberlain tint à clarifier définitivement la situation en écrivant au Board of Trade que «le but de la décision gouvernementale [était] à l'heure actuelle de mettre un terme à toutes les exportations en direction de la Russie»<sup>39</sup>. La délégation commerciale soviétique ressentit immédiatement les effets d'une prise de position aussi nette, et Rakovski n'avait plus beaucoup d'illusions lorsqu'il demanda à Chamberlain de lui accorder un entretien à la fin de mars 1925. Il ne put alors que protester en disant que «l'opposition systématique» du gouvernement britannique à tout développement des échanges commerciaux avec l'U.R.S.S. poussait les banques londoniennes à lui fermer leurs portes avant même que de discuter<sup>40</sup>. Le secrétaire d'Etat lui répondit

sur un ton péremptoire, qui devait dissuader Rakovski de s'adresser à nouveau à lui. Il précisa que le gouvernement britannique ne contrôlait pas plus les banques britanniques qu'il ne guidait leur politique; pour les banques, crut-il utile d'ajouter, «business is business»: leur attitude est déterminée par des considérations purement commerciales, et si elles semblent peu désireuses d'accorder à la Russie les crédits que celle-ci demande, c'est «parce que la City de Londres n'acceptera jamais de prêter à nouveau de l'argent à un Etat qui a répudié les obligations habituelles des lois internationales en refusant de payer les dettes de ses prédécesseurs»<sup>41</sup>.

### 3. *La Grande-Bretagne et l'Union soviétique à la veille de la conférence de Locarno (avril – juillet 1925)*

Comme Curzon l'avait fait avant lui, Austen Chamberlain décida de donner une leçon aux bolcheviks, car il plaçait les questions politiques bien au-dessus des problèmes économiques. S'il «n'approuvait pas l'idée de nouvelles négociations» avec Moscou, tant au sujet des échanges commerciaux qu'au sujet des traités anglo-russes (que le nouveau cabinet refusa donc de proposer au Parlement pour ratification), c'est qu'il était très sensible aux activités «anti-britanniques» qu'il dénonça à Rakovski avec une exaspération croissante. Comme il le déclara sans détour à notre diplomate, il «ne voyait pas l'utilité» qu'il y aurait à résoudre les différends économiques par des conversations bilatérales aussi longtemps qu'il aurait l'impression, ou plutôt la certitude, que les engagements politiques auxquels les bolcheviks avaient souscrit en signant l'accord commercial de 1921 n'étaient pas respectés. Son principal souci en la matière était de voir «que l'influence du gouvernement soviétique ou de l'Internationale communiste, dont il ne pouvait pas dissocier les activités de celles du gouvernement, était employée en permanence dans un esprit d'hostilité à l'égard des intérêts britanniques»<sup>42</sup>.

A la fin de 1923, Londres apprit qu'un «célèbre trafiquant d'armes établi à Vienne» (un certain Dorostein) s'était procuré deux cent cinquante mille fusils qu'il avait expédiés en Perse en les faisant transiter par la Russie. A la même époque, le Foreign Office fut informé que le gouvernement soviétique avait livré aux insurgés afghans deux mille fusils et quatre canons antiaériens qui avaient été achetés en Grande-Bretagne, et qui ne représentaient que «le reliquat» d'une importante commande d'armes<sup>43</sup>. Entre janvier et avril 1924, le gouvernement britannique avait reçu une série d'informations qui n'avaient fait qu'aggraver ses soupçons:

le ministre afghan qui était en poste à Rome avait acheté mille fusils anglais, vingt mitrailleuses, et deux cent quarante mille cartouches aux autorités italiennes. «Pour éviter que les Anglais ne s'en saisissent», ces armes avaient été acheminées en Afghanistan via Constantinople et la Russie. En avril de la même année, les services secrets britanniques avaient découvert que les bolcheviks se préparaient à livrer des avions à ce même pays, qu'ils étaient prêts à y entreprendre la construction d'un aérodrome et à y envoyer des spécialistes de navigation aérienne... On comprend mieux maintenant les raisons qui motivèrent les réactions du gouvernement conservateur à l'idée que les Soviétiques et leurs alliés aient pu être équipés d'armes et de munitions d'origine anglaise. Cette réaction fut d'autant plus violente que les autorités britanniques avaient appris qu'une partie du personnel volant était recruté secrètement en France et en Allemagne, et qu'il passait lui aussi par la Russie avant d'arriver en Afghanistan. Les fonds destinés à couvrir les diverses dépenses et en particulier l'entraînement des pilotes auraient même été envoyés aux organismes parisiens par les soins de la légation soviétique à Londres, c'est-à-dire, peut-être, par Rakovski en personne.

Nous voyons que, sur le plan chronologique, cette activité fiévreuse du Komintern a suivi l'ultimatum de Lord Curzon, et que celui-ci en a certainement été une des causes importantes. Il est bien évident qu'elle ne se limitait pas à la Perse et à l'Afghanistan: les documents conservés dans les archives anglaises montrent qu'elle s'étendait alors de la Turquie à la Chine. Lorsqu'il rencontra Rakovski en avril 1925, Austen Chamberlain illustra ses reproches en prenant pour exemple le cas de l'ambassadeur soviétique à Pékin, qui semblait avoir pour ligne de conduite «de dénoncer sans cesse ses collègues étrangers et leur politique», et de «pousser le gouvernement chinois à répudier les traités» qu'il avait signés avec les grandes puissances européennes<sup>44</sup>.

De fait, les agissements du Komintern en Orient inquiétaient autant la France que la Grande-Bretagne. Dans une lettre confidentielle du 8 juin 1925 qu'il envoya à son ami William Tyrrell, Chamberlain souligna l'identité de vues qui existait à ce sujet entre Briand (qui était alors ministre des Affaires étrangères) et lui. Les deux hommes avaient déjeuné le même jour «dans un petit restaurant bien calme sur les bords du lac de Genève»: ils avaient beaucoup parlé du problème majeur qui les préoccupait – le sort de l'Allemagne, qui était au centre de leurs conversations –, mais ils avaient aussi abordé la question des «activités bolcheviques»<sup>45</sup>. Comme Chamberlain le nota dans sa lettre, Briand considérait qu'il fallait «ouvrir l'œil». Le gouvernement soviétique «avait abandonné l'idée d'une révolution armée en Europe; sa politique consistait maintenant à atteindre les

puissances occidentales par le biais de leurs colonies, à propager le communisme et à fomenter des troubles en Afrique, en Turquie, et en Extrême-Orient». Le ministre anglais ajoutait à l'adresse de son correspondant qu'il faudrait dorénavant surveiller de plus près la Chine et la Turquie: Briand lui avait avoué qu'il craignait que Mustapha Kemal ne se révélât être «l'individu qu'il avait toujours soupçonné», mais ne pensait pas que leur gouvernement respectif eût intérêt à réagir par la force. Pour le moment, il estimait souhaitable «que les polices des deux pays maintiennent des contacts aussi étroits que possible».

L'analyse de Briand, outre sa pertinence, montre qu'il ne se faisait aucune illusion sur le rôle que les Soviétiques pouvaient jouer dans le monde. Il savait que, pour les dirigeants bolcheviks, les peuples de l'Orient «avaient fini par s'intégrer au processus révolutionnaire», comme Lénine l'avait écrit dans un de ses derniers articles («Mieux vaut moins mais mieux»); il n'ignorait peut-être pas non plus le discours que Staline avait prononcé en avril 1923 au XII<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Ce dernier avait en effet lié de façon indissoluble l'avenir de l'Orient à celui de l'Occident en proclamant: «Ou bien nous ébranlerons jusque dans ses fondations l'extrême arrière-garde de l'impérialisme (les pays coloniaux et semi-coloniaux de l'Orient), nous les révolutionnerons et nous hâterons ainsi la chute de l'impérialisme, ou bien nous échouerons et nous renforcerons alors l'impérialisme tout en affaiblissant les forces de notre mouvement<sup>46</sup>.» Rakovski ne fit qu'appliquer cette théorie, lorsqu'il écrivit en octobre 1925 que si la France et la Grande-Bretagne désiraient ardemment régler leurs différends avec l'Allemagne, si les «puissances occidentales essayaient de s'assurer dans leur propre intérêt un maximum de tranquillité» en Europe, c'était d'abord et avant tout afin de «centrer toute leur attention sur l'Orient»<sup>47</sup>.

La conversation qu'il eut avec Briand ne fit qu'accroître les soupçons que Chamberlain entretenait à l'égard des bolcheviks: elle l'incita à préciser les plans de contre-attaque qu'il avait en tête depuis son arrivée au Foreign Office. Comprenant que le gouvernement soviétique allait intensifier ses menées subversives en Orient dans la mesure où il se sentirait rejeté du concert des puissances européennes, Chamberlain pensa qu'il était peut-être temps de mettre Moscou face à ses responsabilités. C'est alors qu'il en vint à reconsidérer le conseil que Churchill lui avait donné dans sa lettre du 14 novembre 1924: rompre les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. Dans un mémorandum secret daté du 24 juillet 1925, il annonça au Premier ministre Stanley Baldwin qu'une «masse d'informations» s'était accumulée au Foreign Office «prouvant que l'hostilité permanente des agences soviétiques était dirigée très exactement

contre l'Empire britannique, tout spécialement en Orient». Il tint à préciser que cette information était «of the most highly secret character», et qu'il ne l'avait même pas fait circuler aux autres secrétaires d'Etat de peur qu'une négligence ne révélât ou ne mît en danger ses sources de renseignement. Il estimait que la «provocation» avait atteint un tel degré qu'elle ne pouvait plus être tolérée comme cela avait été le cas jusqu'alors<sup>48</sup>.

Dans le même rapport, Chamberlain avançait pourtant un certain nombre de raisons qui l'engageaient à ne pas brusquer les choses et à éviter que la situation ne s'envenimât «au point que la rupture devienne inévitable». La première de ces raisons était qu'une rupture pourrait avoir sur la Chine des conséquences fâcheuses, si elle «aidait les Soviétiques à se poser en protecteurs des Chinois». La seconde raison était qu'elle risquait d'avoir un résultat tout aussi néfaste en Allemagne, où les adversaires des projets de pacte européen considéraient ceux-ci comme «une intrigue des Anglais que cherchent à provoquer une rupture entre l'Allemagne et la Russie dans le seul intérêt de la politique anglaise». Enfin une dénonciation des accords commerciaux avec l'U.R.S.S. n'aurait pas manqué d'avoir un retentissement néfaste «sur l'avenir immédiat de l'industrie» britannique, ce qui ne pouvait laisser indifférent le gouvernement conservateur. Nous voyons que Chamberlain s'efforça dans son analyse de bien montrer toute la «gravité» qu'aurait une rupture des relations diplomatiques et commerciales avec Moscou. Les trois raisons qu'il venait d'invoquer lui parurent «probablement suffisantes» pour justifier la poursuite de la politique de «froideur» qu'il avait adoptée depuis son arrivée au gouvernement.

La prudence de Chamberlain ne fut égalée que par le soin que mit Rakovski à ne pas heurter de front les conservateurs par des discours tonitruants: il considérait en effet depuis le début de l'année 1925 que le temps de la diplomatie défensive était venu<sup>49</sup>. Depuis l'époque de la conférence de Gênes et jusqu'en 1924, il avait pensé que l'Union soviétique n'avait plus à craindre de menace directe de la part des pays capitalistes, et il s'était refusé à contribuer à entretenir cette psychose de guerre qui faisait croire aux Soviétiques qu'un «bloc capitaliste» se préparait à attaquer l'U.R.S.S. Mais maintenant il estimait que le premier Etat socialiste se trouvait en butte à l'hostilité déclarée de la puissance qui guidait à ses yeux les destinées de l'Europe bourgeoise: la Grande-Bretagne. Après 1925, Christian Gueorguevitch crut très sincèrement que le danger qui menaçait l'U.R.S.S. était aussi grand que celui qui avait menacé le jeune Etat soviétique au moment de la guerre civile. Seulement, en 1919-1920, tous les dirigeants bolcheviks misaient sur un mouvement

révolutionnaire qui devait balayer sur son passage tous les gouvernements d'Europe occidentale. Cela ne s'était pas produit et, pour Rakovski, l'offensive était redevenue le privilège du camp capitaliste. A son avis, les leaders des grands pays d'Europe allaient s'efforcer «d'utiliser l'isolement politique et la faiblesse économique de l'Union soviétique pour la convertir en une semi-colonie à laquelle on appliquerait une variante du plan Dawes. Il savait que des projets de ce genre avaient été envisagés à l'occasion de la conférence de Gênes et que les gouvernements «bourgeois» attendaient la formation en U.R.S.S. d'un courant modéré prônant la collaboration économique avec l'Europe occidentale. Or pour lui la temporisation n'était pas une politique, car il pensait que ni la France ni la Grande-Bretagne n'accepteraient de se laisser enfermer dans le dilemme qu'il décrivait ainsi: «D'un côté [ces pays] comprennent qu'ils ne peuvent pas ne pas participer à la restauration économique de l'Union soviétique; de l'autre ils sentent que cela ne ferait que renforcer la puissance du gouvernement soviétique<sup>50</sup>.»

Afin de reprendre l'offensive, Rakovski proposa au Politburo un plan d'action qui consistait à appliquer avec une énergie renouvelée une série de mesures dont certaines avaient déjà fait leurs preuves. De façon générale, il était essentiel d'éviter un regroupement des puissances «bourgeoises», tout en mettant à profit les dissensions qui les opposaient les unes aux autres. Pour rétablir l'économie soviétique, il fallait obtenir d'importants prêts à long terme, comme cela s'était révélé possible en Angleterre à l'époque du gouvernement travailliste; on devait se montrer plus prudent au sujet des concessions faites aux étrangers afin de maintenir l'intégrité des principes socialistes et d'empêcher la pénétration d'éléments douteux et de méthodes condamnables en Union soviétique. C'est dans cet esprit que Christian Gueorguevitch déclara lors du congrès des enseignants soviétiques auquel il participa en janvier 1925, alors qu'il se trouvait pour quelques jours à Moscou: «Si vous voulez que notre politique étrangère porte ses fruits, vous devez consolider la situation intérieure de notre Union, et développer sa capacité de production; vous devez élever le niveau culturel de la paysannerie, et créer pour notre diplomatie un arrière-pays puissant et invincible. Alors, la diplomatie pourra nous apporter quelque chose<sup>51</sup>.»

Sur le plan du renforcement de la lutte des classes, Christian Gueorguevitch considérait avec tous ses collègues qu'il fallait surveiller de près les mouvements de la classe ouvrière des grands pays industrialisés et faire profiter largement leurs partis communistes de l'expérience privilégiée que le gouvernement soviétique avait acquise au fil des ans. Seulement, il était devenu indispensable d'adapter cette politique «de

façon à paralyser la tentative qui était faite [en Europe] de dresser contre l'Union les masses de la petite-bourgeoisie». Rakovski avait en effet constaté lors des élections générales en Grande-Bretagne avec quelle facilité la petite-bourgeoisie s'était laissée effrayer par l'épouvantail communiste que les conservateurs avaient su brandir au moment opportun et à bon escient. C'est pourquoi il demanda à ses collègues et en particulier aux dirigeants du Kremlin d'éviter tout écart de langage inutile: cela éviterait d'apporter de l'eau aux détracteurs du premier Etat socialiste et de renforcer le mythe de la «sauvagerie» des bolcheviks, que certains rêvaient de rejeter «en dehors du monde civilisé»<sup>52</sup>. En Angleterre comme en France, Christian Gueorguevitch multipliera dorénavant les déclarations publiques, afin de parler sans intermédiaire aux masses du peuple lorsque les gouvernants lui fermeront leur porte.

C'est ainsi qu'en juillet 1925, après l'entretien stérile qu'il venait d'avoir avec A. Chamberlain, notre diplomate se résolut à expliquer directement au public anglais les causes réelles d'une «crise» qu'il dévoila sur le ton de la vertu indignée, comme seuls savaient alors le faire les bolcheviks quand tous les autres moyens de pression avaient échoué. Christian Gueorguevitch s'attacha à montrer que cette crise n'était pas due uniquement aux désaccords et aux dissentiments qui s'étaient fait jour entre les gouvernements. Il ne voyait en effet «rien d'anormal» à ce qu'il y eût des différences notables entre deux puissances comme la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S., qui avaient «des situations géographiques différentes, des structures sociales différentes, et des intérêts politiques et économiques différents». En revanche, l'atmosphère qui prévalait alors en Angleterre lui paraissait anormale: elle «grossissait» tous les problèmes et tous les incidents «hors de proportion» et «les transformait en un véritable *casus belli*». Il était «anormal» de constater «qu'au lieu d'essayer de trouver les moyens de surmonter ces différends, au lieu de s'efforcer d'aboutir à un compromis» comme il est d'usage entre pays qui ont accepté d'avoir des relations diplomatiques, on faisait tout pour que les échanges d'opinion fussent désormais impossibles au niveau gouvernemental. Voilà, concluait Rakovski dans l'article qu'il publia à ce sujet, ce qui pourrait bientôt «entraîner un état de fait qui n'existe qu'entre pays en guerre»<sup>53</sup>.

D'un autre côté, Christian Gueorguevitch ne cessa de protester à cette époque contre le fait que les questions les plus importantes pour l'avenir du monde – par exemple celles de la Chine et du pacte européen – étaient «discutées et résolues comme si l'Union soviétique n'existait pas». Tel était sans aucun doute l'objectif que s'était fixé le secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères. Il avait en effet demandé au mois

de juin à son ami et collaborateur William Tyrrel de faire comprendre au rédacteur en chef de politique étrangère du *Morning Post* de «laisser la Russie en dehors des discussions concernant le pacte». Cela éviterait au parti travailliste de reprendre à son compte l'idée que les Soviétiques «essayaient alors de répandre», selon laquelle le pacte était «dirigé contre la Russie»<sup>54</sup>. Austen Chamberlain estimait que les traités de Locarno, qui devaient faire régner en Europe un nouvel esprit de concorde, ne concernaient pas le gouvernement soviétique; il n'en avait pas pour autant «l'intention de s'embarquer dans une campagne internationale» dirigée contre l'U.R.S.S. Il avait même pris la précaution de déclarer à Rakovski en avril 1925 que «s'il avait l'impression que [lui, Chamberlain] avait travaillé à Rome ou à Genève à former une union anti-soviétique comme cela avait été suggéré dans la presse, [il] pouvait lui dire sur-le-champ qu'il n'y avait pas un mot de vrai dans cette suggestion»<sup>55</sup>.

Il est bien certain que ni Rakovski ni les dirigeants soviétiques ne pensaient que les pays d'Europe occidentale avaient décidé de se réunir à Locarno pour préparer une croisade contre le premier Etat socialiste. Cependant, un pacte européen qui était signé sans eux était toujours, à leur avis, signé contre eux, puisqu'il sanctionnait la création d'un nouveau «front uni des puissances impérialistes» qui leur paraissait aussi dangereux que le fameux «cordon sanitaire» imaginé par Clemenceau. Comme Christian Gueorguevitch n'avait jamais cru que capitalisme et socialisme puissent exister côte à côte sans interaction, il estima que ce «front uni» ne pouvait pas être défensif, mais qu'il était par essence agressif<sup>56</sup>.

### C. L'UNION SOVIÉTIQUE ET LES ACCORDS DE LOCARNO (AUTOMNE 1925)

Rakovski pensait qu'en signant les accords de Locarno la France et l'Allemagne s'étaient finalement engagées «d'un commun accord à mettre fin à une querelle historique qui avait duré des siècles»<sup>57</sup>. Un des éléments les plus remarquables de cette «réconciliation» était à son avis le fait que l'Allemagne se trouvait «à l'origine de ces négociations»<sup>58</sup>. Les premières propositions de négociations avaient été formulées par le gouvernement Cuno en décembre 1922, quelques mois seulement après la signature du traité de Rapallo, ce qui prouve le désir qu'avait l'Allemagne de maintenir l'équilibre entre une politique d'ouverture à l'Est et de prudence à l'Ouest. Dans ces conditions, Chamberlain estima que le rôle que devait jouer l'Angleterre était net: pour assurer la sécurité de l'Europe, son pays devait faire pencher vers l'Occident le gouvernement de Berlin et «lutter contre la Russie pour sauver l'âme de l'Allemagne»<sup>59</sup>.

Lorsque l'Allemagne avait demandé pour la première fois à la France (puis à la Grande-Bretagne et à la Belgique) de s'engager solennellement avec elle à ne pas recourir à la guerre pendant toute une génération si des différends les opposaient l'une à l'autre, Poincaré s'était contenté de faire la sourde oreille<sup>60</sup>. On était alors à la veille de l'occupation de la Ruhr, et l'Allemagne passait plus que jamais aux yeux du président du Conseil français pour le paria de l'Europe: elle n'acceptait pas de régler ses dettes de guerre aussi rapidement qu'il l'aurait voulu, et elle venait en plus de signer avec cet autre paria de l'ordre européen qu'était la Russie soviétique un traité d'alliance et de commerce. De son côté, A. Chamberlain avait pensé dès l'époque de la conférence de la paix que «la France et l'Allemagne se mouvaient dans un cercle vicieux: la crainte d'un côté, les menaces de l'autre, ce qui entraînait une hostilité de plus en plus profonde et de plus en plus amère»<sup>61</sup>. Or en l'espace de trois ans la situation politique s'était considérablement modifiée: la France se sentait dans une position beaucoup plus avantageuse, car elle s'inquiétait de voir la Grande-Bretagne hésiter encore à lui donner des garanties spécifiques au sujet de la frontière rhénane, tandis que l'économie allemande progressait beaucoup plus rapidement qu'elle ne l'aurait souhaité. Dans ces conditions, le gouvernement français en vint à considérer les avantages qu'offrait une solution de compromis. L'insistance que mit l'Angleterre à servir de médiateur entre les deux «ennemis héréditaires» les fit aboutir à un accord qui «n'était pas une union des vainqueurs contre l'Allemagne vaincue; c'était la suggestion d'un pacte entre l'Allemagne et ses anciens ennemis, qui visait à sauvegarder la situation territoriale de la frontière occidentale de l'Allemagne, à apaiser les craintes de la France, à ramener l'Allemagne dans le concert des nations comme une égale et, en repoussant le spectre de la guerre en Europe, à permettre à celle-ci d'obtenir des crédits sans lesquels son état économique et financier ne ferait qu'empirer»<sup>62</sup>.

Le secrétaire d'Etat anglais faisait ici clairement allusion au rôle que les Etats-Unis d'Amérique avaient joué en faveur de l'unité européenne, «comme une sorte de super-arbitre»<sup>63</sup> qui était prêt à apaiser les querelles qui pourraient naître entre les parties contractantes dans la mise en œuvre des accords qu'elles venaient de signer. Rakovski alla même jusqu'à suggérer que le véritable inspirateur de la politique de Locarno était l'ambassadeur américain à Berlin, Houghton. Il en voulait pour preuve le fait que le gouvernement américain était décidé à obtenir le remboursement de la dette colossale que la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et les pays de la Petite Entente avaient contractée à son égard; or les Américains savaient qu'il serait impossible de récupérer les dix

millions de dollars qu'on leur devait (sans compter les intérêts) «si la machine gouvernementale européenne ne marchait pas avec plus ou moins de régularité»<sup>64</sup>.

Pour Rakovski, le fait que les pays capitalistes aient pu arriver à un accord fondé avant tout «sur une bonne volonté» mutuelle était un signe de mauvais augure pour l'avenir du mouvement révolutionnaire. Les accords de Locarno firent sur lui une impression beaucoup plus profonde que sur les autres leaders bolcheviks, peut-être parce qu'il connaissait l'Europe occidentale beaucoup mieux que la plupart d'entre eux. Il nota alors avec une lucidité teintée de pessimisme: «Nous ne devons pas nous leurrer; nous devons bien voir que ce nouveau regroupement international ne fera qu'accroître l'isolement de l'Etat soviétique dans un monde capitaliste. De façon générale, l'U.R.S.S., en tant qu'Etat révolutionnaire, est obligée de pratiquer une politique de 'super-isolement'<sup>65</sup>.» Christian Gueorguevitch proclamait cependant avec une détermination que l'expérience n'avait fait que renforcer: «L'isolement, qui effraye les autres, ne nous effraye pas, car c'est le cadeau que le pouvoir soviétique a trouvé dans son berceau<sup>66</sup>.» Pourtant, au fil des mois qui s'écoulèrent à partir de l'automne 1925, notre diplomate allait se convaincre de ce que les efforts que le gouvernement soviétique avait faits jusque-là pour participer à la vie politique et économique de l'Europe avaient été vains. Il fut particulièrement frappé par la lecture d'un «mémoire secret» qu'Austen Chamberlain aurait écrit en mai 1925 et que les services de renseignement soviétiques s'étaient procuré. Ce document montrait sans ambiguïté que le problème russe relevait «de l'Asie plutôt que de l'Europe» et proclamait: «Pour le moment, la Russie surplombe l'horizon oriental de l'Europe comme un nuage de tempête... Une politique de sécurité doit être définie en dépit ou plutôt à cause de la Russie<sup>67</sup>.»

Rakovski ne cacha pas qu'à ses yeux les accords de Locarno marquaient une «défaite» de la diplomatie soviétique, puisqu'ils étaient une «réponse» directe à la politique de Rapallo. Lui qui était considéré comme un des «pères de Rapallo» estimait maintenant que cette politique n'avait pas vraiment porté ses fruits. Sa déception, qui fut très vive, se sent aisément à travers les propos qu'il tint à cette époque: «Le traité de Rapallo, dit-il par exemple, a été un symbole plus que toute autre chose; il n'a pas vraiment empêché l'Allemagne de passer de temps à autre de l'autre côté de la barricade et d'agir contre nous de concert avec nos ennemis<sup>68</sup>.» Rakovski était profondément déçu, car il avait essayé avec Tchitchérine de «faire pression sur l'Allemagne pour l'empêcher d'arriver à un accord avec la France ou avec la Grande-Bretagne, et pour la dissuader d'entrer à la Société des nations»<sup>69</sup>. Tchitchérine lui-même était venu à Berlin à

la fin du mois de septembre 1925, mais la campagne qu'il avait déclenchée contre l'Angleterre était «loin d'avoir porté les fruits qu'il en avait espérés»<sup>70</sup>.

Comme Lord d'Abernon l'écrivit alors à Chamberlain en reprenant la démonstration du commissaire soviétique aux Affaires étrangères: «Son idée fondamentale – en dehors des préoccupations financières – était de prouver à l'Allemagne que nous étions en train de la rouler. Si l'Allemagne donnait son accord au pacte occidental, ses liens avec la Russie se relâcheraient au point qu'elle deviendrait un simple pion sur l'échiquier occidental. Dès que la menace d'une alliance germano-russe cesserait d'exister, plus personne n'accorderait d'attention aux vues de l'Allemagne ni n'écouterait ses remontrances<sup>71</sup>. . .» Sentant que l'Allemagne s'éloignait irrésistiblement de lui, le gouvernement soviétique déclara qu'il «ne se sentait plus lié par l'accord de Rapallo», et qu'il envisageait «l'éventualité d'un rapprochement franco-russe». Un des principaux obstacles qui avaient empêché un tel rapprochement venait en effet d'être surmonté: les conversations que Tchitchérine avait eues à Varsovie avant son départ pour Berlin avaient contribué à dissiper une hostilité traditionnelle entre la Russie et la Pologne que l'Allemagne s'était efforcée jusqu'alors d'entretenir.

A la veille de recevoir Tchitchérine, le ministre polonais des Affaires étrangères, Skrynski, qui s'attachait ostensiblement à «favoriser une politique de conciliation internationale»<sup>72</sup>, avait consulté Briand. Celui-ci avait recommandé à son homologue polonais d'écouter avec bienveillance les propositions que ne pouvait manquer de lui faire Tchitchérine, en se rappelant que la Pologne «avait tout intérêt à établir de bonnes relations avec la Russie si elle le pouvait». La Pologne, qui était prise dans un étau que ses voisins rêvaient trop souvent de resserrer, se trouvait en effet dans une position des plus inconfortables. Or il existait une solution à ce problème essentiel pour la sécurité de l'Europe: si la Pologne sentait qu'elle n'avait rien à craindre de la Russie, l'Allemagne verrait se dissiper le cauchemar qui la hantait: voir une armée française la traverser de part en part pour marcher au secours de son alliée, une éventualité que, selon Briand, «aucun Français n'envisageait véritablement»<sup>73</sup>.

Le ministre français des Affaires étrangères avait cru bon de s'avancer aussi loin dans cette voie, car Chamberlain lui avait indiqué que son gouvernement refusait d'être «entraîné dans une controverse à propos de la Pologne»<sup>74</sup>. En signant les accords de Locarno, la Grande-Bretagne avait accepté de garantir le maintien de la frontière franco-allemande d'une part, et de la frontière germano-belge de l'autre; dans le même temps, elle avait pris la précaution de proclamer qu'elle «ne contractait

d'obligation à l'égard d'aucune frontière»<sup>75</sup>. Comme Chamberlain comprenait cependant que la sécurité de l'Europe ne dépendait pas seulement de l'état de ses frontières occidentales, il avait laissé entendre que l'entrée de l'Allemagne à la S.D.N. serait la meilleure des garanties au maintien de la frontière germano-polonaise: en accomplissant ce geste, celle-ci s'engageait en effet à accepter sans restriction les obligations de l'article 16 de la S.D.N., aux termes duquel tout pays membre de l'organisation internationale était tenu de prendre part aux mesures de répression financière et militaire qui seraient exercées contre tout Etat qui se rendrait coupable d'agression à l'égard d'un autre Etat.

Pour la dissuader d'entrer à la S.D.N., le gouvernement soviétique s'efforça de montrer à l'Allemagne qu'elle y perdrait rapidement son indépendance et qu'elle serait probablement obligée de participer à une nouvelle «croisade» des puissances capitalistes contre l'Union soviétique, puisqu'il était toujours possible de déclarer celle-ci hors la loi sous un prétexte quelconque. Pour Moscou, voir l'Allemagne entrer à la S.D.N. après qu'elle eût pris soin de signer les accords de Locarno signifiait que le front commun des puissances occidentales s'était reconstitué, et qu'il était nettement plus homogène qu'avant la signature du traité de Rapallo. On comprend dans ce cas les craintes des bolcheviks, qui ne manquèrent pas d'attaquer à cette époque la S.D.N., ses buts et ses méthodes d'action.

En décembre 1925, Rakovski écrivit un article dans lequel il s'efforçait de démystifier le pacifisme de «mauvais aloi» qui auréolait d'après lui cette institution. Le principal reproche qu'il lui faisait était d'être «une organisation oligarchique» qui regroupait «les Etats riches et forts contre les pays pauvres et faibles»<sup>76</sup>. Il dénonçait ce qu'il appelait le double jeu de la S.D.N., qui déclarait «garantir la paix et l'amitié entre les peuples» alors qu'elle était elle-même dominée par la volonté des grands pays européens. Or ceux-ci ne pouvaient que défendre leurs avantages politiques, économiques et sociaux, c'est-à-dire en définitive les privilèges de la bourgeoisie qui les dirigeait. C'est ainsi, disait Rakovski, que l'Allemagne ne pourra que faire bloc avec les autres pays d'Europe occidentale contre l'U.R.S.S. «sur des questions comme la propagande communiste, le mouvement ouvrier, les dettes et les biens nationalisés»<sup>77</sup>. Chaque problème que la S.D.N. avait à régler se transformait de cette façon «en un instrument dirigé contre les intérêts de la majorité», et rien n'était plus facile que de réduire un pays à merci en le déclarant coupable d'agression, ce qui permettait d'utiliser contre lui à la fois la force armée et le blocus économique aux termes de l'article 16 de la charte de la S.D.N.<sup>78</sup>. D'un autre côté, ajoutait Christian Gueorguevitch, cette organisation est comme paralysée lorsqu'elle se heurte à la volonté d'une grande

puissance qui peut se permettre de négliger ses avis ou de tourner ses règlements quand bon lui semble: il n'en voulait pour preuve que l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises en 1923. Dans son article, notre pamphlétaire laissait entendre que les Etats-Unis d'Amérique refusaient de faire partie de la S.D.N. parce qu'ils étaient trop puissants et qu'ils n'acceptaient pas de se soumettre à certaines contraintes; l'U.R.S.S. refusait, au contraire, parce qu'elle se sentait encore trop faible et qu'elle préférait traiter séparément avec chaque pays capitaliste afin de rechercher des solutions particulières à des problèmes concrets; si elle se trouvait confrontée avec un regroupement de toutes les puissances capitalistes, elle ne pourrait que prendre une attitude défensive et revenir à des questions de principe (comme la propriété, l'Etat, la classe ouvrière . . .) sur lesquelles elle ne transigerait jamais. En fait, l'Allemagne eut la prudence de ne pas exacerber les inquiétudes du gouvernement soviétique, et elle prit dans ce but deux mesures adéquates.

Après s'être rapprochée de l'Europe occidentale en ratifiant les accords de Locarno et en choisissant d'entrer à la S.D.N., l'Allemagne préféra ne pas sacrifier entièrement sa politique d'ouverture à l'Est: elle refusa de souscrire au fameux article 16 de la S.D.N. qui inquiétait tant l'Union soviétique, et pensa que le moment était particulièrement propice pour signer avec cette dernière un traité de commerce qui était prêt depuis déjà plusieurs mois<sup>79</sup>: avantages politiques et intérêts économiques se complétaient parfaitement. Streseman et ses amis considéraient qu'ils garderaient ainsi une marge de liberté et que, malgré certains déboires récents au sujet des concessions, «l'exploitation industrielle et commerciale de la Russie» remplacerait partiellement les profits que leur pays tirait avant-guerre de ces solonies. De leur côté, les Soviétiques avaient fait un calcul similaire. Un traité avec l'Allemagne présentait des avantages indiscutables: il leur apportait des crédits qui n'étaient jamais négligeables<sup>80</sup>, et une assistance technique qui les aidait beaucoup. De plus, il renforçait leur position face aux deux grands pays d'Europe occidentale.

En cette fin d'année 1925, les dirigeants soviétiques avaient en effet révisé leur tactique en matière de politique étrangère. Voyant que l'Allemagne n'hésiterait pas à s'éloigner au besoin et que l'Angleterre leur fermait la porte, ils choisirent de tourner leurs regards vers la France et de nommer Christian Rakovski ambassadeur à Paris en remplacement de L. B. Krassine.

## CHAPITRE VIII

### Rakovski ambassadeur en France (décembre 1925 - octobre 1927)

#### A. LA NOMINATION DE RAKOVSKI À PARIS (NOVEMBRE 1925)

Lorsque Rakovski passa de Londres à Paris en novembre 1925, certains journaux anglais pensèrent que cette nouvelle affectation signifiait que le centre de gravité de la diplomatie soviétique se déplaçait de la Grande-Bretagne vers la France. Le *Daily Telegraph*, par exemple, vit dans cette nomination « beaucoup plus » qu'on ne soupçonnait d'ordinaire. Il estimait que Christian Gueorguevitch allait maintenant « poursuivre la politique de rapprochement avec la France que Tchitchérine avait récemment inaugurée », et précisait : « Les desseins secrets de cette politique sont dirigés plutôt contre l'Empire britannique que contre l'Allemagne . . . Il s'agit d'empêcher que la solidarité franco-anglaise qui s'exerce sur le Rhin ne s'étende à l'Asie et à l'Afrique du Nord<sup>1</sup> ». Ces rapoles montrent bien que les milieux conservateurs anglais redoutaient de voir s'intensifier dans l'empire les activités du Komintern. Certes, lors de la dernière visite que Rakovski lui avait faite, Chamberlain avait éprouvé le besoin de dire au représentant soviétique qu'il était « trop intelligent et trop bien informé pour croire qu'une telle politique ait une chance de succès », et celui-ci avait répondu qu'elle serait en effet « stupide<sup>2</sup> ». En réalité, l'affirmation du secrétaire d'Etat britannique comme la réponse du diplomate soviétique montraient l'importance que les deux pays attachaient aux activités du Komintern ; elles montraient aussi que les deux hommes pouvaient dire exactement le contraire de ce qu'ils pensaient en leur for intérieur.

Rakovski, nous le savons, était quelque peu aigri : il n'avait jamais éprouvé de sympathie particulière pour l'Angleterre, et il ne pardonna jamais au gouvernement conservateur d'avoir fait échouer son ambassade en refusant « d'entamer avec lui de nouvelles négociations », après avoir repoussé la ratification des traités anglo-soviétiques pour lesquels il avait travaillé avec tant d'acharnement. C'est pourquoi il déclara en janvier

1926 à un journaliste du *Temps* qui l'interviewait: «Si la route qui mène à Paris passait autrefois par Londres, la route qui mène à Londres passe aujourd'hui par Paris<sup>3</sup>.» Il exprima clairement son ressentiment à l'égard de tout ce que la Grande-Bretagne représentait dans un article intitulé «La 'Boutique du monde' est sur le déclin», qu'il publia probablement à dessein dans *L'Internationale communiste*, l'organe officiel du Komintern<sup>4</sup>. Dans cette étude, Christian Gueorguevitch passait en revue les crises successives qui avaient récemment paralysé diverses branches de l'économie britannique, en particulier dans l'industrie minière, dans les usines de textile et dans les fabriques d'outillage. Il montrait, en suivant le schéma marxiste qu'il avait partiellement utilisé pour écrire sa thèse de doctorat en médecine sur *l'Étiologie du crime et de la dégénérescence*, que l'augmentation du nombre des chômeurs signifiait une «diminution des salaires et une détérioration générale des conditions de vie de la classe ouvrière» qui, à son tour, entraînait une «dégénérescence physique du prolétariat britannique»<sup>5</sup>. Cette «décadence» générale prouvait à son avis que la Grande-Bretagne avait «définitivement perdu la position prééminente qu'elle avait occupée jusqu'alors sur le marché mondial», et que la bourgeoisie de ce pays était désormais incapable de résoudre les contradictions qu'elle avait elle-même créées. La crise que traversait la Grande-Bretagne n'était donc pas transitoire: elle était «chronique». Dans ces conditions, poursuivait Christian Gueorguevitch, la seule solution que la classe dominante ait trouvée à ses difficultés est d'inaugurer une politique de réaction qui, à son tour, ne peut qu'inciter les ouvriers à se révolter. Pour prévenir une telle éventualité, le gouvernement britannique avait choisi de relâcher les liens qui l'unissaient à l'Union soviétique, dans l'espoir d'«isoler ses propres ouvriers des communistes russes qui pouvaient leur apporter au cours des luttes à venir une aide financière et morale appréciable».

Nous voyons que Christian Gueorguevitch ne cherchait plus à cacher, comme il l'avait fait depuis 1922, que les activités de la diplomatie soviétique et du Komintern étaient étroitement complémentaires, et que l'une d'elles reprenait le dessus dès que l'autre menaçait de conduire à l'échec. Il estimait maintenant que le temps était venu en Angleterre d'un affrontement violent entre les classes dirigeantes et la classe ouvrière aidée de la paysannerie pauvre: la grève générale déclenchée quelques mois plus tard, au printemps de 1926, et la rupture des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. qui s'ensuivit devaient prouver la justesse d'une partie de son analyse. En revanche, notre révolutionnaire-diplomate estimait que le temps de la diplomatie était venu dans les relations avec la France. Pour mettre toutes les chances de son côté et pour réussir

à concrétiser ses plans d'action, Christian Gueorguevitch demanda et obtint des membres du Politburo qu'il lui soit accordé carte blanche à Paris pour une durée de trois ans.

D'après des renseignements provenant «des milieux du Narkomindel», Rakovski n'avait accepté sa nomination à Paris que lorsque les conditions suivantes furent acceptées à Moscou:

1° Il devait être autorisé à «mener une politique francophile» et recevoir «pleins pouvoirs de régler seul et définitivement la question des dettes d'avant-guerre». Le consul général soviétique à Paris – Aussem – devait s'abstenir de toute initiative personnelle en ce domaine.

2° En revanche, Aussem devait se charger entièrement des affaires du Komintern et de la direction des agents soviétiques que se trouvaient déjà en France. Seulement, le Komintern ne devait pas envoyer d'agents à Paris «sans autorisation préalable de Rakovski»<sup>6</sup>.

Christian Gueorguevitch tenait à ne pas être mêlé directement aux activités de l'Internationale communiste, car l'expérience de la «lettre de Zinoviev» lui avait apporté la preuve que la «propaganda bourgeoise» savait parfaitement retourner ces activités à son profit: en multipliant les faux documents et en donnant aux vrais une large publicité, les partis de droite pouvaient en effet effrayer sans difficulté une partie importante de l'électorat et la manœuvrer à sa guise. Pour éviter une réédition de ce qui s'était passé en Angleterre, Krassine avait ainsi été obligé de faire rappeler son «premier secrétaire», Voline, à Moscou, après que celui-ci eut oublié qu'il était officiellement un diplomate et non plus le délégué de l'Internationale auprès du parti communiste français: ses articles et ses discours avaient pu être utilisés par la droite pour déconsidérer l'ambassade soviétique à Paris, et l'action de Krassine n'avait pas manqué d'en être freinée. Christian Gueorguevitch, qui n'avait pas perdu de vue cet épisode, avait obtenu d'être le seul à s'occuper de la vie politique française en général, et des relations avec les dirigeants du parti communiste français en particulier. Ces deux dernières exigences étaient étroitement liées dans l'esprit de notre diplomate, puisqu'il allait se fixer pour but de tempérer la virulence verbale des communistes français, afin de permettre un regroupement et le triomphe des forces de gauche dans notre pays: en décembre 1925, par exemple, les observateurs s'étonnaient de voir le parti communiste offrir le concours de son «soutien» à un gouvernement socialiste, et les spécialistes du ministère de l'Intérieur notaient dans leurs rapports: «On aura certainement à l'avenir l'occasion de constater que le parti communiste subit d'une façon plus impérative qu'auparavant l'inspiration et les ordres concrets d'action du nouvel ambassadeur des soviets à Paris, M. Rakovsky<sup>7</sup>.» Pendant les deux années qu'il passa à Paris,

Rakovski allait en effet jouer un rôle important dans la vie politique française, si important même qu'il provoqua son «expulsion» par le gouvernement de Poincaré en octobre 1927. Le leader de la droite française n'avait jamais oublié la phrase qu'il avait lue dans un rapport des Renseignements généraux datant du mois de décembre 1925: Rakovski devait être considéré comme un dangereux activiste qui saurait toujours «conditionner son activité diplomatique à l'intérêt supérieur du mouvement révolutionnaire»<sup>8</sup>.

Si à Londres comme à Paris Krassine s'était acquis une solide réputation d'homme d'affaires, Rakovski devait y faire figure d'homme politique à part entière. On connaissait son passé de militant socialiste à l'envergure européenne, et lui-même avait toujours gardé contact avec les milieux politiques de notre pays auquel le liaient tant de souvenirs de jeunesse. Krassine, au contraire, avait très vite éprouvé des réticences à l'idée de rester en poste à Paris: comme il l'écrivait à sa femme en octobre 1925, il détestait par-dessus tout «l'atmosphère d'intrigues perpétuelles» qui caractérisait à ses yeux «ce ballet qu'on appelle le monde politique français»<sup>9</sup>. Ce manque d'affinité évident avait été une des causes de l'insuccès de son ambassade. Les négociations qu'il menait depuis un an avec le gouvernement français et avec les représentants des porteurs de fonds russes n'aboutissaient pas, et il avait été le premier à suggérer au Politburo l'idée que Rakovski «arriverait peut-être à faire quelque chose». Il avait alors déclaré à sa femme que seul «un homme d'action de la trempe de Rakovski . . . pour ne pas dire plus» pourrait aboutir dans de telles conditions. Lui-même, «de façon générale, perdait de plus en plus le goût de la diplomatie»<sup>10</sup>, surtout de cette diplomatie qui consistait pour une part non négligeable à graisser la patte aux journalistes comme aux hommes politiques.

Comme l'ambassade soviétique ne pouvait se contenter de faire publier des articles favorables à l'U.R.S.S. dans la presse de gauche, le Politburo avait demandé à Krassine de prendre contact avec la direction d'un journal «respectable» comme *Le Temps*, qui passait à tort ou à raison pour être le reflet du Quai d'Orsay. *Le Temps* avait fait au représentant soviétique les propositions suivantes, que Trotski consigna dans son *Journal d'exil*:

- a) La rédaction envoie à Moscou, après un certain délai, un correspondant qui commence par donner des articles critiques, mais de ton modéré;
- b) dans les éditoriaux, plus de lutte contre l'U.R.S.S.;
- c) après un nouveau délai de quelques mois . . . , le journal commence à adopter une ligne de politique extérieure amicale pour l'U.R.S.S.;
- d) les correspondances de Moscou prennent un caractère favorable;

- e) dans le second éditorial (politique intérieure), la rédaction conserve sa pleine indépendance dans la critique du bolchevisme;
- f) le gouvernement soviétique verse au *Temps* un million de francs par an<sup>11</sup>.

Trotsky précise dans ses notes que Krassine avait commencé par proposer «un demi-million» et qu'il était allé «jusqu'à sept cent cinquante mille». Les pourparlers en étaient restés là, car le représentant soviétique avait alors demandé au Politburo «s'il fallait aller plus loin». La question avait été tranchée par la négative, «non seulement pour des raisons d'économie de devises, mais aussi en vertu de considérations diplomatiques; il n'y avait pas alors d'espoir d'un accord avec la France, et il était plus raisonnable d'ajourner l'opération». *L'Humanité* revenait alors «à meilleur marché»<sup>12</sup>.

On peut penser que lorsque Rakovski arriva en France, l'opération qui avait été momentanément «ajournée» ou d'autres opérations de ce genre furent reprises, et qu'elles le furent avec succès. Pendant toute la durée de son ambassade, Christian Gueorguevitch multiplia sans difficulté apparente interviews et articles qui parurent régulièrement dans des périodiques comme *L'Europe nouvelle*, et surtout dans des journaux comme *Paris-Soir*, *L'Œuvre*, *Le Petit Parisien*, et bien évidemment *L'Humanité*, dont Rakovski avait été pendant plusieurs années avant-guerre le correspondant pour les Balkans. Pour tous les gens de gauche, «Rako» (c'est ainsi que l'appelaient familièrement ses camarades français) avait le prestige d'un révolutionnaire qui avait «réussi»: il était le représentant du premier pays socialiste, après avoir été pendant cinq ans le «Lénine de l'Ukraine», un pays plus grand que la France qu'il avait contribué plus que quiconque à «bolcheviser»<sup>13</sup>. Cette expérience avait valu à notre révolutionnaire-diplomate un certain renom; elle avait captivé l'attention de ses anciens compagnons de route des partis socialistes européens et de la II<sup>e</sup> Internationale; elle lui donna d'autant plus de poids lorsqu'il revint en France à la fin 1925. C'est alors qu'il déclara à une journaliste qui l'interviewait: «Connaissant votre pays où j'ai vécu si longtemps et où je compte tant d'amis, je réussirai peut-être à faire quelque pas en avant dans l'œuvre commencée par mon prédécesseur. Je ne sais pas si je me fais des illusions, mais comme l'a si bien dit M. de Monzie... 'le problème du rapprochement franco-russe est un problème de psychologie'. Je crois connaître la psychologie de la France<sup>14</sup>; maintenant, il s'agit de voir si je réussirai à faire comprendre la psychologie de notre pays qu'on ignore du tout au tout<sup>15</sup>.»

Christian Gueorguevitch retrouva à Paris des amis comme Lagardelle (qui avait autrefois publié ses articles d'étudiant dans *La Jeunesse socia-*

liste dont il était le directeur), comme Emile Buré<sup>16</sup> qui était maintenant le directeur d'un journal influent et puissant, *L'Ordre*, et des communistes comme Marcel Cachin, Pierre Sémard, Doriot ou Jacques Sadoul qu'il allait bientôt «convoquer» lui-même en leur téléphonant à *L'Humanité* ou au siège du parti communiste<sup>17</sup>. A ce sujet, nous pouvons citer un exemple tout à fait caractéristique. Alors que les négociations franco-soviétiques sur les dettes battaient leur plein, au début de 1926, le président de la délégation française (Anatole de Monzie) termina une de ses lettres à Rakovski par les mots: «. . . Avec mes meilleurs sentiments, je me dis votre serviteur, ce qui fait compensation avec l'expression de laquais du capitalisme que *L'Humanité* me dédie avec le plus charmant à-propos.» Christian Gueorguevitch prit fort au sérieux le ton plein d'humour de De Monzie: il répondit deux jours plus tard en disant dans un français approximatif qui ne traduisait que mieux sa détermination: «Sur le deuxième point que vous touchez à la fin de votre lettre en passant et d'une manière spirituelle, je chercherai, à la première occasion, d'attirer l'attention à Cachin . . . [sic]<sup>18</sup>».

L'influence que Rakovski pouvait avoir sur les milieux de la gauche française, nous le savons, n'était pas très appréciée des autorités françaises qui avaient accepté «sans enthousiasme» sa nomination à Paris. Comme l'écrivait à Austen Chamberlain l'ambassadeur de Grande-Bretagne Lord Crewe, le gouvernement français considérait Rakovski comme «une personnalité beaucoup plus inquiétante que son prédécesseur»<sup>19</sup>. Berthelot estimait en effet que Krassine était «un bon bourgeois», mais qu'il avait eu tort «d'aller trouver M. de Monzie et d'autres gens en dehors du gouvernement, au lieu de discuter avec le ministère des Affaires étrangères et avec le ministère des Finances». Quant à Rakovski, le secrétaire général du Quai d'Orsay disait en reprenant les mots que la reine de Hollande avait un jour utilisés pour décrire Napoléon III: c'est un être «tellement rusé qu'il ne faut pas croire le contraire de ce qu'il dit»<sup>20</sup>.

Pour souligner l'importance que Moscou attachait à la nomination de Rakovski, Tchitchérine vint lui-même à Paris pour essayer de donner le ton aux négociations franco-soviétiques. Il fut reçu successivement par Briand et par Berthelot à la fin de novembre et au début de décembre<sup>21</sup>. Les discussions portèrent sur deux points essentiels: les relations franco-soviétiques et les dettes russes, sur lesquels les deux partenaires pouvaient difficilement espérer se mettre d'accord en quelques heures. Au début de l'entretien qu'il accorda au commissaire soviétique, Berthelot déclara d'une façon quelque peu équivoque: «On peut se réconcilier avec un ennemi, mais avec un ami jamais»<sup>22</sup>, ce que Tchitchérine put difficilement considérer comme un prologue de bon augure aux négociations qui s'en-

gageaient. Il sortit «très peu content» du ministère des Affaires étrangères, et laissa à Rakovski le soin de travailler à une rapprochement difficile à amorcer.

## B. LES RELATIONS FRANCO-SOVIÉTIQUES

On admet généralement que l'arrivée de Rakovski à l'ambassade de la rue de Grenelle marqua pourtant le début d'une campagne intensive dont le but était d'améliorer les relations franco-soviétiques et de discuter à fond des causes de dissension qui éloignaient les deux pays. Au cours des conversations que Tchitchérine et Rakovski avaient eues au Quai d'Orsay, la procédure des négociations à venir avait été arrêtée. Il avait été décidé qu'une conférence bipartite envisagerait dans tous ses détails l'état des relations politiques (auxquelles notre «diplomate» attachait une importance primordiale), le problème des dettes et des crédits, et enfin l'éventualité d'un traité de commerce. On organisa sur le modèle de la défunte conférence anglo-soviétique une série de quatre commissions principales qui furent chargées respectivement des aspects politiques, juridiques, financiers et économiques de la conférence<sup>23</sup>.

Pour se «ménager une issue de secours», Christian Gueorguevitch eut la prudence dès son arrivée à Paris d'envisager devant les journalistes l'éventualité de deux formes de négociations avec les autorités françaises: «Il y a négociation, dit-il, quand les deux côtés restent deux parties opposées manœuvrant l'une contre l'autre comme devant un tribunal; il y a aussi des négociations qui sont en même temps une collaboration, c'est-à-dire quand les deux côtés se suggèrent mutuellement des solutions et cherchent ainsi à rapprocher leurs points de vue<sup>24</sup>.» Ce sont des rapports de la première catégorie qui s'établirent entre Rakovski et le gouvernement français sur le plan politique. Poincaré, qui était redevenu président du Conseil, fit très vite comprendre au représentant soviétique que la proposition d'un rapprochement entre la France, la Pologne et l'U.R.S.S. qu'il avait formulée au nom de son gouvernement était parfaitement déplacée. Il laissa entendre de la même façon qu'il était inutile de soulever devant lui la question du statut de la Bessarabie, dont il avait récemment reconnu l'appartenance à la Roumanie à l'indignation de Rakovski. Pour préserver des chances réelles de négociations, celui-ci préféra finalement centrer son attention sur les questions économiques: il espérait que les intérêts financiers amèneraient les deux pays à collaborer, à régler à l'amiable les problèmes des dettes et des crédits, et à développer au maximum leurs échanges commerciaux<sup>25</sup>.

### 1. *Les relations commerciales entre la France et l'U.R.S.S. (1923 – 1924)*

Avant la révolution d'Octobre, les relations commerciales entre les deux pays n'avaient jamais connu une extension considérable, surtout comparées avec des échanges du même genre entre la Russie et l'Allemagne, qui étaient six fois et demi plus importants<sup>26</sup>. De plus, contrairement à ce que l'on pourrait penser, les exportations de produits russes vers la France s'élevaient en 1913 à 100 879 000 roubles, tandis que les exportations françaises à destination de la Russie n'étaient que de 56 990 000 roubles. Avant la première guerre mondiale, la France n'absorbait en effet que 6,6% des exportations globales de l'empire tsariste, ce qui la plaçait au quatrième rang des puissances importatrices de produits russes, après l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Hollande. Lorsque les échanges commerciaux reprirent entre Moscou et Paris à partir de 1922, les Soviétiques ne purent nous envoyer que du bois et de petites quantités de soie et de chanvre: au taux de 1913, ces exportations ne se montaient qu'à 1 243 000 roubles pour les années 1922-1923. Les statistiques nous montrent qu'entre janvier et septembre 1924, notre pays importa 5 630 000 pouds de marchandises russes, c'est-à-dire 30% du poids total des exportations soviétiques pour cette période, mais seulement 2,5 % de leur valeur: il s'agissait essentiellement de bois, de graines, de lin, de manganeuse et de fourrures<sup>27</sup>.

De 1922 à 1924, Moscou importa pour 3 024 000 pouds de marchandises françaises, qui n'étaient plus comme avant-guerre des cosmétiques, des dentelles ou du vin, mais des aliments, des produits manufacturés et semi-manufacturés, céréales, farines, produits chimiques, laine, cuir, liège en 1923; cacao, pois, café, sucre, liège, produits chimiques et teintures pour 1924. L'année suivante, les exportations françaises vers l'U.R.S.S. s'accrurent de façon très nette, car le gouvernement français acheta alors d'importantes quantités de pétrole aux autorités soviétiques qui, en retour, utilisèrent une bonne partie de leurs devises dans notre pays<sup>28</sup>. Cependant, le développement des échanges commerciaux entre les deux pays était considérablement ralenti par l'agitation permanente qu'entretenaient les porteurs de fonds russes et les anciens propriétaires dont les biens avaient été nationalisés par les bolcheviks.

### 2. *La question du pétrole russe*<sup>29</sup>

En février 1926, un député ne manqua pas d'interpeller le gouvernement à la Chambre pour lui demander comment il pensait faire concorder les

intérêts français en Russie avec les commandes de pétrole qui venaient d'être passées en Union soviétique. Le ministre de la Marine, Georges Leygues, jugea bon d'apaiser les craintes des anciens propriétaires et des industriels dépossédés en répondant que le contrat, «qui était très avantageux, n'avait pas été conclu avec le gouvernement soviétique mais avec le syndicat soviétique du pétrole». Il est bien évident que cet argument n'avait qu'une valeur formelle, puisque les syndicats n'avaient en U.R.S.S. aucune existence réelle en dehors des instances gouvernementales. Pour se justifier pleinement, le ministre rappela qu'il n'y avait jamais eu en Russie, à proprement parler, de compagnie pétrolière française. Aucun Français ne pouvait donc se déclarer lésé dans cette affaire; seuls étaient concernés les Français qui avaient investi un capital dans des compagnies russes, et ceux-ci étaient «défendus de la même manière que tous les autres créanciers de la Russie». Les autorités françaises n'avaient donc pas de raison de s'abstenir de conclure ce marché «puisque le gouvernement soviétique n'avait pas confisqué de puits français», et que le pétrole acheté «n'appartenait pas de fait à des citoyens français». Enfin, ajouta le ministre pour conclure, d'autres pays achètent du pétrole au syndicat soviétique concerné sans pour autant porter préjudice aux réclamations qu'ils formulent comme nous au sujet des biens nationalisés<sup>30</sup>.

Pendant toute la durée de son séjour à Londres et à Paris, Rakovski sut intéresser d'importants consortiums internationaux à la question du pétrole russe. Un article quelque peu «inspiré», publié en mars 1924 dans *L'Europe nouvelle*, disait déjà dans ce sens: «La possession du pétrole russe constitue désormais un tel facteur d'importance mondiale, qu'elle ne saurait être réglée à l'avantage commun des deux pays sans vues politiques d'avenir . . . L'heure semble venue pour nous de songer au problème du pétrole russe et de dégager un système, appuyé sur des moyens d'action, qui garantisse à la fois le service de nos créances et le ravitaillement méditerranéen de la France en pétrole<sup>31</sup>.» En 1926, la question était particulièrement d'actualité, car le gouvernement soviétique s'était déclaré prêt à accorder une concession de pétrole du Caucase aux organismes qui lui fourniraient des crédits à long terme. La délégation que dirigeait Christian Gueorguevitich engagea alors des pourparlers avec un groupe de banques françaises qui avaient en vue certains gisements pétrolifères de Bakou et de Grozny. De leur côté, les Soviétiques proposèrent de céder une concession dans la province d'Ouralsk: les gisements se trouvaient au bord de la mer Caspienne, à l'embouchure de la rivière Emba; ils étaient relativement riches et avaient été exploités avant-guerre par une compagnie anglaise, mais présentaient le désavantage d'être situés dans une région marécageuse et insalubre. La voie ferrée la plus proche (la ligne

Orenbourg-Tachkent) ne passait qu'à deux cent cinquante kilomètres de là, et il y avait très peu de main-d'œuvre disponible dans les environs. Les banquiers français comprirent assez rapidement qu'il faudrait investir d'importants capitaux dans l'affaire avant que l'exploitation des gisements ne devienne rentable<sup>32</sup>. Ces difficultés matérielles et leurs incidences financières, auxquelles s'ajouta le désir de ne pas léser les intérêts de la compagnie anglaise, surent finalement les convaincre de ne pas accepter le marché<sup>33</sup>.

### 3. *La diplomatie «parallèle» de Rakovski et le commerce franco-soviétique (1925 – 1926)*

Comme nous le savons, Rakovski essayait de faire pression à la fois sur les dirigeants politiques, les financiers et les industriels français en utilisant une technique de négociations parallèles dont l'efficacité dépendait pour une part du chantage qu'il réussissait à exercer sur eux. Lorsque les pourparlers officiels marquaient le pas ou s'arrêtaient, Christian Gueorguevitch utilisait les relations qu'il avait dans le monde de la presse pour faire circuler certains bruits et «pour faire croire que des groupes bancaires étaient prêts à accorder des crédits à la Russie»<sup>34</sup>. C'est ainsi qu'on apprit, en avril 1926, qu'une grande banque française envisageait d'organiser un consortium franco-soviétique afin de régler les différends financiers et de développer les échanges commerciaux entre les deux pays. Le consortium était formé, croyait-on, par le gouvernement soviétique d'un côté et par la Banque de Paris et des Pays-Bas de l'autre. Il devait être renforcé par l'adjonction d'autres groupements financiers et de certaines firmes commerciales comme la Compagnie française des pétroles et la compagnie Louis Dreyfus. Cette proposition avait eu son origine dans une supposition faite à plusieurs reprises dans certains organes de la presse, selon laquelle les gouvernements français et soviétique étaient sur le point d'arriver à un accord au sujet des dettes tsaristes et de conclure un traité de commerce. D'après cette supposition, le consortium devait se charger d'accorder aux autorités soviétiques des crédits adéquats, et de se porter garant des annuités à payer à la France pour rembourser les dettes tsaristes selon les modalités arrêtées dans l'accord fixé par les deux gouvernements. En retour, les Soviétiques s'engageaient à exporter et à mettre chaque année à la disposition du consortium certaines quantités de matières premières: du pétrole et des produits dérivés du pétrole, du blé, du lin, différents minerais et métaux précieux. Ces produits seraient vendus sur le marché français et à l'étranger par les soins du consortium, et

les bénéfiques de la vente serviraient à obtenir les crédits nécessaires au fonctionnement de tout le système. En plus des intérêts afférents aux crédits, le consortium recevrait une commission sur les ventes des marchandises exportées de Russie<sup>35</sup>.

Le 9 avril 1926, les journaux les plus dignes de foi annoncèrent simultanément à Paris et à Londres que cette proposition avait été *soumise* au gouvernement soviétique. Rakovski était en fait à l'origine de toute cette campagne, mais ses efforts se soldèrent une nouvelle fois par un échec. Le lendemain, 10 avril, la Banque de Paris et des Pays-Bas fit paraître dans *Le Temps* un démenti formel qui proclamait avec indignation: pour la troisième fois, la direction de notre banque est obligée de nier publiquement la nouvelle de «prétendues négociations qui auraient eu lieu entre elle et le gouvernement soviétique», et de rappeler qu'elle n'a jamais eu d'entretiens à ce sujet avec les bolcheviks. Ce nouveau démenti n'était en réalité qu'un rideau de fumée destiné à voiler l'insuccès de pourparlers qui avaient bien eu lieu . . . ; seulement, dès que notre diplomate avait senti qu'ils n'aboutiraient pas, il en avait discrètement averti quelques camarades journalistes qui avaient révélé l'affaire, au grand dam des banquiers obligés de tout nier en bloc pour ne pas se «compromettre». Cette technique allait être alors utilisée à plusieurs reprises par Christian Rakovski.

Au début d'avril 1926, le correspondant d'un journal occidental à Leningrad fit savoir qu'une personne agissant au nom des cinq plus grandes banques londoniennes mettait au point les termes d'un contrat prévoyant l'octroi de crédits à l'U.R.S.S. en échange de l'autorisation d'exploiter certaines concessions forestières<sup>36</sup>. Une enquête immédiate auprès des principales banques de Londres conclut rapidement que la nouvelle n'était absolument pas fondée . . . Quelques mois plus tard, un article inspiré par Rakovski parut dans *Le Nord industriel*. Le ton avait déjà changé: il était beaucoup moins catégorique et cherchait à convaincre plutôt qu'à faire «chanter». L'auteur rappelait que la Russie soviétique attachait beaucoup d'importance à ces échanges commerciaux avec la France, mais qu'elle avait des difficultés pour financer ses achats: les industriels français n'étaient pas en mesure de lui faire crédit, le taux d'escompte était trop élevé, et les banques refusaient systématiquement d'accorder un escompte pour plus de trois mois. On suggérait alors la création d'une banque qui aurait son siège à Paris, et qui agirait dans l'intérêt des deux pays. Le chroniqueur prit aussi bien soin d'indiquer que, malgré ces difficultés, le gouvernement soviétique achetait toujours plus à la France; il avait passé pour quatorze millions et demi de dollars de commandes entre le 1<sup>er</sup> janvier 1925 et le 30 mars 1926: les produits textiles, les machines, les métaux et les produits chimiques représentaient 75% du total de ces

achats. Le but de l'article était donc clair: il s'agissait une nouvelle fois d'allécher les banquiers et les industriels d'un grand pays capitaliste en leur montrant l'ampleur de l'U.R.S.S., qui était potentiellement riche mais encore démunie de tout. On demandait à tous ceux qui étaient intéressés de s'adresser à l'union centrale des coopératives soviétiques, qui était représentée à Paris par la compagnie Centrosoyous-France. Toutes les précisions souhaitables étaient données sur cet organisme, qui avait déjà «réalisé d'importantes transactions en France et en Belgique», et qui «achetait directement aux fabricants et aux marchands». Du 1<sup>er</sup> octobre 1925 au 1<sup>er</sup> juillet 1926, elle avait acheté pour cinquante millions de francs de marchandises au nom des coopératives soviétiques et elle s'était chargée de les faire parvenir en U.R.S.S. Ces marchandises comprenaient des étoffes, des outils agricoles, de l'aluminium, de la colophane, et même quelques articles de fantaisie<sup>37</sup>.

Si le commerce entre la France et l'Union soviétique semblait donc reprendre quelque importance, il ne pouvait en aucun cas dépasser les limites étroites que lui imposait le système du troc: les Français ne voulaient plus se risquer à prêter de l'argent à la Russie, surtout à la Russie soviétique; ils ne voulaient pas non plus se hasarder à engager d'importants capitaux dans les multiples concessions qu'on leur proposait, car celles-ci se trouvaient dans un pays dont l'avenir politique et, partant, économique semblait très aléatoire, un pays dont le code pénal n'avait aucune commune mesure avec celui des nations occidentales. En 1923, un accord avait bien été conclu pour cinq ans entre le Trust des courants faibles de Leningrad et la Compagnie générale de télégraphe sans fil, mais il ne s'était agi que de fourniture de matériel et aucun contrat de ce genre n'avait été signé depuis. Malgré toute l'énergie que déploya Rakovski pour faire progresser la coopération entre les deux pays, trois contrats provisoires furent seulement signés pendant tout son séjour à Paris. Le plus important fut conclu avec la grande maison française Montondon, à laquelle le gouvernement soviétique désirait accorder le monopole de la production de soie artificielle pour une durée de vingt-deux ans. Le second concernait la création d'une société mixte pour la production et la vente de poids et mesures métriques en U.R.S.S. Le troisième prévoyait la «fabrication en masse» de bicyclettes et de motocyclettes. En juin 1926, des pourparlers commencèrent aussi pour l'installation en U.R.S.S. d'entreprises françaises qui fabriqueraient des objets en celluloïd et des pellicules photographiques et cinématographiques<sup>38</sup>. En fait, aucun de ces accords ne devait être ratifié, en partie à cause de la méfiance des financiers français, en partie à cause des suspicions du gouvernement de Poincaré, qui «interdit les transferts de capitaux» de France en Union soviétique<sup>39</sup>.

En d'autres circonstances, les concessions auraient certainement présenté un intérêt considérable pour les industriels et pour les hommes d'affaires de notre pays, car elles auraient pu fournir à bon compte certaines matières premières aisément transformables. En 1926, les Soviétiques avaient proposé de vastes concessions forestières dans la région d'Arkhangelsk, au Caucase et en Sibérie, avec la possibilité d'installer des usines transformant ce bois en pâte à papier et en cellulose. Ils avaient aussi demandé aux Français de participer à la production cotonnière du Turkestan et de la Transcaucasie en apportant une mise de fonds et une technique d'irrigation efficace. Ils avaient encore offert des gisements d'or, de minerai de fer et d'autres métaux: ils avaient beaucoup parlé en particulier des gisements de graphite de la région de la Korireika (un affluent de l'Ienisseï), dont la teneur en carbone était en moyenne 90 % et qui n'avaient été prospectés qu'à partir de 1921. L'électrification de l'U.R.S.S. présentait aussi un vaste champ d'action avec l'installation de stations hydro-électriques, l'électrification des chemins de fer (par exemple la construction d'une puissante station électrique sur les chutes du Dniepr, le captage de l'énergie de la rivière Samour au Caucase, etc.). Les concessions industrielles offraient aussi un champ d'activités d'autant plus intéressant qu'elles étaient nombreuses et variées: ainsi l'installation d'usines d'automobiles, d'entreprises fabriquant des tracteurs et des instruments agricoles, mais aussi des objets d'usage courant, chaussures, machines à écrire, produits chimiques... Le gouvernement soviétique avait même pensé que certains travaux de construction pourraient être donnés en concession: ainsi l'édification d'habitations ou le creusement d'un canal reliant le Don à la Volga, c'est-à-dire les régions industrielles et agricoles de la mer Noire à celles de la mer Caspienne<sup>40</sup>. Tous les pourparlers que Rakovski engagea à ce sujet entre 1925 et 1927 ne purent cependant aboutir: les deux causes essentielles de cet échec furent d'abord l'hésitation des milieux d'affaires français, puis l'irritation du gouvernement soviétique qui se sentit blessé dans son amour-propre. Les autorités de notre pays refusaient en effet de lui donner satisfaction sur un certain nombre de points auxquels il attachait la plus grande importance: tous les efforts que Rakovski faisait pour développer les relations commerciales semblaient d'emblée voués à l'échec; la flotte russe était toujours retenue à Bizerte; enfin le gouvernement menchevique de Géorgie, qui se trouvait en exil à Paris, était toujours reconnu officiellement par notre pays.

#### 4. *Deux causes de désaccord entre la France et l'U.R.S.S.*

Chaque fois que Rakovski fut reçu par Berthelot, par Briand ou par Poincaré au cours des deux années qu'il passa à Paris, il ne manqua pas de rappeler que les douze bâtiments de guerre que Wrangel avait emmenés dans sa fuite, en novembre 1920, étaient toujours en la possession des autorités françaises<sup>41</sup>. Il s'agissait là d'un «malentendu» qui fut entretenu par les dirigeants français, car il leur donnait un moyen de pression sur les Soviétiques. Ce «malentendu» aurait pu facilement être dissipé, mais il fut perpétué par des promesses qu'Herriot et Poincaré ne se décidèrent jamais à tenir. Ce dernier avait en effet télégraphié à Moscou le 16 mars 1923: «Aux yeux du gouvernement français, l'escadre réfugiée à Bizerte est propriété de l'Etat russe. Dès qu'il y aura un gouvernement régulièrement reconnu, il pourra en prendre possession<sup>42</sup>.» Litvinov avait répondu quelques jours plus tard pour dire qu'il prenait bonne note de cette déclaration de principe, mais que l'escadre aurait dû être rendue depuis longtemps à l'Union soviétique. Ce ton de défiance n'avait visiblement pas plu au chef du gouvernement français: le 20 juin 1923, il avait envoyé un télégramme beaucoup plus acerbe qui, à son tour, avait provoqué un durcissement des positions soviétiques. Pour sa part, Herriot fit comprendre qu'il préférerait oublier cet échange de notes acrimonieuses: dès qu'il fut au pouvoir, il ne voulut retenir que le premier télégramme que son prédécesseur avait envoyé à Moscou. Lorsqu'il rencontra Rakovski à Londres le 22 juin 1924 pour fixer avec lui les modalités de la reconnaissance du gouvernement soviétique par la France, il promit de résoudre au plus tôt le problème de la flotte russe.

En fait, Herriot ne prit par la suite aucune décision à ce sujet, bien que Rakovski eût été autorisé à faire une série de propositions qui ne pouvaient laisser indifférents les industriels français: si la flotte était remise aux autorités soviétiques, celles-ci s'engageaient à en vendre une bonne partie à la casse; les deux tiers des autres bateaux seraient réparés à leurs frais dans des chantiers navals français (par exemple à Saint-Nazaire), le reste dans des chantiers italiens. Le gouvernement soviétique ne tenait à garder à sa disposition qu'un sous-marin et un torpilleur, qui seraient intégrés à la flotte russe de la mer Noire<sup>43</sup>. Malgré ces propositions qui semblaient tout à fait raisonnables, les navires russes ne furent jamais rendus, car une partie non négligeable des créanciers français estimaient qu'il n'y avait pas de raison de faire ce geste de bonne volonté si les Soviétiques continuaient à refuser de reconnaître les dettes de leurs prédécesseurs.

Le second problème qui envenimait alors les relations franco-soviétiques était celui posé par la «Mission géorgienne». Celle-ci était dirigée à Paris

par Tchenkeli, et elle avait des représentants dans plusieurs villes de province (à Lyon en particulier). Elle avait une existence quasi officielle, et servait en quelque sorte d'antidote à l'ambassade soviétique. Le 15 juin 1926, Rakovski se décida à envoyer à Briand un long mémorandum dans lequel il résumait toutes les activités «néfastes» de la Mission: elles comprenaient plusieurs assassinats de Géorgiens qui avaient pris contact à Paris avec des représentants soviétiques, et des attaques à main armée dirigées contre les membres de l'ambassade soviétique<sup>44</sup>. C'est ainsi qu'au début du mois de juin, un certain Marabachvili avait tué le directeur du journal pro-soviétique *La Géorgie nouvelle*, pour venger son père, ses frères et d'autres membres de sa famille, qui avaient été tués par les bolcheviks<sup>45</sup>. Christian Gueorguevitch accusait indirectement les autorités françaises de complicité, car c'étaient elles qui prolongeaient l'existence de ce gouvernement fantôme qui «ne représentait rien en dehors d'organisations terroristes», mais qui «continuait à jouir des prérogatives diplomatiques, à être mentionné dans la liste des membres du corps diplomatique telle que la dressait le ministère [français] des Affaires étrangères, à prendre part aux réceptions officielles, et à délivrer des passeports et des visas»<sup>46</sup>.

Comme les socialistes français appuyaient fermement leurs camarades géorgiens et que le gouvernement ne se sentait nullement disposé à «faire plaisir» aux Soviétiques, aucune décision ne fut prise tandis que Rakovski était en poste à Paris. Ainsi, lorsque Christian Gueorguevitch rencontra Poincaré le 27 janvier 1927, celui-ci admit non sans quelque satisfaction qu'il s'était rendu récemment à un repas officiel donné par le président de la République Gaston Doumergue, auquel il avait rencontré Tchenkeli. Notre diplomate demanda alors au président du Conseil de prendre une décision à ce sujet, en lui rappelant que MacDonald avait donné satisfaction au gouvernement soviétique dès qu'il avait accepté de le reconnaître officiellement. Poincaré lui répondit: «Personnellement, je n'aurais certainement pas agi comme Herriot l'a fait; avant de vous reconnaître, j'aurais passé en revue toutes les questions en suspens. Pourtant, puisque vous avez été reconnu sans condition, il faut être logique jusqu'au bout<sup>47</sup>.» Il conclut en substance qu'on ne pouvait pas ne pas faire quelque chose, mais qu'il était nécessaire d'agir «en douceur»... Le sort de la Mission géorgienne comme celui de la flotte russe dépendait du règlement de questions beaucoup plus importantes aux yeux de la France, en particulier celle des dettes tsaristes. Si les négociations sur les dettes aboutissaient, confia Poincaré à Rakovski un jour de bonne humeur, cela «réhabiliterait la politique d'Herriot», et par là même la politique de confiance qui avait été celle de la France à l'égard de la Russie avant la révolution d'Octobre.

C. LA CONFÉRENCE FRANCO-SOVIÉTIQUE (1926-1927)<sup>48</sup>1. *Autour de la conférence*

Rakovski avait été nommé à Paris en novembre 1925 d'abord et avant tout pour essayer de trouver une solution de compromis à ce problème des dettes qui paraissait alors essentiel à l'établissement de bonnes relations, ou plus exactement au maintien de bonnes relations entre l'Union soviétique et les deux plus grands pays d'Europe occidentale. Comme il l'avait fait lorsqu'il représentait son pays en Grande-Bretagne, Rakovski donna le ton des négociations en déclarant dès le début que son gouvernement considérait une aide financière et des crédits à long terme comme «la clef de la question des dettes»<sup>49</sup>. Son argumentation n'avait donc absolument pas varié: à ses yeux, un arrangement de cet ordre correspondrait non seulement aux intérêts soviétiques, «mais il permettrait aussi de développer les relations commerciales entre la France et l'Union soviétique», puisqu'une grande partie des crédits serait utilisée sur le marché français. Dans le même temps, notre diplomate jugea bon de conseiller à la délégation française dirigée par son ami de Monzie «de ne pas se battre pour faire triompher des formules juridiques sans objet»<sup>50</sup>: l'important était de protéger «les véritables intérêts des paysans [français] qui détenaient les obligations tsaristes annulées» par la révolution. Il fallait à son avis s'en tenir aux problèmes concrets, et ne pas revenir à ces questions de principe qui avaient fait échouer toutes les négociations précédentes, car son gouvernement ne pouvait alors transiger.

Dans les interviews qu'il accorda à la presse française, Rakovski ne manqua pas de rappeler que les gouvernements alliés avaient exempté les Etats successeurs de l'Empire austro-hongrois du paiement de ses dettes de guerre<sup>51</sup>. Il rappela aussi qu'en 1905 tous les partis socialistes russes, y compris le parti constitutionnel-démocrate de Pavel Milioukov, avaient averti les puissances occidentales qu'ils considéraient le fait d'accorder des crédits au gouvernement tsariste comme «un acte d'inimitié à l'égard du peuple russe»; ils n'avaient pas non plus caché qu'un gouvernement socialiste se refuserait à rembourser ces emprunts. Les ouvriers et les paysans de Russie, ajoutait Christian Gueorguevitch, savaient bien que cet argent ne servait pas à améliorer leur sort ni celui de leur pays, mais que c'était une aide accordée à un gouvernement défaillant «pour le maintenir au pouvoir, pour entretenir son appareil bureaucratique, sa police et son armée, pour construire des voies stratégiques et des usines d'armement, pour faire la guerre»<sup>52</sup>. Le peuple russe ne pouvait donc accepter de payer ces dettes, à moins qu'on ne lui accordât en contrepartie certains avan-

tages financiers. La question des dettes et des crédits formait un tout que le représentant soviétique se refusait à dissocier, mais que le gouvernement français ne pouvait, pour sa part, accepter. Il était fortement appuyé dans ce sens par les porteurs de fonds russes et par les anciens propriétaires qui s'étaient regroupés en puissantes associations qui avaient su se faire entendre. L'association la plus importante était certainement celle que présidait l'ancien ambassadeur de France à Petrograd J. Noulens.

Dans la conversation qu'il eut avec René Pinon (de *La Revue des deux mondes*) à la veille de l'ouverture de la conférence franco-soviétique, Noulens fut parfaitement explicite et ne cacha pas son scepticisme. A son avis, le Quai d'Orsay (c'est-à-dire avant tout Berthelot) estimait que les négociations n'avaient aucune chance de succès, puisque la condition *sine qua non* d'un remboursement des dettes était un nouvel emprunt. Même si les Soviétiques donnaient des garanties satisfaisantes pour cet emprunt, ce qui était à peu près impossible d'après Noulens, le gouvernement français (ou plutôt les gouvernements successifs qui se débattaient dans des difficultés financières inextricables) ne saurait où trouver l'argent nécessaire. L'ancien ambassadeur à Petrograd estimait «que les négociations actuelles allaient continuer pendant quelque temps sans résultat, mais qu'elles serviraient au moins à montrer une nouvelle fois aux Russes quelles étaient les conditions d'un prêt à la reconstruction». Il en revint alors à la proposition que le gouvernement français avait faite à l'époque de la conférence de Gênes: les négociations devraient être menées par «un consortium international qui serait assez riche pour avancer l'argent demandé» par les Soviétiques. Il considérait même que de Monzie était un «internationaliste» en la matière<sup>53</sup>. Nous voyons que si les cercles gouvernementaux étaient très réservés quant aux chances de succès de la conférence avant même qu'elle ne se réunisse, les porteurs de fonds russes ne voulaient pas entendre parler d'une solution autre que celle qui avait été envisagée trois ans auparavant. Edouard Daladier, qui passait à cette époque pour «connaître assez bien la question russe», résuma l'impression générale en disant: «Les délégués continueront à parler indéfiniment et n'aboutiront à rien<sup>54</sup>.»

A Moscou, le scepticisme n'était pas aussi répandu qu'il l'était à Paris, mais Trotski se refusait à fonder «des espoirs extraordinaires» sur les négociations que son camarade Rakovski allait entreprendre. Il lui suggéra cependant d'essayer d'obtenir un prêt de trente millions de roubles à 11%, dont 7% serviraient à payer les intérêts du prêt, et 4% à rembourser les dettes tsaristes<sup>55</sup>. Quant à la tactique qu'il convenait d'adopter pour atteindre cet objectif, il semble qu'il y ait eu de grandes différences d'opinion au sein du Politburo et du gouvernement soviétique: la question était

de savoir à quel prix on arriverait à obtenir un accord de la France. Les sceptiques n'avaient pas oublié que le gouvernement français avait d'abord paru accepter les propositions que Krassine avait faites au cours de l'été 1925 au président de la commission des dettes, Dalbiez. Le représentant soviétique avait en effet offert de payer un milliard de roubles-or, c'est-à-dire à peu près 25 % de l'ensemble des dettes tsaristes. A la fin du mois d'août 1925, tout le monde avait cru que les négociations étaient «sur le point d'aboutir, la seule question étant de savoir si l'on n'obtiendrait pas de meilleures conditions en attendant un peu». Le bruit avait couru que Berthelot était «contre une acceptation immédiate» de la proposition; Dalbiez, au contraire, était pour, car il savait pertinemment que si les conservations étaient interrompues, Krassine serait remplacé par Rakovski et lui-même par de Monzie . . . ce qui ne tarda pas à arriver<sup>56</sup>. Les Soviétiques avaient estimé que cet échec était dû en partie aux manœuvres du gouvernement anglais qui, d'après eux, n'avait pas plus intérêt à voir se résoudre les difficultés financières entre Paris et Moscou, que le gouvernement français n'en avait eu à voir se terminer par un succès la conférence anglo-soviétique de 1924. Si les bolcheviks «modérés» pensaient qu'il fallait «reprendre les propositions» que Krassine avait faites, et «offrir de meilleures conditions aux Français pour en tirer un profit sur le plan commercial»<sup>57</sup>, Rakovski estimait que ces propositions, même améliorées, ne suffiraient pas à résoudre le problème.

Christian Gueorguevitich revint en U.R.S.S. au début de février 1926 et réussit apparemment «à convaincre Moscou» qu'il saurait arriver à un accord avec la France «sans avoir à payer les dettes ou à donner de compensations». Il n'avait pas abandonné le plan d'action qu'il avait envisagé en 1922 et qu'il avait rappelé publiquement à la veille de la reconnaissance par la France de l'Union soviétique: il voulait travailler à un rapprochement *politique* entre les deux pays, et n'avait pas été découragé par la froideur avec laquelle les dirigeants français avaient accueilli ses projets lorsqu'il était arrivé à Paris en novembre 1925. Apparemment, Christian Gueorguevitich n'avait pas eu de difficulté à convaincre ses collègues soviétiques du fait qu'il entretenait «d'excellentes relations avec de Monzie et avec d'autres hommes politiques français», et qu'il avait reçu leur aide «pour contrecarrer les desseins de la politique anglaise»<sup>58</sup>.

Ces indications, qui avaient été communiquées au Foreign Office en février 1926, paraissent tout à fait vraisemblables quant au fond et quant à la forme. On sait que Rakovski avait toujours considéré que l'ennemi le plus dangereux du premier Etat socialiste était la Grande-Bretagne (et non la France), et le rôle que le gouvernement anglais avait joué dans la signature des accords de Locarno n'avait fait que le confirmer dans cette

opinion. De plus, il était persuadé que les relations personnelles qu'il avait avec les milieux proches du gouvernement français l'aideraient maintenant dans sa tâche. Or celle-ci était vaste, car elle était à la mesure de ses ambitions de grand négociateur. Il déclara alors qu'il était encore à Moscou: «La base des négociations à venir doit être non pas telle ou telle question en suspens, comme la question des dettes, mais les intérêts incontestables dont pourraient bénéficier les deux Etats<sup>59</sup>.» Pour montrer «toute l'importance et tout le sérieux» qu'il attachait à la conférence franco-soviétique qui allait se réunir, Rakovski s'entoura d'une importante délégation d'experts, de conseillers techniques et d'économistes (une vingtaine de personnes en tout), parmi lesquels on comptait des personnalités aussi connues que Tomski, Pyatakov et Préobrajenski, qui l'avaient déjà accompagné à Londres en 1924 lors de la conférence anglo-soviétique.

## 2. *La conférence*

La conférence franco-soviétique sur les dettes peut être divisée en deux parties d'inégale importance. Lorsqu'elle se réunit pour la première fois en février 1926, Briand était à la tête du gouvernement français et Rakovski pensa qu'il serait possible d'arriver à un accord. Il savait que Briand avait été le premier dirigeant français à accepter de rencontrer les bolcheviks et de discuter avec eux. C'était en janvier 1922 mais, comme nous l'avons vu, ce geste de bonne volonté avait été fait sous l'influence directe de Lloyd George. A l'époque, la plupart des observateurs avaient remarqué qu'«au fond, son consentement était dû à la conviction cynique que rien de concret n'en résulterait». Quelques jours plus tard, lorsqu'il avait été rappelé à l'ordre à la Chambre, Briand avait préféré démissionner plutôt que de jouer sa carrière politique sur la question russe. Cinq ans plus tard, son attitude n'avait pas changé, mais il était prêt à reprendre les négociations pour voir si les Soviétiques, de leur côté, étaient décidés à faire des concessions. Après plusieurs mois d'interruption, la conférence reprit ses travaux en mars 1927: Poincaré était alors président du Conseil et Briand ministre des Affaires étrangères. Ce changement ministériel, auquel vint s'ajouter le poids de la conjoncture internationale, donna aux négociations une tournure radicalement différente. Par ailleurs, de Monzie qui présidait encore la délégation française n'avait plus la confiance du chef du gouvernement, si bien qu'il pouvait promettre une chose que Poincaré, pour sa part, refusait d'accorder.

a) *La première séance*

Dans le discours «plein de tact»<sup>60</sup> qu'il fit en réponse à l'allocution de bienvenue que prononça Briand à la séance d'ouverture de la conférence, le 25 février 1926, Rakovski plaida une nouvelle fois en faveur d'une approche «purement pratique» du problème des dettes et des crédits. Il parla du «nombre considérable de Français appartenant à toutes les classes de la société» et surtout de ces «petits porteurs» auxquels il fallait «donner satisfaction»<sup>61</sup>. Il insista tout particulièrement sur le fait que seul un «état d'esprit réaliste» permettrait de faire avancer les travaux de la conférence, et conclut son exposé en disant: «Attentifs, nous aussi, aux résultats plus qu'à la forme dans laquelle ils seront obtenus, nous pouvons vous assurer que nous sommes guidés par une même volonté d'aboutir . . . Nos travaux doivent aboutir, parce que les deux parties y sont également intéressées.»

Les vœux de Rakovski auraient pu se réaliser tant que Briand était président du Conseil: son ministre des Finances, Joseph Caillaux, admettait en privé qu'il acceptait de «laisser de côté les questions de principe». Il s'accordait à penser avec Rakovski qu'il était indispensable de «donner satisfaction aux porteurs d'emprunts en trouvant une solution pratique» aux problèmes posés<sup>62</sup>. A son avis (c'était d'ailleurs l'avis général), la difficulté résidait cependant dans le fait que le gouvernement soviétique refusait de séparer la question des dettes de celle des crédits. Or un prêt était «impossible à cause du mauvais état des finances françaises». C'est ainsi que lorsque Rakovski s'efforça de relancer cette idée au cours de la conversation qu'il eut le 15 juillet 1926 avec Briand, Berthelot, de Monzie et Caillaux, ce dernier «leva les bras au ciel, et déclara que l'homme de la rue dirait que [les Soviétiques] prenaient exemple sur le gouvernement tsariste, et qu'ils voulaient emprunter de l'argent aux Français pour payer de vieilles dettes<sup>63</sup> . . .» Christian Gueorguevitch répéta alors l'offre qu'il venait de faire en séance officielle. Les dettes de guerre seraient supprimées, puisque la Russie avait aidé la France à battre l'Allemagne. En ce qui concerne les dettes d'avant-guerre, le gouvernement soviétique s'engageait à payer soixante-deux annuités de quarante millions de francs-or chacune, mais à trois conditions: le montant global de ces dettes devait être réduit de 25%, ce qui correspondait à la réduction du territoire russe d'après-guerre; un moratoire partiel devait être accordé, de sorte que les paiements ne commenceraient véritablement qu'à la fin de la troisième année<sup>64</sup>; enfin et surtout, le problème des crédits devait trouver une solution satisfaisante. A cet égard, Caillaux estimait qu'il serait possible de s'entendre si le gouvernement soviétique acceptait de

«donner son pétrole comme garantie».

Rakovski eut donc le plaisir de constater que le ministre des Finances reprenait un plan qu'il avait développé à plusieurs reprises dans ses interviews et dans les articles qu'il avait publiés dans la presse française. Comme il pensait aussi que la question du pétrole dominait pour une bonne part les relations internationales, il répondit à Caillaux que son gouvernement était prêt à accorder des concessions dans le cadre de sa législation, mais que celles-ci ne pourraient se trouver ni à Bakou ni à Grozny, où de nombreux puits de pétrole étaient déjà en exploitation. Il ajouta qu'il était en pourparlers sur ce point avec des compagnies françaises, et que ces concessions ne pouvaient faire l'objet d'une multitude de contrats. En revanche, Christian Gueorguevitch proposa aux autorités françaises de conclure un accord prévoyant la fourniture régulière de pétrole soviétique, qui était beaucoup moins cher que le pétrole américain. Si les Français approuvaient cette solution, il demanderait à son gouvernement de déduire de ses bénéfices l'intérêt annuel et les paiements qu'il aurait à effectuer pour rembourser les sommes empruntées à la France.

Voyant qu'il avait capté l'attention de ses interlocuteurs, notre diplomate s'avança beaucoup plus loin dans cette voie: il demanda à Caillaux dans quelle mesure il serait possible de monopoliser le commerce du pétrole en France, afin que les Soviétiques deviennent «les fournisseurs du gouvernement français». Il semble que Caillaux n'ait pas trouvé cette solution déraisonnable, puisqu'il déclara avec Briand que ce serait là une manière radicale de combattre les exigences abusives de la Standard Oil et de la Shell, et de «se délivrer de la dictature des sociétés pétrolières anglaises et américaines»<sup>65</sup>. Sur ces mots, les négociateurs décidèrent de mettre leurs propositions au clair et de se retrouver dans quelques jours pour poursuivre leurs conversations. Rakovski, on le voit, avait joué le tout pour le tout: il avait réussi à intéresser les dirigeants français à un moment où son propre gouvernement faisait savoir qu'il était irrité par la lenteur des négociations et par le fait que son représentant ne paraissait pas avoir plus de prise sur le gouvernement de notre pays que n'en avait eu Krassine.

Le 15 juillet au matin, une information avait en effet été publiée dans le journal *Sans fil*, qui déclarait sans détour: «Le comité [central] exécutif considère qu'en acceptant l'obligation de payer à la France une somme déterminée comme dédommagement pour les pertes subies par les porteurs français . . . l'Union soviétique a fait une concession très grande. Mais elle ne l'a faite qu'en vue d'obtenir de la France des crédits immédiats indispensables au relèvement économique de l'U.R.S.S. Nous croyons savoir . . . qu'au conseil des commissaires du peuple on rend M. Rakovski

responsable du fait que les pourparlers de Paris n'ont jusqu'ici apporté à l'U.R.S.S. aucun résultat tangible.»

Deux jours plus tard, le gouvernement Briand-Caillaux était renversé sur une intervention d'Edouard Herriot, auquel le président de la République demandait immédiatement de former un nouveau gouvernement. Lorsqu'il apprit la nouvelle à Moscou, où il participait à une importante séance du comité central, Rakovski exulta. De Monzie venait en effet de lui télégraphier pour lui dire qu'Herriot l'avait nommé ministre des Finances et qu'il était prêt, en tant que tel, à ratifier le projet de règlement des problèmes financiers qu'ils avaient rédigé ensemble le 16 juillet. Après la discussion qu'il avait eue avec Briand, Caillaux et de Monzie le 15 juillet, Christian Gueorguevitch avait en effet accepté de se ranger à une solution de compromis sur la question des annuités à verser par son gouvernement, s'il obtenait satisfaction sur la question des crédits<sup>66</sup>. Nous savons qu'il avait d'abord avancé le chiffre de quarante millions de francs-or pendant soixante-deux annuités, tandis que le gouvernement français demandait des annuités de soixante-quinze millions de francs-or. Le 16 juillet, les deux délégations avaient accepté de transiger et de s'en tenir au chiffre de soixante millions, et Rakovski s'était engagé à demander à son gouvernement de rembourser jusqu'à 65% de la valeur en papier-monnaie des dettes contractées avant-guerre par le gouvernement tsariste. De Monzie avait alors décidé d'envisager favorablement la demande de crédits formulée par le représentant soviétique. Cette demande se chiffrait à deux cent vingt-cinq millions de dollars, qui pouvaient être répartis sur trois ans, deux tiers en marchandises et un tiers en espèces: les crédits accordés sous forme de marchandises comprendraient quarante millions pour les industries textiles, vingt-sept millions et demi pour les centrales électriques, vingt millions pour les transports, vingt millions sept cent mille pour l'industrie minière, et treize millions et demi pour la métallurgie<sup>67</sup>.

Ces projets, qui étaient parfaitement réalisables et qui n'auraient pu qu'aider la France à régler certaines de ses difficultés financières, étaient pourtant condamnés: le 21 juillet, le cabinet Herriot-de Monzie était renversé à son tour. Doumergue fit alors appel au seul homme capable de constituer un ministère qui aurait la confiance de la grande majorité des Français, au seul politicien capable de redresser la situation financière: Poincaré. Celui-ci demanda à cinq anciens présidents du Conseil de former avec lui le nouveau gouvernement: Briand fut nommé ministre des Affaires étrangères, Herriot ministre de l'Instruction publique, mais ni de Monzie ni surtout Caillaux ne reçurent de postes ministériels. De Monzie resta bien président de la conférence franco-soviétique, mais Poincaré

décida d'orienter personnellement les négociations à venir en sa double qualité de président du Conseil et de ministre des Finances. C'est ainsi que la situation politique en France, comme dans le reste de l'Europe, rendit encore plus problématique une collaboration économique entre l'U.R.S.S. et notre pays.

#### b) *L'évolution de la situation internationale*

Dès que Poincaré fut revenu au pouvoir en 1926, les Soviétiques pensèrent que leur position en Europe allait redevenir celle qu'elle était à la veille de la conférence de Gênes. En 1922, lorsque les Soviétiques avaient compris que Poincaré était fermement décidé à «saboter» la conférence qui venait de commencer, ils s'étaient tournés vers l'Allemagne pour signer avec elle le fameux traité de Rapallo. Quatre ans plus tard, l'expérience les guida, et ils signèrent au mois d'avril un traité avec l'Allemagne qui comportait d'importants avantages économiques et financiers. Ils n'avaient plus à redouter, en particulier, les conséquences parfois tragiques de l'isolement politique, car les deux parties s'engageaient mutuellement «à ne pas joindre leurs forces à une troisième puissance» qui les attaquerait l'une ou autre «sans qu'il y eut provocation»<sup>68</sup>. D'un autre côté, les dirigeants allemands accordaient aux Soviétiques un prêt de trois cents millions de marks-or afin de garder l'avantage qu'ils avaient acquis sur le marché russe. L'argent, qui était fourni par la Deutsche Bank, la Compagnie générale d'électricité et les entreprises Otto Wolff, devait servir «à ressusciter d'abord les industries minières et textiles, et à un moindre degré l'industrie pétrolière»; 25% étaient réservés à l'industrie électrique.

Allemands et Soviétiques étaient très satisfaits des termes du traité, mais ils eurent la prudence de ne pas crier victoire pour ne pas compromettre leurs relations avec la France. Rakovski déclara à la presse que le traité n'était en aucune façon «une réplique au pacte de Locarno»<sup>69</sup>, bien que Stresemann en parlât comme d'un «complément» à la politique de Locarno. En fait, cette tentative des bolcheviks de «ravir» à nouveau l'âme de l'Allemagne exaspéra les Français tout autant que les Anglais. Ceux-ci étaient d'ailleurs d'autant plus susceptibles qu'une grève venait d'être déclenchée par les mineurs anglais, et qu'elle menaçait de s'étendre à tout le Royaume-Uni. Or plusieurs membres du cabinet britannique acquirent rapidement la certitude que les syndicats soviétiques faisaient parvenir d'importantes sommes d'argent aux ouvriers en grève<sup>70</sup>. Ils se mirent aussi à craindre, comme Rakovski le nota dans l'analyse qu'il fit de la situation internationale, que les bolcheviks «n'arrivent à trouver un langage com-

mun avec la classe ouvrière anglaise, à conclure avec elle un accord, et à définir une ligne d'action commune sur un certain nombre de points sinon sur tous». Christian Gueorguevitch estimait en conséquence qu'il fallait s'attendre à un «redoublement de la haine» que les hommes d'Etat d'Europe occidentale éprouvaient à l'égard de l'U.R.S.S., puisque aux mouvements insurrectionnels des colonies venait maintenant s'ajouter en Grande-Bretagne une grève des plus dangereuses pour l'ordre établi<sup>71</sup>. Il ne se trompait pas tout à fait.

Dans un rapport confidentiel qu'il prépara alors pour Austen Chamberlain, le chef du Northern Department au Foreign Office indiquait que si le gouvernement britannique était décidé à donner une leçon aux bolcheviks, il lui fallait miser sur le fait qu'un «déchaînement soudain et inattendu . . . provoquerait une panique» à Moscou. Il rappelait que cette tactique avait déjà fait ses preuves, puisqu'elle avait valu son succès à l'ultimatum de Lord Curzon en 1923. Pour réussir une deuxième fois, il suffisait d'améliorer cette méthode de force et de faire en sorte «que les bolcheviks n'aient pas la possibilité de discuter. Il n'est absolument pas nécessaire, ajoutait-il, d'appuyer nos accusations sur des documents, car nous savons qu'il est toujours possible d'en contester l'authenticité jusqu'au jour du jugement dernier. Les produire *ex-post facto* [*sic*] pourrait toutefois être utile»<sup>72</sup>. C'est exactement ce qui fut fait le 12 mai 1927, lorsqu'un important détachement de police pénétra dans le bâtiment qui abritait les locaux londoniens de la compagnie de commerce anglo-soviétique «Arcos» et de la délégation commerciale soviétique. La police invoqua comme motif de la fouille le fait qu'un employé de la maison était probablement en possession d'un document qui n'aurait pas dû se trouver entre ses mains<sup>73</sup>, mais les services de renseignement britanniques avaient surtout intercepté un «traité à la fois élaboré et bien écrit sur le doux art d'organiser une grève afin de déclencher une guerre civile». Le gouvernement britannique décida alors de «ne plus avoir de relations politiques avec Moscou», ce qui était une conclusion logique du schéma qu'Austen Chamberlain avait tracé *un an plus tôt*, en mai 1925: «Pas de rupture à moins que nous y soyons contraints; pas de harcèlement de notre part. Mais si nous avons vraiment lieu de nous plaindre et si l'affaire se présente bien, frappons et frappons fort<sup>74</sup>.»

c) *La réaction de la France face à la situation internationale: la conférence franco-soviétique (mars – octobre 1927)*

Le gouvernement français dirigé par Poincaré apprécia beaucoup plus la

rupture des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. qu'il n'avait goûté la signature du traité germano-soviétique un an auparavant. On comprendra aisément dans ce cas pourquoi le «Lorrain» ne fit rien pour faciliter la tâche de Rakovski, entre le moment où il revint au pouvoir en juillet 1926 et le jour où il consentit à ce que reprennent les séances officielles de la conférence franco-soviétique, le 19 mars 1927.

La brouille entre Londres et Moscou devait bientôt rendre Rakovski et certains membres du gouvernement soviétique plus «maniables» qu'ils ne l'avaient jamais été. Nous savons que les Soviétiques avaient décidé de régler la question des dettes tsaristes en s'engageant à verser à notre pays soixante-deux annuités de soixante millions chacune, et que la délégation française avait finalement accepté de recommander à son gouvernement d'accorder à Moscou un prêt de cent vingt millions de dollars. Pourtant, alors qu'on semblait voir la fin de ces délicates négociations, Poincaré décida de remettre en jeu tout ce qui venait d'être acquis en exigeant la solution de certaines questions de principe. Le 26 juillet 1927, de Monzie fut obligé d'écrire officiellement à Rakovski pour lui transmettre les desiderata du président du Conseil: «Nous ne pouvons pas ne pas considérer, disait-il dans sa lettre, certains éléments de la question qui sont liés aux aspects fondamentaux du problème général: ainsi le règlement des dettes entre Etats, le règlement des pertes subies par nos ressortissants en Union soviétique, une convention économique qui offrirait à nos entreprises et aux transactions qu'elles effectueraient toutes les garanties sans lesquelles leur extension est inconcevable<sup>75</sup>.»

De Monzie admit volontiers devant Rakovski que certains points qu'on lui demandait maintenant de soulever étaient nouveaux et qu'ils ne les avaient «jamais discutés ensemble» au cours des nombreuses séances de la conférence. Il eut même l'amabilité d'ajouter une note personnelle pour dire à son vieux camarade qu'il savait pour sa part apprécier à sa juste valeur le règlement du problème des dettes auquel ils avaient abouti grâce à des concessions mutuelles. Cependant, quand on lit la correspondance que de Monzie et Rakovski échangèrent à cette époque et quand on considère ensuite le sort qui fut réservé à la conférence franco-soviétique, on est amené à s'interroger sur un point capital qu'il nous faut souligner ici.

Il est certain que les présidents des délégations française et soviétique étaient arrivés à force de compréhension et de bonne volonté à résoudre en grande partie les problèmes délicats qu'on leur avait confiés. Le propre organe de Caillaux – *La Volonté* – n'avait-il pas déclaré en juillet 1926 que, «grâce à l'intelligente ténacité du négociateur habile qu'est M. Rakovski»<sup>76</sup>, on pouvait espérer qu'un accord ouvre enfin la voie à la col-

laboration russo-occidentale? Pourtant, on peut se demander dans quelle mesure les deux hommes s'identifiaient aux gouvernements qu'ils représentaient. Certes, de Monzie était un homme politique réaliste, et il commençait à s'inquiéter sérieusement des progrès que semblait faire le communisme en France et dans les colonies françaises, non seulement en Indochine mais en Algérie, au Maroc et en Syrie. Il fut informé confidentiellement en avril 1927 qu'une «entreprise générale d'espionnage» dirigée par les Soviétiques était surveillée par les services de la Sûreté générale depuis la fin de 1924, ce qui ne fit que confirmer ses craintes. Il n'avait pas caché à Caillaux qu'il redoutait «le phénomène bolchevik» partout où la misère et l'ignorance multipliaient les causes de mécontentement des masses populaires. Il lui avait même écrit en octobre 1926 pour lui montrer tous les dangers que représentait à ses yeux cette «attraction du communisme», qui commençait à s'exercer d'après lui «un peu partout parmi la foule sans cesse accrue des combattants déçus, des petits-bourgeois ruinés, des paysans arrachés aux traditions séculaires»<sup>77</sup>. En fait, les craintes de De Monzie étaient partagées en 1927 par bon nombre d'hommes politiques français, et l'on peut dire qu'il suivait ici le courant plutôt qu'il ne le devançait. Albert Sarraut, qui était alors ministre de l'Intérieur, s'était fait le chantre de l'anti-communisme et s'attaquait aux Français «soumis à une consigne extérieure» qu'il voyait s'acharner «dans une sorte de sadisme anti-patriotique à salir, à souiller, à déshonorer devant l'univers... l'effort colonial» de la France. Condamnant les effets, il remontait aux causes pour vilipender cette «entreprise universelle de désagrégations nationales et sociales d'où les dirigeants du communisme moscovite espèrent faire surgir le nouvel impérialisme d'on ne sait quelle immense hégémonie slave...»<sup>78</sup>. Quant à Poincaré, il ne pouvait être impressionné par la méfiance que de Monzie déclarait (le plus souvent en confidence) éprouver pour le communisme: il considérait que la réputation de cet homme, qui faisait de lui un aimable opportuniste doublé d'un affairiste adroit, n'était pas seulement inexacte. Il continuait de lui reprocher d'avoir embrassé la cause du rapprochement franco-soviétique comme on embrasse une carrière, et pensait qu'en la matière il n'avait pas l'impartialité requise pour mériter toute sa confiance.

Le cas de Rakovski était beaucoup plus complexe. D'abord, les dirigeants soviétiques avaient toujours eu des avis différents, sinon contradictoires, sur la façon dont il fallait négocier avec la France et sur l'utilité de ces négociations. Trotski et Rakovski, qui étaient théoriquement les plus hostiles aux formules de compromis avec le monde capitaliste, pensaient cependant qu'il était indispensable de se concilier la France et de faire pour cela les sacrifices nécessaires, en raison de l'isolement de l'U.R.S.S.

en Europe et de la faiblesse relative que lui valaient en 1927 ses difficultés économiques. Staline estimait pour sa part qu'un accord avec la France pouvait avoir son utilité, mais il refusait de payer trop cher un rapprochement somme toute problématique. Quant à Zinoviev, il considérait que le premier Etat socialiste «ne devait pas rembourser un seul kopeck» des dettes tsaristes, et qu'il valait bien mieux donner au Komintern (qu'il dirigea jusqu'en 1926) les moyens de mettre en pratique ses objectifs, en Europe comme en Asie. Surtout, et c'était bien là l'essentiel, Christian Gueorguevitch avait vu son prestige personnel se modifier progressivement depuis 1923, puis s'altérer au fil de la lutte qui opposa irrémédiablement Staline, Trotski, et leurs partisans respectifs sur le programme d'action du gouvernement soviétique et sur les méthodes qu'il devait employer pour arriver à ses fins. Ainsi, Rakovski était considéré comme un «oppositionnel» par la bureaucratie stalinienne avant d'être apprécié en tant que diplomate. Si l'on fêtait à l'occasion les succès que valaient à l'Union soviétique ses talents de négociateur, si Staline appréciait le fait que Rakovski fût, de tous les «diplomates oppositionnels, celui qui exécutait le plus fidèlement les directives du Politburo»<sup>79</sup>, il ne s'en méfiait pas moins de ses conseils. Le temps était loin où Lénine envoyait Rakovski à Berlin et à Prague prendre le pouls de l'Europe à la veille de la conférence de Gênes . . . Cinq ans seulement s'étaient écoulés, mais un gouffre séparait ces deux époques.

#### D. LA FIN DES ACTIVITÉS DIPLOMATIQUES DE RAKOVSKI (AOÛT – DÉCEMBRE 1927)

L'année 1927 fut peut-être la période la plus mouvementée et la plus tragique de la vie de Rakovski. Elle marque la fin de ses activités diplomatiques, ce qui n'était qu'un moindre mal à ses yeux, mais aussi et surtout la fin de ses activités en tant que membre du parti communiste de l'U.R.S.S. et du comité exécutif du Komintern. Dix ans plus tôt, Christian Gueorguevitch s'était tourné avec ferveur vers le jeune Etat soviétique: il avait prononcé son serment d'allégeance en décembre 1917, et Lénine l'avait immédiatement admis dans les rangs du parti bolchevique malgré tous les désaccords qui les avaient opposé jusque-là.

La moitié de ces dix années s'étaient passées sous la conduite respectée de Lénine, qui avait suffisamment apprécié les qualités de notre révolutionnaire pour lui confier un poste clef dans sa stratégie révolutionnaire: la direction politique, administrative et militaire du théâtre le plus sanglant et le plus tumultueux de la guerre civile – l'Ukraine. Malgré les fautes

qu'il avait pu commettre sur les plans économique, politique et même militaire, le leader bolchevique l'avait maintenu à son poste, estimant sans nul doute que tout autre dirigeant en aurait commis beaucoup plus que lui. Pendant les cinq années suivirent, Christian Gueorguevitch fut en quelque sorte réduit par Staline au rang de diplomate, bien qu'il sût conserver sa stature d'homme politique et confirmer ses talents de négociateur. Il ne se laissa pas non plus aveugler ni déborder par les activités qui l'accaparaient à l'étranger, et s'opposa sans relâche au système d'idées que Staline incarna de plus en plus de virulence les méthodes d'oppression et de répression que celui-ci cherchait à généraliser, les qualifiant en 1923 de «centralisme bureaucratique», puis de «social-fascisme» en 1927<sup>80</sup>, lors du dixième anniversaire de cette révolution bolchevique qu'il estimait voir sombrer.

Le prétexte immédiat qui valut à Rakovski d'être rappelé de Paris en octobre 1927 fut son appartenance à l'Opposition trotskiste. Au début du mois d'août, Christian Gueorguevitch revint à Moscou pour prendre part aux séances du comité central (dont il était membre depuis 1919) et aux réunions de la commission centrale de contrôle du parti. C'est alors qu'il choisit d'oublier un moment ses fonctions d'ambassadeur pour manifester son attachement politique et personnel à Trotski, son vieux camarade de combat: il signa une déclaration dans laquelle celui-ci, Zinoviev et Kamenev précisaient sur plusieurs points le programme de l'opposition dont ils étaient les chefs. Dans cette proclamation figuraient les mots d'ordre suivants qui concernaient la situation internationale: «Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile dans tous les pays participant à l'agression contre l'U.R.S.S. . . . Le prolétariat de chaque pays capitaliste doit lutter activement pour la défaite de 'son' gouvernement. Passage du côté de l'Armée rouge de chaque soldat étranger qui ne veut pas aider les marchands d'esclaves de 'son' pays. L'U.R.S.S. est la patrie de tous les travailleurs<sup>81</sup>.»

Le dernier de ces mots d'ordre était dû au fait que les staliniens accusaient maintenant l'opposition de «défaitisme», après la lettre que Trotski avait envoyée le 11 juillet à Ordjonikidzé<sup>82</sup>. L'ancien chef de l'Armée rouge y déclarait qu'il adopterait en cas de besoin une ligne de conduite semblable à celle de Clemenceau, qui n'avait pas manqué en 1917, à un des moments les plus graves de la première guerre mondiale, de provoquer la chute d'un gouvernement qu'il jugeait incapable de mener la France à la victoire. Quant aux premières consignes de l'opposition, elles découlaient logiquement de la théorie de la révolution permanente et du désir de voir le Komintern renouer avec ses tâches essentielles: le renforcement des partis communistes en Asie et en Europe; l'organisation de puissants mouvements de révolte populaire et de sédition dans les

armées «bourgeoises» d'Europe occidentale.

A l'encontre du secrétaire général, Rakovski affirmait en effet qu'aucune «consolidation», aucune «extension de la trêve» des classes (*peredychka*) n'était visible, et il appuyait sa démonstration sur une série de faits concrets tout à fait caractéristiques: la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, l'assassinat de Voïkov (le représentant soviétique en Pologne), l'anéantissement par les forces contre-révolutionnaires de «l'essor rapide et impétueux de la révolution chinoise»<sup>83</sup>. Christian Gueorguevitch considérait que des événements aussi graves prouvaient que la formulation stalinienne des problèmes de politique étrangère – «coexistence pacifique entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes» – était «fondamentalement erronée». Il estimait aussi que le responsable de l'appareil du parti commettait l'erreur de ne pas voir les conséquences qui découlaient de cette formulation hérétique: d'un côté «l'Union soviétique cessait de représenter un danger idéologique pour les pays capitalistes»; de l'autre, et c'était le revers de la médaille, les ouvriers du monde entier ne pourraient plus considérer comme un modèle ce premier Etat socialiste qui reniait sa vocation révolutionnaire. Rakovski avait été particulièrement frappé par la «passivité», par «l'indifférence» du prolétariat britannique au moment où le gouvernement conservateur avait décidé de couper les ponts avec l'U.R.S.S. et de créer une «psychose de guerre». A son avis, cette passivité des ouvriers anglais était due pour une bonne part aux erreurs de tactique de la direction stalinienne, qui avait recommandé au parti de poursuivre une politique d'alliance avec les syndicats britanniques alors que ceux-ci soutenaient le gouvernement conservateur contre l'U.R.S.S.<sup>84</sup>, tout comme ils avaient brisé la grève générale de mai 1926 par leur attitude conciliatrice. Staline avait donc «provoqué» cette passivité des masses prolétariennes de l'Occident; il avait aussi contribué en avril 1927 au massacre des communistes chinois de Changhaï par les forces de Tchang Kaï-chek, puisqu'il leur avait demandé avec Boukharine de «ne pas accepter la bataille»<sup>85</sup>.

Comme tous les membres de l'Opposition, Rakovski fut indigné lorsqu'il entendit le secrétaire général déclarer que ces événements avaient «prouvé pleinement et entièrement la justesse de la ligne». Notre révolutionnaire était convaincu, au contraire, de la grossièreté des arguments de Staline, qui le confirmèrent dans l'idée que les deux formes de société – capitaliste/impérialiste et prolétarienne/révolutionnaire – ne pouvaient pas plus coexister en 1927 qu'elles n'avaient pu le faire à l'époque de la guerre civile. Seulement, les circonstances avaient changé et les «dangers d'une guerre mondiale» s'étaient précisés pour quatre raisons fondamentales: d'abord, «quelques années de luttes du capitalisme pour son renforcement

et les succès partiels remportés dans ce domaine posaient d'une façon aiguë aux pays capitalistes la *question des marchés*; ensuite, la bourgeoisie impérialiste s'était convaincue de la croissance indiscutable de la force économique de l'U.R.S.S.; elle avait vu que la dictature prolétarienne, secondée par le monopole du commerce extérieur, ne donnerait pas au capitalisme la possibilité de trouver un marché 'libre' en Russie; de plus la bourgeoisie internationale spéculait *sur les difficultés intérieures de l'U.R.S.S.*; enfin la défaite de la révolution chinoise, ainsi que les précédentes défaites des grèves anglaises, donnaient confiance aux capitalistes dans *leurs possibilités d'abattre l'U.R.S.S.*»<sup>86</sup>.

Pour Rakovski, le discrédit que le premier Etat socialiste connaissait auprès des ouvriers d'Europe occidentale venait de ce que Staline, Rykov, Boukharine et Tchitchérine passaient à juste titre pour diriger l'aile «modérée» du gouvernement soviétique, pour laquelle la Russie devait «d'abord développer son économie socio-politique et normaliser ses relations avec les pays capitalistes qui possédaient les ressources financières les plus importantes du monde»<sup>87</sup>. Surtout, ce groupe «modéré» croyait nécessaire de rejeter, au moins pour un temps, la théorie de la révolution mondiale, et c'est cela que Rakovski condamnait par-dessus tout.

En réalité, la situation n'était pas aussi claire qu'elle pourrait le paraître, ou plutôt elle se complique encore dès qu'on la regarde sous un autre angle. Si Rakovski accusait ouvertement Staline de manquer de fermeté à l'égard des pays capitalistes (sur le plan de la tactique révolutionnaire), il estimait par ailleurs avec ses camarades de l'Opposition que le gouvernement soviétique devait «tenter, si cela était possible, de payer une rançon» à ces mêmes pays capitalistes «afin d'éviter la guerre»<sup>88</sup>. On comprend dans ce cas pourquoi Staline répondit aux attaques portées contre la «ligne générale» en déclarant le 28 septembre 1927, au cours de la séance où le comité central exécutif décida d'expulser de son sein Trotski et Rakovski: «Que l'Opposition ne nous dise pas que notre accord avec la France coûte, ou peut coûter trop cher. L'oppositionnel Rakovski est à Paris. Certes, c'est lui qui, de tous les oppositionnels<sup>89</sup>, exécute le plus fidèlement les directives du Politburo. Mais chaque fois qu'il prend une initiative, il propose toujours de donner plus, de payer plus cher . . . Cela a toujours été pareil. Les documents sont là pour le prouver<sup>90</sup>.»

Trotski, qui avait été expulsé la veille avec Rakovski du comité exécutif du Komintern, écouta en silence le discours du secrétaire général. Deux jours plus tard, il écrivit à son vieux camarade pour le mettre au courant des dernières mesures administratives prises contre eux. Il lui apprit aussi que la façon dont il dirigeait les négociations avec la France faisait à Moscou l'objet des plus vives controverses, et qu'elle prenait

une coloration nouvelle du fait des dissensions entre la direction et l'Opposition.

En lisant cette lettre, Rakovski, comprit qu'il se devait de trouver une solution pour venir en aide à l'Opposition. Fallait-il pour autant revenir à Moscou pour combattre aux côtés de Trotski ou bien rester à Paris où la conférence franco-soviétique, en débouchant sur un accord, pouvait contribuer à résoudre certaines des difficultés que connaissait l'Opposition? La question se posait avec d'autant plus d'acuité qu'un vent de tempête se levait maintenant en France contre Rakovski et contre tout ce qui touchait de près ou de loin à l'Union soviétique. Le 27 août, *Le Temps* avait officiellement déclenché la campagne anti-communiste en proclamant à l'issue des émeutes provoquées par l'exécution de Sacco et Vanzetti: «Il faut que la République ait enfin une politique anti-communiste... Il faut que les pouvoirs publics se résignent à aller jusqu'au bout des principes qu'ils ont si souvent proclamés, en frappant à la tête et au cœur du communisme. Conserver des relations diplomatiques avec Moscou et faire en même temps en France *ce qu'il faut faire* contre les communistes, c'est chercher la quadrature du cercle.» Le ton de cet article avait probablement été inspiré par Poincaré lui-même, car le gouvernement français avait appris quelques jours plus tôt que Rakovski avait signé à Moscou la fameuse déclaration de l'Opposition, qui demandait à «chaque prolétaire honnête des pays capitalistes de lutter activement contre la défaite de son gouvernement» et à chaque soldat de passer «du côté de l'Armée rouge».

Il va sans dire que Briand n'avait pas plus apprécié ces incitations à la révolte que Poincaré. Il trouvait particulièrement intolérable qu'elles fussent cautionnées par un ambassadeur accrédité auprès du gouvernement français. Pourtant, le président du Conseil et son ministre des Affaires étrangères n'étaient pas du même avis sur la conduite à tenir face à ces provocations. Briand préférait agir comme Mussolini l'avait fait lorsqu'on lui avait annoncé que l'ambassadeur Kamenev avait signé cette même déclaration de l'Opposition: il avait considéré qu'il s'agissait d'une affaire purement intérieure au parti communiste russe et qu'il ne fallait pas exagérer la portée de ces «éclats de voix». Briand avait donc demandé à l'ambassadeur de France à Moscou de protester contre «cette manifestation inadmissible», et le gouvernement soviétique avait répondu le 4 septembre «qu'il réprouvait de la manière la plus nette et la plus formelle l'idée qu'un de ses représentants puisse organiser une propagande d'insurrection et de désertion sur le territoire de la France, avec laquelle il entretenait des relations pacifiques»<sup>91</sup>.

Staline, on s'en doute, avait été particulièrement embarrassé par cette

affaire, qui mettait beaucoup trop en vedette les oppositionnels. Pour éviter que le gouvernement français ne demandât le rappel de Rakovski, il avait fait un geste de conciliation en désavouant les intentions révolutionnaires de son ambassadeur. Il ne pouvait cependant aller trop loin dans cette voie, car il serait alors tombé sous les coups de Trotski et de ses amis, qui n'auraient pas manqué de déclarer que le Politburo refusait de défendre ses propres représentants à l'étranger lorsque ceux-ci étaient des oppositionnels. C'est pourquoi Staline demanda à la presse soviétique de souligner le courage de Rakovski, qui savait bien résister aux attaques d'une presse bourgeoise déchaînée. Il donna les mêmes instructions à Litvinov, qui accorda une interview à la presse le 16 septembre pour parler de l'évolution des relations franco-soviétiques et du rôle éminent que jouait à Paris son collègue et ami Rakovski<sup>92</sup>. Il rappela que «la sympathie personnelle que Rakovski éprouvait pour la France était connue de tous»; il insista sur sa «loyauté» et sur «les efforts qu'il déployait sans relâche pour créer un climat de solide amitié entre les peuples de l'U.R.S.S. et le peuple français». Après s'être réjoui de ce que les autorités françaises aient accepté les explications que lui avaient fournies le gouvernement soviétique au sujet de la déclaration de l'Opposition, Litvinov déclara: «Si la conférence franco-soviétique a réussi à résoudre la question la plus délicate des négociations, à savoir celle de la compensation des dettes tsaristes, . . . elle le doit d'abord à l'activité personnelle du camarade Rakovski.»

Le vice-commissaire soviétique savait ce qu'il faisait en annonçant publiquement que la question des dettes avait été résolue. Il reprenait ici la tactique que Christian Gueorguevitch avait utilisée au printemps de la même année: notre diplomate-révolutionnaire avait essayé de «passer au-dessus de la tête» des gouvernants français pour atteindre la masse des petits porteurs et leur montrer que c'était de Paris que venait le mal, et non de Moscou. Comme il avait publié intégralement le résultat des pourparlers officiels dans *L'Œuvre*, *Le Petit Parisien* et *L'Humanité* en avril 1927, il aida Litvinov en faisant paraître la suite de ces entretiens dans *L'Europe nouvelle* le 22 septembre. Le gouvernement soviétique y confirmait le fait qu'il acceptait de déposer en France, dès la signature d'un accord sur les dettes et sur les crédits, trente millions de francs-or et qu'il se contenterait des cent vingt millions de crédits que lui avait proposés la délégation française.

Malgré les avantages indéniables que cette solution présentait pour les deux pays, elle ne réussit pas à désarmer la colère de Poincaré. Celui-ci ne pouvait pardonner à Rakovski de s'être immiscé dans la vie politique française et d'avoir tenté par tous les moyens de dresser contre son gou-

vernement d'abord les ouvriers, puis les soldats, et enfin pour la deuxième fois la masse des porteurs de fonds spoliés par la révolution russe. Connaissant de longue date le caractère conciliant de Briand, et voyant que celui-ci se contenterait des plates excuses fournies par Rakovski et son gouvernement, il avait profité du départ de son ministre des Affaires étrangères pour faire insérer dans les journaux du 10 septembre le communiqué officiel suivant: «Nous croyons savoir qu'au cours des conversations qui eurent lieu ce matin relatives à l'incident Rakovski, les ministres se sont trouvés d'accord pour estimer qu'il convenait de faire connaître au gouvernement des soviets que le rappel de son ambassadeur serait désirable dans l'intérêt même du maintien des bonnes relations entre la France et la Russie. Il convient toutefois de signaler qu'en l'absence du ministre des Affaires étrangères, le conseil des ministres n'a pu prendre aucune détermination et que l'affaire sera à nouveau examinée à fond lors de la séance du prochain conseil après le retour de M. Briand à Paris.»

Ce communiqué devait faire d'une pierre deux coups: Briand ne pouvait plus se dérober, et le gouvernement soviétique était mis face à ses responsabilités. Il devait rappeler l'ambassadeur Rakovski pour sauver l'ambassade et pour laisser quelques chances de survie à la conférence franco-soviétique. A ce sujet, Poincaré prit la précaution de rappeler le 23 septembre que «les questions de la dette et des crédits ne formaient que deux rubriques de la liste des problèmes inscrits au programme de la conférence» et que ceux-ci devaient être «résolus dans leur ensemble»<sup>93</sup>. Pour aider son ami Rakovski qu'il avait accueilli dans sa propriété de Saint-Céré (Lot), pendant que la presse parisienne sonnait le hallali, de Monzie crut bon de donner une interview à *La Petite Gironde* pour dire que le pétrole russe devait être «le gage des crédits éventuels»<sup>94</sup>. C'était là provoquer les magnats anglo-saxons de la finance et du pétrole, et tout particulièrement Sir Henry Deterding, le président de la Royal Dutch Shell, qui avait déjà exprimé son indignation devant le gouvernement français au moment où celui-ci avait acheté soixante-quinze mille tonnes de mazout à l'U.R.S.S. en 1925. Quelques années plus tard, Rakovski devait déclarer à Louis Fischer que Deterding avait payé plusieurs journaux français pour qu'ils poursuivent sans relâche leur campagne jusqu'à ce qu'ils obtiennent l'expulsion, ou au moins le rappel, de cet ambassadeur trop entreprenant<sup>95</sup>. . . François Coty publia alors son livre *Contre le communisme* et la presse mélangea, puis dosa avec soin, le passé de Rakovski avec l'actualité. L'éditorial que *Le Journal des débats* publia dans son numéro du 4 octobre peut passer pour un modèle du genre. En voici quelques lignes qui donnent une bonne idée des attaques de la

droite: «... Perdre un si bon ambassadeur! Un espion de l'Allemagne devenu ami de la France! Un homme qui connaissait si bien la question des emprunts russes, la question du pétrole, la question de la propagande communiste, et qui mêlait le tout si ingénieusement! Toutes ces protestations de la gauche ne peuvent plus servir de rien. M. Rakovski, en raison de son passé, n'aurait jamais dû être ambassadeur à Paris. En raison de son action actuelle, sa présence est devenue impossible. On a pu tergiverser. Il y a des problèmes dont la solution, malgré toutes les faiblesses, s'impose. M. Rakovski partira<sup>96</sup>.»

Bien que la campagne prît une ampleur démesurée, Staline et le Politburo n'avaient aucune envie de revoir Rakovski à Moscou où il aurait renforcé le parti des oppositionnels, et Tchitchérine fut chargé de redresser la situation. Le 5 octobre, il annonça «d'un air grave» à la presse occidentale «que le rappel de M. Rakovski aurait la répercussion la plus défavorable sur les relations et les négociations entre les deux gouvernements»<sup>97</sup>. *Le Journal des débats* répliqua sur-le-champ par un article intitulé «De qui se moque-t-on?», qui reprenait la déclaration du commissaire soviétique en ajoutant avec ironie: «Vraiment? Nos relations avec la Russie sont depuis trois ans si fructueuses, elles ont donné des résultats si encourageants qu'on frémît à l'idée qu'elles pourraient se modifier. Voyez-vous la catastrophe qui nous menacerait le jour où les soviets n'auraient plus à Paris un quartier général de propagande anti-française soustrait à toute surveillance? ... N'est-il pas flatteur et honorifique de voir les appels à la désertion signés d'un ambassadeur? ... De quelque côté qu'on envisage une rupture avec les soviets, M. Tchitchérine a raison, c'est une catastrophe – une catastrophe pour eux<sup>98</sup>.»

Il est clair que la campagne de presse dépassait maintenant la personne de notre diplomate et que les milieux politiques de droite demandaient au gouvernement français de suivre l'exemple de la Grande-Bretagne en rompant les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. *Le Financial Times* n'avait fait qu'ajouter de l'huile sur le feu en déclarant à ce moment précis que «la Russie avait disparu en tant qu'entité commerciale» et que «l'actif national et la richesse du pays» avaient été détruits par dix ans de régime soviétique. De l'avis du très influent journal britannique, la Russie était actuellement «incapable de rien acheter, du moins de rien payer de ce qu'elle achèterait»<sup>99</sup>.

Pour ne pas que cette campagne de presse européenne nuise définitivement à l'Union soviétique, le Politburo comprit qu'il lui fallait rappeler Rakovski, mais il exigea que le gouvernement français lui adresse une demande formelle et écrite avant de lui donner satisfaction. La note française fut remise par Herbette le 7 octobre, mais les dirigeants soviétiques

attendirent encore six jours avant de rappeler leur ambassadeur. Rakovski quitta la France le 16 octobre, après un dernier repas en compagnie d'Anatole de Monzie, de Pierre Benoit et de Francis Carco, ses amis de longue date: il parla alors de sa passion pour la culture française, pour l'esprit de la Révolution française<sup>100</sup>, car il savait que c'était là un repas d'adieu<sup>101</sup>. Le lendemain, les chantres de l'anti-communisme semblèrent mieux respirer en apprenant que le «suppôt de Satan [avait] disparu nuitamment dans une rapide automobile»<sup>102</sup>. Français Coty eut même le plaisir d'ajouter que les hommes politiques et les écrivains auxquels le chef cuisinier de Rakovski «faisait des envois réguliers de caviar» n'avaient pas eu «la consolation de lui porter des fleurs à la gare»<sup>103</sup>. En quittant Paris pour Moscou, Rakovski ne faisait que passer d'un champ de bataille à un autre, mais ce dernier allait se révéler infiniment plus dangereux pour lui.

La veille de son départ, notre diplomate avait rencontré son vieil ami l'écrivain roumain Panaït Istrati, qui décida de l'accompagner en U.R.S.S. pour juger par lui-même de l'atmosphère qui y régnait. Il en rapporta un des plus violents réquisitoires qui aient été écrits contre la société soviétique: un livre qu'il intitula *Vers l'autre flamme*.

LIVRE II

## Rakovski révolutionnaire (1927-1941)



## CHAPITRE IX

### Le dernier combat officiel (octobre 1927 - janvier 1928)

#### 1. *Retour à Moscou via Berlin (fin octobre 1927)*

Lors du procès de mars 1938 à l'issue duquel il fut condamné en tant que «dirigeant du réseau trotskiste en U.R.S.S.»<sup>1</sup>, Rakovski indiqua à ses juges qu'il s'était arrêté en octobre 1927 à l'ambassade soviétique de Berlin, comme il avait l'habitude de le faire chaque fois qu'il quittait Londres ou Paris pour revenir à Moscou. Si d'ordinaire il y faisait une halte pour revoir son camarade l'ambassadeur Krestinski et s'informer des affaires allemandes, il s'y était arrêté cette fois-là dans un tout autre but. Kame-nev, qui revenait de Rome, l'avait prévenu de son arrivée à Berlin où les trois hommes avaient décidé de se retrouver, à la veille du plénum du comité central, juste avant le XV<sup>e</sup> Congrès du parti. C'est là qu'ils évaluèrent leurs chances et qu'ils travaillèrent à définir la tactique que devait adopter l'Opposition dite «unifiée», dont ils étaient les membres les plus éminents avec Trotski et Zinoviev.

On sait que l'Opposition unifiée s'était constituée en juillet 1926, grâce au rapprochement des partisans de Trotski et de ceux de Zinoviev, qui cherchaient à lutter plus efficacement contre l'«appareil» du parti que régentaient alors Staline et Boukharine. Pendant plus d'une année, l'Opposition regroupa des personnalités qui s'étaient illustrées pendant la guerre civile (comme Antonov-Ovseenko, Lachevitch et Mouralov, Ivan Smirnov et Smilga), des journalistes aussi célèbres que Radek, des économistes de renom comme Préobrajenski et Pyatakov, des diplomates réputés comme Rakovski, Ioffé et Krestinski. Le programme de l'Opposition étrait *grosso modo* celui que Trotski avait défini un an plus tôt<sup>2</sup>: il s'agissait d'abord et avant tout de trouver les moyens de restaurer la démocratie à l'intérieur du parti, c'est-à-dire d'arriver à exposer ses vues, puis à les imposer. Les opposants, qui se situaient à gauche de l'équipe au pouvoir, voulaient défendre les intérêts de la classe ouvrière contre

la paysannerie aisée, contre la bourgeoisie issue de la N.E.P., contre la bureaucratie. Sur le plan économique, ils demandaient que les salaires des ouvriers fussent réévalués, que les paysans pauvres (*bednyaki*) fussent exemptés d'impôt, mais que, par contre, un impôt progressif fût établi pour récupérer les richesses mobilisées par les koulaks. Ils exigeaient aussi que l'on mît en pratique les décisions du XIV<sup>e</sup> Congrès du parti sur la nécessité d'accélérer le rythme de l'industrialisation d'une part, et de la collectivisation de l'agriculture d'autre part. En matière de politique extérieure, l'Opposition insistait sur le fait qu'il était essentiel de retarder aussi longtemps que possible la «croisade inévitable des pays capitalistes contre l'U.R.S.S.», en traitant avec les gouvernements bourgeois au pouvoir, et en encourageant au maximum les mouvements révolutionnaires, en Orient comme en Occident.

A Berlin, Rakovski, Kamenev et Krestinski ne discutèrent pas tant des objectifs fondamentaux de l'Opposition qu'ils ne s'interrogèrent sur les moyens de poursuivre la lutte. Kamenev et Rakovski considéraient que l'heure était maintenant venue de jouer le tout pour le tout, c'est-à-dire de passer à l'action directe en organisant des manifestations, en dénonçant partout l'étouffement qui menaçait. Il était à leurs yeux indispensable de reprendre contact avec les masses populaires pour leur montrer que les staliniens réduisaient la dictature du prolétariat à la dictature de quelques hommes, qu'ils menaient le pays à la ruine, et le mouvement révolutionnaire à l'échec. Ils préféraient sortir la tête haute d'un parti qui ne respectait plus les «préceptes de Lénine», plutôt que d'en être chassés ignominieusement. Au contraire, Krestinski estimait qu'il ne pouvait y avoir de lutte véritable que dans le parti, qu'au sein même du parti, et que sortir des rangs (même avec éclat) revenait à se condamner à perdre toute influence sur l'appareil et toute crédibilité auprès des masses<sup>3</sup>. Il fallait au contraire «travailler lentement, progressivement, mais sans relâche, au sein du parti et de l'appareil soviétique pour gagner à nouveau la confiance des masses et pour les influencer à nouveau». Comme il l'écrivit un mois plus tard à Trotski pour lui expliquer sa défection, il était «profondément convaincu que la tactique de l'Opposition était radicalement fautive et qu'elle était infiniment nuisible aux buts qu'elle s'était elle-même fixés»<sup>4</sup>.

Krestinski estimait que cette erreur de tactique pourrait se terminer «tragiquement» pour l'Opposition, car il était parfaitement au courant du peu de succès que Trotski et Zinoviev avaient eu lorsqu'ils avaient essayé, tout au long de l'année 1926, de prendre la parole dans des usines de Moscou ou de Leningrad pour attaquer la direction du parti. Certes, Staline savait mieux que quiconque noyauter les cellules ouvrières et les organismes du parti et du gouvernement; il avait l'art d'envoyer à point

nommé un «commando» de ses partisans, qui étaient prêts à siffler et à huer les orateurs jusqu'à leur faire perdre le souffle; il était capable de déplacer les cadres du parti au gré de ses convenances personnelles, mais il y avait d'autres raisons aux échecs répétés de l'Opposition. Celle-ci était aussi séparée de la grande masse du peuple que l'était la direction stalinienne, mais elle donnait par surcroît l'impression de marcher à contre-courant et de ne pas sentir les limites humaines. Staline, en revanche, avait nettement perçu la lassitude du peuple russe et son désir de paix.

En 1927, il ne fallait pas parler aux Russes de «démocratie interne», car ils ne l'avaient jamais connue, et les bolcheviks avaient toujours donné l'exemple d'une intolérance extrême. Trotski pensait-il que le peuple avait oublié la façon dont il avait réprimé la révolte des marins de Kronstadt, la façon dont il avait combattu toutes les formes d'opposition à l'intérieur du parti, la façon dont il avait voulu militariser le travail après avoir travaillé à supprimer toute forme d'indépendance des syndicats? En 1927, les Russes ne voulaient pas qu'on leur parle de reprendre l'uniforme militaire pour aller combattre loin de chez eux, au nom d'une «solidarité prolétarienne» qui n'était pour la plupart d'entre eux qu'une phrase; ils refusaient d'entendre parler de «révolution permanente», si cela signifiait une révolution «en permanence». Staline avait donc beau jeu de dénoncer les «postures héroïques» de Trotski, et d'affirmer que ce dernier ne s'adressait pas à des «hommes réels, mais à des espèces de créatures idéalisées et de rêve, révolutionnaires de la tête aux pieds»<sup>5</sup>. A cet égard, il est exact de dire que la médiocrité des syllogismes dont Staline était coutumier, la platitude de ses comparaisons, la grossièreté d'injures maintes fois répétées avaient beaucoup plus de poids que les analyses de l'Opposition<sup>6</sup>. C'est précisément ce qui frappa Rakovski, lorsqu'il essaya de prendre la parole au comité central, quelques jours après son arrivée à Moscou.

Dans la soirée du 23 octobre 1927, Christian Gueorguevitch fut consterné d'apprendre que ses camarades du comité central avaient cédé à la pression qu'exerçait sur eux, depuis des mois, le secrétaire général du parti, et qu'ils avaient accepté d'exclure Trotski et Zinoviev de leurs rangs. Dans le discours qu'il prépara pour stigmatiser les complices de cette mascarade, il nota la «médiocrité», l'«extrême pauvreté» des arguments avancés à cette occasion par des gens qui avaient choisi d'empêcher les opposants de parler, en leur «jetant des encriers» à la figure dès qu'ils eurent épuisé leurs réserves de «livres reliés»<sup>7</sup>. L'attitude de la majorité lui paraissait «formaliste et bureaucratique», puisque son seul argument consistait à dire et à répéter que les deux leaders exclus avaient «enfreint

la discipline du parti . . . malgré les avertissements réitérés» qu'on leur avait prodigués. A son avis, la direction en était arrivée à oublier l'essentiel, c'est-à-dire que «le parti, le prolétariat, le pouvoir soviétique, le Komintern n'existaient pas pour des statuts, mais que les statuts existaient pour que l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat puisse atteindre ses objectifs de classe»<sup>8</sup>.

Rakovski était indigné de ce que Boukharine ait laissé évoquer pendant plus d'une heure devant le comité central «l'histoire d'un complot» (qui, nous allons le voir, aurait été dirigé par un ancien officier de Wrangel), alors que les débats étaient consacrés dans leur ensemble à la question du statut administratif de Trotski et de Zinoviev. Les auditeurs ne pouvaient qu'en conclure que la direction du parti voulait considérer en même temps une affaire qui avait des résonances contre-révolutionnaires (c'est la «troisième force»), et la situation administrative de certains dirigeants de l'Opposition. C'était déjà procéder au plus dangereux des amalgames, dans le seul but de discréditer tous ceux qui n'appartenaient plus à la majorité, et prouver que Staline n'avait pas tort de parler d'un «front uni de Chamberlain à Trotski». En fait, Menjinski – le chef de la G.P.U. – et Staline lui-même avaient déjà fait le point de la question et pris leur part des responsabilités.

Dans la nuit du 12 au 13 septembre 1927, les agents de la G.P.U. avaient «découvert» une imprimerie clandestine: celle-ci diffusait des tracts dirigés contre la majorité et avait récemment imprimé la «Plateforme» de l'Opposition, en vue du XV<sup>e</sup> Congrès du parti qui allait se tenir au mois de décembre. La G.P.U. avait immédiatement fait courir le bruit que cette imprimerie était dirigée par un ancien officier de Wrangel<sup>9</sup>. Pour essayer de protéger l'Opposition contre cette calomnie éhontée, Préobrajenski, Mratchkovski, et Sérébryakov déclarèrent qu'ils étaient à l'origine de ce centre de diffusion; ils furent aussitôt exclus du parti. Une enquête menée par les opposants eux-mêmes ne tarda pas à révéler que cet ancien officier de Wrangel était en réalité un agent de la G.P.U. qui avait été placé là afin de surveiller les opposants et de les compromettre au moment opportun. Staline confirma la justesse de cette thèse lorsqu'il affirma et répéta, avec l'aplomb qui le caractérisait: «Qu'y a-t-il de mal à ce qu'un ancien officier de Wrangel aidât le gouvernement soviétique à démasquer des complots contre-révolutionnaires? Qui oserait dire que les autorités soviétiques n'ont pas le droit de gagner à elles d'anciens officiers, et de les utiliser afin de dévoiler des organisations contre-révolutionnaires<sup>10</sup>?»

Par ses actes comme par ses paroles, Staline venait de montrer qu'il ne reculerait devant rien pour venir à bout des oppositionnels: il était

décidé à les faire passer pour des ennemis du peuple, pour des ennemis de la révolution. Il avait eu l'adresse supplémentaire de les acculer à une impasse.

Le 17 octobre, au moment des fêtes qui marquèrent le jubilé du comité central, Trotski et Zinoviev furent amenés à penser que les masses du peuple étaient prêtes à les suivre, ou au moins à les écouter favorablement. Se trouvant à l'écart de la tribune officielle, ils furent reconnus par un groupe d'ouvriers qui les acclama avec autant de chaleur qu'autrefois. Les deux leaders prirent cette démonstration en leur faveur pour un indice réel de leur popularité, et pensèrent que Kamenev avait raison de dire à Trotski: «Il suffira que Zinoviev et vous paraissiez à la tribune pour que le parti reconnaisse son vrai comité central<sup>11</sup>.» Certes, les oppositionnels savaient mieux que personne que «le déclenchement d'une lutte pour le pouvoir était hors de question», comme Trotski le dira par la suite. Ils étaient seulement convaincus qu'il était de leur devoir de bolcheviks de signaler au parti toutes ses erreurs, même s'il fallait pour cela bousculer ses habitudes<sup>12</sup>. Les leaders de l'Opposition se consultaient maintenant très souvent pour préciser la tactique que devaient suivre leurs partisans au cours des semaines à venir, qui promettaient d'être décisives.

Un témoin nous a laissé un portrait de Rakovski, qui corrobore parfaitement ce que Trotski disait de lui: «L'équilibre spirituel de cet homme est si remarquable qu'il se conduit avec une égale assurance dans les conditions et dans les groupes sociaux les plus différents . . . C'est chez Préobrajenski que je rencontrai Rakovski, nous raconte Pierre Naville. Il régnait, dans la petite chambre où Préobrajenski vivait avec Pauline, sa compagne, . . . une atmosphère de camaraderie toute familière, sans démonstrations, qu'il était impossible de trouver ailleurs à cette époque. Rakovski, privé de toute fonction, venait converser là avec l'amabilité, la simplicité et l'intelligence évidente qui faisaient de lui bien autre chose qu'un chef ordinaire<sup>13</sup>. . . » Christian Gueorguevitch portait alors «une belle jaquette occidentale sur une chemise russe» – cette jaquette étant l'unique reliquat de son ambassade . . . ! Comme il l'expliqua avec humour aux camarades français qui se trouvaient chez Préobrajenski, la coutume soviétique était de reprendre aux diplomates, à leur retour, tout ce qu'ils avaient pu acquérir à l'occasion de leur service, sauf les vêtements: «J'aurais préféré un logement, poursuivit-il avec un sourire, mais on m'a expulsé du Narkomindel avec une jaquette. Les Français m'ont chassé de Paris pour avoir signé une déclaration de l'Opposition. Staline me chasse du Narkomindel pour avoir signé la même déclaration. Mais, dans les deux cas, on m'a laissé la jaquette<sup>14</sup>.»

Si Rakovski ironisait sur son sort devant ses camarades «étrangers», il ne pouvait se laisser aller à leur confier les doutes qui l'assaillaient, pas plus qu'il ne pouvait leur parler de la rancœur qu'il éprouvait maintenant, lorsqu'il repensait au chemin parcouru depuis la révolution victorieuse d'octobre 1917. Mais quelques jours plus tard, devant des ouvriers ukrainiens rassemblés pour fêter le dixième anniversaire de la prise du pouvoir par les bolcheviks, c'est le mot de «social-facisme» qui lui vint à l'esprit.

## 2. *L'équipée ukrainienne (début novembre 1927)*

Après leur «succès» du 17 octobre, les dirigeants de l'Opposition décidèrent de descendre dans la rue pour provoquer au sein du parti une prise de conscience, brutale et salutaire, des dangers que courait la révolution. Ils se mirent d'accord pour «en appeler aux masses» et pour organiser, dans le courant de la journée du 7 novembre, une série de manifestations ostensiblement distinctes des parades officielles. En fêtant ainsi le dixième anniversaire de la révolution, ils choisirent, selon la formule bien connue, de se poser en s'opposant. Les mots d'ordre qui devaient être écrits sur les bannières étaient: «Frappez le koulak, le nepman, et le bureaucrate!», «A bas l'opportunisme!», «Mettez en pratique le testament de Lénine!», «Préservez l'unité bolchevique!»<sup>15</sup>. L'effort de l'Opposition allait porter sur les trois villes les plus importantes de la Fédération, qui se trouvaient être le «fief» de ses trois dirigeants les plus célèbres: Trotski serait à la tête du mouvement à Moscou, Zinoviev à Leningrad, et Rakovski à Khar'kov.

La direction du parti, qui s'attendait à ce «geste de désespoir» de la part de Trotski et de Zinoviev, ne fut pas surprise d'apprendre que Rakovski était résolu à partir pour l'Ukraine. Ce dernier venait en effet de repousser la proposition que Staline lui avait faite de se rendre à Genève à la place de Litvinov, pour présider la délégation soviétique à la conférence sur le désarmement<sup>16</sup>; il voulait dorénavant participer à fond à la lutte que menaient ses camarades contre la «tyrannie» du secrétaire général. Comme Zinoviev espérait regrouper ses partisans dans la ville dont il était le «patron» depuis la révolution, Christian Gueorguevitch pensait qu'il arriverait à galvaniser les partisans de l'Opposition, dans une Ukraine qu'il avait contribué plus que quiconque à bolcheviser et à relever de ses ruines. De plus, Rakovski avait de bonnes raisons de penser que l'énergie et le courage qu'il avait déployés en Ukraine pendant les cinq années au cours desquelles il avait été président du conseil des com-

missaires du peuple lui avaient valu l'estime et le respect de la grande majorité des Ukrainiens. N'était-il pas celui qui avait su reconnaître la nécessité d'une indépendance réelle de l'Ukraine, celui qui avait donné un contenu à cette indépendance, en renforçant les prérogatives de son gouvernement tant sur le plan de la politique intérieure qu'en matière de politique extérieure? N'était-il pas celui qui s'était dressé, au XII<sup>e</sup> Congrès du parti, contre l'omnipotence de l'administration centrale personnifiée par son secrétaire général Joseph Staline? C'était bien cet homme que les Ukrainiens avaient fêté, lorsqu'il était revenu à Khar'kov en 1924, à une époque où il était encore membre du comité central du parti communiste d'Ukraine et de son Politburo.

A cette occasion, il avait été littéralement porté en triomphe: on l'avait «hissé à bout de bras jusqu'au troisième étage d'une maison dans laquelle il devait prononcer un discours, et on l'avait aidé à monter sur une table, car il ne pouvait se mettre nulle part ailleurs tellement il y avait de monde»<sup>17</sup>. Pour reprendre l'expression utilisée par Boris Souvarine, on le considérait encore comme le *khozyain*<sup>18</sup>, le patron, celui qui «jouissait d'une très grande popularité»<sup>19</sup>. Christian Gueorguevitch pensait qu'il serait d'autant mieux écouté que, si les alliés de Zinoviev et de Kamenev se comptaient en Ukraine sur les doigts de la main, les partisans de Trotski étaient nombreux et préservaient, au dire de Kaganovitch lui-même, «leurs vieilles traditions»<sup>20</sup> de fidélité. Le dirigeant permanent de l'Opposition unifiée en Ukraine n'était autre que Iouri Kotsioubynsky (le fils du célèbre écrivain M. M. Kotsioubynsky), dont Rakovski avait fait en 1922 le chef de la mission soviétique ukrainienne à Vienne. Il était aussi de notoriété publique que les régions de Kiev et d'Odessa sympathisaient avec l'Opposition. Rakovski le savait bien et, comptant sur cet appui, il se rendit directement dans les villes qu'il fallait «conquérir»: d'abord la capitale, Khar'kov, puis les villes qui s'industrialisaient rapidement dans le bassin du Dniepro-Dniepopetrovsk et Zaparoje (l'ancienne Aleksandrovsk).

Le 5 novembre, Christian Gueorguevitch fut invité par le soviet de la ville de Khar'kov à participer à la séance solennelle consacrée au dixième anniversaire de la révolution d'Octobre<sup>21</sup>. Dès qu'il prit la parole pour défendre les thèses de l'Opposition, la salle se partagea en deux camps d'inégale importance. Ceux qui voulaient écouter l'ancien leader de l'Ukraine exprimer un point de vue différent de celui qu'ils entendaient répéter en permanence, ceux qui n'étaient pas satisfaits de l'atmosphère qui régnait dans le parti étaient peu nombreux: Kaganovitch avait eu la prudence de remplir les gradins du plus grand nombre possible de partisans de la ligne générale, et ceux-ci n'étaient venus que pour crier, siffler,

taper des pieds, injurier l'orateur, sans se soucier de ce qu'il pouvait dire. Devant la grossièreté de ces manifestants (il y avait parmi eux beaucoup de jeunes, nouvellement entrés au parti), Rakovski en appela aux délégués étrangers, parmi lesquels il y avait des sociaux-démocrates et des sans-parti, mais qui lui parurent ce jour-là plus dignes d'attention que ceux qui se paraient du nom de bolcheviks. C'est à eux qu'il déclara en quittant la tribune dans un geste de colère: «Regardez comment ici, chez nous, on laisse parler les représentants de la classe ouvrière; c'est du social-fascisme<sup>22</sup>.»

Lorsqu'il essaya, les jours suivants, de prendre la parole dans des usines (en particulier au Combinat général de l'électricité à Khar'kov, où quatre mille ouvriers s'étaient réunis)<sup>23</sup>, les mêmes scandales se reproduisirent. Christian Gueorguevitch comprit alors sans difficulté que les agents de Staline étaient prêts à transporter d'usine en usine tous leurs hommes de main, pour les «lâcher» au moment opportun. Il décida donc de partir pour des villes de moindre importance, dans l'espoir que les cellules ouvrières n'y étaient pas noyautées de la même façon.

Le 9 novembre, il arriva à Dniepopetrovsk. L'accueil des ouvriers y fut plus chaleureux qu'à Khar'kov, et il réussit à organiser un certain nombre de rassemblements, où on l'écouta avec beaucoup d'attention. Mais lorsqu'il se rendit à une conférence du parti, dans le quartier de Kaidaksk, les organisateurs refusèrent de lui laisser lire le rapport qu'il avait préparé pour répondre aux discours officiels<sup>24</sup>. Quand il essaya d'engager la discussion à la fin de la séance, on lui coupa brutalement la parole, en lui demandant de ne pas chercher à provoquer un scandale. Sans se décourager, Rakovski partit pour Zaparoje, où il prit part à une réunion dans la cellule du parti de l'usine «le Communard». Il réussit à y parler plus longuement qu'ailleurs, et à exposer ses vues sur les «leçons d'Octobre». Cependant, Christian Gueorguevitch comprit que les ouvriers qui l'observaient n'approuvaient pas, ou ne pouvaient pas approuver ce qu'il disait. Quand il leur demanda d'exprimer leur avis sur une résolution qu'il venait de rédiger, neuf d'entre eux votèrent en faveur de l'Opposition sur trois cents participants<sup>25</sup>.

Voyant que Rakovski était prêt à poursuivre ses activités «subversives», le Politburo ukrainien décida de reprendre la situation en main en mobilisant tous les partisans de la ligne générale, et en demandant à chaque cellule du parti, dans les usines, les kolkhozes, et dans toutes les institutions d'Etat, de convoquer des assemblées de militants pour dénoncer les menées de l'Opposition. Dans le courant du mois de novembre, près d'un millier de réunions furent ainsi organisées, auxquelles participèrent plus de cent mille personnes<sup>26</sup>. Un mois plus tard, Kaganovitch déclara

avec satisfaction au XV<sup>e</sup> Congrès du parti communiste russe que douze mille personnes avaient pris la parole au cours de ces «discussions» en faveur de la direction actuelle, tandis que deux cent soixante-dix s'étaient prononcées «contre». De façon générale, plus de 90% avaient voté en faveur de la ligne générale: sur cent mille personnes, quatre cent quarante-six seulement s'étaient déclarées «contre» et deux cent vingt-sept s'étaient abstenues<sup>27</sup>. (Les staliniens sont évidemment les seuls à porter la responsabilité de ces statistiques.)

Christian Gueorguevitch savait maintenant que Kaganovitch obéirait en tout point à Staline, et qu'il avait les moyens de paralyser chacune de ses initiatives. De plus, son ancienne notoriété arrivait maintenant à lui nuire, puisqu'elle le dénonçait partout où il allait. C'est alors qu'il comprit que la lutte de l'Opposition serait longue et difficile, car la population, elle non plus, ne répondait pas à ses espoirs . . . A la mi-novembre, c'est un partisan de Zinoviev – Vouyovitch – qui vint reprendre le flambeau de ses mains<sup>28</sup>. Il avait pour tâche de mettre sur pied un «centre oppositionnel», dont le but primordial était de travailler à renforcer l'influence de l'Opposition sur les masses populaires<sup>29</sup>. Le 16 novembre, un télégramme apprit à Rakovski une nouvelle qui l'affecta profondément, et qui eut pour conséquence de l'obliger à quitter l'Ukraine précipitamment: son camarade et ami Adolf Ioffé venait de se suicider.

### 3. *L'enterrement d'Adolf Ioffé (19 novembre 1927)*

Ioffé s'était suicidé parce qu'il était physiquement épuisé par la lutte incessante qu'il devait mener contre la tuberculose et contre des attaques de polynévrite, mais aussi, et peut-être surtout, parce que Staline l'avait acculé au désespoir. D'un côté il lui avait refusé un visa pour l'étranger, sous le prétexte cynique que la cure qu'il devait y suivre coûterait trop cher au parti<sup>30</sup>; de l'autre, il l'avait accablé en lui annonçant que Zinoviev et Trotski avaient été expulsés du parti le 14 novembre et que Rakovski, Kamenev, Smilga, et Evdokimov avaient été chassés le même jour du comité central en raison de leurs activités «contre-révolutionnaires». Ioffé n'avait pu supporter de voir l'indifférence avec laquelle la grande majorité des bolcheviks avaient accepté ces décisions imposées par la direction stalinienne.

Dans la lettre d'adieu qu'il adressa à Trotski avant de mourir, il rappelait que c'est un idéal merveilleux qui l'avait poussé toute sa vie à lutter pour faire progresser la cause de la classe ouvrière, la cause du vaste peuple: «Il y a plus de trente ans, disait-il, que j'ai adopté l'idée

que la vie humaine n'a de sens que dans la mesure où elle est mise au service de l'infini – et pour nous l'humanité est l'infini. Travailler pour un objectif limité – car tout autre objectif est limité – est privé de sens<sup>31</sup>.»

Maintenant, la maladie et l'angoisse de l'avenir qui était réservé au parti le poussaient à quitter les rangs des vivants. Sur son lit de mort, il se permit de dire par écrit à Trotski – ce maître qu'il avait vénéré depuis le jour où il l'avait rencontré – ce qui faisait sa faiblesse, et ce qui avait été jusque-là faiblesse de l'Opposition: «J'ai toujours pensé que vous n'aviez pas assez en vous de cette force de caractère – implacable et intransigeante – que possédait Lénine, pas assez de cette capacité qu'avait Lénine de se dresser seul, et de rester seul sur la route qu'il pensait être la bonne<sup>32</sup>.»

Tout autant que Trotski, Rakovski fut profondément touché par cette ultime injonction de leur camarade, et ces paroles les aidèrent certainement tous deux à ne pas céder devant Staline, et à résister aussi longtemps qu'ils le pourraient à ses menaces et à ses coups.

L'enterrement de Ioffé marqua la dernière manifestation publique de l'Opposition. Le 19 novembre, une longue procession traversa Moscou jusqu'au cimetière Novodevitchi; elle était menée par Trotski, qui donnait le bras à Rakovski d'un côté et à la veuve de Ioffé de l'autre<sup>33</sup>. Dans la foule qui suivait le cercueil, les représentants du comité central et du Narkomindel se mêlaient aux oppositionnels et à leurs sympathisants. Parmi eux se trouvaient Ivan Smirnov, Victor Serge, Pierre Naville et quelques rares journalistes, comme Louis Fischer. Après une brève bousculade à l'entrée du cimetière, la police à cheval laissa entrer le cortège qui entoura bientôt la fosse. Deux jeunes recrues de l'Armée rouge se placèrent de part et d'autre de la tombe, puis l'un des envoyés du Narkomindel «prononça quelques brèves paroles d'adieu officiel». Rakovski lança ensuite le premier salut amical, «de cette voix polie qui était la sienne»<sup>34</sup>. Puis Trotski prit la parole: il estimait qu'en se suicidant, Ioffé avait choisi de lancer un dernier défi à la direction stalinienne, en pensant que cette ultime protestation aurait plus de poids sur les membres du parti que ne pouvait avoir un esprit souffrant dans un corps débile.

Quelques jours plus tard, un nouveau coup atteint l'Opposition: Zinoviev et Kamenev se déclarèrent prêts à faire des concessions à la majorité. Ils considéraient maintenant que la poursuite d'une lutte fractionnelle ne pouvait aboutir qu'à la création de deux partis rivaux, et que ce schisme constituait «le plus grave des dangers qui menaçaient la cause de Lénine». Le 10 décembre, la désintégration de l'Opposition unifiée devint un fait accompli, lorsque les deux leaders repentants demandèrent aux autres oppositionnels «d'avoir le courage de se rendre». Ces derniers ne virent

dans un tel «courage» qu'une nouvelle forme de cette «lâcheté politique» dont Zinoviev était coutumier, et ils décidèrent une nouvelle fois de serrer les rangs. Comme Trotski n'avait plus le droit de participer aux congrès du parti, c'est Rakovski qui se chargea de parler au nom de l'Opposition au XV<sup>e</sup> Congrès qui venait de se réunir.

4. *Le porte-parole des «irréductibles» au XV<sup>e</sup> Congrès du parti (décembre 1927)*

Le 5 décembre au matin, Rakovski prit la parole devant les délégués réunis au Kremlin; ce devait être son dernier discours public. Rykov lui donna la parole, puis la lui retira avant l'heure sur l'injonction de tous les staliniens déchaînés – les Kaganovitch, les Postychev, les Vorochilov, les Roudzoutak, auxquels s'étaient joints Boukharine, Skrypnik, Kossior, Rioutine, Félix Kohn, et bien d'autres. Par une ironie du sort, Rykov et Boukharine allaient être jugés et condamnés à mort dix ans plus tard, au cours du même procès à l'issue duquel Rakovski fut condamné (seulement!) à vingt ans de réclusion.

Christian Gueorguevitch choisit d'axer son exposé sur le danger que courait à ses yeux l'Union soviétique: celle-ci risquait d'être entraînée dans une guerre, à cause de la faiblesse du comité central et du Politburo réunis qui ne faisaient que céder devant tous les ultimatums des pays capitalistes. «Camarades, déclara-t-il, lorsqu'on nous a chassés de Pékin, lorsqu'on nous a défiés à Londres, lorsqu'on nous a provoqués à Paris – ne pensez-vous pas que, dans d'autres circonstances, cela aurait suffi pour que nous répondions par une résistance digne d'un révolutionnaire<sup>35?</sup>»

Christian Gueorguevitch en profita pour se justifier d'une accusation de «don-quistisme» qui avait été lancée contre lui quelques semaines auparavant. Au cours d'une intervention qu'il avait faite à Khar'kov, il avait soulevé la question de «l'encerclement capitaliste» et celle des «provocations» auxquelles il estimait que l'Union soviétique était soumise en permanence. Il avait évoqué diverses mesures qui auraient permis de régler les difficultés que connaissait le premier Etat socialiste, lorsqu'un interlocuteur lui avait demandé s'il envisageait l'éventualité extrême de la guerre. Il le fit à nouveau devant le XV<sup>e</sup> Congrès du parti: les bolcheviks, dit-il non sans fierté, se sont donné pour tâche d'organiser «un gouvernement prolétarien révolutionnaire, et non une secte de tolstoïens»<sup>36</sup>.

Christian Gueorguevitch considérait que le comité central se préparait,

sous la direction de Staline, à répéter l'erreur «fondamentale» qu'il avait commise deux ans plus tôt, à l'époque du XIV<sup>e</sup> Congrès: celle de croire à «un renforcement et à un élargissement» du fameux *peredychka*, c'est-à-dire de croire en une trêve qui pourrait se transformer en une période de «coexistence pacifique entre l'U.R.S.S. et les Etats capitalistes»<sup>37</sup>. A ses yeux, les rebuffades répétées que l'Union soviétique avait subies en Chine, en Angleterre, en France et en Pologne après la signature des traités de Locarno, pouvaient faire croire à tout, sauf à une trêve. En 1927, Rakovski pensait que seule une «guerre révolutionnaire» – une guerre rappelant celle que Boukharine et les communistes de gauche auraient voulu déclencher en 1917, au temps des pourparlers de Brest-Litovsk, une guerre rappelant celle qu'il avait lui-même essayé de mener en Roumanie en 1918, puis en 1919 – permettrait d'assurer la victoire du socialisme. Une «guerre sainte» menée au nom de la classe ouvrière des villes et des campagnes permettrait seule de desserrer l'étau qui «étouffait» le premier Etat prolétarien, et de faire basculer dans le camp du socialisme les grands pays industrialisés d'Europe occidentale, puis leurs colonies, c'est-à-dire, finalement, le monde entier.

Seulement, l'U.R.S.S. n'était pas prête à assumer des responsabilités aussi graves. Il ne s'agissait pas, en effet, comme on aurait pu le croire en 1918-1919, de donner un simple «*toltchok*» (coup de coude!) aux gouvernements bourgeois pour que les ouvriers des pays capitalistes puissent se débarrasser de leurs dirigeants. Rakovski était obligé de constater que les chances d'un embrasement révolutionnaire diminuaient de plus en plus, en raison de la «passivité», de l'«indifférence» croissante des masses populaires à l'égard des idées révolutionnaires, et de leur désaffection pour la cause que défendait l'Union soviétique. A son avis, la faute en revenait pour une grande part à la direction stalinienne, dont l'attitude «modérée» et hésitante lors des conflits avec les gouvernements capitalistes ne faisait qu'atténuer les conflits de classes au lieu de les exacerber. La conséquence immédiate qu'il tirait de ces prémisses était qu'une situation nouvelle, «tragique» à ses yeux, venait de se créer: pour la première fois depuis octobre, le premier Etat ouvrier avait «cessé d'être un danger idéologique pour les gouvernements capitalistes». Dans ces conditions, la tactique que la bourgeoisie se préparait à adopter était simple: elle consistait à «s'appuyer sur la déviation de droite du parti pour isoler moralement le prolétariat mondial de l'Union soviétique»<sup>38</sup>.

Pour confirmer ses jugements, Christian Gueorguevitich s'appliqua, dans le brouhaha général, insulté de toutes parts et traîné dans la boue, à citer un certain nombre d'organes de la presse «bourgeoise», qui tendaient tous à prouver *a contrario* que seule l'Opposition maintenait allumée la flamme

révolutionnaire. Le *New York Times* estimait, par exemple, que «ne pas détruire l'Opposition revenait à préserver cette matière explosive qui avait été placée sous le monde capitaliste». Le *Temps* du 8 novembre considérait que «la Russie ne pourrait être sauvée que par la destruction complète de la dictature du prolétariat». Le journal d'Otto Bauer – l'*Arbeiter Zeitung* – s'accordait à penser avec l'organe de la grande bourgeoisie allemande – la *Kölnische Zeitung* – que «les critiques de l'Opposition avaient jusqu'alors compliqué indiscutablement la tâche de Staline et qu'elles l'avaient empêché de suivre une voie plus réaliste en matière de politique économique et de politique extérieure»<sup>39</sup>. La revue de l'Institut londonien de recherches commerciales proclamait enfin, de façon encore plus nette: «De l'étude des événements qui se déroulent actuellement en Union soviétique, nous pouvons conclure que le sort du pays dépend de l'interaction de deux forces diamétralement opposées. D'un côté, le communisme doctrinaire essaye encore de préserver l'idéal et les principes de la révolution bolchevique de 1917 . . . tandis que, de l'autre côté, les dures réalités de la vie obligent tous les communistes, à l'exception des plus fanatiques, à adopter l'un après l'autre les principes sur lesquels est fondée la civilisation occidentale»<sup>40</sup>.»

En citant de tels passages, Rakovski entendait montrer qu'il était évident, même pour des journalistes occidentaux, que Staline et son équipe cherchaient à abandonner ces thèses révolutionnaires qui avaient fait trembler l'Europe à l'issue de la première guerre mondiale. «De cette voix polie qui était la sienne», il les taxait d'activités contre-révolutionnaires (et cela au sens propre du terme), puisqu'il les accusait de collusion flagrante avec les méthodes, l'esprit, et les principes de la bourgeoisie, au détriment des intérêts de la classe ouvrière mondiale et du premier Etat socialiste.

Les hommes liges du secrétaire général ne supportèrent pas longtemps d'entendre proférer de telles «calomnies»; faute d'arguments, ils s'acharnèrent à couper la parole à Rakovski en lançant les pires invectives, puis des insultes personnelles de plus en plus violentes. Après avoir hurlé que Rakovski, avec ses citations, était «une gazette bourgeoise ambulante», quelqu'un laissa entendre que Trotski collaborait peut-être déjà à cette même presse bourgeoise. Roudzoutak déclara que les trotskistes étaient tous des vendus et des «traîtres», en jetant à la face de Rakovski: «Est-ce que, par hasard, vous ne recevriez pas d'argent pour créer un deuxième parti?» Puis quelqu'un coupa une nouvelle fois la parole à notre orateur, en criant selon un scénario visiblement préparé à l'avance: «Quittez le parti, et tout sera dit. Que les mencheviks quittent la tribune! La tribune n'est pas faite pour les mencheviks! A bas! A bas!»<sup>41</sup> . . .»

Après avoir dit ironiquement à Rakovski qu'il ferait mieux de parler dans le micro, s'il voulait qu'on l'entende et qu'on finisse par l'écouter, Rykov demanda aux délégués s'il fallait encore lui laisser la parole ou la lui retirer. Quelqu'un cria à nouveau: «A bas! Qu'on l'exclue du parti!» Le rideau se baissa alors sur la vie officielle du militant Rakovski. La dernière période de sa vie commençait: celle de l'exil. Quelques jours après Trotski, il allait, lui aussi, être obligé de quitter le centre politique de cette Russie «socialiste» en laquelle, dix ans plus tôt, il avait placé ses espoirs.

##### *5. Les déclarations des oppositionnels avant leur départ pour l'exil (janvier 1928)*

Au lendemain du congrès, quinze cents «trotskistes» furent exclus du parti, dont Rakovski, Radek, Kasparova, Drobnis, Lachevitch, Mouralov, Pyatakov, Rafail, Sapronov, Smilga, Sosnovski, et bien d'autres leaders exceptionnels<sup>42</sup>. Les trois premiers furent aussitôt délégués par leurs camarades pour négocier les conditions de leur «exil administratif» avec le président de la commission de contrôle — Sergo Ordjonikidze — qui avait été chargé de l'enquête sur l'Opposition. Il est intéressant de constater qu'au début Rakovski, Radek et Kasparova furent traités d'égal à égal par Ordjonikidze. Staline semblait encore se soucier des convenances, craignant certainement que la nouvelle de l'exil massif de bolcheviks aussi connus ne provoquât un scandale au sein du Komintern et des partis communistes d'Europe occidentale. Les trois oppositionnels cherchèrent à convenir avec leur «ange gardien» du «lieu de leur travail [futur] et de son caractère». Ils se déclarèrent prêts à accepter «même le travail le plus modeste, qui puisse être utile à la République soviétique, dans la mesure . . . où l'on tiendrait compte, même dans une faible mesure, de leurs capacités professionnelles, de leur état de santé et d'autres considérations avec lesquelles le parti a l'habitude de compter»<sup>43</sup>.

C'est ainsi que les trois parlementaires s'élevèrent contre la proposition d'Ordjonikidze d'envoyer Trotski à Astrakhan, prétextant qu'il ne pourrait y supporter ni les attaques de malaria, ni la chaleur, ni l'humidité du climat. De même, ils s'opposèrent à ce que Rakovski fût déporté dans le sud de l'Oural en invoquant des raisons similaires. Quelques jours plus tard, la situation évolua de façon inattendue: Staline changea brutalement de méthodes, dès qu'il apprit que Trotski venait de refuser de se rendre à une convocation de la G.P.U. Il demanda à Kossior (qui était alors secrétaire du comité central) de rappeler aux «trotskistes» qu'ils tombaient

sous le coup de l'article 58 du code pénal, qui visait toute propagande ou agitation «dont le but est de renverser, de nuire, ou d'affaiblir le pouvoir soviétique, ou qui comporte des déclarations contre-révolutionnaires isolées». Kossior indiqua par la même occasion aux inculpés «que le comité central ne pouvait pas conserver leur appartement aux familles des exilés et qu'il ne pouvait pas leur préciser quel travail ils auraient à accomplir en province»<sup>44</sup>.

Dans un dernier geste de protestation, les opposants rédigèrent avant de quitter Moscou une longue analyse de la situation, à l'intention «du présidium du comité exécutif du Komintern, et des comités de tous les partis nationaux regroupés au sein du Komintern»<sup>45</sup>. Ils gardaient encore l'espoir de faire sortir de leur passivité les communistes étrangers, en faisant appel à leur conscience de militant et en leur expliquant en détail non seulement les abus de la direction stalinienne, mais surtout les erreurs fondamentales qu'elle commettait, d'après eux, sur le plan de la doctrine.

Les «trotskistes» rappelèrent dans un premier paragraphe qu'ils avaient été contraints d'agir en dehors des normes qu'ils avaient eux-mêmes contribué à fixer (et qu'ils avaient respectées jusqu'alors) parce qu'on avait voulu les empêcher de «porter leurs idées à la connaissance du parti et du Komintern». Sous Lénine, pensaient-ils pouvoir dire, un tel désir de la part de la minorité serait allé de soi; ils refusaient, quant à eux, de laisser la direction stalinienne «placer les partis nationaux devant des faits accomplis, parce que ces partis ne pouvaient alors que contresigner les décisions qui avaient été prises à l'avance». On voit que, dans cette déclaration, les oppositionnels s'étaient donné pour but de démonter l'enchaînement des événements récents et de clarifier la succession des causes et des effets, afin d'expliquer les raisons de la victoire «momentanée» des bureaucrates sur les révolutionnaires «authentiques»<sup>46</sup>.

A leurs yeux, Staline et ses partisans portaient gravement atteinte au mouvement révolutionnaire, puisqu'ils s'attachaient à briser toutes les initiatives, et à remplacer les «dirigeants révolutionnaires» par des «fonctionnaires zélés». Les staliniens ne pouvaient que nuire profondément à ce mouvement, en développant la théorie «anti-marxiste» du socialisme en un seul pays «inventée en 1925». Cette théorie avait en effet pour conséquence directe «de couper l'Union soviétique de l'évolution de la révolution prolétarienne internationale». Certes, la période qui avait suivi l'année 1922 avait été marquée par de «sérieuses défaites» sur le plan révolutionnaire: en 1923 en Bulgarie et en Allemagne, en 1924 en Estonie, en 1926 en Angleterre, en 1927 en Chine et en Autriche. Certes, disaient encore les «trotskistes», ces victoires ont rendu possible une cer-

taine «stabilisation du capitalisme», qui a entraîné un «renforcement temporaire des positions de la bourgeoisie internationale». Ce renforcement a permis à son tour «une accentuation de la pression exercée sur l'U.R.S.S., un ralentissement de la construction socialiste et une renaissance de notre bourgeoisie intérieure»; or c'est précisément cette «bourgeoisie intérieure» qui influence maintenant «de nombreux éléments de l'appareil d'Etat soviétique», et qui étouffe à travers eux «l'aile gauche du parti».

L'Opposition estimait que le rôle qu'elle se devait de jouer avait une «signification historique» considérable. Elle pensait représenter le «vrai courant léniniste» contre les staliniens, en qui la presse bourgeoise «reconnaissait les siens», au fur et à mesure qu'ils abandonnaient les principes subversifs de la révolution d'Octobre. Finalement, les partisans de Trotski considéraient que cette «réaction» digne de Thermidor laissait entrevoir un nouveau «glissement à gauche». La révolution d'Octobre n'avait-elle pas été déclenchée après la période la plus noire de la réaction: celle qui avait suivi la révolution avortée de 1905? Le prolétariat, que les bureaucrates chassaient progressivement de tous les leviers de commande en Union soviétique, que ce soit dans la sphère politique, dans la sphère économique ou culturelle, allait se ressaisir et reprendre le meilleur sur ceux qui l'asservissaient un peu plus chaque jour. Enfin la crise que traversait alors l'économie soviétique – une crise marquée par le manque de produits manufacturés, les difficultés de l'approvisionnement, et la menace constante du déficit budgétaire – ne pouvait qu'accélérer selon eux cette prise de conscience salutaire<sup>47</sup>.

Nous voyons maintenant que les disciples de Trotski allaient très loin dans leurs critiques du système soviétique tel que le façonnaient les fonctionnaires staliniens. On comprend, dans ce cas, que ceux-ci aient refusé catégoriquement de réintégrer dans le parti ceux des oppositionnels qui commençaient à être effrayés par la perspective d'un schisme irrémédiable du «parti de Lénine». Staline ne laissa pas aux autres le temps de revenir sur leurs déclarations, et précipita leur départ pour l'exil.

Le départ de Trotski avait été fixé par la G.P.U. au 16 janvier. Dès le début de l'après-midi, une foule importante s'était massée à l'entrée de la gare d'où l'ancien chef de l'Armée rouge devait prendre le train pour l'Asie centrale. Certains partisans étaient montés de force dans le train qu'il devait emprunter, d'autres menaçaient de se coucher sur les rails, criant dans le brouhaha général qu'ils ne laisseraient pas partir leur chef. Rakovski, qui assistait à ce déploiement de force et qui constatait avec joie que les dirigeants de l'Opposition n'étaient pas isolés dans leur lutte, s'aperçut que les heures passaient sans voir Trotski arriver. Il se

décida alors à revenir à l'appartement de son vieux camarade. Celui-ci y était encore, et lui annonça que la G.P.U. avait préféré éviter l'affrontement avec la foule, et qu'elle avait repoussé son départ jusqu'au 18<sup>48</sup>.

En fait, la police avait décidé de prendre de court les opposants. Le 17, des agents de la G.P.U. firent irruption dans l'appartement de Trotski, et l'embarquèrent de force dans un train en partance. Rakovski, qui pensait venir passer une soirée d'adieu chez ses amis, arriva une demi-heure après son départ: «Dans le salon, raconta-t-il par la suite dans une lettre à Trotski, un groupe de camarades (surtout des femmes) parmi lesquels se trouve, seul, Mouralov. 'Qui est ici le camarade Rakovski?', dit une voix. – C'est moi. Que me voulez-vous? – Suivez-moi.' On m'a fait traverser le couloir pour m'emmener dans une petite pièce, mais devant la porte on m'a ordonné de mettre les 'mains en l'air', et on ne m'a laissé entrer qu'après m'avoir fouillé. Que cherchaient-ils? Des armes? Des proclamations? On m'a libéré à cinq heures, mais on garda Nicolas Ivanovitch [Mouralov] jusqu'à une heure avancée de la nuit, après l'avoir soumis à la même procédure . . . Ils ont perdu la tête, me suis-je dit, et j'ai éprouvé un sentiment non pas d'animosité, mais de honte à l'égard de nos propres camarades<sup>49</sup>.»

L'humain, le «doux» Rakovski, mais le politique intransigeant, «marxiste jusqu'à la moelle» selon l'expression de Trotski, ne pouvait penser en 1928 que les accusations de traître et d'espion qu'on lui avait lancées au XV<sup>e</sup> Congrès du parti seraient reprises dix ans plus tard, et amplifiées de façon monstrueuse afin de décapiter tous les vieux-bolcheviks.

Trois jours après le départ de Trotski, le 20 janvier, on ordonna à Christian Gueorguevitch de quitter Moscou. Staline lui avait fixé la ville d'Astrakhan comme lieu de relégation, peut-être parce qu'il avait demandé au comité central que l'on évitât à Trotski un séjour dans une région aussi peu hospitalière. C'est donc lui qui allait souffrir pendant un an de malaria, dans cette ville «sale, pleine de poussière, de sable et de toutes les odeurs qui conviennent à une ville orientale», comme l'écrira la femme de Rakovski – Alexandra Gueorguevna –, cette «grande dame»<sup>50</sup>, à son amie Nathalia Ivanovna, la compagne de Trotski<sup>51</sup>.

## CHAPITRE X

### La relégation à Astrakhan (fin janvier - automne 1928)

Il est intéressant de savoir qu'en quittant Moscou, Christian Gueorguevitich avait pu emmener avec lui toutes ses archives, comme Trotski avait, lui aussi, pu le faire. Il les avait classées et rangées dans une grande malle qui le suivit désormais dans toutes ses pérégrinations: il y avait là ses papiers personnels de président du conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine, ses notes d'ambassadeur, les protocoles secrets des deux conférences sur les dettes qu'il avait successivement présidées à Londres et à Paris, ainsi que de nombreuses lettres de presque tous les grands dirigeants soviétiques, de Lénine à Tchitchérine<sup>1</sup>.

Pendant son séjour à Astrakhan (qui dura près d'une année), Rakovski écrivit à Trotski une fois, deux fois, et parfois même trois fois par mois de longues lettres personnelles (sur la vie de tous les jours et ses difficultés, sur sa santé, sur sa philosophie de la vie, lettres qui étaient aussi riches d'analyses politiques toujours pertinentes. Seul Christian Gueorguevitich pouvait se permettre d'envoyer de telles lettres à Trotski, car il savait que celui-ci le respectait profondément, et qu'il l'admirait même sur de nombreux points. Lors de son procès en 1938, Rakovski eut une phrase qui montre bien sa fierté naturelle et son courage, mais qui révèle aussi les motifs profonds de cette longue amitié qui survécut à toutes les tourmentes: «Je suis plus âgé que Trotski, à la fois en raison des années et en raison de ma carrière politique, et je n'ai probablement pas moins d'expérience politique que Trotski<sup>2</sup>.»

D'un autre côté, Rakovski eut toujours une entière confiance en son vieux camarade. Il n'en avait pas moins un avis personnel sur la situation politique du moment comme sur l'évolution générale de l'histoire, et cet avis était toujours mûrement réfléchi. C'est cela, justement, que Trotski appréciait en lui. Pour l'un comme pour l'autre, il était important, en ces temps difficiles, de pouvoir compter sur des amis fidèles. Cette idée soutint longtemps Rakovski, surtout à partir du moment où il allait être

exilé en Sibérie. Il savait en effet que tant qu'il serait en vie, tant qu'il pourrait tenir une plume et parler, Trotski continuerait à combattre dans la voie qu'il s'était tracée en 1927: «Plus que la lucidité de ses jugements, dit un jour Victor Serge, plus que la vigueur de son style, cette fermeté d'âme que nul doute n'effleurait, si sûre que le doute à son égard eût été absurde, faisait de Trotski, à une époque d'usure morale, le chef exemplaire dont la seule existence, fût-elle bâillonnée, rendait confiance en l'homme<sup>3</sup>.»

### 1. *Travaux personnels et vie quotidienne*

Bien qu'il s'efforçât de présenter à tous ses amis politiques l'image du chef invincible, Trotski avait été profondément affecté par le triomphe des staliniens, et les accès de fièvre paludéenne dont il souffrait l'affaiblissaient parfois considérablement. Pour le distraire de ces sombres pensées, Christian Gueorguevitch recommanda à son vieux camarade de se fixer une règle de vie intellectuelle semblable à celle qu'il s'était lui-même imposée: «A mon avis, lui écrivait-il dans sa première lettre d'exilé, il est absolument capital qu'en dehors du travail courant tu choisisses un thème d'étude quelconque . . . ; ceci te forcerait à reconsidérer beaucoup de choses et à lire dans une optique déterminée<sup>4</sup>.» Pour sa part, Rakovski avait choisi de revenir à un sujet qui l'intéressait depuis longtemps, mais qu'il n'avait jamais eu le loisir d'étudier à fond comme il aimait à le faire: Saint-Simon et le socialisme utopique. Déjà, dans un article écrit en 1925 sur «La Société des nations et l'U.R.S.S.», il avait parlé incidemment du «grand utopiste français auquel le marxisme est redevable plus qu'à tout autre». En 1928, il décida de profiter du temps de répit dont il disposait pour écrire une vaste étude sur ce thème, cherchant d'abord comme il le dit à Trotski à «recréer le 'milieu' historique, avec ses événements politiques, ses courants d'idées et ses conditions économiques».

Nous voyons dès l'abord que la conduite de vie que s'imposa Rakovski était aussi une philosophie: il n'est pas possible en effet de parler de cette période de son existence sans prononcer le mot de sérénité. Cette attitude stoïque, cette sagesse qui le distinguaient souvent, il les devait en grande partie à une capacité de détachement dans l'adversité que Trotski, par exemple, ne possédait à aucun degré. Ce calme qui fut toujours le propre de Rakovski, nous le retrouvons au moment où il fut chassé de Moscou par la G.P.U.: nous le trouvons dans le discernement, dans l'attention avec lesquels il choisit dans sa bibliothèque les livres qui lui permettraient de mieux se cultiver et d'occuper son esprit avec profit. Ra-

kovski emporta avec lui les œuvres de Dickens («en anglais», précise-t-il à Trotski), plusieurs œuvres de la littérature soviétique qu'il «connaissait mal» (par exemple *Cavalerie rouge* de Babel qui avait fait l'objet de violentes controverses en 1928), mais aussi les œuvres d'Ovide et le *Don Quichotte* de Cervantès . . . Si ces quelques exemples nous montrent bien l'amplitude de sa curiosité intellectuelle, ils nous indiquent aussi vers où allaient ses pensées. En chantant sa terre d'exil, le poète latin lui «rap-pelait sa Dobroudja natale et d'autres steppes». Quant à *Don Quichotte*, indiquait-il à Trotski, «je le relis toujours dans des circonstances semblables à celles-ci, et il me procure un très grand plaisir» . . . Peut-être voulait-il suggérer avec humour un certain parallélisme entre leurs attitudes d'oppositionalistes et celles du preux chevalier espagnol qui se battait contre des moulins à vent: «Comme tu le vois, poursuivait-il avec lucidité, j'essaye de 'joindre l'utile à l'agréable', si bien que mes loisirs d'Astrakhan m'apporteront tout de même quelque chose. J'ai une immense envie de travailler; je dirai même que je travaille 'avec ardeur'<sup>5</sup> . . . Mais il me faut répéter ici les plaintes de Saint-Simon, qui disait que son cerveau perdait sa 'malléabilité'. Il écrivait ceci alors qu'il avait à peine un peu plus de quarante ans. Que devrais-je dire sur la 'malléabilité' de mon propre cerveau! Il est évident que l'âge se fait sentir sur la mémoire comme sur l'imagination<sup>6</sup>.»

Christian Gueorguevitch, nous le voyons, exerçait son esprit en permanence et continuait à en jouer comme d'un instrument. Il s'informait aussi très régulièrement des derniers événements de politique intérieure et extérieure, recevait *L'Humanité*, et achetait sur place certains journaux allemands qu'il faisait régulièrement parvenir à Trotski, beaucoup plus défavorisé que lui à Alma-Ata. De même, Rakovski décida d'aller régulièrement au cinéma (près de trois fois par semaine), et de temps à autre au théâtre. Il dut cependant y renoncer assez vite «pour ne pas exciter la curiosité des gens»<sup>7</sup>. Il ne faut pas oublier en effet que quelques mois plus tôt, les journalistes officiels parlaient encore à longueur de pages des négociations franco-soviétiques et du rôle éminent que jouait à Paris l'ambassadeur Rakovski. Sa photographie avait été publiée dans tous les organes de la presse soviétique jusqu'en octobre 1927, et une caricature l'avait alors représenté en première page, sous les traits du héros bolchevik classique luttant seul à l'étranger contre une bourgeoisie «déchaînée». Comme le rappelle Victor Serge dans ses souvenirs: «Les autorités locales étaient impressionnées de voir arriver chez elles, avec des certificats de déportation, d'anciens chefs d'armée, commissaires du peuple, collaborateurs et amis de Lénine: des hommes à l'égard desquels elles éprouaient un sentiment d'infériorité<sup>8</sup>.»

En 1928, ces autorités locales ne croyaient pas encore à la gravité du schisme. Les bolcheviks s'étaient bien souvent divisés autrefois, mais ils s'étaient aussi souvent réconciliés et les «capacités reconnues» avaient la plupart du temps retrouvé leur place dans le parti. On citait le désaccord de Zinoviev et Kamenev avec Lénine à la veille de l'insurrection d'octobre 1917; la lutte des communistes de gauche contre Lénine en 1918; l'Opposition ouvrière de 1921, puis celle du centralisme démocratique à laquelle avait appartenu Rakovski. Aussi Radek pouvait-il faire peur aux chefs de la G.P.U. de Tomsk (où il était relégué) en leur criant: «Attendez un peu que j'aie fait ma soumission au C.C., et je vous montrerai de quel bois je me chauffe . . .!» Rakovski était autrement discret que Radek, ce qui ne l'empêcha pas d'être reconnu partout où il allait, à l'entracte lorsqu'il allait au spectacle, dans la rue quand il allait faire ses achats, puis bientôt d'être assailli par tous ceux qui étaient persuadés qu'il pouvait intercéder en leur faveur auprès des «instances supérieures». Avant de louer une chambre au centre de la ville, il avait habité dans un hôtel: pendant tout ce temps-là, écrivit-il à Trotski en mars 1928, «je n'ai pas connu de repos bien que le portier ait essayé de ne pas laisser entrer tous les solliciteurs: des invalides, des sans-travail, des étrangers (qui me demandent comment s'y prendre pour obtenir un passeport!) . . . et même un marin du *Potemkine* qui déclara m'avoir bien connu à Constantin-tza<sup>9</sup> . . . Comme tous les autres, il a fini par me demander [de l'argent]. Je lui ai donné un rouble. Il m'a demandé encore vingt kopeks – le prix d'une chemise . . . En fait, comme me l'a dit par la suite le directeur de l'hôtel, un rouble vingt, c'est le prix d'une bouteille de vodka<sup>10</sup>.»

Les conditions matérielles et même morales de ce premier exil étaient donc relativement clémentes, et rappellent plutôt par leur nature les relégations dont étaient victimes, de temps à autre, les plus proches conseillers des tsars. C'est à cela que devaient penser nombre d'habitants d'Astrakhan. Dès le 1<sup>er</sup> février, c'est-à-dire moins d'une semaine après son arrivée, Christian Gueorguevitch avait reçu un poste de «spécialiste-économiste» à la commission du plan de la région d'Astrakhan, avec «le salaire maximum de troisième échelon», soit cent quatre-vingts roubles<sup>11</sup>. Il avait chaque jour à prendre part aux séances de la commission, où ses avis furent très vite écoutés et considérés comme ceux d'une autorité.

Il est curieux de constater que le premier travail qui lui fut confié concernait «une question fondamentale» pour la région: celle de son indépendance économique par rapport à une autre région et à une autre commission du plan qui essayait d'affirmer sa suprématie: celle de Saratov. Dès le début de son séjour, Christian Gueorguevitch se mit à «étudier à fond», avec cet enthousiasme qui le caractérisait, «la littérature ancienne et

nouvelle [à ce sujet], les statistiques et les travaux scientifiques» qui devaient lui permettre de «se faire une opinion», et de proposer par la suite un certain nombre de solutions. Le 3 mars, il annonça en passant à Trotski que son rapport sur «la division [des régions] en districts» avait vivement intéressé le secrétaire régional du parti: celui-ci s'était empressé de l'envoyer à Moscou où la commission générale du plan était justement en train de mettre au point la question de la division en districts des territoires situés au sud de la Volga<sup>12</sup>.

Lors des séances de la commission, auxquelles il se faisait «un devoir d'assister régulièrement», Rakovski devint le conseiller auquel on s'adressa bientôt pour étudier toutes les grandes questions en suspens. Comme ce dernier ne pouvait oublier qu'il était médecin «en général»<sup>13</sup>, il s'interrogea sur les moyens qui permettraient d'enrayer un des maux qu'il jugeait parmi les plus dévastateurs: l'alcoolisme. Pour lui, «le bureaucratisme, le chômage et l'alcoolisme [étaient] les trois mines qui allaient faire éclater la construction du socialisme si l'on ne s'avisait pas d'y mettre un terme»<sup>14</sup>. Ces trois problèmes étaient étroitement liés entre eux, et Christian Gueorguevitch fut bientôt d'avis qu'il était essentiel de s'attacher à développer, en dehors de la pêche qui représentait l'activité principale de la région (et 60% de toute la pêche soviétique), «les autres aspects de la vie économique» qui avaient pris un retard considérable. Une autre façon de lutter contre ces maux était de répandre l'éducation, d'écrire des manuels d'histoire populaire valables à tous les niveaux, de combattre les épidémies de fièvre paludéenne qui paralysaient, à divers moments de l'année, la population tout entière.

A ce sujet, Rakovski déclara à Trotski vers la fin du mois de mars qu'il «se préparait déjà à proposer aux autorités locales l'adoption d'un nouveau moyen de lutte contre la malaria», de la même façon qu'il avait proposé à Lénine en 1921 de répandre en U.R.S.S. la culture du maïs. Il savait en effet qu'en Amérique du Sud (surtout dans le delta de l'Amazonie qui n'était pas sans rappeler l'embouchure de la Volga) on élevait des poissons qui mangeaient les larves des moustiques. Après s'être renseigné sur place, Christian Gueorguevitch apprit que l'on avait «déjà importé de ces poissons, mais qu'on ne savait plus très bien s'ils n'étaient pas tous morts»<sup>15</sup>. Poursuivant son enquête avec minutie, il lut qu'il existait une certaine interdépendance entre la diminution du bétail – qui pouvait être piqué par les moustiques sans en souffrir – et l'augmentation des fièvres endémiques. Il proposa en conséquence à la commission du plan de chercher par tous les moyens à augmenter le cheptel de la région d'Astrakhan, car celui-ci (au moins en ce qui concerne les moutons) avait diminué de moitié depuis la guerre.

Comme il l'avait fait lorsqu'il avait été placé à la tête de la République ukrainienne, Rakovski s'intéressa au problème des hôpitaux et à celui de la santé publique, car «la lèpre, la peste, le choléra, la tuberculose» étaient encore des maladies fréquentes dans la région, sans parler, disait-il à Trotski, des chiens enragés qui y pullulent...<sup>16</sup>. Pour pouvoir faire face à toutes ces obligations, notre «exilé» décida de se remettre à un sport qu'il avait toujours aimé, mais qu'il n'avait pas eu le loisir de pratiquer depuis bien longtemps: la chasse – chasse au canard et chasse au pigeon (que étaient très répandus dans la région d'Astrakhan) –, et il demanda à ses amis de Moscou de lui envoyer un fusil à cet effet.

Non content d'accumuler comme à plaisir toutes ces occupations, cet homme qui savait si bien s'adapter à toutes les circonstances résolut que le temps était maintenant venu de se pencher sur son passé: c'est alors qu'il commença à noter les épisodes les plus marquants de ses quarante années de vie militante, qui lui avaient permis de rencontrer toutes les grandes personnalités du mouvement socialiste européen et de participer activement à son évolution. En 1922, à la mort de Jules Guesde, Lénine avait demandé à Rakovski d'écrire un article sur la pensée théorique du grand marxiste français<sup>17</sup>. En 1928, c'est Trotski qui lui demanda de penser à écrire ses «souvenirs». Dès la fin du mois de mars, Christian Gueorguevitch se mit à noter ses souvenirs «exclusivement sur la base de son expérience personnelle»: il décrivit ses rencontres avec Plekhanov, Zassoulitch, les Liebknecht (Wilhelm et Karl), Rosa Luxembourg, Jules Guesde, Jaurès et Lénine, ainsi que les nombreuses discussions politiques qu'il avait eues avec eux.

Sur Plekhanov, il avait déjà terminé «une première esquisse» qui occupait les cent cinquante pages d'un «cahier ordinaire», mais il devait revoir ce premier travail, car l'édition de la correspondance de Plekhanov venait de paraître en même temps que les écrits du groupe «Libération et travail». Sur Jaurès, il avait déjà «un gros manuscrit roumain qui datait de 1916», dans lequel il racontait leurs rencontres dans le Sud de la France, le voyage qu'ils avaient fait ensemble à Londres en 1913; il y évoquait aussi «les jugements de Jaurès sur la politique, sur la littérature et sur l'art». Quant à Jules Guesde, il voulait surtout parler «de l'homme et du révolutionnaire tel qu'il l'avait connu à partir de 1892». D'après le plan de travail qu'il s'était fixé, notre mémorialiste pensait pouvoir terminer ces «portraits» avant le mois de juillet: Rakovski pensait en effet faire suivre ces premières notes d'une analyse détaillée des trois premiers congrès socialistes internationaux auxquels il avait participé – à Zurich en 1893, à Stuttgart en 1907 et enfin à Copenhague en 1910. Il pensait que la difficulté de la tâche consistait «à évoquer ces événements à la lumière

de nos jugements idéologiques actuels, mais dans leur vérité et leur signification historiques». Il fallait essayer de «rendre les nuances, le coloris, le ‘souffle’ de cette époque», car tout cela appartenait irrémédiablement au passé. Comme il le disait non sans quelque ironie à Trotski: «Aujourd’hui, un membre du Komsomol ne connaît Liebknecht qu’en fonction de la dictature du prolétariat, de la même façon qu’une élève de première connaît Aristote en fonction des lois de l’univers<sup>18</sup>.»

Par ailleurs, Christian Gueorguevitch s’était mis à rédiger des notes sur certains épisodes de sa vie: il terminait alors l’évocation de ses activités révolutionnaires en Roumanie auxquelles il avait consacré deux chapitres. Le premier s’intitulait: «De la mer Noire au Danube», l’autre: «Ma première expulsion de Roumanie en 1911». Par la suite, en 1930, alors qu’il était déjà relégué à Barnaoul en Sibérie, il écrira tout un volume sur son rôle de président du conseil des commissaires du peuple de la République ukrainienne à l’époque de la guerre civile. On aurait pu penser que le fait de se plonger dans le passé, même dans un passé récent, risquait de détourner momentanément Rakovski des conflits politiques de l’heure. Il n’en fut rien, et les innombrables lettres politiques qu’il adressa alors à ses camarades trotskistes en déportation – Radek, Prébrazjenski, Mouralov, Beloborodov, Sosnovski, Sérébryakov, Kasparova, Smilga, Rafaïl et bien d’autres – sont là pour le prouver<sup>19</sup>.

## 2. *Réflexions politiques*

### a) *Problèmes du Komintern*

En juin 1924, Trotski avait écrit à Krassine pour lui dire qu’à son avis «il fallait s’attendre, à l’avenir, à une grave détérioration des relations entre l’Angleterre et les Etats-Unis d’Amérique, à cause du retour des Etats-Unis sur le marché mondial»<sup>20</sup>. Au lieu de faire appel à des considérations théoriques relevant du marxisme le plus orthodoxe, Krassine avait préféré laisser parler en lui l’homme politique d’expérience, le psychologue et le réaliste pour répondre à Trotski qu’à son avis une telle aggravation était «invraisemblable»: «Vous ne pouvez vous imaginer, lui avait-il dit, à quel point les Américains sont provinciaux en matière de politique internationale. Un bon bout de temps s’écoulera avant qu’ils osent se brouiller avec l’Angleterre<sup>21</sup> . . .» Quatre ans plus tard, Trotski relança la discussion avec Rakovski, qui lui répondit de façon très détaillée dans une lettre du 29 février.

Christian Gueorguevitch estimait que son camarade avait «entièrement

raison» d'attirer son attention sur ce sujet, car «cet antagonisme allait être amené à jouer un rôle essentiel dans la révolution à venir». Lui-même avait écrit deux articles en 1925 (publiés à dessein dans *L'internationale communiste*)<sup>22</sup> pour montrer que les Etats-Unis, qui avaient «transformé en or tout le sang répandu pendant la première guerre mondiale», s'efforçaient maintenant d'assujettir l'Europe entière par le biais de l'économie: «Il n'est pas difficile de prévoir, avait-il ajouté, que dans de telles conditions l'Angleterre entreprendra d'organiser, à plus ou moins brève échéance, une coalition contre cette envahissante république du dollar, comme elle avait organisé au début du siècle une coalition contre l'empire des Hohenzollern qui était alors en pleine expansion<sup>23</sup>.» Rakovski pensait en effet que la Grande-Bretagne allait devenir de plus en plus sensible à la «grave menace» que faisait peser sur l'Empire britannique une économie américaine que rien ne pouvait arrêter. Non seulement la Grande-Bretagne avait «définitivement perdu la position prééminente qu'elle occupait sur le marché mondial»<sup>24</sup>, mais elle était maintenant gagnée de vitesse dans ses propres colonies et dans ses dominions par des hommes d'affaires américains qui se révélaient de plus en plus entreprenants. Les deux pays se trouvaient donc en concurrence dès qu'il s'agissait de conquérir des marchés et des sources de matières premières, ce qui les poussait à une lutte sans merci.

Notre observateur notait «l'exaspération avec laquelle les Britanniques se ruiaient à la défense de leurs possessions africaines» – l'Egypte, le Cap, les anciennes colonies allemandes –, qui représentaient pour eux les «dernières citadelles» à partir desquelles ils pouvaient encore défendre leurs intérêts. Cette exaspération venait de ce que les capitaux américains avaient fait leur apparition sur les deux rives de l'Afrique, en Abyssinie et au Liberia<sup>25</sup>. Certes, la pénétration de ces mêmes capitaux en Amérique du Sud, en Chine et au Japon datait d'avant-guerre, mais ils envahissaient maintenant l'Allemagne, la France, l'Autriche, la Pologne, la Yougoslavie et même l'Empire britannique: 80% du commerce canadien se faisait avec les Etats-Unis, et l'Australie continuait à passer de nombreuses commandes aux firmes américaines afin de recevoir en retour d'importants prêts financiers pour développer son industrie et s'affranchir de la tutelle britannique. D'ailleurs, disait-il à Trotski, cette rivalité anglo-américaine ne date pas d'aujourd'hui puisqu'un disciple de Saint-Simon (il s'agit de Fournel) écrivait en 1833: «Quelle que soit la force maritime *actuelle* de l'Angleterre, je ne comprends pas comment elle ne serait pas dépassée un jour par les flottes de cette île gigantesque qui, suspendue au pôle, partage l'Océan lui-même en deux océans... La marine américaine deviendra, par rapport à celle de l'Angleterre, ce que fut la marine de

l'Angleterre par rapport à celle de la Hollande<sup>26</sup>.» Il est intéressant de remarquer, disait enfin Christian Gueorguevitch à son correspondant, que les Anglais, lorsqu'ils sont «entre eux» et qu'ils s'efforcent d'entrevoir l'avenir réservé à leur pays, arrivent à la même conclusion: «Il faut que la Grande-Bretagne s'attende au sort qui fut celui de la Hollande.» Tel était au moins l'avis de Sir William Tyrrell, que Rakovski considérait comme «le diplomate anglais le plus intelligent de tous ceux qu'il avait été amené à connaître»<sup>27</sup>.

Fallait-il en conclure qu'une guerre entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis était inévitable? Evidemment non, mais Rakovski pensait qu'il fallait s'attendre à ce que «l'Angleterre ait à plier le genou devant l'Amérique», et à ce qu'elle perde la suprématie sur les mers comme sur les places financières du monde. Mais il estimait pouvoir dire que la «signification révolutionnaire» de l'antagonisme américano-britannique n'en était pas diminuée pour autant. D'après lui, les perspectives de guerre les plus proches se situaient dans les Balkans et en Italie, ou «quarante millions de personnes étaient concentrées sur un mince territoire dépourvu de matières premières en quantité vraiment importantes, et dont l'industrie allait de plus en plus être obligée de fixer son attention sur les marchés extérieurs». Un autre danger de guerre existait, à ses yeux, dans un conflit qu'il voyait naître entre les Etats-Unis et le Japon au sujet de la Chine.

On comprend sans difficulté que Rakovski ne percevait les rapports de force qui gouvernent le monde qu'à travers le prisme de la théorie marxiste la plus orthodoxe. C'est en cela qu'il était proche de Trotski, tandis que Lénine et Krassine étaient beaucoup plus «réalistes». D'un autre côté, il est clair que Christian Gueorguevitch allait jusqu'à souhaiter le déclenchement de guerres entre pays capitalistes, pour que les «forces populaires» se saisissent de l'occasion et renversent la bourgeoisie au pouvoir. N'approuvait-il pas les vers qu'il avait entendu dire un jour par Jules Guesde: «Coule, coule, sang de soldat / Soldat du roi ou de la reine / Coule en ruisseau, coule en fontaine<sup>28</sup> . . .»

Nous savons que, dans la déclaration qu'ils avaient envoyée au présidium du Komintern en janvier 1928, les oppositionnels avaient sévèrement critiqué les grandes options de la direction stalinienne en matière de tactique révolutionnaire. Ils avaient surtout condamné comme «anti-marxiste» la fameuse théorie du socialisme dans un seul pays, puisque celle-ci ne pouvait aboutir d'après eux qu'à «couper l'Union soviétique de l'évolution de la révolution prolétarienne internationale». Dans sa correspondance avec Trotski, Christian Gueorguevitch revint à plusieurs reprises sur ce sujet, considérant que l'avenir du premier Etat ouvrier dépendait étroitement du mouvement révolutionnaire international et

réciiproquement: «Les erreurs qui ont été commises chez nous dans le domaine de la construction socialiste, disait-il à son camarade, se refléteront inévitablement sur la politique du Komintern et, à son tour, la politique incorrecte du Komintern influera sur la politique de notre parti et sur celle de notre gouvernement»<sup>29</sup>.

Comme Radek avait estimé, à l'encontre de Zinoviev, qu'une révolution était impensable en Allemagne en 1923, Rakovski considérait que le soulèvement organisé par les communistes bulgares en septembre de la même année, sur les injonctions expresses de Moscou, avait été une «aventure insensée»<sup>30</sup>. Il voyait dans de telles erreurs «le produit le plus pur d'imaginations bureaucratiques»: celles-ci avaient agi contre le courant en poussant à la révolution en Allemagne et en Bulgarie, alors qu'elles avaient laissé massacrer les communistes chinois en 1927 pour avoir refusé d'accélérer un mouvement insurrectionnel en pleine évolution. Tout cela, disait en conclusion Christian Gueorguevitch, «fait peser un lourd passif sur l'exécutif du Komintern, et apporte de l'eau au moulin de tous ceux qui cherchent à resserrer l'étau qui étouffe déjà l'Union soviétique».

Remontant des causes aux effets comme il aimait toujours à le faire, Rakovski se persuada très vite de ce que tous ces maux découlaient des «méthodes de direction» du parti, qui étaient radicalement faussées par la transformation d'une démocratie interne défaillante en un véritable «despotisme»: dès cette époque, toute opinion différant dans un sens ou dans un autre de celle exprimée par le secrétaire général devenait une hérésie.

b) *Les «dangers professionnels» du pouvoir: la lettre à Valentinov  
(6 août 1928)*

Dans ses lettres à Trotski comme dans la lettre qu'il adressa le 6 août 1928 à Valentinov<sup>31</sup>, Rakovski insista sur le fait que l'existence même de l'Opposition et la «lutte fractionnelle» que celle-ci était obligée de mener pour se faire entendre des simples militants étaient «le résultat des méthodes incorrectes qui gouvernaient le parti»: la direction avait en effet écarté dans la pratique «toutes les garanties inscrites dans les statuts du parti», garanties qui représentaient la condition *sine qua non* «de l'existence du parti communiste en tant que parti de la classe ouvrière»<sup>32</sup>. Cherchant à comprendre les raisons qui avaient provoqué cette évolution monstrueuse de l'organe dirigeant du premier Etat ouvrier, il en vint à analyser «les difficultés inhérentes à toute nouvelle classe dirigeante, qui sont la conséquence de la prise et de l'exercice du pouvoir lui-même, de la capacité ou de l'incapacité de s'en servir». Ces difficultés, il les appela

«les dangers professionnels» du pouvoir.

Christian Gueorguevitch ne voulait pas parler ici des «difficultés objectives» dues à l'ensemble des conditions historiques, c'est-à-dire à l'encerclement de l'Etat révolutionnaire par des puissances ennemies et à la pression contre-révolutionnaire à l'intérieur du pays; il songeait aux dangers qui menaçaient *de l'intérieur* le gouvernement soviétique, le premier gouvernement révolutionnaire dont l'existence avait été assez longue pour qu'il ait eu le temps de commencer à appliquer ses principes à la réalité. La situation de ce gouvernement était fondamentalement nouvelle: il n'était plus le représentant d'une classe qui luttait pour prendre le pouvoir; il ne bénéficiait donc plus de ce «maximum d'unité et de cohésion qui caractérise d'ordinaire une classe passant à l'offensive». Dans ces conditions, l'initiative avait tendance à passer des mains de la masse militante et de son avant-garde révolutionnaire, «liée à cette masse de la façon organique la plus intime», à l'appareil de direction. C'est alors que surgissait la bureaucratie, dont la raison d'être était la confiscation progressive de toute initiative. Lorsqu'une classe prend le pouvoir, disait en effet Rakovski, «une de ses parties devient l'agent de ce pouvoir»; l'esprit de clique et les intérêts personnels reviennent alors à grands pas.

Dans cette lettre à Valentinov, Rakovski insistait à juste titre sur l'évolution considérable que subissait en permanence une partie de la classe révolutionnaire: dans un Etat socialiste où l'accumulation capitaliste est interdite par les membres du parti dirigeant, «la différenciation commence par être fonctionnelle; par la suite, elle devient sociale»<sup>33</sup>: l'embourgeoisement – au sens politique et moral – était donc imminent, et Sosnovski avait raison de mettre en avant le facteur «harem-automobile» comme étant le symbole de «l'idéologie» des bureaucrates soviétiques. Une autre conséquence de cette habitude du pouvoir, de cette «intoxication par le pouvoir» résidait dans le fait que des fonctions qui étaient remplies autrefois par «le parti tout entier, par la classe [ouvrière] tout entière» étaient progressivement devenues les «attributions» du pouvoir, c'est-à-dire le privilège d'un nombre de personnes de plus en plus restreint. Cette dissociation qui menaçait la classe victorieuse était infiniment grave, car c'est elle qui ouvrait la porte à la réaction. Un parallèle s'imposait à Rakovski comme il s'était imposé à l'esprit de tous les oppositionnels: celui de Thermidor. «La réaction politique qui commença même avant Thermidor, écrivait-il à Valentinov, consista en ceci, que le pouvoir commença à passer à la fois formellement et effectivement dans les mains d'un nombre de citoyens de plus en plus restreint. Peu à peu, d'abord par la force des choses et ensuite légalement, les masses populaires furent éliminées du gouvernement du pays.»

Analysant les causes de la «dégénérescence du parti jacobin», Christian Gueorguevitch songeait inévitablement à la dégénérescence du parti bolchevique dont il voyait les symptômes les plus graves dans «la coupure entre la direction du parti et le parti», qui devenait maintenant un simple «appendice de l'appareil»; de là découlait «la coupure entre le parti et la classe ouvrière, qui s'accompagnait d'une désagrégation entre les membres du parti eux-mêmes»<sup>34</sup>. Le grand vainqueur restait donc la bureaucratie des soviets et du parti, qui se constituait en une «nouvelle catégorie sociale».

En ce sens, la direction stalinienne avait failli à sa tâche: non contente de «gaspiller le capital du parti légué par Lénine» en reléguant au loin tous les esprits critiques et en les remplaçant par des «fonctionnaires zélés», elle trahissait les intérêts essentiels de la classe ouvrière. D'une part elle éliminait celle-ci de la direction effective du pays et de la conception de la politique générale du pays; d'autre part, en empêchant le peuple de «se former par la participation à la construction du socialisme», elle refusait de le préparer à prendre la relève de l'appareil du parti. Au lieu de s'attacher avec patience et abnégation à «éduquer politiquement [la classe ouvrière] de façon à la rendre capable de tenir l'appareil étatique, le parti et les syndicats, de contrôler et de diriger ces organismes», la direction tuait toutes les formes d'initiative et sécrétait une bureaucratie toujours envahissante, toujours plus impérieuse, plus imbuë d'elle-même, de ses prérogatives et de ses droits. «Nous avons l'espoir, disait-il avec amertume, que la direction du parti aurait créé un nouvel appareil, véritablement ouvrier et paysan, de nouveaux syndicats vraiment prolétariens, une nouvelle morale de la vie quotidienne. On doit le reconnaître franchement, clairement et à haute et intelligible voix: l'appareil du parti n'a pas accompli cette tâche. Il a montré dans cette double tâche de préservation et d'éducation l'incompétence la plus complète; il a fait banqueroute; il est insolvable»<sup>35</sup>.

La question que Rakovski se posait en son âme et conscience était de savoir pourquoi, dans quelles conditions, ces «dégénérescences bureaucratiques» avaient pu dévoyer l'appareil du parti et transformer la mentalité de ses membres. Car il ne s'agissait pas de cas isolés, de défaillances individuelles dans la conduite de tel ou tel camarade. On avait affaire à une véritable métamorphose de l'appareil en une caste bureaucratique. Or cette métamorphose n'avait pu se produire que sous l'influence d'une évolution générale de la société soviétique, c'est-à-dire avant tout de la classe dirigeante: la classe ouvrière... C'est ici que Christian Gueorguevitch rejoignait puis dépassait l'analyse que Valentinov avait faite dans ses «Méditations sur les masses». Comme lui, il constatait que le problème

fondamental auquel il se heurtait était celui du «terrible déclin de l'esprit d'activité des masses travailleuses», celui de «leur indifférence croissante envers la destinée de la dictature du prolétariat et de l'Etat soviétique». Ce qu'il mettait en cause, c'était l'abandon par le prolétariat de son rôle dirigeant.

On ne pouvait nier qu'en 1917 les conseils de soldats et d'ouvriers aient eu «une vie pleine et entière», comme le disait Trotski<sup>36</sup>, une existence autonome et responsable. Le peuple russe s'était organisé de lui-même afin d'abattre le gouvernement tsariste puis le gouvernement de Kerenski, car il savait alors défendre ses intérêts. C'est aussi lui qui avait réussi à propager le mouvement révolutionnaire dans la plus grande partie d'un empire en décomposition, fournissant à la fois les troupes et les cadres. Seulement, après avoir accompli cet immense effort, le peuple avait ressenti un profond besoin de panser ses blessures et d'arrêter les combats: les paysans avaient voulu retrouver leurs terres, les ouvriers leurs usines. Tous avaient voulu retourner chez eux, et vivre. Tout en comprenant cet état d'esprit, Rakovski avait bien senti à la fin de 1921, alors qu'il était à la tête de la République ukrainienne, combien cette réintégration des soldats à la vie civile posait de problèmes. C'est pourquoi il avait lancé, à l'occasion du V<sup>e</sup> Congrès ukrainien, le mot d'ordre suivant: «Il faut en finir avec ce climat de démobilisation!» Il fallait en effet conserver à l'Armée rouge une partie de ses forces vives pour lui permettre de défendre l'Ukraine contre toute attaque: il fallait aussi prendre le plus grand soin des soldats démobilisés, pour qu'ils continuent à défendre activement le pouvoir soviétique une fois de retour dans leurs villages<sup>37</sup>. Mais déjà, la lassitude morale et physique des masses était si grande qu'elles cessèrent rapidement de participer à la vie de la cité, à une époque où le pouvoir était déjà entre leurs mains<sup>38</sup>.

C'est alors qu'à la faveur du «déclin de l'ardeur du prolétariat», l'avant-garde révolutionnaire qui avait mené ce prolétariat au combat – le parti bolchevique – se chargea de mener les affaires du pays avec une autorité toujours croissante. Dans ces circonstances, son erreur la plus grave fut de ne rien faire pour se prémunir contre les «dangers professionnels» du pouvoir: cette avant-garde avait pris l'habitude du pouvoir, puis elle en avait été intoxiquée au point qu'elle trahissait maintenant son devoir et les intérêts les plus légitimes de la classe ouvrière. A l'heure actuelle, estimait Rakovski, cette avant-garde n'est plus révolutionnaire que de nom; c'est pourquoi elle attache tant d'importance aux signes extérieurs de ses succès, qui sont toujours «innombrables et intégraux», et qu'elle prouve au moyen d'un «charlatanisme statistique» en dissimulant ses erreurs sous une avalanche de chiffres.

Dans sa lettre à Valentinov, Rakovski en vint finalement à considérer que l'expression – «la fonction modifie l'organe» – expliquait de la façon la plus concise les causes de la transformation du parti bolchevique, dans le contexte qui était celui de la société soviétique de son époque. Il ne cacha pas non plus que cette société, telle qu'elle existait, ne correspondait nullement aux espoirs qu'il avait placés en elle en octobre 1917: sa transformation n'avait pas été aussi radicale que le disaient les staliniens; elle se caractérisait plutôt par une certaine involution. En 1917, Christian Gueorguevitch considérait, comme tous les marxistes, que «la chute du régime capitaliste devait amener la libération du *prolétariat tout entier*». Cette idée avait alors une valeur théorique, et force lui était maintenant de constater que cette libération, cet épanouissement n'existaient pas dans le premier Etat socialiste. Après avoir expliqué que cela était dû à la relation d'interdépendance qui existait entre l'avant-garde révolutionnaire en pleine dégénérescence et les masses populaires de plus en plus résignées, il chercha à montrer ce qu'il était advenu de la classe ouvrière en U.R.S.S. Il estimait tout d'abord que pour clarifier la question, pour dissiper le «brouillard métaphysique» qui entourait la notion de «classe ouvrière», il était indispensable de définir ces termes.

Il est bien évident que pour les staliniens la question ne se posait même pas, puisqu'ils plaçaient un signe d'égalité entre classe ouvrière, dictature du prolétariat et parti bolchevique, dont ils assuraient la direction. Nous avons vu, au contraire, que Rakovski soulignait avec tous les oppositionnels la coupure radicale qui existait entre le parti, sur lequel Staline avait la haute main, et les masses populaires. Cette coupure avait entraîné un changement profond «dans l'anatomie et dans la physiologie de la classe ouvrière». Dans cette lettre à Valentinov, qui était déjà riche de tant de réflexions personnelles, Rakovski ne pouvait pas présenter une analyse détaillée de cette évolution. Il se contenta de poser les problèmes, en s'interrogeant sur un certain nombre de points. Il serait important de savoir, disait-il, quelle est la proportion d'ouvriers employés actuellement dans notre industrie qui y sont entrés après la révolution, et quelle est la proportion de ceux qui y travaillaient auparavant? Quelle est la proportion de ceux qui ont participé autrefois au mouvement révolutionnaire, ont pris part à des grèves, ont été déportés, emprisonnés, ont pris part à la guerre ou ont servi dans l'Armée rouge? Quelle est la proportion d'ouvriers employés dans l'industrie qui y travaillent sans interruption? Combien d'entre eux travaillent seulement accidentellement? Quelle est la proportion dans l'industrie des éléments semi-prolétariens, semi-paysans, etc.?

Depuis qu'il était déporté loin de Moscou et des grands centres, Christian Gueorguevitch côtoyait diverses catégories de gens qu'il avait proba-

blement ignorées jusqu'alors, au moins dans leur vie et dans leurs difficultés quotidiennes. Il avait maintenant la possibilité de constater que le prolétariat soviétique n'était pas un mais qu'il était multiple, et qu'il fallait apprendre «à descendre et à pénétrer dans les profondeurs même» du peuple soviétique. A côté du prolétariat et du «semi-prolétariat», il trouvait des groupes sociaux dont il était à peine question dans les hautes sphères du parti: il y avait les chômeurs, il y avait aussi «les masses réduites à la mendicité ou à demi paupérisées» qui, grâce aux «subsidés dérisoires octroyés par l'Etat, [étaient] à la limite du paupérisme, du vol, et de la prostitution», comme à la plus belle époque du capitalisme. Il existait donc sous le régime soviétique «des phénomènes dont on n'aurait même pas pu soupçonner l'existence . . . et qui donnent l'impression qu'on vient de découvrir soudainement un abîme».

Nous voyons que l'exil avait révélé à Christian Gueorguevitch certaines plaies du régime soviétique. Il lui avait aussi fait comprendre la justesse de la réflexion que Babeuf avait faite à sa sortie de la prison de l'Abbaye: «Il est plus difficile de rééduquer le peuple dans l'amour de la liberté que de la reconquérir<sup>39</sup>.» Le révolutionnaire français s'était en effet demandé ce qu'il était advenu du peuple de Paris, de tous ceux qui avaient «fait» les grandes journées révolutionnaires. Rakovski se posait maintenant la même question, en pensant peut-être que l'histoire venait parfois à se répéter. Constatant l'amertume avec laquelle Babeuf avait fait cette remarque, Rakovski s'obligea à combattre en lui tout sentiment de rancœur stérile. Au cours des longues années de déportation qui l'attendaient, il allait en effet être soutenu par l'espoir que l'Opposition arriverait un jour à ouvrir les yeux au parti, et à reprendre en main l'éducation politique du peuple.

Pourtant, si Rakovski était persuadé du fait que les trotskistes représentaient la seule force de «pression prolétarienne», il refusait de se bercer d'illusions. Il préférait déterminer aussi exactement que possible en quoi résidait leur faiblesse. D'abord, il était évident que cette «pression prolétarienne [n'avait] pas été suffisante pour maintenir l'Opposition à l'intérieur du parti»; bien plus, elle n'avait «pas réussi à changer sa politique». Certes, il était d'accord avec Trotski pour penser que certains mouvements insurrectionnels avaient joué par leur défaite même «un rôle révolutionnaire véritable et positif»: il estimait que la Commune de Paris avait assuré «le maintien de la forme républicaine de gouvernement en France», et que l'insurrection de décembre 1905 à Moscou avait «ouvert la voie à la réforme constitutionnelle en Russie». Il pensait cependant que les effets de ces «défaites conquérantes» étaient de courte durée s'ils n'étaient pas renforcés par une nouvelle vague révolutionnaire. Afin de

contribuer à provoquer cette nouvelle résurgence, Rakovski s'attacha à définir avec ses camarades trotskistes un certain nombre de points que l'on pourrait appeler: les thèses de l'Opposition en exil.

c) *Les «thèses de l'Opposition en exil» (printemps 1928)*

Rakovski considérait que la première mesure à prendre pour rendre le parti capable de s'orienter à nouveau dans la bonne voie et de préparer le peuple à prendre la relève des dirigeants était de s'attaquer directement à la bureaucratie. Il convenait à son avis de «réduire la taille et les fonctions» de la direction du parti, en licenciant «les trois quarts de l'appareil»<sup>40</sup>. Quant au quart restant, on lui confierait des tâches dont les objectifs seraient «strictement limités» à l'avance. Il fallait d'autre part rendre aux membres du parti les droits que l'on avait récemment «foulés aux pieds», et leur accorder des «garanties valables contre le despotisme» auquel la direction stalinienne avait essayé de les soumettre. On pourrait ainsi lutter efficacement contre la «démagogie effrénée» que l'on avait utilisée pour abattre les esprits critiques, et l'on arriverait à tailler en brèche la «médiocrité idéologique» des fonctionnaires du parti<sup>41</sup>. Une fois accomplies ces réformes essentielles, on s'attacherait à réorganiser la société soviétique de façon à diriger l'économie du premier Etat ouvrier vers un socialisme authentique.

Dans une lettre qu'il écrivit à Trotski à la fin du mois de mai 1928, Christian Gueorguevitch rappela les dispositions les plus importantes qu'il faudrait prendre à cet effet. Dans le domaine de l'agriculture, il approuvait entièrement les thèses de Préobrajenski sur «l'isolement du koulak» du reste de la paysannerie, sur l'aménagement accéléré d'une économie collectiviste grâce à l'organisation d'exploitations collectives. Celles-ci étaient en effet les seules à donner au gouvernement la possibilité de stocker les quantités de blé qu'il jugeait nécessaires au pays. Seulement, ajoutait Rakovski, cette politique ne pourra jamais être mise en œuvre «sans la participation active de la paysannerie pauvre – sans son organisation»<sup>42</sup>. Il reprenait là un projet qui lui tenait à cœur puisqu'il avait été le premier, en 1919, à instaurer et à répandre en Ukraine les fameux *kombedy* (les comités de paysans pauvres), qui lui avaient permis de révolutionner la campagne ukrainienne en provoquant une dissociation de la paysannerie<sup>43</sup>. Christian Gueorguevitch estimait en effet que tout processus de collectivisation agraire qui ne serait pas accompagné d'une organisation de la paysannerie pauvre resterait «sans assise politique». Il pensait aussi qu'avant de déclencher ce processus il était indispensable d'as-

surer au pays des conditions économiques adéquates en accélérant le rythme de l'industrialisation. Il reprenait ici la thèse sur laquelle Trotski avait tout particulièrement insisté, en s'appuyant sur cette pensée fondamentale de Lénine qui résume tout le problème: «La seule base matérielle du socialisme ne peut être que la grosse industrie mécanique, capable de réorganiser l'agriculture<sup>44</sup>.» De l'avis de Rakovski, il était capital de mettre sans tarder en pratique cette option fondamentale, sinon la direction du parti aurait une nouvelle fois «à recourir à des mesures administratives» et aux restrictions qui avaient été prises au temps du «communisme de guerre». Il lui faudrait alors «vider non seulement la grange du koulak, mais secouer aussi le sac des paysans qui ne possédaient presque rien, mettant ainsi en danger la campagne des semailles, et même l'union entre le prolétariat et la paysannerie<sup>45</sup>.»

Lorsqu'on lit toutes les notes que Rakovski écrivit à l'époque (et ces notes firent grand bruit non seulement parmi les oppositionnels mais aussi dans les plus hautes sphères du parti)<sup>46</sup>, on constate qu'il ne met jamais en cause «le parti de Lénine». Il estimait en 1928 que le parti n'avait été défiguré qu'après la mort du leader bolchevik, et son vœu le plus cher était de retourner dans les rangs d'un parti qui aurait accepté de revenir aux principes «léninistes». Il ne faut pas oublier qu'au lendemain du XV<sup>e</sup> Congrès, à la fin de 1927, Christian Gueorguevitch avait signé en compagnie de Smilga, Mouralov et Radek une déclaration dans laquelle il avait affirmé sa volonté de «se soumettre» à l'autorité suprême que représentait le congrès et de «cesser toute activité fractionnelle»<sup>47</sup>. De même, et malgré la virulence avec laquelle il critiquait le parti, il proposa à Trotski et à tous les oppositionnels de signer en mai 1928 une proclamation commune dans laquelle ils diraient: «De nos lieux de relégation, nous continuons à suivre avec l'intérêt le plus vif les progrès accomplis par le parti et par le Komintern. Nous sommes prêts à appuyer de toutes nos forces et sans restriction toutes les mesures qui peuvent contribuer à assainir le parti et le Komintern sans pour autant les ébranler... Nous estimons cependant que notre devoir de communistes nous force à déclarer que les dispositions [qui ont déjà été prises] sont insuffisantes et vouées à l'échec si le parti ne tire pas toutes les conclusions qui s'imposent après la triste expérience... des quatre derniers mois<sup>48</sup>.»

La sincérité de ces paroles nous montre combien Rakovski avait évolué au cours des dix années qu'il avait passées au sein du parti bolchevique. Si certains membres du parti ne considérèrent jamais cet internationaliste, ce social-démocrate comme un bolchevik à part entière, lui-même, en 1928, ne pouvait plus concevoir d'action véritable en dehors du parti. En ce sens il était bien devenu un disciple de Lénine; il approuvait sans aucun doute

ce que Krestinski avait écrit à Trotski en décembre 1927: il ne peut y avoir d'avenir pour les membres de l'Opposition que dans un travail «continu, progressif et graduel, accompli de l'intérieur du parti et de l'appareil soviétique dans le but de retrouver, de gagner à nouveau la confiance des masses et de les influencer»<sup>49</sup>. Cette idée aura par la suite une importance considérable: elle expliquera pourquoi, après six années de déportation qui furent de plus en plus pénibles, Rakovski se ralliera finalement à la ligne générale imposée par Staline, pourquoi il consentira à fouler aux pieds, en 1936 puis en 1938, cette dignité personnelle qui lui était si chère, en dénonçant dans les termes les plus excessifs une appartenance politique et une amitié qui restaient, au fond de lui, ce qu'il avait de plus précieux. Au fil des années, Rakovski arrivera à ne plus mépriser la théorie que Pyatakov avait exposée à Volski en 1928: «Un vrai bolchevik a noyé sa personnalité dans la collectivité, c'est-à-dire dans le 'Parti' de telle sorte qu'il peut faire l'effort nécessaire pour renoncer à ses propres convictions et adopter honnêtement celles du Parti – c'est le critère auquel on reconnaît le vrai bolchevik. Il lui serait impossible de vivre en dehors des rangs du Parti et il n'hésiterait pas à affirmer que le noir est blanc et que le blanc est noir si le Parti l'exigeait. Pour ne faire qu'un avec ce Grand Parti, il se perdrait en lui et abdiquerait sa propre personnalité au point qu'il n'y aurait plus un atome de son moi qui n'appartînt au Parti<sup>50</sup>.» Il faudra donc de longues années de persécutions, d'isolement, de doute, et un contexte historique bien particulier pour que Christian Gueorguevitch en vienne à sacrifier, au moins en apparence, ces idées de tolérance qui, selon le mot de Lénine, faisaient de lui un «véritable Européen»<sup>51</sup>, un homme dont le tempérament policé était profondément hostile à tout ce qui pouvait rappeler le fanatisme partisan.

Il est important de se souvenir, à cet effet, de la force avec laquelle il s'était opposé à partir de 1902 à l'idée que Lénine se faisait du mouvement révolutionnaire et du parti de la révolution. A cette époque, il était encore persuadé que le mal résidait au sein même de ce parti bolchevique qu'organisait Lénine, dans les méthodes dictatoriales que celui-ci préconisait, dans son «amoralité», dans le mépris qu'il avait pour la «spontanéité révolutionnaire» des masses. En 1928, il condamnait avec la même âpreté le despotisme, l'amoralité, le mépris que Staline et les siens avaient pour le peuple, mais il ne condamnait plus le parti «en soi». Il pensait maintenant que le mal qui défigurait le parti de Lénine venait des *méthodes* employées par les épigones, et non plus de son essence. C'est là, sans doute, que résidait la faiblesse de sa position et la contradiction interne dont il allait être victime. Car si les jugements qu'il portait en 1928 sur le bolchevisme avaient évolué en fonction de l'expérience quotidienne

qu'il avait de la mise en pratique de cette théorie, le monde spirituel dont il était l'héritier, ce monde «tout imprégné encore des idées de tolérance et de progrès venues du siècle des Lumières»<sup>52</sup> avait gardé sur lui une influence considérable. C'est précisément ce phénomène que nous allons essayer d'analyser maintenant à travers les conséquences qu'il eut pour Rakovski.

## CHAPITRE XI

### Les années d'ultime résistance (1929-1933)

#### 1. *Le «tournant à gauche» de la direction stalinienne et la dissociation de l'Opposition trotskiste (été 1929)*

Au printemps de 1928, la «direction centriste» dirigée par Staline se décida à adopter certaines des thèses que l'Opposition trotskiste avait développées depuis 1927. La crise du blé, qui avait sévi pendant tout l'hiver 1928, avait en effet obligé Staline à lancer une vigoureuse campagne contre les paysans aisés, car ceux-ci entretenaient la crise en stockant d'importantes quantités de blé qu'ils revendaient par la suite à meilleur prix. Il avait décrété la guerre aux «koulaks» dès le mois de février, mais c'est en mai qu'il envisagea de faire prendre au parti un «tournant à gauche» qui parut décisif à beaucoup d'observateurs. A cette époque, le secrétaire général prononça un grand discours public dans lequel il affirma que la solution des problèmes qui retenaient l'attention du pays résidait «dans la transition des fermes paysannes individuelles aux fermes collectives»<sup>1</sup>. Il estimait aussi qu'il ne fallait en aucun cas «retarder le développement de l'industrie lourde», et qu'il était nécessaire de faire de l'industrie légère (qui travaillait surtout pour le marché paysan) «la base de l'industrie dans son ensemble».

En prenant ostensiblement ses distances par rapport au groupe de droite dirigé par Boukharine, Rykov et Tomski, Staline donna l'impression aux oppositionnels de gauche qu'il approuvait au moins partiellement les thèses qu'ils avaient défendues jusqu'alors, et au nom desquelles ils avaient été exclus du parti puis déportés. En ce printemps de 1928, une grande émotion souleva la colonie trotskiste: Préobrajenski pensa pouvoir dire que les «lois objectives» du développement historique avaient finalement contraint la direction centriste à comprendre la portée des idées de l'opposition de gauche. Trotski lui-même admit que Staline se rapprochait indiscutablement de ce qu'il avait combattu jusqu'à cette époque et qu'il

se détournait de la droite: il alla jusqu'à proposer à ses partisans d'apporter un «soutien critique» à Staline<sup>2</sup>. C'est alors que Kamenev proposa à Trotski de faire un nouveau pas pour se réconcilier avec la direction, et que Radek plaïda en faveur d'un rapprochement. Dans ces circonstances, de nombreux oppositionnels se demandèrent dans quelle mesure ils n'avaient pas eu tort de rompre si brutalement avec le parti, après avoir traité Staline de «protecteur des koulaks». Le télégramme que Léonide Sérébryakov<sup>3</sup> envoya à Rakovski vers la mi-juillet est caractéristique à cet égard: «J'estime, lui disait-il, que l'orientation prise par le comité central sur des points essentiels est juste, et qu'il est temps de poser le problème de notre retour dans le parti<sup>4</sup>.»

Dans la lettre que Christian Gueorguevitch envoya alors à Trotski pour lui faire part de la nouvelle, nous trouvons exprimées en quelques mots les deux idées «claires et impératives» qui allaient le diriger à l'avenir: il convenait de «défendre ses opinions [et] de frapper à la porte du parti lorsque l'occasion se présentait». Pour le moment, Rakovski estimait qu'il ne fallait pas «s'abandonner à un enthousiasme sans principe à l'occasion du 'tournant à gauche'<sup>5</sup>.» Il considérait en effet qu'il fallait attendre la suite des événements avant de pouvoir dire si ce revirement soudain de Staline était dicté par les «lois inéluctables» de l'histoire, ou par le désir plus prosaïque de compromettre le groupe de droite et de l'éliminer. Comme Boukharine, Rakovski n'était pas loin de penser que le dirigeant de l'appareil du parti pouvait «changer ses théories selon le besoin qu'il [avait] de se débarrasser de quelqu'un à tel ou tel moment»<sup>6</sup>. C'est pourquoi il repoussa avec Trotski l'idée que la «gauche» pouvait maintenant s'allier avec le «centre» au hasard d'une alliance purement tactique, car celle-ci n'aurait servi qu'à abattre la «droite», en déconsidérant la lutte que l'Opposition avait menée jusque-là à ses risques et périls. Aux Smilga, aux Smirnov, aux Radek et aux Safarov, à tous ceux qui étaient prêts à capituler en criant: «Tout va se faire sans nous!»<sup>7</sup>, Rakovski répondra avec une ironie mordante: «L'élimination de ceux qui n'ont pas suffisamment réfléchi à notre plate-forme, de ceux qui rêvent d'un petit coin tranquille, de ceux qui invoquent leur désir de participer à des 'combats grandioses', était inévitable. Ce tri ne peut qu'assainir les rangs de l'Opposition. Il restera ceux qui ne voient pas dans la plate-forme une sorte de menu à la carte qui leur permettrait de choisir les plats selon leurs goûts. La plate-forme était et reste l'étendard du léninisme combattant, et seule son application intégrale sortira le parti et le pays du prolétariat de l'impasse dans laquelle la direction centriste les a conduits<sup>8</sup>.»

Loin de trouver dans les volte-face de Staline une cause de réconfort ou de satisfaction, Christian Gueorguevitch n'y vit qu'une absence de prin-

cipes supplémentaire, qui révélait une fois encore les méthodes que le chef de la bureaucratie soviétique était prêt à employer, à seule fin d'assurer aux forces sociales qu'il représentait une suprématie absolue sur le parti. Pour sa part, il se refusait à dévier de la voie qu'il s'était tracée en partant pour Astrakhan. Il continuait à garder pour devise: «Fais ce que dois, advienne que pourra<sup>9</sup>.» Le 20 janvier 1929, la nouvelle de l'arrestation de Trotski et de sa famille, puis celle de leur expulsion quelques jours plus tard ne firent que confirmer les pressentiments de Rakovski. Il était maintenant le seul à avoir suffisamment de courage et d'autorité pour diriger l'Opposition de gauche vers le sombre avenir qui lui était réservé.

## 2. Le leader de l'Opposition trotskiste en U.R.S.S.

À la veille de la XVI<sup>e</sup> Conférence du parti qui se tint à Moscou en avril 1929, Rakovski fit «le point de la situation». Le camp des «irréductibles» était sur le point de ne plus avoir pour leaders que des amis personnels de Trotski – comme Sosnovski, ce journaliste de la *Pravda* que ses attaques contre la bureaucratie et contre la «nouvelle noblesse» soviétique avaient rendu très populaire, comme Solntsev, ce jeune économiste qui avait déjà participé à l'Opposition de 1923 (il avait alors un peu plus de vingt ans), et qui allait mourir d'épuisement, en janvier 1936, pour avoir protesté (en faisant la grève de la faim) contre une nouvelle condamnation sans procès.

Dans le rapport qu'il envoya au comité central à l'occasion de la XVI<sup>e</sup> Conférence du parti, Christian Gueorguevitch combattit les «accusations mensongères» de la presse officielle, qui cherchait à montrer que les oppositionnels de gauche estimaient impossible de «construire le socialisme dans les conditions actuelles»<sup>10</sup>: il s'agit là, disait-il, de pures calomnies, lorsqu'on sait que notre plate-forme pose essentiellement «le problème de l'accélération de cette construction». En réalité, les staliniens prouvaient seulement par là qu'ils n'avaient «aucune foi dans le prolétariat et qu'ils se méfiaient profondément du sens de classe et du sentiment révolutionnaire des militants». Leur but était visiblement de transformer ces derniers «en de grands ermites silencieux, qui ne seraient autorisés à parler que dans la mesure où ils répéteraient les sophismes de la direction centriste»<sup>11</sup>.

a) *L'expulsion de Trotski d'Union soviétique (janvier 1929)*

Après avoir constaté que Staline venait de prendre un nouveau tournant – cette fois-ci vers la droite –, Rakovski conclut avec lucidité qu'il fallait s'attendre à «des persécutions de plus en plus violentes contre l'Opposition». Des milliers de militants accusés de «trotskisme» allaient être arrêtés, emprisonnés, exilés ou jetés dans des «isolateurs» sous l'étiquette d'ennemis de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique. Rakovski était très pessimiste, car il sentait que cet enchaînement de violences contre les propres membres du parti de Lénine risquait d'avoir des conséquences dont la gravité restait encore insoupçonnable. Staline n'était-il pas allé jusqu'à forcer la main aux membres du Politburo pour voir Trotski «expulsé de force» d'Union soviétique, lui «le compagnon d'armes le plus proche de Lénine, le dirigeant de la révolution d'Octobre, l'organisateur de l'Armée rouge?»<sup>12</sup> Le secrétaire général avait en effet compris que tant qu'il resterait en U.R.S.S., Trotski serait capable de diriger l'Opposition et que la force numérique de celle-ci risquait de ne pas toujours décroître<sup>13</sup>. Aussi avait-il préféré le chasser du territoire du premier Etat «ouvrier» afin de pouvoir le discréditer auprès des masses soviétiques en l'accusant de complicité avec la bourgeoisie. En fait, estimait Rakovski, c'est Staline qui avait «eu recours à la collaboration d'un gouvernement bourgeois-nationaliste [en l'occurrence celui de Turquie] pour écarter des frontières soviétiques un révolutionnaire-bolchevik aussi probe et résolu que Trotski»<sup>14</sup>.

b) *Maladie de Rakovski. La relégation à Saratov (1929)*

Christian Gueorguevitch était décidé à combattre jusqu'au bout, au moins autant que sa santé le lui permettrait: il souffrait en effet du climat insalubre d'Astrakhan qui l'avait considérablement affaibli au début du printemps, puis à nouveau à la fin de l'automne 1928. En avril, il avait simplement télégraphié à Trotski et à sa famille: «Comment vous portez-vous? J'ai depuis trois semaines une crise de malaria.» Lev Davidovitch Trotski avait répondu immédiatement, avec toute l'affection qu'il lui portait: «Nous allons bien. Il te faut absolument quitter Astrakhan. Nous t'embrassons tous très fort.» Comme Rakovski n'avait pu leur répondre, il avait à nouveau télégraphié quelques jours plus tard: «Comment te sens-tu? Nous sommes inquiets de ne pas avoir reçu de nouvelles. Nous t'embrassons. Lev, Nathalia»<sup>15</sup>.

Alexandra Gueorguevna – la femme de Rakovski – avait été très éprou-

vée par les derniers événements politiques et par la déportation de son laissé sa mari: elle avait maintenant fille à Moscou ainsi que son travail pour venir passer deux mois avec Christian Gueorguevitch. A la mi-mai, elle écrivit à la compagne de Trotski – Nathalia Sedova – pour lui donner des nouvelles de leur vie quotidienne et pour partager ses soucis avec elle. Elle lui disait qu'à Astrakhan comme ailleurs la spéculation faisait rage: ainsi «une poule achetée par une tierce personne un rouble cinquante au marché arrivait à la maison à deux roubles cinquante, et ainsi de suite». Puis elle ajoutait: «Comme nous avons un budget excessivement réduit vu les dépenses partagées ici et à Moscou, je dois mesurer chaque petite différence. Cela me fatigue horriblement et je me sens quelquefois tout à fait dégoûtée de cette machine qui s'appelle le ménage. Ma récompense: ce sont les remerciements réitérés de Christian qui est un fin gourmet. Il le mérite bien car il travaille nuit et jour. J'assiste de temps en temps quand il dicte et je pense qu'il sortira un volume assez intéressant sur Saint-Simon . . . Je voudrais que Christian aille à Kislovodsk<sup>16</sup>, il a l'air très fatigué . . . Je ne sais pas comment m'y prendre. J'ai tellement horreur de m'adresser à qui que ce soit avec une demande que je ne sais pas cette fois-ci si j'ai droit à une telle négligence [*sic*]<sup>17</sup>.»

Tout au long de l'été 1928, Alexandra Gueorguevna essaya d'obtenir le transfert de son mari dans une autre ville, mais elle se heurta à des difficultés sans fin avant de pouvoir parler aux «dignitaires du parti», ou plutôt à leurs représentants en province. Au début de septembre, elle réussit enfin à parler à un certain Samsonov, et le dialogue suivant s'engagea, qui nous montre bien les tracasseries administratives auxquelles étaient soumis les oppositionnels:

«Le refus de donner un congé [à cotre mari] vient du comité central, qui ne s'occupe pas des questions de santé des personnes qui ne sont pas membres du parti.

- Le problème n'est pas de s'occuper de la santé de Rakovski, mais de ne pas l'empêcher d'aller se soigner à ses frais à Kislovodsk.
- Rakovski n'a pas le droit de sortir d'une zone bien déterminée, même s'il s'agit de questions de santé. Il n'a qu'à se soigner avec les moyens dont il dispose là où il se trouve.
- C'est monstrueux.
- C'est ce qu'a décidé le Komintern. N'avez-vous pas lu ses résolutions<sup>18</sup>?»

Comme Rakovski l'écrivit par la suite à Trotski en lui retraçant les grandes lignes de cet «entretien», Alexandra Gueorguevna déclara au fonctionnaire de la G.P.U. qu'il était honteux de vouloir «forcer des révolutionnaires conscients de leurs devoirs à renier leurs opinions sous la me-

nace de la maladie ou de la mort». Elle exprima finalement «le regret d'avoir perdu tant de temps à discuter avec un individu qui ne faisait qu'exécuter des instructions et qui, si tant est qu'il eût un avis personnel, ne se risquait pas à l'exprimer du moment qu'il allait à l'encontre des instructions . . .» On recommanda finalement à Alexandra Gueorguevna de s'adresser directement à l'un des membres les plus influents de la G.P.U. — Yagoda<sup>19</sup> —, mais cette démarche n'eut aucun résultat. Pourtant, vers la fin de l'année, Krestinski se décida à intervenir auprès de Kaganovitch: il lui parla de leurs anciennes relations d'amitié, et promit d'utiliser toute l'influence qu'il pouvait avoir sur Rakovski pour l'inciter à rallier la ligne générale, comme venaient de le faire tant de ses anciens camarades de combat<sup>20</sup>.

Lorsque Christian Gueorguevitch reçut l'autorisation de quitter Astrakhan pour Saratov, il refusa de serrer la main aux amis qui lui demandaient de venir grossir le camp des «renégats». Il estimait que le nouveau plan quinquennal avait été élaboré «sous les coups de fouet de l'Opposition», mais qu'il n'avait mis en pratique qu'une partie du programme que les oppositionnels défendaient. Il insista à nouveau sur «l'interdépendance de toutes les parties de la plate-forme», avant de déclarer dans une lettre ouverte aux membres du comité central: «Vous avez pris des mesures essentiellement nouvelles et importantes dans le domaine de l'industrialisation. Mais ces mesures ne vous permettront pas d'arriver au but si, d'un côté, vous ne modifiez pas les prémisses de vos théories et si, d'un autre côté, vous refusez d'accomplir certaines réformes radicales concernant le parti, les syndicats et les soviets. Si vous souhaitez sincèrement et sérieusement marcher dans cette voie, il vous faut tout d'abord réintégrer l'Opposition dans le parti<sup>21</sup>.»

A Saratov, Rakovski continua à beaucoup écrire. Si plusieurs de ses manuscrits arrivèrent à passer la frontière (à l'occasion de déplacements ou de missions à l'étranger d'anciens amis ou de sympathisants discrets)<sup>22</sup>, la majorité de ses «lettres pastorales» et des «circulaires» qu'il envoyait aux partisans de l'Opposition fut interceptée par la censure, et n'arriva jamais à destination. Jusqu'en 1929, il est vrai, la correspondance entre les trotskistes avait été relativement libre. Cette liberté n'était évidemment pas gratuite, puisque ainsi les dirigeants du parti étaient au courant des échanges d'idées entre oppositionnels: connaissant leurs sentiments, leurs espoirs et leurs points faibles, ils pouvaient s'attacher à dissocier l'Opposition en n'agissant qu'à bon escient. Après l'expulsion de Trotski, les échanges de lettres furent de plus en plus surveillés, et la situation matérielle de la plupart des oppositionnels s'aggrava au fil des mois. Au contraire, toute l'année que Rakovski passa à Saratov fut exempte de

tracasseries administratives et d'ennuis matériels, puisque cela permettait à la direction de savoir très exactement ce que pensait et ce qu'écrivait le leader de l'opposition de gauche.

Lorsque le journaliste américain Louis Fischer vint à Saratov, en avril 1929, pour voir Rakovski et pour l'interroger pendant une semaine sur son expérience d'ambassadeur soviétique et sur la politique étrangère de l'U.R.S.S., il le trouva dans le «meilleur hôtel» de la ville. Il est vrai qu'à cette époque, même cet hôtel-là était peu reluisant. Pourtant, le fait même qu'un étranger ait été autorisé à contacter un oppositionnel en exil était un signe supplémentaire de la volonté qu'avait la direction du parti de ménager Rakovski. De son séjour sur la Volga, Fischer tira nombre d'enseignements. D'abord il fut frappé par la déférence générale qui entourait Christian Gueorguevitch, ce proscrit que tout le monde reconnaissait et que l'on saluait en ôtant son chapeau, ce «criminel politique» qui donnait l'impression d'être «l'hôte le plus éminent et le plus respecté de Saratov»<sup>23</sup>. Le journaliste américain fut aussi stupéfait de voir avec quel enthousiasme, avec quelle intensité travaillait Rakovski. Toute la journée il dictait, discutait avec ses camarades exilés, parlait aux jeunes pour les convaincre du bien-fondé des thèses de l'Opposition. Le soir, vers minuit, il demandait à Fischer de venir, et il lui parlait jusqu'à deux ou trois heures du matin de la politique extérieure du premier Etat «ouvrier» et du rôle personnel qu'il avait été amené à jouer depuis 1917.

«Rakovski avait une mémoire merveilleuse, nota par la suite notre témoin; mais si quelque chose lui échappait, il le reconstruisait à partir de documents. Il allait les chercher dans ses valises et dans ses malles, et s'il n'arrivait pas à trouver ce qu'il voulait, il allait dans la pièce à côté et réveillait sa femme pour lui demander où se trouvait tel ou tel dossier. Elle, plutôt que de le laisser dans l'embarras, passait une robe de chambre et venait, quelque peu endormie mais souriante. Elle faisait une remarque sur les faiblesses du sexe masculin, et commençait à chercher elle-même<sup>24</sup>.» En journaliste qui connaissait bien les règles du jeu, Fischer n'interrogea jamais Rakovski sur des problèmes touchant directement à la vie interne du parti bolchevique. Il savait en effet que tout bolchevik évitait de parler de ces questions à un étranger non communiste. Pourtant, Christian Gueorguevitch transgressa un jour cette loi. Un après-midi, un télégramme arriva, que le directeur de l'hôtel, «ostensiblement heureux d'avoir une bonne raison pour voir le grand homme», apporta lui-même à Rakovski. Après l'avoir lu, celui-ci pâlit, puis il déclara avec dédain: «C'est un message de Radek, Smilga et Beloborodov. Ils se sont décidés à faire la paix avec Staline, à confesser leurs erreurs, à retourner à Moscou. Ils veulent que je me joigne à eux. Jamais. Je n'abandonnerai pas Trotski.

Je l'estime personnellement et j'admire sa politique. Staline a trahi la révolution<sup>25</sup>.»

Le ton de ces paroles indique toute la détermination de Rakovski; leur esprit montre combien il était proche de Trotski. Celui-ci n'avait-il pas dit un jour à Kamenev que Staline était le «fossoyeur de la révolution», pour s'entendre répondre sur un ton fatidique: «Il ne vous le pardonnera jamais»...? La haine que Staline éprouvait pour Trotski allait bientôt se reporter sur Rakovski, puisque celui-ci était à sa portée. Mais le secrétaire général, qui était un expert en vengeance calculée, pesée et soupesée, ne voulait pas faire éclater trop tôt sa colère: il préférait laisser encore parler Rakovski, le laisser écrire, afin de connaître à fond son argumentation et de voir l'influence qu'elle pouvait avoir sur le parti et sur son entourage immédiat. En 1929-1930, les écrits de Christian Gueorguevitch circulaient toujours de mains en mains dans les milieux politiques, mais ils atteignaient rarement les masses. Comme Trotski le notait alors dans ses carnets, «les premiers lecteurs des lettres circulaires de Rakovski étaient les membres du groupe stalinien au pouvoir». De même, on pouvait trouver de temps à autre dans la presse officielle des échos de certains travaux de Rakovski qui n'avaient jamais été publiés. Ces travaux ne perçaient alors que sous la forme de «citations tendancieuses, grossièrement déformées», qui s'accompagnaient inévitablement de «violentes attaques personnelles». Mais pour Trotski, la violence même de ces attaques prouvait justement que «chaque coup de Rakovski portait»<sup>26</sup>.

Le 22 août 1929, Christian Gueorguevitch adressa au comité central du parti et à l'exécutif du Komintern une proclamation que deux autres oppositionnels (Vladimir Kossior et Akoudjava) signèrent avec lui. L'analyse de la situation y était relativement modérée, ce qui permit aux «ultra-gauchistes» – Maurice Paz et sa femme en l'occurrence – de traiter les signataires de «capitulards»... et d'encourir pour cela les foudres de Trotski<sup>27</sup>. En fait, Rakovski reprenait pour l'essentiel des thèmes qu'il avait traités récemment à plusieurs reprises, mais en leur donnant une dimension et des développements tout à fait nouveaux. Il voulait montrer avant tout que «la lutte pour la réalisation du plan quinquennal était, après la guerre civile, la bataille la plus sérieuse que le parti communiste ait engagée, à la tête du prolétariat et de la paysannerie pauvre, contre le capitalisme qui cherchait à redresser la tête». Seulement, à son avis, le plan quinquennal ne pouvait être considéré comme «une étape fondamentale dans le processus de la lutte des classes» par le simple jeu du renforcement de la dictature du prolétariat. Il fallait aussi donner au peuple et à tous les membres du parti des assurances bien précises pour que la réalisation du plan fût l'occasion d'un véritablement «entrelacement du

prolétariat et de la paysannerie pauvre, sous la direction du parti communiste»<sup>28</sup>. Cet immense effort, accompli en commun et volontairement, permettrait d'éloigner le spectre de la rupture entre le parti et les masses d'une part, et entre les ouvriers et la paysannerie de l'autre. Quant à la crainte formulée par certains de voir «ces rapprochements se transformer en alliances paysannes du genre de celles imaginées par les S-R», elle naissait d'un malentendu. Les S-R de gauche comme les S-R de droite avaient en effet proposé d'organiser *toute* la paysannerie, et non pas seulement la paysannerie pauvre<sup>29</sup>. D'ailleurs, ajoutait pour conclure Christian Rakovski, «l'expérience ukrainienne prouve que cet argument est fallacieux»<sup>30</sup>.

Dès l'automne 1929, Rakovski comprit que les quelques illusions qu'il avait eues lorsque Staline s'était senti obligé de mettre en pratique une partie du programme de l'opposition de gauche avaient été vaines. Le chef de la bureaucratie soviétique allait en effet défigurer les objectifs que s'étaient fixés les trotskistes en matière de politique intérieure, car il ne sut les appliquer que par la force et la violence. On assista ainsi à une «fuite en avant» de la direction du parti, qui avança beaucoup trop loin en quelques mois, avant de faire un brusque retour en arrière: après le «tournant à gauche» suivra, selon la terminologie trotskiste de l'époque, un «demi-virage à droite». . . Quelques chiffres caractéristiques montrent bien comment Staline, pour avoir voulu couper l'herbe sous les pieds de l'Opposition, faillit mener à la ruine le premier Etat «ouvrier» en raison des méthodes de coercition que son empirisme trouva bon d'employer.

Si, en octobre 1929, 4,1 % seulement des familles paysannes étaient intégrées dans les fermes collectives – les kolkhozes –, six mois plus tard, en mars 1930, il y en aura 58,1 % dont la plus grande partie sans tracteurs ni machines<sup>31</sup>. Mais le 2 mars, devant les ravages sans précédent que venaient de subir les campagnes, Staline dénonça les excès dans son fameux article «Le vertige du succès»: il rejeta alors entièrement et exclusivement la responsabilité sur les exécutants et sur leur zèle abusif. Le décret du 15 mars autorisant les paysans à quitter les kolkhozes, c'est à nouveau l'exode, et trois mois plus tard, en juin 1930, il n'y aura plus que 23,6 % des foyers paysans dans les fermes collectives. Dans la région des terres noires d'Ukraine, où 82 % des paysans étaient entrés dans les kolkhozes en mars, il n'en restait plus que 18 % en mai. Cependant, devant ce recul catastrophique et l'approche de la famine, la direction prit des mesures exceptionnelles visant à exempter les kolkhoziens d'impôts et à leur accorder des crédits et des machines-outils, tandis que le paysan isolé dans sa ferme était lourdement taxé. En quelques mois, celui-

ci sera donc contraint de retourner dans les kolkhozes qui, en 1932, comprendront 61,5 % des familles paysannes.

Après avoir dépouillé les «koulaks» de tous leurs biens (mais combien de paysans moyens et même de paysans pauvres passèrent pour des paysans riches au gré des jalousies et des dénonciations!), Staline s'avisait de les «liquider en tant que classe» en les déportant par trains entiers en Sibérie. Cette collectivisation accomplie «dans le plus bref délai possible», puis partiellement dénoncée, puis reprise à nouveau, fut absolument catastrophique pour les peuples de l'U.R.S.S., et surtout pour les Ukrainiens. Les statistiques officielles avouent la disparition, entre 1929 et 1934, de 55 % des chevaux (dix-neuf millions de bêtes), 40 % des bêtes à cornes (soit onze millions), 55 % des porcs, et 66 % des moutons. Quelque dix millions de personnes furent déportées en Sibérie, et vingt-cinq millions de familles paysannes que l'on avait fait entrer dans les kolkhozes se retrouvèrent presque sans outils et sans encadrement. La famine menaçait déjà, et plusieurs millions d'hommes allaient encore mourir.

Lorsqu'on se demande pourquoi la direction stalinienne en fut réduite à de tels expédients, on voit que le pillage des campagnes était quasiment nécessaire pour soutenir le rythme fantastique que Staline avait fixé à l'industrialisation de l'U.R.S.S. En quatre ans, le nombre des ouvriers allait doubler, atteignant près de vingt-trois millions en 1932. Tous les anciens centres industriels devaient être réorganisés, et de nouveaux allaient être créés dans la région du Dnieprogué et de Stalinsk, dans l'Oural et le Kouznetsk. En quatre ans, la production de charbon et de fer a été doublée, lit-on dans les statistiques officielles, la puissance des usines électriques quintuplée, l'industrie chimique créée, de nouvelles voies de communication aménagées<sup>32</sup>. Au cours du premier plan quinquennal, le bilan de l'industrialisation de l'U.R.S.S. allait être très positif, et Trotski lui-même ne manqua pas de le célébrer. Il prouvait à ses yeux ce fait indestructible: la révolution prolétarienne avait seule «permis à un pays arriéré d'obtenir en moins de vingt ans des résultats sans précédents dans l'histoire»<sup>33</sup>. Mais il n'ignorait pas pour autant le prix qu'il avait fallu payer pour en arriver là.

Le 4 octobre 1929, à la veille de l'offensive que Staline se préparait à lancer dans les campagnes, Rakovski avait jugé bon de mettre en garde la direction du parti «contre une collectivisation radicale», à laquelle il considérait que les masses paysannes n'avaient été préparées «ni sur le plan économique ni sur le plan spirituel». Il s'était aussi fait un devoir de prévenir le comité central que l'application dans les campagnes de «mesures administratives excessives» aurait inévitablement de «graves conséquences politiques»<sup>34</sup>. Cette déclaration, qui montrait combien Rakovski

voyait loin, eut le don d'exaspérer Staline: il ordonna que le prophète de malheur fût immédiatement relégué avec sa femme à Barnaoul, en Sibérie.

c) *Rakovski est relégué à Barnaoul. Les thèses d'avril 1930*

En février 1930, alors que Christian Gueorguevitch se trouvait déjà coupé de tout, à deux cents kilomètres au sud de Novossibirsk, dans cette ville de l'Altaï où le climat est si rude que le thermomètre y descend en hiver jusqu'à 45 degrés au-dessous de zéro, la G.P.U. décida de disperser tous les groupes trotskistes qui avaient été exilés à proximité . . . C'est donc dans l'isolement le plus complet, dans des conditions matérielles extrêmement pénibles que notre révolutionnaire continua à lutter.

Pour écrire, il lui fallait maintenant se cacher, car les fouilles se succédaient à intervalles de plus en plus rapprochés. En février, alors qu'on venait de lui confisquer tous les manuscrits dont on avait pu se saisir (des déclarations politiques, mais aussi les notes qu'il venait de rédiger sur son rôle à la tête de l'Ukraine pendant la guerre civile), l'agent de la G.P.U. qui dirigeait la fouille se tourna vers Rakovski et lui dit d'un ton sentencieux: «Vous nous retenez par les basques!» N'est-il pas stupéfiant de constater, déclara Trotski lorsqu'on lui rapporta ces paroles, qu'un homme isolé, sans secrétaire, qui ne dispose même pas d'une machine à écrire, puisse «retenir par les basques» la direction du parti et le pays tout entier . . .<sup>35?</sup>

Dans le courant du premier hiver qu'il passa à Barnaoul, Christian Gueorguevitch vit ses forces décliner de façon dramatique: en l'espace de quelques mois, il eut cinq attaques cardiaques qui le laissèrent cloué au lit<sup>36</sup>. Le bruit de sa mort se répandit alors rapidement dans les milieux politiques européens, et Anatole de Monzie, qui avait déjà écrit à Rakovski en 1928<sup>37</sup>, s'adressa directement au nouvel ambassadeur soviétique à Paris, en mars 1930. Sa lettre était d'ordre purement personnel et humanitaire: il demandait des nouvelles de son vieux camarade et cherchait à savoir s'il était possible de le faire venir en France pour le soigner. Son intervention n'eut aucune suite à cette époque, mais nous verrons qu'il fera tout son possible pour venir en aide à Rakovski quelques années plus tard, lors de son procès.

Tandis qu'il était contraint à l'immobilité, Christian Gueorguevitch réfléchit longuement à la situation de cet Etat dont les dirigeants se réclamaient du socialisme, mais qui décevait toutes ses espérances. En avril 1930, il concentra ses idées dans une longue analyse qui, pensait-il sans trop y croire, pourrait servir «à une discussion à venir». Il lui donna le

ton d'une déclaration officielle, écrite au non de «l'Opposition bolchevik-léniniste» tout entière et qu'il signa avec V. Kossior, N. Mouralov, et V. Kasparova<sup>38</sup>. Comme il en avait l'habitude, il l'adressa au comité central, à la commission centrale de contrôle du P.C.R. (b), ainsi qu'à tous les membres du parti, qui allaient bientôt élire leurs représentants au XVI<sup>e</sup> Congrès. En fait, Rakovski ne se faisait aucune illusion. Il était décidé à parler aux militants «à venir», par-dessus la tête de ses contemporains. Il savait par avance que la direction stalinienne se chargerait de faire du XVI<sup>e</sup> Congrès «le plus insignifiant des congrès»<sup>39</sup>, c'est-à-dire un congrès qui, pour la première fois, ne connaîtrait plus aucune discussion, aucune opposition. Comme il l'écrira avec dégoût à ce moment-là: «Il est difficile de dire qui a le plus perdu du sentiment de sa dignité, de ceux qui s'inclinent humblement sous les sifflets et les huées, laissant passer les outrages dans l'espoir d'un avenir meilleur, ou de ceux qui, dans le même espoir, profèrent ces outrages, en sachant d'avance que l'adversaire doit céder<sup>40</sup>.»

Christian Gueorguevitch avait beau lancer avec colère: «Le parti ne peut pas admettre un tel mépris de ses droits!» . . . «La base du parti doit exiger que toutes les questions de programme soient soumises à un examen», ou bien «Il est temps d'en finir avec la politique de l'alcôve!», il savait qu'il criait maintenant dans le désert et que les élections au congrès lui-même seraient «la revue bureaucratique habituelle»<sup>41</sup>. Lui qui, à l'encontre de la majorité des bolcheviks, croyait encore à «l'initiative révolutionnaire des masses», se voyait chaque jour obligé de constater que «l'indifférence politique» grandissait au sein des masses populaires; il observait avec angoisse cette apathie généralisée qui permettait à l'appareil de se gonfler sans fin et que l'appareil, en retour, entretenait avec un soin jaloux: «Toute la sagesse politique de la direction centriste et centredroite, disait-il avec amertume, consiste à étouffer dans les masses le sentiment de l'indépendance politique, le sentiment de la dignité humaine et de la fierté humaine; elle consiste à encourager et à organiser l'absolutisme de l'appareil.» Il rappelait à cet effet qu'une enquête de l'inspection ouvrière et paysanne au sovkhoe «Ortsovod» (dans la région de la basse Volga) avait montré qu'il s'était créé là-bas des rapports qui rappelaient «plutôt les domaines seigneuriaux qu'un sovkhoe». La *Pravda* elle-même avait jugé bon de reproduire cette phrase prononcée par un ouvrier agricole: «Nous sommes les ouvriers des *pomiechtchiki* [propriétaires terriens.» Dans cette Russie où s'était produite la plus gigantesque des révolutions, on pouvait entendre dire de la bouche des paysans moyens et des paysans pauvres: «Le pouvoir le veut ainsi, on ne peut aller contre le pouvoir<sup>42</sup> . . .»

Pour Rakovski, il était maintenant évident que la dictature du prolétariat s'était transformée en un «système de pressurage» dans les campagnes et de «despotisme à l'usine». Il estimait en conséquence qu'il était juste de proclamer la faillite actuelle du premier Etat «ouvrier» en disant: «*D'Etat prolétarien à déformations bureaucratiques – comme Lénine définissait la forme politique de notre Etat – nous nous développons en un Etat bureaucratique à survivances prolétariennes communistes*<sup>43</sup>.» A son avis, l'échec ne pouvait être dissimulé, malgré des déclarations fanfaronnes et optimistes», car il était généralisé. Après avoir réduit la dimension de son ambition révolutionnaire à «un seul pays» et s'être coupée du reste du mouvement ouvrier, la direction stalinienne avait «monopolisé» le pouvoir. Dans cet isolement que lui valait le fait d'avoir écrasé toutes les oppositions, elle avait forcé le rythme de la collectivisation agraire au point de ruiner les campagnes, et elle poussait maintenant le rythme de l'industrialisation jusqu'au point de rupture. De socialiste, l'Etat soviétique n'avait plus finalement que le nom.

En octobre 1929, Rakovski avait été le premier à dire que les thèses adoptées par la XVI<sup>e</sup> Conférence du parti étaient justes «en principe». Malheureusement, les méthodes bureaucratiques et despotiques de la direction stalinienne avait monstrueusement déformé ce programme lors de son application. Christian Gueorguevitch considérait en effet que le mot d'ordre de «collectivisation intégrale», qu'il s'agisse d'un délai de quinze ans ou d'un délai d'une année, était «une déviation grossière du socialisme» aboutissant à «une absurdité économique complète»: «Nous sommes marxistes, disait notre théoricien, et nous savons qu'une nouvelle forme de la propriété peut se créer sur la base de nouveaux rapports de production. Mais ces nouveaux rapports de production *n'existent pas encore*<sup>44</sup>.»

Comme Rakovski l'indiquait dans son analyse, il n'y avait pas même cinquante mille tracteurs sur tout le territoire de l'U.R.S.S. De plus, la plupart de ces tracteurs appartenaient aux sovkhozes, et ils n'étaient pas capables, à eux tous, d'assurer un travail efficace sur plus de 5 % des surfaces ensemencées. Il était donc évident que, sans la création d'une «base technique développée», les kolkhozes (que les paysans moyens considéraient déjà comme de véritables «pièges à rats») seraient rapidement condamnés à «l'émiettement», et les paysans eux-mêmes à la famine. De l'avis de Rakovski, un autre danger menaçait aussi gravement les nouvelles fermes collectives. Les koulaks venaient en effet de lancer le mot d'ordre suivant: «Entrez dans les kolkhozes pour les faire sauter de l'intérieur...» Christian Gueorguevitch en déduisait immédiatement, en cédant à son tour aux séductions de l'amalgame: «Quand le fonctionnaire

a forcé le paysan moyen à s'inscrire dans le kolkhoze, il a agi 'à l'instigation directe du koulak', comme l'affirme maintenant la presse officielle. Dans la mesure où la direction est elle-même dirigée par les fonctionnaires, elle agissait, sans le vouloir, sous l'influence indirecte du koulak.»

Pour notre oppositif, la direction stalinienne faisait courir un danger mortel au premier Etat ouvrier. Parlant au mois d'avril 1930, c'est-à-dire au moment où la crise de la collectivisation agraire était la plus aiguë, il constatait «l'écroulement tapageur et lamentable» de la collectivisation. A ses yeux, le danger résidait maintenant dans le fait que l'échec de «l'aventure ultra-gauchiste de la collectivisation intégrale» allait ouvrir la porte à une autre solution extrême: le «capitalisme agraire». Il en concluait que le «socialisme intégral était nécessaire uniquement pour ouvrir le chemin au capitalisme intégral»<sup>45</sup>.

Si les conclusions de Rakovski étaient aussi extrêmes que les mesures prises par la direction stalinienne, la justesse de ses observations sur les conséquences dramatiques que ces mesures avaient déjà sur la situation matérielle et morale des peuples d'Union soviétique n'en est que plus digne d'intérêt. Parallèlement à la hausse des prix de tous les produits courants, il constatait la croissance vertigineuse des impôts indirects, et par voie de conséquence la baisse du salaire réel des ouvriers: le budget de 1930 prévoyait en effet une nouvelle augmentation des taxes sur le tabac, les allumettes, le sucre, la confection, la vodka, la bière, etc. Christian Gueorguevitch notait aussi l'augmentation de la part des ouvriers dans la souscription aux emprunts d'Etat, avec «interdiction de revendre leurs parts avant cinq ans». Il n'oubliait pas non plus que l'accroissement des dons «bénévoles» pour la construction des kolkhozes avait eu pour conséquence essentielle de faire passer plusieurs régions de la semaine de cinq jours à celle de six jours. De même, certaines usines de l'Oural étaient passées de la journée de huit heures à la journée de dix heures . . . Les découvertes de ces «abcès scandaleux» étaient de plus en plus fréquentes, ce qui montrait bien à la fois la gravité et l'étendue du mal.

Sur un autre plan, la direction stalinienne ne cherchait nullement à résoudre la question fondamentale de l'encadrement socialiste, alors qu'on exigeait de la classe ouvrière des villes et des campagnes une «tension maxima» de ses forces dans des conditions qui s'aggravaient chaque jour. Pour notre observateur, la raison en était fort simple: «La question des cadres [était] indissolublement liée à la question du contrôle politique des masses, de leur niveau politique, de la démocratie ouvrière dans le parti.» Christian Gueorguevitch revenait comme à un leitmotiv à cet étouffement de l'esprit d'initiative des masses. Il considérait en effet avec tous ses camarades de l'opposition de gauche que le désordre économique,

la sottise bureaucratique et l'arbitraire étaient un côté de la médaille dont l'autre était «l'humilité, l'abattement, la privation des masses travailleuses de leurs droits». Comme il l'avait fait en 1923, à l'époque du XII<sup>e</sup> Congrès du parti, il revint aux méfaits causés par le «centralisme bureaucratique» dans le domaine de la politique nationale.

L'idée de Rakovski avait toujours été de montrer en exemple l'Union soviétique. Lui qui avait tant réfléchi au problème d'une fédération socialiste des peuples balkaniques, avait maintenant honte de la politique adoptée en ce domaine par les staliniens. Si l'on tient caché au parti les articles que Lénine a écrits sur la question nationale au début de 1922, c'est bien, disait-il, parce qu'ils constituent une critique des idées développées à ce sujet par les gens qui sont maintenant au pouvoir: «La ligne stratégique de la direction du parti sur la question nationale, concluait Rakovski, reste la même vieille ligne: celle de l'opportunisme et de la toute-puissance qui se couvre sous des phrases maladroites. Elle se caractérise par la dépersonnalisation des républiques nationales, leur privation d'indépendance, d'initiative, par le renforcement du centralisme bureaucratique, l'éducation d'un type de bureaucrate national qui sautera d'une position communiste à une position triplement nationaliste avec facilité. La bureaucratie envisage la question nationale comme toutes les autres questions, du point de vue de la commodité de gouverneur et de diriger.»

Ces erreurs commises par la direction stalinienne dans le domaine de la politique intérieure se retrouvaient dans le Komintern, puisque les dirigeants des partis communistes nationaux étaient modelés à l'image des «grands chefs» moscovites. Une telle situation préparait la voie à la «décomposition de l'Internationale communiste», qui transformait maintenant «la préparation de la révolution . . . en exercices oratoires».

Après avoir fait le bilan de toutes les erreurs, de toutes les fautes accumulées par Staline et les siens, Rakovski et ses camarades de l'Opposition proposaient une série de mesures dont l'importance leur paraissait capitale. Toutes ces mesures revenaient au problème fondamental de la «démocratie ouvrière». Sans elle, les corrections ne pouvaient que se transformer en nouvelles déformations: seul le «contrôle révolutionnaire des masses» leur paraissait capable de «subordonner l'appareil aux intérêts des masses». Il était donc indispensable à leur avis:

– de supprimer le poste de secrétaire général et de réduire le rôle de secrétaire du parti à l'exécution de fonctions techniques, avec la transmission des fonctions politiques au Politburo tout entier . . .

– d'étendre à toutes les organisations élues du parti le système existant aux élections du comité central et de la commission centrale de contrôle, c'est-à-dire le vote secret . . .

– de réduire considérablement l'appareil afin de destiner les ressources économisées à des investissements supplémentaires dans les constructions de sovkhozes et de kolkhozes, et à des investissements de base dans l'industrie<sup>46</sup>.

Par ailleurs, les oppositionnels demandaient la révision du plan quinquennal, de ses rythmes et de ses options, la révision des contrats collectifs dans le sens d'une amélioration de la situation matérielle de la classe ouvrière, la stabilisation des heures de travail, l'établissement d'une liaison entre le salaire nominal et la croissance du budget, le rétablissement de la véritable activité des syndicats. Dans le domaine de la politique du parti à la campagne, ils réclamaient l'abolition formelle de la collectivisation intégrale, l'arrêt de la dékoulakisation en masse et de l'expulsion systématique des koulaks des campagnes.

On voit que les objectifs fondamentaux que s'étaient fixés les oppositionnels visaient à «rétablir la confiance» entre le parti et la vaste majorité de la population. Si les mesures proposées n'étaient pas appliquées, Christian Guerguevitch prévoyait une dégénérescence accélérée du parti bolchevique et, avec lui, du premier Etat ouvrier. Dans ce cas, la thèse qu'il avait personnellement développée sur la bureaucratie se trouverait entièrement confirmée: il se formerait en U.R.S.S. «une grande classe de gouvernants», qui aurait ses subdivisions intérieures croissantes, qui se multiplierait par la voie de cooptation intéressée, par la nomination directe et indirecte (avancement bureaucratique et système électoral fictif). Il s'agirait donc de la formation d'une nouvelle classe (et non plus d'une caste), qui s'appuierait sur une forme originale de propriété privée: «la possession du pouvoir d'Etat». Il serait alors possible de prendre à la lettre l'idée énoncée par Marx dans sa *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*: la bureaucratie «possède l'Etat en propriété privée».

Lorsqu'il publia cette déclaration de l'Opposition «bolchevik-léniniste» dans le périodique des jeunes trotskistes (*Luttes de classes*), Trotski reconnut que l'évolution de la situation en U.R.S.S. y était soumise à «une claire appréciation à laquelle on ne pouvait pas beaucoup ajouter»<sup>47</sup>. On peut en effet considérer ce document comme le «testament politique» de Rakovski. Dans cet ultime travail (aucun autre manuscrit de Rakovski n'arrivera à franchir le barrage de la censure et de la G.P.U.), Christian Guerguevitch avait poussé ses analyses jusqu'à leurs conclusions logiques, qui sont celles d'un homme politique lucide et expérimenté, celles d'un homme tenace et courageux qui était d'abord et avant tout, selon l'expression de Trotski, «marxiste jusqu'à la moelle des os»<sup>48</sup>.

Dès que Staline eut connaissance de la nouvelle proclamation rédigée

par le leader de l'Opposition trotskiste, il prit des mesures radicales pour l'empêcher de troubler à nouveau l'optimisme des déclarations officielles. Dès lors, le silence se fit autour de Rakovski. On éloigna encore plus les camarades avec lesquels il avait réussi à entrer en contact pour écrire les «Thèses d'avril», et on menaça de le priver définitivement du travail qui le faisait vivre. Christian Gueorguevitch occupait en effet un poste de petit fonctionnaire à la commission du plan de Barnaoul, mais peu de témoins ont pu raconter les difficultés matérielles quotidiennes dans lesquelles il avait maintenant à se débattre. Pourtant, des prospecteurs américains le rencontrèrent un jour dans son lointain exil: on avait demandé à Christian Gueorguevitch de servir d'interprète, car il était évidemment la seule personne à parler anglais à des centaines de kilomètres à la ronde: «Avant de partir, raconte Louis Fischer, [les prospecteurs] lui donnèrent un pourboire d'un dollar. Mais ni les dures conditions de la Sibérie ni l'humiliation ne pouvaient briser Rakovski. Il était fait de l'étoffe solide de ceux qui avaient languï en exil, sous les tsars, pendant des années et des années, et qui étaient morts plutôt que de dévier de leurs principes<sup>49</sup>.»

Dans sa proclamation d'avril 1930, Rakovski avait réaffirmé avec plus de force que jamais sa volonté de poursuivre la lutte. Certes, il reconnaissait qu'une partie de l'Opposition avait «vacillé»: chez les uns, disait-il non sans quelque exagération, «la mesquinerie et la dégénérescence bureaucratique [avaient] tué l'esprit révolutionnaire de classe»; quant aux autres, ils avaient «abjuré de façon indigne leurs idées communistes . . . en s'assujettissant aux mots d'ordre trompeurs des centristes sur l'industrialisation et la collectivisation». Les uns comme les autres avaient perdu, à ses yeux, «tout droit à la moindre confiance de la part du parti et de la classe ouvrière». Pour sa part, il proclamait une fois encore avec la fierté et la détermination qui conviennent à un leader politique: «Aucune persécution, aucune séduction ne peuvent empêcher les oppositionnels qui restent fidèles aux principes léninistes d'accomplir leur devoir envers le parti et la révolution.»

Pour Rakovski, il ne s'agissait pas de paroles prononcées à la légère. Il s'agissait plutôt d'une sorte de serment prêté en son âme et conscience de vaincre ou de mourir. Quels plans élaborait-il dans l'isolement le plus complet à partir de 1931? Il est difficile de le dire, et l'on en est réduit à des conjectures. Il semble qu'à partir de 1931 Christian Gueorguevitch se soit décidé à modifier sa tactique de combat, et à ne plus attaquer Staline directement: il était en effet trop facile à ce dernier de saisir la première «provocation» pour le faire taire définitivement, comme par la suite il allait faire taire Trotski d'un coup de piolet dans le crâne . . .

Par ailleurs, Rakovski espérait peut-être qu'on lui accorderait la possibilité de partir se soigner dans une ville d'eaux, en U.R.S.S. ou à la l'étranger (la direction stalinienne saisirait-elle cette occasion pour le bannir d'U.R.S.S., comme elle l'avait fait pour Trotski deux ans auparavant?). Toujours est-il qu'en juillet 1932, il reçut l'autorisation d'aller se soigner sous une latitude plus clémente, au bord du lac Chirlo<sup>50</sup>.

A partir de ce moment-là, on perd la trace de Rakovski. On peut cependant se demander s'il ne profita pas de cette occasion, ou bien d'un autre voyage qu'on lui aurait permis de faire quelques mois plus tard (au gré d'une quelconque expédition dans ces montagnes de l'Altaï qui avaient connu une riche civilisation au début de notre ère) pour franchir la frontière mongole. Comme nous l'a affirmé Pierre Frank, l'ancien secrétaire de Trotski de la période de Prinkipo: «Nous savions que [Rakovski] avait fait une tentative pour sortir d'Union soviétique, qu'il avait été rattrapé et qu'il avait été blessé dans ces circonstances. (Quand je dis: nous savions, je précise que j'étais alors chez Trotski quand cette nouvelle lui est parvenue – fin 1932 ou première partie de l'année 1933.)<sup>51</sup>»

Dès que Staline eut remis la main sur Rakovski, il décida par mesure de rétorsion de le déporter encore plus loin, dans le grand Nord. Il lui assigna comme lieu de résidence la province de Yakoutsk, sachant pertinemment combien il serait difficile à un cardiaque de supporter les longs mois d'hiver, alors que la température extérieure varie entre moins 35 et moins 50 degrés. La nouvelle de ce nouveau lieu de relégation fut officiellement annoncée le 18 mars 1933 par les soins de l'agence Reuter, qui publia à Londres le communiqué suivant: «Le gouvernement soviétique dément la rumeur du suicide de Rakovski. Rakovski pratique la médecine dans la province de Yakoutsk<sup>52</sup>.» Staline avait donc jugé nécessaire de mettre un terme aux bruits qui circulaient avec persistance en Europe occidentale sur la mort du leader de l'Opposition trotskiste en U.R.S.S.

Une publication trotskiste – *La Vérité* – avait en effet publié en janvier 1932 un appel «au secours de Rakovski» dans lequel il était dit: «Nous apprenons que l'état de Rakovski . . . s'est subitement aggravé, que sa vie est en danger.» Dans son numéro du 25 septembre 1932, le journal de Milioukov – *Poslednie Novosti* – diffusait une nouvelle du même genre, qui allait être reprise et amplifiée en mars 1933 par *Le Peuple* de Bruxelles. Sous le titre: «Christian Rakovski, ancien ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris, est mort», ce journal déclarait en première page: «Christian Rakovski vient de succomber dans une clinique de Moscou où il avait été transporté d'urgence de son exil sibérien: sa santé, minée par une vie mouvementée de labeur acharné, n'a pas pu résister aux rigueurs du climat de la Sibérie . . .» Suivait alors une biographie précise et détaillée,

écrite sur un ton très chaleureux et probablement inspirée par les cercles trotskistes français.

En réalité, Christian Gueorguevitch avait réussi à survivre à ses blessures, et c'est peut-être de l'épisode de sa fuite malheureuse qu'était née la rumeur de son suicide et de sa mort. Exilé à Yakoutsk, il est possible qu'il ait essayé de passer le temps en s'occupant de médecine, bien qu'il n'ait exercé ce métier que peu de temps (en 1899 alors qu'il faisait son service militaire en Roumanie, et pendant quelques mois en 1903, dans le petit village français de Beaulieu-sur-Loire). En tout cas il est vraisemblable que, par l'intermédiaire de la G.P.U., Staline ait intimé l'ordre à Rakovski de renoncer à toute activité politique, sous peine cette fois d'être jugé et condamné pour menées subversives et contre-révolutionnaires. En même temps, comme le notait Trotski, le cercle de fer allait progressivement étouffer Rakovski et sa femme, au point de leur rendre la vie intolérable . . . Deux ans plus tard, en février 1934, un télégramme allait «faire sensation» à Moscou comme dans tous les milieux socialistes européens: il annonçait le ralliement de Rakovski à la ligne générale. Quelles raisons essentielles poussèrent notre révolutionnaire à «capituler» devant Staline et à se soumettre à ses volontés: voilà ce qu'il nous faut essayer de découvrir maintenant.

## CHAPITRE XII

### Le ralliement à la ligne générale (1934-1937)

#### 1. *Rakovski, Staline et Hitler (1934)*

L'évolution de la situation en Union soviétique au cours de l'année 1934 reste encore aujourd'hui très mystérieuse. Commencant dans un climat d'apaisement dont le ton allait être donné par le XVII<sup>e</sup> Congrès du parti, elle se termine par l'assassinat de Kirov, dont Staline allait faire un prétexte pour relancer une série de campagnes impitoyables contre les communistes, d'anciens compagnons de Lénine, qui n'étaient plus oppositionnels que de nom.

On sait qu'à la veille du XVII<sup>e</sup> Congrès l'atmosphère était à la réconciliation. Sur certains points le plan quinquennal avait été un succès, car il avait relancé l'enthousiasme des militants et galvanisé cette nouvelle génération de bolcheviks auxquels on proposait un champ de bataille qui pouvait être aussi glorieux que celui de la guerre civile. Cependant, la période de combat pour la réalisation du plan avait été particulièrement pénible, et les transformations radicales qui avaient été apportées à la vie des campagnes comme à celle des usines s'étaient accomplies trop souvent dans le sang et la violence. Cet aspect important de la situation allait se combiner à un facteur nouveau, qui fut déterminant. L'été et l'automne de 1933 à la différence des années précédentes, avaient vu une moisson exceptionnellement bonne, qui promettait au pays de sortir du cercle infernal de la famine et de l'épuisement physique. Dans ces conditions, un groupe «modéré» se fit jour au sein du Politburo et dans le parti, avec Kalinine, Vorochilov, Roudzoutak, et surtout Kirov.

Serge Kirov, qui avait remplacé Zinoviev au Politburo et à la direction politique de la région de Leningrad, s'était toujours distingué par la fermeté avec laquelle il soutenait la «ligne générale» préconisée par Staline. Dans le climat particulier qui s'instaura au début de 1934, c'est lui qui eut le courage de demander «l'abolition de la terreur en général et dans

le parti». Tel était en effet, selon le témoignage précieux de Boukharine<sup>1</sup>, la pensée de Kirov: la période de destruction, qui était nécessaire pour extirper les éléments favorables aux petits propriétaires, était maintenant terminée; la position économique des exploitations collectives s'était affermie et semblait sûre pour l'avenir. Ceci constituait une base solide pour de futurs développements et, au fur et à mesure que la situation économique continuerait de s'améliorer, la grande masse de la population se rapprocherait de plus en plus du gouvernement, le nombre des «ennemis de l'extérieur» diminuerait. Il appartenait maintenant au parti de rallier les forces qui le soutiendraient au cours de la nouvelle phase de développement économique, et d'élargir ainsi les bases des fondations sur lesquelles le pouvoir soviétique s'appuyait. En conséquence, Kirov prônait avec ardeur une réconciliation avec les éléments du parti qui, durant le premier plan quinquennal, étaient passés à l'opposition mais qu'on pouvait persuader de coopérer sur des bases nouvelles, maintenant que la phase «destructrice» était terminée.

Le point de vue de Kirov, que Gorki défendait auprès de Staline avec une intelligence passionnée, eut incontestablement une grande influence sur l'esprit des dirigeants du parti. Déjà, au début de l'été 1933, Kamenev, Zinoviev et bon nombre d'anciens membres de l'Opposition avaient été réintégrés dans le parti. Comme ils en avaient exprimé le désir par la voix de Rakovski et de Radek en janvier 1928, les anciens oppositionnels furent autorisés à choisir leur sphère d'activité, et l'on utilisa leurs compétences. C'est dans cette atmosphère de réconciliation générale et de cordialité retrouvée que les anciens compagnons de Lénine se retrouvèrent à leur table de travail, et que Staline lui-même déclara: «On doit reconnaître que le parti est uni comme il ne l'a jamais été.» Un signe caractéristique de ce climat nouveau fut la participation au XVII<sup>e</sup> Congrès du parti des anciens dirigeants de l'opposition de gauche comme de l'opposition de droite: c'est ainsi que Zinoviev et Kamenev, Préobrajenski, Pyatakov et Radek d'un côté, Boukharine, Rykov et Tomski de l'autre furent invités à prendre part aux discussions du congrès, sans être livrés à la raillerie et aux insultes qui leur étaient maintenant familières<sup>2</sup>.

Le 23 février 1934, à l'issue de ce congrès de la réconciliation, et à la veille de l'inauguration du deuxième plan quinquennal, Christian Rakovski envoya un télégramme au comité central. Certains y virent une capitulation; nous estimons au contraire qu'il s'agit d'un ralliement qui ne s'est pas fait toute honte bue, mais au nom de l'avenir du socialisme. A notre avis, ce télégramme montre bien que l'oppositional inflexible qu'était Rakovski savait regarder au-delà des contingences de la politique au jour le jour, et sacrifier certains principes qui se trouvaient momentanément

dépassés par l'importance de l'enjeu. Nous savons que Christian Gueorguevitch avait toujours lié de façon indissoluble la situation intérieure du premier Etat socialiste à l'évolution de la situation internationale. Il avait écrit dans ce sens à Trotski, en juillet 1928, pour lui dire: «Je comprends parfaitement et je partage entièrement ton point de vue: 'aucune politique intérieure ne réussira sans une ligne correcte et conséquente en ce qui concerne la révolution prolétarienne internationale... sans une ligne juste et mûrement réfléchie en matière de politique internationale'... sinon, il arrivera que *ceci tuera cela*<sup>3</sup>. Le capitalisme nous étouffera, et le rôle historique de la dictature prolétarienne en Russie [viendra à son terme]<sup>4</sup>.»

Dans un télégramme qu'il envoya au comité central quelque cinq ans plus tard, Rakovski reprit cette idée fondamentale, qui nous montre son ralliement sous son jour véritable. Constatant que le fascisme se répandait à une vitesse fulgurante dans plusieurs pays européens, en particulier en Allemagne, il écrivait: «Devant la montée de la réaction internationale dirigée en dernière analyse contre la révolution d'Octobre, mes anciens désaccords avec le parti ont perdu leur signification. Je considère comme le devoir d'un communiste bolcheviste de se soumettre entièrement et sans réticences à la ligne générale du parti<sup>5</sup>.»

Le correspondant du *Temps* à Moscou – Georges Luciani – ne s'était pas trompé sur le sens qu'il fallait donner au télégramme de Rakovski, puisqu'il écrivait de façon nuancée: «Ce geste, auquel la fierté naturelle de M. Rakovski donne l'apparence d'un acte de solidarité plutôt que de soumission, est cependant considéré comme un succès pour la direction actuelle du parti, M. Rakovski étant le dernier trotskiste à rallier la politique de M. Staline<sup>6</sup>.» Il est significatif de constater que, lorsqu'il apprit la nouvelle, Trotski ne prononça pas une seule parole pour condamner son vieux camarade de combat. Depuis 1929, celui-ci n'avait pas publié un seul *Bulletin de l'Opposition* dans lequel il n'eût inséré une étude de notre révolutionnaire ou une note à son sujet; et maintenant, Christian Gueorguevitch lui-même semblait l'abandonner. Cette pensée le remplit d'une «immense tristesse», d'une immense lassitude<sup>7</sup>: «Rakovski, nota-t-il dans son journal d'exilé, était pratiquement le dernier contact que je gardais avec la vieille génération révolutionnaire. Après sa capitulation, il ne reste personne.»

Cet isolement dramatique, Trotski le ressentit en permanence au cours des mois qui allaient suivre. Devant les jeunes trotskistes français, il «citait Rakovski comme le dernier compagnon d'armes, désormais perdu, de sa propre génération»<sup>8</sup>. Il savait bien, selon les mots de Pierre Naville, que les «jeunes camarades» qui le défendaient maintenant n'étaient guère

capables de devenir des interlocuteurs privilégiés; et il disait non sans quelque amertume: il y a longtemps «que je n'ai pas pu satisfaire mon besoin d'échanger des idées et de discuter des problèmes [nous concernant] avec quelqu'un d'autre». A partir de 1934, les deux révolutionnaires empruntèrent des chemins divergents, mais ils ne devinrent jamais l'un pour l'autre des «étrangers».

A Moscou, Rakovski fut accueilli par Kaganovitch en personne<sup>9</sup>, qui lui exprima la satisfaction du Politburo et du comité central réunis de le voir rejoindre les rangs du parti. Comme à tous les oppositionnels, on lui donna un travail qui correspondait à ses goûts, et qui lui évitait en même temps d'avoir à prendre position officiellement sur le plan politique. On avait récemment accordé à Boukharine – l'ancien leader de l'opposition de droite – la direction du grand journal gouvernemental les *Izvestiya*, et celui-ci avait accepté de prendre comme journaliste un ancien oppositionnel de gauche (qui s'était rallié à la direction stalinienne en même temps que Rakovski) – Léon Sosnovski. Quant à Christian Gueorguevitch, après deux mois de cure et de repos passés dans une station thermale, il fut nommé à partir du mois de mai au poste de commissaire adjoint à la Santé publique<sup>10</sup>. Ses fonctions comprenaient en particulier la direction de tous les instituts de recherche scientifique dépendant du commissariat à la Santé<sup>11</sup>, ce qui lui permit de commencer à mettre en application certaines idées personnelles, comme celles qu'il avait développées à propos de la malaria alors qu'il était en exil à Astrakhan en 1928.

Plusieurs journalistes occidentaux eurent alors l'occasion de rencontrer Rakovski, soit à son bureau, soit à l'ambassade de France où il aimait à se rendre. Très courtois, il se distinguait de nombre de ses collègues par l'aisance avec laquelle il parlait le français, par sa distinction naturelle, mais aussi par l'étendue de ses connaissances. Il donnait l'impression de connaître remarquablement bien les milieux politiques français (qu'ils fussent de droite ou de gauche), mais il évitait toujours de parler longuement de la politique de son pays. Il préférait ostensiblement se pencher sur ses souvenirs, et parler du passé<sup>12</sup>.

En septembre 1934, il fut chargé de diriger une délégation de la Croix-Rouge soviétique qui se rendait au Japon, à l'occasion d'une conférence internationale des sociétés de la Croix-Rouge<sup>13</sup>. Ce voyage fut le dernier que Christian Gueorguevitch eut la possibilité de faire à l'étranger. Par une cruelle ironie du sort, ce séjour au Japon allait servir de prétexte à la plus infamante des accusations: celle d'espionnage, qui fut portée contre lui (et contre tant d'autres vieux-bolcheviks) lors du procès à l'issue duquel il allait être condamné, moins de quatre ans plus tard.

## 2. *La descente aux enfers (1934 - 1935)*

On sait que la mort de Kirov – le 1<sup>er</sup> décembre 1934 – marqua un revirement tragique dans la politique stalinienne de la lutte pour le pouvoir. Le meurtre du premier secrétaire de la région de Leningrad – qui fut certainement accompli à l’instigation de Staline – servit de prétexte à la plus cruelle des exterminations: celle de la grande majorité des dirigeants politiques et des militants d’exception qui s’étaient illustrés du vivant de Lénine, à l’époque de la révolution d’Octobre, pendant et au lendemain de la guerre civile. Pour Staline, l’assassinat de Kirov vint à point nommé pour relancer cette politique funeste de «vigilance de classe», au nom de laquelle le secrétaire général allait pouvoir réduire à merci tous les ennemis de la ligne générale, c’est-à-dire d’abord ses ennemis personnels. Il est certain que, pour Staline, vengeance privée et vengeance publique ne faisaient qu’une, et qu’il ne pardonna jamais à ceux qui l’avaient insulté à un moment ou à un autre de leur vie. Il possédait en effet une capacité tragique de dédoublement: celle de se mettre à la place des personnes dont il voulait se débarrasser, en se disant: à leur place, je le tuerais . . . Il n’est que de se rappeler la haine avec laquelle il poursuivit Trotski (qui l’avait traité de «fossoyeur de la révolution»), celle avec laquelle il persécuta Boukharine (qui le considérait comme un «Gengis Khan» capable de tous les crimes); il n’est que de se souvenir de la façon dont il demanda la mort de Rioutine qui, après avoir organisé des commandos contre l’Opposition trotskiste dans les cellules du parti, se retourna contre Staline. En 1932, Rioutine n’avait pas hésité à dépeindre le secrétaire général comme «le mauvais génie de la révolution russe qui, poussé par son esprit rancunier et son appétit de pouvoir, avait mené la révolution au bord de la ruine», et à déclarer: «à moins d’exclure Staline de la direction du parti, il ne pourra pas y avoir de redressement dans le parti ou dans le pays»<sup>14</sup>.

Lorsqu’il eut connaissance de ces déclarations (Staline eut à partir de 1932-1933 sa propre police parallèle), le secrétaire général demanda l’exécution de Rioutine et de tous ses «complices», mais le président de la commission centrale de contrôle, le comité central et le Politburo refusèrent «de prendre en considération les exigences de Staline» et d’appliquer la peine de mort «dans le cas des groupes d’opposition au sein du parti»<sup>15</sup>. Au Politburo comme au plénum du comité central, Staline fut combattu par Kirov qui était alors soutenu avec plus ou moins de fermeté par Ordjonikidze, Kouibychev, Kossior, Kalinine et Roudzoutak. Kirov, qui devait être choisi lors du XVII<sup>e</sup> Congrès pour être l’un des quatre secrétaires du comité central, jouissait maintenant de la réputation d’un «organisateur doué et expérimenté, d’un homme de discipline, habile à choisir les gens

compétents». Le premier secrétaire de la région de Leningrad, auquel on avait proposé avec insistance de venir s'établir à Moscou pour mettre en œuvre le train de réformes qu'il préconisait, allait bientôt se trouver en travers du chemin qui menait Staline vers le pouvoir absolu.

Contre Staline, nous le savons, Kirov soutenait qu'une détente de la lutte des classes s'opérait dans le pays, et non pas une intensification. Il était à ses yeux nécessaire «d'abandonner la politique de suspicion générale et de terreur universelle, et de la remplacer par une politique fondée sur la confiance et la persuasion». C'est dans ce cadre qu'on entreprit de «rallier les moujiks» en adoucissant les méthodes qui devaient imposer la collectivisation. C'est aussi dans cette optique que les opposants qui acceptaient de cesser toute activité «anti-parti» furent autorisés à revenir à Moscou. La G.P.U. de sinistre mémoire fut alors remplacée par le N.K.V.D. (auquel on enleva le droit de prononcer des sentences de mort) et Boukharine put se présenter avec Gorki, au congrès des écrivains d'août 1934, comme l'avocat de «l'humanisme prolétarien» opposé à la barbarie fasciste<sup>16</sup>.

B. Nikolaevski souligne à juste titre que le XVII<sup>e</sup> Congrès (janvier 1934) procéda à une révision générale de la politique étrangère soviétique, c'est-à-dire de la politique imposée par Staline à partir de 1929. Dès lors, celui-ci comprit qu'il lui fallait s'orienter vers une politique d'action commune avec les démocraties d'Europe occidentale contre le nazisme militant, au lieu d'aider à la destruction des républiques libérales européennes en prêtant main-forte aux groupes fascistes et aux cercles militaires qui cherchaient à prendre le pouvoir en s'appuyant sur les grands industriels. C'est alors que Boukharine fut nommé à la tête des *Izvestiya* (car on voyait en lui l'homme qui saurait le mieux attaquer et combattre le nazisme), et c'est à cette époque que Rakovski accepta de revenir à Moscou: il reprit sa place parmi les membres du parti, afin de ne pas affaiblir la direction par des critiques qui ne pouvaient que nuire aux intérêts du premier Etat ouvrier, en faisant involontairement le jeu de l'hitlérisme.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1934, Serge Kirov était assassiné: il était immédiatement remplacé au secrétariat du comité central par Yejov, l'homme qui allait être chargé d'organiser les purges tragiques des années 1936-1938, au cours desquelles disparurent 60 % des délégués du XVII<sup>e</sup> Congrès, plus d'un demi-million de communistes qui occupaient des postes de responsabilité et au moins dix millions de non-communistes<sup>17</sup>: Staline n'avait pas pardonné à certains délégués du XVII<sup>e</sup> Congrès d'avoir envisagé son limogeage<sup>18</sup>, et au congrès lui-même de lui avoir retiré sa confiance en évitant de le «confirmer» dans ses fonctions de secrétaire général, comme il était

d'usage de le faire depuis le XIII<sup>e</sup> Congrès du parti – le premier à s'être tenu après la mort de Lénine<sup>19</sup>. C'est à cet ensemble de circonstances que Staline pensait lorsqu'il déclara par la suite: «Les camarades ne se contentaient pas de critiquer et de résister passivement, ils menaçaient de déclencher une révolte dans le parti contre le comité central. Bien plus, ils menaçaient certains d'entre nous de balles. Nous avons été obligés de les traiter durement<sup>20</sup>.»

Dans la première moitié de l'année 1935, Staline fit adopter une série de mesures draconiennes destinées, en théorie, à vaincre le «terrorisme»: le port d'armes, la possession d'un couteau ou d'une arme blanche furent punis de cinq ans de prison; les peines de droit commun (peine de mort comprise) furent étendues jusqu'aux enfants de douze ans; l'espionnage et le passage à l'étranger devaient être punis de mort; de plus, les membres majeurs de la famille qui n'auraient pas dénoncé un «crime» politique seraient considérés dorénavant comme complices, et passibles de deux à cinq ans de prison et de la confiscation de leurs biens... Une série de circulaires furent envoyées le 17 février 1935 par le bureau des cadres demandant qu'un rapport fût établi sur le nombre de «communistes démasqués comme zinovievistes, trotskistes, éléments à double face et étrangers»<sup>21</sup>.

La descente aux enfers continuait; la tragédie de millions de gens commençait.

## CHAPITRE XIII

### Le procès et la fin (1936-1941)

Une des raisons qui poussa Staline à mettre la terreur à l'ordre du jour fut probablement la résistance – inorganisée mais généralisée – d'une partie de la jeune génération soviétique: sans-parti et communistes se dressèrent en effet contre la tyrannie du parti, incarnée en la personne de son secrétaire général. Comme l'ont prouvé les archives de la région de Smolensk, Staline était alors l'objet de la haine de nombreux militants, qui comprenaient que la tyrannie d'un seul était responsable de fautes sans précédent. Des étudiants avaient lacéré son portrait en écrivant: «Le parti rougit de tes mensonges.» Un jeune garçon de seize ans n'hésitait pas à proclamer: «Ils ont tué Kirov; qu'ils tuent Staline maintenant<sup>1</sup> . . .» Ces jeunes, pensait Staline, pouvaient espérer renverser le régime, instaurer la pluralité des partis, demander aux anciens compagnons de Lénine de reprendre en main la direction; il fallait donc agir sans tarder. Un charpentier de Smolensk n'avait-il pas déclaré, avec l'approbation des hommes de sa brigade: «Nous devons permettre l'existence de plusieurs partis politiques chez nous, comme dans les pays bourgeois; ils seront ainsi plus capables de signaler les fautes du parti communiste. L'exploitation n'a pas été éliminée de chez nous: communistes et ingénieurs emploient et exploitent des domestiques. Les trotskistes Zinoviev et Kamenev ne seront de toute façon pas fusillés et ils ne doivent pas l'être, car ce sont de vieux-bolcheviks<sup>2</sup>.»

Il est important de bien voir qu'à l'inverse de la jeune génération, les vieux révolutionnaires comme Boukharine, Rykov, Zinoviev, Kamenev, Smirnov ou Rakovski ne pensaient maintenant qu'à préserver l'unité du parti. Ils sentaient la guerre approcher et récusaient de toute la force de leur «neutralité» la fameuse «théorie de Clemenceau» que Trotski avait soutenue en 1927. Ils avaient été humiliés, traînés dans la boue pour la plupart, et Staline pouvait désormais les châtier à sa guise à la moindre incartade. La publication (le 12 juin 1936) de la nouvelle Constitution soviétique, «la plus démocratique du monde», «monument de la sagesse

stalinienne» (c'était en fait essentiellement l'œuvre de Boukharine), pouvait encore faire illusion, lorsque le 14 août suivant, toute la presse soviétique publia la nouvelle d'un nouveau procès de vieux-bolcheviks – Zinoviev en tête – auquel elle donna une importance sans pareille<sup>3</sup>.

A partir de cette époque, la vie devint quasiment intenable pour un grand nombre de dirigeants du parti, pour les intellectuels, les ingénieurs, les directeurs d'usine, pour les cadres de l'Armée rouge et, de façon générale, pour tous les communistes qui avaient manifesté ou qui manifestaient encore un minimum d'indépendance d'esprit. Une atmosphère de suspicion, de délation, de craintes perpétuelles commença à peser sur les grandes villes, puis bientôt sur le pays tout entier. Ces années effroyables de la «Yejoychtchina» (de 1936 à 1938) ont fait l'objet d'évocations mémorables ainsi la nouvelle de Lydia Tchoukovskaya (*La maison désertée*), le livre d'Evgueniya Guinzbourg (*Le vertige*), le roman de Vassili Grossman (*Tout passe*), ou le beau poème tragique d'Anna Akhmatova (*Requiem*). La vieille militante Lazourkina, membre du parti depuis 1902, nous en donne une idée lorsqu'elle dit: «Le grand mal causé par Staline n'était pas seulement dans le fait que beaucoup de nos meilleurs on péri, que l'arbitraire régnait, que des innocents étaient jetés en prison . . . La peur régnait. On se calomniait les uns les autres, on n'avait pas confiance, on allait jusqu'à se calomnier soi-même. On nous frappait pour nous faire calomnier. On nous donnait des listes, on nous forçait à les signer, on promettait de nous relâcher, on nous menaçait: si vous ne signez pas, nous vous tuerons<sup>4</sup>.»

Les anciens compagnons de Lénine n'avaient plus maintenant aucune illusion, ni sur le caractère de Staline, ni sur les méthodes qu'il était prêt à utiliser pour empêcher qu'un nouveau Kirov ne s'avise de retourner contre lui les organes dirigeants du parti – Politburo, comité central, commission centrale de contrôle, et congrès. En fait, comme Rakovski le dira à son procès, les vieux-bolcheviks savaient qu'il n'y avait plus pour eux d'avenir politique. Certains, comme Radek et Boukharine, firent preuve d'une étonnante capacité d'adaptation. Ce dernier, comme le raconte un témoin de ces années-là, était doué d'une «extrême vitalité», d'un tempérament «qui lui permettait de vivre au jour le jour»; et c'est cela même qui, «grâce à une curieuse complaisance et à une ironie de tous les instants à l'égard de sa propre situation», semblait lui donner on ne sait quelle satisfaction . . . Boukharine continuait donc à tenir ce rôle d'«enfant terrible» qu'on lui faisait jouer (Lénine ne parlait-il pas de lui comme de «l'enfant chéri du parti» – «notre Boukhartchik?»), et l'on ne sait trop s'il s'agissait de sagesse, d'entraînement ou d'inconscience, car il restait le lutteur qu'il avait toujours été, l'homme qui savait esquiver les coups

les plus durs, et qui savait en donner. Il cédait devant la force brute, mais il semblait encore «goûter chaque instant de la lutte»<sup>5</sup>.

Au contraire, Rakovski avait été très affaibli par les durs combats menés en exil, et il était brisé moralement: la confiance qu'il avait placée dans le parti après son retour à Moscou avait été trahie, une fois encore, et il semble qu'il ne s'en releva jamais. Après son retour du Japon, il avait dû être hospitalisé, car il souffrait plus que jamais de troubles de la circulation et de troubles cardiaques. Obligé de garder le lit près de quatre mois, il fut soumis à des pressions de plus en plus fortes tout au long de l'année 1935, puis en 1936. On peut penser que Trotski vit juste lorsqu'il dit que Rakovski et ses camarades en étaient venus à n'avoir «d'autre espoir de salut qu'en une soumission absolue, en une prostration totale»<sup>6</sup>.

Bientôt, en effet, Staline et les siens apprirent à faire alterner tortures physiques (par exemple le fait de refuser à un cardiaque les médicaments qui lui sont indispensables) et tortures morales (par exemple emprisonner ou déporter la femme et les enfants d'un suspect). Ils surent aussi les convaincre de l'utilité qu'aurait leur «ultime sacrifice» devant le parti, en faussant radicalement leur échelle de valeurs, après des jours et des jours d'interrogatoires, de menaces et de chantage. C'est sans doute après un pareil traitement que Rakovski signa un texte qui parut en première page de la *Pravda*, le 22 août 1936, à l'époque du premier grand procès de Moscou: «Un sentiment de profonde indignation, de colère contre ces assassins ignobles, méprisables, voici ce qu'éprouve chacun de nous en lisant la communication du Parquet de l'U.R.S.S. du quinze août<sup>7</sup>. A ce sentimental général s'est ajouté pour moi un sentiment de honte aiguë pour mon ancienne adhésion à une opposition dont les chefs se sont transformés en contre-révolutionnaires criminels et assassins<sup>8</sup>.»

A partir de ce moment précis, Rakovski entra dans le cercle infernal des aveux publics, en raison d'un sentiment faussé de la culpabilité, d'un désir de prouver son innocence, et de sa volonté de servir la cause du parti aussi longtemps qu'il lui serait possible et dans n'importe quelles conditions. Comme de nombreux «suspects», il cherchait ardemment un substitut qui rappelât ses convictions anciennes, car il avait peur que toutes les années passées au service du peuple fussent annihilées: «Bien sûr, dira-t-il lors de son procès, mon passé peut être réduit à néant et sera effacé par mes malheureuses actions, mais, comme motif interne, personne ne peut rien contre lui<sup>9</sup>...» C'est peut-être pour préserver ce passé qui lui était si cher que Rakovski fera les aveux les plus invraisemblables, comme tous les autres vieux-bolcheviks qui acceptèrent d'être jugés en public (les autres furent fusillés après un simulacre de procès à huis clos). Léon Blum avait donc parfaitement raison de parler de cet

«exhibitionnisme de l'aveu», et d'ajouter en parlant des mencheviks jugés en 1931: «Ils ont avoué avec abondance, avec ostentation, avec une sorte de jouissance dans la confession et la contrition publique<sup>10</sup>.»

Au fur et à mesure que les «suspects» étaient mis en avant, puis replacés dans l'ombre avant d'être remis à nouveau sur la sellette, l'aveu de leur culpabilité grandissait jusqu'à prendre des proportions monstrueuses, qui étaient à la mesure de leur désespoir. Il est donc exact de dire que les procès qui se déroulèrent à Moscou à cette époque (comme d'ailleurs ceux de Tchécoslovaquie au début des années 1950) s'engendraient les uns les autres. Le cas de Rakovski le montre clairement.

Nous venons de voir que, lors du «premier procès de Moscou», on avait exercé sur Christian Gueorguevitch une pression suffisamment forte pour lui faire avouer sa «honte» d'avoir appartenu, puis d'avoir dirigé l'Opposition trotskiste en U.R.S.S. Il n'y avait plus dès lors d'issue de secours, puisque la direction stalinienne venait de montrer qu'elle irait jusqu'à annihiler physiquement tous les anciens opposants. Rakovski savait donc que son tour allait venir, mais peut-être voulut-il gagner du temps, sauver les siens et surtout sa fille Hélène<sup>11</sup>. Quelques mois après son premier «aveu», le N.K.V.D. referma à nouveau la main sur lui, avec toute la cruauté que comporte le jeu d'un chat avec une souris. En décembre 1936, semble-t-il, Louis Fischer apprit à Ignace Reiss (qui dirigeait à cette époque les services secrets soviétiques en Occident)<sup>12</sup> qu'on venait de faire subir à Rakovski un interrogatoire après avoir fouillé son appartement de fond en comble. Reiss nota dans son carnet: «Perquisition chez Rakovski. Dix-huit heures sans nourriture et sans repos. Sa femme voulut lui faire du thé; on le lui interdit de peur qu'elle ne l'empoisonnât<sup>13</sup>».

On peut penser avec Trotski que Christian Gueorguevitch chercha à se suicider, préférant la mort immédiate à des persécutions ignominieuses, comme venait de le faire Tomski et comme tant d'autres allaient le faire par la suite<sup>14</sup>. Le N.K.V.D. avait en effet choisi de traquer Rakovski à la veille du «deuxième procès de Moscou», qui eut lieu en janvier 1937 et à l'issue duquel furent condamnés entre autres Pyatakov, Radek, Drobnis, et Mouralov, un ami et un camarade de longue date. C'est à cette époque que Boukharine et Rykov furent probablement arrêtés, puisqu'ils furent nommément attaqués dans la *Pravda* du 20 janvier<sup>15</sup>, moins d'un mois avant le suicide d'Ordjonikidze. Christian Gueorguevitch vécut alors des mois d'angoisse personnelle, d'angoisse pour l'avenir du socialisme et du premier Etat ouvrier. Drobnis l'avait cité dans sa déposition publique, ce qui équivalait à une condamnation formelle: il avait déclaré que Christian Gueorguevitch était au courant de

l'existence du «centre trotskiste» (dont il «faisait lui-même partie»), et qu'il connaissait parfaitement les «instructions de Trotski relatives au terrorisme et au sabotage». Et puis le même Drobnis n'avait pas manqué de faire remarquer à Mouralov que, dans son télégramme de repentir, Rakovski n'avait fait aucune allusion au «centre trotskiste»...

Comme le nota alors le correspondant permanent du *Temps*, les quelques phrases prononcées par Drobnis avaient suscité «une vive sensation dans la salle d'audience»: tout le monde avait compris l'importance et la gravité de ces paroles, et le rôle de témoin à charge que jouait cet ancien collaborateur de la période ukrainienne de Rakovski fit la plus pénible impression. Notre témoin nota l'écœurement qu'il éprouvait à entendre ces aveux «spontanés ou suggérés», ces «humiliantes confessions», à voir «ce pénible spectacle où quelques authentiques révolutionnaires subissent la promiscuité d'ignobles agents provocateurs... tandis que quelques anciens nobles assistent intéressés et secrètement ironiques à ce règlement de comptes entre bolcheviks»<sup>16</sup>. Après ces longs mois de tension et le spectacle hideux de la condamnation de camarades qui l'avaient «dénoncé», Christian Gueorguevitch fut arrêté à son tour, semble-t-il au début de l'hiver 1937.

Annie Kriegel note très justement dans son analyse des procès que cette attente tragique était en elle-même une «mise en condition», qui visait à dissoudre «les formes normales de la sociabilité»: relations familiales, amicales, politiques<sup>17</sup>. Après cet apprentissage d'une insécurité infiniment plus douloureuse que celle qu'il avait connue depuis qu'il avait embrassé la carrière de révolutionnaire professionnel, le suspect accueillait généralement son arrestation «avec soulagement, sinon empressement». On venait de briser tous les liens que cet homme avait établis avec le monde extérieur, on allait maintenant s'attacher à perfectionner son désespoir, son sentiment de la culpabilité, afin qu'il rende un dernier service à l'appareil du parti: celui de condamner tout ce pour quoi il avait lutté jusqu'alors, de se traîner lui-même dans la boue, et de glorifier le grand dirigeant de la radieuse Union soviétique.

Pendant huit mois, Rakovski résista à toutes les formes de coopération avec ses tortionnaires: il refusa de se reconnaître coupable, d'accuser Trotski, et de louer Staline. Au bout du huitième mois de torture mentale et d'absence de soins médicaux, on trouva le moyen de le faire «avouer». On sait que, dans le système des procès staliniens, les deux séries «accusés-accusations» étaient le plus souvent indépendantes l'une de l'autre. Au cours de l'instruction, le travail des spécialistes du N.K.V.D. consistait justement à «articuler» ces séries en fonction et dans le cadre d'une situation donnée (celle de la victime), en fonction

aussi d'une conception générale (celle de l'amplitude et de l'objectif exact du procès). Les deux séries restaient en effet indépendantes tant qu'elles n'étaient pas «animées et mises en connexion réciproque à partir du générateur qu'est la culpabilité»<sup>18</sup>. Puis un jour, après avoir pénétré la psychologie de la victime, les agents du N.K.V.D. trouvaient le délic qui la faisait réagir.

Les agents de la police secrète soviétique savaient parfaitement que les analyses écrites par Rakovski alors qu'il était en exil tendaient à prouver que le premier Etat prolétarien n'était plus socialiste que de nom, et que la dictature du prolétariat s'était réduite à la dictature d'une classe nouvelle – la bureaucratie –, qui avait à sa tête le secrétaire général du parti. Ils n'avaient pas oublié que Christian Gueorguevitch était absolument d'accord avec Trotski pour penser qu'il ne fallait pas hésiter à courir le risque de renverser la direction actuelle, au cas où le pays serait gravement menacé. Par ailleurs, on savait qu'il était revenu à Moscou en 1934 afin de préserver l'unité du parti et les forces vives de l'U.R.S.S., face au danger extérieur qui les menaçait. Par conséquent, la solution devait consister à lui montrer de façon brutale que le fascisme avait eu le temps de gagner du terrain, et que les pays qui s'efforçaient de marcher vers le socialisme risquaient d'en être étouffés, s'ils ne l'étaient pas déjà. On pouvait donc lui «prouver» qu'il avait aidé les fascistes en affaiblissant, en divisant l'Union soviétique par des critiques et des menées subversives. Il était peut-être à l'heure actuelle «subjectivement innocent», mais il pouvait être tenu sans aucun doute pour «objectivement coupable». La seule aide qu'il pût maintenant apporter au socialisme était donc de reconnaître publiquement ses torts, de condamner tout ce qui concernait le «trotskisme», et de se condamner lui-même pour donner l'exemple. C'est tout ce mécanisme que Rakovski indiqua clairement lors de son procès public en disant: «Il est incontestable que la détention, l'isolement obligent à réviser toutes les valeurs. Mais je me rappelle, et je n'oublierai jamais tant que je vivrai, une circonstance qui m'a définitivement amené dans la voie des aveux. Une fois, à l'instruction, c'était en été, j'ai appris le déclenchement de l'agression japonaise contre la Chine, contre le peuple chinois, j'ai appris l'agression non déguisée de l'Allemagne, de l'Italie contre le peuple espagnol... J'ai appris les préparatifs fiévreux de tous les Etats fascistes en vue de déclencher une guerre mondiale. *Ce que d'habitude le lecteur apprend chaque jour au compte-gouttes par les télégrammes, moi je l'ai appris tout d'un coup à dose massive. J'en fus littéralement atterré.* Tout mon passé se dressa devant moi... Tout mon passé et toute ma responsabilité se sont dressés devant moi, et il m'est apparu avec une

parfaite clarté que j'y avais moi-même participé et que j'en étais moi-même responsable, que par mes actes de traître j'avais secondé les agresseurs<sup>19</sup>.»

En constatant qu'il avait «objectivement» secondé les agresseurs, Rakovski n'avait plus qu'un pas à faire – le dernier – pour admettre qu'il était lui-même un agresseur, un traître, un saboteur, et qu'il l'avait toujours été. Franchir ce pas était d'autant plus naturel pour les accusés des «procès de Moscou» que leur esprit avait été modelé pendant des années par la doctrine et par «l'amoralité» bolcheviques. Il ne faut pas oublier que ces hommes avaient été pendant longtemps les dirigeants de ce même parti extrémiste qui les rejetait maintenant. Ils avaient eux aussi fait preuve de fanatisme et d'intolérance; ils avaient eux aussi condamné tous les groupes politiques qui ne pouvaient pas, ou qui ne voulaient pas s'identifier à eux – des libéraux aux cadets, et des anarchistes aux S-R. A l'issue de la guerre civile, Rakovski avait été un des premiers à organiser en Ukraine une série de procès au cours desquels des «mencheviks» avaient été jugés et condamnés, au nom de l'avenir du socialisme. Il avait alors essayé d'être plus bolchevik que les bolcheviks (au moins sur certains points), considérant que Lénine avait entièrement raison de penser et de dire: «Qui n'est pas avec nous est contre nous.» Les rôles étaient maintenant renversés et, grâce à une sorte de dédoublement de sa conscience, il acceptait de jouer le rôle du saboteur, car il s'était dressé lui aussi contre le parti, contre la majorité du parti. Or Trotski lui-même n'avait-il pas déclaré en 1924: «Aucun de nous ne veut ni ne peut discuter la volonté du Parti. En définitive, le Parti a toujours raison . . . On ne peut avoir raison qu'avec et par le Parti, car l'Histoire n'a pas ouvert d'autre voie pour suivre la raison<sup>20</sup>.»

Comme Zamyatine l'avait bien vu dans son roman d'anticipation – *Nous autres* –, les bolcheviks avaient pour prédécesseurs les chrétiens, ces hommes qui connaissaient la grandeur de l'Eglise «du seul troupeau», qui savaient que «l'humilité est une qualité et l'orgueil un vice», et que si «nous» vient de Dieu, «moi» vient du diable<sup>21</sup>. C'est là ce que Rakovski mit particulièrement en lumière lors de son procès, quand il accepta d'admettre publiquement qu'il avait aidé les ennemis de l'Union soviétique et du socialisme, et qu'il s'en repentait: «C'est alors, dit-il, que je me suis jugé . . . Je m'étais joint au mouvement ouvrier dès ma jeunesse, et où en étais-je arrivé? J'en étais arrivé au stade où je facilitais par mes actes le travail le plus vil, j'avais facilité la tâche des agresseurs fascistes qui se préparaient à détruire la culture, la civilisation, toutes les victoires de la démocratie, toutes les victoires de la classe ouvrière . . . C'est cela qui m'a poussé à parler, c'est ce qui a vaincu

mon obstination, ma fausse honte née de la vanité, la peur que j'éprouvais pour mon propre sort et qui n'était pas digne d'un homme qui avait jadis participé au mouvement révolutionnaire. Ma rancœur, . . . ma rancœur contre la direction, la rancœur que j'éprouvais à l'égard de certains individus, a joué un grand rôle. La rancœur et l'ambition m'ont alors abandonné. Je considérais que dorénavant mon devoir était d'aider dans cette lutte contre l'agresseur, de me livrer entièrement et sans réserve: c'est alors que j'ai dit à celui qui m'interrogeait que, le lendemain, je commencerais à faire des aveux complets<sup>22</sup>.»

Dans la même déclaration, Christian Gueorguevitch constatait qu'il n'était pas le seul à avoir parcouru le chemin qui l'avait mené du stade de «soldat pour la cause de l'émancipation du travail» à celui de «criminel». Le 3 mars 1938, lorsqu'il apparut dans la salle d'audience, amaigri et vieilli, le visage mangé par une longue barbe qui le rendait méconnaissable<sup>23</sup>, il était accompagné de vingt autres accusés. Il y avait là les anciens dirigeants de l'opposition de droite, Boukharine et Rykov, un ancien secrétaire du parti qui avait été ambassadeur à Berlin et commissaire adjoint aux Affaires étrangères, N. Krestinski, l'ancien chef du N.K.V.D., Yagoda; les ex-commissaires du peuple Grinko, Tchernov, Rosengoltz; plusieurs membres du comité central (Khodjaev, Ikramov, et Zelenski); de hauts fonctionnaires et enfin trois médecins célèbres (dont Pletnëv, qui avait soigné Rakovski). Il s'agissait là de la «dernière charrette», puisque ce sera le dernier grand procès public des années 1930, regroupant des membres de toutes les oppositions, de toutes les tendances, et qui allait être étiqueté: procès du «bloc des droitiers et des trotskistes». De tous les accusés, Rakovski était sans aucun doute le plus européenisé, le plus individualiste, le plus critique: c'est lui qui avait défié le plus longtemps le secrétaire général. Il incarnait cette indépendance d'esprit, ce «moi» orgueilleux et volontaire que Staline avait combattu avec acharnement depuis la mort de Lénine, et qu'il se préparait à terrasser maintenant.

Il est certainement exact de dire que Staline avait entièrement fait sien ce que le léninisme avait de plus primitif et de plus brutal, c'est-à-dire cette «capacité de ne voir qu'un aspect des choses», cet art «de simplifier à l'extrême les complexités de la vie»<sup>24</sup>. En revanche, on sait que Rakovski, malgré son désir de passer pour un bolchevik à part entière, était connu pour ce don qu'il possédait «de ne pas voir qu'un aspect du problème»<sup>25</sup>. Comme tous les révolutionnaires professionnels, Christian Gueorguevitch avait retrouvé cet esprit de conspirateur et d'oppositionnel dès qu'il avait été privé de l'exercice du pouvoir en Union soviétique. Jusqu'en 1917, il avait été d'abord et avant tout un

insurgé, un révolté qui s'était dressé contre l'ordre établi parce qu'il le jugeait injuste et arbitraire. Il avait eu la même réaction lorsque Staline avait commencé à s'imposer à la tête de l'appareil du parti, car la social-démocratie d'avant 1914, plus libérale, plus tolérante, plus «éclairée» en un mot, avait laissé en lui une marque indélébile. C'est alors que le secrétaire général du parti, qui pénétrait si bien la psychologie des hommes, qui savait si bien où se situait le défaut de la cuirasse, avait mis le doigt sur la contradiction interne qui déchirait ce social-démocrate, cet internationaliste qui avait voulu devenir un bolchevik. Il avait déclaré dans ce sens en décembre 1927, devant les délégués réunis à l'occasion du XV<sup>e</sup> Congrès du parti: «Mais qu'est-ce que la démocratie dans le parti? Démocratie pour qui? Si par démocratie on entend la liberté pour quatre ou cinq intellectuels séparés de la révolution de discuter sans fin, d'avoir leur propre organe de presse, etc., alors nous n'avons pas besoin d'une telle démocratie, car c'est une démocratie pour une insignifiante minorité qui s'élève contre la volonté de la vaste majorité<sup>26</sup>.»

Il est clair que le trouble intérieur que Christian Gueorguevitch avait ressenti en apprenant la montée du fascisme en Europe avait son origine dans le fait qu'il se sentait essentiellement «non conforme» à l'idéal bolchevique. Or il se trouvait que le bolchevisme était la seule forme de socialisme qui eût réussi à s'imposer dans le monde, et elle s'était imposée sur un territoire qui représentait le sixième du globe terrestre, dans un immense pays qui constituait la seule forteresse capable de lutter contre la montée de la «réaction internationale». En 1917, Christian Gueorguevitch avait été convaincu par les *faits* lorsqu'il avait vu la révolution russe triompher: il avait alors abandonné ses vieilles idées, et il avait assimilé les principes du léninisme. De même, en 1934, les faits l'avaient convaincu: il avait fait une croix sur ses idées, et il avait rejoint les rangs du parti pour aider le premier Etat socialiste, dans la mesure de ses moyens.

Pour abattre Rakovski, il était donc possible de lui faire avouer que, dans l'intervalle des périodes de «soumission», il n'avait pas hésité à partir en lutte contre le parti, c'est-à-dire contre le premier Etat socialiste, c'est-à-dire contre le socialisme. Il était facile de lui rappeler les longues années pendant lesquelles il avait refusé de dissoudre sa volonté dans celle du parti et d'obéir *perinde ac cadaver* . . . C'est effectivement ce qui se produisit, et Rakovski déclara le jour de son procès, en parlant avec contrition pour mieux laisser filtrer des éclairs de fierté qui éclairaient son passé d'une juste lumière: «. . . [J'ai été jusqu'à ce jour] un militant trotskiste, un ami personnel très proche de Trotski (le procureur a établi que notre amitié a duré trente-quatre ans), un homme qui

à continué à mener pendant de nombreuses années une lutte ouverte contre la direction du parti, alors que beaucoup avaient déjà réintégré les rangs du parti – avec duplicité sans doute . . . Citoyens juges, comment se fait-il que je me sois tourné contre mon parti, et que j'aie fini par devenir un criminel? Que représentions-nous dans le parti, nous les trotskistes? Nous étions ce qu'on appelle un corps étranger dans l'organisme vivant du parti. Trotski a joint le parti bolchevique quelques mois seulement avant la révolution d'Octobre, son idéologie a pris forme dans la lutte contre le bolchevisme. J'ai joint le parti à la fin de 1917, après avoir appartenu pendant plus d'un quart de siècle à la II<sup>e</sup> Internationale, . . . et bien que je fisse partie de son aile gauche, j'étais pénétré de son opportunisme<sup>27</sup> . . .»

Cette dernière phrase nous montre sans ambiguïté la tactique que Christian Gueorguevitch s'efforça d'appliquer dans toutes les déclarations qu'il fit lors de son procès public: il voulait absolument dire ce qui lui tenait à cœur; il désirait feuilleter une dernière fois ce qu'il appellera les «pages claires» de sa vie devant les représentants de la presse et des milieux diplomatiques du monde entier. C'est dans ce but qu'il accepta de se charger de tous les péchés et de passer de l'aveu de «mensonges crédibles»<sup>28</sup> à celui de forfaits fantastiques, dont il pouvait espérer que l'invraisemblance servirait de première et d'ultime négation. Rakovski ne fera pas de coup d'éclat comme Krestinski, qui eut le courage' de nier en bloc les déclarations qu'il avait faites pendant l'instruction, et d'affirmer au grand jour son innocence. Il ne maniera pas l'ironie mordante dont se servit Boukharine pour désarçonner le procureur Vychinski (un ancien menchevik), et pour dénoncer les «méthodes d'inquisition moyenâgeuses» qu'on leur appliquait.

Boukharine rejeta en effet avec fermeté toute accusation d'espionnage dont Vychinski tenta de le noircir pendant le procès. Ainsi, comme le procureur lui demandait s'il n'avait pas été, d'une façon ou d'une autre, en rapport avec les polices secrètes autrichienne, américaine ou japonaise, il répondit avec indignation: «J'ai été prisonnier dans plusieurs forteresses étrangères et même en Russie. Ce sont les seuls rapports que j'ai eus avec la police<sup>29</sup>.» Rakovski, au contraire, admit sur ce chapitre tout ce qu'on voulut bien lui faire dire. On ressortit en effet à cette occasion la vieille histoire de ses «relations» avec l'état-major allemand à l'époque de la première guerre mondiale, ce qui permit d'avoir prise sur lui.

La tactique qu'employa l'accusation consista simplement à renverser les rôles, et à faire dire à Rakovski que, du temps qu'il était ambassadeur de l'U.R.S.S. en Grande-Bretagne, on avait exercé sur lui un chan-

tage afin de le convaincre, sous peine de scandale, de travailler pour l'Intelligence Service. Voici ce que Christian Gueorguevitch répondit finalement au procureur, qui lui demandait dans quelles circonstances il avait été « enrôlé » : « Armstrong [un Anglais avec qui il était en contact] me dit : 'Nous avons beaucoup de sympathie pour vous, et nous voulons vous mettre en garde contre un danger qui vous menace.' Il sortit de sa poche un papier qu'il me présenta.

- V[ychinski]: Quel était ce papier?
- R[akovski]: C'était une lettre dactylographiée portant ma signature apocryphe.
- V.: Apocryphe, dites-vous?
- R.: Apocryphe.
- V.: Et à qui était adressée cette lettre?
- R.: Elle était sans nom de destinataire . . . Il ressortait du contenu que cette lettre était destinée au gouvernement allemand.
- V.: Pour le service d'espionnage allemand?
- R.: Possible.
- V.: Que disait-on dans cette lettre?
- R.: On y disait à peu près ceci : 'Je vous adresse la liste ci-jointe des maisons de commerce et des rédactions de journaux roumains qu'il faut gagner à la cause de l'Allemagne pour entraîner la Roumanie dans la guerre à côté de l'Allemagne.'
- V.: Que signifie le contenu de cette lettre?
- R.: Le contenu de cette lettre signifie qu'il existait des relations entre moi et le service d'espionnage allemand ou une organisation allemande quelconque.
- V.: Et que vous prêtiez votre concours à l'Allemagne pour recruter des citoyens roumains sur le territoire de la Roumanie pour aider l'Allemagne?
- R.: C'est exact<sup>30</sup>.»

Christian Gueorguevitch s'avança encore plus loin dans la voie des aveux puisqu'il « admittra » avoir aussi été recruté par les services d'espionnage japonais, lors du voyage qu'il avait fait en 1934 au pays du Soleil Levant à la tête de la délégation de la Croix-Rouge soviétique (ce qui fit dire à Trotski qu'on avait envoyé Rakovski à Tokyo pour pouvoir plus facilement l'accuser d'espionnage par la suite). Pour faire plus « vraisemblable », on avait dû faire répéter à notre accusé (comme d'ailleurs à tous les accusés qui paraissaient en public après avoir accepté de collaborer jusqu'à un certain point avec l'accusation)<sup>31</sup> un scénario dont voici l'essentiel.

Quand Rakovski se rendit à Tokyo, Pyatakov le chargea de remettre à

Iourenev<sup>32</sup> une lettre d'apparence innocente. En fait Pyatakov avait écrit à l'encre sympathique qu'il devait être possible de trouver un moyen d'utiliser la vente du chemin de fer de l'Est-Chinois au Japon pour procurer quelque argent à la propagande trotskiste. Pyatakov ajoutait que certaines puissances étaient mécontentes de la conduite de Iourenev, qui favorisait les intérêts anglais plus que les leurs. Enfin, Pyatakov avertissait Iourenev que certaines puissances avaient déjà pris des mesures pour entrer en relation avec Rakovski qui, malgré sa maladie et son poste de peu d'importance gouvernementale à la direction de la Santé publique, pouvait être utilisé.

Dans le bâtiment de la Croix-Rouge japonaise, Rakovski fit la connaissance d'une importante personnalité japonaise (dont il devait dire le nom lors de la séance à huis clos), qui lui indiqua que les intérêts du Japon et ceux du groupe auquel appartenait Rakovski en U.R.S.S. concordait. Surpris, Christian Gueorguevitch raconta la scène à Iourenev qui, lui montrant alors la lettre de Pyatakov où il avait fait apparaître les caractères tracés à l'encre sympathique, lui aurait dit: «Les jeux sont faits, maintenant il n'y a plus à hésiter<sup>33</sup> . . .»

Nous voyons que, d'après l'accusation, Rakovski aurait été recruté comme espion à chacun de ses séjours à l'étranger: en Grande-Bretagne, au Japon, et bien sûr en France! Il affirma en effet qu'il avait mené, en 1927, «des pourparlers avec certains milieux capitalistes français de droite dont les buts, en dernière analyse, étaient également hostiles à l'Union soviétique»<sup>34</sup>. Pour ne pas s'arrêter en si bon chemin, Christian Gueorguevitch n'hésita pas à «avouer» que Trotski lui avait confié, sous le sceau du secret, qu'il était en liaison criminelle avec l'Intelligence Service depuis 1926 . . . C'est ainsi que l'ancien chef de l'Armée rouge aurait déclaré en 1927 à l'ancien président du conseil des commissaires du peuple de la République ukrainienne qu'il avait demandé à être exilé à Alma-Ata (au lieu d'Astrakhan) non pas pour des raisons de santé, mais pour pouvoir s'enfuir plus facilement en traversant à pied la frontière chinoise. Rakovski lui aurait alors demandé comment il comptait faire pour «fuir par la Chine occidentale, au travers de déserts de sable, de montagnes, sans ressources?» – pour s'entendre répondre: «L'Intelligence Service m'aidera!<sup>35</sup>.»

L'inanité d'un tel dialogue est effrayante puisque, en l'occurrence, c'est Staline lui-même qui allait se charger de prendre la relève des services d'espionnage britanniques en aidant Trotski à passer la frontière, c'est-à-dire en l'expulsant d'Union soviétique en 1929! A vrai dire, l'accusation n'en était pas à une absurdité près, puisque Krestinski avait affirmé (au terme du «scénario» qu'on lui avait préparé) qu'il avait rencontré Trotski

en Italie le 10 octobre 1933, alors que celui-ci voyageait à ce moment là entre Saint-Palais (près de Royan) et Bagnères-de-Bigorre, où il avait fait une cure<sup>36</sup>. De même, on avait fait dire à Pyatakoff qu'il avait quitté Berlin par avion pour Oslo en 1935, alors qu'aucun voyageur ne s'était rendu en Norvège par avion au cours de la période indiquée, et que les circonstances du séjour de Trotski ne lui permettait pas de recevoir une telle visite dans des conditions de secret<sup>37</sup>.

Au cours de sa «confession», Rakovski devait lui-même citer un certain nombre de personnes avec lesquelles il avait été en relations à l'étranger. Il raconta qu'au moment du voyage de Laval à Moscou, en mai 1935, il avait rencontré parmi les journalistes qui accompagnaient le ministre français son vieil ami Emile Buré, directeur de *L'Ordre*. Il se serait alors efforcé de le persuader que le rapprochement franco-soviétique était gros de dangers: surtout si ce rapprochement devait ramener le système d'alliances d'avant-guerre, il pouvait provoquer, lui aurait-il dit, une guerre préventive de la part de l'Allemagne. Emile Buré ne se serait pas laissé convaincre (par des idées tellement contraires à tout ce que Rakovski avait soutenu jusqu'alors), et lui aurait répondu que «devant la montée du militarisme allemand, la France ne devait pas rester isolée». En ce qui concerne les «capitalistes français» avec lesquels il aurait eu des relations criminelles, Rakovski cita un ancien député du Nord – Nicolle –, et l'ancien ministre Louis Dreyfus. Il leur aurait demandé dans quelle mesure les hommes d'affaires français «accepteraient de soutenir l'Opposition au cas où elle tenterait un coup de force en Russie». On lui aurait répondu que les milieux financiers et industriels français exigeaient en contrepartie des concessions très avantageuses en Union soviétique<sup>38</sup>.

Par ailleurs, une fois rentré à Moscou, Rakovski aurait eu l'occasion de rencontrer Lady Muriel Paget, une noble dame qui s'occupait avec dévouement des sujets britanniques qui se trouvaient dans le besoin à l'étranger. Celle-ci l'aurait alors convaincu de «renouer avec l'Intelligence Service» qui, après tout, avait «facilité l'agrément de sa nomination comme ambassadeur à Londres». Dès que ces allégations furent connues à Paris et à Londres, elles provoquèrent de la part de ces diverses personnalités une «pluie de démentis» indignés et véhéments<sup>39</sup>.

Comme nous le savons d'après des témoins visuels, Christian Gueorguevitch avait fait toutes ces déclarations avec une émotion profonde «qui était partagée par l'assistance», mais il trouva l'énergie nécessaire pour faire suivre nombre de ses déclarations les plus «infamantes» d'une rétractation immédiate. C'est ainsi qu'il proclama *ex abrupto*, en mettant implicitement les choses au point et en dénonçant les agents provoca-

teurs que l'on avait mêlés aux accusés: «J'ai avoué tous mes crimes. Qu'importerait-il pour le fond de l'affaire que j'essaye d'établir ici, devant vous, le fait que j'ai appris beaucoup de mes crimes, la plupart des crimes les plus effarants du 'bloc des droitiers et des trotskistes' ici, devant le tribunal, et que c'est ici que j'ai rencontré pour la première fois certains de ses participants<sup>40</sup>.» Pour se défendre contre les accusations dont il se chargeait lui-même avec complaisance, Christian Gueorguevitch s'efforça tout au long du procès d'inclure dans la même phrase une négation, puis une confirmation de ce qu'on voulait lui faire dire.

Ainsi, lorsque Vychinski lui demandera s'il avait résisté pendant huit mois «pour suivre les instructions et la tactique des trotskistes», il répondra: «Pour suivre une vieille tactique révolutionnaire et mettre en œuvre des pratiques contre-révolutionnaires<sup>41</sup>.» Quand le procureur lui dira qu'il avait lutté contre la direction du parti dans le seul but de s'emparer du pouvoir, il répliquera sur un ton excédé: «Citoyen procureur, si je vous disais que nous voulions nous emparer du pouvoir dans le seul but de l'abandonner aux fascistes, nous serions non seulement des criminels, que du reste nous sommes, mais encore des imbéciles...<sup>42</sup>.» Rakovski marquera aussi sa volonté de résistance en employant un «langage politique» que Vychinski ne put tolérer. Au matin du 5 mars, il parla de l'Opposition...

« V.: Quelle opposition? Quand cela se passait-il?

– R.: Cela se passait vers le milieu de 1935, quand Laval vint à Moscou.

– V.: De quelle opposition parlez-vous?

– R.: Je parle des droitiers et des trotskistes.

– V.: Est-ce une opposition? C'est un groupe de bandits contre-révolutionnaires.

– R.: Citoyen procureur, veuillez m'excuser, mais ce terme est depuis longtemps...

– V.: En général, dans vos explications vous vous permettez aujourd'hui des expressions qui font croire que vous oubliez qu'il est question de vous en tant que membre d'une organisation contre-révolutionnaire de bandits, d'espions, d'agents de diversion et de traîtres... Je vous prie de vous en tenir au fond des crimes de trahison que vous avez commis, de parler sans philosopher et sans toutes ces choses qui, ici, sont tout à fait déplacées<sup>43</sup>.»

Plusieurs fois, en effet, Christian Gueorguevitch avait voulu se placer sur un terrain historique pour essayer de justifier implicitement son action et celle de l'Opposition, mais chaque fois Vychinski l'avait interrompu:

« R.: L'histoire connaît . . .

– V.: Non, laissez l'histoire tranquille<sup>44</sup> . . . »

Pourtant, Rakovski réussit finalement à se placer sur ce terrain, en déjouant la vigilance de Vychinski: il utilisa pour cela le principe de la restriction mentale, avant de reprendre le fil de sa déposition «normale». Il mettra l'argument sur le compte des historiens «bourgeois» (ce qui lui permettra de continuer sa démonstration jusqu'au bout), pour montrer que la révolution russe, cette révolution qui était confinée aux limites territoriales d'un seul pays et coupée du reste du mouvement ouvrier international, cette révolution qui était étouffée par la classe toujours plus arrogante des bureaucrates, avait dégénéré en une révolution bourgeoise. Il ne pouvait qu'en être ainsi, pensait Rakovski, puisque cette bureaucratie qui possédait le pouvoir en «propriété privée» assassinait maintenant les membres de l'Opposition trotskiste, c'est-à-dire les représentants de la «gauche prolétarienne»: «Les gens, déclara-t-il publiquement, se satisfont de la creuse, de la vulgaire explication bourgeoise selon laquelle toutes les révolutions finissent par dévorer leurs propres enfants. La révolution d'Octobre, disent-ils, n'a pas échappé à cette loi fatale de l'histoire . . . C'est une analogie ridicule et sans fondement. Les révolutions bourgeoises en arrivèrent en effet – excusez-moi si je cite ici des arguments théoriques, mais ils ont leur signification dans ce contexte –, les révolutions bourgeoises finirent en effet par dévorer leurs propres enfants, parce qu'après avoir triomphé il leur fallut supprimer les alliés qu'elles avaient dans le peuple, leurs alliés révolutionnaires de gauche<sup>45</sup> . . . »

Reprenant alors sons discours «normal», Rakovski affirma qu'il avait «frappé la révolution dans le dos», mais qu'il ne l'avait fait qu'après avoir marché pendant «un certain temps» avec la révolution. Il espérait sans doute encore que personne ne croirait à cette accumulation d'aveux invraisemblables, de la part d'hommes qui avaient été chargés de fonctions aussi importantes et qui avaient pleinement mérité ces lourdes responsabilités. C'est pourquoi il insistera aussi souvent que possible sur son rôle passé, avant d'être brutalement coupé par Vychinski. Ainsi, lorsqu'il parla de l'application de «vieilles méthodes révolutionnaires», le procureur explosera en disant:

« V.: Quel rapport pouvez-vous avoir avec des méthodes révolutionnaires? Il ne vous reste que des phrases, mais c'est une autre affaire.

– R.: Mais on ne peut nier que j'ai autrefois appartenu . . .

– V.: Mais ce n'est pas alors que vous avez été arrêté, mais aujourd'hui<sup>46</sup> . . . »

Lorsqu'il s'acharna à évoquer par bribes ce passé, Vychinski lui fit subir les pires avanies. Dans le livre qu'il avait écrit en 1925 sur la Bessarabie et la Roumanie, Christian Gueorguevitch avait déclaré: «Toute ma vie j'ai été l'ennemi mortel des propriétaires fonciers et de l'oligarchie roumaine; ils ont fait de moi leur bouc émissaire aux pires moments de la lutte des paysans et des ouvriers roumains pour leur émancipation. Ils m'ont jeté à plusieurs reprises en prison, me donnant ainsi mille fois l'occasion de réfléchir aux 'bienfaits'... des partis bourgeois<sup>47</sup>.» Au cours de son procès en Union soviétique, il eut l'occasion de revenir sur le même thème, et de penser au «bienfaits» de ce qu'il appela peut-être avec ironie «les méthodes prolétariennes de représailles». Lorsque Vychinski lui demanda de parler de son origine sociale et de ses «moyens de subsistance», Rakovski répondra:

- « R.: J'étais le fils d'un homme riche.
- V.: Qui était-il? En quoi consistait sa richesse? Était-il un industriel ou un propriétaire terrien?
- R.: Mon père était un propriétaire terrien.
- V.: Un propriétaire terrien?
- R.: Oui.
- V.: Possédait-il une entreprise industrielle?
- R.: Il ne possédait pas d'entreprise industrielle.
- V.: Une entreprise commerciale?
- R.: Il ne faisait pas de commerce.
- V.: Que faisait-il alors?
- R.: Mon père est mort en 1903.
- V.: Je ne vous reproche pas les activités de votre père. C'est vous-même qui l'avez mentionné. Je vous demande: de quoi viviez-vous?
- R.: Je vivais des revenus de la propriété de mon père.
- V.: Ainsi vous viviez des revenus que vous perceviez en tant que rentier.
- R.: En tant que propriétaire foncier.
- V.: Ainsi vous étiez un gros propriétaire.
- R.: Oui.
- V.: Ainsi, ce n'est pas seulement votre père qui était un gros propriétaire; vous aussi vous étiez un gros propriétaire, un exploitateur.
- R.: Oui, évidemment, j'étais un exploitateur. Le fait est que je vivais du profit que je réalisais; et le profit, c'est bien connu, provient de la plus-value.
- V.: Et la plus-value se retrouvait entre vos mains.
- R.: Oui, la plus-value se retrouvait entre mes mains...

- V.: Très bien. Il est important pour moi d'établir d'où vous receviez vos revenus.
- R.: Mais il est important pour moi de dire comment j'utilisais ces revenus.
- V.: Cela est une autre affaire<sup>48</sup>.»

C'est dans ces conditions que Rakovski – ce révolutionnaire professionnel qui était devenu un «capitaliste professionnel» par les soins de la bureaucratie stalinienne – ne fut jamais autorisé à dire que c'est lui qui, en 1900, avait donné à Lénine une partie des fonds qui lui avaient permis de lancer son premier journal révolutionnaire, *Iskra*. Il n'eut jamais non plus la possibilité de proclamer qu'une bonne partie des publications social-démocrates russes, bulgares et roumaines étaient alors alimentées par l'argent qui venait précisément de la plus-value qu'il tirait de ses propriétés . . .

Rakovski fut donc obligé d'«avouer» qu'il avait commis les crimes les plus monstrueux, mais il dut aussi renier entièrement son passé, même cette époque qui l'avait vu diriger le mouvement socialiste des Balkans et ces années où il n'avait jamais pensé qu'il serait un jour lié pour le meilleur et pour le pire au premier Etat «socialiste»<sup>49</sup>. Cette constatation fut pour lui un nouveau choc qu'il supporta très difficilement. Etreint par l'émotion, ce grand cardiaque eut le courage de dire lors de son ultime déclaration publique: «Ce n'est pas par peur du tribunal que j'ai avoué. Ma conscience, mon propre tribunal m'y a forcé. Pendant de longues années, je me suis donné entièrement au mouvement ouvrier et j'ai pensé que mon devoir était d'aider par des aveux à lutter contre le fascisme<sup>50</sup> . . .»

En lisant ces déclarations, celui que Rakovski venait d'appeler «l'ataman de notre gang» n'eut pas un mot pour condamner son vieux camarade de combat. Déjà, lorsqu'il avait appris en janvier 1938 que Drobniš venait de mettre en cause Christian Gueorguevitch, Trotski avait rappelé lui aussi cette longue et durable amitié qui les avait rapprochés pendant «plus de trente ans». Il avait alors songé à la destinée «profondément tragique» de ce révolutionnaire qui, «de tous les accusés avait toujours été le plus proche» de lui<sup>51</sup>. Quand Rakovski finit par «admettre» ses crimes, quand il accusa Trotski d'espionnage, quand il «regretta» de ne pas le voir avec lui sur le banc des accusés, celui-ci eut la délicatesse de ne pas accabler un ami qui avait été brisé après une longue et digne résistance. Il nota simplement, en marquant sa compréhension et en soulignant sa foi dans l'avenir du mouvement qu'il continuait à diriger contre le leader de la bureaucratie soviétique: «. . . Le septuagénaire Galilée fut contraint, dans les tenailles de la Sainte Inquisition, d'abjurer

le système de Copernic, ce qui n'empêcha pas la terre de tourner<sup>52</sup>.»

Un dernier fait nous reste à signaler, qui montre bien l'estime générale dont Rakovski était entouré en Europe, lui «cet homme de parti, mais savant et philosophe»<sup>53</sup>. Dès que la nouvelle de son procès se fut répandue dans les capitales de notre continent, on assista à une série d'interventions en sa faveur. Le 5 mars, l'Union des avocats bulgares télégraphiait au ministre soviétique à Sofia pour le prier «de transmettre à Moscou le vœu de voir accorder la liberté de défense aux accusés, parmi lesquels se trouvaient deux Bulgares [*sic*]»: Rakovski et Kazakov<sup>54</sup>. Les avocats bulgares demandaient aussi que la peine de mort leur fût évitée<sup>55</sup>. La veille, Emile Vandervelde avait publié une longue analyse des procès de Moscou dans laquelle il disait avec une louable clairvoyance: «De deux choses l'une . . . Ou bien, contre toute vraisemblance, il serait prouvé qu'à la seule exception de Staline tous les dirigeants de l'U.R.S.S. ne sont ou n'ont été qu'un ramassis de traîtres, d'espions, de fascistes à gages, des gens au service de l'étranger. Et dans ce cas, que reste-t-il moralement de la révolution russe? . . . Ou bien, et c'est en définitive l'hypothèse à laquelle il vaut mieux se raccrocher, ceux que l'on traîne ainsi devant le tribunal révolutionnaire, n'ayant contre eux d'autres preuves que leurs propres aveux, obtenus par des moyens et par des procédés qui restent dans une ombre sinistre, n'ont pas commis ou prémédité les crimes monstrueux dont on les accuse, et l'on prépare cette chose horrible de les envoyer à la mort après les avoir déshonorés . . .»

Comme preuve de la justesse de son raisonnement, il se référait à la personnalité d'un militant révolutionnaire qu'il avait toujours respecté en dépit de leurs différends politiques, et il écrivait: «Quand on accuse un homme tel que Rakovski que je connais depuis plus d'un quart de siècle, auquel on n'avait reproché jusqu'alors que les excès de son fanatisme révolutionnaire, un homme que j'entends encore lorsqu'il était ambassadeur des soviets à Paris me dire: 'Nous autres bolcheviks, nous sommes une congrégation, nous obéissons *perinde ac cadaver* . . . [*sic*]', je ne croirai jamais, je n'arriverai jamais à croire, dût-il avouer dix fois ou cent fois, qu'il est un monstre, un assassin, un espion pour de l'argent, un traître aux convictions de toute sa vie. Je me demande par quelles mises à la question on a fait de lui, malade, déprimé, démoralisé, la pitoyable loque humaine que l'on a traînée à la barre du tribunal de Moscou<sup>56</sup>.»

Si Vandervelde sous-estimait quelque peu la volonté de résistance de Rakovski, faute d'avoir pu lire en détail ses dépositions, il voyait clairement ce qu'il allait advenir de cet homme racé, aux idées souvent nobles

et généreuses. A l'encontre de ses camarades – Krestinski, Rykov, Boukharine – et de la majorité des autres accusés, Christian Gueorguevitch ne sera pas condamné à mort ni exécuté. Dans son réquisitoire, Vychinski avait hurlé en conclusion, en demandant la mort des accusés d'une façon cynique et sinistre à la fois: «Notre peuple exige que ces chiens sanglants soient fusillés, puis, sous la direction du grand Staline, il reprendra sa marche joyeuse vers le communisme<sup>57</sup>.» Si la salle avait «salué ces derniers mots d'une longue salve d'applaudissements», les accusés étaient restés «immobiles et pétrifiés»<sup>58</sup>. . . . On se demande quelles furent alors les pensées de Rakovski: le 11 mars, comme le notait le correspondant du *Temps*, on pensait de façon générale qu'il n'échapperait pas plus à la peine capitale que Boukharine, Rykov, Krestinski, Rosengoltz, ou Yagoda<sup>59</sup>. Or le lendemain, à la surprise générale, Vychinski réclama la peine de mort pour tous les accusés, sauf pour Bessonov (un diplomate) et Rakovski. Lui qui avait considéré Christian Gueorguevitch pendant tout le procès comme «un des dirigeants et un des représentants les plus éminents de l'organisation trotskiste clandestine en U.R.S.S.<sup>60</sup>», déclara *ex abrupto* dans son ultime réquisitoire que Rakovski n'avait «guère servi que d'intermédiaire»<sup>61</sup>.

Cette volte-face qui détruisait toute l'argumentation développée pendant des jours entiers par Vychinski, à la suite de mois et de mois d'interrogatoires (mais Vychinski n'était pas à une volte-face près), fut le résultat d'une intervention supplémentaire en faveur de Rakovski, qui semble avoir été décisive. D'après le témoignage du professeur Luciani, c'est Anatole de Monzie qui était intervenu auprès du gouvernement français pour que l'on fit une démarche à Moscou auprès de Staline. Il est certain que le conseiller de l'ambassade de France – Jean Payart – se rendit au commissariat aux Affaires étrangères où il fut reçu par Litvinov . . . Staline préféra peut-être alors «épargner» Rakovski pour des raisons politiques, et le fit condamner à vingt ans de prison (au lieu des vingt-cinq ans qu'avait réclamés Vychinski)<sup>62</sup>.

Christian Gueorguevitch disparut alors dans l'ombre sinistre des camps, où il dut subir toutes les misères et toutes les avanies, puisqu'il fut obligé de cohabiter en permanence avec des détenus de droit commun qui méprisaient les «politiques» et ne cherchaient qu'à les brimer dès qu'ils avaient quelque responsabilité.

On pense que Rakovski survécut encore trois ans avant d'être fusillé sur ordre de Staline, lorsque les Allemands pénétrèrent en Russie blanche, le 21 juin 1941. On sait maintenant que, dans la crise qu'il traversa à l'annonce de l'invasion de l'U.R.S.S. par les troupes allemandes, le leader soviétique fit supprimer tous les anciens dirigeants qu'il n'avait

pas acculés au suicide ou qu'il n'avait pas fait condamner à mort lors des grands procès. Peut-être craignait-il que certains communistes ne cherchent à les libérer, afin de leur demander de reprendre en main les destinées du premier Etat socialiste, qui était à la veille de traverser une des périodes les plus difficiles de toute son histoire . . .

## Conclusion

Dans la biographie politique de Metternich qu'il écrivit en 1905, Rakovski nota une pensée qui explique toute son existence et qui donne la clef de sa conduite: «Dans l'âme de chaque homme se trouve une idée fondamentale, une ancre baissée dans l'abîme de son monde intérieur, avec laquelle ses pensées et ses actes sont liés par une forte chaîne de causalité<sup>1</sup>.»

Christian Gueorguevitch s'était probablement intéressé à Metternich du fait que celui-ci représentait un univers, des idées et des sentiments radicalement opposés aux siens: il semble en effet que notre révolutionnaire se soit exactement défini par leur contraire. A son avis, il manquait à l'homme d'Etat autrichien cette «force démoniaque» dont parle Goethe dans ses conversations avec Eckermann, cette force «qui pousse les grandes figures historiques à œuvrer sans relâche, qui allume de nouveaux désirs dans leur âme, et qui crée de nouveaux buts vers lesquels ils peuvent tendre»<sup>2</sup>.

Rakovski fut toujours poussé par une force intérieure, qui lui permit de lutter avec une énergie toujours renouvelée pendant les cinquante années de sa vie de «révolutionnaire professionnel». Il possédait aussi cette noble ambition qu'il ne trouvait pas chez Metternich, ce «désir de gloire» dont il était fier, car il était pour lui le signe d'une certaine «élévation de pensée» et d'une foi authentique dans le «pouvoir des principes». On se souviendra de cette réponse de Rakovski à Kagano- vitch, qui lui demandait en 1928 de renoncer à défendre ses idées et à réintégrer les rangs de la majorité stalinienne: «Je commence à me faire vieux; pourquoi gâcher ma biographie . . .<sup>3</sup>?»

Dès son plus jeune âge, Christian Gueorguevitch s'était senti propulsé vers l'avenir, vers tout ce qui est mouvement de la société, au nom de la doctrine de Marx dont il était «pénétré jusqu'à la moelle des os»<sup>4</sup>. Toute sa vie durant, il accomplit «honnêtement, fidèlement, avec dé-

vouement», son «devoir de soldat de la cause de l'émancipation du travail», comme il eut la force de le dire lors de son procès, en 1938<sup>5</sup>. Il s'était en effet donné pour tâche d'aider à mettre en œuvre le principe fondamental de la lutte des classes, au profit de la vaste majorité des hommes – les déshérités. A l'inverse de Metternich, qui était resté toute sa vie un conservateur, non pas en raison d'une démarche logique de sa pensée mais à cause de «son absence absolue d'enthousiasme» et de «l'immobilisme de ses idées»<sup>6</sup>, Christian Gueorguevitch était devenu socialiste parce qu'il avait «foi en l'homme», parce qu'il était animé par un élan de vie et par un optimisme généreux. Il ne voulait pas «préserver» ce qui existait, il voulait créer: créer de nouveaux rapports d'égalité entre les hommes, créer un monde aux dimensions et à l'esprit entièrement nouveaux. Pour cela, il avait tout sacrifié dès son enfance: il avait rejeté sa fortune personnelle, sa position sociale, la tranquillité d'une vie professionnelle de médecin, et il ne renia jamais ses idées, si ce n'est lorsqu'il fut broyé – physiquement et moralement – par la «Sainte Inquisition». A l'âge de quinze ans, on lui avait déjà interdit l'entrée de toutes les écoles de Bulgarie pour avoir dirigé une manifestation contre les autorités; quarante ans plus tard, il choisira de quitter ses fonctions officielles et de partir pour l'exil, plutôt que de renier ses convictions politiques.

Pourtant, Rakovski n'était pas homme à s'obstiner dans ses idées, s'il était logiquement convaincu de leur inexactitude: c'est ainsi qu'il avait rejoint Lénine et le parti bolchevique en décembre 1917 après les avoir combattus pendant des années, car la révolution russe avait été pour lui la plus brillante des démonstrations, la preuve irréfutable de la justesse d'une théorie nouvelle. A ses yeux, il n'y avait «que l'homme absurde pour ne pas changer»<sup>7</sup>.

Par sa capacité de compréhension, par la force et la constance de ses convictions, Rakovski restera – à l'échelle européenne – un des dirigeants importants du mouvement socialiste international, que ce soit en Bulgarie, en Roumanie, ou en Union soviétique, comme membre de la II<sup>e</sup> Internationale ou comme fondateur de l'Internationale communiste avec Lénine et Trotski. Sur le plan de la théorie, ce propagandiste infatigable ne peut être oublié, en raison de ses études approfondies sur la question nationale (dans les Balkans comme au sein du premier Etat socialiste), sur la paysannerie pauvre, l'Armée rouge et la dégénérescence de la bureaucratie stalinienne. Intellectuel doublé d'un homme d'action, Christian Gueorguevitch restera aussi comme un des représentants les plus «sympathiques»<sup>8</sup> du socialisme européen de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et de la première moitié de ce siècle. Doué d'une «profonde noblesse

d'âme» (Trotski), alliant le sens de l'humour au sérieux des convictions morales et politiques, Rakovski fut toujours guidé par une philosophie de la vie «imprégnée des idées de tolérance et de progrès venues du siècle des Lumières»<sup>9</sup>. Il restera en définitive comme un dirigeant et comme un théoricien important du mouvement socialiste, car il ne fut jamais un simple exécutant: il eut toujours assez d'indépendance d'esprit, d'intelligence personnelle et d'autorité pour ne pas seulement vivre dans l'ombre de certaines grandes figures avec lesquelles il fut amené à collaborer, ou auxquelles il s'opposa – que ce soit Jaurès, Jules Guesde, Trotski, Lénine ou surtout Staline.

Le «sort profondément tragique»<sup>10</sup> de Rakovski vient sans doute du fait que sa formation subtile et nuancée, qui avait pour horizon le continent européen, ne l'avait pas préparé à évoluer dans un système où les valeurs allaient devenir de plus en plus brutales et primitives, au fur et à mesure que s'imposa et que grandit le personnage si complexe que fut Staline.

## Bibliographie

### A. Archives et documents originaux

#### I. *Archives non publiées*

##### a) *Archives personnelles*

1. Archives *Trotsky* (Houghton Library, Harvard University, Etats-Unis): il s'agit de très nombreux documents rassemblés par Trotsky lui-même sur Rakovski (coupures de presse, notes personnelles échelonnées entre 1903 et 1938, extraits de différents livres et documents concernant Christian Gueorguevitch). Voir plus particulièrement les dossiers bM.S. Russ. 13 (de T 3488 à T 3492, qui comprennent 17 lettres de Rakovski à Trotsky).
2. Papiers Louis *Fischer* (envoyés à l'auteur en 1968): notes prises par Louis Fischer lors des entretiens qu'il eut avec Rakovski à Saratov pendant une semaine, en avril 1929 (trois carnets); lettres de A. de Monzie à Rakovski; papiers personnels de Rakovski.
3. Archives *Krassine* (Institut International d'Histoire Sociale, Amsterdam): lettres de L. B. Krassine à sa femme (1922-1926): quinze de ces lettres n'ont jamais été publiées.
4. Archives de A. de *Monzie* (Centre de Recherche sur l'U.R.S.S., Institut d'Etudes Politiques de Paris): ces documents ont été longuement consultés, mais il n'est pas encore possible de citer ce qui n'a pas été déjà publié.
5. Archives David *Lloyd George* (Beaverbrook Library, Londres) [A.L.L.G.]: de très nombreux documents concernant la Russie soviétique se trouvent dans ces archives (conférence de Gênes; conférence de La Haye; traité anglo-soviétique de mars 1921; télégrammes interceptés . . .).
6. Archives de Lord *Curzon* of Kedleston: Public Record Office (P.R.O.), Foreign Office (F.O.), Londres et Ashridge (800/156).
7. Archives *MacDonald*: F.O. 800/218-219: importante correspondance échangée entre MacDonald et Rakovski; documents sur la question de la reconnaissance de l'U.R.S.S. par le premier gouvernement travailliste; sur la «lettre de Zinoviev» . . .
8. Archives A. *Ponsonby*: F.O. 800/227: surtout à propos de la conférence anglo-soviétique de 1924; correspondance Ponsonby-Rakovski.
9. Archives de Sir Charles *Mendl*: F.O. 800/220 et 800/330: de nombreuses lettres échangées entre Mendl et différents correspondants concernent l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, et la France dans la deuxième moitié des années 1920.

10. Archives de G. *Locker-Lampson*: F.O. 800/227.
11. Archives de Sir *Austen Chamberlain*: F.O. 800/256-261 [A.P.A.C.]: une partie importante de ces archives concernent les relations anglo-soviétiques entre 1925 et 1927; les conversations Chamberlain-Rakovski; la conférence de Locarno; la rupture des relations entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique.

b) *Archives d'Etat*

1. Archives du ministère de l'Intérieur (France): le dossier concernant Rakovski-Insarov est classé dans la série «Panthéon»: il est volumineux, comprenant toutes les coupures de presse, tous les documents concernant Rakovski étudiant, militant socialiste, dirigeant soviétique, diplomate accrédité en Grande-Bretagne puis en France, sur une période s'étendant de 1891 à 1929. Il se compose des archives de la Préfecture de Police de Paris, Montpellier, Nancy (Service du contrôle des étrangers), et des archives des «Renseignements généraux» sur les activités de Rakovski, ambassadeur de l'U.R.S.S. en France.
2. Archives du *Foreign Office* (Grande-Bretagne) [F.O.]: il s'agit des archives du «Northern Department» concernant l'Etat soviétique de 1921 à 1927, et l'activité personnelle de Rakovski diplomate (conférence de Gênes; son ambassade à Londres; les relations anglo-soviétiques et franco-soviétiques)
  - 1921: F.O. 371/6843-6934
  - 1922: F.O. 371/8146-8219
  - 1923: F.O. 371/9331-9373
  - 1924: F.O. 371/10464-10502 et 10503-10518
  - 1925: F.O. 371/11006-11025
  - 1926: F.O. 371/11775-11803
  - 1927: F.O. 371/12581-12608.
3. *Cabinet Papers* (CAB): Foreign Office: notes sténographiques du Conseil des Ministres de Grande-Bretagne: CAB 9 (21) 1.46.
4. *Archives soviétiques: Archives centrales du Parti* (Institut du marxisme-léninisme près le Comité Central du Parti Communiste d'Union soviétique):
  - TS.P.A. I.M.L. F. 17, op. khr. I
  - F. 461, op. khr. II
  - F. 461, op. khr. II
 (une partie de ces documents ont été cités dans le livre de R. F. Karpova, *L. B. Krassine, sovetskii diplomat*, Moscou, 1962).  
*Archives concernant la politique étrangère de l'Union soviétique*: F. 0165-a (citées dans le recueil *Rapall'ski i dogoveri problema mirnogo sosouchtchestvovaniya*, Moscou, 1962).

II. *Documents d'archives publiés*

1. *British Blue Book. Lausanne conference on Near East affairs, 1922-1923*, Londres, 1923.
2. *British White Book. Correspondence between H.M.G. and the Soviet government respecting the relations between the two governments*, Londres, 1923.
3. *Documents diplomatiques. Conférence économique internationale de Gênes*, Paris, Imprimerie nationale, 1922.
4. *Dokoumenty vnechni politiki S.S.S.R.*, vol. I-X (1917-1927), Moscou, 1957-1965 [D.V.P.]: ces documents qui concernent la politique extérieure de l'Union soviétique sont choisis parmi les plus significatifs, ils sont annotés. De très nombreux rapports, télégrammes et lettres de Rakovski y figurent, avec seulement pour identification sa qualité (dans les premiers volumes). Les textes de

lui qui sont publiés dans les derniers volumes portent sa signature.

5. Degras J., *Calendar of Soviet Documents on Foreign Policy (1917-1941)*, Royal Institute of International Affairs, Londres, Oxford University Press, 1948.
6. Degras J., *Soviet document on foreign policy*, t. I: 1917-1924, Oxford University Press, 1951; t. II: 1925-1932, Oxford University Press, 1952.
7. Degras J., *The Communist International (1919-1943)*, t. I: 1919-1922; t. II: 1923-1928, Oxford University Press, 1960.
8. *Documents on British foreign policy, 1919-1939*, série A, vol. I (octobre 1925-juin 1926): «The aftermath of Locarno», Londres, 1966.

Voir aussi, sur la politique étrangère de l'U.R.S.S.:

a) *En russe*

1. *Deklaratsii, zavavlennii i kommounike sovetского pravitel'stva (1917-1957)*, Moscou, 1957.
2. Tanne: *Desyat' let sovetsoi diplomatii. Akty i dokoumenty*, Moscou, 1927.
3. *Mejdounarodnaya politika noveichego vremeni v dogovorakh, notakh, i deklaratsiyakh*, t. III, vyp. 2, Litizdat N.K.I.D., Moscou, 1927.
4. *Sbornik deistvououchtchikh dogovorov i soglachenii zaklioutchennykh R.S.F.S.R. s inostrannymi gosouidarstvami*, Petrograd (puis Leningrad), Moscou, 1917-1926. Séries 1-2 (jusqu'en janvier 1925), Moscou, 1928; série 3 (1925-1926), Moscou, 1932.

b) *En anglais* (à côté des livres publiés par J. Degras)

1. Joukoff E. X. et Fisher H. H., *Soviet Russia and the West (1920-1927)*, A documentary survey, Stanford, 1957.
2. Joukoff E. X. et North R. C., *Soviet Russia and the East (1920-1927)*, A documentary survey, Stanford, 1957.
3. Laserson M. M., *The development of Soviet foreign policy in Europe (1917-1942). A selection of documents*, International Conciliation, Nr. 386, janvier 1943, p. 3-95.
4. *A selection of papers dealing with the relations between His Majesty's government and the Soviet government (1917-1927)*, Londres, 1927 (p. 72).
5. Slusser R. M., *Calendar of Soviet Treaties (1917-1928)*, Washington, Georgetown University Press, 1959.

## B. Ouvrages consultés

Akhtamzyan A. A., «Genouezskaya konferentsiya i Rapall'skii dogovor», *Voprosy istorii*, n° 5, mai 1972, p. 58 sq.

«Anglo-sovetiskii razryv i problema imperialisticheskogo fronta», *Bolchevik*, n° 11-12, 15 juin 1927, p. 59-68.

*Anglo-soviet forgeries*, Workers' publications, Londres, 1927.

Asquith (the Earl of Oxford and), *Memories and reflexions, 1852-1927*, Boston, Mc Clelland and Stewart, 1928.

Bakhov A. S., *Na zare sovetsoi diplomatii*, Moscou, 1966.

Balabanoff A., *My life as a rebel*, Londres, Hamish Hamilton, 1938.

Baudy N., «Boukharine aux Izvestiya», *Preuves*, n° 139, 1962, p. 66-69.

Baumont M., *La faillite de la paix*, vol. I: *De Rethondes à Stresa, 1918-1935*, Paris, P.U.F., 1967.

Bedford A. C., «The world oil situation», *Foreign Affairs*, n° 3, 15 mars 1923.

Berland P. (pseud. de G. Luciani), «Le procès des trotskistes», *Le Temps*, 28 janvier 1937.

—, «Protestation de Trotski», *Le Temps*, 6 mars 1938.

—, «Les accusés du procès des vingt et un», *Le Temps*, 2, 4, 7, 13 mars 1938.

- Bodry Y. A., «Herriot et la Russie», *La Vie des peuples*, VIII/31, 10 novembre 1922, p. 842-848.
- Les bolcheviks contre Staline, 1923-1928. La lutte des compagnons de Lénine contre le stalinisme naissant en U.R.S.S.*, Paris, Publication de la «Quatrième Internationale», 1957.
- «Le bolchevisme et l'Islam», *Revue du monde musulman*, vol. 52, 1922.
- «Le bolchevisme en Perse», *Revue du monde musulman*, vol. 51, 1922.
- Borissov Iou. V., «Natchalo diplomaticheskikh otnochenii mejdou Frantsiei i sovetskim soiouzom», *Frantsouzskii Ejegodnik*, 1963, p. 289-331.
- , *Sovetsko-frantsouzskie otnocheniya (1924-1945 g.g.)*, Moscou, 1954.
- Bott A., «Anglo-Russian negotiations», *The world to-day*, juillet 1924.
- Boutkovski V., *Inostrannye kontsessii v narodnom khozyaistve S.S.S.R.*, Moscou-Leningrad, 1928.
- Brailsford N. H., «Towards a Russian settlement», *New Leader*, 6 juin 1924, p. 8.
- , «The Russian settlement», «Victory snatched from defeat», *New Leader*, 8 août 1924, p. 7.
- Broué, P., *Le parti bolchévique*, Paris, Ed. de Minuit, 1963.
- , *Les procès de Moscou*, Paris, Julliard, coll. «Archives», 1964.
- Bruhat J., *Histoire de l'U.R.S.S.*, Paris, P.U.F., 1958.
- Brzezinski Z., *La purge permanente*, Paris, Iles d'Or, 1958.
- Cambon P., *Correspondence*, vol. III (1870-1924), Paris, Grasset, 1940-1946.
- Carr E. H., *The twenty years' crisis, 1919-1939. An introduction to the study of international relations*, Londres, Macmillan (1939), éd. 1962.
- , *The Soviet impact on the Western world*, Londres, Macmillan, 1946.
- , *A history of Soviet Russia. Socialism in one country, 1924-1926*, vol. I, 1958 et vol. II, 1959 (réed. 1964).
- , *International relations between the two world wars, 1919-1939*, Londres, Macmillan, 1965.
- Chaboseau A., «Un document médico-diplomatique. La thèse du camarade Rakovski», *Mercure de France*, CLXXXV, 1<sup>er</sup> janvier 1926, p. 257 et sq.
- Chastenet J., *Histoire de la Troisième République*, vol. V: *Les années d'illusions (1918-1931)*, Paris, Hachette, 1960.
- Chester, L., Fay S. et Young H., *The Zinoviev letter. A political intrigue*, Londres, Heinemann, 1967.
- Chouvalov I. V., *Sovetsko-frantsouzskie otnocheniya (1917-1924 g.g.)*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle soviétique, Moscou, 1952.
- Chtourmer Kh., «Tourtsiya posle Lozanny», *Mejdounarodnaya Jizn'*, n° 2-3, 1924, p. 25-46.
- Clark C., *Bessarabia. Russia and Rumania on the Black Sea*, New York, Dodd, Mead and Co., 1927.
- Coates W. P., *Export credit schemes and Anglo-Russian trade*, éd. «Hands Off Russia Committee», Londres, novembre 1923.
- , *Present position of Anglo-Soviet relations*, Londres, «Hands of Russia Committee», Londres, novembre 1923.
- , *Russia's counter-claims*, Londres, 1924.
- and Coates Z., *A history of Anglo-Soviet relations*, Londres, Laurence and Wishart, 1944.
- Cole G. D. H., *The second international, 1889-1914*, vol. III de *A history of socialist thought*, Londres, Macmillan, 1956.
- «Collapse of frost-bitten diplomacy», *Daily Chronicle*, 16 février 1924.
- The communist party on trial. R. Campbell's defence*, Londres, Ed. du parti communiste de Grande-Bretagne, 1925.
- «Conditions d'une politique française du pétrole en Russie», *Europe nouvelle*, 27 mars 1924, p. 679.

- Conquest R., *The great terror. Stalin's purge of the thirties*, Londres, Macmillan, 1968 (éd. française: *La grande terreur. Les purges staliniennes des années trente*, Paris, Stock, 1970).
- Conte F., *Christian Rakovski (1873-1941). Essai de biographie politique*, thèse de doctorat d'Etat, Bordeaux, 1973, 898 p. (reproduite en 2 vol. par l'Université de Lille, 1975).
- , «Christian Rakovskij commissaire aux Affaires étrangères de l'Ukraine, janvier 1919-août 1923», *Cahiers du monde russe et soviétique*, XII/4, octobre-décembre 1971, p. 439-467.
- , «Christian Rakovski et l'usage de la force armée dans un mouvement révolutionnaire: le cas de l'Ukraine, (janvier-août 1919)», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XX, octobre-décembre 1973, p. 523-552.
- , «Autour de la polémique Rakovskij-Staline sur la question nationale, 1921-1923», *Cahiers du monde russe et soviétique*, XVI/1, janvier-mars 1975, p. 111-117.
- D'Abernon (Lord), *An ambassador of peace. Pages of the diary of Viscount d'Abernon*, Londres, Hodder and Stroughton, 1929.
- Daniels R. V., *The conscience of the revolution. Communist opposition in Soviet Russia*, Harvard University Press, 1960.
- Dennis A. L. P., *The foreign policies of Soviet Russia*, New York, J. M. Dent and sons, 1924.
- Desyatyi s'ezd Rossiiskoi Kommounistitcheskoi Partii, 1921, *Stenografitcheskii otchët*, Moscou, 1921.
- Deutscher I., *Soviet trade unions. Their place in soviet labour policy*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1950.
- , *Trotsky*, vol. I: *The prophet armed, 1879-1921*, New York, Vintage Books, 1965.
- , *Trotsky*, vol. II: *The prophet unarmed, 1921-1929*, *ibid.*
- Dewar G. A., «Britain's recognition of the Soviets», *Foreign Affairs*, III/2, 15 décembre 1924, p. 313-320.
- «Doklad Ya. E. Roudzoutouka o Genouezskoi konferentsii», 12 mai 1922, *Istori-tcheskii arkhiv*, n° 2, mars-avril 1922, p. 80-95.
- Dolgov A. et Kaufman M., «Le commerce extérieur de l'U.R.S.S. et la France», *Europe nouvelle*, 19 juin 1926, p. 856-860.
- Eastman M., *Love and revolution. My journey through an epoch*, New York, Random House, 1964.
- Fainsod M., *Smolensk under Soviet rule*, Harvard University Press, 1953.
- Fedorov R., «Proval Makdonalda», *Bolchevik*, n° 14, 1924, p. 58-68.
- Fischer L., *Oil imperialism. The international struggle for petroleum*, New York, Allen and Unwin, 1926.
- , *The Soviets in world affairs*, Londres, J. Cape, 1930, 2 vol.
- , *Men and politics*, New York et Londres, J. Cape, 1941.
- «La France et l'U.R.S.S.», *Izvestiya*, 17 janvier 1926.
- «Franco-Soviet relations», *Russian Information and Review*, 8 mars 1924.
- «Franco-Soviet rupture. Interview with M. Skobelev», *Russian Information and Review*, 23 février 1924.
- «Franco-Soviet trade relations», *Russian Information and Review*, 8 novembre 1924.
- Freund G., *Unholy alliance. Russian-German relations from the treaty of Brest-Litovsk to the treaty of Berlin*, Londres, Chatto and Windus, 1957.
- Froumkin M. I., «L. B. Krassine i monopoliya vnechnei torgovli», *Planovoe khoziaistvo*, n° 12, décembre 1926, p. 14-24.
- Gatzke H., «Russo-German collaboration during the Weimar Republic», *American historical review*, avril 1958, p. 565-597.
- Gauvain A., «La reconnaissance des Soviets», *Journal des débats*, 31 octobre 1924.
- Gilbert M., *The roots of appeasement*, New York, The new American library, 1966.

- Glenny M., «L. Krasin. The years before 1917. An outline», *Soviet studies*, vol. XXII, octobre 1970, p. 192-221.
- Gorokhov I., Zamyatine L. et Zemskov I., *G. V. Tchitchérine - diplomat leninskoi chkoloy*, Moscou, 1966.
- Grant N., «The Zinoviev letter case», *Soviet studies*, vol. XIX, octobre 1967, p. 264-277.
- Graubard S. R., *British Labour and the Russian revolution (1917-1924)*, Harvard and Oxford University Press, 1956.
- Hallgarten G. W., «General von Seeckt and Russia, 1920-1922», *Journal of modern history*, mars 1949, p. 28-34.
- Harris Ch., *La presse française et la politique européenne de l'U.R.S.S.*, Paris, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, 1966.
- Haupt G. et Marie J.-J., *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, Maspero, 1969.
- Henderson A., *Labour and foreign affairs*, Londres, Publication du Labour Party, Londres, 1922.
- Herriot E., «The program of liberal France», *Foreign Affairs*, 15 juin 1924, p. 558-570.
- , *L'effort russe*, Paris, Barcelone, Bloud et Gay, 1916.
- , *La Russie nouvelle*, Paris, 1922.
- Horowitz S., *The Soviet Union and the French left bloc*, Certificate of the Russian Institute, Columbia University, 1953.
- Ilimski D., «Anglo-sovetskii razryv», *Mirovoe khozyaistvo i mirovaya politika*, n<sup>o</sup> 9, 1927, p. 3-16.
- Ioffe A. A., *Ot Genoui do Gaagi*, Pétrograd-Moscou, 1923.
- , «Anglo-Soviet treaties and the loan», *Labour magazine*, octobre 1924, p. 246-249.
- , «Les accords anglo-soviétiques», *Bolchevik*, n<sup>o</sup> 14, 1924, p. 68-77.
- , «La conférence de Londres», *Mejdounarodnaya Jizn'*, n<sup>o</sup> 11, 1929, p. 63-76.
- Istoriya diplomatii*, Moscou, 1965, tome 3.
- Istoriya vnechnoi politiki S.S.S.R.*, 1917-1945, Moscou, 1966, vol. I.
- Jacobs W. D., *Frunze. The Soviet Clausewitz, 1885-1925*, La Haye, Mouton, 1969.
- Journal officiel de la République française. Débats parlementaires*, série II, 27 janvier 1925, p. 380-385.
- Jouvenel B. de, *D'une guerre à l'autre*, vol. I: *De Versailles à Locarno*, Paris, Calmann-Lévy, 1940.
- Kantorovitch A., «Amerika i Genouya», *Vestnik N.K.I.D.*, n<sup>o</sup> 4-5, avril-mai 1922, p. 33-47.
- Karpova R. F., *L.B. Krassine - sovetskii diplomat*, Moscou, 1962.
- , «Zaklioutchitel'nyi etap anglo-sovetskikh peregovorov», *Vestnik Leningradskogo Universiteta*, 14, 1962, p. 34-46 («Seriya istorii, yazyka i literatoury»).
- Kennan G. F., *Russia and the West under Lenin and Stalin*, New York, The new American library, 1960.
- Kessler H., *Walter Rathenau, his life and work*, Londres, G. Howe, 1929.
- Kisilev A., «Kontsessii na evropeiskom severe S.S.S.R.», *Voprosy Istorii*, n<sup>o</sup> 7, 1972, p. 26-36.
- Kitaigorodski P., «Na volnakh nefti», *Kommounisticheskaya revolioutsiya*, n<sup>o</sup> 1 (40), janvier 1923, p. 71-75.
- Klioutchnikov et Sabanine, *Mejdounarodnaya politika*, Moscou, 1928.
- Kolar W., *La Russie et ses colonies*, Paris, Fasquelle, 1955, 2 vol.
- Kommounisticheskii Internatsional v dokoumentakh*, Moscou, 1933.
- Koutouзов I. I., *V strane «ego Velitchestva». Pis'ma i zametki ob Anglii rousskogo rabotchego diplomata*, Moscou, 1924.
- Krassine L. B., «The future of Soviet trade relations», *Russian Information and Review*, 29 mars 1924, p. 199-216.

- , «Lenin and foreign trade», *Russian Information and Review*, 9 février 1924, p. 88-89.
- , *Monopolyia vnechnei torgovli i N.E.P.*, Khar'kov, 1926.
- Kriegel A., *Les grands procès dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, 1972.
- Labour Party report of the annual conference*, Londres, 1922.
- Lagarde E., *La reconnaissance du gouvernement des Soviets*, Paris, Payot, 1924.
- Lénine, *Polnoe sobranie sotchinienii*, 5<sup>e</sup> éd., Moscou, 1965.
- Leninskii sbornik*, Moscou, 1932, t. XX.
- Lioubimov N. N., *Les réclamations de la Russie aux Etats responsables de l'intervention et du blocus*, vol. IV, éd. de la délégation de Russie à la conférence économique internationale de Gênes, 1922.
- Litvinov M. M., «Oktyabr'skie dni v Londone» (Iz vospominanii tov. Litvinova), *Izvestiya*, 6 novembre 1918, p. 7.
- Litvinova A., «Vstretchi i razlouki» (Iz vospominanii o M.M. Litvinove), *Novyi Mir*, n° 7, 1966, p. 235-250.
- Lo Gatto E., *Histoire de la littérature russe*, Paris, Desclée de Brouwer, 1965.
- Lopatine V. F., *Proval antisovetskikh planov S.C.H.A. Genouya i Gaaga 1922*, Moscou, 1963.
- Loucheur L., *Carnets secrets (1908-1932)*, Bruxelles, Brepols, 1962.
- Lozovski A., *Lozanna, Rour i ougroza voyny*, Moscou, 1923.
- , «Lozanna, Rour i nacha taktika», *Molodaya Gvardiya*, n° 2 (9), 1923.
- , «Lozanna i Rour», *Pravda*, 16 février 1924.
- Lyachenko K. G. et Peretchoudova Z. I., «Leonid B. Krassine», *Voprosy Istorii K.P.S.S.*, n° 7, 1965, p. 97-101.
- MacDonald R., *Parliament and revolution*, New York, Scott and Seltzer, 1920.
- , *The foreign policy of the Labour Party*, Londres, Palmer, 1923.
- MacFarlane L. J., «Hands Off Russia. British Labour and the Russo-Polish war, 1920», *Past and Present*, n° 38, p. 126 et sq.
- Maiski I. M., «Iz londonskikh vospominanii, 1925-1927», *Novyi Mir*, n° 5, 1969, p. 160 et sq.
- , «Anglo-sovetskoe torgovoe soglachenie 1921 goda», *Voprosy Istorii*, n° 5, 1957, p. 60-77.
- , *Vospominaniya sovet'skogo posla v Anglii*, Moscou, 1960.
- Maurice (Sir F.), *Haldane, 1915-1928. The life of Viscount Haldane of Cloan, K.T., O.M.*, Londres, Faber and Faber, 1939.
- Medvedev R., *Le stalinisme*, Paris, Seuil, 1972.
- Merleau-Ponty M., *Humanisme et terreur. Essai sur le problème communiste*, Paris, Gallimard, 1947.
- Mikhailova-Chtern S., «Malaya Antanta i Genouya», *Vestnik N.K.I.D.*, n° 4-5, 1922, p. 55-59.
- Milioukov P., «Neitralizatsiya Dardanelli i Bosfora», *Voprosy mirovoi voyny*, Petrograd, 1915.
- , *La politique extérieure des Soviets*, Paris, M. Giard, 1934.
- Mogilevski B. L., *Nikititch, 1870-1926*, Moscou, 1963.
- Monzie A. de, «Et la Russie?», *La lanterne*, 22 avril 1918.
- , «La reconnaissance de facto du gouvernement des Soviets», *Revue hebdomadaire*, n° 23, décembre 1922, p. 480-492.
- , «Après les funérailles de Lénine», *Revue hebdomadaire*, février 1924, p. 473-480.
- , *Du Kremlin au Luxembourg*, Paris, A. Delpeuch, 1924.
- , «Christian Rakowsky ou comment on se retrouve», in *Destins hors série*, Paris, Les Editions de France, 1927.
- , *Petit manuel de la Russie nouvelle*, Paris, Firmin-Didot, 1931.

- Morel E. D., «Anglo-Soviet treaties», *Foreign Affairs*, août-septembre 1924.
- Morizet A., *Chez Lénine et Trotski, Moscou, 1921*, Paris, 1922.
- Mowat Ch. L., *Britain between the wars, 1918-1940*, Londres, Methuen and Co, 1955.
- «The mystery of Anglo-Soviet trade», *Russian Information and Review*, 3 I 1925.
- Naville P., *Trotsky vivant*, Paris, Julliard, 1962.
- Nikolaevski B., *Les dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir*, Paris, Denoël, 1965.
- Norman A., «Russian recognition», *New Leader*, 8 février 1924, p. 8.
- Parliamentary Debates. House of Commons*, Hansard, 1922, 1924.
- Paul-Boncour J., *Entre deux guerres. Souvenirs sur la Troisième République*, Paris, Plon, 1945.
- Pavlovitch M., «Angliya i priznanie S.S.S.R.», *Krasnaya Nov'*, n° 19, mars 1924, p. 185-200.
- , *Sovetskaya Rossiya i Frantsiya*, Moscou, 1924.
- Pelouso Ed., «Rakovski-diplomat», *Izvestiya*, 20 août 1924.
- «Penetration of Russia. German trust formed», *Times*, 10 janvier 1922.
- Perline L., «Les concessions en U.R.S.S.», *Europe nouvelle*, 19 juin 1926.
- «Plate-forme de l'Opposition de gauche» (1927), in *Les bolcheviks contre Staline (1923-1928)*, éd. de la Quatrième Internationale, Paris, 1957.
- Polititch I., «Kalendar'. Rousskaya delegatsiya v Genoue», *Mejdounarodnaya Jizn'*, août 1922.
- Ponsonby A., «The Anglo-Soviet treaties of 1924. Recital of events which led to their final conclusion», *Journal of the Royal Institute of International Affairs*, mai 1926, p. 151-154.
- Popov N., «Tourtsiya i Lozanskaya konferentsiya», *Kommounistitcheskaya revolioutsiya*, n° 15 (39), 15 décembre 1922, p. 55-67.
- Poretzki E., *Les nôtres. Vie et mort d'un agent soviétique*, Paris, Denoël, 1969.
- Potresov A. N., *Posmertnyi sbornik proizvedenii* (éd. par B. Nikolaevski), Paris, 1937.
- «Pravovye posledstviya anglo-sovetskogo razryva», *Mejdounarodnaya Jizn'*, n° 9, 1927, p. 31-41.
- Proletarskaya solidarnost' troudyachtchikhsya v bor'be za mir, 1917-1923*, Moscou, 1958.
- Proud'homme A., «La reconnaissance en France du gouvernement des Soviets et ses conséquences juridiques», *Journal du droit international*, décembre 1924.
- Pyatnadtsati s'ezd V.K.P. (b). Stenografitcheskii otchët*, Moscou, éd. 1961-1962.
- Quainton A. C. E., *French policy and the Russian revolution (1917-1924)*, Oxford B. Litt., 1959.
- Radek K., «Trotsky», *Communist Review*, IV/3, juillet 1923.
- , «Lord Curzon and the Soviet Union», *Labour Monthly*, VII/5, mai 1925, p. 27 et sq.
- Radkey O. H., *The agrarian foes of bolshevism*, Columbia University Press, 1958.
- , *Sickle under the hammer*, Columbia University Press, 1963.
- Rafail-Farbman M., *Blijnevostotchnyi vopros*, Khar'kov, 1923.
- , *Proidënniy etap. Rabotchee pravitel'stvo Anglii i anglo-sovetskii dogovor*, Moscou, 1924.
- Rapall'skii dogovor i problema mirnogo sosouchtchestvovaniya. Materialy naoutchnoi sessii posvyachtchennoi 40-letiou Rapall'skogo dogovora*, Moscou, 1962.
- Raskol'nikov F., «Rossiya i Afganistan», *Novyi vostok*, n° 4, 1923.
- Renaudel P., «Recognition of the Soviet Republic. The point of view of socialism», *Labour magazine*, III/9, janvier 1925, p. 400-402.
- Renouvin P., *Histoire des relations internationales*, vol. VII: *Les crises du XX<sup>e</sup> siècle, 1914-1929*, Paris, Hachette, 1957.

- , *Le traité de Versailles*, Paris, Flammarion, 1969.
- Renzo, «Impressions de Gênes», *La vie des peuples*, 10 mai 1922.
- Report of court proceedings in the case of anti-soviet bloc of rights and trotskyites*, Moscou, 1938.
- Reshetar J. Jr., *A concise history of the communist party of the Soviet Union*, New York, Praeger, 1960.
- Rheinbaben W. F., «Deutsche Ostpolitik in Locarno», *Aussenpolitik* (Stuttgart), IV/1, janvier 1953, p. 36 et sq.
- Ritter G. A., *The British Labour movement and its policy towards Russia from the first Russian revolution until the treaty of Locarno*, Oxford, B. Litt, 1958.
- Roberts G., *The most powerful man in the world. Life of Sir Henri Deterding*, New York, Covici-Friede, 1938.
- Rosenthal G., *Mémoire pour la réhabilitation de Zinoviev*, Paris, Julliard, 1962.
- «Russia and Lausanne», *Russian Information and Review*, 24 février 1923, p. 330.
- Russia's debts. The case of British bondholders of Russian debts*, Londres, 1924.
- «La Russie et la France», *Izvestiya*, 24 septembre 1922.
- Rykov A. I., «Angliya i S.S.S.R.», *Doklad na plenoume Moskovskogo soveta*, Moscou, 1927.
- Saint-Aulaire (comte A. de), *Confession d'un vieux diplomate*, Paris, Flammarion, 1953.
- Saxon-Mills J., *The Genoa conference*, New York, 1923.
- Schapiro L., *The communist party of the Soviet Union*, Londres, Methuen en Co, 1960 (éd. française: *De Lénine à Staline. Histoire du parti communiste et l'Union soviétique*, Paris, Gallimard, 1967).
- , «Lenin after fifty years», in *Lenin, the man, the theorist, the leader, a re-appraisal* (éd. par L. Schapiro et P. Reddaway), Londres, 1967.
- Schram S., «Christian Rakovskij et le premier rapprochement franco-soviétique», *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. I, janvier-mars 1960, p. 205-237, et juillet-décembre 1960, p. 581-619.
- Selection of papers dealing with the relations between His Majesty's government and the Soviet government, 1917-1927*, Londres, 1927.
- Serge V., *Le tournant obscur*, Paris, Iles d'Or, 1951.
- , *Vie et mort de Trotsky*, Paris, Amiot Dumont, 1951.
- Skobelev M., «Sovetsko-germanskije torgovyje otnoçheniya i Lokarno», *Planovoe khozyaistvo*, n° 2, 1926, p. 236-242.
- Sorel A., *L'Europe et la révolution française*, vol. III : *La guerre aux rois, 1792-1793*, Paris, Plon, 1891.
- Soukhotine A., «Anglo-frantsouzskie otnoçheniya nakanoune Genouï», *Vestnik N.K.I.D.*, n° 4-5, avril-mai 1922, p. 47-54.
- Souvarine B., *Stalin. A critical survey of bolshevism*, New York, s.d. (éd. française: *Staline. Aperçu historique du bolchévisme*, Paris, Plon, 1935).
- «Soviet propaganda and credit rumours», *Times*, 12 avril 1926.
- Staline J., *Question du léninisme*, Paris, 1947.
- Steklov Iou., «La Russie est de retour», *Izvestiya*, 7 décembre 1922.
- Stepanov I., *Ob inostrannykh kontsessiyakh*, Moscou, 1920.
- Suarez G., *Briand, 1918-1923*, vol. V, Paris, Plon, 1941.
- Sutton A. C., *Western technology and Soviet economic development*, vol. I: 1917-1930; vol. 2: 1930-1945, Stanford, Hoover Institution Press, 1968 et 1971.
- Tanine M., *Desyat' let sovetskoï diplomatii*, Moscou, 1927.
- Tchitchérine G. V., «Moloděj doljna utchit'sya u Lenina», *Molodaya Gvardiya*, n° 2-3, février-mars 1924 («Leninou»), p. 17-20.
- , *Stat'i i retchi po voprosam mejdounarodnoi politiki*, Moscou, 1961.
- Trotsky L. D., *Between Red and White. A study of some fundamental questions of revolution, with particular reference to Georgia*, Londres, éd. du parti communiste de Grande-Bretagne, 1922.

- , *Voïna i revolioutsïya*, Moscou, 1922.
- , *La révolution trahie (1936)*, Paris, Ed. «10/18», 1969.
- , *Terrorisme et communisme (1920)*, Paris, Ed. «10/18», 1963.
- , *Stalin. An appraisal of the man and of his influence* (éd. et traduit par Ch. Malamuth), Londres, Hollis et Carter, 1947.
- , *Ma vie*, Paris, Gallimard, 1953.
- , *De la révolution*, Paris, Ed. de Minuit, 1963.
- Trouch M. I., *Vnechnepolititcheskaya deyatel'nost' V. I. Lenina den' za dnëm*, Moscou, 1967.
- Viollis A., «Une conversation avec M. Christian Rakovski, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris», *Europe nouvelle*, 5 décembre 1925, p. 1627-1629.
- «Visite de M. Tchitchérine à Paris», *Europe nouvelle*, 5 décembre 1925.
- Volkov F. D., *Anglo-sovetskie otnocheniya, 1924-1929 g.g.*, Moscou, 1958.
- Vorovski V.V., *Stat'i i materialy po voprosam vnechnei politiki*, Moscou, 1959.
- Vos'maya konferentsiya R.K.P. (b)* (décembre 1919), Moscou, éd. 1961.
- «Le voyage d'Herriot en Russie», *Mejdounarodnaya Jizn'*, n° 131, 28 IX 1922.
- Vygodski Iou. S., *U istokov sovetskoï diplomatii*, Moscou, 1965.
- W., «Les relations russo-turques depuis l'avènement du bolchévisme», *Revue du monde musulman*, n° 52, 1922, p. 181-206.
- Wheeler-Bennett J., *Brest-Litovsk. The forgotten peace*, Londres, Macmillan, 1966.
- Wise E. P., «Scrambling for the Russian market. Need Britain stand aside?», *New Leader*, 3 juillet 1925, p. 3.
- Wish H., «Anglo-Soviet relations during Labour's first ministry, 1924», *Slavonic Review*, vol. XVIII, 1938-1939, p. 390 et sq.
- XXX, «La reconnaissance du gouvernement des Soviets», *Revue politique et parlementaire*, novembre 1924, p. 256-264.
- Zinoviev G., *Priznanie Rossii i politika Komintern*, Leningrad, 1924.

## C. Œuvres de Rakovski

### I. Livres et brochures de Rakovski utilisés dans la préparation de ce travail

1. *Mejdounarodnoe polojenie Sovetskoï Respubliki (Oktyabr'skaya Revolioutsïya)*, Khar'kov, 1922, 33 p.
2. *Bojarskaya Roumyniya*, Moscou, Conseil Militaire Suprême, 1922, 50 p.
3. L. Trotski et Kh. Rakovski, *Otcherki polititcheskoi Roumyinii*, Gosizdat, Moscou-Leningrad, 1923, 151 p.
4. *Nakanoune Genoui*, Gosizdat, Moscou, 1922, 32 p.
5. *Avtobiografiya*, Khar'kov, 1923, 38 p.
6. M. Rafail-Farbman, *Blijnevostotchnyi vopros*, Khar'kov, 1923, 152 p. (l'introduction est de Rakovski, XX p.).
7. *Gryadouchtchaya revolioutsïya. V Lozannou i obratno. Poutevyje zametki o mejdounarodnom polojenii*, izd. Vyschego Redaktsionnogo Soveta, Moscou, 1923, 40 p.
8. *Soïouz Sotsialistitcheskikh Respublik. Novyi etap v sovetskom soïuznom stroitel'stve*, Khar'kov, 1923, 29 p.
9. *Russia's economic future*, London, National «Hands Off Russia Committee», 7 p. (Cette brochure est tirée de l'article de Rakovski publié sous le même titre dans la *Russian Information and Review*, 27 octobre 1923.)
10. *Angliya i Rossiya (Doklad na zasedanie plenouma Khar'kovskogo Soveta rabotchikh, krest'yanskikh i krasnoarmeïskikh depoutatov, 14 maya 1923)*, Moscou, 1924, 40 p.
11. Boukharine N. et Rakovski Kh., *Lénine kak marksist. Sbornik statei*, Moscou, 1924, 55 p.

12. *Mejdounarodnoe položenie* (conférence prononcée à Khar'kov le 31 janvier 1925 devant un auditoire ouvrier), Khar'kov, 1925, 51 p.
13. *Krisis kapitalisma v nachi dni* (conférence prononcée le 2 février 1925 à Khar'kov), Khar'kov, 1925, 56 p.
14. *Bor'ba za moloděj* (discours au troisième congrès des komsomols d'Ukraine), Khar'kov, 1925, 83 p.
15. *Natsional'nyi vopros v bourjouaznikh gosoudarstvakh i u nas*, Khar'kov, 1925, 30 p.
16. *Factory mejdounarodnoi politiki. Kapitalisticheskie gosoudarstva i Sovetskii Soiouz*, Khar'kov, 1925.
17. *Roumanie et Bessarabie*, Paris, Librairie du Travail, 1925, 75 p. Ce livre fut traduit la même année en anglais et en russe.
18. *Liga Natsii i SSSR* (priloženie Tchitcherina), Moscou, Kommounisticheskaya Akademiya, 1926, 81 p.
19. *Avtobiografiya, Entsiklopedičeskii Slovar' Rousskogo Bibliografičeskogo Institouta «Granat», Avtobiografii i biografii*, vol. II, col. 187 et sq., Moscou, 1926-1927 (traduction et commentaires par G. Haupt et J.-J. Marie: *Les bolchéviks par eux-mêmes*, Paris, Maspero, Bibliothèque socialiste, 13, 1969, n. 343-360).
20. *Le problème de la dette franco-soviétique*, Paris, 1927.
21. *Saint-Simon et le socialisme utopique* (Astrakhan, 1928). Il s'agit d'une des nombreuses études que Rakovski écrivit en exil, qui ne virent jamais le jour. Ce travail est mentionné en détail dans la lettre que Rakovski écrivit à Trotski le 25 mars 1928 (Archives Trotski, Houghton Library, Harvard).
22. *Mémoires: souvenirs de Rakovski à propos de ses rencontres, de ses discussions et de sa correspondance avec Plekhanov, Zasoulitch, Liebknecht (Wilhelm et Karl), Rosa Luxembourg, Guesde, Jaurès, et Lénine* (Astrakhan, 1928). Ce travail est cité et décrit dans la lettre que Rakovski écrivit à Trotski le 25 mars 1928.
23. *La guerre civile en Ukraine* (souvenirs personnels): écrits à Saratov en 1929 (mentionnés par Trotski dans ses Archives, et par Louis Fischer dans ses Papiers).
24. *Problèmes de l'économie de l'U.R.S.S.*, 1930, 28 p.
25. *Kollektivizacijata v Sovetska Rusija*. Spored Prof. D. N. Ivancov, S. Maslov, K. Kautski, Kr. Rakovski, L. Trotski, Sofia, 1932, 97 p.

## II. *Articles, proclamations et discours de Rakovski (1922-1941)\**

1. «Roumtcherod v podgotovke Oktjabr'skoi revolioutsii», *Letopis' revolioutsii*, n° 1, janvier 1922, p. 171-183.
2. «Sovetskaya Ukraina v 1921 g.», *Izvestiya*, 6 janvier 1922 (et sa traduction dans *L'Internationale Communiste*, 18 février 1922: «L'Ukraine en 1921. Une étude de Rakovski»).
3. «Jioul Ged i kommounism», *Kommounisticheskii Internatsional*, n° 23, 1922, p. 6305-6326, et sa traduction dans *L'Humanité*, qui publie des extraits de «cette étude pleine de vie, de force et de raison»: «Jules Guesde et le communisme», 3 janvier 1923.
4. «Demagogi i litsemery», *Pravda*, 9 septembre 1922.
5. «Pamyati Vorovskogo», *Izvestiya*, 22 mai 1923.
6. «Ot Genoui v Gaage», *Vestnik agitatsii i propagandy*, n° 6, 1922, 4 p.
7. «Ukraina za pyat' let sovetskoi vlasti», *Krasnaya Niva*, n° 32, août 1923.
8. «Russia's economic future», *Russian Information and Review*, 27 octobre 1923, p. 261-262.

\* En page 1, sinon autrement indiqué.

9. «Memories of Lenin», *New Leader*, 25 janvier 1924, p. 4-5.
10. «Lenin i Marks», *Molodaya Gvardiya*, n° 2-3, 1924, p. 439-443.
11. «Russia's greetings», *New Leader*, 8 février 1924, p. 4.
12. «Great Britain and the Soviet Union», *Russian Information and Review*, 15 mars 1924, p. 184-185.
13. «Anglo-Russian Trade Co-operation», *Labour Magazine*, mars 1924, p. 488-490.
14. «Bankers' Memorandum», *Manchester Guardian*, 26 avril 1924.
15. «May Day in Russia», *New Leader*, 2 mai 1924, p. 8.
16. «Franko-sovetskie otnocheniya», *Izvestiya*, 6 mai 1924.
17. «The present position of the London negotiations», *Russian Information and Review*, 10 mai 1924, p. 293-294.
18. «Bessarabia», *Manchester Guardian*, 20 mai 1924.
19. «Franko-rousskie otnocheniya», *Pravda et Izvestiya*, 2 août 1924.
20. «Soviet International Policy», *Russian Information and Review*, 16 août 1924, p. 99-101.
21. «Posle podpisaniya anglo-sovetskogo dogovora», *Izvestiya*, 19 août 1924.
22. «Ob anglo-sovetskom dogovore : doklad tov. Rakovskogo», *Izvestiya*, 21 août 1924.
23. «Anglo-sovetskii dogovor : retch' tov. Rakovskogo na plenume Mossoveta», *Pravda*, 29 août 1924.
24. «The Anglo-Soviet Treaty», *Russian Information and Review*, 30 août 1924, p. 131-132.
25. «Aide-Mémoire on the subject of the Vienna Conference of March 1924», *Russian Information and Review*, 23 août 1924.
26. «Priznanie SSSR Frantsiei», *Pravda*, 20 octobre 1924.
27. «Franko-sovetskie otnocheniya», *Pravda*, 30 octobre 1924.
28. «The basis of international policy», *Soviet Union Review*, 14 février 1925.
29. «Bessarabiya seitchas i v 1812 g.», *Izvestiya*, 26 février 1925, p. 2.
30. «Anglo-soviet relations», *Russian Information and Review*, 3 janvier 1925, p. 5-7.
31. «Ilitch i Ukraina», *Letopis' Revolioutsii*, n° 2 (II), 1925, p. 5-10.
32. «The terror in Bulgaria. The road to peace in the Balkans», *New Leader*, 1<sup>er</sup> mai 1925, p. 11.
33. «Dvadtsatiletie vosstaniya bronenosca Potëmkina. Konets vosstaniya na Potemkine. Vospominaniya tov. Rakovskogo», *Izvestiya*, 27 juin 1925.
34. «On Anglo-Soviet relations», *New Leader*, 17 juillet 1925, p. 2.
35. «The Guarantee Pact», *Communist International*, juillet 1925, p. 11-34 (signé de trois croix, comme l'article «Upadok mirovoi lavki», *Communist International*, juin 1925, p. 35-48.
36. «Lokarno i Blijnyi Vostok», *Novyi Vostok*, n° 10-11, 1925, p. XLII-XLV.
37. «The new tasks in the rural districts of the USSR», *Communist International*, n° 12, décembre 1925, p. 16-34.
38. «Liga Natsii i SSSR», *Mejdounarodnaya Letopis'*, n° XII, 1925, p. 3-20.
39. «Liga Natsii i SSSR», *Izvestiya*, 6 janvier 1926.
40. «International situation and perspective of class struggle in 1926», *Communist International*, n° 20, janvier 1926, p. 8-37.
41. «Lokarnskii dogovor i ego posledstviya», *Mirovoe khozyaistvo i mirovaya politika*, n° I, 1926, p. 33-50.
42. «Frantsiya i SSSR», *Izvestiya*, 17 janvier 1926.
43. «Mejdounarodnoe polojenie», *Mirovoe khozyaistvo i mirovaya politika*, n° 2, 1926, p. 3-15.
44. «Discours d'ouverture de la conférence franco-soviétique», *Le Temps*, 26 février 1926.

45. «Le traité germano-soviétique», *Le Temps*, 10 avril 1926.
46. «Europe's need of Russia is greater than Russia's need of Europe», *Trans-Pacific* (Tokyo), 10 avril 1926, p. 13-16.
47. «La politique extérieure de l'U.R.S.S. et les négociations franco-soviétiques», *Ere Nouvelle*, 19 juin 1926, p. 838-843.
48. «The Foreign Policy of Soviet Russia», *Foreign Affairs*, juillet 1926, p. 674-684.
49. «Pamyati tov. T. Nette», *Izvestiya*, 8 février 1927.
50. «La Bessarabie et la paix européenne» (15 p.), postface de Rakovski, 27 février 1927 (Moscou), au livre de J. Okhotnikov et N. Bachinski: *La Bessarabie et la paix européenne, 1927*, Paris et Prague, Association des émigrés bessarabiens.
51. «Rakovsky's statement on his position as Ambassador», *Manchester Guardian*, 6 septembre 1927.
52. Les documents de la conférence franco-soviétique, *Europe Nouvelle*, 8 octobre 1927.
53. «Oppozitsiya i tret'ya sila. Neskazannaya retch' tov. Rakovskogo na ob. ple-noume TS.K. i TS.K.K.», novembre 1927 (Archives Trotski).
54. «Les dangers professionnels du pouvoir» (lettre à Valentinov), Astrakhan, 6 août 1928 (Archives Trotski), republié dans *Les bolcheviki contre Staline (1923-1928)*. *La lutte des compagnons de Lénine contre le stalinisme en URSS*, Paris, 1957 (Publication de la Quatrième Internationale), p. 151-163; traduit en anglais dans *The Bulletin of Marxist Studies*, vol. I, n° 3, hiver 1968-1969, p. 18-29.
55. «Le point de la situation» (avril 1929), *Biulleten' Oppozitsii*, n° 3-4, septembre 1929, p. 13-14.
56. «Proclamation de Kossior, Akoudjava et Rakovski au Comité Central du P.C.R. (b) et à la Commission centrale de contrôle», Saratov, 22 août 1929, *Biulleten' Oppozitsii*, n° 6, octobre 1929, p. 3-7.
57. «Ch. Rakovski parle de la capitulation et des capitulars», 5 octobre 1929, *Biulleten' Oppozitsii*, n° 7, novembre-décembre 1929, p. 4-5.
58. «La politique de la direction et l'organisation du parti», *Biulleten' Oppozitsii*, n° 7, novembre-décembre 1929, p. 8-10.
59. «Thèses d'avril 1930»: «Déclaration de l'Opposition bolchevik-léniniste au Comité Central, à la Commission centrale de contrôle du P.C.R. (b) et à tous les membres du parti» (pour la discussion à venir), avril 1930, signée V. Kossior, N. Mouralov, V. Kasparova et Ch. Rakovski, *Biulleten' Oppozitsii*, n° 17-18, p. 11-18.
60. «Au Congrès et dans le parti» (août-septembre 1930), *Biulleten' Oppozitsii*, n° 25-26, 1931, p. 9-32.
61. Déclaration d'allégeance de Rakovski, *Pravda*, 23 février 1934.
62. «Power and the Russian workers», *The New International*, novembre 1934, p. 35.
63. «Il faut être sans pitié», lettre de Rakovski à la *Pravda*, 22 février 1936.

### III. Interviews (1922-1941)

1. «La Russie à la conférence de Gênes», *Stampa*, 19 février 1922.
2. «M. Rakovski, Président du Conseil d'Ukraine nous dit ce que sera la politique de la Russie à Gênes», *L'Eclair*, 4 avril 1922.
3. «La Russie répond à M. Poincaré. Une interview de Rakovski», *L'Humanité*, 9 avril 1922.
4. «Importantes déclarations de Rakovski» (à propos de la conférence de Gênes). *L'Humanité*, 16 avril 1922.

5. «Une déclaration de Rakovski. L'accord avec la Russie reste possible si...», *L'Humanité*, 14 mai 1922.
6. «Rakovski parle au nom des Soviets. La conférence de Gênes et le prolétariat», *L'Humanité*, 2 juin 1922.
7. «La question de l'indépendance ukrainienne», *Pravda*, 21 octobre 1922.
8. «Beseda s predsovnarkomon Ukrainy», *Pravda*, 16 novembre 1922, p. 5.
9. «Ukraina. Beseda s pred. Sovnarkoma Ukrainy tov. Rakovskim» (Soiouz SSSR. Anketa Izvestii VTSIK), *Izvestiya*, 18 novembre 1922, p. 3.
10. «Une interview de Rakovski de passage à Berlin» (à propos de la conférence de Lausanne), *L'Humanité* 27 novembre 1922.
11. «L'industrie politique de la protection des chrétiens» (Lausanne), *L'Humanité*, 16 décembre 1922.
12. «Lozanskaya Konferentsiya» (Beseda s tov. Rakovskim), *Izvestiya*, 19 janvier 1923.
13. «Vzaimootnocheniya Ukrainy i Avstrii» (Beseda Rakovskogo s korrespondentom venskoï gazety), *Izvestiya*, 16 mars 1923, p. 2.
14. Interview de Rakovski quittant son poste de Président du Conseil des Commissaires du peuple de la République socialiste soviétique d'Ukraine pour celui de représentant de l'U.R.S.S. à Londres, *Izvestiya*, 1<sup>er</sup> août 1923 (reproduite dans la *Russian Information and Review*, 18 août 1923, p. 99).
15. Interview accordée au journal letton *Jaunakas Sinas*, le 16 avril 1923, à propos de sa nomination comme représentant de l'U.R.S.S. en Grande-Bretagne.
16. «Rakovski à Londres»: «Notre politique, c'est la paix», *L'Humanité*, 2 octobre 1923.
17. Interview accordée au journal yougoslave *Narod*, 7 novembre 1923.
18. «Rakovski précise la signification de la reconnaissance de l'U.R.S.S. par la Grande-Bretagne», *L'Humanité*, 7 février 1924.
19. «Angliya i SSSR» (Beseda s tov. Kh. G. Rakovskim), *Izvestiya*, 29 février 1924.
20. «Rakovsky's declaration to the press», *Times*, 30 avril 1924.
21. «Tov. Rakovski o memorandum bankirov», *Izvestiya*, 30 avril 1924.
22. «Pis'ma iz Anglii. Interv'iou s tov. Rakovskim», *Izvestiya*, 7 mai 1924.
23. «Rakovsky's Press Statement», *Observer et Contemporary Review*, 1<sup>er</sup> juin 1924.
24. «Nachi peregovory s Angliei» (Beseda s tov. Rakovskim), *Izvestiya*, 31 juillet 1924.
25. «Franko-rousskie otnocheniya». «Interv'iou s tov. Rakovskim», *Izvestiya*, 2 août 1924.
26. «Une interview de Rakovski» par V. Gayman. «La signature du traité anglo-roussie est un succès pour les Soviets», *L'Humanité*, 10 août 1924.
27. «Tov. Rakovski o dogovore s Angliei», *Izvestiya et Pravda*, 12 août 1924.
28. «Tov. Rakovski ob otnochenii k Frantsii», *Pravda*, 13 août 1924.
29. «Les relations franco-soviétiques», *Dépêche de Toulouse*, 29 octobre 1924.
30. «Beseda s tov. Rakovskim» (à propos d'une interview accordée au *Petit Parisien*), *Izvestiya*, 6 novembre 1924.
31. «Une heure chez M. Rakovski, ambassadeur des Soviets à Londres», par Léon Bailly, *L'Eclair*, 7 novembre 1924.
32. «Notre entrevue avec Rakovski. Rakovski à pris possession de l'ambassade des Soviets», *L'Humanité*, 7 novembre 1924.
33. «Interview de Christian Rakovski», *Europe Nouvelle*, 8 novembre 1924, p. 1483-1484.
34. «Tov. Rakovski v Parije», *Izvestiya*, 11 novembre 1924 (d'après les commentaires du *Temps* des 6 et 7 novembre).
35. «Interv'iou s tov. Rakovskim» (à propos de la France, de la Grande-Bretagne, de la Roumanie, et de la «lettre de Zinoviev»), *Izvestiya*, 23 novembre 1924.

36. «Tov. Rakovski o sovetskoï Ukraine» (ob interv'ïou v kievskikh gazetakh), *Izvestiya*, 13 décembre 1924, p. 5.
37. «Interview de Rakovski», *Petit Parisien*, 24 janvier 1925.
38. «Beseda s tov. Rakovskim», *Izvestiya*, 15 mai 1925.
39. «Sloukhi o zagavore protiv tov. Rakovskogo. Pis'mo tov. Rakovskogo», *Izvestiya*, 2 juin 1925.
40. «Tov. Rakovski o mejdounarodnom položenii», *Izvestiya*, 9 juillet 1925.
41. «Priezd polpreda SSSR v London tov. Rakovskogo», *Izvestiya*, 1<sup>er</sup> octobre 1925.
42. «Kto sfabrikoval 'pis'mo Rakovskogo'», *Izvestiya*, 14 octobre 1925.
43. «Rakovski est arrivé à Paris. Un entretien avec le nouvel ambassadeur», *L'Humanité*, 29 octobre 1925.
44. «Godovchtchina priznaniya SSSR Frantsiei. Banket v sovetskom polpredstve. Retchi de Monzi i tov. Rakovskogo», *Izvestiya*, 3 novembre 1925.
45. «L'ambassadeur de l'U.R.S.S. parle» (reproduit une interview accordée au *Daily Herald*), *Liberté*, 5 novembre 1925.
46. «Une déclaration de Rakovski. La Russie soviétique et la Société des Nations», par G. Péri, *L'Humanité*, 7 novembre 1925.
47. «Interview with Rakovsky», *Observer, Westminster Gazette*, 9 novembre 1925.
48. «SSSR i Liga Natsii» (Beseda s tov. Rakovskim), *Izvestiya*, 11 novembre 1925.
49. «Interview de notre camarade Rakovski. Les relations de l'U.R.S.S. avec la France et l'Angleterre», *L'Humanité*, 15 novembre 1925.
50. «Les idées de M. Rakovski», *L'Oeuvre*, 1<sup>er</sup> décembre 1925.
51. «Une conversation avec M. Christian Rakovski, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris», *Europe Nouvelle*, 5 décembre 1925, p. 1627-1629.
52. «Vroutchenie veritel'nykh gramot tov. Rakovskogo. Retch' tov. Rakovskogo», *Izvestiya*, 12 décembre 1925.
53. «Mejdounarodnaya politika i interesy SSSR. Interv'ïou s tov. Rakovskim», *Izvestiya*, 13 décembre 1925 (à propos de la conférence de presse, reproduit dans *Le Petit Parisien*, *Le Temps*, et *L'Humanité*, à l'occasion de sa nomination au poste d'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris).
54. «Les négociations franco-soviétiques», *Le Temps*, 14 janvier 1926.
55. «Interv'ïou s tov. Rakovskim», *Izvestiya*, 14 janvier 1926.
56. «SSSR i Frantsiya. Interv'ïou s tov. Rakovskim», *Izvestiya*, 2 février 1926, p. 2.
57. «Discours prononcé à la séance d'ouverture de la conférence franco-soviétique», *Izvestiya*, 27 février 1926.
58. «Interview de Rakovski», *La Volonté* (Suisse), 1<sup>er</sup> mars 1926.
59. «Chveitsarskaya petchat' o zayavleniyakh tov. Rakovskogo», *Izvestiya*, 7 mars 1926.
60. «Déclarations parallèles de Rakovski et de Monzie à propos des négociations sur les dettes», *L'Oeuvre*, 25 avril 1926.
61. «Zayavlenie tov. Rakovskogo» (à propos des négociations franco-soviétiques sur les dettes et du Pacte soviéto-lituanien), *Izvestiya*, 8 octobre 1927.
62. Rakovski dévoile à la presse la solution de compromis à laquelle sont arrivées les délégations française et soviétique sur la question des dettes russes, *L'Oeuvre*, *Le Petit Parisien*, *L'Humanité*, 10 avril 1927.
63. Interview de Rakovski à propos du déroulement des négociations franco-soviétiques, *Paris-Soir*, 4 mai 1927.
64. «Protest tov. Rakovskogo protiv vpadov amerikanskogo posla v Parije», *Izvestiya*, 5 juin 1927.
65. «Moi besedy s Tchemberlenom», *Molodaya Gvardiya*, n° 11, novembre 1927, p. 205-212, reproduit de *Neue Freie Presse*, 15 et 16 octobre 1927.

## IV. Correspondance de Rakovski (Astrakhan, 1928)

1. Lettre à Trotski, 17 février 1928 (Archives Trotski).
2. Lettre à Trotski, 29 février 1928 (Archives Trotski).
3. Lettre à Trotski, 3 mars 1928 (Archives Trotski; la lettre a été publiée dans *Biulleten' Opozitsii*, n° 35).
4. Lettre à Trotski, 25 mars 1928 (Archives Trotski).
5. Lettre à Trotski, 27 mai 1928 (Archives Trotski).
6. Lettre à Trotski, 2 juillet 1928 (Archives Trotski).
7. Lettre à Trotski, 14 juillet 1928 (Archives Trotski).
8. Lettre à Valentinov, 6 août 1928 (Archives Trotski; publiée dans *Les bolcheviks contre Staline*, op. cit., p. 151-163, sous le titre: «Les dangers professionnels du pouvoir»).
9. Lettre à A. de Monzie, 23 septembre 1928 (Papiers de Monzie; la lettre est reproduite dans l'article de Stuart Schram, «Christian Rakovskij...», *Cahiers du monde russe et soviétique*, 4, 1960, p. 625-629).
10. Lettre à Trotski, 20 octobre 1928 (Archives Trotski).

## D. Liste des périodiques consultés

*The American Historical Review*

*Die Aussenpolitik*

*Biulleten' Opozitsii*

*Bolchevik*

*Les Cahiers du monde russe et soviétique*

*Communist International* (les éditions russe et française ont été aussi utilisées)

*The Communist Review*

*The Contemporary Review*

*The Daily Chronicle*

*The Daily Herald*

*The Daily Telegraph*

*La Dépêche de Toulouse*

*L'Eclair*

*Ekonomitcheskaya jizn'*

*L'Ere nouvelle*

*L'Europe nouvelle*

*The Financial Times*

*Foreign Affairs*

*Goudok*

*L'Humanité*

*L'Information*

*Inprekorr (International Press Correspondence)*

*L'Intransigeant*

*Istoritcheskii archiv*

*Izvestiya*

*Le Journal*

*Le Journal des débats*

*Le Journal du droit international*

*The Journal of modern history*

*The Journal of the Royal Institute of International Affairs*

*Juanakas Sinas*

*Kommounistitcheskaya revolioutsiya*

*Krasnaya niva*

*Krasnaya nov'*

*The Labour Magazine*

*The Labour Monthly*

*Letopis' revolioutsii*

*La Liberté*

*Der Lokal Anzeiger*

*La Lutte de classes*

*The Manchester Evening News*

*The Manchester Guardian*

*Mejdounarodnaya jizn'*

*Mejdounarodnaya letopis'*

*Le Mercure de France*

*Mirovoe khozyaistvo i mirovaya politika*

*Molodaya gvardiya*

*The Morning Post*

*Die Neue Freie Press*

*The New International*

*The New Leader*

*Le Nord industriel*

*Novoe rousskoe slovo*

*Novyi vostok*

*The Observer*

*L'Œuvre*

*Paris-Soir*

*Past and Present*

*La Petite Gironde*

*Le Petit Parisien*

- Planovoe khozyaistvo*  
*Le Populaire*  
*Poslednie novosti*  
*La Pravda*  
*Preuves*  
*Proletarii*  
*Rabotchaya gazeta*  
*La Revue bleue*  
*La Revue des deux mondes*  
*La Revue du monde musulman*  
*La Revue hebdomadaire*  
*La Revue politique et parlementaire*  
*Romania muncitoare*  
*Die Rote Fahne*  
*The Russian Information*  
*and Review*  
*Sans fil*  
*The Slavic Review*  
*The Slavonic Review*  
*The Socialist Review*  
*Le Soir*
- Sotsialisticheskii vestnik*  
*Soviet Studies*  
*Soviet Union Review*  
*La Stampa*  
*Le Temps*  
*The Times*  
*The Times Trade Supplement*  
*Torgovo-promychnaya gazeta*  
*Trans-Pacific*  
*Troud*  
*Vestnik agitatsii i propagandy*  
*Vestnik leningradskogo universiteta*  
*Vestnik N.K.I.D.*  
*La Victoire*  
*La Vie des peuples*  
*La Volonté*  
*Voprosy istorii*  
*Voprosy istorii K.P.S.S.*  
*The Westminster Gazette*  
*The Wireless News*  
*The World To-Day*

## Notes et références

### NOTES DE L'INTRODUCTION

1. Lettre de V. Holoubnychy, lecturer à Hunter College (New York), à l'auteur (1965).
2. Trotski, *Ma vie*, Paris, 1953, p. 266-268.
3. A. Chaboseau, «Un document médico-diplomatique: la thèse du camarade Rakovski», *Mercure de France*, CLXXXV, 1er janvier 1926, p. 257.
4. Aux termes du décret 701066 du 19 novembre 1970, les archives du ministère de l'Intérieur (qui regroupent le plus souvent les archives de ce ministère et les doubles des archives de la Préfecture de police) peuvent être consultées jusqu'en 1939, à l'exclusion de certains dossiers politiques et des dossiers du personnel.
5. Il faut noter que si les livres et les brochures écrits par Rakovski ne peuvent pas être consultés sans autorisation spéciale, les livres qui furent publiés sous son pseudonyme (Insarov), ainsi que les articles qui parurent dans les revues soviétiques sont aisément accessibles.

### NOTES DU CHAPITRE I: CHRISTIAN RAKOVSKI ET LA DIPLOMATIE SOVIÉTIQUE

1. Trotski, notes sur Rakovski diplomate, dossier bM.S. Russ. 13, T 3491, Archives Trotski (Houghton Library, Harvard University).
2. Voir à ce sujet I. Deutscher, *Trotsky. The prophet armed, 1879-1921*, New York, 1965, vol. I, p. 346-404; et surtout J. Wheeler-Bennett, *Brest-Litovsk. The forgotten peace*, Londres, 1938.
3. Cité in G. Haupt et J.-J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, 1969, p. 318.
4. Cf. F. Conte, *Christian Rakovski (1873-1941). Essai de biographie politique*, thèse de doctorat d'Etat, Bordeaux, 1973, vol. I, p. 203-207.
5. «[Conversation avec le camarade Rakovski à propos de ses négociations en Ukraine]», *Izvestiya*, 4 août 1918, p. 2.
6. A ce sujet, cf. F. Conte, «Christian Rakovski et l'Armée rouge en Ukraine (1919)», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XX, octobre-décembre 1973, p. 523-552.
7. Trotski, «Rakovski diplomate», *loc. cit.* Sur ce thème, Vorovski écrivait avec humour en 1922, en évoquant les débuts de la diplomatie soviétique: «Nous

- n'avions ni cette indispensable éducation ni ce vernis diplomatique (les gens ne naissent pas en jaquette); on s'exprimait alors de façon abrupte; on écrivait les notes avec un tisonnier; au passage, on mettait même en prison un ministre plénipotentiaire que, dans l'emportement, on avait pris pour un voleur de chevaux...» (*Pravda*, 21 janvier 1922; l'article est reproduit dans V. V. Vorovski, *Stat'i i materialy po voprosam vnechnei politiki* [Articles et matériaux concernant les questions de politique étrangère], Moscou, 1959, p. 200). Lénine admettait aussi en 1922: «Aujourd'hui nous possédons bon nombre de diplomates soviétiques, ce qui n'était pas le cas dans les premiers temps de la République des soviets» (*Polnoe Sobranie Sotchineni I* [cité *infra* *Pol. Sobr. Sotch.*], 5e éd., t. 45, p. 69 et 116). Voir aussi l'article de A. Lozovski qui oppose diplomates «bourgeois» et diplomates «rouges» (*Pravda*, 15 août 1923). Pour des analyses récentes des premiers temps de la diplomatie soviétique, voir S. You. Vygodski, *U istokov sovetskoi diplomatii* [Aux origines de la diplomatie soviétique], Moscou, 1965, et A. S. Bakhov, *Na zare sovetskoi diplomatii* [A l'aube de la diplomatie soviétique], Moscou, 1966.
8. Lettre personnelle de J. D. Gregory à M. W. Lampson, 14 avril 1922, Foreign Office Archives (citées *infra* F.O.) 371/8187.
  9. Rakovski, *Angliya i Rossiya* [L'Angleterre et la Russie], Moscou, 1924, p. 27.
  10. *Ibid.*
  11. Lettre de Sir R. Hodgson à Lord Curzon (secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères) N 7893/13/38, 14 août 1922, F.O. 371/8185.
  12. Trotski, notes sur Rakovski diplomate, Archives Trotski.
  13. Comme Jaurès l'avait fait avant lui, Rakovski unit toujours très étroitement socialisme et optimisme. Il déclarait par exemple en 1912: «Nous autres, socialistes, sommes optimistes, car nous croyons à la victoire des peuples en lutte pour leurs droits» (*Romania Muncitoare*, 20 mai 1912). L'historien anglais E. H. Carr exprima quelque peu différemment cette idée en disant non sans ironie: «Avoir l'histoire de son côté est, pour les modernes, l'équivalent d'avoir pour soi les anges» (*The Soviet impact on the Western world*, 1946, p. 91).
  14. Trotski, notes sur Rakovski diplomate, Archives Trotski.
  15. J. Paul-Boncour, *Entre deux guerres*, Paris, 1945, p. 164.
  16. A. de Monzie, «Christian Rakovski ou Comment on se retrouve», in *Destins hors série*, Paris, 1927, p. 23-39.
  17. K. Radek, «Trotsky», *Communist Review*, IV, 3, juillet 1923, p. 121.
  18. Lénine, *Pol. Sobr. Sotch.*, *op. cit.*, t. 54, p. 176 et 615-616.
  19. Cf. [Conversation avec le camarade Rakovski], *Izvestiya*, 28 décembre 1917.
  20. Cf. F. Conte, *Christian Rakovski (1873-1941)*..., *op. cit.*, vol. I, p. 129-138.
  21. Trotski, notes sur Rakovski diplomate, Archives Trotski.
  22. Rakovski, *Nakanoune Genoui* [A la veille de la conférence de Gênes], Moscou, 1922, p. 4.
  23. Lénine, *Pol. Sobr. Sotch.*, *op. cit.*, t. 52, p. 183, 9 mai 1921.
  24. Cf. F. Conte, «Christian Rakovski et l'Armée rouge en Ukraine», *loc. cit.*
  25. Trotski, notes sur Rakovski diplomate, Archives Trotski.
  26. Pour une biographie soviétique de L. Krassine, voir R. F. Karpova, *L. B. Krassine, sovetskii diplomat*, Moscou, 1962; K. G. Lyachenko et Z. I. Peretchou-dova: «Leonid B. Krassine», *Voprosy Istorii K.P.S.S.*, 1965, n° 7, p. 97-101; B. L. Mogilevski, *Nikititch (1870-1926)*, Moscou, 1963, p. 111. Pour une étude détaillée du rôle de Krassine à Londres, voir M. V. G. Glenny, *The beginnings of Anglo-Soviet diplomatic and commercial relations with special reference to the role of L. B. Krasin* (Oxford D. Phil., en préparation depuis 1968). Pour le début des activités révolutionnaires de Krassine, voir l'article du même auteur, «L. Krasin: the years before 1917. An outline», *Soviet Studies*, vol. XXII, octobre 1970, p. 192-221.

27. Lettre de L. B. Krassine à sa femme, 23 octobre 1925, Archives Krassine (Institut international d'histoire sociale, Amsterdam).
28. Pour plus de précisions à ce sujet, cf. F. Conte, «Christian Rakovskij commissaire aux Affaires étrangères de l'Ukraine, janvier 1919-août 1923», *Cahiers du monde russe et soviétique*, XII, 4, p. 439-467.
29. Lénine, *Pol. Sobr. Sotch.*, op. cit., t. 54, p. 136-137.
30. I. Gorokhov, L. Zamyatine et I. Zemskov, *G. V. Tchitcherine-diplomat leninskoi chkoloy* [G. V. Tchitcherine, diplomate de l'école léniniste], Moscou, 1966, p. 40-41; et aussi M. I. Trouch, *Vnechnepolititicheskaya deyatel'nost' V. I. Lenina den' za dnëm* [L'action de Lénine en matière de politique extérieure, jour par jour], Moscou, 1967, vol. II, p. 124.
31. Lettre personnelle d'A. Chamberlain (secrétaire d'État aux Affaires étrangères) à Sir H. Rumbold, 18 février 1925, Archives privées de Sir A. Chamberlain, F.O. 800/257. George Kennan exprime sensiblement la même idée lorsqu'il affirme: «Manner of execution is always a factor in diplomacy of no less importance than concept.»
32. I. M. Maïski, «[Souvenirs londoniens (1925-1927)]», *Novyi Mir*, n° 5, 1969, p. 160.

## NOTES DU CHAPITRE II: L'ENTRÉE DE L'UNION SOVIÉTIQUE DANS LA VIE EUROPÉENNE

1. Lénine, «La situation internationale et intérieure de la République soviétique», discours prononcé le 6 mars 1922, *Pol. Sobr. Sotch.*, op. cit., t. 45 p. 1-16.
2. Trotski, *La révolution trahie*, Paris, 1969, p. 190.
3. Pour un bon exposé du point de vue anglais sur cette question, cf. M. Gilbert, *The roots of appeasement*, New York, 1966.
4. A ce sujet, voir le livre trop peu cité de E. H. Carr, *The twenty years' crisis. An introduction to the study of international relations (1919-1939)*, Londres, 1962.
5. *Revue de la presse russe* (Moscou), 7 mars 1921.
6. L. Loucheur, *Carnets secrets (1908-1932)*, Bruxelles, 1962, p. 78.
7. Cité in G. Suarez, *Briand. 1918-1923*, Paris, 1941, vol. V, p. 366.
8. Lettre du Premier ministre d'Afrique du Sud à D. Lloyd George, 5 juillet 1922, Archives Lloyd George (citées *infra* A.L.L.G.) F/45/9/58.
9. Rapport de G. V. Tchitchérine au comité central exécutif pan-russe, 27 janvier 1922, cité in F.O. 371/8185 (ce rapport n'est pas reproduit dans G. V. Tchitchérine, *Stat'i i rechi po voprosam mejdounarodnoi politiki* [Articles et discours concernant les questions de politique internationale], Moscou, 1961).
10. Voir le rapport d'un des secrétaires de Lloyd George (E. F. Wise), «Note on the question of the *de jure* recognition of Russia», 25 mars 1922, A.L.L.G. F/149/7/3.
11. *Revue des deux mondes*, 15 juillet 1921.
12. Rapport confidentiel d'un journaliste américain à Lloyd George sur ses conversations privées avec A. Millerand (17 mai 1922), G. Clemenceau (17 mai), et R. Poincaré (18 mai), A.L.L.G. F/5/8/14.
13. Lettre de Lloyd George à A. Chamberlain, 22 mars 1922, A.L.L.G. F/7/5/4.
14. *Ibid.*
15. Ce télégramme était signé, entre autres, par J. Clynes, Ben Turner, Tom Shaw, Lansburry, Brailsford, N. Angell et Bertrand Russell (A.L.L.G. F/97/1/1). Il fut publié dans la *Pravda* du 11 janvier 1922 (et récemment dans *Proletarskaya solidarnost' troudyachtchikhsya v bor'be za mir, 1917-1924* [La solidarité pro-

- létarienne des travailleurs en lutte pour la paix, 1917-1924], Moscou, 1958, p. 319.
16. Cf. L. J. Macfarlane, «Hands off Russia. British Labour and the Russo-Polish war, 1920», *Past and Present*, n° 38, p. 126 sq.
  17. Voir R. F. Karpova, «[La dernière phase des négociations anglo-soviétiques]», *Vestnik Leningradskogo Universiteta*, 14, 1962, p. 34-46 («Seriya istorii,azyka i literatoury», 3); et I. Maïski, «[L'accord commercial anglo-soviétique de 1921]», *Voprosy Istorii*, n° 5, 1957, p. 60-77.
  18. Lettre de Lloyd George à A. Chamberlain, 24 mars 1922, A.L.L.G. F/7/5/23.
  19. Tels sont les thèmes développés dans le rapport de E. F. Wise à Lloyd George, «The importance of Russia in the European reconstruction», 23 mars 1922, A.L.L.G. F/149/2/11.
  20. Cf. I. Deutscher, *Trotsky. The prophet armed*, op. cit., vol. I, p. 497.
  21. Lénine, discours d'ouverture au XI<sup>e</sup> Congrès du P.C.R. (b), 27 mars 1922, *Pol. Sobr. Sotch.*, op. cit., t. 45, p. 67-68.
  22. Voir à ce sujet l'important rapport politique que Lénine fit au comité central du P.C.R. (b) le 27 mars 1922, *ibid.*, t. 45, p. 69-116.
  23. Pour des travaux soviétiques, cf. I. Stepanov, *Ob inostrannykh kontsessii* [A propos des concessions étrangères], Moscou, 1920; V. Boutkovski, *Inostrannye kontsessii v narodnom khozyaistve S.S.S.R.* [Les concessions étrangères dans l'économie populaire de l'U.R.S.S.], Moscou-Leningrad, 1928; et les articles fort bien documentés de V. I. Kas'yanenko, L. F. Morozov, L. K. Chkarenko, «Essai sur l'histoire de la politique des concessions de l'Etat soviétique», *Istoriya S.S.S.R.*, n° 4, 1959, p. 39-59; et Kisilev, «Concessions dans le Nord européen de l'U.R.S.S.», *Voprosy Istorii*, n° 7, 1972, p. 26-36. Voir aussi l'étude détaillée de A. C. Sutton, *Western technology and Soviet economic development*, vol. I, 1917-1930 et vol. II, 1930-1945, Stanford, 1968 et 1971.
  24. Voir le télégramme de Lénine à Krassine (Londres), *Pol. Sobr. Sotch.*, op. cit., t. 52, p. 102-103 et 378; pour le rapport initial de Lénine «Sur les principes fondamentaux des conventions réglementant les concessions», qui fut adopté le 29 mars 1922 par le conseil de l'économie nationale, voir *Leninskii Sbornik*, Moscou, 1932, t. XX, p. 148-150.
  25. Notes secrètes de conversations entre Sir Maurice Hankey et Sir Cecil Hurst (Grande-Bretagne), et MM. Seydoux et Fromageot (France), Gênes, 25 avril 1922, 10 h, S.G. 15, F.O., Cabinet Papers (cités *infra* CAB) 31/5.
  26. Mémorandum «très confidentiel» par J. D. Gregory, chef du Northern Department au Foreign Office, «The Soviet government and Genoa», 12 février 1922, F.O. 371/8189.
  27. Trotski, *La révolution trahie*, op. cit., p. 190.
  28. K. Radek, biographie de Larissa Reisner, in G. Haupt et J.-J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, op. cit., p. 364.
  29. Lénine, «La situation internationale et intérieure de la République soviétique», 6 mars 1922, *Pol. Sobr. Sotch.*, op. cit., t. 45, p. 1-16.
  30. «Très secret». Rapport de la deuxième séance des délégués à la conférence de Gênes tenue au Kremlin le 10 février 1922, F.O. 371/8187.
  31. Rapport secret sur les activités de Rakovski, Special Branch, New Scotland Yard, 29 juin 1923, F.O. 371/9356.
  32. Trotski, notes sur «Les diplomates soviétiques», chap. I, «G. V. Tchitchérine», bM. S. Russ. 13, T 3488, Archives Trotski.
  33. Lénine, lettre à A. Ioffé, 1<sup>er</sup> juillet 1918, *Pol. Sobr. Sotch.*, op. cit., t. 36, p. 54.
  34. Tchitchérine, «[La jeunesse doit faire ses classes auprès de Lénine]», *Molodaya Gvardiya*, n° 2-3, février-mars 1924, «[A Lénine]», p. 17-20 (cet article n'a pas été reproduit dans G. V. Tchitchérine, *Stat'i i retchi po voprosam mejdounarodnoi politiki*, op. cit.).

35. Rakovski, «[Lénine et Marx]», *ibid.*, p. 439-443.
36. L. Fischer, notes de conversations avec Rakovski (Saratov, avril 1929). L'auteur garde une profonde reconnaissance au défunt Louis Fischer, qui eut l'amabilité de lui confier en 1968 toutes ses notes et toutes ses archives personnelles concernant Rakovski.
37. *Desyatyi S'ezd Rossiiskoi Kommounistitcheskoi Partii, 1921. Stenografitcheskii otchët* [X<sup>e</sup> Congrès du P.C.R. (b). Compte rendu sténographique], Moscou, 1921, p. 352-359.
38. *VIII Konferentsiya R.K.P. (b)* [VIII<sup>e</sup> Conférence du P.C.R. (b)], décembre 1919, Moscou (réimpr. 1961), p. 111-112.
39. Cf. Trotski, *Terrorisme et communisme*, 1<sup>re</sup> éd., Moscou, 1920; éd. française, Paris, 1963, chap. VIII en particulier sur la militarisation du travail; pour les idées de Trotski sur les syndicats, cf. I. Deutscher, *Soviet trade unions. Their place in soviet labour policy*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1950, p. 41 sq.
40. Rakovski, «[Lénine et Marx]», *ibid.* (C'est nous qui soulignons.)
41. Trotski, notes sur Rakovski, Archives Trotski.
42. Trotski, notes sur Rakovski diplomate, Archives Trotski.
43. Rakovski, *Autobiographie*, in G. Haupt et J.-J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, *op. cit.*, p. 347.
44. *Ibid.*, p. 349.
45. C. Clark, *Bessarabia ...*, New York, 1927, p. 183.
46. Trotski, *Voina i revolioutsiya* [La guerre et la révolution], Moscou, 1922, p. 299-300 (qui reproduit un article publié à Paris dans *Nache Slovo*, 25 avril 1915).
47. Insarov (pseudonyme de Rakovski), *Knyaz' Metternikh, ego jizn' i polititcheskaya deyatel'nost'*. *Biografitcheskii otcherk* [Le prince Metternich, sa vie et son activité politique. Essai biographique], Saint-Pétersbourg, 1905.
48. Rakovski, *Roussiya na Istok* [La Russie en Orient], Varna, 1898.
49. F. Engels ne publia son livre sur *La politique extérieure de l'Etat russe* qu'en 1890 à Londres.
50. Rakovski, *Autobiographie*, in G. Haupt et J.-J. Marie, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, *op. cit.*
51. S. Solovev, *Istoriya Rossii s drevneichikh vremën* [Histoire de la Russie depuis les temps les plus anciens], Moscou, 1851-1879.
52. V. Tatichtchev, *Vnechnyaya politika imperatora Nikolaya I* [La politique extérieure de l'empereur Nicolas I<sup>er</sup>], Moscou, 1887.
53. K. Leontev, *Vostok, Rossiya i Slaviansstvo* [L'Orient, la Russie et le monde slave], Moscou, 1885.
54. L. Tikhomirov, *La Russie politique et sociale*, Paris, 1886.
55. Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, Paris, 1846.
56. A. I. Hertzén, *Kolokol. Izbrannye stat'i (1857-1869)* [Articles choisis], Genève, 1887.
57. Rakovski, *Autobiographie*, in G. Haupt et J.-J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, *op. cit.*
58. Lénine, *Pol. Sobr. Sotch.*, *op. cit.*, t. 46, p. 64.
59. Trotski, notice biographique sur Christian Rakovski publiée le 25 avril 1915 dans *Nache Slovo*.
60. Rakovski, *Autobiographie*, in G. Haupt et J.-J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, *op. cit.*
61. Rakovski, «[Lénine et Marx]», *loc. cit.*
62. Rakovski, «[Lettre du camarade Ch. Rakovski au gouvernement socialiste de la République russe, Stockholm, 18 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1917]», *Izvestiya*, 29 novembre 1917.

63. Rakovski, «[Lénine et Marx]», *loc. cit.*
64. *Ibid.*
65. Cité par Rakovski, *ibid.*
66. Rakovski, «An old comrade's memories», *New Leader*, 25 janvier 1924, p. 3-4.
67. *Ibid.*
68. Rakovski, *Nakanoune Genoui, op. cit.*, p. 32.
69. Lénine, lettre à G. V. Tchitchérine, *Pol. Sobr. Sotch., op. cit.*, t. 44, p. 705.

NOTES DU CHAPITRE III: LES MISSIONS SECRÈTES DE RAKOVSKI EN EUROPE OCCIDENTALE (janvier - février 1922). SES PLANS D'ACTION DIPLOMATIQUE

1. Rakovski était alors à Khar'kov qui resta, jusqu'en 1934, la capitale de la R.S.S. d'Ukraine avant d'être remplacée par Kiev.
2. Lénine, *Pol. Sobr. Sotch., op. cit.*, t. 54, p. 133 et 600.
3. Pour une analyse des visées soviétiques interprétées par un esprit occidental de parti pris mais bien informé, voir le mémorandum «très confidentiel» rédigé par le chef du Northern Department au Foreign Office, «The Soviet government and Genoa», 12 février 1922, F.O. 371/8189; pour un exposé des options du gouvernement soviétique, cf. Lénine, *Leninskii Sbornik, op. cit.*, t. XX, p. 169.
4. Lénine, «Projet de directives au vice-président et à tous les membres de la délégation soviétique à Gênes», *Pol. Sobr. Sotch., op. cit.*, t. 44, p. 374-376 et 584.
5. Trotski, notes sur Rakovski diplomate, Archives Trotski.
6. Rapport de la Branche spéciale de New Scotland Yard, N 6053/550/38 et 6036/550/38, 29 juin et 3 juillet 1923, F.O. 371/8185. Pour une vue beaucoup plus officielle (et infiniment plus neutre) des tâches de la diplomatie soviétique, cf. l'article de Rakovski, «The foreign policy of Soviet Russia», *Foreign Affairs*, juillet 1926, p. 574-584.
7. *Times*, 10 janvier 1922.
8. Rapport de Lénine au IV<sup>e</sup> Congrès du Komintern, *Pol. Sobr. Sotch., op. cit.*, t. 45, p. 278-294.
9. *Petrogradskaya Pravda*, 31 décembre 1921.
10. Cette idée de Rakovski a été textuellement consignée par Louis Fischer au cours de leur conversation d'avril 1929 à Saratov (Papiers L. Fischer).
11. G. Freund, *Unholy alliance. Russian-German relations from the treaty of Brest-Litovski to the treaty of Berlin*, Londres, 1957, p. 108.
12. Télégramme N 676 de Lord d'Abernon à Lord Curzon, 16 janvier 1922, F.O. 371/8185.
13. Cité par Lord d'Abernon, *An ambassador of peace*, Londres, 1929, vol. I, p. 261-262; voir aussi Papiers Louis Fischer.
14. Télégramme de Lord d'Abernon à Lord Curzon, N 676, 16 janvier 1922, F.O. 371/8185.
15. Rakovski, *Angliya i Rossiya, op. cit.*, p. 20.
16. *Wireless News*, 16 avril 1921.
17. Rapports établis par la Branche spéciale de New Scotland Yard, N 6053/550/38 et N 6036/550/38, 29 juin et 3 juillet 1923, F.O. 371/8185.
18. Cité par Lord d'Abernon, *An ambassador of peace, op. cit.*
19. *Ibid.*
20. *L'Humanité*, 24 juillet 1921.

21. Lettre de Lloyd George à Austen Chamberlain, 24 mars 1922, A.L.L.G. F/7/5/23. Pour une analyse soviétique, cf. A. Soukhotine, «Les relations anglo-françaises à la veille de Gênes», *Vestnik N.K.I.D.*, n° 4-5, avril-mai 1922, p. 47-54.
22. Papiers Louis Fischer.
23. Lettre de G. V. Tchitchérine à Lénine, 18 février 1922; et commentaire de Lénine dans sa lettre du 20 février à Molotov, in Lénine, *Pol. Sobr. Sotch.*, *op. cit.*, t. 54, p. 176 et 615-616.
24. *Ibid.*
25. Pour les premiers contacts entre les Soviétiques et le gouvernement français, voir B. de Jouvenel, *D'une guerre à l'autre*, vol. I, *De Versailles à Locarno*, Paris, 1940, p. 140-141.
26. Rapport du Foreign Office, 13 février 1922, n° 124, F.O. 371/8185.
27. *Ibid.*
28. *Le Temps*, 4 avril 1922.
29. Cité dans le télégramme envoyé par Lord d'Abernon à Lord Curzon le 2 avril 1922, F.O. 371/8187.
30. Pour une vue soviétique de la question, voir l'article assez bien informé de S. Mikhaïlova-Chtern, «[La Petite Entente et Gênes]», *Vestnik N.K.I.D.*, n° 4-5, avril-mai 1922, p. 55-59.
31. Pour la conversation de Beneš avec les représentants du Foreign Office, voir le rapport N 654/646/38, 21 janvier 1922, F.O. 371/8185.
32. Le fait est bien connu, et de Monzie parla un jour à son ami de Jouvenel de Poincaré «dont le prestige couvre Beneš...»
33. Voir le mémorandum récapitulatif que Beneš joignit à la lettre qu'il envoya le 22 février 1922 à Lloyd George, «General principles for the organization of the Genoa conference», A.L.L.G. F/49/9/3; voir aussi le *Times*, 12 mai 1922, col. 10 a.

#### NOTES DU CHAPITRE IV: LA CONFÉRENCE DE GÊNES

(10 avril - 19 mai 1922)

1. Archives personnelles de Lord Curzon, F.O. 800/156, lettre personnelle et confidentielle de Lord Hardinge à Lord Curzon, 4 avril 1921.
2. Télégramme du représentant officiel de la R.S.F.S.R. en Grande-Bretagne au commissaire du peuple aux Affaires étrangères G. V. Tchitchérine, 17 décembre 1921, in *Dokoumenty vnechnei politiki S.S.S.R.* [Documents de politique étrangère de l'U.R.S.S.] (cités *infra D.V.P.*), vol. IV, Moscou, 1960, p. 579-582.
3. Lettre personnelle de Sir Samuel Hoare à Sir Robert Horne, 9 juin 1920, A.L.L.G. F/27/6/36.
4. Cf. par exemple *British White Paper*, «Resolution adopted by the Supreme Council at Cannes, January 1922, as the basis of the Genoa conference», Londres, 1922; voir aussi le *Times*, 7 janvier 1922.
5. J. Chastenet, *Histoire de la Troisième République*, vol. V, *Les années d'illusions (1918-1931)*, Paris, 1960, p. 87-88.
6. Rapport de Tchitchérine au C.C.E. pan-russe, 27 janvier 1922, cité in F.O. 371/8185.
7. Pour des analyses soviétiques de l'attitude américaine face à la conférence de Gênes, voir A. Kantorovitch, «[L'Amérique et Gênes]», *Vestnik N.K.I.D.*, n° 4-5, avril-mai 1922, p. 33-47; et V. F. Lopatine, *Proval antisovetskikh planov S. Ch.A. Genouya i Gaaga 1922* [L'échec des plans antisoviétiques des U.S.A. Gênes et La Haye, 1922], Moscou, 1963 (traite en particulier des

- questions pétrolières qui eurent une grande importance dans l'échec de l'aspect économique de la conférence).
8. Lettre de Paul Cambon à son fils, 8 janvier 1922, in Paul Cambon, *Correspondance*, Paris 1940-46, vol. III (1870-1924), p. 38-39. Voir aussi le télégramme de Litvinov au commissariat du peuple aux Affaires étrangères, 9 avril 1922, in *D.V.P., op. cit.*, vol. V, p. 191.
  9. Lettre de Paul Cambon à son fils, 21 avril 1922, in *Correspondance, op. cit.*
  10. Pour la conversation que Lloyd George eut à ce sujet avec L. B. Krassine, voir le télégramme que ce dernier envoya à Moscou le 17 décembre 1921, in *D.V.P., op. cit.*, vol. IV, p. 579-582.
  11. Rapport de Sir Edward Grigg à Lloyd George, 4 avril 1922, A.L.L.G. F/86/2/1.
  12. Minute de Sir Eyre Crowe (Foreign Office), 30 mars 1922, F.O. 371/8187.
  13. Lettre personnelle de Lloyd George à Lord Derby, 18 février 1922, A.L.L.G. F/14/3/39.
  14. Papiers Louis Fischer.
  15. Lettre de J. D. Gregory à M. W. Lampson, 14 avril 1922, F.O. 371/8187.
  16. A. A. Ioffé, *Ot Genoui do Gaagi* [De Gênes à La Haye], Moscou, 1923, p. 21.
  17. Mémorandum de O. T. Rayner (du Foreign Office) sur les impressions que Sir Sydney Chapman (du Board of Trade) eut de Rakovski lors de la conférence de Gênes, F.O. 371/9355.
  18. Renzo, «Impressions de Gênes», *La Vie des peuples*, 10 mai 1922.
  19. Mémorandum de O. T. Rayner, F.O. 371/9355.
  20. J. Saxon-Mills, *The Genoa conference*, New York, 1923, p. 87.
  21. *Ibid.* J. Saxon-Mills résume ses impressions en parlant de «that singularly attractive person Mr. Rakovsky...»
  22. Renzo, «Impressions de Gênes», *loc. cit.*
  23. *Ibid.*
  24. J. Saxon-Mills, *The Genoa conference, op. cit.*
  25. Renzo, «Impressions de Gênes», *loc. cit.*
  26. Mémorandum de O. T. Rayner, F.O. 371/9355.
  27. M. Eastman, *Love and revolution*, New York, 1964, p. 294.
  28. *Ibid.*
  29. Lorsqu'il devint ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris (1925-1927), Rakovski chercha à faciliter au maximum les recherches entreprises par des savants soviétiques sur la Révolution française; quand il partit pour l'exil en 1927, c'est le livre d'Aulard qu'il emporta avec lui, avec le *Don Quichotte* de Cervantès et le livre d'Isaac Babel, *Cavalerie rouge*.
  30. A. A. Ioffé, *Ot Genoui do Gaagi, op. cit.*; voir aussi l'article très détaillé d'Edmundo Pelouso (un membre du parti socialiste portugais qui devint par la suite un permanent du Komintern) sur l'art diplomatique de Rakovski, «[Rakovski diplomate]» *Izvestiya*, 20 août 1924.
  31. Mémorandum de O. T. Rayner, F.O. 371/9355.
  32. Renzo, «Impressions de Gênes», *loc. cit.*
  33. J. Saxon-Mills, *The Genoa conference, op. cit.*
  34. *Ibid.*
  35. *Documents diplomatiques. Conférence économique internationale de Gênes*, Paris, 1922, p. 78 sq.
  36. Cf. N. N. Lioubimov, *Les réclamations de la Russie aux Etats responsables de l'intervention et du blocus*, vol. IV, éd. de la Délégation de Russie à la Conférence économique internationale de Gênes, 1922.
  37. «Mémorandum soumis, le 24 avril 1922, par M. Rakovski au comité des experts», in *Documents diplomatiques, op. cit.*, p. 78.
  38. *Ibid.*
  39. *Ibid.*, p. 89.

40. J. Saxon-Mills, *The Genoa conference*, *op cit.*
41. *Documents diplomatiques*, *op. cit.* Pour un échange de vues tout à fait savoureux sur le sujet, cf. «Rakovski réplique au *Temps* et à M. Aulard. L'expropriation devant le droit bourgeois», *L'Humanité*, 7 juin 1922.
42. Voir l'interview qu'il accorda sur ce point à *L'Information*, 2 mai 1922, et son article, «The future of Soviet trade relations», *Russian Information and Review*, 29 mars 1924, p. 199-216.
43. Rakovski, mémorandum soumis au président de la commission financière, 5 mai 1922, F.O. 371/8190.
44. *Ibid.*
45. *Ibid.*
46. *Ibid.*
47. Conversation secrète entre le Premier ministre (de Grande-Bretagne) et la délégation soviétique, 20 avril 1922, 17h 30, CAB 31/5, S.G. 11.
48. *Ibid.*
49. Conversation secrète entre Lloyd George et Barthou, 11 avril 1922, CAB 31/5, S.G. 1.
50. Le comte Brockdorff-Rantzau, qui était alors ministre des Affaires étrangères et qui devint le très efficace ambassadeur d'Allemagne à Moscou, laissa clairement entendre dès cette époque que son pays pourrait «se rapprocher de la Russie» (cité par P. Renouvin, *Le traité de Versailles*, Paris, 1969, p. 84).
51. Voir en particulier G. W. Hallgarten, «General von Seeckt and Russia, 1920-1922», *Journal of Modern History*, mars 1949, p. 28-34; et H. Gatzke, «Russo-German collaboration during the Weimar Republic», *American Historical Review*, avril 1958, p. 565-597.
52. «The penetration of Russia. German trust formed», *Times*, 10 janvier 1922 (qui cite l'interview parue dans *Roul'*).
53. Rapport du Foreign Office sur les relations germano-soviétiques, 23 avril 1922, F.O. 371/8189.
54. Conversation secrète entre Lloyd George et Rathenau, 19 avril 1922, CAB 31/5, S.G. 8.
55. Rapport du Foreign Office sur les relations germano-soviétiques, F.O. 371/8189.
56. Lettre de Tchitchérine au Commissariat aux Affaires étrangères, 10 avril 1922, *D.V.P.*, vol. 5, p. 207.
57. Un exemple caractéristique de cette opposition au Premier ministre nous est offert par la note qu'écrivit un membre du Foreign Office à la veille de la conférence: «Il semble maintenant qu'à Gênes nous aurons à choisir entre avoir les bolcheviks pour amis dans un avenir immédiat, ou bien les Français. Je préfère ces derniers; si nous avons un jour à nous séparer de la France, j'espère que nous ne l'insulterons pas en lui disant que nous préférons Moscou» (note signée R.C.L., 29 mars 1922, sur le rapport «Report of the British committee on the preliminary meetings for the Genoa conference», F.O. 371/8187).
58. Mémorandum de J. D. Gregory, 29 mars 1922, F.O. 371/8187.
59. Conversation secrète entre Lloyd George et la délégation allemande, 19 avril 1922, à midi, CAB 31/5, S.G. 8.
60. *Ibid.*
61. Notes personnelles de A. von Maltzan «Sur les événements qui ont conduits à la signature du traité germano-soviétique, entre le mardi 11 mars 1922 et le lundi 17 avril 1922», F.O. 371/8188.
62. Lettre de Tchitchérine au commissariat aux Affaires étrangères, 10 avril 1922, in *D.V.P.*, *op. cit.*, vol. V, p. 207.
63. Conversation secrète entre Lloyd George et la délégation allemande, 19 avril 1922, CAB 31/5, S.G. 8.

64. Conversation secrète entre Lloyd George et Rathenau, 19 avril 1922, 8 h, CAB 31/5, S.G. 9. Rathenau avait exposé par écrit les mêmes arguments dans la lettre qu'il avait fait parvenir la veille à Lloyd George, A.L.L.G., F/53/3/14.
65. Papiers Louis Fischer.
66. *Ibid.*
67. Note de von Maltzan, samedi 15 avril 1922, F.O. 371/8188.
68. *Ibid.*
69. Note de von Maltzan, mercredi 12 avril 1922, F.O. 371/8188.
70. Cf. W. F. Rheinbaben, «Deutsche Ostpolitik in Locarno», *Aussenpolitik* (Stuttgart), janvier 1953, vol. IV, n° 1, p. 36.
71. Pour des descriptions, cf. H. Kessler, *Walter Rathenau*, Londres, 1929, p. 319-359; G. F. Kennan, *Russia and the West under Lenin and Stalin*, New York 1960, p. 207 sq.
72. Télégramme de Litvinov à Moscou, in *D.V.P.*, *op. cit.*, vol. V, p. 226.
73. Pour le texte précis de cette clause, cf. *Arkhiv Vnechnei Politiki S.S.S.R.*, f. 0165-a, p. 101, d. 4, 1. 85 (cité dans *Rapall'ski dogovor i problema mirnogo sosouchchestvovaniya* [Le traité de Rapallo et le problème de la coexistence mondiale], Moscou, 1962, p. 181).
74. Rakovski, *Angliya i Rossiya*, *op. cit.*, p. 24.
75. «[Rapport de Yan E. Roudzoutak sur la conférence de Gênes]», 12 mai 1922, *Istoricheskii Arkhiv*, mars-avril 1922, n° 2, p. 80-95.
76. Conversation secrète entre D. Lloyd George et la délégation allemande, 4 mai 1922, CAB 31/5, S.G. 25.
77. Voir les commentaires de Lénine, *Pol. Sobr. Sotch.*, *op. cit.*, t. 45, p. 164-165, et p. 537-539; voir aussi *Leninskii Sbornik*, *op. cit.*, t. XXXVI, p. 475-476; et son télégramme à Tchitchérine le 22 mai 1922, *Pol. Sobr. Sotch.*, *op. cit.*, t. 45, p. 172 et 541-542.
78. Télégramme de Lénine à Tchitchérine, 30 avril 1922, *Pol. Sobr. Sotch.*, *op. cit.*, t. 45, p. 171, 540 et 676.
79. *Rote Fahne*, n° 249, 31 mai 1922; et rapport du Foreign Office, F.O. 371/8192.
80. Pour plus de précisions à ce sujet, cf. F. Conte, «Christian Rakovskij commissaire aux Affaires étrangères de l'Ukraine...», *loc. cit.*, p. 458-459.
81. *Lokal Anzeiger*, n° 254, 1<sup>er</sup> juin 1922.
82. Papiers Louis Fischer.
83. Rakovski, *Angliya i Rossiya*, *op. cit.*, p. 31.

#### NOTES DU CHAPITRE V: AUTOUR DE LA CONFÉRENCE DE LAUSANNE (20 novembre 1922 - 24 juillet 1923)

1. I. Steklov, «[La Russie est de retour]», *Izvestiya*, 7 décembre 1922.
2. Rakovski, *Angliya i Rossiya*, *op. cit.*, p. 27.
3. Sur Frounze, cf. W. D. Jacobs, *Frunze. The Soviet Clausewitz (1885-1925)*, La Haye, 1969.
4. «Relations of the Soviet government with Angora», memorandum de l'Eastern Department du Foreign Office, mai 1922, F.O. 371/8193.
5. «Le bolchevisme et l'Islam», *Revue du monde musulman*, vol. 52, 1922, p. 206.
6. Cité par Dennis, *The foreign policies of Soviet Russia*, New York, 1924, p. 218.
7. «Relations of the Soviet government with Angora», F.O. 371/8193.
8. Lénine, lettre à Molotov, 24 février 1922, *Pol. Sobr. Sotch.*, *op. cit.*, t. 54, p. 181-192 et 617-618; et t. 44, p. 410 et 590; voir aussi *Leninskii Sbornik*, *op. cit.*, t. XXXVI, p. 434.
9. Voir la conversation que le général Weygand eut avec Lord d'Abernon, in Lord d'Abernon, *An ambassador of peace*, *op. cit.*, vol. II, p. 108.

10. Cf. P. Renouvin, *Histoire des relations internationales*, vol. VII, *Les crises du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1957, p. 292-293.
11. *Ibid.*
12. Juanakas Sinas (Riga), 13 février 1923, cité par Dennis, *The foreign policies of Soviet Russia*, *op. cit.*, p. 228.
13. Klioutchnikov et Sabanine, *Mejdounarodnaya politika* [La politique étrangère], Moscou, 1928, vol. III, p. 201-202.
14. Rapport de la Branche spéciale de New Scotland Yard, N 6053/550/38 et 6036/550/38, 29 juin et 3 juillet 1923, *loc. cit.*
15. Rakovski, *Angliya i Rossiya*, *op. cit.*, p. 35.
16. Lord d'Abernon, *An ambassador of peace*, *op. cit.*, vol. II, p. 166.
17. Rapport P. 6324. U., 12 juin 1922, «Comité ukrainien à Paris. Une lettre de Markotoune», in Dossier Rakovski, Ministère de l'Intérieur, Préfecture de police de Paris, série «Panthéon».
18. Secret Intelligence Service, rapport N 775, 1<sup>er</sup> juillet 1922, «Ukrainian groups abroad», F.O. 371/8165.
19. Lettre de Markotoune à Poincaré, jointe au rapport du Secret Intelligence Service au Foreign Office, 21 novembre 1922, «Sur les activités de Markotoune», F.O. 371/8165.
20. «[Conversation avec le député Herriot au Parlement français]», *Izvestiya*, 21 septembre 1922; voir aussi l'éditorial des *Izvestiya* du 24 septembre, «[La Russie et la France]», et l'interview d'Edouard Herriot.
21. Lénine, interview accordée à Michael Farbman, 27 octobre 1922, *Pol. Sobr. Soich*, *op. cit.*, t. 45, p. 237-244, 568, 695.
22. *Ibid.*
23. Cf. Lord d'Abernon, *An ambassador of peace*, *op. cit.*, vol. II, p. 147-148; la presse soviétique développa beaucoup ce thème: voir les articles de A. Lozovski à ce sujet, «[Lausanne et la Ruhr]», *Pravda*, 16 février 1924, et «[Lausanne, la Ruhr et notre tactique]», *Molodaya Gvardiya*, n° 2(9), 1923, p. 281-295.
24. Rakovski, *Angliya i Rossiya*, *op. cit.*, p. 33.
25. *Ibid.*
26. V. V. Vorovski, *Stat'i i materialy po voprosam vnechnei politiki*, *op. cit.*, p. 211-212 pour des études soviétiques, cf. A. Lozovski, *Lozanna, Rour, i ugroza voiny* [Lausanne, la Ruhr et la menace de guerre], Moscou, 1923; et V. A. Dranov, *Tchernomorskie prolivy* [Les détroits de la mer Noire], Moscou, 1948.
27. Télégramme de Lord Curzon (Lausanne) au Foreign Office, après sa conversation privée avec Tchitchérine, 17 décembre 1922, N 11110/3/38, F.O. 371/8147.
28. «Russia and Lausanne», *Russian Information and Review*, 24 février 1923, p. 330.
29. Télégramme de Lord Curzon au Foreign Office, 17 décembre 1922, F.O. 371/8147.
30. *British Blue Book. Lausanne conference on Near East affairs, 1922-1923*, Londres, 1923, p. 139. Pour le point de vue traditionnel des Russes, cf. P. Milioukov, «[La neutralisation des Dardanelles et du Bosphore]», in *Voprosy mirovoi voiny* [Questions posées par la guerre mondiale], Petrograd, 1915.
31. Rakovski, «[La conférence de Lausanne]», *Izvestiya*, 19 janvier 1923, p. 2.
32. *Russian Information and Review*, 24 février 1923. Pour le mémorandum sur les problèmes de l'Orient publié par la délégation soviétique à la conférence de Lausanne, cf. *Russian Information and Review*, 6 janvier 1923, p. 211-215. Ce mémorandum est signé conjointement par Tchitchérine au nom de la R.S.F.S.R. et par Rakovski au nom de la R.S.S.U.
33. Rapport annuel du commissariat aux Affaires étrangères (1923), Moscou, 1924,

- cité in L. Fischer, *The Soviets in world affairs*, Londres, 1930, vol. I, p. 411.
34. Rakovski, «[La conférence de Lausanne]», *loc. cit.*
  35. *Istoriya diplomatii* [Histoire de la diplomatie], Moscou, 1965, vol. III, p. 323.
  36. Cf. F. Conte, «Christian Rakovski et l'usage de la force armée dans un mouvement révolutionnaire: le cas de l'Ukraine (janvier-août 1919)», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XX, octobre-décembre 1973, p. 523-552.
  37. Cité par A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, vol. III, *La guerre aux rois, 1792-1793*, Paris, 1891, p. 99.
  38. Rakovski, «[La conférence de Lausanne]», *loc. cit.*; voir aussi son introduction («Lausanne», 20 pages) au livre de son ami politique M. Rafail-Farbman, *Blijnevostochnyi vopros* [La question du Proche-Orient], Khar'kov, 1923.
  39. Rakovski, *Angliya i Rossiya*, *op. cit.*, p. 23 sq. (chapitre intitulé «Les protestations des peuples opprimés. La conférence de Lausanne»).
  40. *Ibid.*

#### NOTES DU CHAPITRE VI: RAKOVSKI CHARGÉ D'AFFAIRES DU GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE À LONDRES (septembre 1923 - 1924)

1. Dossiers réunis par les soins du Colonial Office et du Foreign Office, 8 mars 1922, C.O., Iracq 730/28; et le 18 mai 1922, F.O. 371/8193.
2. Pour un exposé des représentations faites par Lord Curzon dans son ultimatum, cf. *British White Book. Correspondence between H.M.G. and the Soviet government respecting the relations between the two governments*, Londres, 1923. Pour le point de vue soviétique, cf. *Russian Information and Review*, 28 avril 1923, p. 451.
3. *Daily Herald*, 10 mai 1923.
4. *Manchester Guardian*, 5 janvier 1922.
5. *Daily Telegraph*, 26 avril 1923.
6. *Le Temps*, 10 août 1921.
7. Lettre de R. Hodgson à Lord Curzon, 14 août 1922, N 7893/12/38, F.O. 371/8150.
8. Voir l'article très explicite de L. Dumont-Wilden, «Le bolchevisme et l'héritage romain», *Revue des deux mondes*, 15 avril 1924, p. 752-769.
9. L. Dumont-Wilden, «La lutte contre le bolchevisme et la défense de l'Occident», *Revue bleue*, 1927, p. 274 sq.
10. Cité par G. A. Dewar, «Britain's recognition of the Soviets», *Foreign Affairs*, vol. III, n° 2, 15 décembre 1924, p. 313-320.
11. *Ibid.*
12. «L'affaire Rakovski», *Le Journal des débats*, mardi 4 octobre 1927, p. 1, col. 1-2.
13. «Controverses sur l'ambassade», *Le Journal des débats*, vendredi 7 octobre 1927, p. 1, col. 1-2.
14. De nombreuses études (souvent non publiées malheureusement) ont été écrites sur ce thème: cf. S. Horowitz, *The Soviet Union and the French left bloc*, Certificate of the Russian Institute, Columbia University, 1953, 140 p.; A. C. E. Quainton, *French policy and the Russian revolution (1917-1924)*, Oxford, B. Litt., 1959; Ch. Harris, *La presse française et la politique européenne de l'U.R.S.S.*, Paris, 1966, 356 p. (thèse d'université), pour la France; pour la Grande-Bretagne, cf. G. A. Ritter, *The British Labour movement and its policy towards Russia from the first Russian revolution until the treaty of Locarno*, Oxford, B. Litt., 1958; et le livre de S. R. Graubard, *British Labour and the Russian revolution (1917-1924)*, Harvard & O.U.P., 1956.

15. *Manchester Guardian*, 14 mai 1923.
16. *Parliamentary debates*, House of Commons, Hansard, 1923, col. 294.
17. R. MacDonald, *Parliament and revolution*, 1920, p. 21.
18. R. MacDonald, *The foreign policy of the Labour Party*, 1923, p. 43-45.
19. R. MacDonald, *Times*, 9 janvier 1924.
20. J. L. Garvin, *Observer*, 20 mai 1923.
21. Voir sur ce point L. Schapiro, «Lenin after fifty years», in *Lenin, the man, the theorist, the leader, a reappraisal*, ed. by L. Schapiro et P. Reddaway, Londres, 1967, p. 15-17.
22. Cité par L. Fischer, *The Soviets in world affairs*, op. cit., vol. II, p. 474-475.
23. M. A. Rafail, *Rabotchee pravitel'stvo Anglii i anglo-sovetskii dogovor* [Le gouvernement travailliste anglais et l'accord anglo-soviétique], Moscou, 1924, p. 1-2.
24. Au télégramme de R. MacDonald demandant aux Soviétiques de ne pas céder à la «provocation» répondirent Kamenev (au nom du gouvernement) et Litvinov (au nom du commissariat aux Affaires étrangères) (cf. *Izvestiya*, 13 mai 1923, et *D.V.P.*, op. cit., vol. VI, p. 303). Les originaux se trouvent à la bibliothèque du parti travailliste (Transport House) à Londres.
25. Note du gouvernement de la R.S.S. d'Ukraine au gouvernement de Grande-Bretagne, 15 mai 1922, in *D.V.P.*, op. cit., vol. VI, p. 312.
26. Cité par W. P. et Z. Coates, *A history of Anglo-Soviet relations*, Londres, 1944, p. 121-122.
27. Voir la lettre de J. D. Gregory à Austen Chamberlain (20 mai 1925) qui décrit avec condescendance cette conférence avec les leaders travaillistes, F.O. 371/9357.
28. Pour un exposé détaillé des thèses du Labour Party, voir la brochure de A. Henderson, *Labour and foreign affairs*, Londres, Publications of the Labour Party, 1922.
29. Lettre N 172 de R. Hodgson à Lord Curzon, 8 mars 1923, F.O. 371/9355.
30. Pour une biographie soviétique de Krassine, cf. R. F. Karpova, *L. B. Krassine . . .*, op. cit., p. 205.
31. I. M. Maïski, *Vospominaniya sovetskogo posla v Anglii* [Souvenirs d'un diplomate soviétique en Angleterre], Moscou, 1960, p. 13.
32. Message de R. Hodgson (Moscou) à Lord Curzon, N 38, 11 septembre 1922, N 10612/216/38, F.O. 371/9355.
33. Note de J. D. Gregory sur le mémorandum «Reception of Mr. Krassine at Foreign Office», 14 mars 1923, N 2512/550/38, F.O. 371/9355.
34. Lettre de G. V. Tchitchérine (Lausanne) à Litvinov (Moscou), N 12, 17 décembre 1922, in *D.V.P.*, op. cit., vol. VI, p. 89.
35. Archives centrales d'Etat de la révolution d'Octobre, lettre de Krassine au Narkomindel, 25 janvier 1923, citée par R. F. Karpova, *L. B. Krassine . . .*, op. cit., p. 148.
36. Lettre N 1878 de R. Hodgson à Lord Curzon, 20 février 1923, F.O. 371/9855.
37. Lettre N 172 de R. Hodgson à Lord Curzon, 8 mars 1923, F.O. 371/9855.
38. *Ibid.*
39. Commentaire de la Section I du S.I.S. (Secret Intelligence Service) sur la question de la nomination de Vorovski à Londres, N 4331/550/38, 11 mai 1923, F.O. 371/9355.
40. Lettre personnelle de L. B. Krassine à sa femme, 4 mars 1923, Archives Krassine.
41. Au lendemain de la révolution bolchevique, Litvinov avait été nommé représentant soviétique à Londres (3 janvier 1918). Il en fut expulsé au début de l'intervention étrangère sur le territoire de l'ancien empire tsariste (au

- milieu de l'été 1918). Si l'on en croit une dépêche parue le 28 janvier 1923 dans le *Daily Telegraph*, «l'ambition de Litvinov était de revenir à Londres en tant que représentant de l'Etat soviétique». A ce sujet, cf. A. Litvinova, «[Rencontres et séparations. Souvenirs sur M. M. Litvinov]», *Novyi Mir*, n° 7, 1966, p. 235-250; et un article aujourd'hui oublié de M. M. Litvinov, «[Jours d'octobre à Londres. Souvenirs du camarade Litvinov]», *Izvestiya*, 6 novembre 1918, p. 7.
42. Note de J. D. Gregory, N 3128, 15 mars 1923, F.O. 371/9355.
  43. Note de Lord Curzon sur le mémorandum N 3128/550/38, 16 mars 1923, F.O. 371/9355.
  44. *Ibid.*
  45. Note de W. Strang (Foreign Office), N 3494, 17 avril 1923, F.O. 371/9355.
  46. Lettre communiquée par la Section I du S.I.S. au Foreign Office, 11 mai 1923: il s'agit d'une lettre de Litvinov à Vorovski avec copies à Trotski et à Kamenev (qui dirigeaient alors la diplomatie soviétique en l'absence de Lénine), F.O. 371/9355.
  47. Voir l'article que Rakovski écrivit au lendemain de la mort de Vorovski, pour lequel il eut toujours beaucoup d'estime, «[Le camarade Ch. G. Rakovski nous parle du camarade V. V. Vorovski]», *Izvestiya*, 22 mai 1923.
  48. Note de J. D. Gregory N 6671/550/38 sur le télégramme de Peters (Moscou) N 174, 2 août 1923, F.O. 371/9356.
  49. Lord d'Abernon, *An ambassador of peace*, *op. cit.*, vol. II, p. 81-82.
  50. Note de J. D. Gregory N 6767, 11 août 1923, F.O. 371/9356.
  51. Cf. E. Lo Gatto, *Histoire de la littérature russe*, Paris, 1965, p. 136-138.
  52. Voir aussi Trotski, *Stalin, an appraisal of the man and of his influence*, ed. & transl. by Ch. Malamuth, Londres, 1947, p. 384.
  53. Sur cet épisode, cf. W. Kolarz, *La Russie et ses colonies*, Paris 1955, vol. I, p. 306-310; pour la réaction de Trotski, cf. I. Deutscher, *Trotsky. The prophet armed*, *op. cit.*, p. 473-476.
  54. On se souvient qu'en 1920 Trotski n'avait pas approuvé la décision de Lénine de faire marcher l'Armée rouge sur Varsovie, au moment de la guerre soviéto-polonaise.
  55. Trotski, *Between red and white*, Londres, 1922.
  56. Rakovski, «[L'accord de Locarno et ses conséquences]», *Mirovoe Khozyaistvo i Mirovaya Politika*, n° 1, 1926, p. 33-50. Sur le même thème, voir aussi sa brochure *Angliya i Rossiya*, *op. cit.*, p. 6.
  57. Trotski, notes sur Krassine diplomate, dossier bM. S. Russ 13, T 3490 a, b, Archives Trotski.
  58. Lettre de A. A. Ioffé à L. D. Trotski, Archives Trotski (citée par I. Deutscher, *The prophet unarmed*, New York, 1965, p. 380-384).
  59. Notes de Trotski sur sa conversation avec L. B. Kamenev, Archives Trotski.
  60. Archives Krassine.
  61. Rapport de J. D. Gregory à propos du télégramme de Peters au Foreign Office, N 174, 2 août 1923, F.O. 371/9356.
  62. Papiers Louis Fischer, interview de Rakovski, Saratov, avril 1929.
  63. *Pyatnadsatyi S'ezd V.K.P. (b). Stenograficheskiï otchët* [Quinzième Congrès du parti communiste pan-russe bolchevique. Compte rendu sténographique], Moscou, 1962, t. II, p. 1012. Dès le mois de juin 1921, on avait donné à un artel de la région d'Odessa le nom de Rakovski. Cet artel comprenait «les membres les plus actifs du comité des paysans pauvres qui s'était constitué au village bulgare de Bolchoï Bouyalik». Il y avait en tout «dix familles qui travaillaient 157 desyatines d'excellente terre», nous disent les *Izvestiya* du 2 septembre 1923.
  64. Ce mot a été employé par Boris Souvarine, qui parla aussi de «boss» pour

montrer l'importance du rôle que Rakovski joua à cette époque en Ukraine (conversation avec l'auteur, Institut d'histoire sociale et de soviétologie, Paris, mai 1972).

65. *Pyatnadsatyi S'ezd V.K.P.(b)*, op. cit., t. I, p. 186.
66. Papiers Louis Fischer, interview de Rakovski, Saratov, avril 1929.
67. Voir le rapport N 6426/550/38 de Peters (Moscou), 16 juillet 1923, F.O. 371/9356, et la dernière interview que Rakovski accorda aux *Izvestiya* avant son départ pour Londres, le 1<sup>er</sup> août 1923.
68. Débats parlementaires: question orale du capitaine Erskine-Bolst au sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères R. McNeill, 21 juillet 1923, cité dans le rapport du Foreign Office, F.O. 371/9356.
69. Débats parlementaires: question de Sir R. Richardson à R. McNeill, 25 juillet 1923, F.O. 371/9356.
70. *Times*, lundi 6 août 1923, «M. Rakovsky's speeches. Explanation demanded from Moscow».
71. *Times*, vendredi 10 août 1923, «M. Rakovsky's speeches».
72. Télégramme codé du Foreign Office à Peters (Moscou), N 162, N 6617/550/38, 1<sup>er</sup> août 1923, F.O. 371/9356.
73. Note de Sir Eyre Crowe (le directeur ou «Permanent head» du Foreign Office) sur le rapport concernant la question posée au Parlement par le capitaine Erskine-Bolst, 21 juillet 1923, F.O. 371/9356.
74. Voir à ce sujet la note de P. M. Roberts (du Northern Department), qui est un projet de réponse à la question posée par le capitaine Erskine-Bolst à R. McNeill, N 6656/550/38, 1<sup>er</sup> août 1923, F.O. 371/9356.
75. Télégramme de Peters (qui remplaçait momentanément R. Hodgson à la tête de la délégation britannique à Moscou) au Foreign Office, N 6669/550/38, 2 août 1923, F.O. 371/9356.
76. Télégramme de Peters (Moscou) à J. D. Gregory, N 7139/550/38, 10 août 1923, F.O. 371/9356.
77. Télégramme de Peters (Moscou) au Foreign Office, N 66671/550/38, 2 août 1923, F.O. 371/9356.
78. Cité in *ibid.*
79. Mémoire de Tchitchérine, N 6862/550/38, 9 août 1923, F.O. 371/9356.
80. Note de R. C. Lindsay, N 6767/550/38, 11 août 1923, F.O. 371/9356.
81. Note de J. D. Gregory, N 6669/550/38, 15 août 1923, F.O. 371/9356.
82. Note de Lord Curzon sur le rapport N 6669/550/38 préparé par J. D. Gregory, F.O. 371/9356.
83. *Ibid.*
84. Dossier N 6669/550/38, 15 août 1923, F.O. 371/9356.
85. Télégramme de Peters au Foreign Office, 2 août 1923, F.O. 371/9356.
86. Note de R. Lindsay, 30 août 1923, F.O. 371/9356.
87. Lettre N 181323 reçue par l'Agence télégraphique russe et transmise au Foreign Office, 10 août 1923, F.O. 371/9356.
88. Note de Sir Ed. Ovey, N 7013/550/38, 22 août 1923, F.O. 371/9356.
89. Note de J. D. Gregory, N 6669/550/38, 15 août 1923, F.O. 371/9356.
90. Télégramme N 38 du Foreign Office à Lord d'Abernon; télégramme N 72 du Foreign Office à Peters, 30 août 1923, F.O. 371/9356.
91. Voir l'interview qu'il accorda le 16 août au journal letton *Jaunakas Sinas*.
92. *Observer*, 14 octobre 1923.
93. *La Revue des deux mondes*, 15 juillet 1921.
94. *Observer*, 7 octobre 1923.
95. Lettre confidentielle de Lord Curzon à R. Hodgson (Moscou), 19 novembre 1923, F.O. 371/9356.
96. *Ibid.*

97. *Ibid.*
98. *Labour Magazine*, janvier 1923, p. 393.
99. *Parliamentary debates*, House of Commons, Hansard, 1922, col. 1084-1085.
100. Voir la lettre de A. Henderson au Premier ministre Stanley Baldwin, 16 août 1923, N 7123/550/38, F.O. 371/9358.
101. *Daily Telegraph*, 4 septembre 1923.
102. A. Ponsonby, préface à la brochure de W. P. Coates, *Export credit schemes and Anglo-Russian trade*, Londres, 1923.
103. Rakovski, «Russia's economic future», *Russian Information and Review*, 27 octobre 1923, p. 261-263.
104. *Ibid.*
105. De 1908 à 1942, J. L. Garvin fut le rédacteur en chef de l'*Observer*, qui était l'organe de l'aile indépendante des conservateurs anglais.
106. Rakovski avait correspondu avec Brailsford en 1913 au moment des guerres balkaniques. Brailsford fut de 1922 à 1926 le rédacteur en chef du *New Leader*, l'hebdomadaire travailliste.
107. E. D. Morel avait écrit plusieurs livres sur les scandales de l'impérialisme et sur les méfaits de la diplomatie secrète. Il était un des membres fondateurs de l'Union of Democratic Control, dont il dirigeait la principale publication *Foreign Affairs*.
108. La première phrase est reproduite dans le livre de L. Fischer, *The Soviets in world affairs*, op. cit., p. 472; la seconde vient de ses archives.
109. In W. P. Coates, *Present position of Anglo-Soviet relations*, Londres, 1923.
110. Rakovski développa aussi ce point dans son article «Anglo-Russian trade co-operation», *Labour Magazine*, mars 1924, p. 488-490.
111. *Socialist Review*, février 1922, p. 101.
112. *Labour Party Report of the annual conference*, Londres, 1922, p. 193.
113. *Times*, 9 janvier 1924.
114. «Décret sur la paix», 8 novembre 1917 (pour le texte entier, cf. J. Degras, *Soviet documents on foreign policy*, vol. I, 1917-1924, Oxford, 1951).
115. The Earl of Asquith and Oxford, *Memories and reflexions*, Boston, 1928, p. 249. Pour l'opinion de Lloyd George sur les travaillistes à cette époque et sur les relations anglo-soviétiques, voir son article, «The collapse of frost-bitten diplomacy», *Daily Chronicle*, 16 février 1924. Voir aussi pour plus de détails l'excellent article de R. Wish, «Anglo-Soviet relations during Labour's first ministry (1924)», *Slavonic Review*, 1938-1939, vol. XVIII, p. 390.
116. Lettre personnelle de Ramsay MacDonald à G. V. Tchitchérine, N 908/10/38, 1<sup>er</sup> février 1924, F.O. 371/10465.
117. Archives privées de Ramsay MacDonald, F.O. 800/219, lettre de Tchitchérine à MacDonald, début février 1924.
118. L. B. Krassine, «The problem of Anglo-Russian trade», *Labour Magazine*, juillet 1923, p. 102-106.
119. Lettre personnelle et confidentielle de Rakovski à MacDonald, N 7948/7948/85, 11 janvier 1924, Archives MacDonald, F.O. 800/219.
120. L'article anonyme qui parut le lendemain dans la publication de la délégation soviétique à Londres, la *Russian Information and Review*, pour préciser la forme que prendrait éventuellement la médiation russe en Afghanistan est certainement dû à la plume de Rakovski.
121. Lettre personnelle de MacDonald à Rakovski, 12 janvier 1924, F.O. 371/1058.
122. *Ibid.*
123. Rakovski communiqua à Moscou la teneur de cette lettre, cf. *Arkhivy vnechnei politiki S.S.S.R.* [Archives de politique étrangère de l'U.R.S.S.], citées in *Istoriya vnechnei politiki S.S.S.R.* [Histoire de la politique étrangère de l'U.R.S.S., 1917-1945], Moscou, 1966, vol. I, p. 183.

124. «Pour parer à l'offensive» qu'il attendait de la part des conservateurs, Rakovski avait écrit à Moscou qu'il aimerait «avoir en réserve un document comportant des réponses favorables» aux interrogations de MacDonald, cf. *Istoriya vnechnei politiki S.S.S.R.*, op. cit.; pour la correspondance de Rakovski avec son gouvernement et pour le texte du mémorandum préparé par le Narkomindel, cf. *D.V.P.*, op. cit., vol. VII, p. 27-34.
125. Lettre de Rakovski à MacDonald, 16 janvier 1924, F.O. 371/10518.
126. *Ibid.*
127. Pour le texte exact de la note, voir *Russian Information and Review*, 1<sup>er</sup> avril 1924; sur la reconnaissance, cf. A. Norman, «Russian recognition», *New Leader*, 8 février 1924, p. 8; et Rakovski, «Russia's greeting. What recognition means», *New Leader*, 8 février 1924; voir aussi sa déclaration aux *Izvestiya*, 28 février 1924, et son article dans *Russian Information and Review*, 15 mars 1924; voir aussi la brochure dans laquelle Zinoviev fait la part des activités du Komintern et du Narkomindel, *Priznanie Rossii i politika Komintern* [La reconnaissance de la Russie et la politique du Komintern], Leningrad, 1924; et M. Pavlovitch (un partisan de Trotski et de Rakovski), «[L'Angleterre et la reconnaissance de l'U.R.S.S.]», *Krasnaya Nov'*, n° 19, mars 1924, p. 185-200; et dans la presse soviétique les articles de Radek, *Pravda*, 3 février 1924, et *Goudok* du même jour; pour les commentaires de Steklov, *Izvestiya*, 3 février 1924, et pour ceux de Lozovski, *Troud*, 12 février 1924.
128. CAB 9(24) I. 46, 4 février 1924, 15 h.
129. Lettre de MacDonald à Poincaré 26 février 1924, Archives MacDonald, F.O. 800/218.
130. Lettre de Poincaré à MacDonald, 28 février 1924, F.O. 800/218.
131. Pour une analyse détaillée des réactions de la presse française à cette occasion, voir le rapport N 908/10/38 d'Eric Phipps (ambassade britannique à Paris) au Foreign Office, 3 février 1924, F.O. 371/10465.
132. «[L'Angleterre et la Russie. Conversation avec le commissaire adjoint chargé d'affaires de l'Union soviétique à Londres le camarade Ch. G. Rakovski]», *Izvestiya*, 29 février 1924.
133. Lettre personnelle de R. MacDonald à Tchitchérine, N 980/10/38, 1<sup>er</sup> février 1924, F.O. 371/10465.
134. A ce sujet, cf. A. Bott, «Anglo-Russian negotiations», *The World to-day*, juillet 1924; les Soviétiques attachèrent une importance considérable à cette conférence et à ses premiers résultats, cf. A. Ioffé, «Anglo-Soviet treaties and the loan», *Labour Magazine*, octobre 1924, p. 246-249, et son étude «[Les accords anglo-soviétiques]», *Bolchevik*, n° 14, 1924, p. 68-77; voir aussi «[La conférence de Londres]», *Mejdounarodnaya Jizn'*, n° 4-5, 1924, p. 3-24; Marbor, «[Les accords anglo-soviétiques de 1924]», *Mejdounarodnaya Jizn'*, n° 11, 1929, p. 63-76; pour un compte rendu jour après jour par un délégué soviétique à la conférence, I. I. Koutouzov, *V strane «ego Velitchestva». Pis'ma i zametki ob Anglii rousskogo rabotchego diplomata* [Au pays de «Sa Majesté». Lettres et remarques sur l'Angleterre par un diplomate-ouvrier russe], Moscou, 1924.
135. Lettre du Premier ministre à Ch. Rakovski, N 1093/10/38, 11 février 1924, F.O. 371/10465; et réponse de Rakovski (qui reprend les mêmes termes), 15 février 1924, N 1375/10/38, *ibid.*
136. Lettre du Premier ministre à Ch. Rakovski, 11 février 1924, F.O. 371/10465.
137. *Times*, 15 avril 1924, et *Izvestiya*, 16 avril 1924. Pour une analyse générale des travaux de la conférence par Rakovski, voir son rapport, «[Après la signature du traité anglo-soviétique. Le camarade Ch. G. Rakovski nous parle du traité avec l'Angleterre]», *Izvestiya*, 12 août 1924.

138. Lettre de Rakovski à MacDonald, 15 février 1924, F.O. 371/10465.
139. Lettre de MacDonald à Rakovski, 18 février 1924, N 1386/1386/85, F.O. 371/10465.
140. Note de V. A. Wellesley sur le rapport N 2030/2030/38, 10 mars 1924, F.O. 371/10503.
141. Pour le texte entier du mémorandum, cf. «dossier spécial», F.O. 371/10512.
142. Cette idée, que les bolcheviks fondaient évidemment sur la vision marxiste d'une économie capitaliste assoiffée de matières premières et de débouchés, ne cessa pas d'être utilisée; voir l'article de l'ancien conseiller de Lloyd George E. F. Wise, «Scrambling for the Russian market. Need Britain stand aside?», *New Leader*, 3 juillet 1925, p. 3. Pour des analyses soviétiques à ce sujet, voir R. Fedorov, «[L'échec de MacDonald]», *Bolchevik*, n° 14, 1924, p. 58-68 et F. D. Volkov, *Anglo-sovetskie otnocheniya, 1924-1929 gg.* [Les relations anglo-soviétiques, 1924-1929], Moscou, 1958, p. 30 (Volkov cite d'intéressants passages des archives du Narkomindel).
143. *Times*, 26 avril 1924, p. 9 et *Izvestiya*, 30 avril 1924, p. 1.
144. Lettre de Rakovski à Ponsonby, 2 février 1924, F.O. 371/10465.
145. Lettre de Ponsonby à Rakovski, 1<sup>er</sup> février 1924, F.O. 371/10465.
146. Lettre de Rakovski à Ponsonby, 2 février 1924, F.O. 371/10465.
147. Lettre de Rakovski à Ponsonby, N 4691/1822/85, 29 mai 1924, F.O. 371/10509.
148. Rapport de R. Hodgson, N 2971/1528/85, 28 mars 1924, F.O. 371/10509.
149. Note de O'Malley, 7 mai 1924, sur le rapport N 3895/1506/85 du 5 mai 1924, F.O. 371/10503.
150. *Torgovo-Promychlennaya Gazeta*, 27 mars 1924.
151. *Times*, 21 juillet 1924.
152. L. Fischer, *The Soviets in world affairs, op. cit.*, p. 474-475.
153. Lettre de Lord Stamfordham au colonel Waterhouse, 22 juillet 1924, Archives MacDonald, 800/219.
154. Lettre de MacDonald à Rakovski, 26 juillet 1924, Archives MacDonald, 800/219.
155. Mémorandum secret transmis aux membres du Cabinet, «Anglo-Soviet conference. Memorandum on the Anglo-Soviet draft treaty», CAB 23/48, 28 juillet 1924; pour des précisions à ce sujet, voir le dossier F.O. 371/10513. Pour le point de vue des porteurs de bons russes, cf. la brochure *Russia's debts. The case of British holders of Russian debts*, Londres, 1924; pour le point de vue soviétique, cf. W. P. Coates, *Russia's counter-claims*, 1924.
156. Conversation confidentielle entre Rakovski et Ponsonby, rapport N 4789/3028/85, 2 juin 1924, F.O. 371/10512.
157. *Ibid.*
158. Mémorandum secret sur la conférence anglo-soviétique, 28 juillet 1924, B.D. 24, CAB 23/48.
159. Pour les hésitations de Snowden, et le rapport secret de Ponsonby (distribué à tous les membres du gouvernement) l'accusant de «ne pas tenir compte de ce que signifierait une rupture des négociations» et de «ne pas faire cas des problèmes politiques», cf. dossier N 6269/6035/85, F.O. 371/10517, en date du 29 juillet 1924.
160. Pour la liste des commandes que Moscou entendait passer en Grande-Bretagne, voir la longue lettre de Rakovski à Ponsonby du 11 juin 1924, N 4934/3028/85, F.O. 371/10512.
161. Note de O'Malley, 7 mai 1924, N 3575/1506/85, F.O. 371/10503.
162. A. Ponsonby, «The Anglo-Soviet treaties of 1924. Recital of events which led to their final conclusion», *Journal of the Royal Institute of international affairs*, mai 1926, p. 151-154; voir aussi l'article de Rakovski, «The present

- position of the London negotiations», *Russian Information and Review*, 10 mai 1924, p. 293-294, et surtout l'interview qu'il accorda aux *Izvestiya*, «[Conversation avec le président de la délégation soviétique à Londres le camarade Ch. G. Rakovski]», 31 juillet 1924.
163. M. Tanine, *Desyat let sovetskoi diplomatii* [Dix années de diplomatie soviétique], Moscou, 1927, p. 136-137.
  164. L'article le mieux informé sur ce point est celui de E. D. Morel, «Anglo-Soviet treaties», *Foreign Affairs*, août-septembre 1924; voir aussi N. H. Brailsford, «The Russian settlement. Victory snatched from defeat», *New Leader*, 8 août 1924, p. 7. Pour le début des négociations et le rôle que jouèrent alors les travaillistes, cf. Brailsford, «Towards a Russian settlement», *New Leader*, 6 juin 1924, p. 8.
  165. Pour le texte initial, voir l'article 13 tel qu'il était rédigé lorsque les négociations furent momentanément interrompues, *Russia* n° 3, 1924, Cmd. Papers 2253. Pour la formulation finale, voir le texte du traité: article 11, *Russia*, n° I, 1924, Cmd. Papers 2215.
  166. Lettre personnelle de A. Ponsonby à Rakovski, 30 juillet 1924, N 6267/6267/85, F.O. 371/10517.
  167. Pour des précisions sur les idées de Krassine, voir son article, «The future of Anglo-Soviet trade relations», *Russian Information and Review*, 29 mars 1924, p. 199-200.
  168. Voir par exemple son étude «Lenin and foreign trade», *Russian Information and Review*, 9 février 1924, p. 88-89.
  169. Archives centrales d'Etat de la révolution d'Octobre, lettre de Krassine au Narkomindel, 27 juin 1924, citée dans le livre de R. F. Karpova, *L. B. Krassine . . .*, *op. cit.*, p. 270.
  170. Lettre personnelle de Krassine (Moscou) à sa femme, 24 juillet 1924, Archives Krassine.
  171. «[Après la signature de l'accord anglo-soviétique. Le camarade Rakovski nous parle de l'accord avec l'Angleterre]», *Izvestiya*, 12 août 1924.
  172. *Ibid.*
  173. E. Pelouso, «[Rakovski diplomate]», *Izvestiya*, 20 août 1924.
  174. Pour des analyses détaillées des relations franco-soviétiques, voir parmi les travaux effectués en U.R.S.S. I. V. Chouvalov, *Sovetsko-frantsouzskie otnocheniya (1917-1924 gg.)* [Les relations franco-soviétiques], thèse de 3<sup>e</sup> cycle soviétique, Moscou, 1952, et Iou V. Borissov, *Sovetsko-frantsouzskie otnocheniya (1924-1945 gg.)* [Les relations franco-soviétiques], Moscou, 1954 (et son article «[Le début des relations diplomatiques entre la France et l'Union soviétique]», *Frantsouzskii Ejegodnik* (Moscou) 1963, p. 289-331). Pour des études en anglais, A. C. E. Quainton, *French policy and the Russian revolution (1917-1924)*, *op. cit.*; et S. Horowitz, *The Soviet Union and the French left bloc*, *op. cit.* Pour un travail paru en français, Ch. Harris, *La presse française et la politique européenne de l'U.R.S.S.*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Paris, 1966, 356 p.
  175. «The Franco-Soviet rupture: Interview with M. Skobelev», *Russian Information and Review*, 23 février 1924, p. 118.
  176. Interview accordée à *L'Humanité*, 4 mai 1924 (reproduite dans les *Izvestiya* du 6 mai 1924 sous le titre «[Le camarade Rakovski nous parle des relations franco-soviétiques]»).
  177. Rapport du représentant de l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie sur sa conversation avec le ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, 3 janvier 1924, in *D.V.P.*, vol. VII, p. 11-13.
  178. Télégramme du vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères au représentant de l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie K. K. Iourenev, *ibid.*, p. 19.

179. Litvinov avait écrit à Iourenev dans son télégramme du 11 janvier: «Transmettez à Beneš pour Poincaré que nous sommes d'accord pour discuter ces questions avec les représentants du gouvernement français», *ibid.*
180. *Russian Information and Review*, 8 mars 1924, «Franco-Soviet relations».
181. Voir le télégramme de Poincaré, 10 mai 1923, in *D.V.P.*, vol. VI, p. 303; et la réponse de Tchitchérine du 11 mai, *ibid.*
182. Pour plus de détails, cf. P. Milioukov, *La politique extérieure des Soviets*, Paris, 1934, p. 190; et *Russian Information and Review*, 23 février 1924, p. 118.
183. Voir l'article de Krassine dans les *Izvestiya*, 20 janvier 1924.
184. Rakovski écrit un article à ce sujet pour indiquer à nouveau la position du gouvernement soviétique à cet égard: «Bessarabia», *Manchester Guardian*, 20 mai 1924.
185. Pour le texte des télégrammes, *L'Europe nouvelle*, 26 juillet 1924.
186. A. de Monzie, *Du Kremlin au Luxembourg*, Paris, 1924, p. 254-257.
187. E. H. Carr, *Socialism in one country*, Londres, 1964, vol. III, i, p. 35, note 4.
188. Cf. Ch. G. Rakovski, «[La reconnaissance de l'U.R.S.S. par la France]», *Pravda*, 20 octobre 1924; et E. Herriot, «La reconnaissance des Soviets», *Jadis*, vol. II de son livre *D'une guerre à l'autre*, Paris, 1952, p. 195-198; A. Gauvain, «La reconnaissance des Soviets», *Journal des débats*, 31 octobre 1924; A. Proud'homme, «La reconnaissance en France du gouvernement des Soviets et ses conséquences juridiques», *Journal du droit international*, décembre 1924; XXX, «La reconnaissance du gouvernement des Soviets», *Revue politique et parlementaire*, novembre 1924, p. 256-264; et la thèse de droit de E. Lagarde, *La reconnaissance du gouvernement des Soviets*, Paris, 1924. Pour une étude soviétique, voir Iou. Steklov, «[La reconnaissance de l'U.R.S.S. par la France]», *Inprekorr*, 29 octobre 1924; voir surtout l'excellent article de S. Schram, «Christian Rakovskij et le premier rapprochement franco-soviétique», *Cahiers du monde russe et soviétique*, janvier-mars 1960 et juillet-décembre 1960, p. 205-238 et 584-629.
189. E. Herriot, «The program of liberal France», *Foreign Affairs*, 15 juin 1924, p. 558-570.
190. Archives soviétiques, citées par R. F. Karpova, *L. B. Krassine . . .*, *op. cit.*, p. 295.
191. E. Herriot, *La Russie nouvelle*, Paris, 1922, p. 74; voir aussi «[Le voyage d'Herriot en Russie]», *Mejdounarodnaya Jizn'*, n° 131, 28 septembre 1922, p. 36-37; et Y. A. Bodry, «Herriot et la Russie», *La Vie des peuples*, 10 novembre 1922, t. VIII, n° 31, p. 842-848.
192. Herriot, «The program of liberal France», *loc. cit.*
193. Archives soviétiques, lettre de Rakovski à Tchitchérine et aux membres du Politburo, 22 juin 1924 (citée in R. F. Karpova, *L. B. Krassine . . .*, *op. cit.*, p. 295).
194. Cette flotte comprenait douze bateaux de guerre, dont un cuirassé, un croiseur, six destroyers, et quatre sous-marins (en tout 41 158 tonnes) (Archives soviétiques, citées *ibid.*).
195. *Ibid.*
196. *Pravda*, 28 juin 1924.
197. Les télégrammes ont été publiés dans la *Russian Review*, 1<sup>er</sup> septembre 1924, p. 93.
198. Rakovski, «[Les relations franco-russes]», *Pravda, Izvestiya*, 2 août 1924.
199. Lettre personnelle d'Albert Thomas à Ramsay MacDonald, 8 février 1924, Archives privées de MacDonald, F.O. 800/218.
200. P. Renaudel, «Recognition of the Soviet Republic. The point of view of French socialism», *Labour Magazine*, vol. III, n° 9, janvier 1925, p. 400-

- 402; pour le discours qu'il fit dans cette optique à la Chambre des députés, cf. *Journal officiel de la République française*, Débats parlementaires, série II, 28 janvier 1925, p. 380-385; et l'article de la *Pravda* du 20 juillet 1924 à ce sujet.
201. Renaudel, «Recognition of the Soviet Republic...», *loc. cit.*
  202. Rakovski, «[Les relations franco-russes]», *loc. cit.*
  203. Balabanoff, *My life as a rebel*, Londres, 1938, p. 250-251; sur cette question, voir aussi B. Nikolaevski, *Les dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir*, Paris, 1965, p. 77 sq.
  204. Dossier Rakovski, Ministère de l'Intérieur, Préfecture de police de Paris.
  205. A. de Monzie, «Christian Rakovski ou Comment on se retrouve», in *Destins hors série, op. cit.*, p. 23.
  206. M. Pavlovitch, *Sovetskaya Rossiya i Frantsiya* [La Russie soviétique et la France], Moscou, 1924, p. 35; et A. de Monzie, *Petit manuel de la Russie nouvelle*, Paris, 1931.
  207. Avant même son voyage, il avait publié un article révélateur, «La reconnaissance de facto du gouvernement des Soviets», *Revue hebdomadaire*, n° 23, décembre 1922, p. 480-492; voir aussi son étude, «Après les funérailles de Lénine», *Revue hebdomadaire*, février 1924, p. 473-480.
  208. A. de Monzie, «Et la Russie?», *La Lanterne*, 22 avril 1918.
  209. A. de Monzie, *Du Kremlin au Luxembourg, op. cit.*, p. 47-50.
  210. Rakovski, «[Les relations franco-russes]», *loc. cit.*
  211. Lettre personnelle d'A. de Monzie à Rakovski, 2 octobre 1924 (retraduite de l'anglais), Papiers Louis Fischer.
  212. Lettre personnelle de De Monzie à Rakovski, 25 octobre 1924, Papiers Louis Fischer.
  213. Rakovski, «[La reconnaissance française]», *Pravda*, 20 octobre 1924; et *Russian Information and Review*, 1<sup>er</sup> novembre 1924; voir aussi dans les Archives soviétiques la lettre de Rakovski à Litvinov, 20 octobre 1924, citée par R. F. Karpova, *L. B. Krassine...*, *op. cit.*, p. 299.
  214. Comte de Saint-Aulaire, *Confession d'un vieux diplomate*, Paris, 1953, p. 745.
  215. Papiers Louis Fischer, notes de ses conversations avec Rakovski, Saratov, avril 1929.
  216. Copie d'une lettre non signée à Rakovski (peut-être du secrétaire de De Monzie, Renard), 16 octobre 1924, Papiers Louis Fischer.

#### NOTES DU CHAPITRE VII: L'UNION SOVIÉTIQUE FACE À LOCARNO (octobre 1924 - novembre 1925)

1. Cf. l'excellent article de N. Grant, «The Zinoviev letter case», *Soviet Studies*, vol. XIX, octobre 1967, p. 264-277; et le livre récent (sinon véritablement nouveau) de L. Chester, S. Fay et H. Young, *The Zinoviev letter. A political intrigue*, Londres, 1967. Pour une présentation pro-soviétique de l'affaire, cf. la brochure *Anti-Soviet forgeries*, Londres, 1927.
2. *The communist party on trial. J. R. Campbell's defence*, Londres, 1925.
3. Sir F. Maurice, *Haldane, 1915-1928. The life of Viscount Haldane of Cloan, K.T., O.M.*, Londres, 1939, p. 168.
4. *Kommunistitcheskii Internatsional v dokumentakh* [L'Internationale communiste d'après les documents], Moscou, 1933, p. 411.
5. La lettre se trouve *in extenso* dans *Anti-Soviet forgeries, op. cit.*, p. 33-34.
6. *Manchester Guardian*, 28 octobre 1924.

7. Discours de Ponsonby à la Chambre des communes, 19 mars 1928, *Parliamentary debates*, House of Commons, Hansard 1928, col. 77-78.
8. *A selection of papers dealing with the relations between His Majesty's government and the Soviet government, 1921-1927*, Cmd. 2895, Londres, 1927, p. 28-32.
9. Discours de R. MacDonald, 9 décembre 1924, *Parliamentary debates*, House of Commons, Hansard, 1924, col. 65-67.
10. Télégramme de Rakovski au commissariat soviétique aux Affaires étrangères, 3 novembre 1924, in *D.V.P.*, vol. VII, p. 530.
11. *A selection of papers . . . , op. cit.*
12. Cité par N. Grant, «The Zinoviev letter case», *loc. cit.*
13. Discours de Stanley Baldwin, 19 mars 1928, *Parliamentary debates*, House of Commons, Hansard, 1928, col. 63.
14. Note dans les Papiers Louis Fischer.
15. Lettre personnelle de Sir Charles Mendl à Sir W. Tyrrell, 1<sup>er</sup> novembre 1924, Archives privées de Sir Charles Mendl, F.O. 800/220.
16. Lettre personnelle et confidentielle de W. S. Churchill à A. Chamberlain, 14 novembre 1924 (Churchill envoya la même lettre au Premier ministre Stanley Baldwin), Archives privées de Sir Austen Chamberlain (citées *infra* A.P.A.C.), F.O. 800/256.
17. Lettre personnelle et confidentielle de A. Chamberlain à W. S. Churchill, 17 novembre 1924, A.P.A.C., F.O. 800/256.
18. Lettre confidentielle de Chamberlain à Churchill, 5 novembre 1925, A.P.A.C., F.O. 800/256.
19. Voir par exemple le mémorandum de W. Strang (Foreign Office), 5 juin 1925, N 3604/3604/38, F.O. 371/11028.
20. Rapport cité dans une lettre personnelle et confidentielle à Max Muller (représentant britannique à Varsovie), 25 août 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258.
21. Conversation entre Chamberlain et Rakovski, Foreign Office, 21 novembre 1924. Pour le compte rendu britannique, voir *A selection of papers . . . , op. cit.*, n° 9, p. 34; pour le compte rendu soviétique, voir l'article de Rakovski dans *Neue Freie Presse*, 15 et 16 octobre 1927 (reproduit sous le titre «[Mes conversations avec Chamberlain]», *Molodaya Gvardiya*, novembre 1927, n° 11, p. 205-212).
22. *A selection of papers . . . , op. cit.*
23. C'est ce que Rakovski admit dans sa déclaration aux *Izvestiya*, «[Ch. G. Rakovski nous parle de la situation internationale]», 7 juillet 1925.
24. Conversation entre Chamberlain et Rakovski, 1<sup>er</sup> avril 1925, in *A selection of papers . . . , op. cit.*, n° 11, p. 38.
25. *Ibid.*
26. Conversation entre Chamberlain et Rakovski, 6 janvier 1925, *ibid.*
27. Rakovski, «Anglo-Soviet relations», *Russian Information and Review*, 3 janvier 1925, p. 5-7.
28. «The 'mystery' of Anglo-Soviet trade», *ibid.*, p. 7.
29. Rakovski, «Anglo-Soviet relations», *ibid.*
30. Voir la note de P. M. Roberts (Foreign Office) qui cite cet article, N 39/39/38, 2 janvier 1924, F.O. 371/10463.
31. Notre brève analyse s'appuie sur les notes manuscrites de L. B. Krassine à ce sujet (Archives Krassine). Pour une étude détaillée, voir son livre, *Monopoliya vnechnei torgovli i N.E.P.* [Le monopole du commerce extérieur et la N.E.P.], Khar'kov, 1926; et l'article fort intéressant de Froumkine, «[L. B. Krassine et le monopole du commerce extérieur]», *Planovoe Khozyaistvo*, n° 12, décembre 1926, p. 14-24; voir aussi l'étude parue dans *Russian Information and Review*, 5 avril 1924, p. 215-216.

32. Rakovski, «Anglo-Soviet relations», *loc. cit.*; et *Russian Information and Review*, 6 décembre 1924.
33. Rapport de Lord d'Abernon (Berlin) au Foreign Office, 25 janvier 1924, N 792/81/38, F.O. 371/10473.
34. Copie d'une lettre en date du 30 janvier 1924 adressée à MM. Vickers Ltd. (Londres) par leur correspondant en Russie et communiquée au Board of Trade, 11 février 1924, N 1207/81338, F.O. 371/10473.
35. Note d'un membre du Foreign Office sur la lettre de B.S.A. Guns Ltd., 22 février 1924, F.O. 371/10473.
36. Lettre de Rakovski à Ponsonby, 5 juillet 1924, N 5668/81/38, F.O. 371/10473.
37. Note de O'Malley (du Northern Department) à propos de la lettre de Sir V. Gaillard (de Vickers Ltd.), 27 septembre 1924, N 7468/81/38, F.O. 371/10473.
38. Rapport N 9357/81/39, F.O. 371/10473.
39. La lettre est citée dans le même rapport.
40. Il convient de préciser qu'en dépit du célèbre «Mémoire des banquiers», certaines banques anglaises s'étaient suffisamment senties en confiance (tant que le gouvernement travailliste était au pouvoir et favorisait les échanges commerciaux avec l'U.R.S.S.) pour accorder un crédit de 16 859 631 livres à la délégation commerciale soviétique (Arcos Ltd.), *Russian Information and Review*, 6 décembre 1924.
41. Conversation entre A. Chamberlain et Rakovski, 1<sup>er</sup> avril 1924, in *A selection of papers . . .*, *op. cit.*, p. 38.
42. *Ibid.*
43. Ces précisions sont tirées du rapport secret 411534/97 préparé à ce sujet par le Home Office au bénéfice du Foreign Office: document N 4296/81/38, «Purchase of war material by the Soviet Union», F.O. 371/10473.
44. Conversation entre Chamberlain et Rakovski, 1<sup>er</sup> avril 1925, in *A selection of papers . . .*, *op. cit.*, p. 38.
45. Lettre confidentielle d' A. Chamberlain à W. Tyrrell, Genève, 8 juin 1925, N 3412/29/38, F.O. 371/11016.
46. Staline, *Pol. Sobr. Soitch.*, *op. cit.*, vol. V, p. 237.
47. Rakovski, «[Locarno et le Proche-Orient]», *Novyi Vostok*, n° 10-11, 1925, p. XLII-XLV.
48. Mémoire secret d' A. Chamberlain à Stanley Baldwin, 24 juillet 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258.
49. Voir le rapport confidentiel de M. Peters (Moscou) à A. Chamberlain, 30 janvier 1925, N 710/710/38, à propos du discours de «M. Rakovski, premier adjoint de M. Tchitchérine, au congrès des enseignants», et l'interview que Christian Gueorguevitch accorda à la *Rabotchaya Gazeta*, 14 janvier 1925.
50. Discours de Rakovski au congrès des enseignants, janvier 1925, *ibid.*
51. *Ibid.*
52. Mémoire de W. Strang (Foreign Office) sur la Russie soviétique, N 838/838/38, 10 février 1925, F.O. 371/11022.
53. «M. Rakovsky on Anglo-Soviet relations», *New Leader*, vol. XII, n° 3, vendredi 17 juillet 1925, p. 1.
54. Lettre personnelle d'Austen Chamberlain à W. Tyrrell, 12 juin 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258.
55. Conversation entre Chamberlain et Rakovski, 1<sup>er</sup> avril 1925, in *A selection of papers . . .*, *op. cit.*, p. 38.
56. Rakovski, «[L'accord de Locarno et ses conséquences]», *loc. cit.*
57. *Ibid.*, p. 33.
58. Rakovski, «The guarantee pact», *Communist International*, juillet 1925, p. 11.

59. Cité dans la lettre de H. A. Gwynne (du *Morning Post*) à A. Chamberlain, 8 octobre 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258.
60. Cf. M. Baumont, *La faillite de la paix*, vol. I, *De Rethondes à Stresa, 1918-1935*, Paris, 1967, p. 322-323; et E. H. Carr, *International relations between the two world wars (1919-1939)*, Londres, éd. 1965, p. 93-97.
61. Ces paroles sont rapportées par Austen Chamberlain lui-même dans sa lettre du 6 août 1925 à L. S. Amery, A.P.A.C., F.O. 800/258.
62. Lettre personnelle d'A. Chamberlain à L. S. Amery, 6 août 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258.
63. Rakovski, «The guarantee pact», *loc. cit.*, p. 17.
64. *Ibid.*, p. 24.
65. *Ibid.*, p. 33.
66. Rakovski, «[L'accord de Locarno et ses conséquences]», *loc. cit.*, p. 44-45.
67. Rakovski, «The guarantee pact», *loc. cit.*, p. 28.
68. *Ibid.*, p. 29.
69. Lettre personnelle et confidentielle d'Austen Chamberlain à L. S. Amery, 19 juin 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258.
70. Voir sur ce point l'article de C. Loutre, «M. Tchitchérine, le partenaire inattendu», *L'Europe nouvelle*, 10 octobre 1925, p. 1343-1344.
71. Rapport confidentiel de Lord d'Abernon à Austen Chamberlain, 17 octobre 1925, N 5095/710/38, F.O. 371/11022.
72. E. H. Carr, *Socialism in one country*, *op. cit.*, vol. III, première partie, p. 441.
73. Lettre personnelle de Chamberlain à Tyrrell, 4 octobre 1925, F.O. 371/11022.
74. Lettre personnelle de Chamberlain à L. S. Amery, 6 août 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258.
75. Lettre personnelle et confidentielle de Chamberlain à Lord d'Abernon, 18 mars 1925, A.P.A.C., F.O. 800/257.
76. Rakovski, «[La Société des nations et l'U.R.S.S.]», *Mejdounarodnaya Letopis'*, 1925, n° 12, p. 3-20.
77. Rakovski, «The guarantee pact», *loc. cit.*, p. 33.
78. Rakovski, «[La Société des nations et l'U.R.S.S.]», *loc. cit.*
79. Cf. M. Skobelev, «[Les relations commerciales soviéto-germaniques et Locarno]», *Planovoe Khozyaistvo*, 1926, n° 2, p. 236-242; et E. H. Carr, *Socialism in one country*, *op. cit.*, vol. III, première partie, p. 275-276, note 2.
80. Au cours de l'automne 1925, les banques allemandes prêtèrent ainsi au gouvernement soviétique une somme de 5 000 000 livres (voir à ce sujet la lettre de H. A. Gwynne, du *Morning Post*, à Austen Chamberlain, 8 octobre 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258).

#### NOTES DU CHAPITRE VIII: RAKOVSKI AMBASSADEUR EN FRANCE (décembre 1925 - octobre 1927)

1. Cité par L. Fischer, *The Soviets in world affairs*, *op. cit.*, vol. II, p. 614.
2. *A selection of papers . . .*, *op. cit.*
3. *Le Temps*, 14 janvier 1926; et *Izvestiya* du même jour.
4. Rakovski était membre du comité de rédaction de ce périodique qu'il avait contribué à fonder.
5. Rakovski, «The decline of the 'World's shop'», *Communist International*, n° 6, juin 1925, p. 96.
6. Dossier Rakovski, Ministère français de l'Intérieur, rapport N 5003, S.C.R. 2/II, du 28 octobre 1925 (communiqué à la Sûreté générale).

7. *Ibid.*, rapport du 18 décembre 1925.
8. *Ibid.*
9. Lettre personnelle de L. B. Krassine à sa femme, 23 octobre 1925, Archives Krassine.
10. *Ibid.*
11. Trotski, *Journal d'exil. 1935*, traduction de Gustave Aucoeur et préface d'Alfred Rosmer, Paris, 1960, p. 45-46.
12. Ces mots sont de la femme de Trotski (*ibid.*, p. 47).
13. Voir par exemple le ton de respect admiratif d'A. Morizet, «L'Ukraine - Rakovski. L'odyssée d'un citoyen du monde», in *Chez Lénine et Trotski. Moscou 1921*, Paris, 1922, p. 206-218.
14. On sait que Rakovski publia en 1900 à Saint-Pétersbourg une histoire de la Troisième République longue de 460 pages.
15. A. Viollis, «Une conversation avec M. Christian Rakovski, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris», *L'Europe nouvelle*, 5 décembre 1925, p. 1627-1629.
16. Au cours de son procès en 1938, Rakovski insista sur ses bonnes relations avec «son vieil ami Buré» (*Report of court proceedings in the case of anti-Soviet bloc of rights and trotskyites*, Moscou, 1938, p. 297), qui avait été pendant plusieurs années chef de cabinet de Briand avant de devenir rédacteur en chef de *L'Éclair* en 1924, puis directeur de *L'Ordre*. Son passé politique en faisait un des journalistes les mieux informés de son temps.
17. Dossier Rakovski, rapport du 18 décembre 1925.
18. Lettre de De Monzie à Rakovski, 24 mars 1926, et réponse de Rakovski le 26 (citées par S. Schram, «Christian Rakovski...», *loc. cit.*).
19. Rapport confidentiel de Lord Crewe à Austen Chamberlain, 1<sup>er</sup> février 1926, F.O. Western/11838.
20. Lettre confidentielle de Lord Crewe à Austen Chamberlain, 25 novembre 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258.
21. Voir l'article «La visite de M. Tchitchérine à Paris», *L'Europe nouvelle*, 5 décembre 1925, p. 1626-1627; et le rapport que Tchitchérine envoya alors à Moscou, in *D.V.P.*, t. VIII, n° 398, p. 690-692.
22. Lettre confidentielle de Lord Crewe à A. Chamberlain, 25 novembre 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258.
23. Voir l'article de Berthelot dans *Le Journal*, 14 décembre 1925; l'analyse détaillée qui parut à ce sujet dans *Le Temps*, 19 février 1926; et les archives soviétiques, in *D.V.P.*, t. VIII, p. 731-et 812.
24. A. Viollis, «Une conversation avec M. Christian Rakovski...», *loc. cit.*
25. Voir l'interview que Rakovski accorda aux *Izvestiya* le 2 février 1926 (p. 2), qui fut publiée sous le titre «[L'U.R.S.S. et la France]».
26. A. Dolgov et M. Kaufman, «Le commerce extérieur de l'U.R.S.S. et la France», *L'Europe nouvelle*, 19 juin 1926, p. 856-860.
27. «Franco-Soviet trade relations», *Russian Information and Review*, 8 novembre 1924.
28. Voir sur ce point le rapport détaillé du Foreign Office, «French banks and Russian oil», 16 février 1926, F.O. 371/11787; et le *Times* du même jour.
29. Cf. deux articles fort différents sur cette question très controversée: A. C. Bedford, «The world oil situation», *Foreign Affairs*, n° 3, 15 mars 1923; et P. Kitaigorodski, «[Sur des vagues de pétrole]», *Kommounistitcheskaya Revolioutsia*, n° 1 (40), janvier 1923, p. 71-75; et l'étude de L. Fischer, *Oil imperialism. The international struggle for petroleum*, New York, 1926.
30. *Journal officiel de la République française*, 8 février 1926.
31. «Les conditions d'une politique française du pétrole en Russie», *L'Europe nouvelle*, 27 mars 1924, p. 679.
32. «French banks and Russian oil», rapport du Foreign Office, *loc. cit.*

33. Pour le compte rendu que Rakovski fit en mai 1927 à Berthelot au sujet de l'accord passé entre Moscou et la Standart Oil, *cf. D.V.P.*, t. X, p. 230 et 636.
34. «Soviet propaganda and credit rumours», *Times*, 12 avril 1926.
35. *Cf. Le Temps* et le *Times* du 9 avril 1926.
36. «Soviet propaganda and credit rumours», *loc. cit.*
37. *Le Nord industriel*, 25 août 1926.
38. L. Perline, «Les concessions en U.R.S.S.», *L'Europe nouvelle*, 19 juin 1926, p. 851-853.
39. Voir à ce sujet la lettre très précise que Rakovski envoya à Litvinov le 7 mai 1927, in *D.V.P.*, t. X, n° 114, p. 188-191.
40. L. Perline, «Les concessions en U.R.S.S.», *loc. cit.*
41. Voir le mémorandum joint à la lettre d'Eric Phipps (de l'ambassade britannique à Paris) à V. Wellesley (Foreign Office), 31 août 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258; et *D.V.P.*, t. VIII, note 31, p. 771; et t. X, p. 32-33 (pour le rapport de Rakovski sur sa conversation avec Poincaré, 27 janvier 1927).
42. Papiers de Monzie (Institut d'études politiques, Paris).
43. Mémorandum joint à la lettre d'Eric Phipps, 31 août 1925, A.P.A.C., F.O. 800/258.
44. Sur la «Mission géorgienne», voir les rapports de Krassine et de Rakovski au Narkomindel, in *D.V.P.*, t. VII, n° 246, p. 514-515; t. IX, n° 55, p. 81-82, n° 184, p. 310-312, n° 213, p. 350, n° 303, p. 508-509; et t. X, n° 19, p. 32-34.
45. Lettres de Charles Mendl (Paris) à Lord Crewe (Foreign Office), 10 juin 1926, Archives privées de Charles Mendl, F.O. 800/330.
46. Note de Christian Rakovski à Briand, in *D.V.P.*, t. IX, n° 184, p. 310-312.
47. Compte rendu de la conversation que Rakovski eut avec Poincaré le 27 janvier 1927, in *D.V.P.*, t. X, n° 19, p. 32-34.
48. Pour une étude soviétique, *cf. Iou. V. Borissov, Sovetsko-frantsouzskie otnocheniya...*, *op. cit.*, p. 61-83.
49. «[L'U.R.S.S. et la France. Interview du camarade Rakovski]», *Izvestiya*, 2 février 1926, p. 2.
50. «[La France et l'U.R.S.S.]», *Izvestiya*, 17 janvier 1926.
51. Rakovski, «La politique extérieure de l'U.R.S.S. et les négociations franco-soviétiques», *L'Europe nouvelle*, 19 juin 1926, p. 838-843.
52. A. Viollis, «Une conversation avec M. Christian Rakovski...», *loc. cit.*
53. Rapport confidentiel de M. Wigram (ambassade britannique à Paris) au Foreign Office, N 460/418/38, 29 janvier 1926, F.O. 371/11787.
54. Note signée H.K.H. dans le même rapport.
55. *Pravda*, 17 janvier 1926, et *Internationale Presse-Korrespondenz* (éd. allemande), n° 19, 26 janvier 1926, p. 263-264.
56. Mémorandum de M. Polyakov joint à la lettre du 31 août 1925 d'Eric Phipps à V. Wellesley, A.P.A.C., F.O. 800/258.
57. Rapport secret joint à la lettre confidentielle de Leslie Urquhart (directeur de l'ex-Compagnie russo-asiatique) à J. D. Gregory, 18 février 1926, N 833/418/38, F.O. 371/11787.
58. Cité in *ibid.*
59. «[L'U.R.S.S. et la France. Interview du camarade Rakovski]», *loc. cit.*
60. E. H. Carr, *Socialism in one country*, *op. cit.*, vol. III, p. 423. De Monzie avait eu l'amabilité de dire quelques minutes auparavant que Rakovski était «un connaisseur averti tout à la fois de l'économie et de la psychologie française, à qui il n'était pas besoin d'apprendre le rôle des sentiments dans les décisions de l'intelligence latine».
61. *Le Temps*, 26 février 1926.

62. Cité dans la conversation que M. Fleuriau (ambassade de France à Londres) eut avec J. D. Gregory au Foreign Office le 27 mars 1926, F.O. 371/11787.
63. *Journal de Rakovski* (il s'agit de notes choisies de ses conversations avec les dirigeants français qui furent publiées à Moscou en 1964) in *D.V.P.*, t. IX, p. 371-372.
64. Pour une analyse détaillée des problèmes financiers de la conférence, cf. L. Fischer, *The Soviets in world affairs*, *op. cit.* (qui utilise les papiers de Rakovski lui-même) et l'article de Stuart Schram, «Christian Rakovskij...», *loc. cit.*, qui se fonde sur les papiers de De Monzie et sur les archives allemandes.
65. *Journal de Rakovski*, 15 juillet 1926, in *D.V.P.*, t. IX, p. 371-372.
66. Pour les premières solutions de compromis, cf. *L'Oeuvre*, 25 avril 1926.
67. Pour une synthèse de toutes les propositions faites par Rakovski, voir son mémorandum du 7 juin 1926 à la conférence, in *D.V.P.*, t. X, p. 122-124.
68. Lettre de Sir A. Chamberlain à Mr. Ingram (Berlin), 8 avril 1926 in *Documents on British foreign policy, 1919-1939* (cité *infra* *D.B.F.P.*), série 1a, vol. I (octobre 1925-juin 1926), Londres, 1966, p. 584.
69. Rakovski, «Le traité germano-soviétique», *Le Temps*, 26 avril 1926.
70. Voir l'article à ce sujet dans le *Daily Herald* du 3 février 1927.
71. Rakovski, «[La situation internationale]», *Mirovoe Khozyaistvo i Mirovaya Politika*, 1926, n° 2, p. 3-15.
72. Rapport confidentiel de J. D. Gregory à Sir Austen Chamberlain, N 5670/387/38, 10 décembre 1926, F.O. 371/11787.
73. *Parliamentary debates*, House of Commons, Hansard, 16 mai 1927, col. 915-916.
74. Lettre confidentielle de Sir A. Chamberlain au secrétaire d'Etat à l'Intérieur Sir W. Joynson-Hicks, 5 mai 1925, F.O. 371/11010.
75. Cité par L. Fischer, *The Soviets in world affairs*, *op. cit.*, vol. II, p. 709.
76. *La Volonté*, 16 juillet 1926.
77. S. Schram, «Christian Rakovskij...», *loc. cit.*
78. *Le Temps*, 23 avril 1927 (cité *ibid.*).
79. Cité par Trotski dans sa lettre du 30 septembre 1927 à Rakovski, Archives Trotski, bM.S. Russ. 13, T 1018.
80. XV<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., *Stenograficheskiï Otchët* [Compte rendu sténographique], Moscou, 1961, 4 décembre 1927, t. I, p. 152; t. II, p. 1631, note 115.
81. «Plate-forme de l'Opposition de gauche» (1927). Mots d'ordre concernant la «situation internationale et les dangers de guerre», in *Les bolcheviks contre Staline, 1923-1928. La lutte des compagnons de Lénine contre le stalinisme naissant en U.R.S.S.*, Paris, 1957, p. 131.
82. Staline, *Works*, Moscou, 1949, t. X, p. 55.
83. XV<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., *Stenograficheskiï Otchët*, 5 décembre 1927, p. 209 sq.
84. Cf. P. Broué, *Le parti bolchevique*, Paris, 1963, p. 239-261.
85. *Ibid.*, p. 257.
86. «Plate-forme de l'Opposition de gauche», in *Les bolcheviks...*, *op. cit.*, p. 129.
87. Rakovski, «Oppositsiya i tret'ya sila» [L'Opposition et la troisième force], fin du mois d'octobre 1927, Archives Trotski. Rakovski réussit à prononcer ce discours un mois plus tard, à la XVI<sup>e</sup> Conférence provinciale de Moscou. Pour une réponse des «staliniens» à ce discours, voir les philippiques que Karakhan et Rosenglotz prononcèrent contre Rakovski, *Izvestiya*, 25 novembre 1927. Par une curieuse ironie du sort, Rosenglotz devait être jugé et condamné au même procès que Rakovski en mars 1938, tandis que Karakhan avait déjà été fusillé, après un procès tenu à huis clos en décembre 1937.

88. «Plate-forme de l'Opposition de gauche», in *Les bolcheviks contre Staline . . .*, *op. cit.*, p. 139.
89. On sait que L. B. Kamenev fut envoyé en 1926 comme ambassadeur à Rome, que Pyatakov et Préobrajenski «renforcèrent» la délégation soviétique que Rakovski dirigeait à Paris, qu'Antonov-Ovseenko fut envoyé à Prague et Safarov à Ankara.
90. Ces paroles de Staline sont citées par Trotski dans sa lettre du 30 septembre 1927 à Rakovski, Archives Trotski, bM.S. Russ. 13, T 1018.
91. Cité dans le communiqué français du 4 septembre 1927, *L'Europe nouvelle*, p. 1354 (in S. Schram, «Christian Rakovskij . . .», *loc. cit.*).
92. M. Tanine, *Desyat' let sovetskoï diplomatii*, *op. cit.*, p. 88.
93. Cité dans l'excellente étude de S. Schram, «Christian Rakovskij . . .», *loc. cit.*, p. 619.
94. *La Petite Gironde*, 28 septembre 1927.
95. C'est alors que *L'Oeuvre* titra dans son numéro du 16 septembre: «Encore une affaire de pétrole!», et que Léon Blum qualifia les hommes de droite «d'exécuteurs des vengeances de la Shell et de la Royal Dutch».
96. *Le Journal des débats*, 4 octobre 1927, p. 1, col. 1-2. Dans le même sens, un article vengeur avait été publié sous le titre «Son Excellence Rakovski agent des Boches», dans *La Victoire* du 20 janvier 1926, qui reprenait les données que le même journal avait «révélées» au public le 11 décembre 1917.
97. *Le Soir*, 5 octobre 1927.
98. *Le Journal des débats*, 6 octobre 1927, p. 1, col. 1-2.
99. *Financial Times*, 1<sup>er</sup> octobre 1927.
100. Il est intéressant de savoir que Rakovski s'efforça pendant son séjour en France de faciliter les travaux des chercheurs soviétiques qui concernaient la Révolution française.
101. *Poslednie Novosti*, 25 septembre 1932 (qui cite une interview de De Monzie publiée dans le journal *L'Intransigeant*. De Monzie y parle de «Rako», «l'ami de jeunesse», avec une émotion certaine).
102. Les articles les plus violents qui parurent alors sont ceux du *Matin*, «Il est parti». «Au plaisir de vous revoir M. Rakovski» (17 octobre 1927), et de *La Victoire* du même jour, «Rakovski a déguerpi . . .»
103. Comme André François-Poncet l'écrivit à l'auteur dans une lettre du 7 mars 1966, il n'y a pas de doute que Rakovski a «joué à Paris d'une certaine popularité mondaine». C'est ainsi que le journal *Liberté*, dans son numéro du 6 septembre 1927, présenta Rakovski («le mauvais boulgre») «dans sa dernière création: ambassadeur en France. Signalement: boit du champagne, fume des havanes, engloutit le caviar, porte un monocle, ressemble à un galant homme comme un sou percé à un louis».

#### NOTES DU CHAPITRE IX: LE DERNIER COMBAT OFFICIEL

(octobre 1927 - janvier 1928)

1. Ce sont les mots du procureur général Vychinski, *cf. Report of court proceedings . . .*, *op. cit.*, p. 152 et 312. On sait que, dans les procès de Moscou, l'essence même des accusations était fautive, alors que certains détails concrets étaient exacts. Ce sont ces derniers que nous utilisons ici.
2. Pour une analyse détaillée de l'Opposition et de ses objectifs, *cf. I. Deutscher, The prophet unarmed, op. cit.*, p. 271 sq.
3. Krestinski expliqua sans ambiguïté son attitude à l'égard de l'Opposition (avec laquelle il sympathisa sans y participer en 1923, et de 1926 à la fin de

- 1927) dans une lettre qu'il envoya à Trotski au début de décembre 1927 (cf. *Report of court proceedings...*, *op. cit.*, p. 153 sq.). Il se désolidariserait publiquement de l'Opposition en 1928 (la lettre qu'il envoya au comité central fut publiée dans la revue *Ekonomitcheskaya Jizn'*, le 8 avril 1928), ce qui ne l'empêcha pas d'être inculpé en même temps que Rakovski en 1938 et d'être condamné à mort lors du même procès.
4. Lettre de Krestinski à Trotski, début décembre 1927, in *Report of court proceedings...*, *op. cit.*
  5. I. Deutscher, *The prophet unarmed*, *op. cit.*, p. 284.
  6. P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 235.
  7. Rakovski, «Oppositsiya i tret'ya sila», Archives Trotski.
  8. *Ibid.*
  9. I. Deutscher, *The prophet unarmed*, *op. cit.*, p. 357-359.
  10. *Ibid.*, p. 358-359.
  11. Trotski, *Ma vie*, *op. cit.*, t. III, p. 258.
  12. Le témoignage le plus détaillé, et certainement le plus authentique, sur cette période se trouve dans le livre de Victor Serge, *Le tournant obscur*, Paris, 1951.
  13. Pierre Naville, *Trotsky vivant*, Paris, 1962, p. 34-35.
  14. *Ibid.*, p. 35.
  15. I. Deutscher, *The prophet unarmed*, *op. cit.*, p. 373.
  16. Papiers Louis Fischer, conversation avec Rakovski, Saratov, avril 1929.
  17. XV<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., *op. cit.*, discours de Mikhailovski (Moscou), t. I, p. 186.
  18. Conversation de l'auteur avec Boris Souvarine, Paris, mai 1972.
  19. *Pyatnadsatyi S'ezd V.K.P. (b)*, *op. cit.*, discours de Novitchenko (Zaparoje), t. II, p. 1012.
  20. *Ibid.*, discours de Lazare Kaganovitch, t. I, p. 152.
  21. *Proletarii* (Khar'kov), n<sup>o</sup> 256, 10 novembre 1927.
  22. Ces paroles de Rakovski furent rapportées par Kaganovitch lui-même, qui assistait à la séance, *Pyatnadsatyi S'ezd V.K.P. (b)*, *op. cit.*, t. I, p. 152.
  23. *Proletarii*, n<sup>o</sup> 256, 10 novembre 1927.
  24. *Pyatnadsatyi S'ezd V.K.P. (b)*, *op. cit.*, t. II, p. 1632.
  25. *Proletarii*, n<sup>o</sup> 258, 122 novembre 1927.
  26. *Pyatnadsatyi S'ezd V.K.P. (b)*, *op. cit.*, discours de Kaganovitch, t. I, p. 153.
  27. *Ibid.*
  28. Voya Vouyovitch était Yougoslave; il avait été révoqué le 27 septembre de ses fonctions de secrétaire de l'Internationale des jeunes, pour avoir exprimé son adhésion aux thèses de l'Opposition. A la XV<sup>e</sup> Conférence du parti (qui se tint à la veille du XV<sup>e</sup> Congrès, du 26 octobre au 3 novembre), il avait été dénoncé par le délégué français Jacques Doriot (*sic*) pour avoir tenu en privé «des propos oppositionnels» (cf. P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 249).
  29. Discours de Kaganovitch, in *Pyatnadsatyi S'ezd V.K.P. (b)*, *op. cit.*, t. I, p. 153.
  30. Cité par I. Deutscher, *The prophet unarmed*, *op. cit.*, p. 381.
  31. *Ibid.*, p. 381.
  32. *Ibid.*, p. 382.
  33. Ces précisions sont empruntées à Pierre Naville, *Trotsky vivant*, *op. cit.*, p. 26-29; à I. Deutscher, *The prophet unarmed*, *op. cit.*; et à L. Fischer, *Men and politics*, New York, 1941, p. 92-94. La veuve de Ioffé et leur enfant furent par la suite déportés en Sibérie, où ils disparurent sans laisser de trace (pour une brève notice biographique sur Ioffé, cf. P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 573).

34. Pierre Naville, *Trotsky vivant*, *loc. cit.*
35. *Pyatnadsatyi S'ezd V.K.P. (b)*, *op. cit.*, discours de Rakovski, t. I, p. 208.
36. *Ibid.*
37. *Ibid.*
38. *Ibid.*, t. I, p. 214.
39. *Ibid.*
40. *Ibid.*, t. I, p. 212.
41. *Ibid.*, t. I, p. 214.
42. *Ibid.*, t. II, p. 1469 (qui donne la liste des 75 membres les plus importants de l'Opposition trotskiste, et des 23 membres du groupe oppositionnel de Sapronov). Pour des notices biographiques, voir P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, et G. Haupt et J.-J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, *op. cit.*
43. Une note décrivant ces «négociations» se trouve dans les Archives Trotski. Ce dernier indiqua lui-même à la main qu'il en était probablement l'auteur, et que la signature était «selon toute vraisemblance collective». La note date du début de janvier 1928 (elle a été citée partiellement par I. Deutscher, *The prophet unarmed*, *op. cit.*, p. 390).
44. Archives Trotski.
45. Cette lettre des oppositionnels au Komintern se trouve dans les Archives Trotski.
46. Lettre des oppositionnels au présidium du Komintern, début janvier 1928, Archives Trotski.
47. *Ibid.*
48. Les témoins de cette journée sont Victor Serge, *Le tournant obscur*, *op. cit.*, p. 155, et Louis Fischer, *Men and politics*, *op. cit.*, p. 94.
49. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 14 juillet 1928, Archives Trotski.
50. Cette expression est de Zelda Coates, la militante britannique, qui avait bien connu Alexandra Gueorguevna au moment où Rakovski était ambassadeur à Londres. Nous la remercions ici d'avoir bien voulu évoquer ses souvenirs au cours d'une conversation avec l'auteur, en mai 1968.
51. Lettre de Mme Rakovski à Mme Trotski, Astrakhan, 18 mai 1928, Archives Trotski.

## NOTES DU CHAPITRE X: LA RELÉGATION À ASTRAKHAN (fin janvier - automne 1928)

1. A ce sujet, voir L. Fischer, *Men and politics*, *op. cit.*, p. 131 sq.
2. *Report of court proceedings...*, *op. cit.*, p. 759.
3. Victor Serge, *Le tournant obscur*, *op. cit.*, p. 189.
4. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 17 février 1928, Archives Trotski (publiée dans le n° 35 du *Biulleten' Oppositsii*).
5. Toutes les lettres de Rakovski à Trotski sont en russe, mais certaines expressions (ici entre guillemets anglais) sont en français, langue beaucoup plus familière à Rakovski que le russe. Toutes les lettres de Mme Rakovski à Mme Trotski sont en français.
6. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 17 février 1928, Archives Trotski.
7. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 3 mars 1928, Archives Trotski.
8. Victor Serge, *Le tournant obscur*, *op. cit.*, p. 195.
9. Au mois de juin 1905, Rakovski avait énergiquement participé au sauvetage des marins du cuirassé *Potemkine* : voir son récit, *Izvestiya*, 27 juin 1925.
10. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 3 mars 1928, Archives Trotski.
11. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 17 février 1928, Archives Trotski.

12. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 3 mars 1928, Archives Trotski.
13. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 25 mars 1928, Archives Trotski.
14. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 14 juillet 1928, Archives Trotski.
15. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 3 mars 1928, Archives Trotski.
16. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 25 mars 1928, Archives Trotski.
17. Rakovski, «[Jules Guesde et le communisme]», *Kommounistitcheskii International*, n° 23, 1922, p. 6305-6326 (traduction dans *L'Humanité*, 3 janvier 1923). A cette époque, tous les révolutionnaires exilés par Staline commencent à écrire leurs souvenirs : Trotski notait en permanence ses jugements tant sur la politique quotidienne que sur l'histoire du mouvement ouvrier et du premier Etat socialiste; à Tobolsk où il était alors relégué, Radek travaillait à un ouvrage consacré à Lénine (lettre de Rakovski à Trotski, 29 février 1928), tandis que Zinoviev se mettait à une histoire de la II<sup>e</sup> Internationale.
18. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 25 mars 1928, Archives Trotski.
19. Malheureusement pour l'historien, ces lettres furent confisquées par la G.P.U. mais Rakovski les mentionne régulièrement dans ses lettres à Trotski.
20. Lettre de Trotski à L. B. Krassine, 18 juin 1924, Archives Trotski.
21. Lettre de Krassine à Trotski, 18 juin 1924, Archives Trotski.
22. Pour écrire ces articles en toute liberté alors qu'il était en poste en Europe occidentale, Rakovski les signait simplement de trois étoiles (lettre à Trotski du 29 février 1928, Archives Trotski).
23. Rakovski, «The new tasks in the rural districts of U.S.S.R.», *Communist International*, n° 12, décembre 1925, p. 17.
24. Rakovski, «The decline of the 'World's shop'», *loc. cit.*, p. 92.
25. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 29 février 1928, Archives Trotski.
26. *Œuvres de Saint-Simon et Enfantin*, Notices historiques, t. IX, p. 92 (citées par Rakovski avec la référence).
27. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 29 février 1928, Archives Trotski.
28. Rakovski, «[Jules Guesde et le communisme]», *loc. cit.*
29. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 27 mai 1928, Archives Trotski.
30. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 27 mai 1928, Archives Trotski.
31. Cette lettre de Rakovski est une réponse aux «Méditations sur les masses», que Valentinov avait écrites au début du mois de juillet 1928. Valentinov avait été rédacteur en chef de l'organe du comité central des syndicats, le quotidien *Troud*; il avait été exilé comme trotskiste à la même époque que Rakovski.
32. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 27 mai 1928, Archives Trotski.
33. Lettre de Rakovski à Valentinov, Astrakhan, 6 août 1928, in *Les bolcheviks contre Staline...*, *op. cit.*, p. 151-163. Christian Gueorguevitch pensait en particulier à «la position sociale d'un communiste ayant à sa disposition une auto, un bon appartement, des vacances régulières, et recevant le salaire maximum autorisé par le parti», par rapport à la situation d'un communiste «travaillant dans les mines de charbon et recevant un salaire de 50 à 60 roubles par mois». Il rappelait d'ailleurs que les ouvriers comme les fonctionnaires étaient répartis en dix-huit catégories différentes.
34. Lettre de Rakovski à Trotski, 27 mai 1928, Archives Trotski.
35. Lettre de Rakovski à Valentinov, in *Les bolcheviks contre Staline...*, *op. cit.*, p. 151-163.
36. Notes de Trotski sur Rakovski en Ukraine, Archives Trotski.
37. Rakovski, «[La paysannerie ukrainienne et l'Armée rouge]», *Pravda*, 22 décembre 1921.
38. Lettre de Rakovski à Valentinov, in *Les bolcheviks contre Staline...*, *op. cit.*, p. 151-163.
39. *Ibid.*

40. Comme le rappelle Pierre Broué, l'appareil du parti doubla d'importance entre 1924 et 1927 (de 15 000 il passa à 30 000 fonctionnaires), mais cette évolution fut causée plus par un «reflux des masses» que par une initiative de Staline. D'autre part, un rapport préparé en janvier 1928 pour le comité central révéla que, sur 638 000 membres du parti recensés en 1927 comme «ouvriers», 184 000 étaient en réalité des fonctionnaires (*Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 274).
41. Lettre de Rakovski à Valentinov, in *Les bolcheviks contre Staline...*, *op. cit.*, p. 151-163.
42. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 27 mai 1928, Archives Trotski.
43. Trotski, notes sur Rakovski en Ukraine, Archives Trotski.
44. Lénine, *Pol. Sobr. Soitch.*, 1<sup>re</sup> éd., t. 18, première partie, p. 316 (cité in «Plateforme de l'Opposition de gauche», 1927, in *Les bolcheviks contre Staline...*, *op. cit.*, p. 106).
45. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 27 mai 1928, Archives Trotski.
46. De 1928 à 1931, Rakovski eut le courage d'envoyer régulièrement au comité central toutes les analyses critiques dont il était l'auteur. Sans les publier, l'entourage de Staline fut obligé d'en tenir compte, et Molotov se chargea de les combattre dans les pages du périodique *Bolchevik* (cf. G. Haupt et J.-J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, *op. cit.*, p. 360-361).
47. Lettre des oppositionnels au présidium du Komintern, janvier 1928, Archives Trotski.
48. Lettres de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 27 mai et juillet 1928, Archives Trotski.
49. Cité par Krestinski lors de son procès, à l'occasion d'une question posée par Rakovski, cf. *Report of court proceedings...*, *op. cit.*, p. 757.
50. Cf. R. Conquest, *The Great Terror. Stalin's purge of the thirties*, Londres, 1968, p. 128.
51. Cité par Trotski, notes sur Rakovski diplomate, Archives Trotski.
52. A. Kriegel, *Les grands procès...*, *op. cit.*, p. 91.

#### NOTES DU CHAPITRE XI: LES ANNÉES D'ULTIME RÉSISTANCE (1929 - 1933)

1. *Correspondance internationale*, n° 54, 9 juin 1928, p. 642-644 (cité par P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 277).
2. I. Deutscher, *The prophet unarmed*, *op. cit.*, p. 407.
3. Vieux-bolchevik, Sérébryakov était un spécialiste du problème des transports. Vice-commissaire aux transports (1921-1922), il devint par la suite un des dirigeants de l'Opposition unifiée (pour sa biographie comme pour celles de tous les dirigeants bolcheviks, cf. I. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 595).
4. Cité dans la lettre de Rakovski à Trotski du 21 juillet 1928, Archives Trotski.
5. *Ibid.*
6. Victor Serge, *Vie et mort de Trotsky*, Paris, 1951, p. 213-214.
7. I. Deutscher, *The prophet unarmed*, *op. cit.*, p. 411.
8. «[Ch. G. Rakovski parle de la capitulation et des capitulards]», *Biulleten' Opozitsii*, n° 7, novembre-décembre 1929, p. 4-5.
9. Notes de Trotski sur Rakovski diplomate, Archives Trotski.
10. Rakovski, «[Le point de la situation]» (avril 1929), *Biulleten' Opozitsii*, n° 3-4, septembre 1929, p. 13-14.
11. *Ibid.*

12. *Ibid.*
13. *Biulleten' Oppozitsii*, juillet 1929 (cité par P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 291). A la fin de 1928 la G.P.U. exila entre 6000 et 8000 trotskistes, alors qu'au début de la même année les effectifs de l'Opposition unifiée (c'est-à-dire de Trotski et de Zinoviev réunis) n'étaient estimés qu'à 4 000 ou 5 000 (I. Deutscher, *The prophet unarmed*, *op. cit.*, p. 456).
14. Rakovski, «[Le point de la situation]», *loc. cit.*
15. Archives Trotski.
16. On sait que Kislovodsk est une station thermale située à la frontière de la Géorgie et de la région de Stavropol, célèbre pour ses eaux et pour son climat qui est recommandé aux cardiaques.
17. Lettre de Mme Rakovski à Mme Sedova (en français), Astrakhan, 18 mai 1928, Archives Trotski.
18. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 18 mai 1928, Archives Trotski.
19. Lettre de Rakovski à Trotski, Astrakhan, 20 octobre 1928, Archives Trotski.
20. C'est au moins ce que Krestinski affirma lors de son procès en mars 1938, *cf. Report of court proceedings...*, *op. cit.*, p. 154.
21. Rakovski, «[La politique de la direction et l'organisation du parti]», *Biulleten' Oppozitsii*, novembre-décembre 1929.
22. Pierre Naville a raconté comment il recevait en 1929, à Paris, «les longs documents de Rakovski sur les transformations du pouvoir soviétique, calligraphiés sur de petits bouts de carton de cinq centimètres carrés», qui avaient voyagé «dans le revers d'un manteau de fourrure» (*Trotsky vivant*, *op. cit.*, p. 35).
23. L. Fischer, *Men and politics*, *op. cit.*, p. 130-135.
24. Ce sont les notes de ces conversations et les photocopies des documents qu'il avait recopiés que L. Fischer avait eu l'amabilité de communiquer à l'auteur en 1968.
25. L. Fischer, *Men and politics*, *op. cit.*, p. 133.
26. Note manuscrite sans date dans les Archives Trotski.
27. *Cf.* la brève introduction que Trotski plaça en tête de la «Déclaration de l'Opposition bolchevik-léniniste au comité central, à la commission de contrôle du parti communiste russe et à tous les membres du parti», *Luttes de classes*, n° 25-26, septembre-décembre 1930, p. 646-648. Cette déclaration (qui est essentiellement l'œuvre de Rakovski) est plus connue actuellement sous le nom de «Thèses d'avril 1930» de l'Opposition trotskiste.
28. Proclamation de V. Kossior, Akoudjava et C. Rakovski au comité central du P.C.R. (b) et à la commission centrale de contrôle, Saratov, 22 août 1929, *Biulleten' Oppozitsii*, n° 6, octobre 1929, p. 3-5.
29. On sait que les socialistes-révolutionnaires estimaient que la paysannerie était «socialiste dans ses principes» et qu'ils voyaient en elle, à l'encontre des marxistes, «le flambeau de la lutte pour le socialisme en Russie». Sur les S-R, voir les travaux essentiels que leur a consacrés O. H. Radkey, *The agrarian foes of bolshevism*, New York, 1958; et *Sickle under the hammer*, New York, 1963.
30. Sur le territoire de la R.S.F.S.R., la direction stalinienne empêcha la création d'une union de la paysannerie pauvre, à laquelle Lénine avait pensé dès 1919. Quant à la tentative que Staline, Boukharine, Rykov et Kamenev avaient faite en 1924-1925 pour supprimer l'organisation de la paysannerie pauvre en Ukraine, elle se solda par un échec grâce à la ferme opposition du parti ukrainien, dont Rakovski s'était fait le porte-parole devant le comité central (*cf.* Trotski, introduction à la «Déclaration de l'Opposition bolchevik-léniniste...» d'avril 1930, *loc. cit.*).
31. Ce paragraphe doit beaucoup à l'étude de Merle Fainsod, *Smolensk under Soviet rule*, Harvard, 1958, p. 242 sq.) et à P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 314-319.

32. J. Bruhat, *Histoire de l'U.R.S.S.*, Paris, 1958, p. 87.
33. Trotski, *De la révolution*, Paris, 1963, p. 449.
34. Notes dactylographiées et corrigées à la main, préparées pour le *Bulletin de l'Opposition*, Archives Trotski.
35. Note de Trotski, *Biulleten' Oppozitsii*, n° 11, mai 1930, p. 31.
36. Note de Trotski, *Biulleten' Oppozitsii*, n° 17-18, novembre-décembre 1930, p. 43.
37. Pour la lettre de De Monzie et la longue réponse de Rakovski (Astrakhan, 23 septembre 1928), voir S. Schram, «Christian Rakovskij . . .», *loc. cit.*, p. 614-619. Rakovski avait cru bon d'envoyer «l'original et la copie de sa réponse au comité central» (Archives Trotski).
38. «Déclaration de l'Opposition bolchevik-léniniste. . .», *loc. cit.*
39. *Ibid.*, p. 662.
40. B. Souvarine, *Stalin. A critical survey of bolshevism*, New York, s.d., p. 520.
41. *Ibid.*, p. 662 et 650.
42. *Pravda*, 28 mars 1930.
43. «Déclaration de l'opposition bolchevik-léniniste. . .», *loc. cit.* p. 657.
44. *Ibid.*, p. 656.
45. *Ibid.*, p. 652.
46. *Ibid.*, p. 663.
47. Trotski, introduction à la «Déclaration de l'Opposition bolchevik-léniniste. . .», *ibid.*, p. 647.
48. Trotski, notes sur Rakovski diplomate, Archives Trotski.
49. L. Fischer, *Men and politics*, *op. cit.*, p. 309.
50. Déclaration de Rakovski lors de son procès, mars 1938, *Report of court proceedings. . .*, *op. cit.*, p. 288.
51. Lettre de Pierre Frank à l'auteur, 15 février 1966. Ceci est confirmé par la note que Trotski écrivit pour la presse le 25 janvier 1937: il y est dit entre autres que Rakovski, avant de revenir à Moscou, avait «fait une tentative de fuite», qu'il avait été «rattrapé et blessé» (Archives Trotski).
52. Archives Trotski.

## NOTES DU CHAPITRE XII: LE RALLIEMENT À LA LIGNE GÉNÉRALE (1934 - 1937)

1. Cette brève analyse s'appuie sur la fameuse «Lettre d'un vieux-bolchevik», qui tire son origine de conversations entre B. Nikolaevski et Boukharine au printemps de 1936 (cf. B. Nikolaevski, *Les dirigeants soviétiques . . .*, *op. cit.*, p. 43 sq.).
2. Sur le XVII<sup>e</sup> Congrès, cf. L. Schapiro, *The communist party of the Soviet Union*, Londres, 1960, p. 396-397; et P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 349-350.
3. En français dans le texte.
4. Lettre du 2 juillet 1928, Astrakhan, Archives Trotski.
5. *Le Temps*, 24 février 1934 (et *Izvestiya* du 23 février 1934).
6. «Notre correspondant particulier [G. Luciani] télégraphie de Moscou», *Le Temps*, 24 février 1934.
7. *Trotsky's diary in exile*, Londres, 1958, p. 41 et 53; et *Biulleten' Oppozitsii*, n° 40, 1934.
8. P. Naville, *Trotsky vivant*, *op. cit.*, p. 115.
9. «Lettre d'un vieux-bolchevik», in B. Nikolaevski, *Les dirigeants soviétiques . . .*, *op. cit.*, p. 50.

10. P. Berland (nom de plume du professeur G. Luciani, qui était alors le correspondant permanent à Moscou du *Temps* et du *Petit Parisien*, et qui eut plusieurs fois l'occasion de rencontrer Rakovski à cette époque), «Les accusés du procès des vingt et un» (portraits de Rykov, Yagoda, Boukharine, Rakovski, Krestinski, Rosengoltz et Pletniou), *Le Temps*, 2 mars 1938.
11. L. Fischer, *Men and politics*, *op. cit.*, p. 309.
12. Témoignage du professeur G. Luciani.
13. Déposition de Rakovski lors de son procès, mars 1938, *cf. Report of court proceedings . . .*, p. 289-290.
14. *Cf.* B. Nikolaevski, «L'assassinat de Kirov», *Sotsialistitcheski Vestnik* (New York), décembre 1956 (étude reproduite dans son livre *Les dirigeants soviétiques . . .*, *op. cit.*, p. 85-121).
15. *Ibid.*
16. B. Nikolaevski, «Toujours à propos de Staline et de Kirov», *Novoe Roussskoe Slovo*, 6 décembre 1959 (in *Les dirigeants soviétiques . . .*, *op. cit.*, p. 117-121).
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*
19. Voir sur ce point l'article de L. S. Chaoumian publié dans la *Pravda* du 7 février 1964 (cité par J. Zagoria dans les notes qui accompagnent l'étude de B. Nikolaevski sur «L'assassinat de Kirov»).
20. Staline, *Questions du léninisme*, Paris, 1947, t. II, p. 195 (cité par P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 353 et 611 auquel l'auteur doit beaucoup pour ce paragraphe).
21. *Cf.* P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 353-355.

#### NOTES DU CHAPITRE XIII: LE PROCÈS ET LA FIN (1936 - 1941)

1. M. Fainsod, *Smolensk under Soviet rule*, *op. cit.*, p. 422 sq.
2. *Ibid.*, p. 322.
3. *Cf.* G. Rosenthal, *Mémoire pour la réhabilitation de Zinoviev*, Paris, 1962. Sur les procès, voir le livre de R. Conquest, *The Great Terror. Stalin's purge of the thirties*, *op. cit.*, éd. française, Paris, 1970; et dans la collection Archives, *Les procès de Moscou* (textes présentés par P. Broué), Paris, 1964; l'essai d'interprétation le plus riche et le plus intelligent est certainement celui d'Annie Kriegel, *Les grands procès dans les systèmes communistes*, *op. cit.*; voir aussi M. Merleau-Ponty, *Humanisme et terreur. Essai sur le problème communiste*, Paris, 1947 (un chapitre concerne le procès de Boukharine, auquel G. Katkov vient de consacrer une analyse minutieuse). Pour un ouvrage d'ensemble qui reste important, *cf.* Z. Brzezinski, *La purge permanente*, Paris, 1958.
4. Cité par P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 391.
5. N. Baudy, «Boukharine aux *Izvestiya*», *Preuves*, 1962, n° 139, p. 66-69.
6. Cité par P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 385.
7. Il s'agit de l'acte d'accusation porté contre Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Mramchkovski et tous les autres accusés du «procès des seize», c'est-à-dire du premier grand procès public de vieux-bolcheviks.
8. Cité par A. Kriegel, *Les grands procès . . .*, *op. cit.*, p. 91-92.
9. Déposition de Rakovski, *cf. Report of court proceedings . . .*, *op. cit.*, p. 313.
10. *Le Populaire*, 17 mars 1931 (cité par A. Kriegel, *Les grands procès . . .*, *op. cit.*, p. 76).
11. Sur les enfants de Rakovski, voir les lettres que Mme Rakovski échangea avec Mme Trotski en 1928 (Archives Trotski).

12. P. Broué, *Les procès de Moscou*, *op. cit.*, p. 233.
13. Les carnets d'Ignace Reiss (qui fut assassiné en Suisse par les agents de Staline en 1937) furent publiés dans le *Biulleten' Opozitsii*, n° 57-58 (reproduits dans E. K. Poretski, *Les nôtres. Vie et mort d'un agent soviétique*, Paris, 1969, p. 300).
14. Sur ce sujet, cf. R. Medvedev, *Le stalinisme*, Paris, 1972.
15. La *Pravda* citait en particulier la «résolution» suivante, qui venait d'être «votée» par une usine de Moscou: «La bande trotskiste était en contact avec Rykov et Boukharine. Nous exigeons une enquête sur leur participation. Il faut les traîner devant les tribunaux» (cité par P. Berland, «Le procès des 'trotskistes'», *Le Temps*, 27 janvier 1937, p. 2).
16. P. Berland, «Le procès des 'trotskistes'», *Le Temps*, 28 janvier 1937, p. 1.
17. A. Kriegel, *Les grands procès...*, *op. cit.*, p. 87.
18. *Ibid.*, p. 66.
19. *Report of court proceedings...*, *op. cit.*, p. 313 (c'est nous qui soulignons).
20. Cité par A. Kriegel, *Les grands procès...*, *op. cit.*, p. 98.
21. *Ibid.*, p. 99.
22. *Report of court proceedings...*, *op. cit.*, p. 314.
23. P. Berland, «Le procès des vingt et un», *Le Temps*, 4 mars 1938, p. 1.
24. A. N. Potresov, *Posmertnyi sbornik proizvedenii* [Recueil d'œuvres publié post mortem (par les soins de B. Nikolaevski)], Paris, 1937, p. 295.
25. G. D. H. Cole, *The Second International, 1889-1914*, vol. III: *A history of socialist thought*, Londres, Macmillan, 1956, p. 588-590.
26. Discours de Staline, cité in J. Reshetar Jr., *A concise history of the communist party of the Soviet Union*, New York, 1960, p. 213.
27. *Report of court proceedings...*, *op. cit.*, p. 760-761.
28. A ce sujet, cf. A. Kriegel, *Les grands procès...*, *op. cit.*, p. 65.
29. P. Berland, «Le procès des vingt et un». «La déposition de Boukharine au procès de Moscou», *Le Temps*, 7 mars 1938.
30. *Report of court proceedings...*, *op. cit.*, p. 289-290.
31. On sait maintenant que les aveux étaient «établis, agencés, rédigés, appris par cœur et répétés grâce à une collaboration quotidienne et prolongée entre les prisonniers et les juges d'instruction attachés à leur personne» (A. Kriegel, *Les grands procès...*, *op. cit.*, p. 74 sq.).
32. Rakovski connaissait bien Iourenev, qui était alors ambassadeur de l'U.R.S.S. au Japon.
33. Déclaration de Rakovski, cf. *Report of court proceedings...*, *op. cit.*, p. 307.
34. *Ibid.*, p. 306.
35. *Ibid.*, p. 307.
36. P. Berland, «Protestation de Trotski», *Le Temps*, 6 mars 1938, p. 2.
37. *Ibid.*, et P. Broué, *Le parti bolchevique*, *op. cit.*, p. 373.
38. P. Berland, «Le procès des vingt et un». «La confession de Rakovski», *Le Temps*, 7 mars 1938, p. 1.
39. «Une pluie de démentis», *Le Temps*, 7 mars 1938, p. 1.
40. Déposition de Rakovski, cf. *Report of court proceedings...*, *op. cit.*, p. 758.
41. *Ibid.*, p. 313.
42. *Ibid.*, p. 311.
43. *Ibid.*, p. 297-298.
44. *Ibid.*, p. 311.
45. *Ibid.*, p. 760.
46. *Ibid.*, p. 313.
47. Rakovski, *Roumanie et Bessarabie*, Paris, 1925, p. 9.
48. Déposition de Rakovski, cf. *Report of court proceedings...*, *op. cit.* p. 302.
49. Archives Trotski.

50. P. Berland, «Le procès des vingt et un». «La confession de Rakovski», *loc. cit.*
51. Note dactylographiée de Trotski, «Rakovski», 25 janvier 1937, Archives Trotski.
52. Trotski, *La révolution trahie*, *op. cit.*, p. 104.
53. A. Chaboseau, «Un document médico-diplomatique: la thèse du camarade Rakovski», *loc. cit.*
54. Kazakov était un des trois médecins impliqués dans le «complot trotskiste».
55. «Un appel des avocats bulgares», *Le Temps*, 6 mars 1938, p. 2.
56. «Un article de M. Vandervelde» (paru dans *Le Peuple*), *Le Temps*, 4 mars 1938.
57. Cité par P. Berland, «Le procès des vingt et un». «Le réquisitoire du procureur», *Le Temps* 13 mars 1938, p. 2.
58. *Ibid.*
59. *Ibid.*
60. *Report of court proceedings . . .*, *op. cit.*, 3 mars au matin, p. 152.
61. P. Berland, «Le procès des vingt et un». «Le réquisitoire du procureur», *loc. cit.*
62. *Ibid.*

#### NOTES DE LA CONCLUSION

1. Rakovski, *Knyaz' Metternikh . . .*, *op. cit.*, p. 6.
2. *Ibid.*, p. 9-10.
3. In G. Haupt et J.-J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, *op. cit.* p. 360.
4. Trotski, notes sur Rakovski diplomate, Archives Trotski.
5. Déposition de Rakovski, *cf. Report of court proceedings . . .*, *op. cit.*
6. On sait que Metternich avoua sans ambage dans ses Mémoires: «Le premier élément moral en moi, c'est l'immobilité.»
7. Rakovski, *Knyaz' Metternikh . . .*, *op. cit.*
8. B. Souvarine, *Stalin. A critical survey of bolshevism*, *op. cit.*, p. 133.
9. A. Kriegel, *Les grands procès . . .*, *op. cit.*, p. 91.
10. Trotski, «Rakovski», note dactylographiée, Cayoacan, 25 janvier 1937, Archives Trotski.



## Index des noms\*

- Abernon Lord Vincent d', 73, 95, 104, 167  
Akhmatova A., 270  
Akoudjava, 250  
Antonov-Ovseenko V., 207  
Aralov, 70  
Aristote, 230  
Armstrong, 279  
Aussem V., 66, 172  
Avarescu général, 112
- Babel I., 226  
Babeuf G., 238  
Baldwin F., 109  
Baldwin S., 89, 108, 113, 149, 150, 160  
Bardoux J., 45  
Barthou L., 60  
Beloborodov A., 230, 249  
Beneš E., 47, 133  
Benoît P., 204  
Berthelot Ph., 175, 187, 189  
Berzine Ya., 93, 94, 104  
Bessonov, 287  
Blanc L., 36  
Blum L., 271  
Boukharine N., 16, 34, 97, 198, 199, 207, 210, 217, 218, 243, 244, 263, 265-267, 269, 270, 272, 276, 278, 287  
Bounatian frères, 134  
Brailsford N., 110, 115  
Briand A., 26, 49-51, 159-160, 167, 175, 183, 184, 186, 188-191, 200, 202  
Brockforff-Rantzau, 143  
Buré E., 175, 281
- Cachin M., 175  
Caillaux J., 189-191, 194
- Cambon P., 51  
Campbell J., 145-146  
Carco F., 204  
Carr E. H., 112, 135  
Carrère d'Encausse H., 12  
Catherine II, 36  
Cattier M., 57  
Cervantès M., 226  
Chamberlain A., 11, 22, 27, 28, 83, 150-152, 157, 159, 160-168, 170, 175, 193  
Chastenet J., 11  
Chlyapnikov A., 32, 34  
Churchill W., 25, 27, 84, 150  
Clemenceau G., 45, 141, 197, 269  
Clynes J., 111  
Coates W., 111  
Coates Z., 11  
Coty F., 202, 204  
Crewe Lord, 175  
Crowe Sir E., 101  
Cuno, 164  
Curzon Lord N., 11, 43, 47, 76-77, 82-93, 97, 99, 101-108, 115, 150-152, 158-159, 193
- Daladier E., 186  
Dalbiez, 187  
Dénikine général, 55  
Derby Lord, 52  
Deterding Sir H., 202  
Dewar G., 85  
Dickens Ch., 226  
Doriot J., 175  
Dorostein, 158  
Dreyfus L., 179, 281  
Drobnis J., 220, 272, 273  
Droujelkovski, 149

\* Il n'a pas été donné de références au nom de Christian Rakovski, dont les activités forment la trame de cet ouvrage.

- Dzerjinski, 16, 75
- Eckermann, 289  
Engels F., 98  
Evdokimov G., 215
- Fainsod M., 12  
Farbman M., 75  
Fischer L., 11, 79, 99, 202, 216, 249, 259, 272  
Fournel, 231  
François-Poncet A., 11  
Frank P., 260  
Frick M., 73  
Frounze M., 70
- Ganetski Ya., 85  
Garvin J., 105, 110, 111  
Gengis Khan, 266  
George V, 126  
Gianinni, 63  
Gilbert M., 11  
Gorki M., 263, 267  
Gregory J., 17, 90-91, 93, 95, 98, 102, 104, 106-107, 147-148  
Grenfell E., 116-117  
Grinko, 276  
Guesde J., 9, 10, 229, 232, 291  
Guinzbourg E., 270
- Haldane Lord, 147  
Haniel von, 62  
Hardinge Lord, 49  
Haupt G., 12  
Hayward M., 11  
Henderson A., 98, 108  
Herbette J., 143, 204  
Herriot E., 74-75, 135-137, 140-144, 149, 183-184, 191  
Hodgson Sir R., 18, 91, 92, 151  
Holubnychy, 9  
Horne Sir R., 49, 57  
Houghton, 165
- Ikramov A., 276  
Insarov, 35  
Ioffé A., 16, 18, 21, 32, 63-64, 95, 207, 215-216  
Ioudenitch général, 55  
Iourenev C., 133, 280  
Istrati P., 204
- Jaurès J., 10, 229, 291  
Jemtchoujnikov, 149  
Jordanski, 79
- Joynson-Hicks Sir W., 150
- Kaganovitch L., 19, 213, 214, 217, 248  
Kalinine M., 262, 266, 289  
Kamenev L., 21, 97-98, 113, 197, 200, 207-208, 211, 213-216, 227, 244, 250, 263, 265, 269  
Kantemir prince A., 96  
Kasparova, 220, 230, 254  
Katkov G., 11  
Kazarov, 286  
Kemal Pacha, 25, 69-71  
Kennan G., 11  
Kenworthy commandant, 101  
Kerenski A., 55, 236  
Khodjaev F., 32, 276  
Kindersley, 11  
Kirov S., 262, 266-267, 269-270  
Klychko, 93  
Kohn F., 217  
Kollontai A., 16, 32, 34  
Koltchak Admiral, 55, 125  
Kossior V., 217, 220-221, 250, 254, 266  
Kotsioubynsky Iou., 213  
Kotsioubynsky M., 213  
Krassine L., 11, 20, 22, 31, 41, 43, 49, 55, 58, 62, 65, 91-94, 98-99, 104-105, 114, 117, 130-131, 143, 155, 169, 172-175, 187, 190, 230, 232  
Krestinski N., 96, 207, 208, 241, 248, 276, 278, 280, 287  
Kriegel A., 12, 273
- Lachevitch M., 207, 220  
Lagardelle, 174  
Lansbury G., 90, 129  
Law B., 93  
Lazourkina, 270  
Lénine V., 9, 10, 16, 19, 20, 23, 24, 28, 30-42, 75, 80, 87, 88, 96-99, 109, 140, 155, 160, 196, 208, 212, 216, 221, 222, 226, 227, 229, 232, 235, 240, 241, 246, 255, 263, 268, 270, 275, 285, 290, 291  
Leygues G., 178  
Liebknecht W., 229, 230  
Lindsay R., 102  
Litvinov M., 21, 32, 43, 55, 62, 64-65, 93-95, 100, 133, 183, 201, 212, 287  
Lloyd George D., 11, 25-28, 43, 46, 48-52, 60-67, 71-72, 76, 82, 92, 106, 108, 113, 116, 120, 151, 188  
Locker-Lampson G., 11  
Loucheur L., 25, 49-50  
Luciani G., 11, 264, 287  
Luxembourg R., 38, 229

- MacDonald R., 11, 82, 86-88, 98, 108-137, 144-151, 157  
 Maïski I., 11, 22  
 Maltzan A. von, 63-64  
 Markotoune, 73  
 Martov Iou., 36  
 Marx K., 33, 39, 98, 258, 289  
 McNeill R., 90  
 Mdivani B., 32  
 Mendl Sir Ch., 11  
 Metternich prince K. de, 36, 289  
 Milioukov P., 104, 185, 260  
 Millerand A., 26, 45  
 Mirbach von, 62  
 Molotov V., 19, 71  
 Montille de, 52  
 Monzie A. de, 11-12, 19, 124, 135, 140-144, 149, 174-175, 185-191, 194-195, 202, 204, 253  
 Morgan J. P., 61  
 Moukhtar A., 71  
 Mouralov N., 207, 220, 223, 230, 240, 254, 272-273  
 Mratchkovski S., 210  
 Mussolini, 200
- Nansen Dr., 73, 136  
 Napoléon III, 175  
 Narimanov N., 32  
 Naville P., 211, 216, 264  
 Nicolas II, 73, 126  
 Nikolaevski B., 267  
 Noulens J., 186  
 Nourteva, 101-102
- Ordjonikidze S., 197, 220, 266, 272  
 Ovide, 226
- Paciorkowski, 149  
 Paget Lady M., 111, 281  
 Painlevé P., 159  
 Pascal P., 11  
 Paul-Boncour J., 11, 18  
 Payart J., 287  
 Paz M., 250  
 Pelouso E., 119, 132  
 Peters, 101-104  
 Pierre le Grand, 36  
 Pilsudski J., 141  
 Pinon R., 186  
 Plekhanov G., 9, 10, 35-36, 229  
 Pletnëv, 276  
 Pleve V., 35  
 Poincaré R., 25-26, 45-48, 51-52, 60, 75-76, 105, 119, 132-137, 165, 176, 183-184, 191-195, 201-202  
 Ponsonby A., 11, 109, 111, 123-124, 127-131, 147, 148, 157  
 Postychev P., 217  
 Preobrajenski E., 188, 207, 210-211, 230, 239, 243, 263  
 Pyatakov G., 16, 188, 207, 220, 241, 263, 272, 279-281
- Radek K., 16, 19, 24, 31, 41-42, 45-46, 79, 85, 207, 220, 230, 233, 240, 244, 249, 263, 270, 272  
 Radev, 35  
 Rafail, 220, 230  
 Rakovski A. G., 246-9  
 Rathenau W., 42-43, 49, 63-64  
 Reisner L., 31  
 Reiss I., 272  
 Renaudel P., 98, 138  
 Richardson Sir R., 100  
 Rioutine, 217, 266  
 Rosenthal G., 11  
 Rozengoltz A., 276, 287  
 Roudzoutak Ya., 32, 55, 65, 217, 219, 262, 266  
 Ryabova E., 35  
 Rykov A., 199, 217, 220, 243, 263, 269, 276, 287
- Sacco, 200  
 Sadoul J., 175  
 Safarov G., 244  
 Sain-Aulaire Comte de, 46  
 Saint-Simon Comte de, 225, 231, 247  
 Samsonov, 247  
 Sapronov T., 32, 220  
 Sarraut A., 195  
 Sauerwein J., 45-46, 75  
 Scheinmann, 134  
 Sedova N., 247  
 Semard P., 175  
 Sérébriakov L., 210, 230, 244  
 Serge V., 216, 225-226  
 Shaw T., 112  
 Shukman H., 11  
 Simmons J., 11  
 Skoropadski Hetman, 16, 41  
 Skrynski, 167  
 Skrypnik M., 217  
 Smilga I., 207, 215, 220, 230, 240, 244, 249  
 Smirnov I., 207, 216, 244, 269  
 Snowden Ph., 108, 118, 128  
 Sokolnikov G., 71, 155  
 Sointsev, 245

- Solovev S., 36  
 Sosnovski L., 220, 230, 234, 245, 265  
 Souvarine B., 11, 20, 139, 213  
 Staline J., 10, 18-20, 24, 79, 90, 96-99, 120, 139-140, 196-203, 207-223, 237, 241-246, 249-252, 257-273, 276-277, 286-287, 291  
 Stamfordham Lord, 126  
 Steklov Iou., 68  
 Streseman G., 169  
 Sverdlov Iou., 39  
  
 Tatichtchev V., 36  
 Tchang-Kaï-chek, 198  
 Tchenkeli, 184  
 Tchernov, 276  
 Tchitchérine G., 19, 21, 31-33, 43-46, 62, 65, 67, 71-72, 77-79, 91, 93, 95, 102, 106, 112, 114, 119-121, 137, 143, 166-167, 170, 175-176, 199, 203  
 Tchoukovskaya L., 270  
 Thomas A., 138  
 Tikhomirov L., 36  
 Tomski M., 188, 243, 263, 272  
 Trevelyan Ch., 111  
 Trotski L., 10-12, 15-23, 29, 33-36, 41, 58, 75-79, 88, 95-100, 116, 121, 125, 127, 173-174, 186, 195-201, 207, 209, 211-247, 250-53, 258, 260, 261, 264, 266, 269, 271, 273-277, 280-281, 285, 290-291  
 Tyrrell Sir W., 103, 159, 164, 232  
 Urquhart L., 117  
  
 Valentinov N., 233-235  
 Vandervelde E., 286  
 Vanzetti, 200  
 Veuillot L., 57  
 Voïkov P., 198  
 Voline V., 172  
 Volkov P., 84  
 Volski V., 241  
 Vorochilov K., 217, 262  
 Vorovski V., 18, 77, 84, 93-95  
 Vouyovitch V., 215  
 Vychinski A., 278-279, 282-285, 287  
  
 Webb B., 111  
 Webb S., 111  
 Weinstein, 83, 96  
 Wellesley V., 122  
 Wilson Président, 30  
 Wirth Chancelier J., 63, 65  
 Wise E., 116, 133  
 Wolff O., 192  
 Wrangel baron, 78, 134, 136, 140-141, 183, 210  
  
 Yagoda G., 248, 276, 287  
 Yelov N., 267  
  
 Zamyatine E., 275  
 Zassoulitch V., 35, 229  
 Zelenski général, 276  
 Zinoviev G., 32, 34, 98, 112, 125-126, 144, 146-152, 172, 196-197, 207-217, 227, 233, 262-263, 269

## Table des matières

PRÉFACE D'ANNIE KRIEDEL . . . . .	5
INTRODUCTION . . . . .	9
 <b>Livre I: Rakovski diplomate (1922 - 1927)</b>	
CHAPITRE I: CHRISTIAN RAKOVSKI ET LA DIPLOMATIE SOVIÉTIQUE	15
CHAPITRE II: L'ENTRÉE DE L'UNION SOVIÉTIQUE DANS LA VIE EUROPÉENNE . . . . .	23
1. Aspects politiques . . . . .	23
2. Aspects économiques . . . . .	28
a) Importance économique des Républiques soviétiques	28
b) Le problème des concessions étrangères en U.R.S.S. Son incidence sur le parti bolchevique (1922) . . .	29
3. Rakovski et la social-démocratie russe avant octobre 1917	34
CHAPITRE III: LES MISSIONS SECRÈTES DE RAKOVSKI EN EUROPE OCCIDENTALE (janvier - février 1922). SES PLANS D'ACTION DI- PLOMATIQUE . . . . .	41
1. A Berlin . . . . .	41
2. A Prague . . . . .	47
CHAPITRE IV: LA CONFÉRENCE DE GÈNES (10 avril - 19 mai 1922)	49
1. Le contexte politique . . . . .	49
2. Christian Rakovski porte-parole de la délégation soviétique	53

3. L'expert soviétique à la commission financière . . . . .	55
4. Le traité de Rapallo . . . . .	61
5. Un «Rapallo ukrainien»? . . . . .	66
CHAPITRE V: AUTOUR DE LA CONFÉRENCE DE LAUSANNE (20 novembre 1922 - 24 juillet 1923) . . . . .	68
1. Le contexte politique général . . . . .	68
2. Les relations entre les Républiques soviétiques et la Turquie . . . . .	70
3. Les relations franco-soviétiques à la veille de la conférence	72
4. La conférence et ses répercussions . . . . .	77
CHAPITRE VI: RAKOVSKI CHARGÉ D'AFFAIRES DU GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE À LONDRES (septembre 1923 - 1924) . . . . .	82
A. <i>Préliminaires</i> . . . . .	82
1. Le climat politique . . . . .	82
a) Schéma de l'évolution des relations anglo-soviétiques	82
b) Les conservateurs et les bolcheviks . . . . .	83
c) Le parti travailliste et le gouvernement soviétique (1923) . . . . .	86
2. Les circonstances et le sens de la nomination à Londres de Christian Rakovski (mars - septembre 1923) . . . . .	90
a) Le poste de représentant soviétique à Londres avant l'arrivée de Rakovski (1921 - 1923) . . . . .	91
b) Le problème de la personnalité du représentant soviétique à Londres (mars - juillet 1923) . . . . .	92
c) La nomination de Rakovski (juillet - septembre 1923)	95
B. <i>Ses activités diplomatiques</i> . . . . .	105
1. Les relations anglo-soviétiques (octobre 1923 - août 1924)	105
a) La première audience de Rakovski au Foreign Office (octobre 1923) . . . . .	105
b) Rakovski et la gauche britannique à la veille de l'arrivée au pouvoir des travaillistes (septembre - décembre 1923) . . . . .	108
c) La reconnaissance <i>de jure</i> du gouvernement soviétique et la nomination de chargés d'affaires à Londres et à Moscou (février 1924) . . . . .	118
d) La conférence anglo-soviétique (14 avril - 4 août 1924)	120

2. Rakovski et les relations franco-soviétiques (1924) . . .	132
a) Poincaré, l'Union soviétique et la France . . .	132
b) La reconnaissance par la France du gouvernement soviétique (28 octobre 1924) . . . . .	135
 CHAPITRE VII: L'UNION SOVIÉTIQUE FACE À LOCARNO (octobre 1924 - novembre 1925) . . . . .	 145
A. <i>La «lettre de Zinoviev» et la chute du gouvernement travail- liste</i> (octobre - novembre 1924) . . . . .	145
B. <i>Les relations anglo-soviétiques à la veille de la conférence de Locarno</i> (novembre 1924 - octobre 1925) . . . . .	150
1. Le gouvernement Baldwin et l'Union soviétique . . .	150
2. L'échec des relations commerciales entre la Grande-Bre- tagne et l'U.R.S.S. . . . .	153
3. La Grande-Bretagne et l'Union soviétique à la veille de la conférence de Locarno (avril - juillet 1925) . . . . .	158
C. <i>L'Union soviétique et les accords de Locarno</i> (automne 1925)	164
 CHAPITRE VIII: RAKOVSKI AMBASSADEUR EN FRANCE (décembre 1925 - octobre 1927) . . . . .	 170
A. <i>La nomination de Rakovski à Paris</i> (novembre 1925) . . .	170
B. <i>Les relations franco-soviétiques</i> . . . . .	176
1. Les relations commerciales entre la France et l'U.R.S.S. (1923 - 1924) . . . . .	177
2. La question du pétrole russe . . . . .	177
3. La diplomatie «parallèle» de Rakovski et le commerce franco-soviétique (1925 - 1926) . . . . .	179
4. Deux causes de désaccord entre la France et l'U.R.S.S. . .	183
C. <i>La conférence franco-soviétique</i> (1926 - 1927) . . . . .	185
1. Autour de la conférence . . . . .	185
2. La conférence . . . . .	188
a) La première séance . . . . .	189
b) L'évolution de la situation internationale . . . . .	192
c) La réaction de la France face à la situation internatio- nale: la conférence franco-soviétique) mars - octobre 1927) . . . . .	193
D. <i>La fin des activités diplomatiques de Rakovski</i> (août - décem- bre 1927) . . . . .	196

## Livre II: Rakovski révolutionnaire (1927 - 1941)

CHAPITRE IX: LE DERNIER COMBAT OFFICIEL (octobre 1927 - janvier 1928)	207
1. Retour à Moscou via Berlin (fin octobre 1927)	207
2. L'équipe ukrainienne (début novembre 1927)	212
3. L'enterrement d'Adolf Ioffé (19 novembre 1927)	215
4. Le porte-parole des «irréductibles» au XV <sup>e</sup> Congrès du parti (décembre 1927)	217
5. Les déclarations des oppositionnels avant leur départ pour l'exil (janvier 1928)	220
CHAPITRE X: LA RELÉGATION À ASTRAKHAN (fin janvier - automne 1928)	224
1. Travaux personnels et vie quotidienne	225
2. Réflexions politiques	230
a) Problèmes du Komintern	230
b) Les «dangers professionnels» du pouvoir: la lettre à Valentinov (6 août 1928)	233
c) Les «thèses de l'Opposition en exil» (printemps 1928)	239
CHAPITRE XI: LES ANNÉES D'ULTIME RÉSISTANCE (1929 - 1933)	243
1. Le «tournant à gauche» de la direction stalinienne et la dissociation de l'Opposition trotskiste (été 1929)	243
2. Le leader de l'Opposition trotskiste en U.R.S.S.	245
a) L'expulsion de Trotski d'Union soviétique (janvier 1929)	246
b) Maladie de Rakovski. La relégation à Saratov (1929)	246
c) Rakovski est relégué à Barnaoul. Les thèses d'avril 1930	253
CHAPITRE XII: LE RALLIEMENT À LA LIGNE GÉNÉRALE (1934 - 1937)	262
1. Rakovski, Staline et Hitler (1934)	262
2. La descente aux enfers (1934 - 1935)	266
CHAPITRE XIII: LE PROCÈS ET LA FIN (1936 - 1941)	269
CONCLUSION	289

<i>Table des matières</i>	355
BIBLIOGRAPHIE . . . . .	292
A. <i>Archives et documents originaux</i> . . . . .	292
I. Archives non publiées . . . . .	292
a) Archives personnelles . . . . .	292
b) Archives d'Etat . . . . .	293
II. Documents d'archives publiés . . . . .	293
a) En russe . . . . .	294
b) En anglais . . . . .	294
B. <i>Ouvrages consultés</i> . . . . .	294
C. <i>Œuvres de Rakovski</i> . . . . .	301
I. Livres et brochures de Rakovski utilisés dans la prépara- tion de ce travail . . . . .	301
II. Articles, proclamations et discours de Rakovski (1922 - 1941) . . . . .	302
III. Interviews (1922 - 1941) . . . . .	304
IV. Correspondance de Rakovski (Astrakhan, 1928) . . . . .	307
D. <i>Liste des périodiques consultés</i> . . . . .	307
NOTES ET RÉFÉRENCES . . . . .	309
INDEX DES NOMS . . . . .	347

